LENINE

œuvres

tome
1

1893
1894

LÉNINE

nouvelles transformations économiques dans la vie paysanne • à propos de la question dite des marchés • ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates • le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre m. strouve

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

1

В. Ульянов (Ленин)

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IX^e CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU II^e CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
1
1893-1894

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1966

PRÉFACE A LA QUATRIÈME ÉDITION

Par décision du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., l'Institut Marx-Engels-Lénine auprès du Comité central du P.C.(b) de l'U.R.S.S. fait paraître une nouvelle édition, la quatrième. des Œuvres de Lénine.

La *première* édition des Œuvres de Lénine fut entreprise en vertu d'une décision du IX^e^ Congrès du Parti bolchévik. Elle parut durant la période 1920-1926, en 20 tomes comprenant 26 volumes (les tomes VII, XI, XII, XIV, XVIII et XX se composaient de deux parties).

Cette édition fut une première tentative pour réunir en un tout l'héritage littéraire de Lénine. Rien d'étonnant si les omissions y furent nombreuses. Ainsi, maints articles de Lénine parus dans les journaux bolchéviks : *Iskra*, *Vpériod*, *Prolétari*, *Social-Démocrate*, *Zvezda*, *Pravda*, n'y furent pas inclus. Dans la répartition par tomes des Œuvres de Lénine on n'avait pas observé un principe unique : le classement chronologique alternait avec le classement par thèmes.

Conformément à une décision du II^e^ Congrès des Soviets de l'U.R.S.S., prise en janvier 1924, une *deuxième* édition des Œuvres de Lénine et une *troisième* édition identique à la précédente quant au contenu et au classement des documents, mais meilleur marché, furent entreprises en 1925 et achevées en 1932.

Les deuxième et troisième éditions des Œuvres, bien que sensiblement plus complètes et plus étendues que la

première, présentaient cependant, elles aussi, des défauts importants. Le texte était entaché d'omissions et s'écartait par endroits des originaux. La répartition en tomes des Œuvres de Lénine avait souvent été effectuée selon des indices superficiels et fortuits. Les lettres de Lénine étaient disposées sans ordre ni succession bien définis. Tous les tomes étaient surchargés d'annexes variées et de références rédactionnelles, qui occupaient d'un cinquième à un tiers du volume et représentaient par leur étendue, dans certains cas, plus de la moitié du texte de Lénine. Ces éditions renfermaient également « des erreurs politiques grossières, relevant du sabotage, dans les annexes, les notes et les commentaires de certains tomes des Œuvres de Lénine ». (Résolution du C.C. du P.C. (b) de l'U.R.S.S. : « De l'organisation de la propagande du Parti à l'occasion de la parution de l'« Histoire du P.C.(b) de l'U.R.S.S. »)

La *quatrième édition* a pour but d'éliminer les insuffisances des éditions antérieures et de donner le recueil le plus complet de l'héritage littéraire de Lénine. Cette édition comprend les œuvres qui figuraient dans les deuxième et troisième éditions, ainsi que les écrits publiés dans les Recueils Lénine, la *Pravda*, le *Bolchévik*, la *Prolétarskaïa Révolioutsia* et autres organes de presse, depuis la parution des deuxième et troisième éditions.

Plus de 500 textes de Lénine qui ne figuraient pas dans les deuxième et troisième éditions des Œuvres et représentant au total plus de 70 feuilles d'impression ont été inclus dans la quatrième édition.

Les nouveaux textes faisant partie de la quatrième édition des Œuvres viennent enrichir encore le trésor idéologique du marxisme-léninisme.

Parmi ces textes figurent des documents appartenant à toutes les périodes de l'histoire du Parti bolchévik.

C'est le cas de l'un des premiers ouvrages de Lénine, le célèbre exposé de 1893 : *A propos de la question dite des marchés*, dirigé contre le populisme et contre les premières manifestations du « marxisme légal » qui prenait alors naissance.

On trouve aussi dans la quatrième édition de nouveaux documents caractérisant l'activité de Lénine durant la période de la vieille *Iskra*. Notamment l'article « A propos

de la revue *Svoboda* [La liberté] » ; les thèses « Anarchisme et socialisme », la « Thèse fondamentale contre les socialistes-révolutionnaires » et quelques autres documents dirigés contre les socialistes-révolutionnaires.

Parmi les textes datant de la première révolution et qui ont été inclus dans la quatrième édition, il convient de souligner tout spécialement l'article de Lénine « Nos tâches et le Soviet des députés ouvriers », écrit dans les premiers jours de novembre 1905. Dans cet article, l'auteur développa un programme concret d'action pour le parti du prolétariat lors de l'étape décisive de la révolution de 1905, alors que l'insurrection armée était imminente. Lénine donna pour la première fois une définition des Soviets comme organe de l'insurrection qui monte et mûrit, comme embryon du nouveau pouvoir, comme organe de la dictature exercée par les éléments révolutionnaires du peuple.

La quatrième édition comprend des écrits des années 1905-1906 tels que le « Projet de résolution du III^e^ Congrès du P.O.S.D.R. à propos des événements du Caucase », un compte rendu sur le journal *Borba prolétariata* [la Lutte du prolétariat], les articles « La révolution en Russie », « Les premiers pas », « Entre deux combats », « Les tâches du parti ouvrier et la paysannerie », le tract « Le Premier Mai », un fragment de la postface à l'ouvrage *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*.

Les textes écrits par Lénine pendant les années de réaction, qui éclairent sa lutte contre le liquidationnisme de droite et « de gauche », sont plus complètement représentés que dans les éditions antérieures. De nouveaux textes — interventions et projets de résolutions — montrent le travail de direction assumé par Lénine lors de la conférence tenue par la rédaction élargie du *Prolétari* [le Prolétaire] en 1909, conférence qui joua un rôle considérable en contribuant à épurer les rangs bolchéviks des renégats de tout genre dans le domaine de la théorie du marxisme, et des phraseurs petits-bourgeois.

La « Lettre ouverte à tous les membres du parti social-démocrate », « Du rouge de la honte chez Petit-Judas Trotski », les lettres aux membres du C.C., incluses dans la quatrième édition, éclairent l'une des étapes importantes

de l'histoire du bolchévisme : la lutte de Lénine pour la convocation de la Conférence de Prague.

De nombreux documents nouveaux se rapportent à la période de l'essor révolutionnaire à la veille de la première guerre impérialiste : « Cartes sur table », « Avant et maintenant », « Parti illégal et travail légal », « Avis aux lecteurs du *Loutch* [le Rayon] et de la *Pravda* », « La masse ouvrière et l'intelligentsia ouvrière » et d'autres articles, qui constituent des modèles de polémique révolutionnaire. On a inséré une série de nouvelles lettres de Lénine à la rédaction de la *Pravda*, reflétant le caractère concret de la direction par Lénine de la presse bolchévique.

Les nouveaux documents de la période de la guerre impérialiste inclus dans la quatrième édition : lettres, projets de résolutions, ébauches de thèses, etc., éclairent des problèmes très importants du mouvement ouvrier international, la lutte de Lénine au sein du groupement de Zimmerwald et de la gauche zimmerwaldienne pour une ligne marxiste conséquente et internationaliste sur les questions de guerre, de paix et de révolution.

Dans la quatrième édition figurent de nouveaux documents caractérisant la préparation de la Grande Révolution socialiste d'Octobre par le Parti bolchévik. Ce sont des documents de la Conférence d'Avril des bolchéviks : l'intervention de Lénine sur la question des Soviets et les résolutions qu'il rédigea sur : la guerre, l'attitude envers le Gouvernement provisoire, la question agraire, la révision du programme du Parti, les Soviets des députés ouvriers et soldats, la question nationale, la situation actuelle, etc. En outre, on a inséré l'« Introduction aux résolutions de la VII^e^ Conférence de Russie du P.O.S.D.R.(b) (Conférence d'Avril) », que Lénine publia avec les résolutions dans le journal *Soldatskaïa Pravda* [la Vérité du soldat] en mai 1917. Parmi les nouveaux textes concernant l'histoire de la Révolution d'Octobre, on a inclus également une série d'articles de cette période tirés de la *Pravda*, qui sont un modèle de la maîtrise de Lénine en matière de propagande : « Toujours et encore le mensonge », « La solidité d'une chaîne dépend de celle de son maillon le plus faible », « De qui vous moquez-vous ? De vous-

mêmes ! », « Partis dirigeants et responsables », « Tout le pouvoir aux Soviets ! ».

La nouvelle édition contient le « cahier à reliure bleue » de Lénine : « Le marxisme et l'Etat », renfermant les textes préparatoires à l'ouvrage de Lénine *L'Etat et la Révolution*.

Les nouveaux textes de la période d'après Octobre, inclus dans la quatrième édition — notes, télégrammes, lettres, projets condensés de décrets et de résolutions, adresses et appels — caractérisent l'activité universelle déployée par Lénine dans la direction du premier Etat soviétique, dans l'organisation de la défense de la patrie socialiste contre les interventionnistes étrangers et la contre-révolution de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, dans la direction de l'édification socialiste.

En outre, la quatrième édition comprend, sous forme de tomes séparés, les « Cahiers philosophiques », les « Cahiers sur l'impérialisme », les « Cahiers sur la question agraire » et les « Lettres à ses proches », qui avaient été publiés auparavant dans les Recueils Lénine et sous forme d'ouvrages séparés, mais ne furent pas inclus dans les deuxième et troisième éditions des Œuvres.

Pour cette quatrième édition, le texte des ouvrages de Lénine a été une nouvelle fois confronté avec les originaux : les manuscrits de Lénine, les éditions et rééditions des travaux qu'il avait préparées personnellement pour la presse, les articles parus de son vivant dans les journaux et les revues, les sténogrammes revus par lui, etc. A la différence des deuxième et troisième éditions, la quatrième reproduit le texte de Lénine sans variantes d'interprétation.

Dans la quatrième édition, les œuvres et la correspondance de Lénine sont disposées dans l'ordre chronologique. Les rares dérogations, guère importantes, au principe chronologique de présentation des textes n'ont été faites que dans les cas peu nombreux où la nécessité s'imposait de présenter les œuvres de Lénine comme un tout, en conservant leur liaison organique. A l'intérieur de chaque tome, tous les matériaux sont disposés dans l'ordre des dates où ils ont été écrits ou publiés, et les discours et rapports dans l'ordre des dates où ils ont été prononcés.

Les lettres et télégrammes publiés par Lénine, ou qu'il destinait à la publication, se trouvent dans les tomes correspondant à la date à laquelle ils ont été écrits ou publiés. Les lettres non publiées du vivant de Lénine sont rassemblées dans des tomes spéciaux des Œuvres. Ceux-ci comprennent de nombreuses lettres publiées dans les tomes fondamentaux des deuxième et troisième éditions, la correspondance des tomes XXVIII et XXIX de ces éditions, ainsi que la correspondance publiée à titre complémentaire dans la quatrième édition. Toute la correspondance de Lénine incluse dans les tomes spéciaux est disposée strictement dans l'ordre chronologique.

L'appareil de références des tomes de la quatrième édition des Œuvres se réduit à des renseignements de fait, nécessaires au lecteur qui étudie les Œuvres de Lénine, et comprend : 1) une courte préface à chaque tome ; 2) la traduction des mots et phrases étrangers ; 3) des notes contenant des renseignements concernant les congrès, les conférences et les organes de presse, le déchiffrement des pseudonymes et des surnoms de Parti, des indications sur les Œuvres de Marx et Engels citées par Lénine ; 4) les principales dates de la vie et de l'activité de Lénine.

On a appliqué au maximum, dans la quatrième édition, l'indication donnée dès 1923 dans une résolution spéciale du C.C. du Parti bolchévik. Cette résolution soulignait la nécessité de réunir avec soin, afin d'en faire le bien du Parti et du peuple, toutes les œuvres de Lénine, tous les textes et documents existants, qui caractérisent l'activité déployée par lui dans la création du Parti bolchévik, dans la préparation de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, dans l'édification du premier Etat soviétique du monde, dans la direction du mouvement révolutionnaire international du prolétariat. Il y était dit : « Nous ne devons pas oublier que le moindre bout de papier portant une indication ou une annotation de Lénine peut apporter une énorme contribution à l'étude de la personnalité et de l'activité du chef de la révolution mondiale et nous aidera à voir clair dans les tâches et les difficultés existant sur la voie que nous suivons, sous la direction de Lénine. »

La quatrième édition des Œuvres est l'édition la plus complète de l'héritage littéraire laissé par Lénine.

L'héritage idéologique de Lénine est inestimable. Le nom de Lénine, ses actes, son enseignement survivront aux siècles et aux millénaires. Les idées et les œuvres de Lénine ont éduqué et éduquent des millions de combattants du communisme.

La parution de cette nouvelle édition des Œuvres de Lénine est un événement important dans la vie idéologique du Parti bolchévik et du peuple soviétique, un nouveau pas en avant dans la diffusion du marxisme-léninisme, dans l'assimilation par notre Parti et par les intellectuels soviétiques de cette grande arme idéologique dans la lutte pour le communisme.

L'Institut Marx-Engels-Lénine
auprès du Comité central du P.C. (b)
de l'U.R.S.S.

PRÉFACE AU TOME PREMIER

Le présent tome contient quatre œuvres de Lénine (*Nouvelles transformations économiques dans la vie paysanne*, *A propos de la question dite des marchés*, *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates*, *Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé*) qu'il écrivit en 1893-1894, dans la période initiale de son activité révolutionnaire, dans les premières années de lutte pour la création du parti ouvrier révolutionnaire en Russie.

Dans ces œuvres, dirigées contre les populistes et les « marxistes légaux », Lénine a donné une analyse marxiste du régime économique et social de la Russie à la fin du XIX^e^ siècle et a formulé une série de thèses-programme et de tâches concernant la lutte révolutionnaire du prolétariat russe.

La quatrième édition des Œuvres de Lénine comprend, pour la première fois, son étude *A propos de la question dite des marchés*. Cet ouvrage fut écrit par Lénine au cours de l'automne 1893 ; son manuscrit était considéré comme perdu à jamais, il ne fut retrouvé qu'en 1937 et publié alors pour la première fois.

L'ouvrage de Lénine *Ce que sont les « amis du peuple »* est publié dans la présente édition d'après un nouvel exemplaire de l'édition polycopiée de 1894, qui ne parvint à l'Institut Marx-Engels-Lénine qu'en 1936 et ne fut pas inclus dans les éditions antérieures des Œuvres de Lénine.

Cet exemplaire contient de nombreuses corrections rédactionnelles, effectuées manifestement par Lénine en vue d'une édition qu'il projetait de faire imprimer à l'étranger. Il a été tenu compte de toutes ces corrections dans la présente édition. Ainsi, ce volume reproduit le texte exact de l'ouvrage : *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates.*

V. LÉNINE

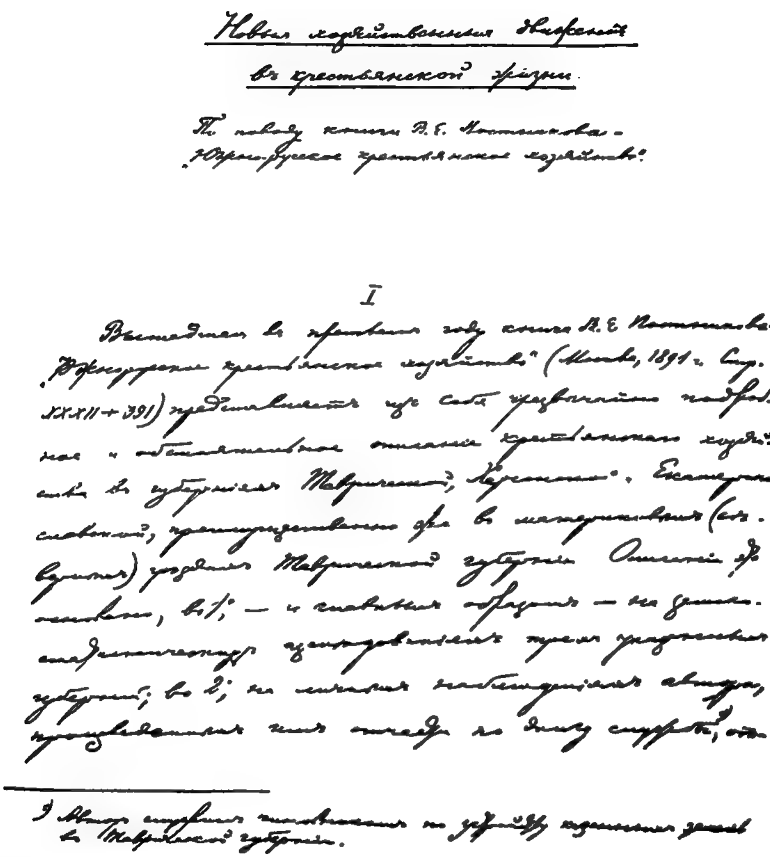
1890-1891

NOUVELLES TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES DANS LA VIE PAYSANNE

(A propos du livre de V. Postnikov: *L'économie paysanne de la Russie méridionale*)[1]

Ecrit au printemps de 1893.
Paru pour la première fois en 1923, dans le recueil «Pour le vingt-cinquième anniversaire du Ier Congrès du Parti (1898-1923)»

Conforme au manuscrit



Новыя хозяйственныя движенія въ крестьянской жизни.

По поводу книги В. Е. Постникова — „Южно-русское крестьянское хозяйство“.

I

Вышедшая въ прошломъ году книга В. Е. Постникова „Южнорусское крестьянское хозяйство“ (Москва, 1891 г. Стр. XXXII + 391) представляетъ изъ себя чрезвычайно подробное и обстоятельное описаніе крестьянскаго хозяйства въ губерніяхъ Таврической, Херсонской, Екатеринославской, преимущественно же въ материковыхъ (северныхъ) уездахъ Таврической губерніи. Описаніе это основано, во 1°, — и главнымъ образомъ — на земско-статистическихъ изследованіяхъ трехъ упомянутыхъ губерній; во 2°, на личныхъ наблюденіяхъ автора, произведенныхъ имъ отчасти по делу службы*, отъ

*) Авторъ служилъ чиновникомъ по устройству надельныхъ земель въ Таврической губерніи.

Première page du manuscrit de Lénine: ***Nouvelles transformations économiques dans la vie paysanne.*** **— 1893**

Réduction

I

Le livre de V. Postnikov : *L'économie paysanne de la Russie méridionale* (Moscou, 1891, XXXII+391 pages), paru il y a deux ans, contient une description extrêmement détaillée et circonstanciée de l'économie paysanne dans les provinces de Tauride, de Kherson et d'Ekatérinoslav, et plus spécialement dans les districts continentaux (septentrionaux) de la province de Tauride *. Cette description est fondée, en premier lieu et principalement, sur les études statistiques dues aux zemstvos des trois provinces indiquées ; en second lieu, sur les observations personnelles faites par l'auteur, en partie dans le cadre de ses fonctions**, en partie dans l'intention spéciale d'étudier l'économie paysanne entre 1887 et 1890.

Cette tentative pour réunir en un tout les études statistiques dues aux zemstvos, portant sur une région entière, et pour exposer leurs résultats sous une forme systématique, présente en elle-même un intérêt considérable, car la statistique des zemstvos [2] fournit une documentation extrêmement vaste et détaillée sur la situation économique de la paysannerie, mais sous une forme telle que ces études passent presque inaperçues du public : les recueils statistiques des zemstvos se présentent sous forme de volu-

* L'ancienne province de Tauride comprenait la presqu'île de Crimée et la région continentale avoisinante. (*N. des Trad.*)

** L'auteur a été fonctionnaire chargé du cadastre des terres de l'Etat dans la province de Tauride.

mes entiers de tableaux (habituellement, chaque district se voit consacrer un tome), dont le seul regroupement en rubriques suffisamment vastes et claires exige un travail spécial. La nécessité de regrouper les données statistiques des zemstvos et de les interpréter se fait sentir depuis longtemps. C'est pour répondre à cette nécessité que l'édition des *Bilans de la statistique des zemstvos* a été entreprise ces temps derniers. Le plan de cette édition est le suivant : on prend une question déterminée relative à l'économie paysanne, et une étude spéciale est consacrée au groupement de toutes les données concernant cette question qui existent dans les statistiques des zemstvos ; on réunit toutes les données concernant aussi bien les terres noires du Sud de la Russie que les terres non noires du Nord, aussi bien les provinces exclusivement agricoles que les provinces industrielles. C'est selon ce plan que sont constitués les deux tomes déjà parus des *Bilans* ; le premier est consacré à la « communauté paysanne » (V.V.), le deuxième aux « affermages paysans des terres non concédées » (N. Karychev) [3]. Il est permis de mettre en doute la justesse d'un tel mode de groupement : il exige, en premier lieu, que l'on groupe les données concernant des régions économiques variées aux conditions économiques diverses (et donner une caractéristique distincte de chaque région présente d'immenses difficultés par suite du caractère incomplet des études des zemstvos et de l'omission de nombreux districts : ces difficultés se sont déjà manifestées dans le 2e tome des *Bilans* ; l'essai de Karychev pour rattacher les données des statistiques des zemstvos à différentes régions bien définies a échoué) ; en second lieu, décrire séparément un aspect quelconque de l'économie paysanne sans effleurer les autres aspects est absolument impossible ; détacher une question déterminée est forcément artificiel et préjudiciable à une vue d'ensemble. Les fermages paysans des terres non concédées sont séparés du fermage des terres concédées, des données générales sur le groupement économique des paysans, sur l'étendue des superficies ensemencées ; ils sont considérés seulement comme une partie de l'économie paysanne, alors qu'ils représentent souvent un mode spécial de gestion de l'exploitation privée. Pour cette raison, il serait à mon avis préférable que les données fournies par

les statistiques des zemstvos soient groupées suivant des régions déterminées aux conditions économiques homogènes.

Exposant au passage mes idées sur la façon la plus rationnelle de grouper les études statistiques des zemstvos, idées qui me sont suggérées par la confrontation des *Bilans* avec le livre de Postnikov, je dois cependant formuler cette réserve que ce dernier ne s'est pas précisément assigné pour tâche de faire des *résumés* : il relègue à l'arrière-plan le matériel chiffré et s'applique entièrement à fournir une description complète et bien en relief.

Dans cette description l'auteur accorde presque la même attention aux questions d'ordre économique, juridique et administratif (formes de la propriété foncière) et technique (questions de bornage ; système d'exploitation ; récoltes) ; mais il s'est proposé de placer les premières au premier plan.

« Il faut reconnaître, dit M. Postnikov dans sa préface, que j'attache moins d'importance à la technique de l'exploitation paysanne qu'on aurait pu le faire, mais je procède ainsi parce que les conditions d'ordre économique jouent, à mon avis, un rôle plus important dans l'exploitation paysanne que la technique. Notre presse... ignore habituellement l'aspect économique... On consacre très peu d'attention à l'étude de problèmes économiques aussi fondamentaux pour notre économie paysanne que la question agraire et la question du bornage. Le présent ouvrage fait une plus large place, précisément, à l'éclaircissement de ces questions et, en particulier, de la question agraire. » (Préface, p. IX.)

Partageant entièrement le point de vue de l'auteur sur l'importance relative des questions économiques et techniques, j'ai donc l'intention de consacrer mon article à la présentation de la seule partie de l'ouvrage de M. Postnikov dans laquelle l'économie paysanne fait l'objet d'une étude politico-économique *.

* Une telle étude ne me semble pas superflue, car le livre de M. Postnikov, qui représente une des contributions les plus remarquables de notre littérature économique de ces dernières années, est passé presque inaperçu. Cela s'explique peut-être par le fait que l'auteur, bien que reconnaissant la grande importance des questions économiques, les expose d'une façon trop fragmentaire et encombre son exposé de détails concernant d'autres problèmes.

Dans sa préface, l'auteur caractérise les points principaux de cette étude de la façon suivante :

« Le large emploi des machines que l'on constate ces temps derniers dans l'agriculture paysanne et l'extension notable de l'étendue des exploitations chez la partie aisée de la paysannerie font entrer notre vie agraire dans une phase nouvelle, dont le développement sera sans aucun doute encore stimulé par les difficiles conditions économiques de l'année en cours. La productivité du travail paysan et la capacité de travail de la famille s'élèvent considérablement à mesure qu'augmentent les dimensions de l'exploitation et l'emploi des machines, ce que l'on perdait de vue jusqu'à présent, quand on voulait fixer la superficie que peut cultiver une famille paysanne...

L'emploi des machines dans l'économie paysanne provoque des changements considérables dans les conditions de vie : réduisant la demande de main-d'œuvre agricole et rendant encore plus sensible au paysan la surpopulation existant chez nous dans l'agriculture, il contribue à accroître le nombre des familles qui, devenues excédentaires au village, doivent chercher un salaire ailleurs et deviennent, en fait, des familles de paysans sans terre. En même temps, étant donné les procédés de culture actuellement mis en œuvre et le caractère extensif de l'agriculture, l'introduction de puissantes machines agricoles élève le bien-être de la paysannerie à un niveau qu'il n'était même pas question d'envisager jusqu'à présent. C'est là le gage de nouvelles et puissantes transformations économiques dans la vie paysanne. Déceler et mettre en évidence ces transformations dans la paysannerie de la Russie méridionale constitue la tâche immédiate du présent ouvrage. » (Préface, p. X.)

Avant d'exposer quelles sont, selon l'auteur, ces nouvelles transformations économiques, je dois formuler encore deux réserves.

En premier lieu, on a noté plus haut que Postnikov fait état de données concernant les provinces de Kherson, d'Ekatérinoslav et de Tauride ; mais seules les données concernant cette dernière sont suffisamment détaillées, encore n'est-ce pas pour l'ensemble de la province : l'auteur ne fournit pas de données sur la Crimée, placée dans des

conditions économiques quelque peu différentes, et s'en tient exclusivement aux trois districts continentaux situés dans le Nord de la province de Tauride, ceux de Berdiansk, de Mélitopol et du Dniepr. Je m'en tiendrai aux données concernant uniquement ces trois districts.

En second lieu, la province de Tauride, outre les Russes, est peuplée d'Allemands et de Bulgares, dont le nombre est d'ailleurs faible par rapport à celui de la population russe : dans le district du Dniepr, on compte 113 feux de colons allemands sur les 19 586 feux du district, soit 0,6% en tout et pour tout. Dans le district de Mélitopol, on compte 2 159 feux d'Allemands et de Bulgares (1 874+285) sur 34 978, soit 6,1%. Enfin, dans le district de Berdiansk, 7 224 feux sur 28 794, soit 25%. Au total, on compte pour les trois provinces 9 496 feux de colons sur 83 358, soit 1/9 environ. Par conséquent, le nombre de colons est en général très peu important et, dans le district du Dniepr, tout à fait insignifiant. L'auteur décrit en détail l'économie des colons, la séparant toujours de celle des Russes. Je laisse de côté toutes ces descriptions, me bornant exclusivement à l'économie des paysans russes. Il est vrai que les chiffres englobent Russes et Allemands, mais l'adjonction de ces derniers ne peut modifier, du fait de leur faible nombre, les proportions générales, de sorte que l'on peut parfaitement caractériser l'économie paysanne russe sur la base de ces données. La population russe de la province de Tauride, qui est venue s'installer dans ces régions durant ces 30 dernières années, ne se distingue de la paysannerie des autres provinces russes que par sa grande aisance. Dans cette région, la propriété communale est, selon les termes de l'auteur, « typique et stable » * ; en un mot, exception faite des colons, l'économie paysanne de la province de Tauride ne présente aucune différence fondamentale avec le type général de l'économie paysanne russe.

* La propriété de la terre par feu n'existe que dans cinq localités.

II

« A l'heure actuelle, dit Postnikov, tout village quelque peu important de la Russie méridionale (et on peut probablement en dire autant de la majorité des localités de Russie) présente une telle diversité dans la situation économique des différents groupes de sa population qu'il est extrêmement difficile de parler du bien-être des différents villages en tant que tels et de dépeindre ce bien-être en établissant des moyennes. Ces moyennes indiquent quelques conditions générales déterminantes de la vie économique des paysans, mais ne donnent aucune idée réelle de la diversité des phénomènes économiques » (p. 106).

Un peu plus loin, Postnikov s'exprime encore plus nettement :

« L'inégalité des niveaux de vie, dit-il, fait qu'il est extrêmement difficile de porter là-dessus un jugement général. Les personnes qui traversent rapidement les gros villages de la province de Tauride concluent d'ordinaire que les paysans du lieu jouissent d'une large aisance ; mais peut-on dire qu'un village est aisé, dont la moitié des paysans sont des riches, tandis que l'autre moitié est réduite en permanence à la misère ? Et par quels indices faut-il définir l'aisance plus ou moins grande de tel ou tel village ? Il est évident que les chiffres moyens caractérisant la situation de la population de tout un village ou de toute une région ne permettent pas d'énoncer des conclusions sur l'aisance paysanne. On ne peut juger de cette dernière que sur un ensemble de nombreuses données, *en distinguant les diverses catégories de la population* » (p. 154).

Il peut sembler que l'auteur n'a rien dit de nouveau en constatant ainsi l'existence d'une différenciation parmi la paysannerie : cette différenciation est mentionnée dans presque tous les ouvrages traitant de l'économie paysanne en général. Mais, d'ordinaire, on sous-estime sa portée, on la considère comme sans importance ou même comme le fait du hasard, on juge possible de parler du type de l'économie paysanne en caractérisant ce dernier par des chiffres moyens, on discute de l'importance de diverses mesures pratiques visant l'ensemble de la paysannerie. Post-

nikov s'élève dans son livre contre une telle façon de voir. Il insiste (et plus d'une fois) sur « l'extrême diversité de la situation économique des différents feux au sein de la communauté » (p. 323) et prend position contre « la tendance à considérer le monde paysan comme un tout homogène, tel que nos intellectuels des villes se le représentent encore jusqu'à présent » (p. 351). « Les statistiques des zemstvos pour les dix dernières années, dit-il, ont fait apparaître que notre communauté rurale ne présente nullement ce caractère d'unité et d'homogénéité que croyaient y voir nos publicistes des années 70, et que, durant ces dernières décades, la population s'y est différenciée en catégories de niveaux économiques extrêmement variées » (p. 323).

Postnikov étaye son point de vue d'une foule de données éparpillées à travers tout l'ouvrage, et nous devons maintenant les rapprocher systématiquement pour vérifier la justesse de ce point de vue, pour savoir qui a raison : « les intellectuels des villes », qui considèrent la paysannerie comme quelque chose d'homogène, ou Postnikov affirmant que l'hétérogénéité est très grande. Il s'agit de savoir jusqu'où va cette diversité, pour voir si elle empêche de donner une caractéristique politico-économique d'ensemble sur l'économie paysanne à partir des seules moyennes, si elle est capable de modifier l'action et l'influence des mesures pratiques suivant qu'elles se rapportent à telle ou telle catégorie de la paysannerie.

Avant de citer les chiffres qui fournissent les éléments indispensables pour répondre à ces questions, il convient de noter que toutes les données de ce genre ont été tirées par Postnikov des recueils statistiques des zemstvos concernant la province de Tauride. Initialement, la statistique des zemstvos se bornait à recueillir, lors des recensements, les données par commune, sans s'occuper des données concernant chaque feu paysan. Mais on constata bien vite des différences dans la situation de fortune de ces feux et on entreprit des recensements par feu, ce qui fut un premier pas vers une étude plus poussée de la situation économique des paysans. Le pas suivant fut l'introduction de tableaux combinés : partant de la conviction que les différences de fortune des paysans à l'intérieur de la commune sont plus

profondes que les différences entre les diverses catégories juridiques parmi lesquelles ils se répartissent, les statisticiens se mirent à grouper tous les indices de la situation économique des paysans selon certaines différences de fortune, par exemple, en divisant les paysans en groupes selon le nombre de déciatines de superficie cultivée, la quantité des bêtes de trait, l'importance de la terre de labour concédée par feu, etc.

La statistique des zemstvos de Tauride groupe les paysans selon le nombre de déciatines cultivées. Postnikov pense que ce mode de classification « paraît heureux » (p. XII), car « dans les conditions économiques des districts de Tauride, la superficie des ensemencements est l'indice le plus important du bien-être du paysan » (p. XII). « Dans les steppes méridionales, dit Postnikov, le développement des professions non agricoles de tout genre chez les paysans est encore relativement faible, et la principale occupation de l'énorme majorité de la population rurale est, à l'heure actuelle, l'agriculture fondée sur la culture des céréales ». « Selon la statistique des zemstvos, dans les districts septentrionaux de la province de Tauride, 7,6% de la population rurale autochtone exercent exclusivement une profession artisanale ; en outre, 16,3% de la population ont, en plus de leur propre exploitation agricole, un métier d'appoint » (p. 108). En fait, la classification selon la surface cultivée est infiniment plus juste, même pour les autres localités de la Russie, que les autres modes de groupement adoptés par les statistiques des zemstvos, par exemple, selon le nombre de déciatines de terres concédées ou de labour concédé par feu : d'une part, la quantité de terre concédée n'indique pas directement l'importance économique du foyer, car la dimension du lot est déterminée par le nombre d'âmes recensées [4] ou par celui des personnes vivantes du sexe masculin dans la famille et ne dépend qu'indirectement de la situation de fortune du propriétaire ; enfin, parce que le paysan n'utilise peut-être pas la terre concédée, mais la donne à bail et ne peut pas en jouir faute de matériel. D'autre part, si l'activité principale de la population est l'agriculture, la détermination de la superficie ensemencée est nécessaire pour calculer la production, pour déterminer la quantité de

blé consommée par le paysan, achetée par lui ou mise en vente, car, si l'on n'éclaircit pas ces problèmes, un aspect extrêmement important de l'économie paysanne demeurera obscur : on ignorera le caractère de son économie agricole, son importance par rapport à son salaire d'appoint, etc. Enfin, il est nécessaire de baser la classification précisément sur la superficie ensemencée pour pouvoir comparer l'économie du feu avec ce que l'on appelle les normes de la propriété terrienne et de l'agriculture paysanne, avec la norme alimentaire (Nahrungsfläche) et la norme de travail (Arbeitsfläche). En un mot, la classification selon les ensemencements n'est pas seulement heureuse ; elle est la meilleure et elle est absolument nécessaire.

Selon l'étendue des surfaces cultivées, les statistiques de Tauride divisent les paysans en 6 groupes : 1) ne cultivant pas ; 2) cultivant jusqu'à 5 déciatines ; 3) de 5 à 10 déciatines ; 4) de 10 à 25 déciatines ; 5) de 25 à 50 déciatines et 6) plus de 50 déciatines par feu. Pour les trois districts, la proportion de ces groupes par rapport au nombre de feux est la suivante :

Feux en %	Districts de Berdiansk %	de Mélitopol %	du Dniepr %	Moyenne de la surface cultivée par feu en déciatines pour les trois districts
Ne cultivant pas	6	7,5	9	—
Cultivant jusqu'à 5 déc.	12	11,5	11	3,5
» de 5 à 10 déc.	22	21	20	8
» de 10 à 25 déc.	38	39	41,8	16,4
» de 25 à 50 déc.	19	16,6	15,1	34,5
» plus de 50 déc.	3	4,4	3,1	75

Les proportions générales (ces pourcentages s'appliquent à toute la population, y compris les Allemands) sont faiblement modifiées par l'exclusion des Allemands : ainsi, l'auteur compte au total dans les districts de Tauride 40% de paysans cultivant peu de terrain (jusqu'à 10 déciatines), 40% de paysans cultivant des étendues moyennes (de 10 à 25 déciatines) et 20% de paysans cultivant de grandes étendues. L'exclusion des Allemands diminue le dernier

chiffre de 1/6 (16,7%, c'est-à-dire seulement 3,3% de moins), élevant dans la proportion correspondante le nombre des paysans ensemençant une petite superficie.

Pour déterminer le degré de diversité de ces groupes, commençons par la possession et la jouissance de la terre.

Postnikov donne le tableau suivant (la somme des trois catégories de terre qui y sont indiquées n'a pas été calculée par l'auteur (p. 145)) :

Groupes de paysans	MOYENNE DE LA SURFACE LABOURÉE PAR FEU (en déciatines)											
	District de Berdiansk				District de Mélitopol				District du Dniepr			
	Lots concédés	Terre achetée	Terre prise à bail	Total	Lots concédés	Terre achetée	Terre prise à bail	Total	Lots concédés	Terre achetée	Terre prise à bail	Total
Ne cultivant pas	6,8	3,1	0,09	10	8,7	0,7	—	9,4	6,4	0,9	0,1	7,4
Cultivant jusqu'à 5 déc.	6,9	0,7	0,4	8,0	7,1	0,2	0,4	7,7	5,5	0,04	0,6	6,1
Cultivant de 5 à 10 déc.	9	—	1,1	10,1	9	0,2	1,4	10,6	8,7	0,05	1,6	10,3
Cultivant de 10 à 25 déc.	14,1	0,6	4	18,7	12,8	0,3	4,5	17,6	12,5	0,6	5,8	18,9
Cultivant de 25 à 50 déc.	27,6	2,1	9,8	39,5	23,5	1,5	13,4	38,4	16,6	2,3	17,4	36,3
Cultivant plus de 50 déc.	36,7	31,3	48,4	116,4	36,2	21,3	42,5	100	17,4	30	44	91,4
Pour le district	14,8	1,6	5	21,4	14,1	1,4	6,7	22,2	11,2	1,7	7,0	19,9

« Ces chiffres montrent, dit Postnikov, que, dans les districts de Tauride, le groupe des paysans les plus aisés, non seulement jouit de lots concédés importants, ce qui peut provenir du nombre élevé des membres de la famille, mais est en même temps le plus gros acheteur de terres et celui qui en prend le plus à bail » (p. 146).

A ce propos, il convient simplement de noter, me semble-t-il, que l'accroissement des lots concédés, quand on passe du groupe inférieur au groupe supérieur, ne peut

être *entièrement* expliqué par un nombre plus élevé des membres de la famille. Postnikov donne le tableau suivant de la composition des familles par groupes pour les trois districts :

Nombre moyen de personnes par famille

Chez les paysans	District de Berdiansk		District de Mélitopol		District du Dniepr	
	Individus des deux sexes	Travailleurs	Individus	Travailleurs	Individus	Travailleurs
Ne cultivant pas	4,5	0,9	4,1	0,9	4,6	1
Cultivant jusqu'à 5 déc.	4,9	1,1	4,6	1	4,9	1,1
Cultivant de 5 à 10 déc.	5,6	1,2	5,3	1,2	5,4	1,2
Cultivant de 10 à 25 déc.	7,1	1,6	6,8	1,5	6,3	1,4
Cultivant de 25 à 50 déc.	8,2	1,8	8,6	1,9	8,2	1,9
Cultivant plus de 50 déc.	10,6	2,3	10,8	2,3	10,1	2,3
Par district	6,6	1,5	6,5	1,5	6,2	1,4

On voit, d'après le tableau, que la quantité de terre concédée par feu s'élève beaucoup plus rapidement, du groupe inférieur au groupe supérieur, que le nombre des individus des deux sexes et des travailleurs. Illustrons cela en prenant le district du Dniepr, et en attribuant aux chiffres du groupe inférieur la valeur 100 :

Chez les paysans	Lot concédé	Travailleurs	Individus des deux sexes
Ne cultivant pas	100	100	100
Cultivant jusqu'à 5 déc.	86	110	106
» de 5 à 10 »	136	120	117
» de 10 à 25 »	195	140	137
» de 25 à 50 »	259	190	178
» plus de 50 »	272	230	219

Il est clair que le facteur déterminant la dimension du lot concédé est, outre l'importance de la famille, la consistance économique du foyer.

Si nous examinons les données relatives à la quantité de terre achetée dans les différents groupes, nous voyons que ce sont presque exclusivement les groupes supérieurs cultivant plus de 25 déciatines, et surtout les très gros paysans, ensemençant 75 déciatines par feu, qui achètent de la terre. Par conséquent, les données relatives à la terre achetée confirment largement l'opinion de Postnikov sur l'hétérogénéité des groupes de la paysannerie. Ainsi, par exemple, le renseignement que fournit l'auteur, lorsqu'il dit à la page 147 : « 96 146 déciatines de terre ont été achetées par les paysans des districts de Tauride », ne caractérise absolument pas l'état de fait ; car presque toute cette terre est aux mains d'une infime minorité, celle qui est déjà la mieux pourvue en terre concédée, la minorité des paysans « aisés », comme dit Postnikov, et ceux-ci ne représentent pas plus de 1/5 de la population.

Il faut en dire autant du fermage. Le tableau ci-dessus contient le chiffre global de la terre affermée, concédée ou non concédée. Il apparaît que l'importance des terres affermées croît de façon exactement proportionnelle à la richesse des paysans, et que, par conséquent, plus le paysan possède de terre à lui, plus il en afferme, privant ainsi les groupes pauvres de la superficie qui leur est nécessaire.

Il convient de noter que ce phénomène est général pour toute la Russie. Le professeur Karychev, dressant un bilan des fermages paysans des terres non concédées pour toute la Russie, dans toutes les régions pour lesquelles existent des études statistiques des zemstvos, conclut à l'existence d'un rapport direct entre la quantité de terre prise à bail et la richesse du locataire, et présente ce rapport comme une loi générale *.

---

* *Bilans d'une étude économique de la Russie d'après les données de la statistique des zemstvos*, t. II, N. Karychev, *Les affermages paysans des terres non concédées*, Dorpat 1892, pp. 122, 133 et suivantes.

Au demeurant, Postnikov donne des chiffres encore plus détaillés sur la répartition de l'affermage (terres non concédées et terres concédées réunies) ; je les cite également :

Chez les paysans	*District de Berdiansk*			*District de Mélitopol*			*District du Dniepr*		
	% de feux preneurs	labours par feu preneur	Prix d'une déc.	% de feux preneurs	labours par feu preneur	Prix d'une déc.	% de feux preneurs	labours par feu preneur	Prix d'une déc.
Cultivant jusqu'à 5 déc.	18,7	2,1	11	14,4	3	5,50	25	2,4	15,25
» de 5 à 10 »	33,6	3,2	9,20	34,8	4,1	5,52	42	3,9	12
» de 10 à 25 »	57	7	7,65	59,3	7,5	5,74	69	8,5	4,75
» de 25 à 50 »	60,6	16,1	6,80	80,5	16,9	6,30	88	20	3,75
» plus de 50 »	78,5	62	4,20	88,8	47,6	3,93	91	48,6	3,55
Par district	44,8	11,1	5,80	50	12,4	4,86	56,2	12,4	4,28

Là aussi nous voyons que les moyennes ne peuvent absolument pas caractériser l'état de fait : en disant, par exemple, que, dans le district du Dniepr, 56% des paysans afferment des terres, nous donnons une idée très incomplète de la situation, car, dans les groupes disposant d'une quantité insuffisante de terre (comme cela sera démontré ci-après), le pourcentage des locataires est bien inférieur : 25% seulement dans le I^er^ groupe, alors que le groupe supérieur, qui est largement pourvu de terres à lui, recourt presque tout entier à l'affermage (91%). La différence dans le nombre de déciatines affermées par feu preneur est encore plus considérable : la catégorie supérieure en afferme 30-15-24 fois plus que la catégorie inférieure. Il est manifeste que cela modifie le caractère même de l'affermage : dans la catégorie supérieure, il constitue déjà une entreprise commerciale, alors que dans la catégorie inférieure c'est peut-être une opération provoquée par une triste nécessité. Cette dernière hypothèse est confirmée par les données concernant le taux du fermage : il apparaît que les groupes infé-

rieurs paient plus cher pour la terre, parfois même quatre fois plus, que les catégories supérieures (dans le district du Dniepr). Il convient de rappeler à ce sujet que l'accroissement du taux du fermage proportionnellement à la réduction du terrain affermé n'est pas non plus spécial à notre Sud : l'ouvrage de Karychev prouve que cette loi a un caractère général.

« Dans les districts de Tauride, dit Postnikov à propos de ces données, ce sont surtout les paysans aisés, possédant une quantité suffisante de labours concédés et de labours personnels, qui pratiquent l'affermage ; cela s'applique en particulier à l'affermage des terres non concédées, c'est-à-dire des terres de grands propriétaires fonciers et de l'Etat, situées à des distances plus grandes des agglomérations. En fait, cela est parfaitement naturel : pour affermer les terres plus éloignées, il faut avoir une quantité suffisante de bêtes de trait, alors que les paysans moins riches n'en ont même pas en quantité suffisante pour travailler leur lot de terre concédée » (p. 148).

Il ne faut pas croire qu'une telle répartition des terres affermées tienne au fait que la terre est prise à bail individuellement par les paysans. Les choses ne sont en rien modifiées lorsque la terre est louée par une communauté, pour cette simple raison que sa répartition s'effectue selon des principes identiques, c'est-à-dire « selon la fortune ».

« En 1890, d'après les registres des impôts de la Direction des biens d'État, dit Postnikov, sur 133 852 déciatines de terres d'Etat des trois districts, affermées par contrat, 84 756 déciatines de bonne terre, c'est-à-dire 63% environ de toute la superficie, l'ont été au profit de communautés paysannes. Mais l'affermage de la terre par les communautés paysannes se faisait au profit d'un nombre relativement restreint de propriétaires, principalement de propriétaires aisés. Le recensement par feux du zemstvo met ce fait suffisamment en relief » (p. 150) * :

---

* Postnikov ne donne pas la dernière colonne de ce tableau (total pour les 3 districts). Il ajoute au tableau la note suivante : « selon les conditions du bail, les paysans n'ont le droit de labourer que le 1/3 de la terre affermée ».

Groupes de paysans	District de Berdiansk			District de Mélitopol			District du Dniepr			Pour les trois districts			
	Nombre		Pour un feu preneur	Nombre		Pour un feu preneur	Nombre		Pour un feu preneur	Nombre		en %	Pour un feu preneur
	de feux preneurs	de déc. affermées		de feux preneurs	de déc. affermées		de feux preneurs	de déc. affermées		de feux preneurs	de déc. affermées		
Cultivant jusqu'à 5 déc.	39	66	1,7	24	383	16	20	62	3,1	83	511	1	6,1
» de 5 à 10 »	227	400	1,8	159	776	4,8	58	251	4,3	444	1 427	3	3,2
» de 10 à 25 »	687	2 642	3,8	707	4 569	6,4	338	1 500	4,4	1 732	8 711	20	5,0
» de 25 à 50 »	387	3 755	9,7	672	8 564	12,7	186	1 056	5,7	1 245	13 375	30	10,7
» plus de 50 »	113	3 194	28,3	440	15 365	34,9	79	1 724	21,8	632	20 283	46	32,1
Total . . .	1 453	10 057	7	2 002	29 657	14,8	681	4 593	6,7	4 136	44 307	100	10,7

« Ainsi, conclut Postnikov, dans le district du Dniepr, plus de la moitié des labours affermés étaient l'usufruit du groupe des paysans aisés ; dans le district de Berdiansk, plus des 2/3 ; et dans celui de Mélitopol, où l'on afferme le plus de terres d'Etat, même plus des 4/5 de la superficie affermée. Quant au groupe des paysans pauvres (ensemençant au maximum 10 déciatines), il ne totalisait dans l'ensemble des districts que 1 938 déciatines, soit 4% environ des terres affermées » (p. 150). L'auteur cite ensuite nombre d'exemples de répartition inégale de la terre prise à bail par les communautés, mais il est superflu de les mentionner.

A propos des conclusions de Postnikov quant au rapport existant entre l'affermage et la richesse des locataires, il est extrêmement intéressant de noter l'opinion contraire professée par les statisticiens des zemstvos.

Postnikov a placé au début du livre son article : « A propos des travaux statistiques des zemstvos dans les provinces de Tauride, de Kherson et d'Ekatérinoslav » (pp. XI-XXXII). Il y analyse notamment le « Mémorandum de la province de Tauride », publié en 1889 par le zemstvo de cette province, et dans lequel figurait un bilan succinct de toute l'étude effectuée. Analysant la partie de ce livre consacrée à l'affermage, Postnikov écrit :

« Dans nos provinces méridionales et orientales, qui disposent de vastes étendues de terre cultivable, la statistique des zemstvos a décelé un pourcentage assez notable de paysans aisés qui, en plus de leur important lot personnel de terre concédée, prennent encore à bail, par ailleurs, d'assez considérables superficies de terre. Ici, l'exploitation n'a pas seulement pour but de satisfaire les besoins propres de la famille, mais d'obtenir un surplus, un revenu grâce auquel les paysans améliorent leurs bâtiments, acquièrent des machines, achètent encore de la terre. Ce désir est assez naturel et ne présente en lui-même rien de répréhensible, car aucune tendance koulak ne s'y manifeste. » [Il n'y a effectivement ici aucune tendance koulak, mais on y trouve incontestablement des éléments d'exploitation de l'homme par l'homme : en affermant des terres dans une mesure dépassant de loin leurs besoins, les paysans riches enlèvent aux paysans pauvres la terre nécessaire à

leur subsistance ; l'agrandissement de leur exploitation entraîne un besoin de main-d'œuvre supplémentaire et le recours à des salariés.] « Mais certains statisticiens des zemstvos, considérant visiblement ces manifestations de la vie paysanne comme quelque chose d'anormal, s'efforcent de les minimiser et de démontrer que l'affermage paysan est surtout dicté par le besoin de produits alimentaires et que, même si les paysans aisés afferment beaucoup de terre, le pourcentage de ces locataires diminue toutefois constamment, parallèlement à l'accroissement des dimensions du lot concédé » (p. XVII). Pour étayer cette idée, le rédacteur du « Mémorandum », M. Werner, a groupé les paysans de *toute* la province de Tauride ayant un ou deux ouvriers et deux ou trois bêtes de trait, selon la grandeur de leur lot. Il est apparu qu'en fonction du lot concédé, le pourcentage des locataires décroît régulièrement, tandis que la dimension de la terre affermée par feu diminue moins régulièrement » (p. XVIII). Postnikov dit très justement qu'un tel procédé n'est absolument pas probant, car *une partie* des paysans (ceux qui ont 2 ou 3 bêtes de trait) est choisie arbitrairement et, de plus, la paysannerie aisée, précisément, a été éliminée ; en outre, il est impossible de réunir les districts continentaux de la province de Tauride et la Crimée, les conditions de fermage n'y étant pas identiques : en Crimée la 1/2 ou les 3/4 de la population sont composés de paysans sans terre (appelés les « déciatinchtchiki [5] »), alors que dans les districts du Nord le nombre de ces derniers ne représente que 3 à 4% de la population. Il est presque toujours facile de trouver de la terre à affermer en Crimée ; dans les districts septentrionaux, c'est parfois impossible. Il est intéressant de noter que les mêmes tentatives (toutes aussi infructueuses naturellement) de masquer des manifestations aussi « anormales » de la vie paysanne que l'affermage en vue d'en tirer un revenu, ont été observées chez les statisticiens des zemstvos d'autres provinces. (Voir Karychev, ouvrage cité.)

Si la répartition de l'affermage des terres non concédées chez les paysans fait apparaître ainsi l'existence de différences entre les exploitations paysannes, différences non seulement quantitatives (on afferme beaucoup, on afferme peu), mais aussi qualitatives (on afferme par besoin de

ravitaillement ; on afferme dans un but commercial), le cas est encore bien plus patent pour ce qui est de l'affermage des terres *concédées*.

« Le recensement par feux de 1884-1886 a enregistré dans les 3 districts de Tauride, dit Postnikov, 256 716 déciatines de terres concédées prises à bail par des paysans auprès des paysans, ce qui représente ici le 1/4 de l'ensemble des terres concédées ; et encore n'a-t-on pas tenu compte de la superficie que les paysans donnent à bail à toutes sortes de gens vivant dans les villages, ainsi qu'aux secrétaires d'administration, aux instituteurs, aux ecclésiastiques et autres personnes qui ne font pas partie de la paysannerie et n'ont pas eu à remplir le questionnaire lors du recensement par feux. Toute cette masse de terre est presque entièrement prise à bail par les paysans des groupes aisés, ce dont témoignent les chiffres suivants, donnant le nombre de déciatines de labours concédés, affermés par les propriétaires chez leurs voisins, d'après le recensement. Par les paysans cultivant :

jusqu'à 10	déciatines	par	feu	16 594	déc.,	soit	6%
de 10 à 25	»	»	»	89 526	»	»	35%
plus de 25	»	»	»	150 596	»	»	59%
			Total	256 716	déc.		100%

La majeure partie de cette terre donnée à bail, ainsi que les bailleurs eux-mêmes, appartient au groupe des paysans n'ensemençant pas, n'ayant pas d'exploitation ou cultivant peu. Ainsi, une partie importante de la paysannerie des districts de Tauride (environ 1/3 de toute la population) ne cultive pas toute la terre qui lui est concédée, en partie parce qu'elle ne le désire pas, mais dans la majorité des cas par défaut du bétail et du matériel nécessaires à la conduite de l'exploitation ; elle la donne à bail et, de ce fait, accroît la quantité de terre dont jouit l'autre moitié plus aisée des paysans. Incontestablement, la majorité de ceux qui donnent des terres à bail sont des propriétaires ruinés, en déconfiture » (pp. 136-137).

Ces constatations sont confirmées par le tableau suivant « qui montre le nombre relatif des propriétaires donnant à bail leur lot concédé et le pourcentage des labours concédés donnés par eux à bail, pour deux districts (la statistique

des zemstvos ne donne pas d'indications concernant le district de Mélitopol de la province de Tauride (p. 135) :

Chez les paysans	District de Berdiansk		District du Dniepr	
	% de propriétaires donnant à bail leur terre concédée	% de terre concédée donnée à bail	% de propriétaires donnant à bail leur terre concédée	% de terre concédée donnée à bail
Ne cultivant pas	73	97	80	97,1
Cultivant jusqu'à 5 déc . . .	65	54	30	38,4
» de 5 à 10 » . . .	46	23,6	23	17,2
» de 10 à 25 » . . .	21,5	8,3	16	8,1
» de 25 à 50 » . . .	9	2,7	7	2,9
» plus de 50 » . . .	12,7	6,3	7	13,8
Par district . .	32,7	11,2	25,7	14,9

De la possession et de la jouissance de la terre par les paysans, passons à la répartition du cheptel. En ce qui concerne la quantité de bêtes de trait par groupes, Postnikov cite les données suivantes, pour les trois districts réunis :

Chez les paysans	Total		En moyenne par feu			
	des chevaux	des bouts	bêtes de trait	autre bétail*	Total*	% de feux ne possédant pas de bêtes de trait
Ne cultivant pas . .	—	—	0,3	0,8	1,1	80,5
Cultivant jusqu'à 5 déc.	6 467	3 082	1,0	1,4	2,4	48,3
Cultivant de 5 à 10 déc.	25 152	8 924	1,9	2,3	4,2	12,5
» de 10 à 25 »	80 517	24 943	3,2	4,1	7,3	1,4
» de 25 à 50 »	62 823	19 030	5,8	8,1	13,9	0,1
» plus de 50 »	21 003	11 648	10,5	19,5	30	0,03
Total . . .	195 962	67 627	3,1	4,5	7,6	—

En eux-mêmes, ces chiffres ne caractérisent pas les catégories : ce sera fait plus loin, quand nous décrirons la technique agricole et grouperons les paysans par catégories

* Calculé en gros bétail.

économiques. Nous noterons seulement ici que la différenciation des groupes de paysans selon la quantité des animaux de trait qu'ils possèdent est si profonde que nous voyons chez les groupes supérieurs infiniment plus de bétail qu'ils n'en peuvent utiliser pour les besoins familiaux, et chez les groupes inférieurs si peu (de bétail de trait spécialement) que toute exploitation indépendante devient impossible.

Les données sur la répartition du matériel agricole sont tout à fait identiques. « Le recensement par feux, qui a enregistré le matériel des paysans en charrues et en scarificateurs, donne les chiffres suivants pour toute la population des districts » (p. 214) :

	% de feux		
	N'ayant pas d'outil de labour	Ayant seulement un scarificateur	Ayant une charrue, etc.
District de Berdiansk	33	10	57
» de Mélitopol	37,8	28,2	34
» du Dniepr	39,3	7	53,7

Ce tableau montre quel groupe énorme de paysans est privé de la possibilité de gérer son exploitation de façon *indépendante*. Les données suivantes, qui concernent la quantité de matériel par feu dans les différents groupes classés selon les ensemencements, mettent parfaitement en lumière la situation dans les groupes supérieurs :

Matériel agricole par feu

Chez les paysans	District de Berdiansk		District de Mélitopol		District du Dniepr	
	de transport (charrettes, etc.)	de labour (charrues et scarificateurs)	de transport	de labour	de transport	de labour
Cultivant de 5 à 10 déc.	0,8	0,5	0,8	0,4	0,8	0,5
» de 10 à 25 »	1,2	1,3	1,2	1	1	1
» de 25 à 50 »	2,1	2	2	1,6	1,7	1,5
» plus de 50 »	3,4	3,3	3,2	2,8	2,7	2,4

Par la quantité de matériel, le groupe supérieur dépasse le groupe inférieur (l'auteur a totalement exclu le groupe ensemençant moins de 5 déciatines) de quatre à six fois ; en ce qui concerne le nombre des travailleurs *, il dépasse le

* Voir plus haut le tableau sur la composition des familles par groupes.

même groupe de 23/12 de fois, c'est-à-dire d'un peu moins du double. Il apparaît donc que le groupe supérieur doit recourir à l'embauchage, alors que dans le groupe inférieur la moitié des feux est dépourvue de matériel de labour (N.B. Ce groupe « inférieur » est le troisième en partant du bas) et, par conséquent, incapable de mener une exploitation de façon indépendante.

Il est naturel que ces différences dans la quantité de terre et de matériel entraînent également des différences dans les superficies ensemencées. La quantité de déciatines ensemencées par feu pour chacun des six groupes a été donnée plus haut. La superficie totale ensemencée par les paysans de la province de Tauride se répartit entre les groupes de la façon suivante :

Chez les paysans	Déciatines cultivées	en %	
Cultivant jusqu'à 5 déciatines	34 070	2,4	12% des surfaces cultivées chez 40% de la population
Cultivant de 5 à 10 déciatines	140 426	9,7	
Cultivant de 10 à 25 déciatines	540 093	37,6	38% des surfaces cultivées chez 40% de la population
Cultivant de 25 à 50 déciatines	494 095	34,3	50% des surfaces cultivées chez 20% de la population
Cultivant plus de 50 déciatines	230 583	16	
Total . .	1 439 267	100%	

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Il convient d'ajouter seulement que Postnikov considère (p. 272) que la superficie moyenne d'ensemencement permettant à une famille de vivre uniquement de l'agriculture est de 16-18 déciatines par feu.

III

Dans le chapitre précédent, on a réuni des données caractérisant le niveau d'aisance des paysans et les dimensions de leurs exploitations dans les différents groupes. Il convient à présent de réunir les données définissant le caractère de ces exploitations, ainsi que le mode et le système de leur gestion.

Arrêtons-nous tout d'abord sur la thèse de Postnikov

selon laquelle « la productivité du travail paysan et la capacité de travail de la famille s'élèvent considérablement à mesure qu'augmentent les dimensions de l'exploitation et l'emploi des machines » (p. X). L'auteur justifie cette thèse en calculant le nombre de travailleurs et de bêtes de trait nécessaires pour une superficie ensemencée *donnée* dans les différents groupes économiques. Il est impossible d'utiliser à cet effet les données concernant la composition des familles, car « une partie des travailleurs des groupes économiques inférieurs s'engagent comme ouvriers agricoles, alors que les groupes supérieurs embauchent des ouvriers agricoles » (p. 114). La statistique des zemstvos de Tauride n'indique pas le nombre des travailleurs embauchés ni de ceux qui s'engagent, et Postnikov calcule approximativement ce nombre en se fondant sur les données de la statistique des zemstvos sur la quantité de feux ayant embauché des ouvriers et en calculant le nombre de travailleurs nécessaires pour une étendue donnée de terre labourable. Il reconnaît que ces évaluations ne peuvent prétendre à une précision absolue, mais pense que son calcul ne peut modifier sensiblement la composition de la famille que dans les deux groupes supérieurs, parce que le nombre des ouvriers embauchés dans les autres groupes est peu important. En comparant les données citées plus haut sur la composition de la famille avec le tableau ci-dessous, le lecteur peut vérifier la justesse de ce point de vue :

Pour les trois districts de la province de Tauride

Chez les paysans	Travailleurs			Par feu	
	embauchés	s'engageant	différence	Nombre de personnes dans la famille (y compris les embauchés)	Nombre de travailleurs
Ne cultivant pas	239	1 077	—838	4,3	0,9
Cultivant jusqu'à 5 déc.	247	1 484	—1 237	4,8	1,0
» de 5 à 10 déc.	465	4 292	—3 827	5,2	1,0
» de 10 à 25 »	2 846	3 389	—543	6,8	1,6
» de 25 à 50 »	6 041	—	+6 041	8,9	2,4
» plus de 50 »	8 241	—	+8 241	13,3	5
Total	18 079	10 242	+7 837	—	—

En comparant la dernière colonne avec les données concernant la composition de la famille, nous voyons que Postnikov a quelque peu diminué le nombre des ouvriers dans les groupes inférieurs et accru ceux du groupe supérieur. Comme son objectif est de montrer qu'avec l'accroissement des dimensions de l'exploitation, le nombre d'ouvriers pour une superficie ensemencée donnée diminue, ses calculs approximatifs ne pouvaient qu'affaiblir plutôt qu'accuser cette diminution.

Après ce calcul préliminaire, Postnikov donne le tableau suivant des rapports entre la superficie ensemencée et le nombre des travailleurs, la quantité de bêtes de trait, et ensuite de la population en général dans les différents groupes des paysans (p. 117) :

Pour 100 déciatines cultivées

Chez les paysans	Ensemencements par paire d'animaux de trait	Nombre de feux	Nombre de personnes (y compris les embauchés)	Nombre de travailleurs	Nombre de bêtes de trait
Cultivant jusqu'à 5 déc.	7,1 déc.	28,7	136	28,5	28,2
» de 5 à 10 »	8,2 »	12,9	67	12,6	25
» de 10 à 25 »	10,2 »	6,1	41,2	9,3	20
» de 25 à 50 »	12,5 »	2,9	25,5	7	16,6
» plus de 50 »	14,5 »	1,3	18	6,8	14
Total	10,9 »	5,4	36,6	9	18,3

« Ainsi, à mesure qu'augmente chez les paysans l'étendue de l'exploitation et des labours, les frais d'entretien de la force de travail (ouvriers et bêtes de trait) — dépense essentielle en agriculture —, diminuent progressivement et, chez les paysans qui ensemencent beaucoup, ils

sont près de deux fois inférieurs par déciatine ensemencée à ceux des groupes ayant peu de labours » (p. 117).

L'auteur confirme plus loin la thèse selon laquelle la dépense pour les travailleurs et les animaux de trait est prépondérante en agriculture ; il cite l'exemple du budget détaillé d'une exploitation mennonite [6] : sur le total des dépenses, 24,3% représentent la dépense pour l'exploitation, 23,6% la dépense pour les animaux de trait et 52,1% la dépense pour les travailleurs (p. 284).

Postnikov attache une grande importance à sa conclusion concernant l'élévation de la productivité du travail à mesure que s'accroît l'étendue de l'exploitation (ce qui est visible aussi par la citation rappelée plus haut qu'il a fait figurer dans la préface), et force est de reconnaître son importance effective : en premier lieu, pour l'étude de la vie économique de notre paysannerie et du caractère des exploitations dans les différents groupes ; en second lieu, pour la question générale du rapport entre la petite et la grande culture. Cette dernière question a été fortement embrouillée par de nombreux auteurs, et la cause principale de la confusion était le fait qu'ils comparaient des exploitations hétérogènes, placées dans des conditions sociales diverses et qui différaient par le mode de gestion ; ils comparaient, par exemple, les exploitations qui tirent leur revenu de la production des produits agricoles, avec celles qui, pour constituer leur revenu, mettent à profit le besoin des autres exploitations en terre (par exemple les exploitations des paysans et celles des grands propriétaires fonciers à l'époque qui suivit immédiatement la réforme de 1861 [7]). Postnikov s'est parfaitement affranchi de cette erreur, et il n'oublie pas cette règle fondamentale de la comparaison : les phénomènes comparés doivent être de même nature.

Exposant sa thèse plus en détail, à propos des districts de Tauride, l'auteur cite des données, en premier lieu, pour chaque district pris à part ; en second lieu pour la population russe prise séparément, et spécialement pour son groupe le plus important, celui des anciens paysans d'Etat (pp. 273-274):

Chez les paysans	*Nombre de déciatines ensemencées par paire d'animaux de trait*					
	Pour l'ensemble du district			Dans le groupe des anciens paysans d'Etat		
	de Berdiansk	de Mélitopol	du Dniepr	de Berdiansk	de Mélitopol	du Dniepr
Cultivant jusqu'à 5 déc.	8,9	8,7	4,3	—	—	—
» de 5 à 10 »	8,9	8,7	6,8	8,9	9,1	6,8
» de 10 à 25 »	10,2	10,6	9,7	10,3	10,9	9,6
» de 25 à 50 »	11,6	12,4	12,3	12,3	12,8	11,9
» plus de 50 »	13,5	13,8	15,7	13,7	14,3	15
En moyenne . .	10,7	11,3	10,1	—	—	—

La conclusion est la même : « dans une exploitation de petite dimension, le nombre relatif de bêtes de trait pour une superficie ensemencée donnée dépasse de une fois et demie à deux fois ce même nombre dans une exploitation paysanne « complète ». Le recensement par feux révèle cette même loi pour tous les autres groupes moins importants : anciens paysans de grands propriétaires fonciers, fermiers, etc., et cela, pour une région donnée, dans tous les districts même les plus petits, qu'ils soient limités à la dimension d'un canton ou même d'un hameau » (p. 274).

Le rapport entre les dimensions des ensemencements et les frais d'exploitation n'est pas non plus en faveur des petites exploitations en ce qui concerne un autre genre de dépenses : l'entretien du matériel et du bétail productif.

Nous avons vu plus haut avec quelle rapidité la quantité de l'un et de l'autre s'accroît par feu, en passant du groupe inférieur au groupe supérieur. Si l'on évalue ce cheptel vif et mort pour une superficie donnée d'ensemencement, on constate qu'il *diminue* en passant du groupe inférieur au groupe supérieur (p. 318).

Chez les paysans	*Pour 100 déciatines ensemencées*		
	Bétail productif	Charrues et scarificateurs	Charrettes
Cultivant jusqu'à 5 déc. . . .	42 têtes	4,7	10
» de 5 à 10 » . . .	28,8 »	5,9	9
» de 10 à 25 » . . .	24,9 »	6,5	7
» de 25 à 50 » . . .	23,7 »	4,8	5,7
» plus de 50 » . . .	25,8 »	3,8	4,3
Pour les trois districts	25,5 »	5,4	6,5

« Ce tableau montre qu'avec l'accroissement des ensemencements par feu, le cheptel le plus important (instruments aratoires et moyens de transport) diminue progressivement en nombre pour une superficie donnée d'ensemencement ; pour cette raison, dans les exploitations des groupes supérieurs, la dépense pour l'entretien des instruments aratoires et des moyens de transport doit être relativement moindre par déciatine. Le groupe ensemençant jusqu'à 10 déciatines par feu constitue une exception : il possède relativement moins d'instruments de travail que le groupe suivant ensemençant 16 déciatines par feu, uniquement parce que de nombreux paysans n'y travaillent pas avec leur propre matériel et utilisent du matériel loué, ce qui ne réduit nullement les dépenses pour le matériel » (p. 318).

« La statistique des zemstvos, dit Postnikov, montre avec une évidence indiscutable que plus l'exploitation paysanne est grande, moins il faut de matériel, de travailleurs et de bêtes de trait pour une superficie labourée donnée » (p. 162).

« Il a déjà été démontré, dans les chapitres précédents, note plus loin Postnikov, que dans tous les districts de Tauride ce phénomène est commun à tous les groupes de paysans et à toute la région. Phénomène qui, selon les données de la statistique des zemstvos, se manifeste aussi dans l'économie paysanne d'autres provinces où l'agriculture est également la branche principale de cette économie. Ainsi, ce phénomène est largement répandu et prend l'aspect d'une loi qui revêt une grande importance économique, car c'est elle qui, dans une notable mesure, enlève toute raison d'être économique à la petite exploitation agricole » (p. 313).

La dernière remarque de Postnikov est quelque peu prématurée : pour démontrer que les petites exploitations sont inévitablement éliminées par les grandes, il ne suffit pas de constater que ces dernières sont très avantagées (le très bas prix du produit) ; il est également nécessaire d'établir la prépondérance de l'économie monétaire (plus précisément de l'économie marchande) sur l'économie naturelle, parce que dans l'économie naturelle, lorsque le produit est destiné à la consommation personnelle du producteur et non au marché, le produit à bas prix ne se heurte pas au produit cher sur le marché et, par conséquent, n'est pas en

état de l'éliminer. Du reste, ce point est traité plus loin d'une façon plus précise.

Pour montrer que la loi établie ci-dessus est valable pour toute la Russie, Postnikov prend les districts pour lesquels la statistique des zemstvos a déjà procédé à une classification économique détaillée de la population, et il calcule la dimension de la superficie labourable par paire de bêtes de trait et par travailleur dans les différents groupes. La conclusion est identique à la précédente, à savoir que « dans une exploitation paysanne de petite dimension, la surface labourable doit couvrir les frais d'entretien de main-d'œuvre de une fois et demie à deux fois plus que dans une exploitation plus importante » (p. 316). Cela est aussi vrai pour la province de Perm (p. 314) que pour celles de Voronèje, Saratov et Tchernigov (p. 315), de telle sorte que Postnikov a indubitablement démontré que cette loi est valable pour toute la Russie.

Passons à présent à la question des « recettes et dépenses » (chapitre IX) des différents groupes d'exploitations paysannes et de leurs rapports avec le marché :

« Dans chaque exploitation représentant une unité autonome, dit Postnikov, la superficie du terrain se compose des quatre parties suivantes : une partie produit la nourriture destinée à la famille du cultivateur et des ouvriers vivant à l'exploitation ; c'est, au sens strict du terme, la surface *alimentaire* de l'exploitation. Une autre partie fournit le fourrage au bétail travaillant à l'exploitation et peut être appelée la surface *fourragère*. La troisième partie se compose de l'enclos, des chemins, des étangs, etc., et de la partie ensemencée qui donne les graines de semence ; on peut l'appeler la surface *économique*, car elle sert indifféremment à toute l'économie de l'exploitation. Enfin, la quatrième partie produit les grains et les plantes destinés à être écoulés sur le marché sous une forme brute ou après traitement. C'est la surface *de marché* ou surface *marchande* de l'exploitation. La division du terrain dans les quatre parties indiquées ci-dessus est définie, dans chaque exploitation privée, non par le genre des plantes cultivées, mais par le but immédiat de leur culture.

Les revenus en espèces de l'exploitation sont déterminés par la partie marchande de son territoire; plus cette dernière

surface est grande et la valeur relative des produits qui en sont tirés, élevée, plus est grande la demande des cultivateurs à l'égard du marché, plus est grande la quantité de travail que le pays peut maintenir en dehors de l'agriculture dans la région desservie par son marché, plus est grande, pour le pays, l'importance de son agriculture du point de vue des impôts comme du point de vue culturel, et aussi plus élevés sont le revenu net de l'exploitant lui-même et les ressources qu'il affecte aux dépenses et améliorations agricoles » (p. 257).

Ce raisonnement de Postnikov serait tout à fait juste à la condition d'y apporter une seule correction assez substantielle: l'auteur parle de l'importance de la surface marchande de l'exploitation pour le pays en général, alors que, manifestement, il ne peut s'agir ici que d'un pays dans lequel l'économie monétaire est dominante et où une grande partie des produits prend la forme de *marchandises*. Oublier cette condition, la considérer comme allant de soi, négliger une étude précise à cet égard, pour autant qu'elle est applicable au pays envisagé, serait tomber dans l'erreur de l'économie politique vulgaire.

Distinguer, dans l'ensemble de l'exploitation, sa surface marchande est très important. Ce qui compte pour le *marché* intérieur, ce n'est pas du tout le revenu du producteur en général (revenu qui détermine le bien-être de ce producteur), mais exclusivement son revenu *en espèces*. La possession de moyens financiers n'est pas du tout déterminée par le bien-être du producteur : un paysan tirant de son lot de terre une quantité de produits amplement suffisante pour sa consommation personnelle, mais pratiquant l'économie naturelle, jouit du bien-être, mais ne possède pas de moyens financiers ; un paysan à moitié ruiné, qui ne tire de sa parcelle qu'une petite partie du blé qui lui est nécessaire et se procure le reste (quoique en quantité moindre et de plus mauvaise qualité) par des « salaires » occasionnels, ne jouit pas du bien-être, mais possède des moyens financiers. On voit par là que toute discussion sur l'importance pour le marché des exploitations paysannes et de leur rendement ne peut être d'aucune valeur si elle n'est pas fondée sur le calcul de leur revenu en espèces.

Pour déterminer la grandeur des quatre parties indiquées de la surface ensemencée dans l'exploitation des paysans appartenant aux différents groupes, Postnikov évalue au préalable la consommation annuelle de pain, en prenant, pour arrondir le compte, 2 tchetverts* de blé par personne (p. 259), ce qui représente 2/3 de déciatine par personne dans l'ensemble de la surface ensemencée. Il fixe ensuite la surface fourragère à 1 1/2 déciatine par cheval et la surface d'ensemencement à 6% du territoire labouré, et obtient les données suivantes** (p. 319) :

Chez les paysans	Sur 100 déciatines de surface ensemencée, on compte pour la superficie				Revenu en espèces obtenu	
	économique	alimentaire	fourragère	marchande	Par déc. de surface ensemencée (roubles)	Par feu
Cultivant jusqu'à 5 déc.	6	90,7	42,3	—39	—	—
Cultivant de 5 à 10 déc.	6	44,7	37,5	+11,8	3,77	30
» de 10 à 25 »	6	27,5	30	36,5	11,68	191
» de 25 à 50 »	6	17	25	52	16,64	574
» plus de 50 »	6	12	21	61	19,52	1 500

« La différence qui apparaît ainsi entre les revenus en espèces des différents groupes, dit Postnikov, illustre suffisamment l'importance que présente la grandeur de l'exploitation ; mais, en réalité, cette différence entre le revenu des surfaces cultivées selon les groupes doit être encore plus grande, car chez les groupes supérieurs il convient de supposer de plus grandes récoltes par déciatine et une valeur supérieure du blé écoulé.

Nous n'avons pas fait intervenir dans ce calcul du revenu toute la superficie de l'exploitation, mais seulement la superficie labourée, parce que nous ne disposons pas de données précises sur les besoins de consommation des différentes sortes de bétail des autres fonds de terre dans les exploitations paysannes des districts de Tauride ; mais

* 1 tchetvert=environ 2,1 hectolitres. (*N. R.*)

** Pour déterminer le revenu en espèces, Postnikov a procédé comme suit : il a admis que toute la superficie marchande est cultivée en céréale de l'espèce la plus chère, en froment, et, connaissant la récolte moyenne et les prix, il a calculé la somme tirée de cette superficie.

comme le revenu en espèces d'un paysan de la Russie du Sud se livrant exclusivement à l'agriculture est presque intégralement déterminé par la superficie ensemencée, les chiffres cités font ressortir d'une façon assez précise la différence du revenu en espèces tiré de l'exploitation chez les divers groupes de paysans. Ces chiffres montrent combien ce revenu se modifie fortement avec les dimensions des ensemencements. Une famille possédant 75 déciatines ensemencées totalise une recette annuelle en espèces pouvant se monter à 1 500 roubles ; une famille ayant 34 1/2 déciatines en tire 574 roubles par an ; une autre ensemençant 16 1/3 déciatines n'a que 191 roubles. Une famille ensemençant 8 déciatines obtient seulement 30 roubles, c'est-à-dire une somme insuffisante pour couvrir les dépenses financières de l'exploitation sans l'exercice d'une profession annexe. Evidemment, les chiffres cités n'indiquent pas encore la rente tirée de l'exploitation et, pour obtenir cette dernière, il faut retrancher de ces chiffres toutes les dépenses de l'exploitation en impôts, matériel, bâtiments, achats de vêtements, de chaussures, etc. Mais ces dépenses n'augmentent pas proportionnellement aux dimensions de l'exploitation. Les dépenses pour l'entretien de la famille augmentent suivant l'importance de celle-ci ; or l'accroissement de la famille, comme le montre le tableau, est beaucoup plus lent que celui de la superficie des ensemencements dans les groupes. En ce qui concerne toutes les dépenses d'exploitation (paiement de l'impôt foncier et du fermage, entretien des bâtiments et du matériel) elles n'augmentent en tout cas pas plus vite que proportionnellement aux dimensions de l'exploitation, alors que le revenu brut en espèces provenant de celle-ci s'accroît, comme le montre le tableau précédent, plus qu'en proportion de l'étendue des ensemencements. De plus, toutes ces dépenses d'exploitation sont tout à fait minimes en comparaison de la dépense principale de l'exploitation : la main-d'œuvre. Ainsi, nous pouvons établir le phénomène suivant : la rente provenant de l'agriculture dans l'économie paysanne diminue progressivement par déciatine, à mesure que diminuent les dimensions de l'exploitation » (p. 320).

Nous voyons ainsi, d'après les données de Postnikov,

que les rapports des exploitations paysannes des différents groupes avec le marché sont foncièrement différents ; les groupes supérieurs (ayant plus de 25 déciatines de surface cultivée par feu) gèrent déjà leur exploitation d'une façon commerciale ; le but de la production du blé est l'obtention d'un revenu. Dans les groupes inférieurs, au contraire, l'agriculture ne couvre pas les besoins nécessaires de la famille (cela s'applique aux paysans ensemençant jusqu'à 10 déciatines par feu) ; si l'on calcule avec précision toutes les dépenses de fonctionnement, il apparaîtra à coup sûr que l'exploitation s'y fait à perte.

Il est extrêmement intéressant, aussi, d'utiliser les données que cite Postnikov pour établir le rapport entre la division de la paysannerie en groupes hétérogènes et le volume de la demande présentée au marché. Nous savons que l'importance de cette demande dépend de la grandeur de la surface marchande et que cette dernière augmente avec les dimensions de l'exploitation ; mais, parallèlement à cet accroissement des dimensions de l'exploitation dans les groupes supérieurs, il se produit une diminution dans les groupes inférieurs. Pour la quantité des feux ces groupes inférieurs sont deux fois plus nombreux que les groupes supérieurs : le pourcentage des premiers est de 40% dans les districts de Tauride ; celui des seconds est de 20% seulement. Mais est-ce que, dans l'ensemble, la division économique indiquée ci-dessus ne diminue pas le volume de la demande présentée au marché ? A proprement parler, nous sommes en droit de répondre négativement à cette question, rien que sur la base de considérations *a priori* : en effet, dans les groupes inférieurs, l'exploitation est si petite que tous les besoins de la famille ne peuvent être couverts par l'agriculture ; pour ne pas mourir de faim, ceux qui appartiennent à ces catégories inférieures seront obligés d'apporter sur le marché leur force de travail, dont la vente leur procurera un peu d'argent et équilibrera ainsi (jusqu'à un certain point) la diminution de la demande résultant des dimensions réduites de l'exploitation. Mais les données de Postnikov permettent de donner à la question posée une réponse plus précise.

Prenons une superficie ensemencée, 1 700 déciatines par exemple, et supposons deux cas de répartition : en premier

lieu, entre des cultivateurs faisant partie d'une paysannerie économiquement homogène ; en second lieu, entre des paysans divisés en groupes hétérogènes, tels que les groupes actuels des districts de Tauride. Dans le premier cas, en supposant une superficie ensemencée de 17 déciatines par exploitation paysanne moyenne (comme c'est effectivement le cas dans les districts de Tauride), nous obtenons 100 exploitations couvrant entièrement leurs besoins par l'agriculture. La demande présentée au marché sera égale à $191 \times 100 = 19\,100$ roubles. Deuxième cas : les 1 700 déciatines d'ensemencements sont réparties entre les 100 foyers précédents d'une autre manière, de la même façon précisément qu'est répartie en réalité la superficie ensemencée entre les paysans des districts de Tauride : 8 feux sont absolument dépourvus d'ensemencements ; 12 ensemencent 4 déciatines chacun ; 20, 40, 17 et 3 en ensemencent respectivement 8, 16, 34 et 75 (on obtient au total 1 651 déciatines, soit même un peu moins de 1 700). Avec une telle répartition, une partie très importante des paysans (40%) ne sera pas à même de tirer de sa terre un revenu suffisant pour couvrir tous ses besoins. Le volume de la demande monétaire présentée au marché, en ne comptant que les exploitations ayant plus de 5 déciatines d'ensemencements par feu, sera le suivant : $20 \times 30 + 40 \times 191 + 17 \times 574 + 3 \times 1\,500 = 22\,498$ roubles. Nous voyons ainsi que, malgré l'exclusion de 20 feux [ayant certainement aussi un revenu en espèces, mais qui ne provient pas de la vente de leurs produits], malgré la réduction de la superficie ensemencée à 1 603 déciatines, le volume global de la demande monétaire présentée au marché a augmenté.

Il a déjà été dit que les paysans des catégories économiques inférieures sont obligés de vendre leur force de travail ; au contraire, les représentants des groupes supérieurs sont obligés de l'acheter, car leurs propres travailleurs ne suffisent plus pour mettre en valeur leurs grandes surfaces ensemencées. Nous devons à présent nous arrêter plus longuement sur cet important phénomène. Postnikov semble ne pas le rattacher aux « nouvelles transformations économiques dans la vie paysanne » (du moins, il ne le mentionne pas dans la préface où il résume les résultats de son travail), mais ce phénomène mérite de retenir bien plus

d'attention que l'introduction des machines ou l'extension des labours chez les paysans aisés.

« Dans les districts de Tauride, dit l'auteur, la paysannerie la plus aisée emploie en général, sur une large échelle, les travailleurs salariés, et a des exploitations d'une superficie dépassant de loin la capacité de travail des familles elles-mêmes. Ainsi, dans les trois districts, la proportion des familles employant des travailleurs salariés, calculée pour chaque catégorie de paysans, est la suivante :

N'ayant pas de surface cultivée	3,8%
Cultivant jusqu'à 5 déc.	2,5
» de 5 à 10 »	2,6
» de 10 à 25 »	8,7
» de 25 à 50 »	34,7
» plus de 50 »	64,1
Total	12,9%

Ces chiffres montrent que ce sont surtout les exploitants aisés, possédant les ensemencements les plus importants, qui emploient la main-d'œuvre salariée » (p. 144).

En comparant les chiffres cités plus haut relatifs à la composition des familles dans les groupes sans salariés (pour les trois districts pris séparément) et avec salariés (pour les trois districts pris ensemble), nous voyons que les exploitants ensemençant de 25 à 50 déciatines par feu accroissent le nombre des travailleurs de leur exploitation par l'embauchage, dans la proportion d'environ 1/3 (passant de 1,8-1,9 travailleur par famille à 2,4), et que les exploitants ensemençant plus de 50 déciatines par feu augmentent le nombre de leurs travailleurs de près du double (passant de 2,3 à 5), et même de plus du double selon le calcul de l'auteur, qui considère qu'ils doivent embaucher jusqu'à 8 241 travailleurs (p. 115), alors qu'ils arrivent déjà eux-mêmes à un total de 7 129 personnes. Que les groupes inférieurs doivent fournir des travailleurs en nombre très important, cela ressort du seul fait que l'exploitation agricole n'est pas à même de leur procurer la quantité de produits nécessaires à leur propre subsistance. Malheureusement, nous ne possédons pas de données précises concernant le nombre de travailleurs fournis par ces

groupes. Le nombre de propriétaires donnant leur lot à bail peut fournir à cet égard une indication indirecte : nous avons cité plus haut l'opinion de Postnikov, selon laquelle environ 1/3 de la population des districts de Tauride n'exploite pas entièrement son lot de terre concédée.

IV

Les données ci-dessus permettent de constater que Postnikov a entièrement démontré sa thèse sur « l'extrême diversité » régnant dans la situation économique des différents feux. Cette diversité s'applique non seulement au degré de richesse des paysans et à l'importance de leurs ensemencements, mais encore au caractère de l'exploitation dans les différents groupes. Et ce n'est pas tout. Il apparaît que les termes « diversité », « différenciation » sont insuffisants pour caractériser complètement les phénomènes. Si un paysan possède une bête de trait et un autre 10, nous appelons cela une différenciation, mais si l'un prend à bail des dizaines de déciatines de terre en plus du lot qui assure sa subsistance, dans la seule intention de tirer un revenu de son exploitation, et si, par là même, il met un autre paysan dans l'impossibilité d'affermer la terre dont il a besoin pour faire vivre sa famille, nous sommes alors, manifestement, en présence de quelque chose de beaucoup plus grave ; nous devons appeler un tel phénomène une « contradiction » (p. 323), une «lutte d'intérêts économiques» (p. XXXII). En employant ces termes, Postnikov en sous-estime l'importance ; il ne remarque pas non plus qu'ils sont eux-mêmes insuffisants. La prise à bail du lot concédé appartenant à la catégorie la plus pauvre de la population, l'embauchage du paysan qui a cessé d'exploiter sa terre, ce n'est plus seulement de la contradiction, c'est de l'exploitation pure et simple.

En reconnaissant la profonde contradiction économique régnant dans la paysannerie contemporaine, nous ne pouvons plus nous borner à la seule division des paysans en quelques couches selon leur niveau de fortune. Une telle division serait suffisante si toute la diversité indiquée ci-dessus se réduisait à des différences quantitatives. Mais

il n'en est pas ainsi. Si, pour une partie des paysans, le but de l'agriculture est le bénéfice commercial, et son résultat un important revenu en espèces, alors que pour l'autre partie l'agriculture ne couvre même pas les besoins élémentaires de la famille ; si les catégories supérieures de paysans fondent les progrès de leur exploitation sur la ruine des catégories inférieures ; si le paysan aisé a recours sur une large échelle au travail salarié, tandis que le pauvre est réduit à vendre sa force de travail, tout cela constitue déjà, indubitablement, des différences de qualité, et notre tâche doit être à présent de classer les paysans selon les différences dans le caractère même de leurs exploitations (en entendant par caractère des exploitations les particularités non pas techniques, mais économiques).

Postnikov a accordé trop peu d'attention à ces dernières différences ; aussi, bien qu'il reconnaisse la nécessité « d'une classification plus générale de la population » (p. 110), et tente d'opérer cette division, sa tentative, comme nous allons le voir, ne peut être considérée comme entièrement juste.

« Pour une classification plus générale de la population, dit Postnikov, nous utilisons un autre indice ; tout en ne présentant pas toujours la même signification économique suivant les localités, il est plus conforme à la division en groupes que font les paysans eux-mêmes et qui a également été enregistrée pour tous les districts par les statisticiens des zemstvos. Cette division s'effectue selon le degré d'autonomie du propriétaire dans la gestion de son exploitation, selon le nombre de bêtes de trait dont il dispose » (p. 110).

« A l'heure actuelle, la paysannerie de la Russie méridionale peut être classée, selon le degré d'autonomie économique des propriétaires et, en même temps, selon le mode d'exploitation, en trois groupes principaux :

1) Les propriétaires possédant un attelage complet, c'est-à-dire une charrue équipée ou un instrument de remplacement pour labourer, et utilisant pour les travaux des champs leur propre bétail, ne louant pas de bétail et ne travaillant pas en coattelage avec d'autres paysans. Pour tirer la charrue ou le scarificateur, ces propriétaires ont chez eux 2 ou 3 paires de bêtes de trait ou davantage et, par con-

séquent, 3 ouvriers adultes au foyer ou, au minimum, 2 ouvriers adultes et un demi-travailleur.

2) Les paysans à demi pourvus d'attelage ou coattelant pour les travaux de champs, faute d'avoir un nombre suffisant de bêtes de trait pour constituer un attelage autonome. Ces propriétaires possèdent une paire ou une paire et demie d'animaux de trait et même 2 paires dans certains cas, et, respectivement, un ou deux ouvriers adultes. Quand le sol est dur et qu'il faut travailler à la charrue (ou au scarificateur) avec trois paires de bêtes, ces propriétaires sont obligés de coatteler, même s'ils possèdent 2 paires de bêtes de trait.

3) Les propriétaires sans attelage ou « à pied », n'ayant absolument pas de bétail ou ne possédant qu'une bête de trait (un cheval dans la plupart des cas, car habituellement on entretient les bœufs par paire et ils ne sont attelés que par paire). Ils travaillent avec du bétail loué ou donnent leur terre à bail contre une partie de la récolte et sont totalement démunis de terrain ensemencé.

Cette classification fondée sur un indice économique fondamental dans la vie paysanne, comme le nombre de bêtes de trait et le mode d'attelage, est habituellement le fait des paysans eux-mêmes. Mais il y a là de grandes variations tant dans les limites de chacun des groupes que dans les rapports de ces mêmes groupes entre eux » (p. 121).

L'importance numérique de ces groupes en pourcentage par rapport au nombre total des feux est la suivante (p. 125) :

	I	II	III	
	Travaillant avec leurs propres bêtes de trait	Travaillant en coattelage	Louant des bêtes de trait	N'ayant pas de terrain ensemencé
District de Berdiansk . .	37	44,6	11,7	6,7
» de Mélitopol . .	32,7	46,8	13	7,5
» du Dniepr . . .	43	34,8	13,2	9

A côté de ce tableau, l'auteur donne le groupement des feux selon le nombre d'animaux de trait qu'ils possèdent,

afin de définir l'importance de l'attelage dans les districts envisagés :

Nombre de feux en % du total

	Feux ayant			
	4 bêtes et plus	2-3 bêtes	1 bête	N'ayant pas de bêtes de trait
District de Berdiansk	36,2	41,6	7,2	15
» de Mélitopol	34,4	44,7	5,3	15,6
» du Dniepr	44,3	36,6	5,1	14

Ainsi, dans les districts de Tauride, l'attelage complet exige la possession d'au moins 4 bêtes de trait par feu.

Cette classification de Postnikov ne peut être considérée comme entièrement juste parce que, tout d'abord, on note de fortes différences à l'intérieur de chacun de ces trois groupes :

« Le groupe des propriétaires pourvus d'attelage, dit l'auteur, offre dans la Russie méridionale une grande diversité : à côté d'un grand attelage, chez les paysans aisés, existe aussi un petit attelage chez les plus pauvres. Le premier, à son tour, se divise en attelage complet (6-8 bêtes de trait) et incomplet (4-6 bêtes)... La catégorie des propriétaires « à pied » présente également une grande diversité » (p. 124).

La classification adoptée par Postnikov a cet autre inconvénient que la population, dans la statistique des zemstvos, est divisée, comme cela a déjà été dit plus haut, non pas selon le nombre des bêtes de trait, mais selon l'étendue des surfaces ensemencées. Afin de pouvoir exprimer avec précision la situation de fortune des différents groupes, il convient, pour cette raison, d'adopter le classement selon l'étendue des surfaces ensemencées.

D'après cet indice, Postnikov divise la population, exactement de la même façon, en trois groupes : en propriétaires ayant peu de surface cultivée : ayant jusqu'à 10 déciatines ou n'ensemençant pas ; ayant des ensemencements moyens : de 10-25 déciatines ; ayant beaucoup de surface cultivée : plus de 25 déciatines par feu. L'auteur qualifie le premier groupe de « pauvre », le second de moyen, le troisième d'aisé.

A propos de l'importance numérique de ces groupes, Postnikov dit :

« Dans l'ensemble, chez les paysans de Tauride (sans compter les colons), les propriétaires ayant beaucoup de surface cultivée constituent environ 1/6 du nombre total ; ceux qui ont des surfaces cultivées moyennes sont environ 40%, et ceux qui possèdent de petites surfaces cultivées, ou pas du tout, forment un peu plus de 40% du total des feux. Mais, pour la population totale (avec les colons) des districts de Tauride, les propriétaires dont les surfaces cultivées sont importantes représentent 1/5 de la population, soit environ 20% ; ceux dont les surfaces cultivées sont moyennes, 40% et ceux qui en ont peu ou pas du tout, environ 40% » (p. 112).

Si l'on ajoute les Allemands, cela modifie très peu la composition des groupes, de sorte que l'utilisation des données générales pour tout le district ne constitue pas une inexactitude.

A présent, notre tâche doit consister à caractériser le plus exactement possible la situation économique de chacun de ces groupes pris à part et à nous efforcer d'expliquer ainsi la profondeur et les causes des contradictions économiques dans la paysannerie.

Cette tâche, Postnikov ne se l'est pas assignée ; c'est pourquoi les chiffres qu'il cite pèchent par une grande disparité, et sa caractéristique générale des groupes, par un manque de netteté.

Commençons par le groupe inférieur, le groupe pauvre, dont font partie les 2/5 de la population dans les districts de Tauride.

Pour juger à quel point ce groupe est pauvre, il suffit de se référer au nombre d'animaux de trait (le principal instrument de production en agriculture). Pour les trois districts de la province de Tauride, sur un nombre total d'animaux de trait de 263 589, le groupe inférieur en possède 43 625 (p. 117), c'est-à-dire 17% seulement, soit 2 1/3 fois de moins que le groupe moyen. Les données concernant le pourcentage des feux n'ayant pas de bêtes de trait ont été produites ci-dessus (80%-48%-12% pour les 3 subdivisions du groupe inférieur). Fort de ces données, Postnikov conclut que « le pourcentage des propriétaires qui n'ont pas leur

propre bétail n'est important que dans les groupes ne possédant pas de surfaces ensemencées ou possédant moins de 10 déciatines par feu » (p. 135). La surface ensemencée pour ce groupe est en rapport avec le nombre de têtes de bétail : il ensemence 146 114 déciatines de terres à lui sur un total de 962 933 déciatines (pour les trois districts), soit 15%. Si l'on ajoute les terres affermées, cela porte les ensemencements à 174 496 déciatines, mais comme, en même temps, les ensemencements s'accroissent également dans les autres groupes, et bien plus que dans le groupe inférieur, on aboutit à ce résultat que les ensemencements de ce groupe ne constituent que 12% du total, c'est-à-dire que plus de 3/8 de la population ne possèdent que 1/8 des surfaces ensemencées. Si l'on se rappelle que l'auteur considère comme normale (c'est-à-dire couvrant tous les besoins de la famille) la surface ensemencée moyenne de l'habitant de la Tauride, il est facile de voir combien ce groupe est lésé avec des ensemencements 3 1/3 fois moins grands que l'étendue moyenne.

Il est parfaitement naturel que, dans ces conditions, l'exploitation agricole de ce groupe est dans une situation lamentable : nous avons vu plus haut que 33-39% de la population des districts de Tauride, par conséquent l'immense majorité du groupe inférieur, sont totalement dépourvus d'instruments de labour. Le manque de matériel oblige les paysans à abandonner la terre, à donner leur lot à bail : Postnikov estime que le nombre de ces bailleurs (ayant une exploitation déjà tout à fait ruinée) représente environ 1/3 de la population, c'est-à-dire, une fois de plus, la grande majorité du groupe pauvre. Notons en passant que ce phénomène de « vente » des lots (pour employer l'expression paysanne usuelle), est enregistré partout par la statistique des zemstvos, et sur une grande échelle. La presse, qui a relevé ce fait, a même déjà réussi à inventer un moyen pour le combattre : rendre inaliénables les lots de terre concédée. Postnikov s'élève fort justement contre de telles mesures, qui témoignent chez leurs auteurs d'une croyance purement bureaucratique en la puissance des prescriptions des autorités. « Il est hors de doute, dit-il, que la seule interdiction de donner les terres à bail ne supprimera pas ce phénomène, dont les racines plongent trop profondément

dans le régime économique actuel de la vie paysanne. Le paysan qui n'a ni le matériel, ni les moyens financiers nécessaires pour gérer son exploitation, ne peut jouir de son lot de terre et doit le donner à bail à d'autres paysans qui sont, eux, en mesure de gérer une exploitation. L'interdiction absolue de donner les terres à bail obligera à effectuer cette location clandestinement, sans contrôle, et probablement dans des conditions pires qu'à présent pour le bailleur, parce que celui-ci est obligé de le faire. Ensuite, pour le payement des arriérés dus au fisc par les paysans, les lots des paysans seront plus souvent donnés à bail par l'intermédiaire du tribunal rural [8] ; or, une telle location sera des plus désavantageuses pour les paysans pauvres » (p. 140).

On constate que l'exploitation, dans tout le groupe pauvre, est en déclin.

« En résumé, dit Postnikov, les propriétaires n'ensemençant pas ou ensemençant peu, qui cultivent leur terre à l'aide de bétail loué à autrui, ne présentent pas de grande différence dans leur situation économique. Les premiers donnent toute leur terre à bail aux habitants de leur village ; les seconds, une partie seulement, mais les uns comme les autres, *ou bien travaillent comme ouvriers agricoles* chez leurs concitoyens, *ou bien* gagnent *des salaires d'appoint tirés pour la plupart des professions agricoles* tout en habitant sur leur propre enclos. C'est pour cette raison que *l'on peut examiner ensemble ces deux catégories de paysans : ceux qui n'ensemencent pas et ceux qui ensemencent peu.* Les uns et les autres sont des propriétaires perdant leur exploitation, ruinés dans la plupart des cas ou en passe de l'être, ne possédant pas le bétail et le matériel nécessaires à la conduite de l'exploitation » (p. 135).

« Si les feux n'ayant pas d'exploitation et n'ensemençant pas sont dans la plupart des cas des ménages ruinés, dit Postnikov un peu plus bas, les paysans ensemençant peu, qui donnent leur terre en location, sont bien près de tomber dans la première catégorie Une mauvaise récolte, ou un accident tel qu'un incendie, la mort des chevaux, etc., fait disparaître de ce groupe une partie des propriétaires pour les faire passer dans la catégorie des paysans sans exploitation et des ouvriers agricoles. Un propriétaire qui a

perdu son bétail pour une cause quelconque commence à rétrograder. Le travail de la terre à l'aide de bétail loué à autrui présente un caractère occasionnel, désordonné, et oblige habituellement à diminuer les labours. Les caisses de prêt et d'épargne locales et les habitants du village refusent tout crédit à un tel moujik [en note : « dans les districts de Tauride, les caisses de prêt et d'épargne qui fonctionnent grâce aux crédits de la Banque d'Etat sont très nombreuses dans les grands villages, mais seuls les propriétaires riches et aisés peuvent leur emprunter de l'argent »] ; il obtient habituellement un prêt à des conditions plus dures que les paysans aisés. « Comment lui prêter, disent les paysans, quand il n'a ni sou ni maille ? » Une fois empêtré dans les dettes, au premier coup du sort, il perd même sa terre, surtout s'il n'a pas acquitté ses impôts » (p. 139).

On mesure encore mieux la profondeur du déclin de l'économie agricole chez les paysans du groupe pauvre par le fait que l'auteur refuse même de répondre à la question de savoir dans quel état se trouve cette économie. Dans les exploitations ensemençant moins de 10 déciatines par feu, dit-il, « l'agriculture est placée dans des conditions trop précaires pour pouvoir être caractérisée par des procédés définis » (p. 278).

Les caractéristiques de l'économie des paysans du groupe inférieur sont absolument insuffisantes, malgré leur abondance ; elles sont exclusivement négatives, alors qu'il doit quand même y en avoir aussi de positives. Jusqu'à présent, nous avons seulement entendu dire qu'il ne convient pas de classer les paysans de ce groupe parmi les agriculteurs-exploitants indépendants, parce que l'agriculture est chez eux en pleine décadence ; parce que la superficie ensemencée est tout à fait insuffisante, parce que, enfin, chez eux, l'agriculture se pratique d'une façon irrégulière : « Seuls les propriétaires aisés et riches qui ont suffisamment de grain de semence peuvent procéder d'une façon plus ou moins régulière aux ensemencements — notent les statisticiens dans la description du district de Bakhmout —, alors que les pauvres sèment ce qu'ils ont sous la main, n'importe où et n'importe comment » (p. 278). Cependant, l'existence de toute cette masse de paysans que comprend

le groupe inférieur (plus de 30 000 feux et plus de 200 000 personnes des deux sexes dans les trois districts de Tauride), ne peut être un fait de hasard. S'ils ne tirent pas leur subsistance de leur exploitation personnelle, de quoi vivent-ils ? Surtout de la vente de leur force de travail. Comme nous l'avons vu plus haut, Postnikov a dit des paysans de ce groupe qu'ils vivent de leur métier d'ouvrier agricole et de salaires d'appoint. Etant donné l'absence presque totale d'industries dans le Sud, ces gagne-pain sont pour la plupart agricoles et se réduisent par conséquent *au travail salarié* dans l'agriculture. Pour montrer d'une façon plus détaillée que c'est la vente du travail qui est le trait principal de l'économie des paysans du groupe inférieur, passons à l'examen de ce groupe selon les catégories de la statistique des zemstvos. Inutile de parler des propriétaires n'ensemençant pas : ce sont purement et simplement des ouvriers agricoles. La deuxième catégorie comprend déjà des paysans qui ensemencent jusqu'à 5 déciatines par feu (3,5 déciatines en moyenne). On voit, d'après la division citée plus haut en surface économique, fourragère, alimentaire et marchande, que de tels ensemencements sont absolument insuffisants. « Le premier groupe, qui ensemence jusqu'à 5 déciatines par feu, dit Postnikov, ne possède pas dans ses superficies cultivées de surface de marché, marchande ; son existence n'est possible que grâce à des salaires d'appoint, obtenus en se louant comme ouvrier agricole ou autrement » (p. 319). Reste la dernière catégorie, celle des propriétaires ensemençant de 5 à 10 déciatines par feu. Une question se pose : chez les paysans de ce groupe, quelle est la proportion entre l'exploitation agricole indépendante et les « salaires d'appoint » ? Pour répondre avec précision à cette question, il serait nécessaire d'avoir plusieurs budgets paysans *typiques* concernant les propriétaires de *ce groupe*. Postnikov reconnaît la nécessité et l'importance des données concernant les budgets, mais il indique que « le rassemblement de telles données est extrêmement difficile et, dans bien des cas, tout simplement impossible pour les statisticiens » (p. 107). Il est bien difficile d'être d'accord avec la dernière remarque : les statisticiens de Moscou ont réuni plusieurs budgets extrêmement intéressants et détaillés (voir le *Recueil*

de renseignements statistiques pour la province de Moscou, Section des statistiques économiques, tt. VI et VII) ; pour plusieurs districts de la province de Voronèje, comme l'indique l'auteur lui-même, les données sur les budgets ont même été réunies par feu.

Il est très regrettable que les données de Postnikov lui-même sur les budgets soient tout à fait insuffisantes : il cite 7 budgets de colons allemands et seulement un budget de paysan russe, tous concernant par surcroît de gros cultivateurs (le chiffre minimum des ensemencements, celui du paysan russe, est de 39 1/2 déciatines), c'est-à-dire se rapportant au groupe dont on peut assez clairement se représenter l'exploitation sur la base des données figurant dans la statistique des zemstvos. Exprimant le regret de « n'avoir pas pu réunir, au cours de son voyage, un plus grand nombre de budgets paysans », Postnikov dit qu'« établir avec précision ces budgets est en général chose difficile. Les habitants de Tauride font leurs déclarations assez franchement, mais ils ne connaissent pas eux-mêmes les chiffres exacts de leurs recettes et de leurs dépenses. Les paysans se rappellent encore assez exactement le chiffre total de leurs dépenses ou des entrées et des sorties les plus importantes, mais ils ne se souviennent presque jamais des chiffres de détail » (p. 288). Il eût cependant mieux valu réunir quelques budgets, même s'ils n'étaient pas détaillés, que de rassembler, comme l'a fait l'auteur, « jusqu'à 90 descriptions commentées » de la situation économique, laquelle apparaît assez clairement dans les recensements par feux des zemstvos.

Faute de budgets, nous n'avons à notre disposition que des données de deux ordres pour définir le caractère de l'économie du groupe considéré : en premier lieu, les calculs de Postnikov sur la quantité d'ensemencements nécessaires à la subsistance d'une famille moyenne ; en second lieu, les données sur la division de la superficie ensemencée en 4 parties et sur la moyenne des dépenses en espèces (par famille et par an) chez les paysans de différentes régions.

A partir de calculs détaillés sur le nombre de déciatines cultivées, nécessaire à la subsistance d'une famille, aux semences et à l'alimentation du bétail, Postnikov tire cette conclusion :

« Une famille paysanne de grandeur et de richesse moyennes, vivant exclusivement de l'agriculture et dont la balance ne présente pas de déficit, doit, dans les conditions d'un rendement moyen des cultures, avoir dans sa superficie ensemencée 4 déciatines pour l'alimentation de 6 1/2 personnes de la famille, 4 1/2 déciatines pour le fourrage de 3 chevaux de trait, 1 1/2 déciatine pour les semences et 6 à 8 déciatines pour la vente de céréales sur le marché, soit au total 16 à 18 déciatines ensemencées... Le paysan moyen de Tauride possède 18 déciatines environ d'ensemencements par feu, mais 40% de la population des 3 districts de Tauride a moins de 10 déciatines, et, si elle se livre quand même à l'agriculture, c'est seulement parce qu'elle tire une partie de son revenu de professions d'appoint et de la location de sa terre à des tiers. La situation économique de cette partie de la population est anormale, précaire, parce que, dans la plupart des cas, elle ne peut avoir de réserves pour les mauvaises années » (p. 272).

Du fait que l'étendue moyenne des ensemencements dans le groupe considéré est de 8 déciatines, soit moins de la moitié de ce qui est nécessaire (17 déciatines), nous sommes en droit de conclure que les paysans de ce groupe tirent la plus grande partie de leur revenu d'un « métier d'appoint », c'est-à-dire de la vente de leur force de travail.

Autre calcul : selon les données de Postnikov concernant la répartition de la superficie ensemencée, sur 8 déciatines d'ensemencements, 0,48 déciatine est affectée à la production du grain de semence ; 3 déciatines au fourrage pour le bétail (dans ce groupe, il y a 2 bêtes de trait par feu et non 3) ; 3,576 déciatines à l'alimentation de la famille (son importance est également inférieure à la moyenne ; 5 1/2 personnes et non 6 1/2), de sorte qu'il reste une superficie marchande de moins de 1 déciatine (0,944), dont l'auteur estime qu'elle procure un revenu de 30 roubles. Mais la somme des dépenses en espèces que le paysan de Tauride est tenu de faire est infiniment supérieure. Il est beaucoup plus facile de réunir les données sur le montant des dépenses en espèces que sur les budgets, dit l'auteur, parce que les paysans font eux-mêmes fréquemment ce calcul. D'après ces calculs, il apparaît que :

« Pour une famille d'importance moyenne, c'est-à-dire se composant du mari-travailleur, de la femme et de 4 enfants et adolescents, si elle exploite sa propre terre, soit approximativement 20 déciatines, sans recourir à l'affermage, la somme des dépenses en espèces, pour une année, est estimée par les paysans de Tauride à 200-250 roubles. La somme de 150-180 roubles est considérée comme le minimum de la dépense en espèces que doit faire une petite famille, si elle se restreint sur tout. Un revenu annuel inférieur à ce chiffre est déjà considéré comme impossible, car un travailleur et sa femme gagnent dans cette région, en louant leurs bras, 120 roubles par an, logés et nourris, sans avoir aucune dépense pour l'entretien du bétail et du matériel, etc., et ils peuvent encore compter sur des « retours de bâton » provenant de la terre donnée à bail à des paysans du même village » (p. 289). Le groupe considéré étant inférieur au groupe moyen, nous prendrons la dépense minimum et non la moyenne, et même le chiffre de 150 roubles, inférieur au minimum, somme qui doit être gagnée en « salaires ». Avec ce calcul, l'exploitation personnelle donne au paysan du groupe considéré (30+87,5*=) 117,5 roubles, et la vente de sa force de travail lui rapporte 120 roubles. Par conséquent, nous trouvons à nouveau que les paysans de ce groupe ne peuvent couvrir, par l'exploitation agricole indépendante, que *moins de la moitié* de leurs dépenses minima**.

---

* 3 1/2 déciatines de surface alimentaire donnent 25 roubles de produits par déciatine (25×3,5=87,5) — calcul de Postnikov, p. 272.

**Les calculs de M. Ioujakov dans la *Rousskaïa Mysl*[9] n° 9 de 1885 (« Les normes de la propriété terrienne nationale ») confirment entièrement cette conclusion. Pour la province de Tauride, il considère que 9 déciatines d'ensemencements constituent la norme alimentaire, c'est-à-dire la norme la plus basse du lot concédé par feu. Mais M. Ioujakov *ne* met sur le compte du lot concédé *que* l'alimentation en produits *céréaliers* et les impôts supposant que les autres dépenses sont couvertes par les salaires d'appoint. Les budgets de la statistique des zemstvos montrent que les dépenses de la deuxième catégorie constituent plus de la moitié du total. Ainsi, dans la province de Voronèje, la dépense moyenne d'une famille paysanne est de 495,39 roubles, en comptant les dépenses, en nature et en espèces. Sur cette somme, 109,10 roubles vont à l'entretien du bétail [N. B. Ioujakov porte l'entretien du bétail au compte des fenaisons et des terres annexes, et non au compte des labours], 135,80 à

Ainsi, l'examen du caractère de l'économie dans toutes les subdivisions du groupe inférieur conduit à cette conclusion évidente que, bien que la majorité des paysans possèdent de petits ensemencements, la source dominante de leurs moyens d'existence n'en demeure pas moins la vente de leur force de travail. Les paysans de ce groupe sont plutôt des ouvriers salariés que des cultivateurs propriétaires.

Postnikov n'a pas posé cette question du caractère de l'économie des paysans du groupe inférieur et n'a pas mis en lumière le rapport entre les salaires d'appoint et le revenu tiré de leur exploitation : c'est le grand défaut de son ouvrage. De ce fait est demeuré insuffisamment expliqué, chez lui, ce phénomène étrange au premier abord, en vertu duquel les paysans du groupe inférieur, ayant trop peu de terre à eux, l'abandonnent, la donnent à bail ; de ce fait est demeuré isolé du caractère général de l'économie ce facteur important que la quantité des moyens de production (c'est-à-dire la terre et le matériel) est de beaucoup inférieure à la moyenne chez les paysans du groupe inférieur. Comme la quantité moyenne des moyens de production assure tout au plus, ainsi que nous l'avons vu, la satisfaction des besoins indispensables de la famille, cette insuffisance de terre et de matériel chez les paysans pauvres implique pour eux la nécessité absolue de chercher d'autres moyens de production pour leur travail, c'est-à-dire de se louer.

Passons au deuxième groupe, le groupe *moyen*, qui comprend de même 40% de la population. Ce sont les propriétaires possédant des ensemencements d'une superficie de 10 à 25 déciatines. Le terme « moyen » est parfaitement applicable à ce groupe, avec toutefois cette réserve que ses moyens de production sont légèrement inférieurs à la moyenne : les ensemencements sont de 16,4 déciatines, pour une moyenne

---

l'alimentation en produits végétaux et aux impôts, et 250,49 aux autres dépenses : vêtements, matériel, fermage, besoins divers de l'exploitation, etc. [24 budgets dans le *Recueil de renseignements statistiques pour le district d'Ostrogojsk.*] Dans la province de Moscou, la dépense moyenne annuelle d'une famille est de 348,83 roubles, dont 156,03 vont à l'alimentation en produits céréaliers et aux impôts, et 192,80 aux autres dépenses. [Moyenne des 8 budgets recueillis par les statisticiens de Moscou, *l.c.*]

générale de 17, si l'on considère l'ensemble des paysans. Bétail : 7,3 têtes, contre une moyenne de 7,6 têtes (bêtes de trait : 3,2, contre une moyenne de 3,1) ; 17 à 18 déciatines pour tous les labours (lot concédé, terre achetée et affermée), contre une moyenne de 20 à 21 déciatines par district. La comparaison du nombre de déciatines d'ensemencements par feu avec la norme que donne Postnikov montre que l'exploitation sur sa propre terre fournit tout juste à ce groupe ce qui est nécessaire pour son alimentation.

D'après toutes ces données, on pourrait croire que les exploitations des paysans de ce groupe sont des plus solides : elles permettent aux paysans de couvrir leurs dépenses ; ceux-ci travaillent, non pour obtenir un revenu, mais uniquement pour satisfaire leurs premiers besoins. En fait, nous constatons exactement le contraire : l'exploitation des paysans de ce groupe se distingue par une fragilité extrême.

Ce qui apparaît comme suffisant, dans ce groupe, c'est la dimension moyenne de la surface ensemencée (16 déciatines). Par conséquent, les propriétaires possédant de 10 à 16 déciatines ensemencées ne couvrent pas leurs dépenses par l'agriculture et sont également obligés d'aller louer leurs bras. D'après le calcul approximatif de Postnikov, nous voyons que, dans ce groupe, on embauche 2 846 ouvriers, mais qu'il en part 3 389, c'est-à-dire 543 de plus. Par conséquent, la moitié environ des exploitations de ce groupe sont incomplètement pourvues.

Ensuite, dans ce groupe, on compte 3,2 bêtes de trait par feu, alors qu'il en faut, comme nous l'avons vu plus haut, 4. Par conséquent, une partie importante des propriétaires de ce groupe ne peut travailler la terre avec son bétail, et doit avoir recours au coattelage. Le nombre des paysans de ce groupe ayant recours au coattelage n'est également pas inférieur à la moitié : on peut le penser, parce que le nombre total d'exploitations pourvues d'attelages est d'environ 40%, dont 20% complètent le groupe supérieur aisé ; les 20% restants font partie du groupe moyen, de sorte que la moitié au moins du groupe moyen est dépourvue d'attelages. Postnikov ne donne pas le chiffre précis des paysans travaillant en coattelage dans ce groupe. Si nous

recourons aux recueils de la statistique des zemstvos, nous trouvons les données suivantes (pour deux districts)* :

	Total dans le groupe cultivant de 10 à 25 déc.		Répartition du mode de culture sur le total des déciatines ensemencées							
			par attelages appartenant en propre au cultivateur		par coattelage		par attelage loué		Autres procédés	
	de feux	de déc. ensemencées	feux	déc. ensemencées	feux	déc. ensemencées	feux	déc. ensemencées	feux	déc. ensemencées
District de Mélitopol	13 789	226 389,21	4 218	79 726,55	9 201	141483,26	321	4 405,8	49	773,8
District du Dniepr	8 234	137 343,75	4 029	71 125,2	3 835	61 159,05	320	4 352,5	50	707,25

Ainsi, pour les deux districts, c'est la minorité du groupe moyen qui cultive la terre avec son propre bétail ; dans le district de Mélitopol, moins d'un tiers des feux ; dans le district du Dniepr, moins de la moitié. Par conséquent, la proportion que nous avons donnée plus haut (la moitié) pour le nombre des paysans pratiquant le coattelage dans les trois districts est plutôt trop faible et nullement surestimée. Evidemment, l'impossibilité de travailler la terre avec son propre bétail caractérise déjà suffisamment la fragilité de l'exploitation ; mais citons, à titre d'illustration, la description du coattelage faite par Postnikov, qui accorde malheureusement trop peu d'attention à ce phénomène intéressant au point de vue économique comme au point de vue des mœurs.

« Chez les exploitants pratiquant le coattelage, dit Postnikov, la norme de la surface cultivée est inférieure [à celle des paysans travaillant avec leur propre bétail], en

* *Recueil de renseignements statistiques pour le district de Mélitopol* (Annexes au tome 1er du *Recueil concernant la province de Tauride*). Simféropol, 1885, p. B. 195. *Recueil de renseignements statistiques pour le district du Dniepr* (tome II du *Recueil concernant la province de Tauride*). Simféropol, 1886, p. B. 123.

vertu de cette règle de mécanique selon laquelle 3 chevaux attelés ensemble n'exercent pas une traction trois fois plus grande que celle d'un seul cheval. Les paysans mettant leurs attelages en commun peuvent vivre aux extrémités du village (il s'agit surtout de parents) ; ensuite, le nombre de terrains de culture chez deux propriétaires (il arrive qu'il y en ait 3 à mettre leurs attelages en commun) est deux fois plus élevé que chez un seul. Tout cela augmente les frais de déplacement. [En note : « Lors du partage des terres, chaque feu reçoit, dans un terrain déterminé, une parcelle d'un seul tenant pour ses membres et, pour cette raison, les parcelles sont moins grandes pour les familles moins nombreuses. Les conditions du coattelage dans la province de Tauride sont très variables. Celui des participants au coattelage qui possède un scarificateur bénéficie du labourage d'une déciatine supplémentaire, par exemple 10 déciatines à l'un, 11 déciatines à l'autre, ou bien celui qui n'a pas de scarificateur doit payer toutes les dépenses d'entretien pendant la durée des travaux. Il en est de même en cas d'inégalité pour le nombre des bêtes : l'un bénéficie d'une journée supplémentaire de labourage, etc. Au village de Kamenka, le possesseur d'un scarificateur perçoit de 3 à 6 roubles en argent pour le printemps. Les désaccords entre paysans pratiquant le coattelage sont en général très fréquents. »] On perd aussi un certain temps pour réaliser un accord, et il arrive que celui-ci soit rompu avant la fin des travaux. Dans d'autres cas, il arrive que les propriétaires d'attelages mis en commun manquent de chevaux pour le hersage, et on les dételle alors du scarificateur ; tels chevaux vont à l'eau, pendant que les autres hersent. Il m'a été rapporté qu'au village de Iouzkouï, les paysans qui attellent en commun ne labourent fréquemment au scarificateur pas plus d'une déciatine par jour, c'est-à-dire deux fois moins que la norme » (p. 233).

A l'insuffisance du cheptel vif vient s'ajouter celle du cheptel mort. D'après le tableau cité plus haut concernant la quantité de matériel par feu dans les différents groupes, on voit que, dans le groupe moyen de tous les districts, il n'y a pas moins d'un instrument de labour par feu. Mais en fait la répartition du matériel, même dans les limites du groupe, est loin d'être uniforme. Postnikov

ne donne malheureusement pas de précisions à ce sujet, et il nous faut avoir recours aux recueils de la statistique des zemstvos. Dans le district du Dniepr, 1 808 feux sur 8 227 sont totalement démunis d'instruments de labour ; dans celui de Mélitopol, 2 954 sur 13 789. Dans le premier district, la proportion de feux mal pourvus est de 21,9% ; dans le second, 21,4%. Il est incontestable que les propriétaires dépourvus d'instruments de labour se rapprochent par leur situation économique du groupe inférieur, alors que les propriétaires en ayant plus d'un par feu se rapprochent du groupe supérieur. Le nombre d'exploitants n'ayant pas de charrue est encore plus grand : 32,5% dans le district du Dniepr et 65,5% dans celui de Mélitopol. Enfin, les propriétaires de ce groupe ne possèdent de machines pour la récolte du blé (machines qui ont une très grande importance dans l'économie paysanne de la Russie méridionale, étant donné l'insuffisance d'ouvriers pour la récolte à la main et l'étendue des terres, qui fait durer la rentrée des céréales pendant des mois entiers), qu'en nombre tout à fait insignifiant : dans le district du Dniepr, il y a pour le groupe entier 20 faucheuses et moissonneuses (1 pour 400 feux) ; dans le district de Mélitopol, 178 1/2 (1 pour 700 feux).

Voici comment Postnikov décrit le système général de l'économie des paysans de ce groupe :

« Les exploitants qui ont moins de 4 animaux de trait pratiquent obligatoirement le coattelage pour les labours et les semailles. Les exploitants de cette catégorie ont soit 2 travailleurs, soit un. La diminution de la capacité de travail relative de ces exploitants provient de la dimension moindre de l'exploitation, du coattelage et d'un matériel plus pauvre. Le labourage est effectué par les paysans aux attelages mis en commun, souvent à l'aide d'un petit scarificateur à trois socs, qui travaille plus lentement. Si ces exploitants récoltent leur blé avec une machine louée aux voisins, ils ne l'obtiennent que lorsque ces derniers ont déjà fini de moissonner leur propre blé. Si la récolte se fait à la main, elle dure plus longtemps et, dans certains cas, exige l'embauchage d'ouvriers à la journée et revient plus cher. Chez les exploitants seuls toute affaire de famille urgente ou l'exécution d'obligations sociales interrompent le travail. Si cet exploitant va travailler sur une terre éloignée, où les pay-

sans passent souvent une semaine entière, achevant en une fois l'ensemencement et le labourage, il doit retourner plus souvent au village pour voir sa famille » (p. 278). Dans le groupe considéré, ces exploitants seuls (ayant un seul ouvrier) forment la majorité, comme on le voit dans le tableau ci-après, donné par Postnikov et montrant le nombre d'ouvriers par famille dans les différents groupes, classés selon la surface ensemencée, des 3 districts de la province de Tauride (p. 143).

Chez les paysans	*Répartition pour 100 feux* Sans ouvrier mâle	Avec un ouvrier	Avec 2 ouvriers	Avec 3 ouvriers et plus
Ne cultivant pas	19	67	11	3
Cultivant jusqu'à 5 déc.	9	77,6	11,7	1,7
» de 5 à 10 »	4,2	74,8	17,7	3,3
» de 10 à 25 »	1,7	59	29	10,3
» de 25 à 50 »	1,2	40	35,7	23,1
» plus de 50 »	0,9	25	34,3	39,8
Total	4,3	60,6	24,6	10,5

On voit d'après ce tableau que, dans le groupe moyen, les 3/5 des familles ont 1 ouvrier ou même pas du tout *.

Pour illustrer le rapport entre les groupes moyen et supérieur et, en général, la solidité de l'économie du premier groupe, citons des données empruntées au Recueil de renseignements statistiques pour le district du Dniepr sur la répartition par groupes de toute la surface des terres dont disposent les paysans, et en particulier de la surface ensemencée **. Nous obtenons le tableau suivant :

* Pour confirmer sa thèse sur les avantages économiques considérables dont jouissent les exploitants ayant une famille importante, c'est-à-dire ayant de nombreux travailleurs par rapport à ceux qui n'en ont pas, Postnikov se réfère au livre connu de Trirogov : *La commune et les impôts.*

** Ces données concernent tout le district du Dniepr, y compris les villages non rattachés à des cantons. Les chiffres de la colonne « Jouissance foncière totale » ont été calculés par moi, la quantité de terre concédée, affermée et achetée, comptée en bloc, et la terre cédée à bail a été défalquée. Le district du Dniepr a été choisi parce que presque entièrement russe.

Groupes de paysans	Composition des groupes (% des feux par rapport au total)	Labours concédés		Terre achetée		Terre prise à bail		Terre cédée à bail	Jouissance foncière totale du groupe		Surface cultivée	
		déciatines	%	déciatines	%	déciatines	%		déciatines	%	déciatines	%
Groupe pauvre	39,9	56 444,95	25,5	2 003,25	6	7 838,75	6	21 551,25	44 735,7	12,4	38 439,25	11
Groupe moyen	41,7	102 793,7	46,5	5 376	16	48 397,75	35	8 311	148 256,45	41,2	137 343,75	43
Groupe aisé	18,4	61 844,25	28	26 530,75	78	81 645,95	59	3 039,25	166 981,7	46,4	150 614,45	46
Total	100	221 082,9	100	33 910	100	137 882,45	100	32 901,5	359 973,85	100	326 397,45	100

Ce tableau montre que, pour la dimension des labours concédés, le groupe moyen se trouvait mieux partagé que tous les autres : il avait en mains 46,5% de la terre. L'insuffisance de terre concédée a amené les paysans à recourir à l'affermage, grâce à quoi la superficie de la terre exploitée par eux a augmenté de plus d'une fois et demie, dans l'ensemble. Chez le groupe moyen, la quantité de terre a aussi augmenté, *en valeur absolue*, mais a diminué *relativement* : il ne dispose que de 41,2% de toute la superficie de la terre et de 43% des ensemencements ; le groupe supérieur occupe la première place. Par conséquent, non seulement le groupe inférieur, mais aussi le groupe moyen, sont soumis à une pression directe de la part du groupe supérieur, qui leur enlève la terre.

Tout ce qui a été exposé ci-dessus nous donne le droit de caractériser de la façon suivante la situation économique du groupe moyen. Nous avons ici affaire à des agriculteurs-exploitants qui vivent exclusivement du revenu de leurs propres ensemencements ; les dimensions de ces derniers sont presque égales (ou quelque peu inférieures) aux ensemencements moyens de la paysannerie locale et couvrent tout juste les besoins de la famille. Mais l'insuffisance de bétail et de matériel et leur répartition inégale rendent précaire et instable l'économie des paysans de ce groupe, surtout par suite de la tendance du groupe supérieur à éliminer les groupes inférieur et moyen.

Arrêtons-nous au dernier groupe, le groupe supérieur, qui comprend la paysannerie aisée. Dans les districts de Tauride, 1/5 de la population, possédant plus de 25 déciatines ensemencées par feu, en fait partie. Nous avons cité plus haut suffisamment de chiffres montrant combien ce groupe est effectivement plus riche que les autres en animaux de trait et en matériel, aussi bien qu'en terre concédée et autre. Pour montrer à quel point les paysans de ce groupe sont plus riches que les paysans moyens, nous nous bornerons à citer encore les données relatives aux ensemencements : dans le district du Dniepr, il y a 41,3 déciatines d'ensemencements par feu dans le groupe aisé, alors que la moyenne est de 17,8 déciatines pour le district, c'est-à-dire moins de la moitié. En général, cet aspect de la question, c'est-à-dire la plus grande aisance des paysans

ayant beaucoup d'ensemencements, est mis en lumière par Postnikov de façon assez complète, mais cet auteur n'a presque pas accordé d'attention à une autre question infiniment plus importante, à savoir : l'importance de l'économie de ce groupe dans la production agricole globale de la région et le prix (payé par les autres groupes) des succès du groupe supérieur.

Le fait est que ce groupe est très faible numériquement : dans la région la plus riche du Sud, dans la province de Tauride, il ne représente que 20% de la population. On pourrait penser que, pour cette raison, son importance dans l'économie de toute la région n'est pas grande *. Mais, en réalité, nous voyons que c'est exactement le contraire : dans la production globale des produits agricoles, cette minorité aisée joue un rôle prépondérant. Dans les trois districts de Tauride, sur toute la superficie ensemencée — 1 439 267 déciatines — la paysannerie aisée en détient 724 678, c'est-à-dire plus de la moitié. Il va de soi que ces chiffres sont loin d'exprimer exactement la prépondérance du groupe supérieur, car les récoltes chez les paysans aisés sont infiniment supérieures à celles des paysans pauvres et moyens, qui, selon la caractéristique de Postnikov, ne gèrent pas leur exploitation d'une façon rationnelle.

Ainsi, ce sont surtout les paysans du groupe supérieur qui produisent les céréales, et c'est pour cette raison (chose particulièrement importante et très fréquemment méconnue) que toutes les caractéristiques possibles de l'agriculture, les jugements portés sur les améliorations agronomiques, etc., concernent principalement et le plus souvent (parfois même exclusivement) la minorité aisée. Prenons, par exemple, les données sur la répartition des instruments perfectionnés.

Postnikov indique à propos du matériel du paysan de Tauride :

« Le matériel du paysan, à une petite exception près, est le même que celui des colons allemands, mais moins

* C'est dans une erreur semblable que tombe, par exemple, M. Slonimski, lorsqu'il dit, dans un article sur le livre de Postnikov : « Le groupe des paysans aisés se perd dans la masse des pauvres et, dans certains endroits, est en quelque sorte totalement absent » (*Vestnik Evropy*[10], 1893, n° 3, p. 307).

varié, souvent d'une qualité inférieure et, pour cette raison, moins cher. Le Sud-Ouest, c'est-à-dire la partie la moins peuplée du district du Dniepr, fait exception ; on y conserve encore le matériel primitif petit-russien avec la lourde charrue de bois et l'araire de bois à dents de fer. Dans les autres parties des districts de Tauride, les paysans utilisent tous des charrues plus perfectionnées, en fer. A côté de la charrue, le scarificateur occupe une place de premier plan dans le travail de la terre ; il constitue en maintes occasions l'unique instrument de labour des paysans. Mais, le plus souvent, le scarificateur est utilisé concurremment avec la charrue... Les herses, partout en bois avec des dents de fer, sont de deux genres : les herses à deux chevaux couvrant une bande large de dix pieds et les herses à un cheval larges d'une sagène environ... Le scarificateur se présente sous la forme d'un instrument à trois, quatre et cinq socs... Très fréquemment, on fixe à l'avant de l'engin un petit semoir commandé par la roue directrice de celui-ci. Le semoir effectue l'ensemencement et, en même temps, le scarificateur recouvre le grain de terre. Parmi les autres instruments destinés au travail de la terre, on rencontre aussi chez les paysans, bien que peu fréquemment, le rouleau de bois qui sert à aplanir les champs après l'ensemencement. Les moissonneuses se sont surtout répandues chez les paysans durant les dix dernières années. D'après les paysans, dans les villages riches, près de la moitié des feux en possèdent... Les faucheuses se rencontrent beaucoup plus rarement chez les paysans que les moissonneuses... De même, les râteaux attelés et les batteuses sont très peu répandus chez les paysans. L'emploi des tarares est général... Pour les transports, on se sert exclusivement de chariots et de charrettes de type allemand, fabriqués actuellement dans de nombreuses localités russes... Pour le battage, on emploie partout des rouleaux de pierre à dents, plus ou moins longs » (pp. 213-215).

Pour savoir comment est réparti ce matériel, il faut consulter les recueils statistiques des zemstvos, bien que leurs données ne soient pas complètes : les statistiques de Tauride n'ont enregistré que les charrues et les scarificateurs, les moissonneuses et les faucheuses, ainsi que les « délijans » (c'est-à-dire les chariots ou les charrettes). En groupant

les données concernant les districts de Mélitopol et du Dniepr, nous constatons que, sur le nombre total des charrues et des scarificateurs (46 522), 19 987, soit 42,9 %, appartiennent au groupe supérieur, ainsi que 23 747 chariots sur 59 478, soit 39,9%; enfin, 2 841 moissonneuses et faucheuses sur 3 061, soit 92,8%.

Des chiffres ont été cités qui montrent que la productivité du travail dans les groupes supérieurs de la paysannerie est beaucoup plus élevée que dans les groupes inférieur et moyen. Voyons à présent quelles sont les raisons techniques de cette particularité de l'économie chez les exploitants ensemençant de grandes surfaces.

« La quantité de terre possédée ou détenue en jouissance par les paysans, dit Postnikov, détermine aussi dans une large mesure le système et le caractère de l'agriculture. Ce rapport de cause à effet a malheureusement été mal étudié jusqu'à présent chez nous par les spécialistes de l'exploitation paysanne, qui se représentent souvent cette dernière comme uniforme dans toutes les couches de la population rurale. Laissant de côté le système de culture, je m'efforcerai de résumer sommairement les particularités techniques de l'exploitation chez les différents groupes de paysans, telles que je me les explique après mes voyages dans les districts de Tauride.

Les exploitants travaillant avec leur propre bétail et n'ayant pas recours au coattelage ont dans leur exploitation 4-5-6 animaux de trait et plus *, et leur situation économique présente une grande diversité. Le scarificateur à quatre socs nécessite un attelage de 4 animaux, et il en faut 5 pour le scarificateur à cinq socs. Le hersage succède au labour, et si le propriétaire ne dispose pas d'un cheval de plus, il doit passer la herse, non pas tout de suite après la charrue, mais à la fin de tout le labourage, c'est-à-dire qu'il recouvre les graines d'une terre qui a déjà perdu une partie de son humidité, condition défavorable à leur croissance. Si le labourage s'effectue à une grande distance du village et exige le transport de l'eau et du fourrage, l'ab-

* Les paysans du groupe aisé possèdent 6 à 10 animaux de trait par feu (voir plus haut).

sence d'un cheval supplémentaire interrompt également le travail. Dans tous ces cas, en l'absence d'un lot complet de bêtes de trait, il y a perte de temps et retard dans les semailles. Lorsqu'il y a une grande quantité de bêtes de trait et que le travail est effectué à l'aide de scarificateurs à socs multiples, les paysans font leurs semailles plus rapidement, mettent mieux à profit le temps favorable, recouvrent les graines d'une terre plus humide. Les avantages techniques des semailles de printemps restent acquis au propriétaire « complet » disposant de 6 ou, mieux encore, de 7 animaux de trait. Avec 7 chevaux, un scarificateur à cinq socs et 2 herses peuvent travailler simultanément. Les paysans disent que, chez un tel propriétaire, « il n'y a pas d'arrêt dans les travaux ».

Plus importante encore est la différence de situation de ces propriétaires dans la période qui suit la moisson, lorsque, dans le cas d'une bonne récolte, il est demandé une tension extrême des forces de travail. Le propriétaire possédant 6 animaux de trait effectue simultanément le transport et le battage du blé, qui n'est pas mis en meules, ce qui économise évidemment du temps et de la main-d'œuvre » (p. 277).

Pour achever de caractériser le fonctionnement économique des exploitations de ces gros cultivateurs, il convient de noter également que l'ensemencement est, dans ce groupe d'exploitants, une entreprise « commerciale », selon une remarque de Postnikov. Les données ci-dessus concernant la dimension de la surface marchande confirment entièrement la caractéristique faite par l'auteur, car c'est la plus grande partie de la surface cultivée qui fournit les produits destinés au marché, à savoir : 52% de toute la superficie dans les exploitations de 25 à 50 déciatines, et 61% dans les exploitations de plus de 50 déciatines. Le montant du revenu en espèces témoigne du même fait : même le minimum de ce revenu pour le groupe aisé — 574 roubles par feu — représente plus du double de la somme des dépenses nécessaires (200-250 roubles), constituant ainsi un excédent qui s'accumule et sert à l'extension et au perfectionnement de l'exploitation. « Chez les paysans les plus aisés, ensemençant plus de 50 déciatines par feu », même « une des branches de l'élevage — celle du mouton à

grosse laine — revêt déjà un caractère de marché » comme le souligne Postnikov (p. 188).

Passons maintenant à une autre question, elle aussi insuffisamment étudiée (et même à peine effleurée) par Postnikov : quelle incidence les progrès économiques accomplis par la minorité des paysans ont-ils sur la masse ? Incontestablement, une incidence tout à fait négative : les données citées plus haut (spécialement sur l'affermage) l'ont établi suffisamment, de sorte qu'on peut ici se borner à en dresser le bilan. Dans les trois districts de la province de Tauride, les paysans afferment au total 476 334 déciatines de terre (concédée et non concédée), dont 298 727 déciatines reviennent au groupe aisé, soit plus des 3/5 (63%). La part du groupe pauvre n'est que de 6%, et celle du groupe moyen de 31%. Si l'on considère que ce sont surtout — sinon exclusivement — les deux groupes inférieurs qui ont besoin de prendre de la terre à bail (les chiffres cités concernant la répartition de la terre entre les groupes de paysans du district du Dniepr montrent que, dans le groupe supérieur, la superficie des labours concédés est presque suffisante à elle seule pour constituer une surface ensemencée « normale »), on comprend combien ils doivent manquer de terre du fait de l'extension commerciale prise par les labours des paysans aisés *.

La façon dont se trouve réparti l'affermage des terres concédées, répartition sur laquelle on a fourni plus haut les données, amène à des conclusions tout à fait semblables. Pour montrer quelle importance a, pour les paysans des différents groupes, l'affermage des lots concédés, nous citerons la description de ce phénomène, extraite du chapitre IV de l'ouvrage de Postnikov.

« Aujourd'hui, dit-il, les lots sont l'objet de vastes spéculations dans la vie paysanne de la Russie méridionale. Ils servent de gage à des emprunts garantis par lettres de change, extrêmement répandues ici, parmi les paysans de Tauride ; le revenu provenant de la terre est laissé au

* « L'Allemand opprime le paysan de la région... par le fait qu'il le prive de la terre voisine que celui-ci pourrait prendre à bail ou acheter » (p. 292), dit Postnikov. Il est manifeste que, sous ce rapport, le paysan russe aisé est plus près du colon allemand que de son compatriote pauvre.

prêteur d'argent jusqu'au remboursement de la dette ; la terre est cédée à bail ou vendue pour un ou deux ans ou pour plus longtemps, 8, 9 et 11 ans, et ces affermages de lots concédés sont légalisés dans les administrations rurales et de cantons. Les dimanches et jours de fête, dans les gros villages, j'ai eu l'occasion de voir, devant le siège de l'administration rurale, des foules de gens très animés. Quand je me renseignais sur les causes du rassemblement, on me répondait qu'il y avait grande régalade à l'occasion de la vente des lots concédés, légalisée par les autorités rurales. . . La vente à forfait des lots concédés, dont la jouissance passe à autrui, se pratique aussi bien dans les villages où la répartition de la terre se fait d'après les personnes recensées et où l'on ne procède à aucun repartage général de la terre, que dans les villages où la terre est répartie au prorata des personnes qui y vivent, avec un repartage général ; seulement, dans ces derniers, le délai de la vente à forfait est habituellement plus court et fixé d'après la date du repartage qui, ces derniers temps, est en général déterminé ici à l'avance dans l'arrêté du « mir » sur le repartage. A l'heure actuelle, cette vente à forfait du lot de terre concédée touche, dans les villages de la Russie méridionale, les intérêts les plus vitaux de la paysannerie aisée locale, si nombreuse ici, notamment dans les districts de Tauride. Elle constitue, entre parenthèses, une des conditions principales pour un large défrichage des terres, pratiqué ici par les habitants aisés de Tauride, ce qui leur fournit de grands avantages. C'est pour cela que les paysans aisés sont tellement sensibles à l'heure actuelle à toute modification dans leurs habitudes, qui pourrait les priver de cet affermage de terres, bon marché dans la plupart des cas, et qui leur procure, en outre, des terres voisines de leurs » (p. 140). Plus loin, l'auteur raconte comment le Bureau pour les affaires paysannes [11] du district de Mélitopol a exigé que chaque cas particulier de cession à bail de lots concédés s'effectue en accord avec l'assemblée du village, si gênante pour les paysans que soit cette disposition, et ajoute qu' « en attendant cette mesure a eu pour seule conséquence que les registres de contrats sur les terres ont disparu des tribunaux ruraux, bien qu'ils soient vraisemblablement encore tenus à titre de registres non officiels » (p. 140).

Malgré l'affermage d'énormes quantités de terres, les paysans aisés sont presque toujours les seuls acquéreurs : dans le district du Dniepr, 78% de toute la terre achetée sont entre leurs mains ; dans le district de Mélitopol, 42 737 déciatines sur un total de 48 099, soit 88%.

Enfin, c'est cette même catégorie de paysans qui bénéficie exclusivement du crédit : ajoutons aux remarques de l'auteur sur les caisses agricoles dans le Sud, la caractéristique suivante :

« Ces caisses rurales et ces sociétés de prêt et d'épargne qui sont à présent très répandues chez nous en certains endroits — par exemple, elles sont très nombreuses dans les localités de Tauride — accordent surtout leur aide aux paysans aisés. Cette aide peut être considérée comme substantielle. J'ai entendu plus d'une fois des paysans de la Tauride, où fonctionnent ces caisses, lancer des réflexions comme celle-ci : « Grâce à Dieu, nous nous sommes à présent libérés de Juifs », mais ce sont les paysans bien nantis qui disent cela. Les paysans ayant peu de ressources ne trouvent pas de répondants et ne profitent pas des crédits » (p. 368). Cette monopolisation du crédit n'a rien de surprenant : l'opération du crédit n'est rien d'autre qu'une opération d'achat et vente avec paiement différé. Il est tout à fait naturel que seul puisse effectuer le paiement celui qui en a les moyens et, parmi les paysans de la Russie méridionale, seule la minorité aisée dispose de ces moyens.

Pour achever de décrire le caractère de l'économie de ce groupe, qui surpasse par les résultats de son activité productrice tous les autres groupes pris ensemble, il reste seulement à rappeler qu'il utilise « dans une large mesure » le travail salarié, dont les représentants du groupe inférieur sont les fournisseurs obligés. Il faut noter à ce sujet que l'évaluation exacte du travail salarié dans la production agricole présente d'énormes difficultés, que notre statistique des zemstvos ne semble pas avoir encore surmontées. Comme l'agriculture n'exige pas un travail permanent et régulier durant toute l'année, mais seulement un travail intense pendant une certaine période, l'enregistrement des seuls ouvriers salariés permanents est loin d'exprimer le niveau d'exploitation du travail salarié, et le dénombrement des ouvriers occasionnels (travaillant souvent à la tâche) est

extrêmement difficile. En calculant approximativement le nombre d'ouvriers salariés dans chaque groupe, Postnikov a pris comme norme de travail, dans le groupe aisé, 15 déciatines de surface ensemencée par ouvrier *. On voit, par le chapitre VII de son ouvrage, où l'auteur examine en détail la dimension réelle de la surface travaillée, qu'une telle norme est atteinte seulement quand la récolte du blé est faite à la machine. Or, le nombre de moissonneuses n'est pas grand, même dans le groupe aisé : par exemple, dans le district du Dniepr, il est d'environ une unité pour dix feux ; de sorte que, en considérant même la déclaration de l'auteur selon laquelle les propriétaires de machines les louent quand leur propre récolte est terminée, il n'en reste pas moins que la plus grande partie des paysans doit se tirer d'affaire sans machines et, par conséquent, embaucher des ouvriers à la journée. Dans le groupe supérieur, l'utilisation du travail salarié doit, pour cette raison, se pratiquer sur une plus grande échelle que ne l'évalue l'auteur, si bien que le revenu élevé obtenu par les paysans de ce groupe représente pour une grande part (sinon dans sa totalité) un revenu provenant du *capital*, dans l'acception spécifique de ce terme que lui donne l'économie politique scientifique.

En résumé, nous obtenons la caractéristique suivante du 3e groupe : la paysannerie aisée, dont les moyens de production sont de beaucoup supérieurs à la moyenne et dont le travail, de ce fait, se distingue par une grande productivité, est le producteur principal de produits agricoles, et domine les autres groupes dans toute la région ; par son caractère, l'économie de ce groupe est commerciale et fondée, dans une très large mesure, sur l'exploitation du travail salarié.

Ce bref aperçu des différences politiques et économiques entre l'économie des 3 groupes de la population locale a été effectué en systématisant les matériaux sur l'économie de la paysannerie de la Russie méridionale, figurant dans

* Pour 1,8 à 2,3 ouvriers, cela fait 27 à 34,5 déciatines, alors que les paysans aisés ensemencent 34,5 à 75 déciatines. Par conséquent, la caractéristique générale de ce groupe est que les dimensions de son exploitation sont de beaucoup supérieures à la norme de travail d'une famille.

le livre de Postnikov. Il montre, à mon sens, que l'étude de l'économie paysanne (du point de vue politique et économique) est absolument impossible si l'on ne classe pas les paysans en groupes. Comme cela a déjà été noté, Postnikov le reconnaît, et il reproche même à la statistique des zemstvos de ne pas le faire : malgré l'abondance des chiffres, dit-il, les combinaisons de cette statistique restent « obscures », « les arbres l'empêchent de voir la forêt » (p. XII). Il est douteux que Postnikov ait le droit d'adresser ce reproche à la statistique des zemstvos, car lui-même n'a pas réparti systématiquement les paysans en groupes « clairement définis », mais il ne fait pas de doute que sa critique est juste. Du moment que l'on avoue constater des différences entre les diverses économies, différences non seulement quantitatives, mais aussi qualitatives *, il devient absolument nécessaire de diviser les paysans en groupes se distinguant non pas par l'« aisance », mais par le caractère économique et social de leur exploitation. Il est permis d'espérer que la statistique des zemstvos ne tardera pas à le faire.

V

Sans se borner à constater l'existence de contradictions économiques dans la paysannerie, Postnikov insiste sur l'accentuation de ce phénomène:

« Les divers degrés d'aisance selon les groupes dans la paysannerie existent partout chez nous, dit-il, et ont existé de tout temps ; mais, au cours des dernières dizaines d'années, cette différenciation de la population paysanne commence à se manifester d'une manière très prononcée et semble s'accroître progressivement » (p. 130). Les dures conditions économiques de 1891 devaient, selon l'auteur, accentuer ce processus.

---

* Le caractère de l'économie est soit la consommation sur place, soit le commerce; le caractère de l'exploitation du travail est la vente de la force de travail, en tant que source principale de moyens d'existence, et l'achat de la force de travail en tant que conséquence nécessaire de l'extension des ensemencements au-delà de la capacité de travail de la famille.

On est amené à se demander à quoi tient ce phénomène qui eut une influence si considérable sur toute la population paysanne.

« La province de Tauride, dit Postnikov, est une de celles qui disposent des plus vastes espaces cultivables de la Russie d'Europe, une de celles dont les paysans sont le mieux pourvus de terre, où la propriété communale de la terre est générale, avec une répartition plus ou moins uniforme de la terre par habitant, et où l'agriculture constitue l'occupation presque exclusive de la population rurale ; et pourtant, le recensement par feux indique que 15% de sa population rurale ne possèdent aucun animal de trait et qu'environ 1/3 de la population ne possède pas le matériel suffisant pour la culture de sa parcelle concédée » (p. 106.) « De quoi dépend, se demande l'auteur, cette diversité dans les groupes et, en particulier, par quoi est déterminé, dans une économie exclusivement agricole, le pourcentage si élevé de propriétaires sans terre ensemencée et sans bêtes de trait, qui s'observe à présent dans la région que nous décrivons ? » (p. 130).

Dans la recherche des causes de ce phénomène, Postnikov s'égare totalement (par bonheur, pas pour longtemps) et se lance dans des digressions sur la « flemmardise », l'« ivrognerie », et même sur les incendies et les vols de chevaux. Néanmoins, il conclut que ce n'est pas là « que réside l'aspect essentiel de la question ». L'orphelinage des familles, c'est-à-dire l'absence de travailleurs adultes, n'explique rien non plus : sur le nombre total de feux sans exploitation dans les districts de Tauride (c'est-à-dire n'ensemençant pas de terres), le nombre des familles orphelines ne représente que 18%.

« Les causes principales de l'absence d'exploitation chez les paysans, conclut l'auteur, doivent être recherchées dans d'autres facteurs de leur vie économique » (p. 134). Plus précisément, Postnikov pense qu'« au nombre des causes qui concourent à la décadence de l'exploitation paysanne chez certains propriétaires, celle que l'on peut considérer comme réellement fondamentale et qui, malheureusement, a été peu étudiée jusqu'à présent par notre statistique des zemstvos, réside dans *l'émiettement des lots de terre concédée* et la petitesse des exploitations paysannes, dans la

diminution de l'étendue moyenne de l'exploitation paysanne » (p. 141). « La cause fondamentale de la pauvreté économique de la Russie, dit l'auteur, est la faible proportion des terres dont dispose et qu'exploite la paysannerie, ce qui ne permet pas d'utiliser toute la capacité de travail de la famille paysanne » (p. 341).

Pour expliquer cette thèse de Postnikov, exprimée d'une façon extrêmement imprécise, car l'auteur a établi lui-même que la dimension moyenne de l'exploitation paysanne (17-18 déciatines) est suffisante pour assurer à la famille une existence à l'abri du besoin et qu'une caractéristique générale, sommaire, de toute la paysannerie quant aux dimensions de l'exploitation est impossible à établir, — il faut rappeler qu'il a formulé plus haut la loi générale de l'élévation de la productivité du travail paysan au fur et à mesure qu'augmente l'étendue de l'exploitation. L'utilisation totale des forces de travail de la famille (et des animaux de trait) n'est obtenue, selon ses calculs, que dans les groupes supérieurs : par exemple, seulement chez les paysans aisés dans les districts de Tauride ; l'énorme majorité de la population « gratte la terre d'une façon improductive » (p. 340), en gaspillant sans fruit une quantité énorme de forces.

Bien que l'auteur ait amplement établi que la productivité du travail dépend de l'étendue de l'exploitation et que le rendement est extrêmement faible dans les groupes inférieurs de paysans, cela ne suffit pas pour voir dans cette loi (Postnikov la qualifie de surpopulation de l'agriculture en Russie, de saturation de l'agriculture en travail) la cause de la différenciation de la paysannerie : la question est précisément de savoir pourquoi celle-ci s'est décomposée en groupes si différents. La surpopulation de l'agriculture présuppose cette différenciation ; sa notion même a été élaborée par l'auteur lorsqu'il comparait les exploitations petites et grandes et leur rentabilité. C'est pourquoi l'on ne peut répondre à la question : « de quoi dépend cette diversité dans les groupes ? » en invoquant la surpopulation. Visiblement, Postnikov en a lui-même conscience ; mais il ne s'est pas fixé nettement pour tâche de rechercher les causes du phénomène, de sorte que ses remarques restent fragmentaires : à côté de thèses insuffisam-

ment développées, imprécises, on trouve aussi des idées justes. Ainsi, par exemple, il dit :

« Il ne faut pas s'attendre à voir la lutte acharnée qui se livre actuellement à la campagne, à propos de la possession de la terre, contribuer dans l'avenir au développement parmi la population des principes de communauté et de concorde. Et cette lutte n'est pas une lutte passagère, provoquée par des facteurs accidentels... Elle ne se présente pas pour nous comme un combat entre les traditions de la communauté rurale et l'individualisme qui se développe dans la vie paysanne, mais comme une simple lutte d'intérêts économiques, qui doit avoir une issue fatale pour une partie de la population du fait du manque de terre » (p. XXXII).

« La vérité est suffisamment claire, dit Postnikov à un autre endroit : du fait du manque de terre et de la faible étendue de l'exploitation, du fait de l'absence d'un gagne-pain suffisamment rentable, il ne peut y avoir d'aisance dans la paysannerie, et tout ce qui est faible sous le rapport économique doit, d'une façon ou d'une autre, tôt ou tard, être rejeté de l'agriculture paysanne » (p. 368).

Ces remarques renferment une réponse infiniment plus juste à la question, et une réponse qui correspond parfaitement au phénomène de différenciation de la population, constaté plus haut. La réponse est celle-ci : l'apparition d'une masse de feux sans exploitation et l'accroissement de leur nombre sont déterminés par la lutte des intérêts économiques au sein de la paysannerie. Sur quel terrain se livre cette lutte et par quels moyens ? En ce qui concerne les moyens, ceux-ci sont non seulement l'accaparement de la terre (comme on pourrait le penser d'après les remarques de Postnikov), mais — et surtout — la diminution des frais de production entraînée par l'augmentation des dimensions de l'exploitation, ce dont il a été suffisamment parlé ci-dessus. Quant au terrain sur lequel la lutte prend naissance, la remarque suivante de Postnikov l'indique assez clairement :

« Il y a un certain minimum de superficie cultivable, au-dessous duquel l'exploitation paysanne ne peut descendre, parce qu'elle devient alors désavantageuse ou même impossible. Pour l'entretien de la famille et du bétail (?), il faut disposer d'une certaine superficie alimentaire ;

l'exploitation dépourvue ou presque de métiers auxiliaires doit posséder une certaine superficie de marché dont les produits sont destinés à être écoulés, afin de procurer à la famille paysanne l'argent nécessaire au paiement des impôts, à l'achat de vêtements et de chaussures, aux dépenses pour l'outillage indispensable, les travaux de construction, etc. Si l'étendue de l'exploitation paysanne descend au-dessous de ce minimum, celle-ci devient impossible. Dès lors, le paysan trouvera plus avantageux d'abandonner l'exploitation et de devenir ouvrier agricole, dont les dépenses sont plus limitées et dont les besoins peuvent être satisfaits plus complètement avec un revenu brut moindre » (p. 141).

Si, d'une part, le paysan trouve avantageux d'étendre ses ensemencements bien au-delà de ses propres besoins en blé, cela tient au fait qu'il peut vendre son produit. Si, d'autre part, le paysan trouve avantageux d'abandonner son exploitation et de se faire ouvrier agricole, cela tient au fait que la satisfaction d'une grande partie de ses besoins exige des dépenses en argent, ce qui présuppose des ventes* ; mais comme, en vendant les produits de son exploitation, il rencontre sur le marché un concurrent qu'il n'est pas de taille à affronter, il ne lui reste plus qu'à vendre sa force de travail. En un mot, le terrain sur lequel apparaissent les phénomènes précités, c'est la production d'un produit destiné à la vente. La cause fondamentale qui engendre une lutte d'intérêts au sein de la paysannerie est l'existence d'un régime dans lequel le régulateur de la production sociale est le marché.

Après avoir décrit les « nouvelles transformations économiques dans la vie paysanne » et essayé de les expliquer, Postnikov passe à l'exposé des mesures pratiques tendant à résoudre la « question agraire ». Nous ne suivrons pas l'auteur dans ce domaine : d'abord parce que cela n'entre

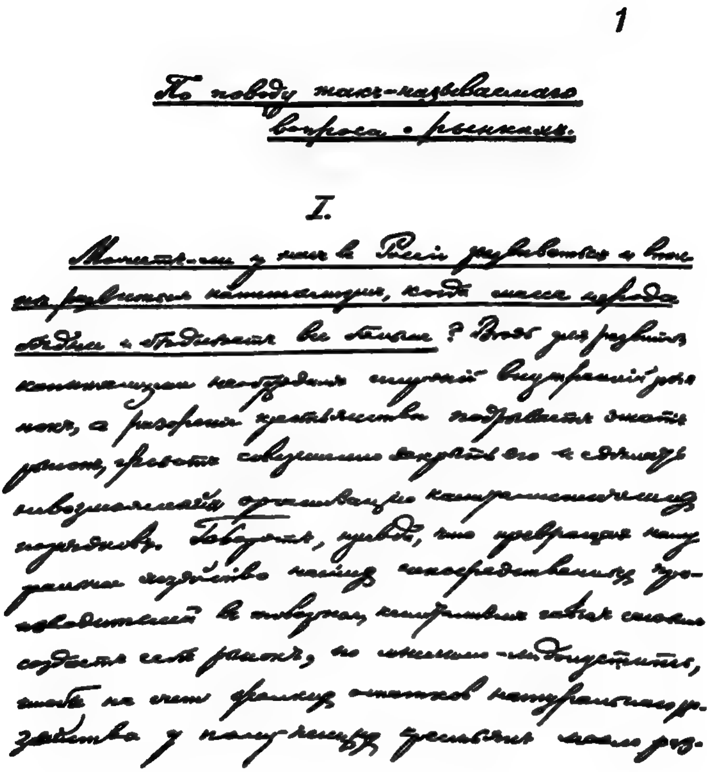
* Voir plus haut les données sur les surfaces d'ensemencement alimentaire et marchande (seul le revenu provenant de ces surfaces sert à couvrir les besoins de l'agriculteur, et non de l'agriculture, c'est-à-dire que lui seul représente un revenu au sens propre, et non des frais de production), ainsi que les données sur la dépense moyenne en espèces du paysan de Tauride en rapport avec la quantité de blé consacrée à l'alimentation (2 tchetverts par personne des deux sexes).

pas dans le plan de notre article ; ensuite, parce que c'est la partie la plus faible de l'ouvrage de Postnikov. Rappelons-nous en effet que les contradictions et les réticences foisonnent particulièrement chez l'auteur dès qu'il essaie d'expliquer les processus économiques ; or, sans une explication complète et précise de ces derniers, il ne saurait être question de suggérer quelques mesures pratiques que ce soit.

A PROPOS DE LA QUESTION DITE DES MARCHÉS[12]

Écrit au cours de l'automne 1893. Paru pour la première fois en 1937 dans la revue «Bolchévik» n° 21

Conforme au texte du manuscrit


1

По поводу так-называемого вопроса о рынках.

I.

Может-ли у нас в России развиться и вполне развиться капитализм, когда масса народа бедна и беднеет все больше? Ведь для развития капитализма необходим широкий внутренний рынок, а разорение крестьянства подрывает этот рынок, грозит совершенно закрыть его и сделать невозможной организацию капиталистического порядка. Говорят, правда, что превращая натуральное хозяйство наших непосредственных производителей в товарное, капитализм этим самым создает себе рынок, но мыслимо-ли допустить, чтобы на счет жалких остатков натурального хозяйства у нищих крестьян мог раз-

Première page du manuscrit de Lénine:
***A propos de la question dite des marchés*.—1893**
Réduction

I

Le capitalisme peut-il se développer en Russie et parvenir à son plein développement alors que la masse du peuple est pauvre et s'appauvrit de plus en plus? En effet, pour se développer le capitalisme a besoin d'un large marché intérieur ; or, la ruine de la paysannerie désorganise ce marché, menace de le fermer tout à fait et de rendre impossible l'organisation d'un régime capitaliste. On dit, il est vrai, que c'est en transformant l'économie naturelle de nos producteurs immédiats en économie marchande, que le capitalisme se crée un marché. Mais peut-on imaginer que l'on puisse, avec de misérables restes d'économie naturelle chez des paysans indigents, développer chez nous une puissante production capitaliste comparable à celle de l'Occident ? N'est-il pas évident qu'en raison même de l'appauvrissement de la masse, notre capitalisme, sans force ni fondement, est incapable d'embrasser toute la production du pays et de devenir la *base* de notre économie ?

Tels sont les problèmes que l'on oppose à tout moment aux marxistes russes ; l'absence d'un marché est l'un des principaux arguments invoqués contre la possibilité d'appliquer la théorie de Marx à la Russie. C'est, entre autres, à la réfutation de cet argument qu'est consacré l'exposé *La question des marchés*, dont nous allons aborder l'analyse.

II

Le rapporteur prend pour prémisse fondamentale l'hypothèse d'une « domination générale et exclusive de la production capitaliste ». Partant de là, il analyse le chapitre XXI du livre II du *Capital*. (Troisième section: «La reproduction et la circulation de l'ensemble du capital social ».)

Marx s'y propose d'étudier la façon dont la production sociale compense la partie du produit qui sert à satisfaire les besoins personnels des ouvriers et des capitalistes, et celle qui entre dans la formation des éléments du capital productif. C'est pourquoi, si dans le livre I, en étudiant la production et la reproduction du capital *individuel*, on pouvait se borner à analyser les parties constitutives du capital et du produit d'après leur valeur [la valeur du produit se compose, ainsi qu'il est démontré dans le livre I du *Capital*, de *c* (capital constant) $+v$ (capital variable) $+pl$ (plus-value)], il est désormais nécessaire de considérer la division du produit d'après sa structure matérielle, car la partie du produit qui comporte des éléments du capital ne peut servir à la consommation personnelle, et inversement. Aussi Marx divise-t-il toute la production sociale — et, par suite, l'ensemble du produit social, — en deux sections : I) la production des moyens de production, c'est-à-dire des éléments du capital productif, des marchandises destinées uniquement à la consommation productive, et II) la production des moyens de consommation, c'est-à-dire des marchandises destinées à la consommation personnelle de la classe des ouvriers et de la classe des capitalistes.

Comme point de départ de cette étude, on prend le schéma suivant (les chiffres arabes désignent les unités de valeur — des millions de roubles, par exemple, — et les chiffres romains, les sections ci-dessus indiquées de la production sociale. Le taux de la plus-value est supposé égal à 100 %) :

I 4 000 c+1 000 v+1 000 pl=6 000 { Capital=7 500 }
II 2 000 c+ 500 v+ 500 pl=3 000 { Produit=9 000 }

Supposons d'abord que nous ayons affaire à la reproduction simple, c'est-à-dire admettons que la production ne

s'élargit pas, qu'elle reste constamment au même niveau ; cela revient à dire que les capitalistes consomment d'une manière improductive toute la plus-value, qu'ils la dépensent pour leurs besoins personnels, et non aux fins d'accumulation. Cela posé, il est évident tout d'abord que II 500 v et II 500 pl doivent être consommés par les capitalistes et par les ouvriers de cette même section II, car ce produit existe sous la forme de moyens de consommation destinés à satisfaire les besoins personnels. Ensuite, I 4 000 c doivent être consommés, sous leur forme naturelle, par les capitalistes de cette même section I, car, pour que le volume de la production reste invariable, il faut que ce même capital soit conservé pour l'année suivante en vue de la production des moyens de production ; par conséquent, la compensation de cette partie du capital ne présente, elle non plus, aucune difficulté : la partie correspondante du produit, existant sous la forme naturelle de houille, de fer, de machines, etc., sera échangée entre capitalistes produisant les moyens de production et leur servira comme avant de capital constant. Restent donc I (v+pl) et II c. I 1 000 v+I 1 000 pl représentent le produit existant sous la forme de moyens de production, et II 2 000 c, le produit existant sous la forme de moyens de consommation. Ouvriers et capitalistes de la section I (dans le cadre de la reproduction simple, c'est-à-dire la plus-value étant intégralement consommée) doivent consommer des moyens de consommation d'une valeur de 2 000 [1 000 (v)+1 000 (pl)]. Pour pouvoir continuer à produire sur la même échelle, les capitalistes de la section II doivent acquérir des moyens de production pour 2 000 afin de compenser leur capital constant (2 000 II c). Il s'ensuit donc que I v+I pl doivent être échangés contre II c; sinon, il est impossible de produire sur la même échelle. La condition de la reproduction simple, c'est que la somme du capital variable et de la plus-value de la section I soit égale au capital constant de la section II : I (v+pl)=II c. En d'autres termes, on peut formuler cette loi comme suit : la somme de *toute* la valeur *nouvellement* produite au cours de l'année (dans les deux sections) doit être égale à la valeur globale du produit existant sous la forme de moyens de consommation : I (v+pl)+ II (v+pl)=II (c+v+pl).

Il va sans dire qu'en réalité, il ne peut y avoir de reproduction simple, parce que la production de la société entière ne peut rester chaque année au même niveau, et aussi parce que l'accumulation est une loi du régime capitaliste. Voyons donc comment s'opère la production sociale sur une échelle sans cesse élargie, autrement dit l'accumulation. Lorsqu'il y a accumulation, une partie seulement de la plus-value est consommée par les capitalistes pour leurs besoins personnels ; quant à l'autre partie, elle est consommée de façon productive, c'est-à-dire qu'elle est convertie en éléments du capital productif en vue d'une extension de la production. Aussi, lorsqu'il y a accumulation, l'égalité entre I (v+pl) et II c est impossible : il faut que I (v+pl) soit supérieur à II c, afin qu'une partie de la plus-value, dans la section I (I pl), ne soit pas échangée contre des moyens de consommation, mais contribue à l'extension de la production. Nous avons donc :

A. Schéma de la reproduction simple :

I 4 000 c+1 000 v+1 000 pl=6 000
II 2 000 c+ 500 v+ 500 pl=3 000
I (v+pl)=II c

B. Schéma initial de l'accumulation :

I 4 000 c+1 000 v+1 000 pl=6 000
II 1 500 c+ 750 v+ 750 pl=3 000
I (v+pl)>II c

Voyons maintenant comment doit s'effectuer la production sociale quand il y a accumulation.

Première année :

I 4 000 c+1 000 v+1 000 pl=6 000 } Capital=7 250
II 1 500 c+ 750 v+ 750 pl=3 000 } Produit=9 000

I (1 000 v+500 pl) sont échangés contre II 1 500 c (tout comme dans la reproduction simple).

I 500 pl s'accumulent, c'est-à-dire sont consacrés à étendre la production, se convertissent en *capital*. Si l'on adopte l'ancienne division en capital constant et en capital variable, nous aurons :

1 500 pl=400 c+100 v

Le capital constant additionnel (400 c) est compris dans le produit I lui-même (sous sa forme naturelle de moyens

de production) ; quant au capital variable additionnel (100 v), il doit être fourni par les capitalistes de la section II, qui, en conséquence, doivent accumuler à leur tour : ils échangeront une partie de leur plus-value (II 100 pl) contre des moyens de production (I 100 v) et transformeront ces moyens de production en capital constant additionnel. Par conséquent, leur capital constant s'accroîtra, en passant de 1 500 c à 1 600 c; sa mise en valeur nécessite une main-d'œuvre complémentaire de *50 v*, qui sont de même prélevés sur la plus-value des capitalistes de la section II.

En ajoutant dans les sections I et II le capital additionnel au capital initial, nous obtenons la répartition suivante du produit :

I 4 400 c+1 100 v+(500 pl)=6 000
II 1 600 c+ 800 v+(600 pl)=3 000

La plus-value entre parenthèses désigne le fonds de consommation des capitalistes, c'est-à-dire la partie de la plus-value destinée non à l'accumulation, mais à la satisfaction des besoins personnels des capitalistes.

Si la production s'effectue comme précédemment, nous aurons à la fin de l'année :

I 4 400 c+1 100 v+1 100 pl=6 600 } Capital=7 900
II 1 600 c+ 800 v+ 800 pl=3 200 } Produit=9 800

I (1 100 v+550 pl) sont échangés contre II 1 650 c, les 50 c supplémentaires étant prélevés sur les 800 II pl [l'augmentation de *c* de 50 entraînant l'augmentation de *v* de 25].

Ensuite, 550 I pl s'accumulent comme précédemment :

550 I pl=440 c+110 v
165 II pl=110 c+55 v

En ajoutant maintenant au capital initial le capital additionnel [à I 4 400 c—440 c; à I 1 100 v—110 v. A II 1 600 c—50 c et 110 c ; à II 800 v—25 v et 55 v], nous obtenons :

I 4 840 c+1 210 v+(550 pl)=6 600
II 1 760 c+ 880 v+(560 pl)=3 200

La production suivant son cours, nous aurons :

I 4 840 c+1 210 v+1 210 pl=7 260 {Capital= 8 690}
II 1 760 c+ 880 v+ 880 pl=3 520 {Produit=10 780}

et ainsi de suite.

Tels sont, dans leurs traits essentiels, les résultats des recherches de Marx relatives à la reproduction de l'ensemble du capital social. Ces recherches (faisons cette restriction) sont exposées ici sous la forme la plus succincte ; j'ai omis une foule de questions que Marx analyse minutieusement, par exemple, la circulation monétaire, la compensation de l'usure graduelle du capital fixe, etc., tout cela n'ayant pas de rapport direct avec la question envisagée.

III

Quelles sont les déductions que tire le rapporteur de cette étude de Marx ? Il ne les formule malheureusement pas avec une netteté et une précision parfaite ; force est donc de les dégager nous-mêmes en nous appuyant sur certaines remarques qui ne s'accordent pas tout à fait entre elles. Ainsi, nous lisons :

« Nous avons vu ici, dit le rapporteur, comment s'opère l'accumulation dans la section I, dans la production des moyens de production pour les moyens de production : ... cette accumulation se fait indépendamment du mouvement de la production des objets de consommation, aussi bien que de la consommation personnelle elle-même de quelque intéressé que ce soit » (feuille 15/3).

Bien entendu, on ne saurait dire que l'accumulation soit « indépendante » de la production des objets de consommation, déjà pour cette raison que l'extension de la production exige un nouveau capital variable, et, par conséquent, des objets de consommation ; l'auteur voulait sans doute souligner simplement par là ce trait particulier du schéma : la reproduction de I c — le capital constant de la section I — s'opère sans échanges avec la section II, c'est-à-dire que chaque année, dans la société, une certaine partie de la houille, par exemple, est produite pour l'extraction de la houille elle-même. Il va sans dire que cette pro-

duction (de la houille pour l'extraction de la houille) s'intégrera ensuite par une série d'échanges à la production d'objets de consommation : autrement, ni les industriels des houillères, ni leurs ouvriers ne pourraient subsister.

Dans un autre passage, le rapporteur s'exprime en termes déjà bien moins catégoriques : « Le mouvement *principal* de l'accumulation capitaliste, dit-il, s'est accompli et s'accomplit (exception faite pour les toutes premières périodes), indépendamment des producteurs immédiats quels qu'ils soient, indépendamment de la consommation personnelle de quelque couche que ce soit de la population » (f. 8). Ici, il se borne à indiquer la prédominance de la production des moyens de production sur la production des objets de consommation au cours du développement historique du capitalisme. Cette indication se renouvelle une fois encore : « S'il est vrai que la société capitaliste a pour trait typique, d'une part, l'accumulation pour l'accumulation, la consommation productive et non personnelle, elle a également pour trait *typique* la production des moyens de production pour les moyens de production » (f.21/2). Si l'auteur a voulu dire par là que la société capitaliste diffère des systèmes économiques qui l'ont précédée par le développement des machines et de la production des matières qui leur sont indispensables (houille, fer, etc.), il a absolument raison. Par le niveau technique, la société capitaliste se situe au-dessus de toutes les autres ; or, le progrès technique consiste précisément en ce que le travail de l'homme est repoussé de plus en plus à l'arrière-plan par le travail de la machine.

Au lieu de se livrer à la critique des affirmations insuffisamment claires du rapporteur, il vaut donc mieux faire appel directement à Marx pour voir si l'on peut, en partant de sa théorie, conclure à la « prédominance » de la section I sur la section II, et dans quel sens il faut entendre cette prédominance.

Le schéma de Marx reproduit plus haut ne permet nullement de conclure à la prédominance de la section I sur la section II : toutes deux s'y développent parallèlement. Mais ce schéma ne tient pas compte précisément du progrès technique. Comme l'a démontré Marx dans le livre I du *Capital*, le progrès technique consiste en ce que le rapport

entre le capital variable et le capital constant ($\frac{v}{c}$) décroît progressivement, alors que dans le schéma ce rapport est supposé invariable.

On conçoit dès lors que, si l'on introduit cette modification dans le schéma, il en résultera une croissance des moyens de production plus rapide que celle des objets de consommation. Il me semble néanmoins qu'il ne serait pas superflu de reproduire ce calcul, d'abord à titre d'illustration, et puis afin de parer aux déductions inexactes que l'on pourrait tirer de cette prémisse.

[Dans le tableau ci-après, le taux d'accumulation est supposé invariable : la moitié de la plus-value est accumulée, l'autre moitié est réservée à la consommation personnelle.]

[On peut laisser de côté le schéma ci-dessous et passer directement aux déductions qu'on en tire à la page suivante. La lettre *a* désigne le capital additionnel consacré à l'extension de la production, c'est-à-dire la portion accumulée de la plus-value.]

I^re année I 4 000 c + 1 000 v + 1 000 pl = 6 000 ..... v:(c + v) = 20,0%
II 1 500 c + 750 v + 750 pl = 3 000 ..... » » » 33,3%
I (1 000 v + 500 pl) = II 1 500 c
a. I 500 pl = 450 c + 50 v ..... » » » $\frac{1}{10}$
a. II 60 pl = 50 c + 10 v ..... » » » $\frac{1}{6}$
I 4 450 c + 1 050 v + (500 pl) = 6 000
II 1 550 c + 760 v + (690 pl) = 3 000

2e année I 4 450 c + 1 050 v + 1 050 pl = 6 550 ..... » » » 19,2%
II 1 550 c + 760 v + 760 pl = 3 070 ..... » » » 32,9%
I (1 050 v + 525 pl) = II 1 575 c
II (1 550 c + 25 pl)
a. II 28 pl = 25 c + 3 v ..... » » » env. $\frac{1}{9}$
a. I 525 pl = 500 c + 25 v ..... » » » env. $\frac{1}{21}$
a. II 28 pl = 25 c + 3 v ..... » » » env. $\frac{1}{9}$
I 4 950 c + 1 075 v + (525 pl) = 6 550
II 1 602 c + 766 v + (702 pl) = 3 070

3e année I 4 950 c + 1 075 v + 1 075 pl = 7 100 v : (c + v) = 17,8%
II 1 602 c + 766 v + 766 pl = 3 134 » » » 32,3%

I (1 075 v + 537 $\frac{1}{2}$ pl) = II 1 612 $\frac{1}{2}$ c

II (1 602 c + 10 $\frac{1}{2}$ pl)

a. II 11 $\frac{1}{2}$ pl = 10 $\frac{1}{2}$ c + 1 v » » » env. $\frac{1}{12}$

a. I 537 $\frac{1}{2}$ pl = 517 $\frac{1}{2}$ c + 20 v » » » env. $\frac{1}{26}$

a. II 22 pl = 20 c + 2 v » » » env. $\frac{1}{11}$

I 5 467 $\frac{1}{2}$ c + 1 095 v + (537 $\frac{1}{2}$ pl) = 7 100

II 1 634 $\frac{1}{2}$ c + 769 v + (730 $\frac{1}{2}$ pl) = 3 134

4e année I 5 467 $\frac{1}{2}$ c + 1 095 v + 1 095 pl = 7 657 $\frac{1}{2}$ » » » 16,7%

II 1 634 $\frac{1}{2}$ c + 769 v + 769 pl = 3 172 $\frac{1}{2}$ » » » 32,0%

et ainsi de suite[13].

Rapprochons maintenant les conclusions qui se dégagent de ce schéma quant à l'accroissement des différentes parties du produit social [14] :

	Moyens de production pour les moyens		Moyens de production pour les moyens		Moyens de consommation		Produit social total	
	de production	en %	de consommation	en %		en %		en %
1re année	4 000	100	2 000	100	3 000	100	9 000	100
2e année	4 450	111,25	2 100	105	3 070	102	9 620	107
3e année	4 950	123,75	2 150	107,5	3 134	104	10 234	114
4e année	5 467,5	136,7	2 190	109,5	3 172	106	10 828,5	120

On voit par là que ce qui croît avec le plus de rapidité, c'est la production des moyens de production pour les moyens de production, puis la production des moyens de production pour les moyens de consommation ; l'accroissement le plus lent est celui de la production des moyens de consommation. On aurait pu arriver à cette conclusion même sans les recherches de Marx dans le livre II du *Capital*, en partant de cette loi que le capital constant a tendance à croître plus vite que le capital variable : la thèse

selon laquelle les moyens de production s'accroissent plus vite est une simple paraphrase de cette loi appliquée à l'ensemble de la production sociale.

Mais peut-être faut-il faire un pas de plus ? Si nous avons admis que le rapport de v à $c+v$ décroît constamment, pourquoi n'admettrions-nous pas que v devient égal à zéro, qu'un même nombre d'ouvriers demeure suffisant pour une quantité plus grande de moyens de production ? La portion accumulée de la plus-value viendrait alors s'ajouter directement au capital constant de la section I, et la croissance de la production sociale se ferait exclusivement par l'accroissement des moyens de production pour les moyens de production, la section II* restant tout à fait stationnaire.

Il va sans dire que ce serait abuser des schémas, car une telle déduction est erronée, parce que fondée sur des hypothèses invraisemblables. Peut-on admettre que le progrès technique, qui fait décroître le rapport de v à c, ne se manifeste que dans la section I, laissant la section II tout à fait stationnaire ? Est-il conforme aux lois de la société capitaliste qui *exige* que chaque capitaliste élargisse son entreprise sous peine de périr, qu'il ne se fasse absolument aucune accumulation dans la section II ?

Ainsi, la seule conclusion juste que l'on puisse tirer de l'analyse de Marx exposée plus haut est qu'*en société capitaliste, la production des moyens de production est plus rapide que la production des moyens de consommation.* Comme je l'ai déjà dit, cette conclusion est la conséquence directe de cette thèse bien connue que la production capitaliste crée

* Je ne prétends pas que ce fait soit absolument impossible, qu'il ne puisse pas se produire comme un cas particulier. Mais nous traitons ici de la loi générale du développement de la société capitaliste, et non de cas d'espèce.

A titre d'illustration, je montrerai dans un schéma ce dont il s'agit :

I 4 000 c+ 1 000 v+1 000 pl=6 000
II 1 500 c+ 750 v+ 750 pl=3 000
I (1 000 v+ 500 pl)=II 1 500c

I 500 pl, accumulés, viennent s'ajouter à I 4 000

I 4 500 c+ 1 000 v+ (500 pl)=6 000
II 1 500 c+ 750 v+ 750 pl=3 000
I 4 500 c+ 1 000 v+1 000 pl=6 500
II 1 500 c+ 750 v+ 750 pl=3 000
I (1 000 v+ 500 pl)=II 1 500 c

I 500 pl s'accumulent comme précédemment, etc.

une technique infiniment plus développée que celle des époques antérieures*. Sur cette question Marx ne se prononce avec une précision parfaite que dans un seul passage, qui confirme entièrement le bien-fondé de la formule énoncée :

« Ce qui, à ce propos, distingue la société capitaliste du sauvage ne réside pas, comme le pense Senior, dans le fait que le sauvage a le privilège et la particularité de dépenser pendant un certain temps son travail sans qu'il lui procure de revenu, c'est-à-dire de produit convertible en moyens de consommation. La différence consiste en ceci :

a) La société capitaliste emploie une plus grande part [Nota bene] de son travail annuel disponible à la production de moyens de production (donc de capital constant) qui ne peuvent se résoudre en revenu ni sous la forme de salaire, ni sous celle de plus-value, mais qui peuvent uniquement faire fonction de capital. » (*Das Kapital*, II Bd., Seite 436. [15])

IV

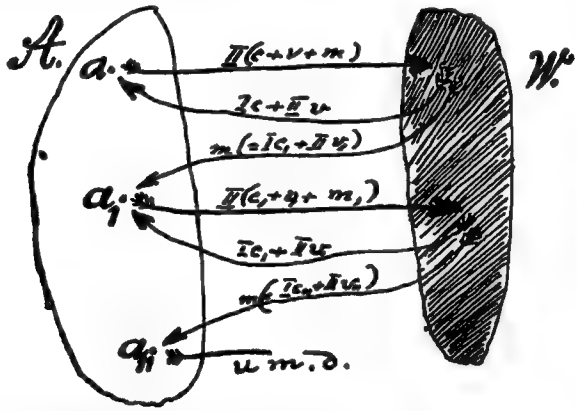
On peut se demander à présent quel peut bien être le rapport entre la théorie exposée et la « fameuse question des marchés » ? Car cette théorie part de l'hypothèse de la « domination générale et exclusive du mode de production capitaliste », alors que la « question » est précisément de savoir si le plein développement du capitalisme est « possible » en Russie. Cette théorie, il est vrai, apporte une rectification à l'idée qu'on se fait généralement du développement du capitalisme ; mais il est évident qu'élucider la façon dont se développe le capitalisme *en général* ne fait aucunement avancer la question touchant la « possibilité » (et la nécessité) du développement du capitalisme en Russie.

Le rapporteur ne se borne cependant pas à exposer la théorie de Marx sur le déroulement de la production sociale dans son ensemble, organisée sur le mode capitaliste.

* Aussi peut-on formuler cette conclusion d'une manière un peu différente : dans la société capitaliste, l'extension de la production (et, par suite, du « marché ») peut se faire soit par l'accroissement des objets de consommation, soit — et surtout — grâce au progrès technique, c'est-à-dire à l'éviction du travail manuel par le machinisme, la modification du rapport de v à c exprimant précisément la diminution du rôle du travail manuel.

Il souligne la nécessité de distinguer « dans l'accumulation du capital deux facteurs *foncièrement distincts* : 1° le développement de la production capitaliste en largeur, alors qu'elle s'étend à des sphères déjà toutes prêtes du travail en se substituant à l'économie naturelle, et qu'elle s'élargit aux dépens de cette dernière ; et 2° le développement de la production capitaliste en profondeur, si l'on peut s'exprimer ainsi, alors que son extension se fait indépendamment de l'économie naturelle, c'est-à-dire dans le cadre de la domination générale et exclusive du mode capitaliste de production ». Sans aborder pour l'instant la critique de cette division, examinons tout de suite ce que l'auteur entend par développement du capitalisme en largeur : c'est en élucidant ce procès, qui consiste à substituer l'économie capitaliste à l'économie naturelle, que nous pourrons voir comment le capitalisme russe « gagnera l'ensemble du pays ».

Le rapporteur illustre le développement du capitalisme en largeur par le schéma suivant :



A — capitalistes ; *W* — producteurs immédiats.
a, a_1, a_{11} — entreprises capitalistes.
Les flèches indiquent le mouvement des marchandises échangées.
c, *v*, *m** — parties constitutives de la valeur des marchandises.
I, *II* — forme naturelle des marchandises : *I* — moyens de production ; *II* — moyens de consommation.

* *m* (mehrwert) signifie plus-value (pl) ; les trois lettres de la dernière ligne du schéma signifient : etc. (*N.R.*)

« Ce qui distingue essentiellement les postes A et W, dit le rapporteur, c'est qu'en A les producteurs sont les capitalistes, qui consomment productivement leur plus-value, tandis qu'en W se trouvent les producteurs immédiats, qui consomment improductivement la leur (j'entends par là l'excédent de la valeur du produit sur celle des moyens de production et des denrées alimentaires indispensables).

En suivant sur le schéma le mouvement des flèches, nous verrons sans peine comment la production capitaliste se développe en A, en accaparant progressivement la consommation en W. » Le produit de l'entreprise capitaliste *a* va aux « producteurs immédiats » sous forme d'objets de consommation ; en échange, les « producteurs immédiats » restituent le capital constant (c) sous forme de moyens de production, le capital variable (v) sous forme de moyens de consommation, et la plus-value (m) sous forme d'éléments du capital productif additionnel : c_1+v_1. Ce capital sert à fonder une nouvelle entreprise capitaliste a_1 qui envoie de même son produit sous forme d'objets de consommation aux « producteurs immédiats », et ainsi de suite. « Du schéma du développement du capitalisme en largeur, que je viens de tracer, il résulte que toute la production dépend très étroitement de la consommation sur les marchés « extérieurs », de la consommation des masses (d'un point de vue général, il est d'ailleurs absolument indifférent que ces masses se trouvent à deux pas des capitalistes ou quelque part outre-océan). Il est évident que l'extension de la production en *A*, c'est-à-dire le développement du capitalisme dans ce sens prendra fin dès que tous les producteurs immédiats en *W* se seront transformés en producteurs de marchandises ; car, nous l'avons vu plus haut, chaque nouvelle entreprise (ou extension d'une entreprise ancienne) est prévue pour un nouveau cercle de consommation en *W*. L'idée qu'on se fait couramment de l'accumulation capitaliste, conclut le rapporteur, c'est-à-dire de la reproduction capitaliste sur une échelle élargie, ne va pas au-delà de cette manière de voir et n'implique pas que la production capitaliste se développe en profondeur, indépendamment de quelque pays que ce soit et de ses producteurs immédiats, c'est-à-dire indépendamment de ce qu'on appelle les marchés extérieurs. »

De tout ce qui précède on ne peut admettre que ceci : cette façon de concevoir le développement du capitalisme en largeur et le schéma qui en est l'illustration sont on ne peut plus conformes aux conceptions populistes courantes en cette matière.

Il serait difficile en effet d'exprimer toute l'ineptie et toute l'inconsistance de ces conceptions courantes avec plus de relief et de netteté que ne le fait le schéma ci-dessus.

« L'idée qu'on se fait couramment » a toujours consisté à voir dans notre capitalisme quelque chose de détaché du « régime populaire », et qui se trouve en marge de ce dernier, exactement comme le figure ce schéma : on n'y voit pas du tout la liaison qui existe entre les deux « postes », celui des capitalistes et celui du peuple. Pourquoi les marchandises venues de *A* trouvent-elles un débouché en *W* ? pour quelle raison l'économie naturelle en *W* se transforme-t-elle en économie marchande ? La conception courante n'a jamais donné de réponse à ces questions, considérant l'échange comme quelque chose d'accidentel, et non comme un *système d'économie* déterminé.

Ensuite, la conception courante n'a jamais *expliqué* d'où et comment est venu notre capitalisme, pas plus que ne le fait d'ailleurs le schéma : on pourrait croire que les capitalistes sont venus du dehors, et non pas du milieu de ces mêmes « producteurs immédiats ». On ne comprend décidément pas où les capitalistes vont chercher les « ouvriers libres » nécessaires aux entreprises a, a_1, etc. Tout le monde sait qu'en réalité l'on prend ces ouvriers précisément parmi les « producteurs immédiats », mais le schéma ne montre pas du tout comment, en s'étendant au « poste » *W*, la production marchande y crée un contingent d'ouvriers libres.

Bref, tout comme la conception courante, ce schéma n'explique strictement rien de ce qui se passe dans notre régime capitaliste ; par conséquent, il ne vaut rien. Il n'atteint absolument pas le but pour lequel il a été établi, et qui était d'expliquer comment le capitalisme se développe aux dépens de l'économie naturelle en gagnant l'ensemble du pays. Car, le rapporteur le voit lui-même, « si l'on s'en tient avec esprit de suite à la conception envisagée, on est obligé de conclure que le mode capitaliste de

production ne peut en aucune façon aboutir à un développement généralisé ».

On ne peut donc que s'étonner, après cela, de voir l'auteur lui-même se rallier, fût-ce partiellement, à cette conception, lorsqu'il déclare que « dans son enfance, le capitalisme s'est effectivement (?) développé de façon fort aisée (sic ? !) (aisée parce qu'il gagnait alors des branches toutes prêtes du travail) ; il se développe partiellement dans ce sens aujourd'hui encore (??), puisque des vestiges d'économie naturelle subsistent sur le globe et que la population augmente ».

En réalité, ce n'est pas là une façon « fort aisée » pour le capitalisme de se développer, mais tout bonnement une « façon fort aisée de concevoir » le processus, « aisée » au point qu'il serait plus juste de l'appeler incompréhension totale. Les populistes russes de toutes nuances se complaisent jusqu'à ce jour dans ces procédés « fort aisés » : sans jamais songer à *expliquer* comment a surgi notre capitalisme et comment il fonctionne, ils se bornent à comparer le « point faible » de notre régime, le capitalisme, au « point fort », constitué par les producteurs immédiats, par le « peuple » ; le premier est mis à senestre, le second à dextre. Et toute cette philosophie s'achève par des phrases sentimentales sur ce qui est « nuisible » et sur ce qui est « utile » à « la vie des hommes en société ».

V

Pour corriger le schéma ci-dessus, il faut commencer par bien dégager le contenu des notions envisagées. Par production marchande, on entend une organisation de l'économie sociale où les produits sont l'œuvre de producteurs individuels, isolés, chacun se spécialisant dans la confection de quelque produit déterminé, de sorte que, pour satisfaire aux besoins sociaux, il faut qu'il y ait vente et achat de produits (qui de ce fait deviennent marchandises) sur le marché. Par capitalisme, on entend le stade du développement de la production marchande où deviennent marchandises non seulement les produits du travail humain, mais aussi la force de travail de l'homme elle-même. Ainsi, deux facteurs sont importants dans le développement

historique du capitalisme : 1° la transformation de l'économie naturelle des producteurs immédiats en économie marchande, et 2° la transformation de l'économie marchande en économie capitaliste. La première transformation s'opère quand apparaît la division sociale du travail, c'est-à-dire la spécialisation des producteurs isolés, individuels [NB : c'est la condition expresse de l'économie marchande], ne s'occupant que d'une seule branche d'industrie. La seconde transformation s'opère du fait qu'entre les producteurs individuels, produisant chacun de son côté des marchandises pour le marché, s'établissent des rapports de concurrence : chacun veut vendre plus cher, acheter à meilleur compte. Il en résulte nécessairement le renforcement du fort et la chute du faible, l'enrichissement d'une minorité et la ruine de la masse, d'où la transformation des producteurs indépendants en ouvriers salariés, et d'une multitude de petits établissements en une petite quantité de grosses entreprises. Le schéma doit donc être établi de façon à montrer ces deux facteurs dans le développement du capitalisme, ainsi que les changements que ce développement apporte au volume du marché, c'est-à-dire à la quantité des produits qui se convertissent en marchandises.

Et c'est d'après ce plan qu'a été dressé le schéma ci-dessous : abstraction a été faite de toutes les circonstances accessoires, c'est-à-dire qu'on les tient pour invariables (par exemple, le chiffre de la population, la productivité du travail, et bien d'autres éléments), afin de pouvoir analyser l'influence qu'exercent sur le marché les *seuls* facteurs susindiqués du développement du capitalisme [voir p. 108].

Analysons maintenant ce schéma, qui montre les changements successifs dans le système d'économie d'une communauté comprenant 6 producteurs. Le schéma comporte 6 périodes reflétant les stades de la transformation de l'économie naturelle en économie capitaliste.

1re période. Nous avons 6 producteurs, dont chacun dépense son travail dans les 3 branches d'industrie (en *a*, en *b* et en *c*). Le produit obtenu (9 pour chaque producteur : a+b+c=9) est dépensé par chacun pour lui-même, dans sa propre économie. Aussi avons-nous l'économie naturelle à l'état pur ; aucun produit n'est porté sur le marché.

2e période. Le producteur I modifie la productivité de

son travail : il délaisse l'industrie *b* et consacre le temps précédemment employé dans cette branche d'activité à l'industrie *c*. Par suite de cette spécialisation d'un producteur, les autres réduisent la production *c*, du fait que le producteur I en a produit plus qu'il n'en consomme, et intensifient la production *b* afin de produire pour le producteur I. La division du travail ainsi apparue mène inévitablement à la production marchande : le producteur I vend 1 *c* et achète 1 *b* ; les autres producteurs vendent 1 *b* (chacun des 5 à raison de 1/5 b) et achètent 1 *c* (chacun à raison de 1/5 c) ; une quantité du produit d'une valeur de *6* unités est jetée sur le marché. Le volume du marché correspond exactement au degré de spécialisation du travail social : la production d'un *c* (1c=3) et d'un *b* (1b=3), soit un neuvième de l'ensemble de la production sociale [18 c (=a=b)], c'est spécialisée, et 1/9 de l'ensemble du produit social est dirigé sur le marché.

3e période. La division du travail se poursuit, gagnant entièrement les branches d'industrie *b* et *c* : trois producteurs s'emploient uniquement dans l'industrie *b*, et trois uniquement dans l'industrie *c*. Chacun vend 1 c (ou 1 b), c'est-à-dire 3 unités de valeur, et achète également 3, soit 1 *b* (ou 1 *c*). Cette division intensifiée du travail conduit à l'extension du marché, qui reçoit maintenant 18 unités de valeur. Le volume du marché correspond, cette fois encore, exactement au degré de spécialisation (=division) du travail social : la production de 3 *b* et de 3 *c*, soit 1/3 de la production sociale, s'est spécialisée, et 1/3 du produit social est porté sur le marché.

La 4e période nous montre déjà la production capitaliste : le processus de transformation de la production marchande en production capitaliste ne fait pas partie du schéma et sera exposé à part.

Dans la période précédente, chaque producteur était déjà un producteur de marchandises (dans les branches d'industrie *b* et *c*, les seules dont il soit question) : chacun produisait séparément, pour son propre compte, indépendamment des autres producteurs ; il produisait pour le marché, dont la capacité n'était naturellement connue d'aucun d'entre eux. Ce rapport entre producteurs isolés, travaillant pour un marché commun, s'appelle concurrence.

Pour l'intelligence du schéma :
I — II... — VI. producteurs.
a, b, c — branches d'industrie (par exemple : agriculture, industries extractive et de transformation).

$a=b=c=3$. Le montant de la valeur des produits $a=b=c$ est égal à *3* (trois unités de valeur), dont *1* de plus-value*.

Dans la colonne « marché » figure le montant de la valeur des *produits* vendus (et achetés) ; entre parenthèses, le montant de la valeur de la force de travail (f.t.) vendue (et achetée).

Les flèches allant d'un producteur à l'autre indiquent que le premier est ouvrier salarié du second.

On suppose que la *reproduction est simple* : toute la plus-value est consommée improductivement par les capitalistes.

	Producteurs	Production des branches d'industrie a	b	c	au total	Consommation naturelle
1.	I	a	b	c	9	9
	II	a	b	c	9	9
	III	a	b	c	9	9
	IV	a	b	c	9	9
	V	a	b	c	9	9
	VI	a	b	c	9	9
	Total	6a	6b	6c	54	54
3.	I	a	—	2c	9	6
	II	a	2b	—	9	6
	III	a	—	2c	9	6
	IV	a	2b	—	9	6
	V	a	—	2c	9	6
	VI	a	2b	—	9	6
	Total	6a	6b	6c	54	36
5.	I	2a	—	6c	24	11
	II	½a	—	—	1½	1½
	III	½a	—	—	1½	1½
	IV	2a	6b	—	24	11
	V	½a	—	—	1½	1½
	VI	½a	—	—	1½	1½
	Total	6a	6b	6c	54	28

* La portion de la valeur qui compense le capital constant est supposée invariable; aussi a-t-elle été laissée de côté.

Marché		Producteurs	Production				Consommation naturelle	Marché		
Vente	Achat		des branches d'industrie a	b	c	au total		Vente	Achat	
—	—	I	a	—	2c	9	6	3	3	2.
—	—	II	a	2/3 b	1/3 c	9	8 2/3	2/3	2/3	
—	—	III	a	2/3 b	1/3 c	9	8 2/3	2/3	2/3	
—	—	IV	a	2/3 b	1/3 c	9	8 2/3	2/3	2/3	
—	—	V	a	2/3 b	1/3 c	9	8 2/3	2/3	2/3	
—	—	VI	a	2/3 b	1/3 c	9	8 2/3	2/3	2/3	
—	—	*Total*	6a	6b	6c	54	48	6	6	4.
3	3	I	a		6c	21	10	11	3 (+8 f. t.)	
3	3	II	a	—	—	3	3	(4 f. t.)	4	
3	3	III	a	—	—	3	3	(4 f. t.)	4	
3	3	IV	a	6b	—	21	10	11	3 (+8 f. t.)	
3	3	V	a	—	—	3	3	(4 f. t.)	4	
3	3	VI	a	—	—	3	3	(4 f. t.)	4	
18	18	*Total*	6a	6b	6c	54	32	22 (+16 f. t.)	22 (+16 f. t.)	6.
13	3 (+10 f. t.)	I	6a	—	—	18	6	12	6 (+6 f. t.)	
(5 f. t.)	5	II	2/3	—	—	—	—	(6 f. t.)	6	
(5 f. t.)	5	III	—	6b	—	18	6	12	6 (+6 f. t.)	
13	3 (+10 f. t.)	IV	—	—	—	—	—	(6 f. t.)	6	
(5 f. t.)	5	V	—	—	6c	18	6	12	6 (+6 f. t.)	
(5 f. t.)	5	VI	—	—	—	—	—	(6 f. t.)	6	
26 (+20 f. t.)	26 (+20 f. t.)	*Total*	6a	6b	6c	54	18	36 (+18 f. t.)	36 (+18 f. t.)	

Il va de soi que, dans ces conditions, l'équilibre entre la production et la consommation (l'offre et la demande) n'est obtenu que par une série d'oscillations. Le producteur plus habile, plus entreprenant et plus fort acquerra encore plus de force du fait de ces oscillations, qui écraseront le faible et le malhabile. Enrichissement de quelques-uns et appauvrissement de la masse, telles sont les conséquences inéluctables de la loi de la concurrence. Finalement, les producteurs ruinés perdent leur indépendance économique et vont travailler comme ouvriers salariés dans l'établissement agrandi de leur heureux concurrent. C'est cette situation que montre le schéma. Les branches d'industrie *b* et *c* qui étaient réparties précédemment entre tous les 6 producteurs, sont maintenant concentrées entre les mains de 2 d'entre eux (I et IV). Les autres producteurs travaillent chez ces derniers comme salariés ; ils reçoivent désormais le produit de leur travail non plus en entier, mais diminué de la plus-value, que le patron s'est appropriée [rappelons que la plus-value est supposée égale à 1/3 du produit, de sorte que celui qui fournit 2 *b* (=6) recevra du patron les 2/3, soit 4 unités]. Il en résulte une division accrue du travail et une extension du marché, où sont portées cette fois 22 unités, bien que la « masse » se soit « appauvrie » ; les producteurs devenus (partiellement) des ouvriers salariés reçoivent chacun non plus 9, mais seulement 7 unités : 3 de leur exploitation indépendante (agricole-industrie *a*) et 4 comme salaire pour leur travail (de la production de 2 *b* ou de 2 *c*). Ces producteurs, qui sont déjà des ouvriers salariés plutôt que des patrons indépendants, n'ont plus la possibilité de porter au marché aucun produit de leur travail, la ruine leur ayant ravi les moyens de production nécessaires pour confectionner ce produit. Force leur a été de rechercher un « gagne-pain », c'est-à-dire de porter sur le marché leur force de travail et d'acheter, avec l'argent tiré de la vente de cette nouvelle marchandise, le produit dont ils ont besoin.

Le schéma montre que les producteurs II et III, V et VI vendent chacun leur force de travail pour 4 unités de valeur et achètent avec la même somme des objets de consommation. En ce qui concerne les producteurs capitalistes, I et IV, chacun d'eux produit pour 21 unités, dont

lui-même consomme 10 [3(=a)+3 (=c ou b)+4 (la plus-value provenant de 2 *c* ou de 2 *b*)], et dont il vend 11 ; par contre, il achète des marchandises pour 3 (*c* ou *b*)+8 (force de travail).

A noter que, dans ce cas, il n'y a pas concordance absolue entre le degré de spécialisation du travail social (il y a eu spécialisation pour la production de 5 *b* et de 5 *c*, soit pour une somme de 30 unités) et le volume du marché (22) ; mais cette inexactitude du schéma provient de ce que nous avons admis la reproduction simple*, c'est-à-dire l'absence d'accumulation ; ce qui fait que la plus-value prélevée sur les ouvriers (4 unités par chaque capitaliste) est toute consommée *en nature*. L'absence d'accumulation étant impossible en société capitaliste, nous apporterons plus loin la rectification qui s'impose.

5e période. La différenciation des producteurs de marchandises a gagné de même l'industrie agricole (*a*) ; occupés surtout dans les établissements industriels d'autrui, les ouvriers salariés n'ont pas pu continuer à exploiter pour leur propre compte et se sont ruinés ; de leur exploitation agricole ils n'ont conservé que de misérables vestiges, soit la moitié de ce qu'elle était auparavant (alors que, selon notre hypothèse, elle suffisait tout juste à pourvoir aux besoins de la famille), de même que les emblavures actuelles de la grande masse de nos paysans « agriculteurs » ne constituent plus que de misérables miettes de l'exploitation agricole indépendante. L'industrie *a* a commencé à se concentrer de la même façon dans un petit nombre de gros établissements. Comme les salariés ne peuvent plus s'en tirer avec leur propre blé, le salaire, que réduisait l'exploitation agricole individuelle des ouvriers, augmente, fournissant à ces derniers l'argent nécessaire pour s'acheter du pain (bien qu'en quantité moindre qu'ils n'en consommaient quand ils étaient leurs propres maîtres) ; maintenant l'ouvrier produit lui-même 1 1/2 (=1/2 a) et achète encore pour 1 unité ; il reçoit donc en tout 2 1/2 au lieu de 3 (=a) précédemment. Les patrons capitalistes qui ont adjoint à leurs établissements industriels une exploitation agricole élargie, produisent maintenant chacun 2 *a* (=6),

* Cela est également vrai pour les périodes 5 et 6.

dont 2 passent aux ouvriers sous forme de salaire, et dont 1 (1/3 a) — la plus-value — leur revient. Le développement du capitalisme, tel qu'il figure dans ce schéma, s'accompagne d'un « appauvrissement » du « peuple » (les ouvriers ne consomment plus chacun que 6 1/2, au lieu de 7 dans la 4e période) et d'une extension du marché, où sont portées désormais 26 unités. Le « déclin de l'exploitation agricole », chez la plupart des producteurs, a provoqué non pas un rétrécissement, mais une extension du marché des produits agricoles.

6e période. Achèvement de la spécialisation des professions, c'est-à-dire de la division du travail social. Toutes les branches de l'industrie se sont séparées pour devenir la spécialité de tels ou tels producteurs. Les ouvriers salariés ont complètement cessé d'exploiter pour leur compte ; ils ne vivent plus désormais que de leur seul travail salarié. Cette fois encore, le résultat est le même : développement du capitalisme [l'exploitation pour son propre compte est définitivement éliminée], « appauvrissement de la masse » [bien que le salaire ait augmenté, la consommation des ouvriers a baissé de 6 1/2 à 6 unités : ils produisent chacun 9 unités (3 a, 3 b, 3 c), dont ils remettent 1/3 au patron à titre de plus-value] et extension continue du marché où sont portés, cette fois, les 2/3 du produit social (36 unités).

VI

Et maintenant, quelles sont les conclusions qui se dégagent de notre schéma ?

Première conclusion : la notion de « marché » est absolument inséparable de celle de la division sociale du travail qui, comme dit Marx, « forme la base générale de toute production marchande » (et par suite, — ajouterons-nous pour notre part — de la production capitaliste). Le « marché » apparaît là et dans la mesure où apparaissent la division sociale du travail et la production marchande. Le volume du marché est indissolublement lié au degré de spécialisation du travail social.

« (La marchandise) n'acquiert cette forme (d'équivalent général) qu'en se convertissant en argent, et l'argent se trouve dans la poche d'autrui. Pour le tirer de là, il faut

avant tout que la marchandise soit valeur d'usage pour l'acheteur, que le travail dépensé en elle l'ait été sous une forme socialement utile ou qu'il *soit légitimé comme branche de la division sociale du travail.* Mais la division du travail crée un organisme de production spontané dont les fils ont été tissés et se tissent encore à l'insu des producteurs échangistes. Il se peut que la marchandise provienne d'un nouveau genre de travail destiné à satisfaire ou même à provoquer des besoins nouveaux. *Mêlé hier encore aux nombreuses fonctions dont se compose un seul métier, un travail parcellaire peut aujourd'hui se détacher de cet ensemble, s'isoler et envoyer au marché son produit partiel à titre de marchandise complète.* » (*Das Kapital,* I Bd., S. 85. [16] Souligné par moi.)

Ainsi, les limites fixées au développement du marché, dans la société capitaliste, sont déterminées par les limites de la spécialisation du travail social. Or, de par sa nature, cette spécialisation est infinie, tout comme le progrès technique. Pour que s'élève la productivité du travail humain, appliqué par exemple à la confection d'une parcelle quelconque du produit total, il faut que la production de cette parcelle soit spécialisée, qu'elle devienne une production à part, une production massive, admettant (et suscitant) pour cette raison l'emploi de machines, etc. Voilà un premier point. D'autre part, le progrès technique, dans la société capitaliste, consiste dans la socialisation du travail ; et cette dernière exige nécessairement la specialisation des différentes fonctions du processus de production. Jusqu'ici morcelées, isolées, se répétant séparément dans chaque établissement occupé à cette production, elles doivent être socialisées, concentrées dans un seul, dans un nouvel établissement, et être destinées à pourvoir aux besoins de l'ensemble de la société. Voici un exemple.

« Ces derniers temps, dans les Etats de l'Amérique du Nord, les usines travaillant le bois se spécialisent de plus en plus ; « on voit surgir des usines produisant, par exemple, exclusivement des manches de hache, ou des manches à balai, ou des tables à rallonges... Le machinisme ne cesse de progresser ; on invente constamment de nouvelles machines qui simplifient quelque aspect de la production et en réduisent le coût... Chaque branche de l'ébénisterie, par

exemple, est devenue une spécialité ; elle exige des machines spéciales et des ouvriers spéciaux... En charronnerie, les jantes sont fabriquées dans des usines spéciales (Missouri, Arkansas, Tennessee) ; les rayons, dans l'Indiana et l'Ohio ; les moyeux,dans des usines spécialisées du Kentucky et de l'Illinois. Des usines dont la spécialité est de fabriquer des roues entières, achètent toutes ces pièces détachées. Ainsi, une dizaine d'usines participent à la confection d'une voiture à bon marché. » (M. Tverskoï : *Dix ans en Amérique. Vestnik Evropy*, 1893, n° 1. Cité d'après Nik. — on [17], p. 91, note 1.)

On voit par là combien est fausse cette affirmation que, dans la société capitaliste, la croissance du marché due à la spécialisation du travail social doit prendre fin dès que tous les producteurs naturels seront transformés en producteurs de marchandises. La production de la charronnerie, en Russie, s'est depuis longtemps convertie en production marchande, mais les jantes y sont encore fabriquées séparément dans chaque établissement de carrosserie (ou de charronnerie) ; la technique y est à un niveau très bas, la production disséminée entre la masse des producteurs. Le progrès technique doit entraîner la spécialisation des différentes parties de la production, leur socialisation et, par suite, une extension du marché.

Une restriction s'impose. Tout ce qui vient d'être dit ne conduit nullement à nier cette thèse qu'une nation capitaliste ne saurait exister sans marchés extérieurs. En régime de production capitaliste, l'équilibre ne s'établit entre la production et la consommation que par une série d'oscillations ; plus la production est importante, plus le cercle des consommateurs à qui elle est destinée est large, et plus fortes sont ces oscillations. On conçoit donc que, lorsque la production bourgeoise a atteint un haut degré de développement, elle ne peut plus se maintenir dans le cadre d'un État national : la concurrence oblige les capitalistes à élargir de plus en plus la production et à rechercher des marchés extérieurs pour écouler leurs produits en grandes quantités. Il est évident que la nécessité, pour une nation capitaliste, d'avoir des marchés extérieurs ne contredit pas la loi selon laquelle, en régime d'économie marchande, le marché est une simple expression de la division sociale du travail,

et qu'il peut par conséquent s'accroître à l'infini, tout comme la division du travail, — pas plus que les crises ne contredisent la loi de la valeur. Le souci des marchés n'est apparu dans les publications russes que lorsque notre production capitaliste, dans certaines de ses branches (l'industrie cotonnière, par exemple), a atteint son plein développement, couvrant à peu près tous les besoins du marché intérieur et se constituant en quelques énormes entreprises. La meilleure preuve que les propos et « problèmes » relatifs aux marchés ont pour base matérielle les intérêts de notre grande industrie capitaliste, c'est que personne encore, dans nos publications, n'a prophétisé la ruine de notre industrie artisanale du fait de la disparition des « marchés », encore que cette industrie produise des valeurs pour plus d'un milliard de roubles et travaille pour ce même « peuple » appauvri. Les clameurs annonçant que notre industrie court à sa perte par suite de l'insuffisance des marchés ne sont qu'une manœuvre cousue de fil blanc, à laquelle nos capitalistes se livrent pour influencer la politique ; ils identifient (dans la conscience modeste de leur « impuissance ») les intérêts de leur bourse aux intérêts du « pays » et se montrent capables de pousser le gouvernement sur la voie d'une politique de conquêtes coloniales, de l'entraîner même dans la guerre, afin de sauvegarder ces intérêts « d'Etat ». Il faut précisément tout l'insondable abîme de l'utopisme et de la naïveté populistes pour considérer les lamentations à propos des marchés — ces larmes de crocodile d'une bourgeoisie parfaitement affermie et tombée d'ores et déjà dans la présomption — comme une preuve de l'« impuissance » de notre capitalisme !

La deuxième conclusion, c'est que « l'appauvrissement de la masse du peuple » (élément constant de toutes les dissertations populistes sur le marché), loin d'entraver le développement du capitalisme, est au contraire l'expression de ce développement et la condition même du capitalisme, qu'il renforce. Il faut au capitalisme des « ouvriers libres » ; or, l'appauvrissement consiste justement en ceci que les petits producteurs se transforment en ouvriers salariés. Cet appauvrissement de la masse va de pair avec l'enrichissement d'un petit nombre d'exploiteurs ; la ruine et la décadence des petites entreprises vont de pair avec le renforce-

ment et le développement des entreprises les plus importantes ; ces deux processus contribuent à étendre le marché : le paysan « appauvri », qui tirait auparavant de son exploitation agricole ses moyens d'existence, vit maintenant de son « salaire », c'est-à-dire de la vente de sa force de travail ; il doit s'acheter maintenant les objets de consommation nécessaires (fût-ce en quantité moindre et de qualité inférieure) ; d'autre part, les moyens de production dont ce paysan est dépossédé se concentrent entre les mains d'une minorité, se transformant en *capital* ; et le produit obtenu est porté désormais sur le marché. Ainsi seulement s'explique le fait que l'expropriation en masse de notre paysannerie, après l'abolition du servage, s'est accompagnée non d'une diminution, mais d'un accroissement de la production globale du pays* et d'une extension du marché intérieur : c'est un fait bien connu que la production des grandes usines et fabriques s'est énormément accrue, que les industries artisanales ont pris une extension considérable, — les unes et les autres travaillent surtout pour le marché intérieur, — et que la quantité de blé circulant sur les marchés inté-

* Cela ne peut guère prêter à contestation qu'en ce qui concerne l'industrie agricole. « La production des céréales reste absolument stationnaire », déclare, par exemple, M. N. — on. Il tire cette conclusion en se basant sur les données de 8 années seulement (1871-1878). Voyons les données portant sur une plus longue période : 8 années, c'est naturellement trop peu. Comparons les chiffres relatifs aux années 60 [*Recueil de statistiques militaires*, 1871], 70 [données de N.—on] et 80 [*Recueil de renseignements sur la Russie*, 1890]. Ils concernent 50 provinces de la Russie d'Europe et englobent toutes les céréales, de même que les pommes de terre.

Moyennes annuelles / Pour	Ensemencé	Récolté	Une graine semée en donne	Population (en milliers)
	en milliers de tchetverts			
		(déduction faite des semences)		
1864-1866 (3)	71 696 100	151 840 100	3,12	61 421 100 (1867)
1871-1878 (8)	71 878 99,5	195 024 123,4	3,73	76 594 124,7 (1876)
1883-1887 (5)	80 293 111,9	254 914 167,8	4,17	85 395 139,0 (1886)

rieurs (développement du commerce des céréales dans le pays) a également augmenté.

La troisième conclusion — sur l'importance de la production des moyens de production — nécessite une rectification du schéma. Celui-ci, nous l'avons déjà noté, ne prétend pas le moins du monde illustrer tout le processus de développement du capitalisme, mais montrer seulement comment se répercute sur le marché la substitution de l'économie marchande à l'économie naturelle et de l'économie capitaliste à l'économie marchande. C'est pourquoi il y a été fait abstraction de l'accumulation. Or, en réalité, la société capitaliste ne peut exister sans accumuler, car la concurrence oblige chaque capitaliste à élargir la production sous peine d'être ruiné. Cette extension figurait d'ailleurs dans le schéma : ainsi, dans l'intervalle de la 3e et de la 4e périodes, le Ier producteur a triplé sa production *c*, qui est passée de 2 *c* à 6 *c* ; d'abord, il était seul à travailler dans son établissement ; maintenant, il se fait seconder par deux ouvriers salariés. Il est clair que cette extension de la production était impossible sans l'accumulation : il a fallu monter un atelier pour plusieurs personnes, acquérir un plus grand nombre d'instruments de production, acheter des matières premières en plus grande quantité, et bien d'autres choses encore. Il en va de même pour le producteur IV, qui a élargi la production *b*. Cette extension de certains établissements, cette concentration de la production devait nécessairement susciter (ou intensifier, ce qui revient au même) la production des moyens de production pour les capitalistes : machines, fer, houille, etc. La concentration de la production a élevé la productivité du travail, substitué au travail manuel celui de la machine et éliminé un certain nombre d'ouvriers. D'autre part, on a vu se développer aussi la production de ces machines et autres moyens de production, convertis par les capitalistes en capital constant qui, maintenant, commence à croître plus vite que le capital variable. Si l'on compare, par exemple, les périodes 4 et 6, on constatera que la production des moyens de production s'est multipliée par 1 1/2 (2 entreprises capitalistes obligées d'augmenter leur capital constant dans le 1er cas, et 3 dans le second) : en comparant cet accroissement à celui de la production des objets de consommation,

nous constaterions l'accroissement plus rapide — dont nous avons parlé plus haut — de la production des moyens de production.

Tout le sens et toute la portée de cette loi de l'accroissement plus rapide des moyens de production se résument dans le fait que la substitution du travail mécanique au travail manuel — plus généralement le progrès technique à l'époque du machinisme — requiert un accroissement plus poussé de la production de houille et de fer, ces véritables « moyens de production pour les moyens de production ». Que le rapporteur n'ait pas saisi le sens de cette loi et que, derrière les schémas figurant ce processus, il n'en ait pas aperçu le contenu réel, c'est ce qui ressort nettement de sa déclaration que voici : « Aux yeux du profane, cette production des moyens de production pour les moyens de production paraîtra tout à fait absurde, mais de même (sic), lorsque Pliouchkine [18] amassait de l'argent pour l'argent, n'était-ce pas pareillement (?!!) un processus tout à fait absurde ? Ni l'un ni les autres ne savent ce qu'ils font. » Les populistes s'appliquent précisément à démontrer cette absurdité du capitalisme russe qui, paraît-il, ruine le peuple sans apporter une organisation supérieure de la production. Ce ne sont là que des contes à dormir debout, naturellement. Il n'y a rien d'« absurde » dans la substitution de la machine au travail manuel : au contraire, c'est en cela que consiste toute l'action progressive de la technique humaine. Plus la technique se perfectionne, et plus elle évince le travail manuel de l'homme, auquel elle substitue des machines de plus en plus complexes : dans l'ensemble de la production du pays, les machines et les objets que nécessite leur fabrication occupent une place toujours plus grande*.

* Il est donc faux de faire une distinction entre le développement du capitalisme en largeur et son développement en profondeur. Ce développement est fondé tout entier sur la division du travail ; il n'existe pas de différence « essentielle » entre ces deux modes de développement. Quant à la distinction réelle à faire entre eux, elle se ramène aux divers stades du progrès technique. Les stades inférieurs du développement de la technique capitaliste, la coopération simple et la manufacture, ignorent encore la production des moyens de production pour les moyens de production : celle-ci n'apparaît et n'atteint un développement considérable qu'au stade supérieur, celui de la grande industrie mécanique.

Il est indispensable de compléter ces trois conclusions par deux autres remarques.

D'abord, ce qui vient d'être exposé ne nie pas du tout cette « contradiction dans le mode de production capitaliste », dont Marx parle en ces termes : « Les ouvriers, en tant qu'acheteurs de marchandises, sont importants pour le marché. Mais, à les considérer comme vendeurs de leur marchandise — la force de travail —, la société capitaliste tend à les réduire au minimum du prix. » (*Das Kapital*, II Bd., S. 303, n° 32 [19].) Nous avons déjà indiqué plus haut que, dans la société capitaliste, la partie de la production sociale qui produit les objets de consommation ne peut pas non plus manquer de s'accroître. Le développement de la production des moyens de production ne fait que reléguer au second plan la contradiction que nous venons d'indiquer, sans toutefois l'éliminer. On ne peut la supprimer qu'en supprimant le mode de production capitaliste. Il va sans dire, cependant, qu'il serait tout à fait absurde de voir dans cette contradiction un obstacle au plein développement du capitalisme en Russie (comme le font volontiers les populistes) ; au reste, le schéma le montre suffisamment.

En second lieu, quand on examine le rapport entre le progrès du capitalisme et celui du « marché », on ne saurait perdre de vue cette vérité incontestable que le développement du capitalisme entraîne de toute nécessité une élévation du niveau des besoins de la population entière et du prolétariat ouvrier. Cette élévation est due, d'une façon générale, à la fréquence accrue de l'échange des produits, laquelle multiplie les rencontres entre les habitants des villes et des campagnes, ou de localités géographiquement distantes, etc. Ce qui y contribue encore, c'est la densité croissante et l'entassement du prolétariat ouvrier, qui élèvent sa conscience et le sentiment de sa dignité humaine et lui offrent la possibilité de mener utilement la lutte contre la rapacité du régime capitaliste. Cette loi des besoins croissants s'est affirmée avec vigueur dans l'histoire de l'Europe — comparez, par exemple, le prolétaire français de la fin du XVIII[e] siècle et celui de la fin du XIX[e] ou l'ouvrier

anglais des années 1840* à celui de nos jours. Cette même loi exerce son action également en Russie : le développement rapide de l'économie marchande et du capitalisme à l'époque qui suivit l'abolition du servage a aussi provoqué une élévation du niveau des besoins de la « paysannerie » : les paysans vivent plus « décemment » (quant aux vêtements, à l'habitation, etc.). Que ce phénomène incontestablement progressif doive être mis à l'actif, précisément et exclusivement, du capitalisme russe, c'est ce que démontre par exemple ce fait bien connu (signalé par tous ceux qui ont étudié nos industries artisanales et l'économie paysanne en général) que les paysans des localités industrielles vivent beaucoup plus « décemment » que les paysans s'adonnant à la seule agriculture et que le capitalisme n'a presque pas touchés. Cela, bien entendu, se manifeste tout d'abord et surtout par les aspects purement extérieurs, superficiels, de la « civilisation ». Mais seuls des réactionnaires avérés, comme M. V. V., peuvent déplorer ce fait et n'y voir qu'une « décadence ».

VII

Pour comprendre en quoi consiste, à proprement parler, la « question des marchés », le mieux est de comparer la conception populiste et la conception marxiste du processus illustré par les schémas 1 (échange entre les capitalistes situés en *A* et les producteurs immédiats situés en *W*) et 2 (transformation de l'économie naturelle de 6 producteurs en économie capitaliste).

Si nous adoptons le 1er schéma, nous ne saurons rien nous expliquer. Pourquoi le capitalisme se développe-t-il ? d'où vient-il ? Il apparaît comme un « effet du hasard » ; on en attribue la naissance soit au fait que « *nous* n'avons pas suivi la bonne voie »..., soit à une « implantation » par les autorités. Pourquoi « la masse s'appauvrit-elle » ?

---

* Cf. Fr. Engels: *La situation de la classe laborieuse en Angleterre en 1844*. C'est la plus horrible et la plus sordide misère (au sens littéral du mot), la déchéance humaine la plus complète.

A cela le schéma ne répond pas davantage, et les populistes, pour toute réponse, se lancent dans des phrases sentimentales sur « le régime consacré par les siècles », sur la déviation par rapport à la bonne voie et autres fadaises dont se montre si prodigue la fameuse « méthode subjective en sociologie ».

Ne pas savoir expliquer le capitalisme et préférer des utopies à l'étude et à la mise en lumière de la réalité conduit à nier l'importance et la force du capitalisme. On dirait en vérité un malade incurable, qui ne sait où puiser des forces pour se développer. Et nous n'apporterons à l'état de ce malade qu'une amélioration insignifiante, à peine sensible, si nous disons qu'il peut se développer en produisant des « moyens de production pour les moyens de production ». Car il faudrait pour cela un progrès technique du capitalisme* ; or, « nous voyons » que ce progrès précisément fait défaut. Il faudrait pour cela que le capitalisme gagne le pays entier ; or, nous voyons que « le capitalisme ne peut en aucune façon aboutir à un développement généralisé ».

Si, au contraire, nous adoptons le 2e schéma, ni le développement du capitalisme, ni l'appauvrissement du peuple ne nous apparaîtront plus comme un effet du hasard. Ils accompagnent nécessairement le progrès de l'économie marchande, fondée sur la division du travail social. La question du marché est complètement écartée, le marché n'étant pas autre chose que l'expression de cette division du travail et de la production marchande. Le développement du capitalisme n'apparaît plus seulement comme possible [ce que le rapporteur pouvait tout au plus réussir à démontrer**], mais encore comme nécessaire, car le progrès technique, dès lors que l'économie sociale est fondée sur la division du travail et sur la forme marchande du produit, ne peut manquer de conduire au renforcement et à l'extension du capitalisme.

---

* C'est-à-dire que de grosses unités industrielles viennent se substituer aux petites, que la machine supplante le travail manuel.

** C'est-à-dire au cas où il aurait su apprécier et comprendre exactement l'importance de la production des moyens de production.

La question se pose maintenant : pourquoi faut-il adopter précisément la seconde conception ? où est le critère de sa justesse ?

Dans les faits de la réalité économique russe d'aujourd'hui.

Le centre de gravité du 2e schéma est le passage de l'économie marchande à l'économie capitaliste, la différenciation des producteurs de marchandises en capitalistes et prolétariat. Et si nous nous tournons vers ce qui se passe dans l'économie sociale actuelle de la Russie, nous verrons que c'est précisément la *différenciation* de nos petits producteurs qui tient le premier rang. Prendrons-nous les paysans-agriculteurs, il apparaîtra que, d'une part, des masses de paysans délaissent la terre, perdent leur indépendance économique, se transforment en prolétaires ; et que, d'autre part, les paysans étendent constamment leurs labours et améliorent leurs procédés de culture. D'une part, les paysans perdent leur cheptel (vif et mort) ; d'autre part, ils acquièrent un matériel perfectionné, commencent à se procurer des machines, etc. [Cf. V.V. *Les tendances progressives dans l'économie paysanne.*] D'une part, les paysans abandonnent la terre, vendent leurs lots, les cèdent à bail ; d'autre part, ils prennent des lots à ferme et se jettent avec avidité sur les terres privées qu'ils peuvent acheter. Ce sont là des faits universellement connus, établis de longue date* et dont *l'explication* réside uniquement dans les lois de l'économie marchande qui différencie notre paysannerie « communale » également en bourgeoisie et prolétariat. Prendrons-nous les artisans, il apparaîtra qu'après l'abolition du servage, non seulement de nouvelles industries artisanales ont surgi, tandis que les anciennes se développaient plus rapidement [résultat de la différenciation sus-indiquée de la paysannerie agricole, résultat du progrès de la division sociale du travail]**, mais qu'en

---

* Les paysans eux-mêmes ont donné très justement à ce processus le nom de « *dépaysannisation* ». (Cf. *Aperçu agricole sur la province de Nijni-Novgorod pour 1892*, N.—N. 1893. Fasc. III, pp. 186-187.)

** La méconnaissance de ce phénomène constitue l'une des plus grosses erreurs théoriques de M. Nikolaï — on.

outre la masse des artisans s'est appauvrie de plus en plus, est tombée dans la misère et a perdu toute indépendance économique, tandis que quelques-uns, une minorité insignifiante, se sont enrichis aux dépens de cette masse, ont accumulé d'énormes capitaux, sont devenus des revendeurs, ont accaparé les débouchés et organisé, en fin de compte, dans l'immense majorité de nos industries artisanales, un *système de grosse production à domicile*, déjà entièrement capitaliste.

L'existence, parmi nos petits producteurs, de ces deux tendances opposées montre pertinemment que, loin de s'exclure, capitalisme et appauvrissement des masses se conditionnent réciproquement ; elle prouve irréfutablement que, dès à présent, le capitalisme constitue la toile de fond essentielle de la vie économique de la Russie.

Aussi ne sera-ce pas un paradoxe de dire que la solution de la « question des marchés » réside précisément dans la différenciation de la paysannerie.

On ne peut manquer de noter, d'autre part, que la façon même dont on pose (couramment) la fameuse « question des marchés » renferme une série d'absurdités. La formulation habituelle (voir § I) repose directement sur des hypothèses hautement invraisemblables : on prétend que le régime économique de la société peut être créé ou aboli par la volonté d'un groupe d'individus — « intellectuels » ou « gouvernement » (car autrement, on ne pourrait même pas poser ce genre de questions : le capitalisme « peut-il » se développer ? La Russie « doit-elle » passer par le capitalisme ? « Faut-il » conserver la commune ? etc.), — que le capitalisme exclut l'appauvrissement du peuple, que le marché est quelque chose de particulier, d'indépendant du capitalisme, une sorte de condition particulière de son développement.

Il est impossible de résoudre la question sans corriger au préalable ces absurdités.

Figurons-nous, en effet, qu'à la question : « Le capitalisme peut-il se développer en Russie, alors que la masse du peuple est pauvre et s'appauvrit de plus en plus ? », on se soit avisé de répondre : « Oui, il le peut, car le capitalisme se développera non point par la production des objets de consommation, mais par celle des moyens de production. »

Il est évident qu'une telle réponse part de l'idée absolument juste que l'essor de la production globale d'une nation capitaliste est dû principalement à la production des moyens de production (c'est-à-dire davantage à la production des moyens de production qu'à celle des objets de consommation) ; mais il est plus évident encore que cette réponse ne peut faire avancer d'un iota la solution du problème, de même que d'un syllogisme on ne peut tirer une conclusion juste si la mineure en est correcte et la majeure absurde. Une telle réponse (je le répète) suppose déjà que le capitalisme se développe, gagne le pays tout entier, passe à un stade technique supérieur (la grande industrie mécanique), alors que la question repose précisément sur la négation de la possibilité d'un développement du capitalisme et de la substitution de la grande production à la petite.

Il est indispensable de sortir la « question des marchés » de la sphère des spéculations stériles sur ce qui « peut » et « doit » se produire et de la placer sur le terrain de la réalité, afin d'étudier et d'*expliquer* la façon dont se constitue le régime économique de la Russie, et la raison pour laquelle il se constitue ainsi et pas autrement.

Je me bornerai à citer quelques exemples empruntés aux documents dont je dispose, afin de montrer concrètement quelles sortes de données sont à la base de ce que je viens d'exposer.

Pour montrer la différenciation du milieu des petits producteurs et l'existence en son sein d'un processus, non seulement de paupérisation, mais aussi de création d'une (relativement) grande économie bourgeoise, je citerai des données concernant trois districts purement agricoles de la Russie d'Europe, et qui appartiennent à des provinces différentes : le district du Dniepr (province de Tauride), le district de Novoouzensk (province de Samara) et le district de Kamychine (province de Saratov). J'emprunte ces renseignements aux recueils de la statistique des zemstvos. Afin de prévenir l'objection éventuelle contestant le caractère typique des districts choisis (dans nos régions périphériques qui n'ont presque pas connu le servage et qui, la plupart du temps, ont été peuplées sous le « régime libre », après l'abolition du servage, cette différenciation s'est

effectivement opérée plus rapidement qu'au centre), je dirai ceci :

1° Des trois districts continentaux de la province de Tauride, j'ai choisi celui du Dniepr parce qu'il est intégralement russe [0,6% des feux appartiennent à des colons] et qu'il est peuplé de paysans groupés en communes.

2° Pour le district de Novoouzensk, je n'ai pris que les données concernant la population russe (communale) [Voir le *Recueil de renseignements statistiques pour le district de Novoouzensk*, pp. 432-439. Rubrique *a*], et sans y faire entrer ceux qu'on appelle les « khoutoriens », c'est-à-dire les paysans qui, ayant abandonné la commune, se sont fixés, séparément, sur une terre achetée ou affermée par eux. L'adjonction de ces représentants directs de l'économie fermière* aurait sensiblement accentué la différenciation.

3° Pour le district de Kamychine, nous n'avons pris que les données concernant la population grand-russe (organisée en communes).

Dans les recueils, le classement a été effectué, pour le district du Dniepr, d'après le nombre de déciatines de surface ensemencée par feu, et, pour les autres districts, d'après la quantité de bêtes de trait.

Au groupe *pauvre* ont été rattachés : dans le district du Dniepr, ceux qui n'ensemencent pas et ceux qui ensemencent jusqu'à 10 déciatines par feu ; dans les districts de Novoouzensk et de Kamychine, les feux sans bêtes de trait ou n'en ayant qu'une. Le groupe *moyen* comprend les feux ensemençant de 10 à 25 déciatines dans le district du Dniepr ; dans le district de Novoouzensk, les feux possédant 2 à 4 bêtes de trait ; dans le district de Kamychine, les feux possédant 2 ou 3 bêtes de trait. Le groupe *aisé* comprend les feux ensemençant plus de 25 déciatines (district

* En effet, 2 294 « khoutoriens » détiennent 123 252 déciatines de surface ensemencée (soit 53 déciatines en moyenne par cultivateur). Ils emploient 2 662 ouvriers salariés (et 234 ouvrières). Ils possèdent plus de 40 000 chevaux et bœufs, ainsi qu'un très grand nombre d'instruments perfectionnés: voir le *Recueil de renseignements statistiques pour le district de Novoouzensk*, p. 453.

du Dniepr) ou possédant plus de 4 bêtes de trait par feu dans le district de Novoouzensk et plus de 3 dans le district de Kamychine.

De ces données il ressort clairement qu'au sein de notre paysannerie agricole et communale se poursuit un processus non de paupérisation et de ruine en général, mais de différenciation en bourgeoisie et prolétariat. Une masse

Groupes de paysans selon leur degré de fortune	District du Dniepr					District	
	Nombre de feux	en %	Surface ensemencée, en déciatines	en %	Surface ensemencée par feu, en déciatines	Nombre de feux	en %
Groupe pauvre	7 880	40	38 439	11	4,8 (10,9)	10 504	37
Groupe moyen	8 234	42	137 344	43	16,6 (10,9)	10 757	38
Groupe aisé	3 643	18	150 614	46	41,3	7 014	25
Total	19 757	100	326 397	100	17,8	28 275	100

énorme de paysans (groupe pauvre) — environ la moitié en moyenne — perd son indépendance économique. Elle ne détient plus qu'une infime parcelle de toutes les exploitations agricoles des paysans de la contrée — à peine 13% (en moyenne) de la surface ensemencée, 3 à 4 déciatines par feu. Pour montrer ce que représente cette surface ensemencée, disons que, dans la province de Tauride, il faut 17 à 18 déciatines* de surface cultivée pour faire vivre une

* Dans les provinces de Samara et de Saratov, cette norme sera inférieure d'environ une fois et demie, la population locale étant moins aisée.

famille paysanne uniquement par sa propre exploitation, sans recourir à un « gagne-pain accessoire ». Il est clair que les membres du groupe inférieur vivent déjà bien moins de leur exploitation agricole que d'un salaire, c'est-à-dire de la vente de leur force de travail. Et si nous prenons des données plus précises caractérisant la situation des paysans de ce groupe, nous verrons que celui-ci justement fournit

de Novoouzensk				District de Kamychine			
Surface ensemencée, en déciatines	en %	Surface ensemencée par feu, en déciatines		Nombre de feux	en %	Surface ensemencée, en déciatines	en %	Surface ensemencée par feu, en déciatines	
36 007	8	3,4	7,75	9 313	54	29 194	20	3,1	5,7
128 986	29	12		4 980	29	52 735	35	10,6	
284 069	63	40,5		2 881	17	67 844	45	23,5	
449 062	100	15,9		17 174	100	149 773	100	8,7	

le plus gros contingent de paysans qui délaissent leur exploitation, cèdent leur lot à bail, sont dépourvus de matériel agricole et s'en vont à la recherche d'un gagne-pain. Les paysans de ce groupe font partie de notre prolétariat rural.

Mais, d'autre part, parmi ces mêmes paysans groupés en communes, se détache un tout autre groupe, d'un caractère diamétralement opposé. Les paysans du groupe supérieur ensemencent une superficie 7 à 10 fois plus grande que celle du groupe inférieur. Si l'on compare cette superficie (23 à 40 déciatines par feu) à la quantité « normale » de déciatines de surface cultivée qui permettent à une famille de

vivre à l'abri du besoin en tirant ses revenus de sa seule exploitation agricole, nous verrons que celle-là est 2-3 fois supérieure à celle-ci. Il est certain que cette paysannerie s'adonne désormais à l'agriculture pour en tirer un revenu, pour faire le commerce des céréales. Elle amasse des sommes assez importantes, qu'elle consacre à améliorer son exploitation ainsi que les procédés de culture ; elle acquiert, par exemple, des machines agricoles et des instruments perfectionnés. Ainsi, dans le district de Novoouzensk, 14% de l'ensemble des exploitants possèdent des outils perfectionnés ; mais si l'on prend les paysans du groupe supérieur, 42% d'entre eux possèdent des outils perfectionnés (de sorte que 75% des feux disposant d'outils agricoles perfectionnés appartiennent, dans ce district, au groupe supérieur des paysans) et détiennent 82% de tous les instruments perfectionnés dont dispose la « paysannerie »*. Ne pouvant plus, avec leurs seules forces, assurer la culture de leurs terres, les paysans du groupe supérieur embauchent des ouvriers ; dans le district de Novoouzensk, par exemple, 35% des cultivateurs du groupe supérieur emploient en permanence des ouvriers salariés (sans compter ceux que l'on embauche, par exemple, pour la moisson, etc.) ; de même dans le district du Dniepr. En un mot, il est certain que les paysans du groupe supérieur forment déjà une bourgeoisie. Leur force ne repose plus sur la spoliation d'autres producteurs (comme celle des usuriers et des « koulaks »), mais sur une organisation autonome** de la production : ce groupe, qui ne représente qu'un cinquième de la paysannerie, concentre entre ses mains plus de la moitié de la surface ensemencée [je prends la moyenne générale pour tous les 3 districts]. Si l'on considère que la productivité du travail (c'est-à-dire la récolte) est, chez ces paysans, infiniment plus élevée que chez les prolétaires du groupe inférieur qui ne font que gratter la terre, force est de conclure que la bourgeoisie rurale est le principal moteur de la production céréalière.

---

* Dans ce district, la paysannerie dispose d'un total de 5 724 instruments perfectionnés.

** Reposant elle aussi, bien entendu, sur la spoliation, mais des ouvriers et non plus des producteurs indépendants.

Quelle influence devait donc exercer cette décomposition de la paysannerie en bourgeoisie et prolétariat (les populistes ne voient dans ce processus qu'un « appauvrissement de la masse ») sur le volume du « marché », c'est-à-dire sur la part du blé qui se convertit en *marchandise* ? Il est clair que cette part devait sensiblement augmenter, car, chez les paysans du groupe supérieur, une masse de blé qui excédait de beaucoup leurs besoins allait au marché ; d'autre part, les membres du groupe inférieur devaient acquérir un supplément de blé avec l'argent que leur procurait leur salaire d'appoint.

Pour citer des chiffres exacts sur ce point, nous devrons faire appel, désormais, non point aux recueils de la statistique des zemstvos, mais à l'ouvrage de V. Postnikov : *L'économie paysanne de la Russie méridionale*. Postnikov décrit, en s'appuyant sur la statistique des zemstvos, l'économie paysanne des 3 districts continentaux de la province de Tauride (districts de Berdiansk, de Mélitopol et du Dniepr) ; il analyse cette économie par groupes de paysans (il en compte 6, d'après l'étendue de la surface ensemencée : 1° ceux qui n'ensemencent pas ; 2° ceux qui ensemencent jusqu'à 5 déciatines ; 3° de 5 à 10 déciatines ; 4° de 10 à 25 déciatines ; 5° de 25 à 50 déciatines et 6° plus de 50 déciatines). Analysant la situation des différents groupes par rapport au marché, l'auteur distingue dans la surface ensemencée de chaque exploitation agricole les 4 parties suivantes : 1° la *superficie économique*, c'est ainsi que Postnikov appelle la partie de la surface cultivée qui fournit les semences pour les emblavures ; 2° la *superficie alimentaire* fournit le blé pour la famille du cultivateur et ses ouvriers ; 3° la *superficie fourragère* fournit le fourrage aux bêtes, et enfin 4° la *superficie de marché ou marchande* fournit le produit transformé en marchandise et aliéné sur le marché. On conçoit que seule cette dernière superficie fournit un revenu *en argent*, les autres donnant un revenu en nature, c'est-à-dire le produit consommé dans l'exploitation même.

Après avoir établi l'étendue de chacune de ces superficies dans les différents groupes de paysans, Postnikov nous donne le tableau suivant :

Chez les paysans	Sur 100 déciatines de surface ensemencée, on compte pour la superficie				Revenu en espèces obtenu		Dans les trois districts de la province de Tauride		Superficie ensemencée dans chaque groupe en moyenne
	économique	alimentaire	fourragère	marchande	Par déciatine de surface ensemencée	Par feu	Surface ensemencée, en déciatines	Dont surface marchande	
					(roubles)				
Cultivant									
jusqu'à 5 déc.	6	90,7	42,3	—39	—	—	34 070	—	3,5 déc.
de 5 à 10 déc.	6	44,7	37,5	+11,8	3,77	30	140 426	16 851	8
de 10 à 25 déc.	6	27,5	30	36,5	11,68	191	540 093	194 433	16,4
de 25 à 50 déc.	6	17,0	25	52	16,64	574	494 095	256 929	34,5
plus de 50 déc.	6	12,0	21	61	19,52	1 500	230 583	140 656	75
Total	6			42			1 439 267	608 869	17 à 18 déc.

Remarque pour l'intelligence du tableau:

1° Postnikov ne donne pas l'avant-dernière colonne; c'est moi qui l'ai établie.

2° Pour fixer le montant du revenu en argent, Postnikov suppose que toute la superficie est ensemencée en froment, et il base ses calculs sur une récolte moyenne et sur la valeur moyenne du blé.

Ces données nous montrent que, plus l'exploitation devient importante et plus elle acquiert un caractère marchand, plus importante est la proportion du blé commercialisable [respectivement 12-36-52-61% selon les groupes]. Les principaux semeurs, les paysans des deux groupes supérieurs (ils détiennent plus de la moitié de toutes les emblavures), vendent plus de la moitié de leur produit agricole [52 et 61%].

Si la paysannerie ne se décomposait pas en une bourgeoisie et un prolétariat ; si, en d'autres termes, la surface ensemencée était répartie « également » entre tous les « paysans », ceux-ci appartiendraient *tous* au groupe moyen (qui ensemence de 10 à 25 déciatines) et 36% seulement de tout le blé, c'est-à-dire le produit de 518 136 déciatines emblavées (36% de 1 439 267=518 136), seraient portés au mar-

ché. Or, comme le montre le tableau, c'est 42% de tout le blé, le produit de 608 869 déciatines, qui sont portés au marché. Ainsi, l'« appauvrissement de la masse », la décandence complète de l'économie chez 40% des paysans (groupe des pauvres, c'est-à-dire ceux qui ensemencent moins de 10 déciatines), la formation d'un prolétariat rural, ont eu pour résultat que le produit de *quatre-vingt-dix mille** déciatines de surface ensemencée a été jeté sur le marché.

Je ne prétends pas le moins du monde que l'extension du « marché », conséquence de la différenciation de la paysannerie, se soit arrêtée là. Tant s'en faut. Nous avons vu, par exemple, que les paysans acquièrent un outillage perfectionné, c'est-à-dire qu'ils consacrent leurs épargnes à la « production des moyens de production ». Nous avons vu qu'outre le blé, une autre marchandise, la force de travail de l'homme, a fait son apparition sur le marché. Si je n'en dis rien, c'est parce que j'ai cité cet exemple dans un but strictement limité : montrer que chez nous, en Russie, la paupérisation de la masse conduit effectivement à renforcer l'économie marchande et capitaliste. J'ai choisi à dessein un produit comme le blé qui, partout et toujours, est entraîné bien plus tard et plus lentement que les autres dans le circuit commercial. C'est aussi pourquoi la région choisie était exclusivement agricole.

Et voici un autre exemple qui se rapporte à une région purement industrielle, la province de Moscou. L'économie paysanne est décrite par les statisticiens des zemstvos dans les tomes VI et VII du *Recueil de renseignements statistiques pour la province de Moscou*, qui comportent une série d'excellentes études sur les industries artisanales. Je me bornerai à citer un passage de l'étude : *L'industrie de la dentelle***, qui explique comment et pourquoi les industries paysannes ont connu, après l'abolition du servage, un développement particulièrement rapide.

L'industrie de la dentelle est apparue dès 1820 dans deux villages voisins du canton de Voronovo (district de

* 90 733 déciatines=6,3% de toute la surface ensemencée.

** *Recueil de rens. statist. pour la province de Moscou.* Section de la statistique économique. T. VI, fasc. II. Les industries artisanales de la province de Moscou, fasc. II, Moscou 1880.

Podolsk). « Après 1840, elle commence à gagner lentement d'autres villages situés à proximité, sans toutefois embrasser une grande étendue. Par contre, à partir de 1860, et particulièrement au cours des 3 ou 4 dernières années, elle se répand rapidement dans la contrée. »

Sur les 32 villages où cette industrie s'exerce à l'heure actuelle, elle a fait son apparition :

dans	2	villages	en	1820
»	4	»	»	1840
»	5	»	»	1860
»	7	»	»	1870-1875
»	14	»	»	1876-1879

« Si l'on analyse les causes qui engendrent ce phénomène, dit l'auteur, c'est-à-dire la diffusion extrêmement rapide de cette industrie précisément au cours de ces dernières années, nous verrons que, d'une part, pendant ce temps, la condition du paysan s'est sensiblement aggravée et que, d'autre part, les besoins de la population — de sa partie qui jouit des conditions les plus favorables — se sont sensiblement accrus. »

A l'appui de ce qu'il avance, l'auteur emprunte à la statistique du zemstvo de Moscou les chiffres suivants, que je reproduis ici sous forme de tableau*.

« Ces chiffres, poursuit l'auteur, montrent éloquemment que, dans ce canton, le nombre *total* des chevaux, des vaches et du menu bétail a augmenté, mais que ce mieux-être n'échoit qu'à certains individus, savoir : le groupe des exploitants possédant 2 ou 3 chevaux et plus...

...Par conséquent, en même temps qu'augmente le nombre des paysans n'ayant ni vaches ni chevaux, on voit augmenter aussi le nombre de ceux qui cessent de travailler la terre : pas de bétail, pas d'engrais en quantité suffisante ; la terre s'épuise, il ne vaut pas la peine de l'ensemencer ; pour vivre et faire vivre sa famille, pour ne pas mourir de faim, il ne suffit pas que l'homme exerce lui seul un métier d'appoint — comme il le faisait déjà d'ailleurs auparavant, dans les moments où les travaux agricoles lui en lais-

* J'ai négligé les données relatives à la répartition des vaches (la conclusion est la même), et ai ajouté les estimations en pourcentages.

Canton de Voronovo, district de Podolsk

Dans le canton de Voronovo	Nombre d'exploitants	Nombre de		Pour 100 habitants (hommes et femmes), on comptait			Nombre d'exploitants					Nombre de chevaux possédés par les exploitants				Nombre d'exploitants à lot concédé			
		chevaux	vaches	chevaux	vaches	menu bétail	sans cheval	avec 1 cheval	avec 2 chevaux	avec 3 chevaux	avec plus de 3 chevaux	avec 1 cheval	avec 2 chevaux	avec 3 chevaux	avec plus de 3 chevaux	Total	cultivant leur lot : personnellement	cultivant leur lot : en employant des ouvriers	ne s'occupant pas de la culture des céréales
On comptait en 1869	1 238	1 473	1 472	22	22	30	276 22%	567 46%	298 24%	70 6%	22 2%	567 39%	596 40%	210 14%	100 7%	1 067	900 84%	92 9%	75 7%
On comptait en 1877	1 244	1 607	1 725	25	27	38	319 26%	465 37%	313 25%	95 8%	52 4%	465 29%	626 39%	285 18%	231 14%	1 166	965 82,5%	5 0.5%	196 17%

saient le loisir —, il faut que les autres membres de la famille trouvent, eux aussi, un gagne-pain accessoire...

...Les chiffres qui figurent dans les tableaux nous montrent un autre phénomène encore : dans ces bourgs et villages a également *augmenté* le nombre de personnes possédant 2 ou 3 chevaux ou vaches. Par conséquent, le bien-être de ces paysans a augmenté, alors que nous avons déclaré en même temps que « dans tel village toutes les femmes et tous les enfants, sans exception, exercent un métier ». Comment expliquer ce fait ?... Pour cela, il nous faudra voir ce qu'est la vie de ces villages, examiner de plus près l'existence domestique, et c'est alors que nous comprendrons peut-être d'où vient cette forte tendance à produire pour la vente.

Bien entendu, nous n'allons pas ici chercher à établir en détail dans quelles heureuses circonstances se détachent peu à peu, du sein de la population paysanne, des individualités ou des familles plus fortes ; quelles sont les conditions qui créent leur bien-être et quelles sont les conditions sociales qui permettent à ce bien-être, une fois apparu, de croître rapidement au point qu'une partie des habitants du village se distingue sensiblement de l'autre partie. Il suffit de suivre pas à pas ce processus, en signalant un des phénomènes les plus communs dans le village paysan. Tel paysan a, parmi ses concitoyens, la réputation d'un homme bien portant, robuste, sobre et laborieux ; il a une famille nombreuse, des fils surtout, qui sont doués d'une complexion non moins solide et de non moins bonnes qualités ; ils vivent ensemble, sans recourir au partage de leur avoir ; ils reçoivent un lot pour 4 ou 5 âmes. On conçoit que, pour le travailler, point n'est besoin de tous les bras dont dispose la famille. Deux ou trois fils exercent donc en permanence un métier auxiliaire au dehors ou quelque industrie locale, et ce n'est qu'au moment de la fenaison qu'ils abandonnent pour un temps leur occupation afin d'aider la famille aux travaux des champs. La somme gagnée par les membres de la famille est mise en commun ; toutes autres conditions étant favorables, cette somme excède notablement les dépenses nécessaires pour pourvoir aux besoins de la famille. Des épargnes se constituent, grâce auxquelles la famille peut exercer un métier auxiliaire dans de meilleures condi-

tions : acheter de première main la matière brute au comptant, vendre la marchandise produite quand elle est à son prix le plus avantageux, se passer des intermédiaires de tous genres, des marchands et marchandes, etc...

La possibilité s'offre d'embaucher un ouvrier, puis un autre, ou de distribuer à domicile du travail aux paysans pauvres qui ne peuvent plus du tout exercer quelque métier pour leur compte. Ces conditions et d'autres analogues permettent à la famille forte que nous avons décrite de tirer encore du profit d'un travail autre que le sien propre. Nous ne parlons évidemment pas ici des cas où ces familles donnent naissance à des éléments connus sous le nom de koulaks ou de vampires ; nous ne faisons état que des faits les plus courants au sein de la population paysanne. Les tableaux qui figurent au tome II du *Recueil* et dans le fasc. 1 du tome VI montrent clairement comment, à mesure que s'aggrave la situation d'une partie de la paysannerie, augmente le plus souvent le bien-être d'une autre, d'une petite partie de la paysannerie ou de certains de ses membres.

A mesure que se généralise l'exercice d'une profession d'appoint, les relations avec le monde extérieur, avec la ville, avec Moscou, deviennent en l'occurrence plus fréquentes ; certaines coutumes moscovites pénètrent peu à peu au village, se manifestant d'abord dans ces familles plus aisées. On s'achète un samovar, de la vaisselle de verre et de faïence, on s'habille plus « décemment ». Si cette décence de mise commence à se manifester chez le moujik par le port de bottes au lieu de laptis, chez les femmes, souliers et bottines viennent pour ainsi dire parfaire leur toilette ; elles sont tout d'abord attirées par les indiennes aux couleurs éclatantes et bariolées, les foulards, les châles de laine à ramages et autres atours...

...Dans une famille paysanne il est d'usage, « depuis toujours », que la femme habille son mari, ses enfants et s'habille elle-même... Tant qu'on cultivait le lin soi-même, on avait moins à dépenser pour l'achat d'étoffes et d'objets nécessaires à la confection de vêtements ; cet argent, on se le procurait en vendant une poule, des œufs, des champignons, des baies, le reliquat d'un écheveau de fil ou un bout de toile superflu. Tout le reste était confectionné à la maison. Ces conditions précisément, c'est-à-dire la production

à domicile de tous les articles qu'on demandait aux paysannes, et aussi le fait qu'elles y consacraient tous les loisirs que leur laissaient les travaux des champs, expliquent, en l'occurrence, le développement extrêmement lent de l'industrie de la dentelle dans les villages du canton de Voronovo. La dentelle était fabriquée surtout par des jeunes filles appartenant à des familles plus aisées ou plus nombreuses, où il n'était pas nécessaire que toutes les femmes fussent occupées à filer le lin ou à tisser la toile. Mais les indiennes, le calicot à bon marché, ont commencé peu à peu à détrôner la toile. D'autres facteurs encore sont venus s'ajouter : tantôt c'est le lin qui vient mal ; tantôt la femme veut faire une chemise de cotonnette rouge à son mari et se confectionner pour elle-même une « choubka » (sarafane) plus élégante. Et c'est ainsi que, petit à petit, est abandonné, ou très fortement limité, l'usage de tisser à la maison toutes sortes de toiles et de fichus pour les vêtements paysans. Le vêtement lui-même se modifie, en partie parce qu'aux tissus confectionnés à la maison viennent se substituer ceux provenant de la fabrique...

...Ainsi s'explique la nécessité, pour la majorité de la population, de s'appliquer à produire des marchandises pour la vente et de faire participer jusqu'aux enfants à cette production. »

Ce récit sans artifices d'un observateur attentif montre bien comment s'opère, dans la masse de notre paysannerie, le processus de division du travail social ; comment il conduit à intensifier la production marchande (et, par suite, le marché), et comment cette production marchande, d'elle-même, c'est-à-dire en raison de la position où elle place le producteur à l'égard du marché, fait que l'achat et la vente de la force de travail de l'homme deviennent un « phénomène très commun ».

VIII

Pour conclure, il ne sera peut-être pas inutile d'illustrer la question controversée — déjà bien trop encombrée, ce me semble, d'abstractions, de schémas et de formules, — en analysant les considérations d'un des derniers tenants les plus en vue des « conceptions courantes ».

Je veux parler de M. Nikolaï — on*.

Le plus important « obstacle » au développement du capitalisme en Russie est, selon lui, la « contraction » du marché intérieur, la « réduction » du pouvoir d'achat des paysans. Devenues capitalistes, les industries artisanales, dit-il, ont évincé la production domestique ; le paysan s'est vu contraint d'acheter ses vêtements. Pour trouver l'argent nécessaire, il a procédé à un défrichement intensif du sol et, étant donné l'insuffisance des lots, il a poussé ce défrichement bien au-delà des limites d'une exploitation rationnelle ; il a fait monter scandaleusement le taux des fermages et a fini par se ruiner. Le capitalisme a creusé sa propre tombe ; il a amené l'« économie populaire » à la crise terrible de 1891 et... il s'est arrêté, n'ayant plus de terrain sous ses pieds, sans être à même d'« aller plus loin dans cette voie ». Consciente du fait que « *nous* nous sommes écartés du régime populaire consacré par les siècles », la Russie attend maintenant... un ordre des autorités pour « greffer la grande production sur la communauté ».

En quoi consiste l'absurdité de cette théorie « éternellement neuve » (pour les populistes russes) ?

Peut-être dans le fait que son auteur ne comprend pas l'importance de la « production des moyens de production pour les moyens de production » ? Non, bien sûr, M. Nik. — on connaît fort bien cette loi ; il rappelle même qu'elle s'est manifestée chez nous également (pp. 186, 203-204). Il est vrai que la faculté qu'il possède de s'enferrer sur ses propres contradictions lui fait parfois (cf. p. 123) oublier cette loi ; mais il est clair qu'en rectifiant de semblables contradictions, on ne rectifierait pas le moins du monde le fond du raisonnement (reproduit ci-dessus) de notre auteur.

Sa théorie a ceci d'absurde qu'il ne sait pas expliquer notre capitalisme et qu'il édifie ses raisonnements à son sujet sur de pures fictions.

---

* Evidemment, il ne peut être question ici d'analyser tout son livre, ce qui nécessiterait un ouvrage spécial, mais seulement *un* de ses arguments favoris.

La « paysannerie », qui s'est ruinée parce que les produits de la fabrique ont supplanté les produits confectionnés à domicile, est considérée par M. Nik. — on comme un tout homogène et intrinséquemment solidaire, qui réagit comme un seul homme à toutes les manifestations de la vie.

Il n'en est rien dans la réalité. La production marchande n'aurait jamais pu naître en Russie en l'absence d'unités de production isolées (les feux paysans). Et chacun sait que notre paysan exploite en fait pour son propre compte, indépendamment des autres ; qu'il travaille à ses risques et périls à la production de biens qui deviennent sa propriété privée ; qu'il entre individuellement en rapports avec le « marché ».

Voyons où en sont les choses parmi la « paysannerie ».

« Pressé d'argent, le paysan étend démesurément ses labours et se ruine. »

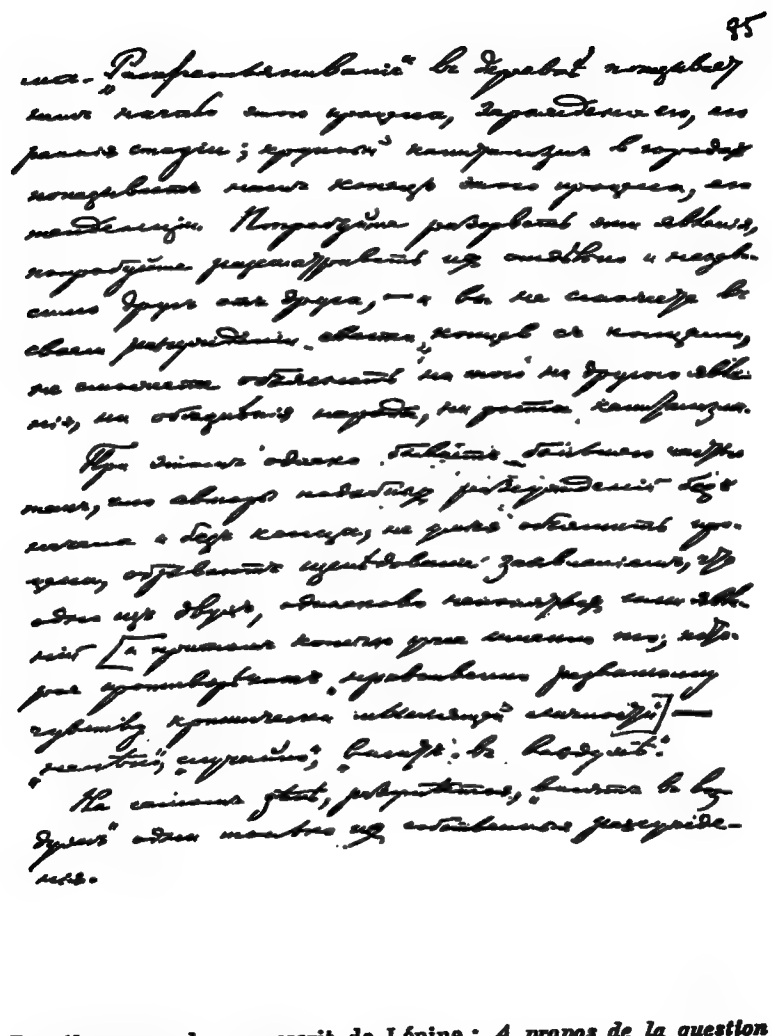
Mais seul le paysan aisé, possédant en quantité suffisante du grain pour les semailles et un cheptel vif et mort, peut étendre ses labours. De *tels* paysans (et l'on sait qu'ils sont en minorité) augmentent effectivement leurs emblavures et étendent leur exploitation au point qu'ils ne peuvent plus y suffire sans le concours d'une main-d'œuvre salariée. Quant à la majorité des paysans, il leur est absolument impossible de satisfaire à leurs besoins d'argent en agrandissant leur exploitation, puisqu'ils ne disposent d'aucune réserve ni de moyens de production suffisants. Pour trouver de l'argent, un *tel* paysan va « louer ses bras » au dehors, c'est-à-dire qu'il porte au marché non plus son produit, mais sa force de travail. Le départ à la recherche d'un métier d'appoint accentue tout naturellement la décadence de l'exploitation agricole, et ce paysan finit par céder son lot à bail à quelque membre riche de la même communauté, lequel arrondit son exploitation et, bien entendu, ne consomme pas lui-même le produit du lot qu'il a loué, mais l'envoie au *marché*. D'où « appauvrissement du peuple », ascension du capitalisme et extension du marché. Mais ce n'est pas tout. Notre paysan riche, entièrement absorbé par son exploitation agricole ainsi élargie, ne peut plus, comme il le faisait auparavant, produire pour lui-même, par exemple, des chaussures : il lui est plus avanta-

geux de les acheter. Le paysan appauvri se voit obligé, lui aussi, d'acheter ses chaussures, ne pouvant pas les produire dans sa propre exploitation pour la simple raison qu'il n'a plus d'exploitation à lui. Il y a donc demande de chaussures et offre du blé excédentaire produit par le moujik cossu, dont l'exploitation en progrès continu fait verser à monsieur V. V. un pleur d'attendrissement. Les artisans du voisinage, produisant des chaussures, sont dans une situation pareille à celle où se trouvaient tout à l'heure les agriculteurs : pour acheter du blé, que leur exploitation périclitante ne fournit qu'en trop faible quantité, il leur faut élargir la production. Cette fois encore, bien entendu, le seul artisan qui élargisse sa production est celui qui possède des épargnes, c'est-à-dire un représentant de la minorité ; la possibilité lui est offerte d'embaucher des ouvriers ou de distribuer à domicile du travail aux paysans pauvres. Mais la plupart des artisans ne peuvent même pas songer à agrandir leur établissement, trop heureux si le revendeur enrichi leur « donne du travail », c'est-à-dire s'ils peuvent trouver un acquéreur pour leur unique marchandise, la force de travail. Et c'est de nouveau appauvrissement du peuple, ascension du capitalisme et extension du marché ; une nouvelle poussée est donnée au développement et à l'approfondissement de la division sociale du travail. Où s'arrêtera ce mouvement ? Nul ne saurait le dire, pas plus qu'on ne saurait dire d'où il est parti. Au reste, peu importe. Ce qui importe, c'est que nous sommes en présence d'un processus organique vivant, le processus du développement de l'économie marchande et de l'ascension du capitalisme. La « dépaysannisation » de la campagne nous montre le début de ce processus, sa naissance, ses premiers stades ; le grand capitalisme des villes nous montre la fin de ce processus, ses tendances. Essayez de dissocier ces phénomènes, essayez de les considérer séparément et indépendamment l'un de l'autre, et vous ne pourrez, dans votre raisonnement, retomber sur vos pieds, vous ne pourrez expliquer ni l'un ni l'autre de ces phénomènes, ni l'appauvrissement du peuple, ni l'essor du capitalisme.

La plupart du temps, toutefois, les auteurs de pareilles dissertations sans queue ni tête, incapables d'expliquer ce

processus, interrompent leur étude en déclarant que l'un de ces deux phénomènes, qu'ils ne comprennent pas plus l'un que l'autre [et, bien entendu, celui précisément qui contredit « le sentiment moralement évolué de l'individu doué d'esprit critique »], est « absurde », « accidentel », « suspendu en l'air ».

Il va sans dire qu'en réalité seules demeurent « suspendues en l'air » leurs propres dissertations.



Dernière page du manuscrit de Lénine : *A propos de la question dite des marchés. — 1893*

Réduction

CE QUE SONT LES «AMIS DU PEUPLE» ET COMMENT ILS LUTTENT CONTRE LES SOCIAL-DÉMOCRATES

(RÉPONSE AUX ARTICLES PARUS DANS LA REVUE *ROUSSKOÏE BOGATSTVO* ET DIRIGÉS CONTRE LES MARXISTES)[10]

Ecrit au cours du printemps et de l'été 1894
Polycopié en 1894

Conforme à l'édition polycopiée de 1894

FASCICULE I

La revue *Rousskoïé Bogatstvo* [21] a déclenché une campagne contre les social-démocrates. Déjà dans le n° 10 de l'année dernière, un des chefs de cette revue, M. N. Mikhaïlovski, annonçait qu'une « polémique » allait être engagée contre « nos marxistes ou social-démocrates, comme on les appelle ». Puis parurent un article de M. S. Krivenko : « De la solitude de certains intellectuels » (n° 12) et un autre de M. N. Mikhaïlovski : « La littérature et la vie » (*Rousskoïé Bogatstvo*, nos 1 et 2, 1894). Quant aux conceptions de la revue elle-même sur notre situation économique, l'exposé le plus complet qui en ait été fait est celui de M. S. Ioujakov dans un article intitulé : « Les problèmes du développement économique de la Russie » (nos 11 et 12). Ces messieurs, qui, en général, prétendent représenter dans leur revue les idées et la tactique de véritables « amis du peuple », sont les ennemis jurés de la social-démocratie. Examinons donc de plus près ces « amis du peuple », leur critique du marxisme, leurs idées et leur tactique.

M. N. Mikhaïlovski s'intéresse surtout aux principes théoriques du marxisme ; aussi insiste-t-il spécialement sur l'analyse de la conception matérialiste de l'histoire. Après avoir exposé dans ses traits généraux le contenu de la vaste littérature marxiste consacrée à cette doctrine, M. Mikhaïlovski commence sa critique par la tirade suivante :

« Tout d'abord, dit-il, une question vient tout naturellement à l'esprit : dans quel ouvrage Marx a-t-il exposé sa conception matérialiste de l'histoire ? Dans le *Capital*, il nous a donné un modèle de synthèse où la force logique

s'allie à l'érudition, à une étude méticuleuse de toute la littérature économique ainsi que des faits correspondants. Il a exhumé des théoriciens de la science économique depuis longtemps oubliés, ou totalement inconnus aujourd'hui, sans laisser de côté les moindres détails de rapports établis par des inspecteurs de fabrique ou de témoignages d'experts devant diverses commissions spécialisées ; en un mot, il a brassé une énorme documentation concrète, soit pour justifier, soit pour illustrer ses théories économiques. S'il a créé une conception « toute nouvelle » du processus historique, s'il a expliqué tout le passé de l'humanité d'un point de vue nouveau et dressé le bilan de toutes les théories philosophico-historiques qui ont existé jusqu'ici, il l'a fait évidemment avec le même soin : il a effectivement passé en revue et soumis à une analyse critique toutes les théories connues du développement historique, et approfondi une quantité de faits tirés de l'histoire universelle. La comparaison avec Darwin, si courante dans la littérature marxiste, ne fait que confirmer cette idée. En quoi consiste toute l'œuvre de Darwin ? En quelques idées générales, intimement liées entre elles et couronnant tout un Mont-Blanc de faits concrets. Où donc est l'œuvre correspondante de Marx ? Elle n'existe pas. Et cette lacune n'est pas propre seulement à Marx, mais encore à toute la littérature marxiste, pourtant très abondante et largement répandue. »

Cette tirade est tout à fait caractéristique en ce sens qu'elle montre combien le *Capital* et Marx sont peu compris du public. Ecrasés par la rigueur démonstrative de l'exposé, les gens font la révérence à Marx, le comblent d'éloges et, en même temps, laissent complètement échapper l'essentiel de sa doctrine ; comme si de rien n'était, ils reprennent les vieux refrains de la « sociologie subjective ». On ne peut s'empêcher de rappeler à ce propos l'épigraphe très juste adoptée par Kautsky pour son livre sur la doctrine économique de Marx :

> Wer wird nicht einen Klopstock loben ?
> Doch wird ihn jeder lesen ? Nein.
> Wir wollen weniger erhoben,
> Und fleissiger gelesen sein ! *

* Qui ne louerait pas un Klopstock ? Mais chacun le lira-t-il ? Non. Qu'on nous fasse moins d'éloges, mais qu'on nous lise avec plus d'assiduité ! (Lessing). (*N.R.*)

Voilà qui s'applique ici on ne peut mieux ! M. Mikhaïlovski devrait louer Marx un peu moins et le lire avec plus d'assiduité, ou réfléchir davantage, plus sérieusement, à ce qu'il lit.

« Dans le *Capital*, Marx nous a donné un modèle de synthèse où la force logique s'allie à l'érudition », dit M. Mikhaïlovski. Dans cette phrase, M. Mikhaïlovski nous a donné un modèle de synthèse unissant une formule brillante à l'absence de contenu, a noté un marxiste. Et cette remarque est tout à fait juste. En effet, comment s'est manifestée cette force logique de Marx ? Quels ont été ses résultats ? On pourrait croire, en lisant la tirade de M. Mikhaïlovski, que toute cette force était concentrée sur des « théories économiques » au sens le plus étroit du mot, et rien de plus. Et, pour faire ressortir encore plus fortement les limites étroites du terrain sur lequel Marx développait sa force logique, M. Mikhaïlovski insiste sur les « moindres détails », sur l'« étude méticuleuse », sur les « théoriciens totalement inconnus », etc. On garde l'impression que Marx n'aurait rien apporté d'essentiellement nouveau et qui vaille la peine d'être noté dans la construction de ces théories, qu'il aurait laissé les limites de la science économique telles qu'elles étaient chez les anciens économistes, sans les élargir, sans apporter une conception « toute nouvelle » de cette science elle-même. Or, tous ceux qui ont lu le *Capital* savent que cela est faux d'un bout à l'autre. A ce propos, on ne peut s'empêcher de rappeler ce que M. Mikhaïlovski écrivait de Marx il y a 16 ans dans sa polémique avec cet auteur platement bourgeois qu'est M. I. Joukovski [22]. Les temps étaient-ils autres ou les sentiments plus vifs ? En tout cas, le ton et le contenu des articles de M. Mikhaïlovski étaient absolument différents.

« Le but final de cet ouvrage est de montrer la loi de l'évolution (dans l'original : *Das oekonomische Bewegungsgesetz* — la loi économique du mouvement) de la société moderne », dit K. Marx de son *Capital*, et il se conforme strictement à ce programme. » C'est ainsi que parlait M. Mikhaïlovski en 1877. Examinons de plus près ce programme strictement observé, comme le critique le reconnaît lui-même. Il consiste à « montrer la loi économique de l'évolution de la société moderne ».

Cette formule même pose certains problèmes. Pourquoi Marx parle-t-il de la société « moderne », alors que tous les économistes qui l'ont précédé parlaient de la société en général ? Dans quel sens emploie-t-il le mot « moderne », en vertu de quels critères met-il à part cette société moderne ? Et, plus loin, que veut dire : la loi économique du mouvement de la société ? Nous sommes accoutumés à entendre dire aux économistes — et c'est là, entre autres, une des idées préférées des publicistes et économistes du milieu auquel appartient le *Rousskoïé Bogatstvo* — que seule la production des valeurs est soumise uniquement à des lois économiques, cependant que la répartition, à les en croire, dépend de la politique, de la nature de l'influence qu'exerceront sur la société les pouvoirs publics, les intellectuels, etc. En quel sens alors Marx parle-t-il de la loi économique du mouvement de la société, qu'il appelle ailleurs une loi de la nature (*Naturgesetz*) ? Comment comprendre cela lorsque tant de sociologues de chez nous ont noirci des monceaux de papier pour dire que les phénomènes sociaux sont distincts des phénomènes relevant de l'histoire naturelle, et qu'en conséquence une « méthode subjective en sociologie » absolument distincte doit être appliquée à l'analyse des premiers ?

Toutes ces questions se posent ; c'est une chose naturelle et nécessaire, et il est évident que seuls de parfaits ignorants peuvent les éluder en parlant du *Capital*. Pour éclairer ces questions, citons d'abord un autre passage de la préface au *Capital*, quelques lignes plus bas :

« Mon point de vue, dit Marx, est que le développement de la formation économique de la société est assimilable à la marche de la nature et à son histoire [23]. »

Un simple rapprochement de ces deux passages de la préface suffit pour montrer que là précisément est l'idée essentielle du *Capital*, et qu'elle est développée, comme nous venons de l'entendre, avec beaucoup d'esprit de suite et une rare force logique. A ce propos, notons d'abord deux choses : Marx ne parle que d'une seule « formation économique de la société », la formation capitaliste, c'est-à-dire qu'il dit n'avoir analysé la loi de l'évolution que de cette formation seule, et d'aucune autre. C'est là un premier point. En second lieu, notons les méthodes qu'emploie

Marx pour élaborer ses déductions : ces méthodes consistent, comme vient de nous le faire entendre M. Mikhaïlovski, dans une « étude méticuleuse des faits correspondants ».

Passons maintenant à l'analyse de cette idée essentielle du *Capital*, que notre philosophe subjectif a si habilement essayé d'éluder. En quoi consiste la notion de formation économique de la société et dans quel sens le développement de cette formation peut-il et doit-il être considéré comme un processus d'histoire naturelle ? Telles sont les questions qui se posent à nous aujourd'hui. J'ai déjà montré que, du point de vue des vieux économistes et sociologues (pas vieux pour la Russie), la notion de formation économique de la société est tout à fait superflue : ils parlent de société en général, ils discutent avec Spencer et consorts sur la nature de la société en général, le but et l'essence de la société en général, etc. Dans leurs raisonnements, ces sociologues subjectifs s'appuient sur des arguments comme ceux-ci : le but de la société est de procurer des avantages à tous ses membres ; en conséquence, l'équité demande telle ou telle organisation, et tout système qui ne correspond pas à cette organisation idéale (« la sociologie doit partir d'une certaine utopie » : ces paroles d'un des auteurs de la méthode subjective, M. Mikhaïlovski, caractérisent à merveille la nature de leurs procédés) est anormal et doit être supprimé. « La tâche essentielle de la sociologie, déclare par exemple M. Mikhaïlovski, est de déterminer les conditions sociales dans lesquelles tel ou tel besoin de la nature humaine reçoit satisfaction. » Comme vous le voyez, ce sociologue s'intéresse uniquement à une société conforme à la nature humaine, et nullement à l'on ne sait quelles formations sociales qui, de plus, pourraient être fondées sur un phénomène ne correspondant pas à la « nature humaine », comme l'asservissement de la majorité par la minorité. Vous voyez également que, du point de vue de ce sociologue, il ne peut être question de considérer le développement de la société comme un processus d'histoire naturelle. (Ainsi raisonne ce même M. Mikhaïlovski : « Après avoir reconnu qu'une chose est désirable ou indésirable, le sociologue doit trouver les conditions dans lesquelles le désirable peut être réalisé ou l'indésirable supprimé » — « les conditions de la réalisation de tels ou tels

idéals ».) Bien plus : il ne saurait même être question de développement, mais uniquement de diverses déviations par rapport au « désirable », de « vices » qui ont pu surgir dans l'histoire, du fait... du fait que les hommes ont manqué d'intelligence, n'ont pas su bien comprendre les exigences de la nature humaine, n'ont pas su découvrir les conditions nécessaires à la réalisation d'un ordre de choses raisonnable. Il est évident que l'idée fondamentale de Marx — le développement des formations économiques de la société est un processus d'histoire naturelle — sape à la racine cette morale puérile qui prétend au titre de sociologie. Comment Marx en est-il arrivé à cette idée fondamentale ? En étudiant à part, parmi les diverses sphères de la vie sociale, la sphère économique ; en étudiant à part, parmi tous les rapports sociaux, les *rapports de production*, considérés comme fondamentaux, primordiaux, et déterminant tous les autres rapports. Marx lui-même a décrit de la manière suivante le cours de son raisonnement sur ce problème :

« Le premier travail que j'entrepris pour résoudre les doutes qui m'assaillaient fut une revision critique de la *Philosophie du droit* de Hegel. Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques — ainsi que les formes de l'Etat — ne peuvent être compris ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielles dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII^e^ siècle, comprend l'ensemble sous le nom de « société civile », et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'économie politique... Le résultat final auquel j'arrivai [par l'étude de celle-ci]... peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés... *rapports de production* qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne les

processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement de la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on étudie de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel — qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse — des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversements sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production... A grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique [24]. »

Cette idée du matérialisme en sociologie était déjà par elle-même une idée géniale. Naturellement, ce n'était *encore* qu'une hypothèse, mais une hypothèse qui, pour la première fois, permettait d'aborder les problèmes historiques et sociaux d'un point de vue strictement scientifique. Incapables jusque-là de s'abaisser jusqu'à la connaissance de rapports aussi simples et primordiaux que le sont les rapports de production, les sociologues procédaient directement à l'analyse et à l'étude des formes politiques et juridiques. Ils se heurtaient au fait que ces formes surgissent de telles ou telles idées de l'humanité, à une époque donnée, — et ils n'allaient pas au-delà. Ainsi, les rapports sociaux au-

raient été établis par les hommes consciemment. Mais cette déduction, qui a trouvé son expression accomplie dans l'idée du *Contrat social* (dont les traces sont très visibles dans tous les systèmes du socialisme utopique), était en contradiction complète avec toutes les observations historiques. Jamais, pas plus dans le passé qu'aujourd'hui, les membres de la société ne se sont représenté l'ensemble des rapports sociaux au milieu desquels ils vivaient, comme un tout bien défini, inspiré d'un principe fondamental ; au contraire, la masse s'adapte inconsciemment à ces rapports, et elle est si loin de les concevoir comme des rapports sociaux historiques particuliers que, par exemple, l'explication des rapports d'échange, qui présidèrent à la vie des hommes pendant des siècles, n'a été donnée que ces tout derniers temps. Le matérialisme a supprimé cette contradiction en poussant l'analyse plus à fond, jusqu'à l'origine même des idées sociales de l'homme ; et sa conclusion, selon laquelle le cours des idées dépend du cours des choses, est seule compatible avec la psychologie scientifique. Cette hypothèse a, d'un autre point de vue encore, élevé pour la première fois la sociologie au rang d'une science. Jusqu'ici, les sociologues avaient peine à distinguer, dans le réseau complexe des phénomènes sociaux, ceux qui étaient importants et ceux qui ne l'étaient pas (c'est là la racine du subjectivisme en sociologie) ; ils ne pouvaient fonder cette distinction sur un critère objectif. Le matérialisme a fourni un critère parfaitement objectif en dégageant les *rapports de production* comme structure de la société, et en offrant la possibilité d'appliquer à ces rapports le critère scientifique général de la répétition, que les subjectivistes jugeaient inapplicable à la sociologie. Tant qu'ils s'en tenaient aux rapports sociaux idéologiques (c'est-à-dire à des rapports qui, avant de se former, passent par la conscience* des hommes), ils ne pouvaient découvrir la répétition et la régularité dans les phénomènes sociaux des différents pays, et leur science n'était, dans le meilleur des cas, qu'une description de ces phénomènes, qu'une accumulation de matériaux bruts. L'analyse des rapports sociaux

* Bien entendu, il ne s'agit toujours là que des rapports *sociaux* et pas des autres.

matériels (c'est-à-dire de ceux qui se forment sans passer par la conscience des hommes : en échangeant des produits, les hommes entrent dans des rapports de production, sans même se rendre compte qu'il s'agit là de rapports de production sociaux), — l'analyse, donc, des rapports sociaux matériels permit aussitôt de constater la répétition et la régularité, et de généraliser les systèmes des divers pays pour arriver à une seule conception fondamentale, celle de *formation sociale*. Seule cette généralisation a permis de passer de la description des phénomènes sociaux (et de leur appréciation d'un point de vue idéal) à leur analyse strictement scientifique, qui met en évidence, par exemple, ce qui distingue un pays capitaliste d'un autre et étudie ce qui leur est commun à tous.

En troisième lieu, enfin, une autre raison pour laquelle cette hypothèse a, pour la première fois, rendu possible une sociologie *scientifique*, c'est qu'en ramenant les rapports sociaux aux rapports de production et ces derniers au niveau des forces productives, on a découvert la seule base solide permettant d'étudier le développement des formations sociales comme un processus d'histoire naturelle. Et il va de soi que, si l'on ne se place pas à ce point de vue, il ne saurait être question d'une science de la société. (Les subjectivistes, par exemple, tout en admettant que les phénomènes historiques se conforment à des lois, étaient pourtant incapables de considérer leur évolution comme un processus d'histoire naturelle, et cela précisément parce qu'ils s'arrêtaient aux idées et aux buts sociaux de l'homme, sans savoir ramener ces idées et ces buts aux rapports sociaux matériels.)

Mais voici que Marx, qui avait émis cette hypothèse après 1840, s'attache à l'étude concrète (*nota bene*) des faits. Il prend une formation économique de la société — le système de l'économie marchande — et, sur la base d'une quantité prodigieuse de matériaux (qu'il a étudiés pendant au moins vingt-cinq ans), fournit une analyse minutieuse des lois qui régissent le fonctionnement de cette formation et son développement. Cette analyse s'en tient uniquement aux rapports de production entre les membres de la société : sans jamais recourir, dans ses explications, à des facteurs situés en dehors des rapports de pro-

duction. Marx permet de voir comment se développe l'organisation marchande de l'économie sociale ; comment elle se transforme en économie capitaliste et crée des classes antagonistes (cette fois dans le cadre des rapports de production) : la bourgeoisie et le prolétariat ; comment elle développe la productivité du travail social et introduit par là un élément qui entre en contradiction irréductible avec les principes mêmes de cette organisation capitaliste.

Tel est le *squelette* du *Capital*. Mais le principal, c'est que Marx ne se contente pas de ce squelette, qu'il ne s'en tient pas à la seule « théorie économique » au sens ordinaire du mot ; que, tout *en expliquant* la structure et le développement de la formation sociale considérée *exclusivement* par les rapports de production, il a néanmoins, partout et toujours, analysé les superstructures correspondant à ces rapports de production, et revêtu le squelette de chair et de sang. Le succès considérable du *Capital* provient justement de ce que ce livre de l'« économiste allemand » a révélé au lecteur toute la formation sociale capitaliste comme une chose vivante, avec les faits de la vie courante, avec les manifestations sociales concrètes de l'antagonisme des classes inhérent aux rapports de production, avec la superstructure politique bourgeoise qui protège la domination de la classe des capitalistes, avec les idées bourgeoises de liberté, d'égalité, etc., avec les rapports de famille bourgeois. On comprend maintenant que la comparaison avec Darwin est tout à fait exacte : le *Capital* n'est autre chose que « quelques idées générales, intimement liées entre elles et couronnant tout un Mont-Blanc de faits concrets ». Et si, en lisant le *Capital*, le lecteur n'a pas su dégager ces idées générales, ce n'est pas la faute de Marx qui, même dans la préface, nous l'avons vu, attire l'attention sur elles. Bien plus, une telle comparaison n'est pas seulement juste extérieurement (aspect qui, on ne sait trop pourquoi, intéresse particulièrement M. Mikhaïlovski), mais aussi intérieurement. De même que Darwin a mis fin à la conception selon laquelle les espèces d'animaux et de plantes étaient sans lien entre elles, accidentelles, « créées par Dieu » et immuables, et qu'il fut le premier à fonder la biologie sur une base strictement scientifique en établissant la variabilité et la continuité des espèces, de même Marx a mis fin

à la conception selon laquelle la société était un agrégat mécanique d'individus qui subit toutes sortes de changements au gré des autorités (ou, ce qui revient au même, au gré de la société et du gouvernement), qui naît et se transforme par l'effet du hasard. Il fut le premier à fonder la sociologie sur une base scientifique en analysant la notion de formation économique de la société comme un ensemble de rapports de production donnés, et en établissant que le développement de ces formations est un processus d'histoire naturelle.

Aujourd'hui — depuis la parution du *Capital* — la conception matérialiste de l'histoire n'est plus une hypothèse, mais une doctrine scientifiquement démontrée. Et tant que nous n'aurons pas une autre tentative d'expliquer scientifiquement le fonctionnement et l'évolution d'une formation sociale, précisément, et non des us et coutumes d'un pays ou d'un peuple, ou même d'une classe, etc. — une autre tentative qui, tout comme le matérialisme, serait capable de mettre de l'ordre dans les « faits correspondants », de tracer un tableau vivant d'une formation en en donnant une explication strictement scientifique, — la conception matérialiste de l'histoire sera synonyme de science de la société. Le matérialisme n'est pas « par excellence une conception scientifique de l'histoire », comme le croit M. Mikhaïlovski, mais c'en est la seule conception scientifique.

Et maintenant, pouvez-vous imaginer chose plus plaisante : il s'est trouvé des gens qui, après avoir lu le *Capital*, ont trouvé le moyen de ne pas y découvrir le matérialisme ! Où est-il ? interroge M. Mikhaïlovski avec un embarras sincère.

Il a lu le *Manifeste communiste* et n'a pas remarqué que l'explication qu'on y donne des systèmes modernes — juridiques, politiques, familiaux, religieux, philosophiques — est une explication matérialiste ; que même la critique des théories socialistes et communistes cherche et trouve leurs racines dans tels ou tels rapports de production.

Il a lu la *Misère de la philosophie* et n'a pas remarqué que la sociologie de Proudhon y est analysée d'un point de vue matérialiste ; que, pour critiquer la solution proposée par Proudhon de divers problèmes historiques, on y prend

pour base les principes du matérialisme, et que les indications de l'auteur lui-même, quant aux sources où il faut puiser pour trouver la solution de ces problèmes, se réfèrent toutes aux rapports de production.

Il a lu le *Capital* et n'a pas remarqué qu'il avait devant lui un modèle d'analyse scientifique d'une formation sociale — la plus complexe — suivant la méthode matérialiste, modèle incontesté et que personne n'a surpassé. Et le voilà à méditer et à creuser ce problème profond : « Dans quel ouvrage Marx a-t-il exposé sa conception matérialiste de l'histoire ? »

Quiconque connaît Marx lui répondrait par cette autre question : dans quel ouvrage Marx n'a-t-il pas exposé sa conception matérialiste de l'histoire ? Mais M. Mikhaïlovski ne sera sans doute informé des recherches matérialistes de Marx que lorsqu'elles seront classées avec la cote voulue dans quelque ouvrage d'histoire de la philosophie d'un quelconque Karéïev, sous la rubrique « Matérialisme économique ».

Mais le plus curieux de tout, c'est que M. Mikhaïlovski accuse Marx de n'avoir pas « analysé (*sic !*) toutes les théories connues du processus historique ». Voilà qui est tout à fait plaisant. En quoi consistaient les neuf dixièmes de ces théories ? En des constructions purement *a priori*, dogmatiques, abstraites, telles que : qu'est-ce que la société ? qu'est-ce que le progrès ? etc. (Je prends à dessein des exemples chers à l'esprit et au cœur de M. Mikhaïlovski.) Mais ces théories ne valent déjà rien du fait même de leur existence ; elles ne valent rien de par leurs méthodes fondamentales, de par leur caractère entièrement et désespérément métaphysique. Car commencer par se demander ce qu'est la société et ce qu'est le progrès, c'est commencer par la fin. Où prendrez-vous la notion de société et de progrès en général, si vous n'avez pas encore étudié une seule formation sociale en particulier, si vous n'avez même pas su établir cette notion, si vous n'avez même pas su entreprendre une étude sérieuse des faits, une analyse objective des rapports sociaux, quels qu'ils soient ? C'est là le trait le plus évident de la métaphysique, par laquelle toute science a commencé : tant que l'on n'a pas été capable d'aborder l'étude des faits, on a toujours inventé *a priori*

des théories générales, qui sont toujours restées stériles. Incapable qu'il était encore d'analyser concrètement les processus chimiques, le chimiste métaphysicien inventait une théorie sur cette force qu'était l'affinité chimique. Le biologiste métaphysicien dissertait sur la vie et la force vitale. Le psychologue métaphysicien raisonnait sur l'âme. Là, le procédé lui-même était absurde. On ne saurait raisonner sur l'âme sans avoir expliqué, en particulier, les processus psychiques : ici, le progrès doit consister précisément à rejeter les théories générales et les constructions philosophiques sur la nature de l'âme humaine et à savoir placer sur un terrain scientifique l'étude des faits caractérisant les divers processus psychiques. Aussi bien, l'accusation de M. Mikhaïlovski rappelle-t-elle le psychologue métaphysicien qui, après s'être livré toute sa vie à des « recherches » sur la nature de l'âme humaine (sans savoir expliquer le moindre phénomène psychique, même le plus simple), s'aviserait d'accuser un psychologue scientifique de n'avoir pas examiné toutes les théories connues sur l'âme humaine. Ce psychologue scientifique a rejeté, lui, les théories philosophiques sur l'âme et s'est mis à étudier directement le substratum matériel des phénomènes psychiques — les processus nerveux — et a donné, disons, l'analyse et l'explication de tel ou tel processus psychique. Et notre psychologue métaphysicien de lire et de louer cet ouvrage : il reconnaît que la description des processus et l'étude des faits y sont bonnes, mais il n'est pas satisfait. Permettez, s'écrie-t-il, en entendant parler autour de lui de la façon toute nouvelle dont ce savant conçoit la psychologie, de la méthode spéciale de psychologie scientifique, permettez, s'échauffe le philosophe, dans quel écrit cette méthode est-elle donc exposée ? Cet ouvrage-ci ne contient « que des faits ». On n'y trouve pas la moindre allusion à l'analyse de « toutes les théories philosophiques connues sur l'âme ». Cet ouvrage ne répond pas du tout à nos préoccupations !

De même, le *Capital* n'est évidemment pas un ouvrage répondant aux préoccupations du sociologue métaphysicien, qui ne remarque pas la stérilité des raisonnements *a priori* concernant la société et ne comprend pas que de telles méthodes, au lieu d'étudier et d'expliquer, ne font que

substituer frauduleusement à la notion de société les idées bourgeoises d'un mercanti anglais ou les idéaux socialistes petits-bourgeois d'un démocrate russe, et rien de plus. Et c'est pourquoi toutes ces théories philosophico-historiques, sitôt apparues, ont crevé comme des bulles de savon ; elles étaient tout au plus une manifestation des idées sociales et des rapports sociaux de leur temps, et ne pouvaient faire avancer d'un iota la *compréhension* par l'homme de rapports sociaux même particuliers, pour peu qu'ils fussent réels (et non « conformes à la nature humaine »). Le pas de géant réalisé par Marx dans ce domaine a consisté précisément à rejeter tous ces raisonnements sur la société et le progrès en général, pour donner une analyse *scientifique* d'*une* société et d'*un* progrès, à savoir : la société et le progrès capitalistes. Et M. Mikhaïlovski l'accuse d'avoir commencé par le commencement et non par la fin, par l'analyse des faits et non par les conclusions finales, par l'étude de rapports sociaux particuliers historiquement définis et non par des théories générales sur la nature de ces rapports sociaux en général. Et il interroge : « Où est donc l'ouvrage ? » O très sage sociologue subjectif ! !

Si notre philosophe subjectif s'était contenté d'exprimer son embarras sur la question de savoir dans quel ouvrage le matérialisme se trouve démontré, il n'y aurait encore que demi-mal. Mais bien qu'il n'ait trouvé nulle part ni une justification, ni même un exposé de la conception matérialiste de l'histoire (ou peut-être justement parce qu'il ne les a pas trouvés), il commence à attribuer à cette doctrine des prétentions qu'elle n'a jamais eues. Il cite un passage de Blos, d'après lequel Marx a proclamé une *conception* toute nouvelle de l'histoire, et, sans se gêner le moins du monde, il déclare ensuite que cette théorie prétend « avoir expliqué à l'humanité son passé », avoir expliqué « tout (*sic ! ! ?*) le passé de l'humanité », etc. Mais tout cela est archifaux ! La théorie en question ne prétend expliquer que l'organisation capitaliste de la société, et celle-là seulement. Si l'application du matérialisme à l'analyse et à l'explication d'une seule formation sociale a donné de si brillants résultats, il est tout à fait naturel que le matérialisme en histoire dépasse le stade de l'hypothèse et devienne une théorie scientifiquement vérifiée ; il est tout

à fait naturel que la nécessité d'une telle méthode s'étende également aux autres formations sociales, même si elles n'ont pas été soumises à une étude spéciale des faits et à une analyse détaillée, de même que l'idée du transformisme, qui a été prouvée pour un nombre suffisant de faits, s'étend à tout le domaine de la biologie, bien qu'il n'ait pas encore été possible d'établir exactement la transformation de certaines espèces d'animaux et de plantes. Et, de même que le transformisme ne prétend pas du tout expliquer « toute » l'histoire de la formation des espèces, mais simplement fonder sur un terrain scientifique les méthodes utilisées pour cette explication, de même le matérialisme en histoire n'a jamais eu la prétention de tout expliquer, mais simplement d'indiquer la « seule méthode scientifique », pour employer l'expression de Marx (*Capital*), permettant d'expliquer l'histoire [25]. On peut juger par là combien spirituelles, sérieuses et décentes sont les méthodes de polémique employées par M. Mikhaïlovski, lorsque tout d'abord il falsifie Marx en attribuant au matérialisme en histoire l'absurde prétention de vouloir « tout expliquer », d'avoir trouvé « la clé de toutes les serrures historiques » (prétention que Marx a, bien entendu, réfutée aussitôt et sous une forme très virulente, dans sa « Lettre » [26] sur les articles de Mikhaïlovski) ; puis il pérore sur les prétentions que lui-même a inventées, et enfin, reproduisant fidèlement les pensées d'Engels, — fidèlement parce que, cette fois, il en donne une citation et non une paraphrase, à savoir que l'économie politique telle que l'entendent les matérialistes « reste à créer » ; que « ce que nous possédons de science économique jusqu'ici se limite » à l'histoire de la société capitaliste [27], — il conclut que « ces formules restreignent sensiblement le champ d'action du matérialisme économique » ! De quelle naïveté infinie ou de quelle infinie présomption faut-il être affligé pour croire que de tels subterfuges peuvent passer inaperçus ! D'abord falsifier Marx, ensuite pérorer sur ses propres mensonges, puis reproduire fidèlement certaines pensées, et enfin avoir le cynisme de déclarer qu'elles restreignent le champ d'action du matérialisme économique !

De quelle nature et de quelle qualité est ce jeu de M. Mikhaïlovski, c'est ce que montre l'exemple suivant : « Marx

ne les démontre nulle part », — il s'agit des fondements de la théorie du matérialisme économique, — déclare M. Mikhaïlovski. « Il est vrai que Marx entreprit avec Engels un ouvrage d'un caractère philosophico-historique et historico-philosophique, qui fut même écrit (1845-1846), mais jamais publié [28]. Engels dit : « La première partie de cet ouvrage consiste en un exposé de la conception matérialiste de l'histoire, qui prouve seulement combien nos connaissances d'alors en histoire économique étaient encore incomplètes. » Ainsi, conclut M. Mikhaïlovski, les principes fondamentaux du « socialisme scientifique » et de la théorie du matérialisme économique ont été découverts, puis exposés dans le *Manifeste communiste* à un moment où, selon l'aveu même d'un des auteurs, leurs connaissances étaient encore insuffisantes pour une telle entreprise. »

Charmante critique, n'est-il pas vrai ? Engels dit que leurs connaissances en « histoire » économique étaient encore insuffisantes, et que c'est pour cette raison qu'ils n'ont pas publié leur ouvrage d'un caractère historico-philosophique « général ». Selon l'interprétation de M. Mikhaïlovski, leurs connaissances étaient encore insuffisantes « pour une telle entreprise », autrement dit pour l'élaboration des « points fondamentaux du socialisme scientifique», c'est-à-dire pour une critique scientifique du régime *bourgeois*, déjà exposée dans le *Manifeste*. De deux choses l'une : ou bien M. Mikhaïlovski est incapable de saisir la différence entre une tentative d'embrasser toute la philosophie de l'histoire et un essai d'expliquer scientifiquement le régime bourgeois ; ou bien il pense que Marx et Engels ne possédaient pas suffisamment de connaissances pour critiquer l'économie politique. Et, dans ce cas, il est vraiment cruel de sa part de ne pas nous faire connaître les raisons de cette insuffisance, ni ses propres amendements et additions. La décision prise par Marx et Engels de ne pas publier d'ouvrage sur la philosophie de l'histoire et de concentrer tous leurs efforts sur l'analyse scientifique d'une seule formation sociale témoigne simplement d'un très haut degré de probité scientifique. La décision prise par M. Mikhaïlovski de jouer sur la petite addition de son cru selon laquelle Marx et Engels auraient exposé leurs vues en reconnaissant eux-mêmes que leurs connaissances étaient insuffisantes pour les éla-

borer, relève simplement de procédés polémiques qui ne dénotent chez leur auteur ni intelligence ni sentiment de la décence.

Autre exemple : « Engels, l'*alter ego* de Marx, a fait davantage pour justifier le matérialisme économique comme théorie de l'histoire », dit M. Mikhaïlovski. « Il a écrit un ouvrage historique spécial : *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat à la lumière* (im Anschluss) *des travaux de Morgan*. Cet *Anschluss* est vraiment remarquable. Le livre de l'Américain Morgan [29] a paru bien des années après que Marx et Engels eurent formulé les principes du matérialisme économique, et tout à fait indépendamment de ce dernier. » Ainsi donc, prétend-il, « les matérialistes économiques se sont joints » à ce livre et, comme il n'existait pas de lutte des classes dans les temps préhistoriques, ils auraient apporté un « amendement » à la formule de la conception matérialiste de l'histoire, à savoir qu'à côté de la production des valeurs matérielles, le facteur déterminant serait la production de l'homme lui-même, c'est-à-dire la procréation, qui a joué un rôle primordial aux premiers âges, lorsque la productivité du travail était encore très peu développée.

« C'est le grand mérite de Morgan, dit Engels, ... d'avoir trouvé, dans les groupes consanguins des Indiens de l'Amérique du Nord, la clé des principales énigmes, jusqu'alors insolubles, de l'histoire grecque, romaine et germanique la plus reculée [30]. »

« Ainsi, proclame à ce propos M. Mikhaïlovski, on a découvert et formulé à la fin des années 40 une conception de l'histoire absolument nouvelle, matérialiste et vraiment scientifique, et qui a fait pour la science historique ce que la théorie de Darwin a fait pour les sciences naturelles modernes. » Mais cette conception, répète M. Mikhaïlovski, n'a jamais été scientifiquement prouvée. « Non seulement elle n'a pas été prouvée dans le domaine si vaste et si complexe des faits concrets (le *Capital* « n'est pas » un ouvrage répondant à nos préoccupations : on n'y trouve que des faits et des recherches méticuleuses), mais elle n'a pas été suffisamment établie ne serait-ce que par la critique et l'élimination des autres systèmes philosophico-historiques. » Le livre d'Engels *Herrn E. Dührings Umwälzung der Wissen-*

*schaft** n'offre « que de spirituelles tentatives faites en passant », aussi M. Mikhaïlovski juge-t-il possible d'éluder complètement le grand nombre de questions essentielles traitées dans cet ouvrage, bien que ces « spirituelles tentatives » montrent avec beaucoup d'esprit le vide des sociologies qui « commencent par des utopies » ; bien que cet ouvrage contienne une critique détaillée de cette « théorie de la violence » d'après laquelle les systèmes politico-juridiques déterminent les systèmes économiques, et que MM. les publicistes du *Rousskoïé Bogatstvo* professent avec tant de ferveur. A la vérité, il est bien plus facile de jeter à propos d'une œuvre quelques phrases qui ne veulent rien dire que d'analyser sérieusement un seul des problèmes qui y trouvent une solution matérialiste ; de plus, cela ne comporte aucun danger, car la censure ne permettra sans doute jamais de publier la traduction de ce livre, et M. Mikhaïlovski peut le qualifier de spirituel sans courir aucun risque pour sa philosophie subjective.

Plus caractéristique encore et plus édifiant (pour servir d'illustration à cet aphorisme suivant lequel le langage a été donné à l'homme afin de dissimuler ses pensées ou de prêter au vide la forme de la pensée) est son jugement sur le *Capital* de Marx. « On trouve dans le *Capital* de brillantes pages d'histoire, *m a i s* (voilà un « mais » bien remarquable ! Ce n'est pas un simple « mais », c'est ce fameux « *mais*** » qui, traduit en clair, veut dire : « on ne saute pas plus haut qu'on n'a la tête »), en raison même de l'objet du livre, elles ne concernent qu'une période historique bien déterminée ; loin d'affirmer les principes fondamentaux du matérialisme économique, elles abordent simplement l'aspect économique d'un certain groupe de phénomènes historiques. » Autrement dit, le *Capital* — dont l'unique objet est d'étudier précisément la société capitaliste — comporte une analyse matérialiste de cette société et de ses superstructures, « *m a i s* » M. Mikhaïlovski préfère négliger cette analyse : il ne s'agit ici, voyez-vous, que d'« une seule » période, cependant que M. Mikhaïlovski entend, lui, embrasser toutes les périodes, et les embrasser de façon à ne parler d'aucune d'elles en

* *M. E. Dühring bouleverse la science* (*Anti-Dühring*). (*N.R.*)
** En français dans le texte. (*N.R.*)

particulier. Il va de soi que, pour atteindre ce but — c'est-à-dire pour embrasser toutes les périodes sans au fond en toucher une seule —, il n'y a qu'une seule voie : celle des lieux communs et des phrases « brillantes », mais creuses. Et nul ne pourra rivaliser avec M. Mikhaïlovski dans l'art de s'en tirer avec des phrases. Ainsi, d'après lui, il ne vaudrait pas la peine de s'arrêter (séparément) aux recherches de Marx quant au fond, pour la raison que Marx, « loin d'affirmer les principes fondamentaux du matérialisme économique, aborde simplement l'aspect économique d'un certain groupe de phénomènes historiques ». Quelle profondeur de pensée ! « Il n'affirme pas », mais « aborde simplement » ! Comme il est simple, en vérité, d'escamoter toute question par une phrase! Si Marx, par exemple, montre à plusieurs reprises comment les rapports des producteurs de marchandises forment la base de l'égalité civile, du libre contrat et autres fondements de l'Etat juridique, qu'est-ce à dire ? Affirme-t-il par là le matérialisme ou l'aborde-t-il « simplement » ? Avec la modestie qui lui est propre, notre philosophe s'abstient de répondre sur le fond et passe directement aux conclusions à partir de ses « spirituelles tentatives » de parler brillamment pour ne rien dire.

« Il n'est pas étonnant, déclare-t-il dans cette conclusion, que, quarante ans après la proclamation de cette théorie qui prétendait expliquer l'histoire mondiale, l'histoire ancienne des Grecs, des Romains et des Germains soit demeurée une énigme ; la clé de cette énigme a été fournie, en premier lieu, par un homme absolument étranger à la théorie du matérialisme économique et qui en ignorait tout, et, en second lieu, à l'aide d'un facteur non économique. Le terme « production de l'homme lui-même », c'est-à-dire la procréation, laisse une impression plutôt amusante : Engels s'en saisit afin de conserver au moins un lien lexicologique avec la formule essentielle du matérialisme économique. Force lui est cependant de reconnaître que, durant de nombreux siècles, la vie de l'humanité n'a pas obéi à cette formule. » En vérité, c'est votre polémique, M. Mikhaïlovski, qui n'a rien d'« étonnant » ! La théorie consistait en ceci : pour « éclairer » l'histoire, il faut en chercher les bases non dans les rapports idéologiques, mais dans les rapports matériels de la société. Le manque de faits concrets n'a pas

permis d'appliquer cette méthode à l'analyse de certains phénomènes fort importants de l'histoire ancienne de l'Europe, par exemple de l'organisation gentilice, qui, pour cette raison même, est restée une énigme*. Et voilà que les riches documents recueillis en Amérique par Morgan lui permettent d'analyser la nature de l'organisation gentilice, et il en conclut que son explication doit être cherchée dans les rapports matériels, et non dans les rapports idéologiques (juridiques ou religieux, par exemple). Ce fait est évidemment une confirmation brillante de la méthode matérialiste, et rien de plus. Et lorsque M. Mikhaïlovski *reproche* à cette doctrine, premièrement, que la clé d'énigmes historiques particulièrement difficiles ait été trouvée par un homme « absolument étranger » à la théorie du matérialisme économique, on ne peut que s'étonner de l'incapacité où sont les gens de démêler ce qui parle en leur faveur et ce qui les contredit d'une façon flagrante. Deuxièmement, raisonne notre philosophe, la procréation n'est pas un facteur économique. Mais où avez-vous été chercher, dans les œuvres de Marx ou d'Engels, qu'ils parlaient nécessairement d'un matérialisme économique ? Définissant leur conception du monde, ils l'appelaient simplement matérialisme. Leur idée fondamentale (exprimée avec une précision absolue dans le passage de Marx, cité plus haut, pour nous borner à cet exemple) était que les rapports sociaux se divisent en rapports matériels et rapports idéologiques. Ces derniers ne sont qu'une superstructure érigée sur les premiers qui s'établissent en dehors de la volonté et de la conscience de l'individu, comme un résultat de l'activité déployée par l'homme pour assurer son existence. L'explication des formes politico-juridiques, dit Marx dans le passage, doit être recherchée dans les « rapports matériels de la vie ». M. Mikhaïlovski croirait-il par hasard que les rapports de procréation s'identifient avec les rapports idéologiques ? Les explications fournies à ce sujet par M. Mikhaïlovski sont si caractéristiques qu'il vaut la peine de s'y arrêter. « Nous

* Là encore, M. Mikhaïlovski ne manque pas l'occasion de faire le pitre : Comment est-ce possible ? Une conception scientifique de l'histoire pour laquelle l'histoire ancienne demeure une énigme ! N'importe quel manuel vous apprendra, M. Mikhaïlovski, que l'organisation gentilice est un des problèmes les plus difficiles, dont l'explication a fait surgir de multiples théories.

aurons beau nous ingénier, dit-il, à établir un lien, même lexicologique, entre la procréation et le matérialisme économique, elle aura beau s'entrecroiser dans le réseau complexe des phénomènes de la vie sociale avec d'autres phénomènes, les phénomènes économiques y compris, elle n'en possède pas moins ses racines propres, physiologiques et psychiques. (Nous croyez-vous nés d'hier, M. Mikhaïlovski, pour nous expliquer que la procréation a des racines physiologiques ! ? A qui voulez-vous en faire accroire ?) Et cela nous rappelle que les théoriciens du matérialisme économique sont en contradiction non seulement avec l'histoire, mais aussi avec la psychologie. Il est hors de doute que les relations de clan ont perdu leur importance dans l'histoire des pays civilisés ; mais on ne saurait guère affirmer la chose avec la même certitude pour les relations sexuelles et familiales proprement dites. Elles ont subi, bien entendu, des changements considérables sous la pression de la vie de plus en plus complexe en général ; toutefois, en usant d'une certaine habileté dialectique, on pourrait démontrer que non seulement les rapports juridiques, mais aussi les rapports économiques eux-mêmes constituent une superstructure érigée sur les relations sexuelles et familiales. Nous ne nous arrêterons pas là-dessus ; néanmoins, nous indiquerons par exemple l'institution de l'héritage. »

Notre philosophe a enfin réussi à sortir des phrases creuses* pour passer aux faits concrets, qui peuvent être vérifiés et ne permettent pas d'en « faire accroire » aussi facilement sur le fond de la question. Voyons donc comment notre critique de Marx démontre que l'institution de l'héritage est une superstructure érigée sur les relations sexuelles et familiales. « Ce sont les produits de la production économique, raisonne M. Mikhaïlovski (« les produits de la production économique » ! ! Comme c'est intelligent ! Comme cela sonne bien et quelle élégance de style !), qui sont transmis par l'héritage, et l'institution de l'héritage elle-même

* Peut-on en effet appeler autrement un procédé qui consiste à reprocher aux matérialistes de s'être mis en contradiction avec l'histoire, sans essayer au préalable d'examiner *littéralement une seule* des nombreuses explications matérialistes fournies par les matérialistes sur les divers problèmes historiques ? ou à dire que telle chose pourrait être démontrée, mais qu'on ne s'arrêtera pas là-dessus ?

est conditionnée dans une certaine mesure par le fait de la concurrence économique. Mais, en premier lieu, les valeurs non matérielles sont également transmises par héritage ; ce qui s'exprime par le soin que l'on apporte à éduquer les enfants dans l'esprit de leurs pères. » Ainsi, l'éducation des enfants fait partie de l'institution de l'héritage ! Par exemple, conformément à un article du Code civil russe, les « parents doivent s'efforcer de former par l'éducation domestique leurs mœurs (c'est-à-dire les mœurs des enfants) et d'aider à la réalisation des vues du gouvernement ». Est-ce bien cela que notre philosophe entend par l'institution de l'héritage ? « En second lieu, même si l'on s'en tient exclusivement à la sphère économique, si l'institution de l'héritage est inconcevable sans les produits de la production transmis par héritage, elle est tout aussi inconcevable sans les produits de la « procréation », — sans eux et sans cet état psychique complexe et passionné qui leur est directement rattaché. » (Voyez un peu ce style : un état psychique complexe « rattaché » aux produits de la procréation ! Mais c'est délicieux !) Ainsi, l'institution de l'héritage est une superstructure qui s'élève au-dessus des relations familiales et sexuelles, l'héritage étant inconcevable sans la procréation ! Mais c'est une véritable découverte de l'Amérique ! Jusqu'à présent, l'on croyait que la procréation pouvait tout aussi peu expliquer l'institution de l'héritage que la nécessité de prendre de la nourriture peut expliquer l'institution de la propriété. Jusqu'à présent, l'on croyait généralement que si, par exemple, en Russie, à l'époque du système des fiefs [31], la terre ne pouvait être transmise par héritage (n'étant considérée que comme une propriété conditionnelle), l'explication de ce fait doit être cherchée dans les particularités de l'organisation sociale de ce temps. M. Mikhaïlovski croit sans doute que cela tient simplement au fait que l'état psychique se rattachant aux produits de la procréation du propriétaire terrien d'alors n'était pas suffisamment complexe.

Grattez un peu l'« ami du peuple », pourrions-nous dire en paraphrasant un apophtegme connu, et vous verrez apparaître le bourgeois. Car enfin, quel autre sens peuvent avoir les développements de M. Mikhaïlovski sur la liaison entre l'institution de l'héritage et l'éducation des enfants, le psychisme de la procréation, etc., sinon celui que l'ins-

titution de l'héritage est aussi éternelle, nécessaire et sacrée que l'éducation des enfants ! Il est vrai que M. Mikhaïlovski a tenté de se ménager une porte de sortie en déclarant que « l'institution de l'héritage est jusqu'à un certain point conditionnée par le fait de la concurrence économique ». Mais cela n'est rien d'autre qu'une tentative d'éluder la question sans y faire une réponse nette, et de plus une tentative accomplie avec des armes dérisoires. Comment pourrions-nous tenir compte de cette remarque, quand on ne nous précise aucunement jusqu'à « quel point » l'héritage dépend de la concurrence, quand on ne nous explique aucunement à quoi tient exactement cette liaison entre la concurrence et l'institution de l'héritage. En réalité, l'institution de l'héritage implique déjà la propriété privée, et cette dernière ne surgit qu'avec l'apparition de l'échange. Elle est fondée sur la spécialisation naissante du travail social et l'aliénation des produits sur le marché. Aussi longtemps que, par exemple, tous les membres de la communauté indienne primitive ont fabriqué en commun tous les produits dont ils avaient besoin, la propriété privée a été impossible. Mais, dès que la division du travail fit son apparition dans la communauté et que chacun de ses membres commença à produire séparément un produit donné pour le vendre au marché, cette séparation matérielle des producteurs de marchandises trouva son expression dans l'institution de la propriété privée. La propriété privée et l'héritage sont tous deux des catégories d'un ordre social où des familles séparées, à effectif peu nombreux (monogames), se sont déjà formées et où l'échange a commencé à se développer. L'exemple de M. Mikhaïlovski prouve juste le contraire de ce qu'il voulait prouver.

On trouve encore chez M. Mikhaïlovski une autre indication de fait, encore une perle en son genre ! « En ce qui concerne les relations de clan, dit-il en continuant à corriger le matérialisme, elles se sont estompées dans l'histoire des peuples civilisés, en partie sous l'influence des formes de production (autre subterfuge, encore plus évident. Quelles formes de production précisément ? Phrase vide de sens !), mais en partie aussi elles se sont dissoutes en se continuant et se généralisant pour former les liens nationaux. » Ainsi, les liens nationaux sont la continuation et la généralisation

des relations de clan ! M. Mikhaïlovski emprunte évidemment ses idées sur l'histoire de la société à ces contes pour enfants que l'on enseigne aux collégiens. L'histoire de la société, d'après ces lieux communs, consiste en ce que d'abord il y eut la famille, cette cellule de toute société* — puis la famille se serait agrandie pour devenir une tribu, et la tribu un Etat. Si M. Mikhaïlovski répète gravement ces puérilités, cela montre simplement qu'outre tout le reste, il n'a pas même la moindre idée de la marche de l'histoire russe, par exemple. Si l'on pouvait parler de clans dans l'ancienne Russie, il ne fait pas de doute que déjà au moyen âge, à l'époque des tsars de Moscovie, ces relations de clan n'existaient plus, c'est-à-dire que l'Etat se fondait sur des associations territoriales, et non gentilices : grands propriétaires fonciers et monastères acceptaient les paysans venus de différentes localités, et les communautés ainsi formées étaient des associations purement territoriales. Cependant, on pouvait à peine parler de liens nationaux au sens propre du mot à cette époque : l'Etat était divisé en « territoires » distincts, souvent même en principautés qui conservaient des traces vivantes de leur ancienne autonomie, des particularités administratives, parfois leurs propres troupes (les boyards locaux partaient en guerre à la tête de leurs propres régiments), des frontières douanières particulières, etc. Seule la période moderne de l'histoire russe (depuis le XVII[e] siècle à peu près) est marquée par la fusion effective de tous ces territoires, régions et principautés, en un tout. Cette fusion n'est pas due, très honorable M. Mikhaïlovski, à des relations de clan ni même à leur continuation et à leur généralisation ; elle est due à l'accroissement des échanges entre régions, au développement graduel des échanges de marchandises et à la concentration des petits marchés locaux en un seul marché de toute la Russie. Comme les dirigeants et les maîtres de ce processus étaient les gros marchands capitalistes, la création de ces liens nationaux n'était rien d'autre que la création de liens bourgeois. Par ses deux indications de

* Idée purement bourgeoise : les familles disséminées et petites ne sont devenues prédominantes que sous le régime bourgeois ; elles faisaient complètement défaut aux temps préhistoriques. Rien n'est plus caractéristique pour un bourgeois que l'attribution des traits du régime actuel à tous les temps et à tous les peuples.

fait, M. Mikhaïlovski n'a fait que donner le bâton pour se faire battre et ne nous a fourni que des exemples de banalités bourgeoises : *banalités*, parce qu'il expliquait l'institution de l'héritage par la procréation et son psychisme, et la nationalité par les relations de clan ; *bourgeoises*, parce qu'il considérait les catégories et les superstructures d'une formation sociale historiquement déterminée (fondée sur l'échange) comme des catégories aussi générales et éternelles que l'éducation des enfants et les liens sexuels « proprement dits ».

Chose caractéristique au plus haut point : dès que notre philosophe subjectif tente de passer de la phraséologie à des références fondées sur des données concrètes, il s'étale de tout son long dans une flaque malodorante. Et il a l'air de se sentir particulièrement à l'aise dans cette position pas très propre : commodément installé, il fait le beau, répandant tout autour de lui des éclaboussures de boue. Voulant, par exemple, réfuter cette thèse que l'histoire est une suite d'épisodes de la lutte des classes, il déclare d'un air profond que c'est là un « cas extrême », et dit : « La fondation par Marx de l'Association Internationale des Travailleurs [32], organisée pour mener la lutte de classes, n'a pas empêché les ouvriers français et allemands de s'entr'égorger et de se piller les uns les autres », ce qui prouve, dit-il, que le matérialisme n'a pas pu venir à bout « du démon de l'amour-propre national et de la haine nationale ». Une telle affirmation révèle de la part du critique une incompréhension absolue du fait que les intérêts très réels de la bourgeoisie commerciale et industrielle constituent la base principale de cette haine, et que parler du sentiment national comme d'un facteur indépendant, c'est escamoter le fond de la question. D'ailleurs, nous avons déjà vu quelle idée profonde a notre philosophe du fait national. M. Mikhaïlovski ne peut considérer l'Internationale qu'avec une ironie à la Bourénine [33] : « Marx est à la tête de l'Association Internationale des Travailleurs, qui s'est disloquée, il est vrai, mais qui doit renaître. » Bien sûr, si l'on voit le *nec plus ultra* de la solidarité internationale dans le système du « juste » échange, comme le chroniqueur de politique intérieure l'explique interminablement dans le n° 2 du *Rousskoïé Bogatstvo* avec une platitude de philistin, et si l'on ne comprend pas que l'échange, juste ou injuste,

suppose et implique toujours la domination de la bourgeoisie, et que si l'on ne détruit pas l'organisation économique fondée sur l'échange, il est impossible de mettre un terme aux conflits internationaux, il est compréhensible qu'on ne puisse faire autrement que de persifler l'Internationale. Il est compréhensible, dans ces conditions, que M. Mikhaïlovski ne puisse arriver à assimiler cette simple vérité que le seul moyen de combattre la haine nationale consiste à organiser et à unir la classe des opprimés pour la lutte contre la classe des oppresseurs dans chaque pays pris à part, et à rassembler ces organisations ouvrières nationales en une seule armée ouvrière internationale pour la lutte contre le capital international. Quant à cette affirmation que l'Internationale n'a pas empêché les ouvriers de s'entr'égorger, il suffit de rappeler à M. Mikhaïlovski les événements de la Commune, qui ont révélé l'attitude véritable du prolétariat organisé envers les classes dirigeantes qui menaient la guerre.

Le plus révoltant, dans toute cette polémique de M. Mikhaïlovski, ce sont ses procédés. S'il n'est pas satisfait de la tactique de l'Internationale, s'il ne partage pas les idées au nom desquelles les ouvriers européens s'organisent, qu'il les critique au moins d'une façon franche et directe, qu'il expose ses propres idées sur une tactique plus rationnelle, et des vues plus justes. Car enfin, on ne trouve chez lui aucune objection claire et précise : ce ne sont que railleries absurdes répandues çà et là au milieu d'un débordement de phrases. Peut-on appeler cela autrement que de la boue ? Surtout si l'on considère que la défense des idées et de la tactique de l'Internationale n'est pas permise légalement en Russie. M. Mikhaïlovski use des mêmes procédés quand il polémise avec les marxistes russes : sans se donner la peine d'énoncer honnêtement et exactement telles ou telles de leurs thèses, afin de les soumettre à une critique directe et précise, il préfère se cramponner aux fragments d'argumentation marxiste parvenus à son oreille, et les dénaturer. Jugez-en vous-mêmes : « Marx était trop intelligent et trop érudit pour croire que c'était lui qui avait découvert l'idée de la nécessité et de la logique historiques des phénomènes sociaux... Aux degrés inférieurs (de l'échelle marxiste*) on l'ignore (que

* Notons, à propos de ce terme dénué de sens, que M. Mikhaïlovski met à part Marx (trop intelligent et trop érudit... pour que notre

« l'idée de la nécessité historique n'est pas une nouveauté inventée ou découverte par Marx, mais une vérité établie de longue date ») ou en tout cas l'on n'a qu'une vague idée des trésors d'intelligence et d'énergie dépensés depuis des siècles pour établir cette vérité. »

On comprend que de telles assertions puissent produire de l'effet sur un public qui entend parler du marxisme pour la première fois, et vis-à-vis duquel le critique peut atteindre aisément son but : dénaturer, pérorer et « vaincre » (c'est ainsi, dit-on, que les collaborateurs du *Rousskoïé Bogatstvo* parlent des articles de M. Mikhaïlovski). Quiconque connaît tant soit peu Marx verra aussitôt ce qu'il y a de faux et d'inconsistant dans ces procédés. On peut ne pas être d'accord avec Marx, mais on ne saurait nier qu'il a formulé avec la plus grande précision des conceptions qui constituaient *un fait nouveau* par rapport à celles des socialistes qui l'ont précédé. Le fait nouveau consistait en ceci : les socialistes d'autrefois croyaient qu'il leur suffisait, pour appuyer leurs conceptions, de montrer l'oppression des masses sous le régime existant, de montrer la supériorité d'un système où chacun recevrait ce qu'il a lui-même produit, de montrer que ce système idéal était conforme à la « nature humaine », à la conception d'une vie raisonnable et morale, etc. Marx estimait impossible de se contenter d'un tel socialisme. Il ne s'est pas borné à caractériser le régime existant, à le juger, à le condamner ; il en a donné une définition scientifique, en établissant que ce régime, qui varie selon les pays, en Europe ou ailleurs, possède une base commune : la formation sociale capitaliste, dont il soumit les lois de fonctionnement et de développement à une analyse objective (il a montré la *nécessité* de l'exploitation sous ce régime). Il ne pouvait davantage se contenter de cette affirmation que seul le régime socialiste est conforme à la nature humaine, comme le déclaraient les grands socialistes utopistes

critique puisse faire une critique franche et directe de l'une ou l'autre de ses thèses) ; ensuite, il place Engels (« esprit moins créateur »), puis des hommes plus ou moins indépendants, tel Kautsky, — et enfin les autres marxistes. Voyons, que peut-il y avoir de sérieux dans cette classification ? Si le critique n'est pas satisfait des vulgarisateurs de Marx, qu'est-ce qui l'empêche de les corriger d'après Marx ? Il s'en garde bien. Il voulait évidemment faire de l'esprit, mais le résultat a été une platitude.

et leurs pitoyables épigones, les sociologues subjectifs. Par cette même analyse *objective* du régime capitaliste, il a prouvé la *nécessité* de sa transformation en régime socialiste. (Nous reviendrons sur la question de savoir comment il a procédé exactement pour le prouver et comment M. Mikhaïlovski a tenté de le réfuter.) Là est la source de cette référence à la nécessité, que l'on rencontre souvent chez les marxistes. La déformation apportée dans la question par M. Mikhaïlovski est évidente : il a laissé de côté tout le contenu réel de la théorie, toute son essence, et a présenté les choses comme si toute la théorie se réduisait au seul mot de « nécessité » (« il ne suffit pas de l'invoquer toute seule dans les questions pratiques complexes »), comme si la *preuve* de cette théorie résidait dans les exigences de la nécessité historique. En d'autres termes, n'ayant rien dit du contenu de la doctrine, il s'est attaché uniquement à son étiquette, et le voilà qui recommence à pérorer sur ce « banal cercle vicieux », auquel il s'est lui-même efforcé de réduire la doctrine de Marx. Nous n'allons pas, bien entendu, le suivre dans ses pitreries, parce que nous voilà suffisamment fixés là-dessus. Laissons-le faire ses contorsions pour l'amusement et la joie de M. Bourénine (qui n'a pas flatté par hasard M. Mikhaïlovski dans le *Novoïé Vrémia* [34]) ; laissons-le, après une révérence à Marx, japper sournoisement contre lui : « sa polémique contre les utopistes et les idéalistes est de toute façon unilatérale », c'est-à-dire sans même parler de la façon dont les marxistes reprennent ses arguments. Nous ne pouvons appeler ces algarades que des jappements, car elles n'apportent absolument *aucune* objection concrète, définie et vérifiable contre cette polémique ; de sorte que, malgré tout le plaisir que nous aurions à discuter sur ce thème — cette controverse étant, selon nous, d'une extrême importance pour la solution des problèmes socialistes russes —, il nous est vraiment impossible de répondre à ces jappements et nous ne pouvons que hausser les épaules en disant :

Le carlin doit être vraiment fort pour aboyer après un éléphant![35]

Le raisonnement que tient ensuite M. Mikhaïlovski sur la nécessité historique n'est pas sans intérêt ; il nous révèle — en partie, il est vrai — le bagage idéologique réel de

« notre sociologue bien connu » (titre dont M. Mikhaïlovski jouit à l'égal de M. V. V. parmi les représentants libéraux de notre « société cultivée »). Il parle d'un « conflit entre l'idée de la nécessité historique et l'importance de l'activité individuelle » : les hommes publics se trompent, qui croient être une force agissante, car on les « fait agir », et ils ne sont que « des marionnettes mues par les lois immanentes et mystérieuses de la nécessité historique ». Telle est, dit-il, la conclusion découlant de cette idée qu'il qualifie, pour cela, de « stérile » et de « diffuse ». Tous les lecteurs ne comprendront peut-être pas d'où M. Mikhaïlovski a tiré ces absurdités, ces marionnettes, etc. La vérité, c'est que l'un des chevaux de bataille préférés de notre philosophe subjectif est l'idée du conflit entre le déterminisme et la morale, entre la nécessité historique et le rôle de l'individu. Il a noirci là-dessus des monceaux de papier, laissant échapper quantité de sottises sentimentales et petites-bourgeoises pour résoudre ce conflit en faveur de la morale et du rôle de l'individu. Il n'y a là en réalité aucun conflit : celui-ci a été inventé par M. Mikhaïlovski qui craint (non sans raison) que le déterminisme ne vienne priver de base cette morale petite-bourgeoise qui lui est si chère. L'idée de déterminisme, qui établit la nécessité des actes humains et rejette la fable absurde du libre arbitre, n'abolit nullement ni la raison, ni la conscience de l'homme, ni l'appréciation de ses actes. Bien au contraire : seul le point de vue déterministe permet de porter un jugement rigoureux, au lieu de tout rejeter sur le libre arbitre. De même, l'idée de nécessité historique n'infirme en rien le rôle de la personnalité dans l'histoire : l'histoire tout entière est précisément formée d'actions de personnalités, qui sont sans nul doute des forces agissantes. La vraie question qui se pose lorsqu'on juge l'activité publique d'un individu est celle-ci : quelles conditions peuvent assurer le succès de cette activité ? où est la garantie que cette activité ne restera pas un acte isolé, noyé dans un océan d'actes contraires ? Là aussi se pose une question à laquelle les social-démocrates répondent autrement que les autres socialistes russes : comment l'activité visant à réaliser le régime socialiste doit-elle entraîner les masses pour pouvoir donner des résultats tangibles ? Il est évident que la réponse à cette question dépend directement de la conception que

l'on a du groupement des forces sociales en Russie, de la lutte des classes, tous éléments dont se compose la réalité russe. Là encore, M. Mikhaïlovski n'a fait que tourner autour de la question, sans même essayer de la poser avec précision et de la résoudre de quelque manière que ce soit. La solution social-démocrate du problème part, comme on le sait, de ce point de vue que le système économique russe est une société bourgeoise ; que, pour en sortir, il n'y a qu'une issue, la seule qui découle nécessairement de la nature même du régime bourgeois, à savoir : la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Il est évident qu'une critique sérieuse aurait dû être dirigée ou bien contre cette opinion que notre régime est un régime bourgeois, ou bien contre la façon de concevoir la nature de ce régime et les lois de son développement. Mais M. Mikhaïlovski ne songe nullement à discuter de questions sérieuses. Il préfère s'en tirer avec des phrases creuses comme celle-ci : la nécessité est une parenthèse trop générale, etc. Evidemment, M. Mikhaïlovski, toute idée sera une parenthèse trop générale si vous commencez par en vider le contenu, comme on ferait d'un hareng saur, pour ensuite vous amuser avec la peau ! Cette peau qui recouvre les problèmes vraiment sérieux, d'actualité brûlante, est le sujet favori de M. Mikhaïlovski. Et c'est avec une fierté toute particulière qu'il souligne, par exemple, que « le matérialisme économique méconnaît ou éclaire faussement le problème des héros et de la foule ». Voyez-vous, la question de savoir comment est formée l'actualité russe — de la lutte de quelles classes et sur quelle base — est sans doute trop générale pour M. Mikhaïlovski ; aussi la passe-t-il sous silence. En revanche, la question de savoir quels rapports existent entre les héros et la foule — peu importe qu'il s'agisse d'une foule d'ouvriers, de paysans, de fabricants ou de gros propriétaires fonciers —, cette question l'intéresse au plus haut point. Ces questions sont peut-être « intéressantes », mais reprocher aux matérialistes d'orienter tous leurs efforts vers la solution de problèmes concernant directement la libération de la classe laborieuse, c'est se montrer amateur de science philistine, et rien de plus. Pour terminer sa « critique » (?) du matérialisme, M. Mikhaïlovski nous offre encore une tentative de fausser les faits, encore un subterfuge. Après avoir émis des doutes sur la justesse de l'opinion d'Engels

selon laquelle les économistes professionnels [36] avaient passé le *Capital* sous silence (doutes qu'il appuie par cet étrange argument qu'en Allemagne les universités sont nombreuses !), M. Mikhaïlovski dit : « Marx n'avait aucunement en vue de cercle précis de lecteurs (les ouvriers), il attendait quelque chose aussi des hommes de science. » C'est absolument faux : Marx comprenait parfaitement combien l'on pouvait peu compter sur l'impartialité et la critique scientifique des représentants bourgeois de la science, et, dans la postface à la deuxième édition du *Capital*, il s'exprime sur ce point d'une façon très nette. Voici ce qu'il dit : « L'accueil intelligent que *Das Kapital* a rapidement trouvé dans de vastes milieux de la classe ouvrière allemande a été la meilleure récompense de mon travail. Une personne qui, dans le domaine économique, représente le point de vue bourgeois, M. Mayer, industriel viennois, a fort bien démontré, dans une brochure publiée pendant la guerre franco-allemande, que le puissant esprit théorique (*der grosse theoretische Sinn*), qui passait pour être le patrimoine allemand, a disparu complètement chez les classes soi-disant cultivées d'Allemagne, pour revivre par contre dans sa classe ouvrière [37]. »

Le subterfuge concerne cette fois encore le matérialisme et est tout à fait dans le goût du premier échantillon. « La théorie (du matérialisme) n'a jamais été scientifiquement fondée et vérifiée. » Voilà la thèse. Et voici la démonstration : « Certaines bonnes pages d'un contenu historique que l'on rencontre chez Engels, Kautsky et quelques autres (comme aussi dans l'ouvrage très apprécié de Blos) pourraient se passer de l'étiquette du matérialisme économique, car (notez ce « car ») en fait (*sic !*), on y considère la vie sociale dans son ensemble, même si la note économique domine dans cet accord. » Conclusion... : « dans la science, le matérialisme économique ne s'est pas justifié. »

On connaît ça ! Pour prouver l'inconsistance d'une théorie, M. Mikhaïlovski la dénature d'abord, en lui attribuant l'intention absurde de ne pas considérer la vie sociale dans son ensemble, alors que tout au contraire les matérialistes (les marxistes) ont été les premiers socialistes qui envisagèrent la nécessité d'analyser tous les aspects de la vie socia-

le, et pas simplement son aspect économique*. Puis il constate qu'« en fait », les matérialistes ont « bien » expliqué la vie sociale dans son ensemble par l'économie (chose qui visiblement confond l'auteur) ; finalement, il en arrive à la conclusion que le matérialisme « ne s'est pas justifié ». En revanche, vos subterfuges, M. Mikhaïlovski, se sont pleinement justifiés !

C'est là tout ce que M. Mikhaïlovski avance pour « réfuter » le matérialisme. Il n'y a là, je le répète, aucune critique ; ce n'est qu'un bavardage vain et prétentieux. Demandez à n'importe qui : quelles sont les objections élevées par M. Mikhaïlovski contre cette opinion que les rapports de production sont à la base de tous les autres ? Avec quel argument a-t-il réfuté la justesse de la notion — élaborée par Marx à l'aide de la méthode matérialiste — de formation sociale et du développement des formations sociales selon un processus d'histoire naturelle ? Comment a-t-il prouvé que l'explication matérialiste de divers problèmes historiques — ne serait-ce celle fournie par les écrivains qu'il a nommés — est fausse ? La réponse ne pourra être que celle-ci : il n'a apporté aucune objection, n'a rien réfuté, n'a relevé aucune inexactitude. Il n'a fait que tourner autour du

---

* Cela s'est tout à fait clairement manifesté dans le *Capital* et dans la tactique des social-démocrates, si on les compare aux anciens socialistes. Marx exigeait expressément que l'on ne s'en tînt pas au seul aspect économique. Esquissant le programme d'une revue dont on projetait la publication, Marx écrivait à Ruge, en 1843 : « Le principe socialiste, pris dans son ensemble, n'est également qu'un seul aspect... Nous devons aussi nous préoccuper de l'autre aspect, de l'existence théorique de l'homme ; par conséquent, faire de la religion, de la science, etc., l'objet de notre critique... De même que la *religion* est le sommaire des combats théoriques de l'humanité, l'*Etat politique* est aussi le sommaire de ses combats pratiques. Ainsi, l'Etat politique exprime dans les limites de sa forme *sub specie rei publicae* (sous l'angle politique) tous les combats, besoins et intérêts sociaux. Aussi, faire un objet de critique d'une question politique très spéciale, comme par exemple la différence entre le système des castes et le système représentatif, n'est nullement descendre de la *hauteur des principes* *). Car cette question exprime en langage *politique* la différence entre la domination de l'homme et la domination de la propriété privée. Donc, non seulement le critique peut, mais il doit toucher à ces questions politiques (qu'un socialiste invétéré considère comme indignes de retenir son attention) [38]. »

*) En français dans le texte. (*N. R.*)

sujet, en cherchant à escamoter le fond de la question par des phrases, par des échappatoires futiles inventées pour la circonstance.

Il est difficile d'attendre quelque chose de sérieux d'un tel critique, lorsqu'il continue dans le n° 2 du *Rousskoïé Bogatstvo* à réfuter le marxisme. La seule différence est que sa faculté d'inventer des subterfuges s'est épuisée, et qu'il recourt à des subterfuges d'emprunt.

Pour commencer, il pérore sur la « complexité » de la vie sociale : il n'est pas jusqu'au galvanisme qui ne soit rattaché au matérialisme économique, puisque les expériences de Galvani « ont fait impression » sur Hegel. Comme c'est spirituel ! On pourrait tout aussi bien établir des affinités entre M. Mikhaïlovski et l'empereur de Chine ! Que peut-on en déduire, sinon que certaines gens trouvent du plaisir à dire des sottises ? !

« Le développement historique, dans son essence, continue M. Mikhaïlovski, est en général insaisissable ; il n'a pas été saisi non plus par la doctrine du matérialisme économique, encore que celle-ci repose, visiblement, sur deux piliers : sur la découverte de l'importance déterminante des formes de la production et de l'échange, et sur le caractère absolu du processus dialectique. »

Ainsi, les matérialistes s'appuient sur le « caractère absolu » du processus dialectique ! Autrement dit, ils fondent leurs théories sociologiques sur les triades de Hegel. Nous voyons revenir ici l'accusation rebattue selon laquelle le marxisme accepterait la dialectique hégélienne, accusation qui, semble-t-il, a été suffisamment ressassée par les critiques bourgeois de Marx. Incapables d'apporter quelque objection sur le fond même de la doctrine, ces messieurs se sont accrochés aux formulations de Marx ; ils se sont attaqués à l'origine de la théorie, pensant en miner ainsi le fond. Et M. Mikhaïlovski ne se gêne pas pour user de ces procédés. Un chapitre de l'*Anti-Dühring* d'Engels lui a servi de prétexte. Répondant à Dühring qui avait attaqué la dialectique de Marx, Engels dit que Marx n'a jamais songé à « prouver » quoi que ce soit par les triades hégéliennes ; qu'il n'a fait qu'étudier et analyser le processus réel ; que, pour Marx, le seul critère d'une théorie était sa conformité avec la réalité. Et s'il est arrivé parfois que

le développement d'un phénomène social se soit accordé avec le schéma de Hegel : thèse, négation, négation de la négation, il n'y a là rien d'étonnant puisque, d'une façon générale, la chose n'est pas rare dans la nature. Et Engels de citer des exemples empruntés à l'histoire naturelle (développement d'un grain de blé) et au domaine social, dans le genre de ceux-ci : il y a eu d'abord le communisme primitif, puis la propriété privée, et ensuite la socialisation capitaliste du travail ; ou bien : d'abord le matérialisme primitif, puis l'idéalisme, et enfin le matérialisme scientifique, etc. Il est évident pour tous que le centre de gravité dans l'argumentation d'Engels, c'est que les matérialistes doivent exposer avec exactitude et précision le véritable processus historique ; que l'insistance sur la dialectique, le choix des exemples prouvant l'exactitude de la triade, ne sont que des vestiges de l'hégélianisme d'où est sorti le socialisme scientifique, des vestiges de sa façon de s'exprimer. En effet, une fois qu'on a déclaré catégoriquement que « prouver » une chose à l'aide de triades est absurde et que personne n'y a jamais songé, quelle signification peuvent avoir des exemples de processus « dialectiques » ? N'est-il pas évident que c'est là une allusion à l'origine de la doctrine, et rien de plus ? M. Mikhaïlovski s'en rend compte lui-même lorsqu'il dit qu'on ne doit pas blâmer une théorie pour son origine. Mais, pour voir dans les développements d'Engels quelque chose de plus que l'origine de la théorie, il aurait évidemment fallu prouver que les matérialistes avaient résolu au moins un seul *problème* historique, non sur la base des faits correspondants, mais au moyen des triades. M. Mikhaïlovski a-t-il essayé de le prouver ? Pas le moins du monde. Au contraire, il a été lui-même obligé de reconnaître que « Marx a tellement rempli de faits concrets le schéma dialectique vide qu'on peut séparer ce dernier du contenu comme on enlève le couvercle d'un récipient, sans que rien soit changé » (nous parlerons plus loin de l'exception que fait ici M. Mikhaïlovski, en ce qui concerne l'avenir). S'il en est ainsi, pourquoi M. Mikhaïlovski s'occupe-t-il avec tant de zèle de ce couvercle qui ne change rien ? Pourquoi prétend-il que les matérialistes « s'appuient » sur le caractère irrécusable du processus dialectique ? Pourquoi, s'il lutte contre ce couvercle, déclare-t-il lutter contre un des

« piliers » du socialisme scientifique, alors que c'est là une contrevérité manifeste ?

Bien entendu, je n'irai pas examiner la façon dont M. Mikhaïlovski analyse les exemples de triades, car, je le répète, cela n'a rien à voir avec le matérialisme scientifique, pas plus qu'avec le marxisme russe. Mais il est intéressant tout de même de savoir quelles raisons avait M. Mikhaïlovski de dénaturer ainsi l'attitude des marxistes envers la dialectique ? Il en avait deux : premièrement, M. Mikhaïlovski a entendu un son de voix, sans distinguer le ton de voix ; deuxièmement, M. Mikhaïlovski a commis une nouvelle falsification (ou plutôt il l'a empruntée à Dühring).

Ad 1. En lisant les écrits marxistes, M. Mikhaïlovski s'est constamment heurté à la « méthode dialectique » dans la science sociale, à la « pensée dialectique », toujours dans la sphère des problèmes sociaux (la seule dont il soit question), etc. Dans la simplicité de son cœur (si encore ce n'était que de la simplicité), il s'est imaginé que cette méthode consistait à résoudre tous les problèmes sociologiques suivant les lois de la triade hégélienne. S'il avait accordé un petit peu plus d'attention à la chose, il se serait à coup sûr convaincu de l'absurdité de cette idée. Ce que Marx et Engels appelaient la méthode dialectique — par opposition à la méthode métaphysique — n'est ni plus ni moins que la méthode scientifique en sociologie, qui considère la société comme un organisme vivant, en perpétuel développement (et non comme quelque chose de mécaniquement assemblé et permettant ainsi toutes sortes de combinaisons arbitraires des divers éléments sociaux), un organisme dont l'étude requiert une analyse objective des rapports de production constituant une formation sociale donnée, et une étude des lois de son fonctionnement et de son développement. Nous tâcherons plus loin d'illustrer le rapport entre la méthode dialectique et la méthode métaphysique (qui englobe sans nul doute la méthode subjective en sociologie), à l'aide d'exemples tirés des propres développements de M. Mikhaïlovski. Notons pour le moment que quiconque lira la définition et la description de la méthode dialectique soit chez Engels (dans sa polémique contre Dühring : *Socialisme utopique et socialisme scientifique*), soit chez Marx (diverses an-

notations au *Capital* et la « Postface » de la deuxième édition ; la *Misère de la philosophie*) [39] verra qu'il n'y est point question des triades de Hegel, et que tout y revient à considérer l'évolution sociale comme processus d'histoire naturelle du développement des formations économiques sociales. Comme preuve, je citerai *in extenso* la description de la méthode dialectique donnée dans le *Vestnik Évropy*, année 1872, n° 5 (notice : « Le point de vue de la critique de l'économie politique chez K. Marx » [40]), et que Marx cite dans la « Postface » de la deuxième édition du *Capital*. Marx y dit que la méthode qu'il a employée dans le *Capital* a été mal comprise. « Les critiques allemands ont crié naturellement à la sophistique hégélienne. » Et, afin d'illustrer plus clairement sa méthode, Marx en reproduit l'exposé fait dans la notice mentionnée. Une seule chose préoccupe Marx, y est-il dit : trouver la loi des phénomènes qu'il étudie... Ce qui lui importe, par-dessus tout, c'est la loi de leur changement, de leur développement, c'est-à-dire la loi de leur passage d'une forme à l'autre, de tels rapports sociaux à tels autres. Ainsi donc, Marx ne s'inquiète que d'une chose : démontrer par une recherche rigoureusement scientifique la nécessité de rapports sociaux déterminés, et vérifier dans toute la mesure du possible les faits qui lui ont servi de point de départ et de point d'appui. Pour cela il suffit amplement qu'il démontre, en même temps que la nécessité de l'organisation actuelle, la nécessité d'une autre organisation qui doit inévitablement sortir de la première, — que l'humanité y croie ou non, qu'elle en ait ou non conscience. Marx envisage le mouvement social comme un enchaînement naturel de phénomènes historiques, enchaînement soumis à des lois qui, non seulement sont indépendantes de la volonté, de la conscience et des desseins de l'homme, mais qui, au contraire, déterminent sa volonté, sa conscience et ses desseins. (Avis à MM. les subjectivistes, qui dissocient l'évolution sociale de l'évolution de l'histoire naturelle, précisément parce que l'homme s'assigne des « buts » conscients et s'inspire d'idéaux définis.) Si l'élément conscient joue un rôle aussi secondaire dans l'histoire de la civilisation, il va de soi que la critique, dont l'objet est la civilisation même, ne peut avoir pour base aucune forme de la conscience ni aucun fait de la conscience. Ce n'est pas

l'idée, mais seulement le phénomène extérieur, objectif qui peut lui servir de point de départ. La critique se borne à comparer, à confronter un fait, non avec l'idée, mais avec un autre fait ; seulement elle exige que les deux faits aient été observés aussi exactement que possible, et qu'ils constituent à l'égard l'un de l'autre deux phases de développement différentes ; par-dessus tout, elle exige que la série des phénomènes, l'ordre dans lequel ils apparaissent comme phases d'évolution successives, soient étudiés avec non moins de rigueur. Marx conteste que les lois économiques soient toujours les mêmes, qu'elles s'appliquent au passé comme au présent. Au contraire, chaque période historique, selon lui, a ses propres lois. La vie économique présente dans son développement historique les mêmes phénomènes que l'on rencontre en d'autres branches de la biologie. Les vieux économistes se trompaient sur la nature des lois économiques, lorsqu'ils les comparaient aux lois de la physique et de la chimie. Une analyse plus approfondie des phénomènes a montré que les organismes sociaux se distinguent autant les uns des autres que les organismes animaux et végétaux. En se plaçant à ce point de vue pour étudier l'économie capitaliste, Marx ne fait que formuler d'une façon rigoureusement scientifique la tâche imposée à toute étude exacte de la vie économique. La valeur scientifique particulière d'une telle étude, c'est de mettre en lumière les lois (historiques) particulières qui régissent la naissance, la vie, la croissance et la mort d'un organisme social donné, et son remplacement par un autre supérieur.

Telle est la description de la méthode dialectique que Marx a retenue parmi la foule de notices sur le *Capital* publiées dans les journaux et revues, et qu'il a traduite en allemand parce que cette caractéristique de la méthode est, comme il le dit lui-même, parfaitement juste. La question se pose : fait-on dans ce texte la moindre allusion aux triades, aux trichotomies, au caractère absolu du processus dialectique et autres absurdités contre lesquelles M. Mikhaïlovski part en guerre tel un brave chevalier ? Après cette description, Marx déclare nettement que sa méthode est « l'exact opposé » de la méthode de Hegel. Pour Hegel, le mouvement de l'idée, conformément aux lois dialectiques de la triade, est le démiurge de la réalité. C'est seulement de

ce point de vue, évidemment, que l'on peut parler du rôle des triades et du caractère absolu du processus dialectique. Pour moi, c'est le contraire, dit Marx : « le mouvement de la pensée n'est que la réflexion du mouvement réel. » Ainsi donc, tout se réduit à une « conception positive des choses existantes et de leur développement nécessaire » : il ne reste aux triades que le rôle d'exposition formelle (« j'allais même jusqu'à me trouver parfois en coquetterie avec la manière particulière de s'exprimer de Hegel », déclare Marx dans cette même postface), auquel seuls des philistins peuvent s'intéresser. On se demande maintenant : comment devons-nous juger un homme qui, désireux de critiquer un des « piliers » du matérialisme scientifique, c'est-à-dire la dialectique, s'est mis à parler de tout ce qui lui passait par la tête, même des grenouilles et de Napoléon, mais n'a rien dit de ce qu'est la dialectique, ni de la question de savoir si le développement de la société est vraiment un processus d'histoire naturelle, si la conception matérialiste qui considère les formations économiques de la société comme des organismes sociaux particuliers est juste, si les méthodes d'analyse objective de ces formations sont correctes, si vraiment les idées sociales ne déterminent pas le développement social, mais sont elles-mêmes déterminées par lui, etc. ? Peut-on admettre qu'il ne s'agisse là que d'un manque de compréhension ?

Ad 2. Après cette « critique » de la dialectique, M. Mikhaïlovski attribue à Marx ces méthodes de démonstration « au moyen » de la triade hégélienne et, bien entendu, il les combat victorieusement. « En ce qui concerne l'avenir, dit-il, les lois immanentes de la société sont établies d'une manière exclusivement dialectique. » (C'est là l'exception dont nous avons parlé plus haut.) Le raisonnement de Marx sur l'expropriation des expropriateurs, inévitable en vertu des lois du développement du capitalisme, présente « un caractère exclusivement dialectique ». L'« idéal » de Marx concernant la propriété sociale de la terre et du capital, « considérée comme inéluctable et certaine, se place entièrement au bout de la chaîne hégélienne à trois anneaux ».

Cet argument est *pris entièrement* chez Dühring, qui s'en est servi dans sa *Kritische Geschichte der Nationaloekonomie*

und des Sozialismus (3. Aufl., 1879. S. 486-487*). Ce faisant, M. Mikhaïlovski ne dit pas un mot de Dühring. Mais peut-être est-il arrivé lui-même à cette manière de dénaturer Marx ?

Engels a donné une excellente réponse à Dühring, et comme il cite aussi la critique de Dühring, nous nous bornerons à cette réponse d'Engels [41]. Le lecteur verra qu'elle s'applique entièrement à M. Mikhaïlovski.

« Cette esquisse historique (la genèse de l'accumulation dite primitive du capital en Angleterre), dit Dühring, est encore ce qu'il y a relativement de meilleur dans le livre de Marx, et elle serait meilleure encore, si, en plus de la béquille érudite, elle ne s'appuyait pas aussi sur la béquille dialectique. En effet, en l'absence de moyens meilleurs et plus clairs, c'est la négation de la négation selon Hegel qui doit faire ici office de sage-femme et accoucher l'avenir du sein du passé. La suppression de la propriété individuelle qui s'est accomplie depuis le XVI^e^ siècle de la manière indiquée est la première négation. Elle sera suivie d'une seconde, qui se caractérise comme négation de la négation et par suite comme restauration de la « propriété individuelle », mais sous une forme plus haute, fondée sur la possession en commun du sol et des moyens de travail. Si cette nouvelle « propriété individuelle » a été aussi appelée chez M. Marx « propriété sociale », c'est bien là qu'apparaît l'unité supérieure de Hegel, dans laquelle la contradiction doit être levée (*aufgehoben* — terme spécial de Hegel), c'est-à-dire, pour suivre le jeu de mots, aussi bien surmontée que conservée.

« ...L'expropriation des expropriateurs est donc le résultat pour ainsi dire automatique de la réalité historique dans ses rapports extérieurs et matériels... Sur la foi de fariboles hégéliennes, comme la négation de la négation en est une, il serait difficile pour un homme réfléchi de se laisser convaincre de la nécessité de la mise en commun du sol et du capital. La nébuleuse ambiguïté des idées de Marx ne surprendra d'ailleurs pas celui qui sait comment on peut joliment raisonner avec la dialectique hégélienne pour base scientifique, ou plutôt ce qui doit nécessairement en sortir

* *Histoire critique de l'économie nationale et du socialisme.* (3^e^ éd., 1879, pp. 486-487.) (*N. R.*)

comme déraison. Pour celui qui ne connaît rien à ces tours, il faut remarquer expressément que chez Hegel la première négation est le concept du péché originel selon le catéchisme et la seconde celle d'une unité plus haute conduisant à la rédemption. Ce n'est tout de même pas sur cette drôle d'analogie empruntée au domaine de la religion que l'on devrait fonder la logique des faits... M. Marx reste l'âme sereine dans l'univers nébuleux de sa propriété à la fois individuelle et sociale et laisse à ses adeptes le soin de résoudre eux-mêmes la profonde énigme dialectique. » Voilà comment parle M. Dühring.

Donc, conclut Engels, Marx ne peut prouver la nécessité de la révolution sociale, de l'établissement d'une société reposant sur la propriété de la terre et des moyens de production créés par le travail autrement que par l'appel à la négation de la négation selon Hegel ; et, en fondant sa théorie socialiste sur cette drôle d'analogie empruntée à la religion, il en arrive à ce résultat que dans la société future régnera une propriété à la fois individuelle et sociale comme unité hégélienne supérieure à la contradiction levée*.

Laissons là pour commencer la négation de la négation et examinons la « propriété à la fois individuelle et sociale ». M. Dühring la caractérise comme un « univers nébuleux » et il est remarquable que, sur ce point, il ait vraiment rai-

* Cette définition des conceptions de Dühring convient entièrement à M. Mikhaïlovski, c'est ce que prouve encore le passage suivant de son article : « K. Marx jugé par M. I. Joukovski ». Répondant à M. Joukovski qui voyait en Marx un défenseur de la propriété privée, M. Mikhaïlovski se réfère à ce schéma de Marx et l'explique de la manière suivante : « Dans son schéma Marx a glissé deux tours de passe-passe bien connus de la dialectique hégélienne : le schéma est bâti suivant la loi de la triade hégélienne ; la synthèse est fondée sur l'identité des contraires : la propriété individuelle et la propriété sociale. Donc le mot « individuel » a ici le sens particulier, purement conventionnel, d'un élément du processus dialectique et l'on ne peut absolument rien fonder sur lui. » Ceci a été dit par un homme animé des meilleures intentions, et qui défendait aux yeux du public russe le « sanguin » Marx contre le bourgeois Joukovski. Et c'est avec ces meilleures intentions qu'il commente Marx en ce sens que ce dernier fonde sa conception du processus sur des « tours de passe-passe » ! M. Mikhaïlovski peut tirer de là une morale qui lui sera profitable, à savoir que les bonnes intentions à elles seules ne suffisent pas, quelle que soit la chose que l'on entreprenne.

son. Ce n'est malheureusement pas Marx qui se trouve dans cet « univers nébuleux », mais de nouveau M. Dühring en personne... Corrigeant Marx d'après Hegel, il lui prête une unité supérieure de la propriété dont Marx n'a pas dit un mot.

Marx dit : « C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquêts de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol. Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de peines que n'en exigera la métamorphose en propriété sociale de la propriété capitaliste qui, de fait, repose déjà sur un mode de production collectif. » C'est tout. La situation établie par l'expropriation des expropriateurs est donc désignée comme le rétablissement de la propriété individuelle, mais *sur la base* de la propriété sociale de la terre et des moyens de production produits par les travailleurs eux-mêmes. Pour quiconque sait comprendre l'allemand (et le russe aussi, M. Mikhaïlovski, car la traduction est absolument fidèle), cela signifie que la propriété sociale s'étend à la terre et aux autres moyens de production et la propriété individuelle aux produits, donc aux objets de consommation. Et, afin de rendre la chose accessible même à des enfants de six ans, Marx suppose à la page 56 (éd. russe, p. 30) « une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social », donc une union organisée de façon socialiste, et il dit : « Le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et *reste sociale*, mais l'autre partie est consommée et, *par conséquent, doit se répartir entre tous.* » Voilà qui doit pourtant être assez clair même pour M. Dühring.

La propriété à la fois individuelle et sociale, cette création équivoque et confuse, cette déraison qui résulte obligatoirement de la dialectique de Hegel, cet univers nébuleux, cette profonde énigme dialectique que Marx laisse à ses adeptes le soin de résoudre, représente, derechef, une invention arbitraire de M. Dühring...

Quel rôle, poursuit Engels, joue chez Marx la négation de la négation ? A la page 791 et suiv. (éd. russe, pp. 648 et suivantes), il rassemble les conclusions de l'étude économique et historique de l'accumulation dite primitive du capital, étude qui occupe les 50 pages précédentes (35 pages de l'éd. russe). Avant l'ère capitaliste existait, en Angleterre tout au moins, la petite entreprise, ayant pour base la propriété privée de l'ouvrier sur ses moyens de production. L'accumulation dite primitive du capital a consisté ici dans l'expropriation de ces producteurs immédiats, c'est-à-dire dans l'anéantissement de la propriété privée reposant sur le travail personnel. Si cela fut possible, c'est que la petite entreprise en question n'est compatible qu'avec une production et une société dont les limites naturelles sont très étroites ; à un certain niveau, elle engendre les moyens matériels de son propre anéantissement. Cet anéantissement, la transformation des moyens de production individuels et dispersés en moyens concentrés socialement, forme la préhistoire du capital. Dès que les ouvriers sont transformés en prolétaires et leurs moyens de travail en capital, dès que le mode de production capitaliste tient debout, la socialisation ultérieure du travail et la transformation ultérieure de la terre et autres moyens de production (en capital), donc l'expropriation ultérieure des propriétaires privés, prennent une forme nouvelle. « Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés. Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste, du fait de la concentration des capitaux. Un capitaliste frappe à mort bien d'autres. Corrélativement à cette concentration ou à l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit, se développent sur une échelle toujours croissante l'application de la science à la technique, l'exploitation méthodique de la terre par la société, la transformation de l'outil en instruments dont la mise en œuvre collective multiplie la puissance, et, par conséquent, l'économie des moyens de production, l'interdépendance de tous les peuples dans le réseau du marché universel, d'où découle le caractère international du régime capitaliste. A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent

la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés. »

Et maintenant, je demande au lecteur : où sont donc les savantes fioritures et les arabesques dialectiques, où est la confusion d'idées qui ramène toutes les distinctions à zéro, où sont les miracles dialectiques à l'intention des fidèles et les tours de passe-passe conformes à la doctrine hégélienne du « logos », sans lesquels, selon M. Dühring, Marx n'aurait pu mener à bien son exposé ? Marx conduit sa démonstration en se référant à l'histoire, et il la résume ici brièvement en indiquant que, de même que la petite industrie engendra naguère par son propre développement les conditions de sa destruction,de même aujourd'hui le mode de production capitaliste a lui-même engendré les conditions matérielles qui doivent le faire périr. Tel est le processus historique, et s'il est en même temps un processus dialectique, ce n'est pas la faute de Marx, si fatal que cela puisse paraître à M. Dühring.

C'est seulement après avoir fini sa démonstration économique et historique que Marx continue : « L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation », etc. (Voir la citation plus haut.)

Donc, en caractérisant le processus comme négation de la négation, Marx ne pense pas à en démontrer par là la nécessité historique. Au contraire : c'est après avoir démontré par l'histoire comment, en fait, le processus en partie s'est réalisé, en partie doit forcément se réaliser encore,

que Marx le désigne, en outre, comme un processus qui s'accomplit selon une loi dialectique déterminée. C'est tout. Nous avons donc affaire une fois de plus à une supposition gratuite de M. Dühring quand il prétend que la négation de la négation doit faire ici office de sage-femme en accouchant le futur du sein du passé, ou que Marx nous demande de faire crédit à la négation de la négation pour nous laisser convaincre que la collectivisation du sol et du capital est une nécessité » (p. 125).

Le lecteur voit que toute cette admirable riposte d'Engels à Dühring s'applique aussi entièrement à M. Mikhaïlovski, qui affirme de la même façon que l'avenir chez Marx se place uniquement au bout de la chaîne hégélienne et que la conviction de son inéluctabilité ne peut être fondée que sur la foi*.

Toute la différence entre Dühring et M. Mikhaïlovski se ramène aux deux points peu importants que voici : premièrement, Dühring, bien qu'il ne puisse parler de Marx sans avoir l'écume à la bouche, n'en a pas moins jugé nécessaire, au paragraphe suivant de son *Histoire*, de rappeler que Marx repousse catégoriquement dans sa « Postface » l'accusation d'hégélianisme. M. Mikhaïlovski, lui, ne dit rien de cet exposé (précité) très précis et très clair, par Marx, sur ce qu'il entend par la méthode dialectique.

Deuxièmement. L'autre originalité de M. Mikhaïlovski, c'est qu'il a porté toute son attention sur l'emploi des temps. Pourquoi, en parlant de l'avenir, Marx emploie-t-il le présent ? demande notre philosophe avec un air de triomphe. Vous pouvez vous renseigner là-dessus dans n'importe quelle grammaire, très honorable critique : on vous dira que le présent s'emploie au lieu du futur, quand ce futur appa-

* Il ne paraît pas superflu de noter à ce propos que toute cette explication, Engels la donne dans le chapitre où il parle du grain d'orge, de la doctrine de Rousseau et d'autres exemples du processus dialectique. La seule confrontation de ces exemples avec les déclarations si nettes et si catégoriques d'Engels (et de Marx à qui le manuscrit de cet ouvrage avait été lu préalablement), selon lesquelles il ne saurait être question de *prouver* quoi que ce soit par les triades, ou de faire intervenir dans la représentation du processus réel les « éléments conventionnels » de ces triades, suffit amplement pour comprendre combien il est absurde d'accuser le marxisme de dialectique hégélienne.

raît comme inévitable et certain. Mais pourquoi cela, pourquoi est-il certain ? s'inquiète M. Mikhaïlovski, en jouant une forte agitation de nature à justifier même un subterfuge. A cela aussi, Marx a fait une réponse très précise. On peut l'estimer insuffisante ou inexacte; mais alors il faut montrer *en quoi précisément* et *pourquoi précisément* elle est inexacte, au lieu de débiter des sottises sur l'hégélianisme.

Il fut un temps où M. Mikhaïlovski non seulement savait lui-même en quoi consistait cette réponse, mais encore l'enseignait aux autres. M. Joukovski, écrivait-il en 1877, pouvait à juste titre considérer comme problématique la construction de Marx à propos de l'avenir, mais il « n'avait moralement pas le droit » d'éluder le problème de la socialisation du travail, « auquel Marx attache une importance considérable ». Naturellement, voyons ! En 1877, Joukovski n'avait moralement pas le droit d'éluder la question, mais en 1894, M. Mikhaïlovski s'attribue ce même droit ! Peut-être *quod licet Jovi, non licet bovi** ? !

Je ne puis m'empêcher de rappeler ici un exemple curieux de la façon de concevoir cette socialisation, exprimée jadis par les *Otétchestvennyïé Zapiski* [42]. Dans le n° 7 de 1883 était insérée une « Lettre à la rédaction » d'un certain M. Postoronni [43], qui, tout comme M. Mikhaïlovski, considérait la « construction » de Marx relative à l'avenir comme problématique. « Au fond, raisonne ce monsieur, la forme sociale du travail sous la domination du capitalisme se réduit à ceci : quelques centaines ou milliers d'ouvriers affilent, frappent, tournent, ajustent, chargent, tirent et accomplissent encore une quantité d'autres opérations dans un même local. Le caractère général de ce régime est admirablement exprimé par le dicton : « Chacun pour soi et Dieu pour tous. » Que vient faire ici la forme sociale du travail ? »

On voit tout de suite que cet homme a compris de quoi il retourne ! La « forme sociale du travail » « se réduit » au « travail dans un même local » ! Et après des idées aussi saugrenues, énoncées en outre dans l'une des meilleures revues russes, on veut nous assurer que la partie théorique du *Capital* est chose universellement admise par la science. Oui,

* Ce qui est permis à Jupiter n'est pas permis au bœuf. (*N.R.*)

dans son incapacité d'opposer une objection tant soit peu sérieuse au *Capital*, la « science universellement admise » s'est mise à lui tirer des coups de chapeau, tout en continuant à étaler la plus crasse ignorance et à répéter les vieilles fadaises du b-a=ba de l'économie. Arrêtons-nous un peu sur ce point pour montrer à M. Mikhaïlovski le fond du problème qu'il a, selon son habitude, complètement laissé de côté.

La socialisation du travail par la production capitaliste ne réside nullement dans le fait que des hommes travaillent dans un même local (ce n'est là qu'un aspect). Cette socialisation consiste dans le fait que la concentration des capitaux s'accompagne d'une spécialisation du travail social, d'une réduction du nombre des capitalistes dans chaque industrie donnée et d'une multiplication des branches particulières d'industrie, — dans le fait que de nombreux processus fragmentaires de production se fondent en un seul processus social de production. Lorsque, par exemple, à l'époque du tissage artisanal, les petits producteurs filaient eux-mêmes leur fil et en tissaient des étoffes, nous avions un petit nombre d'industries (le filage et le tissage étaient confondus). Mais quand la production est socialisée par le capitalisme, le nombre des branches particulières de l'industrie augmente: d'un côté le filage de coton, de l'autre le tissage. Cette spécialisation et cette concentration de la fabrication appellent à leur tour de nouvelles industries : fabrication des machines, extraction de la houille, etc. Dans chaque industrie, maintenant plus spécialisée, le nombre des capitalistes diminue sans cesse. C'est dire que la liaison sociale entre les producteurs se renforce de plus en plus, que les producteurs s'unissent en un tout. Les petits producteurs isolés effectuaient chacun plusieurs opérations ; pour cette raison, ils étaient relativement indépendants les uns des autres : si, par exemple, l'artisan semait lui-même le lin, et filait et tissait lui-même, il était presque indépendant des autres. C'est ce régime de petits producteurs isolés de marchandises (et lui seul) qui justifiait le dicton : « chacun pour soi et Dieu pour tous », c'est-à-dire l'anarchie des fluctuations du marché. Il en va tout autrement avec la socialisation du travail réalisée par le capitalisme. Le fabricant qui produit des tissus dépend du fabricant qui file le coton ; ce dernier dépend du capitaliste planteur qui a semé

le coton, du propriétaire de l'usine de constructions mécaniques, du propriétaire de la mine de houille, etc., etc. Il en résulte qu'aucun capitaliste ne peut se passer des autres. Il est clair que le dicton : « Chacun pour soi » n'est plus applicable du tout à un pareil régime : ici, chacun travaille pour tous et tous travaillent pour chacun (et il ne reste plus de place pour Dieu, ni comme fantaisie céleste, ni comme « veau d'or » terrestre). Le caractère du régime change complètement. Si, du temps des petites entreprises morcelées, le travail s'arrêtait dans l'une d'elles, l'arrêt ne se répercutait que sur un petit nombre de membres de la société, ne provoquait pas de perturbation générale et, pour cette raison, n'attirait pas l'attention générale, ne suscitait pas l'intervention de la société. Mais si un arrêt de ce genre se produit dans une grande entreprise se consacrant à une industrie très fortement spécialisée et travaillant par conséquent pour toute la société ou à peu près, et dépendant à son tour de la société entière (j'envisage, pour simplifier, le cas où la socialisation a atteint son point culminant), alors le travail doit s'arrêter dans toutes les autres entreprises de la société, puisqu'elles ne peuvent recevoir les produits nécessaires que de cette entreprise, puisqu'elles ne peuvent réaliser toutes leurs marchandises que si elles disposent des marchandises de cette entreprise-là. Ainsi, toutes les fabrications se fondent en un seul processus social de production, cependant que chacune d'elles est dirigée par un capitaliste, dépend de son bon vouloir et lui livre le produit social à titre de propriété privée. N'est-il pas évident que la forme de la production entre en contradiction insoluble avec la forme de l'appropriation ? N'est-il pas évident que celle-ci doit forcément s'adapter à celle-là, devenir également sociale, c'est-à-dire socialiste ? Et le spirituel philistin des *Otétchestvennyïé Zapiski* réduit tout au travail dans un même local ! En vérité, c'est bien ce qui s'appelle se mettre le doigt dans l'œil ! (Je n'ai décrit que l'aspect économique, le seul changement des rapports de production, sans toucher au côté social, au groupement et à l'organisation des ouvriers, car c'est là un phénomène dérivé, secondaire.)

S'il faut expliquer aux « démocrates » russes des choses aussi élémentaires, c'est qu'ils sont embourbés jusqu'aux

oreilles dans les idées petites-bourgeoises, au point qu'ils ne sont absolument pas en état de se représenter un régime autre que le régime petit-bourgeois.

Revenons pourtant à M. Mikhaïlovski. Qu'a-t-il objecté aux faits et arguments sur lesquels Marx a fondé sa conclusion quant à l'inéluctabilité du régime socialiste en vertu des lois mêmes du développement du capitalisme ? A-t-il montré qu'en réalité, avec l'organisation marchande de l'économie sociale, il n'y avait pas de spécialisation croissante du processus social du travail, pas de concentration des capitaux et des entreprises, pas de socialisation de tout le processus du travail ? Non, il n'a rien apporté pour réfuter ces faits. A-t-il ébranlé la thèse selon laquelle l'anarchie inhérente à la société capitaliste est incompatible avec la socialisation du travail ? Il n'a rien dit de tout cela. A-t-il essayé de démontrer que la réunion du travail de tous les capitalistes en un seul processus de travail social pouvait s'accommoder de la propriété privée ? qu'il est à cette contradiction une issue possible et imaginable autre que celle indiquée par Marx ? Non, il n'a pas dit un mot de tout cela.

Sur quoi repose donc sa critique ? Sur des sophismes, des falsifications et un torrent de phrases, qui ne font que brasser du vent.

En effet, peut-on appeler autrement les procédés d'un critique qui, après avoir accumulé quantité de sottises sur le rythme ternaire de la marche de l'histoire, pose à Marx d'un air entendu cette question : « Et après ? » C'est-à-dire comment évoluera l'histoire au-delà du stade final du processus qu'il a esquissé ? Voyez-vous ça ! Marx, dès le début de son activité littéraire et révolutionnaire, a exposé avec une parfaite netteté ce qu'il exige de la théorie sociologique : elle doit être l'expression générale des conditions réelles, et rien de plus (voir, par exemple, le *Manifeste communiste* sur le critère de la théorie des communistes [44]). Dans son *Capital*, il s'en est tenu rigoureusement à ce principe : s'étant assigné pour tâche l'analyse scientifique de la formation sociale capitaliste, il a mis le point final après avoir prouvé que l'évolution de cette organisation, qui s'opère pratiquement sous nos yeux, manifeste une tendance déterminée, à savoir qu'elle doit inévitablement périr et se transformer en une organisation nouvelle, supérieure. Or,

M. Mikhaïlovski, laissant de côté tout le fond de la doctrine de Marx, pose cette question d'une insondable sottise : « Et après ? » Et, d'un air profond, il ajoute : « Je dois avouer franchement que je ne me représente pas très bien la réponse d'Engels. » En revanche, nous devons avouer franchement, M. Mikhaïlovski, que nous nous représentons très bien l'esprit et les procédés d'une pareille « critique » !

Ou bien encore ce raisonnement : « Au moyen âge, la propriété individuelle de Marx, fondée sur le travail personnel, n'était pas un facteur unique ni dominant, même en ce qui concerne les rapports économiques. Il y avait bien d'autres choses à côté, sur quoi cependant la méthode dialectique, dans l'interprétation de Marx (peut-être dans l'altération de M. Mikhaïlovski ?), ne propose pas de revenir... Visiblement, tous ces schémas n'offrent pas l'image de la réalité historique, ni même seulement de ses proportions ; ils satisfont simplement le penchant de l'esprit humain à concevoir tout objet dans ses états passé, présent et futur. » Même vos façons d'altérer la vérité, M. Mikhaïlovski, sont d'une écœurante monotonie ! D'abord, M. Mikhaïlovski a glissé dans le schéma de Marx, qui entend définir le processus réel du développement du capitalisme* et rien d'autre, l'intention de prouver quelque chose par les triades ; ensuite, que le schéma de Marx ne répond pas au plan que lui a attribué M. Mikhaïlovski (le troisième stade ne rétablit qu'*un seul* côté du premier et laisse de côté tous les autres) et conclut le plus cavalièrement du monde que « le schéma, visiblement, n'offre pas l'image de la réalité historique » !

Peut-on concevoir une polémique sérieuse avec un homme incapable (pour employer l'expression d'Engels à propos de Dühring) de citer fidèlement, même à titre d'exception ? Peut-on perdre son temps à opposer des objections à un homme qui assure le public que le schéma ne répond « visiblement » pas à la réalité, et cela sans même avoir tenté de montrer en quoi que ce soit son inexactitude ?

* Si les autres traits du régime économique du moyen âge ont été laissés de côté, c'est qu'ils appartenaient à la formation sociale féodale, tandis que Marx n'étudie que la formation sociale *capitaliste*. Sous sa forme pure, le processus de développement du capitalisme a effectivement commencé (par exemple en Angleterre) par le régime de petits producteurs de marchandises disséminés, et par leur propriété individuelle, fruit de leur travail.

Au lieu de critiquer le contenu réel des vues marxistes, M. Mikhaïlovski exerce son esprit sur les catégories du passé, du présent et du futur. Engels, par exemple, émettant des objections contre les « vérités éternelles » de M. Dühring, dit qu'« on nous prêche aujourd'hui » trois morales : une morale féodale chrétienne, une morale bourgeoise et une morale prolétarienne, de sorte que le passé, le présent et l'avenir fournissent trois grands groupes de théories morales [45]. M. Mikhaïlovski se met à spéculer là-dessus : « Je pense qu'à la base de toutes les périodisations ternaires de l'histoire se trouvent précisément les catégories du passé, du présent et de l'avenir. » Quelle profondeur de pensée ! Mais qui donc ignore qu'à considérer n'importe quel phénomène social dans le processus de son développement, on y trouve toujours des vestiges du passé, des fondements du présent et des germes de l'avenir ? Est-ce qu'Engels, par exemple, pensait affirmer que l'histoire de la morale (il ne parlait que du « présent » se réduisait aux trois étapes indiquées ? que la morale féodale n'avait pas été précédée, par exemple, de la morale esclavagiste, et celle-ci par la morale de la communauté communiste primitive ? Au lieu de critiquer sérieusement la tentative faite par Engels pour voir clair dans les courants contemporains des idées morales en les expliquant du point de vue matérialiste, M. Mikhaïlovski nous régale de la plus vide des phraséologies !

A propos de ces procédés d'une « critique » qui, chez M. Mikhaïlovski, commence par cette déclaration qu'il ignore dans quel ouvrage est exposée la conception matérialiste de l'histoire, il ne sera peut-être pas inutile de rappeler qu'il fut un temps où l'auteur connaissait un de ces ouvrages et savait mieux l'apprécier. En 1877, M. Mikhaïlovski portait ce jugement sur le *Capital* : « Si l'on enlève au *Capital* son lourd, grossier et inutile échafaudage de dialectique hégélienne (qu'est-ce que cette bizarrerie ? D'où vient qu'en 1877, la « dialectique hégélienne » était « inutile », et qu'en 1894 le matérialisme s'appuie sur le « caractère absolu du processus dialectique » ?), alors, indépendamment des autres mérites de cet ouvrage, nous y verrons une documentation admirable sur la question du rapport entre les formes et les conditions matérielles de leur existence, et une excellente façon de poser cette question dans un

certain domaine. » « Le rapport entre les formes sociales et les conditions matérielles de leur existence », n'est-ce pas précisément la question du rapport entre les différents aspects de la vie sociale, la question des rapports de la superstructure idéologique avec les rapports économiques ; la doctrine du matérialisme apporte à ce problème une solution. Poursuivons.

« A proprement parler, *tout le « Capital »* (c'est moi qui souligne) est consacré à l'étude de la façon dont une forme sociale, une fois apparue, se développe sans cesse, accentue ses traits typiques en se subordonnant et en s'assimilant les découvertes, les inventions, les perfectionnements des procédés de production, les nouveaux débouchés, la science même, et en les obligeant à travailler pour elle, — et la façon dont enfin cette forme se montre incapable de survivre aux changements des conditions matérielles. »

C'est tout de même étrange ! En 1877, « tout le *Capital* » était consacré à l'étude matérialiste d'une forme sociale donnée (qu'est-ce donc que le matérialisme, sinon l'explication des formes sociales par les conditions matérielles ?). Et, en 1894, on ne sait même plus où, dans quel ouvrage, chercher l'exposé dudit matérialisme !

En 1877, le *Capital* contenait l'« étude » de la façon dont « cette forme (c'est-à-dire capitaliste, n'est-il pas vrai ?) se montre incapable de survivre (remarquez-le bien !) aux changements des conditions matérielles ». Et en 1894, il se trouve qu'il n'y a plus aucune étude ; quant à cette conviction que la forme capitaliste est incapable de supporter le développement continu des forces productives, elle se fonde « exclusivement sur les déductions concernant le terme ultime de la triade hégélienne » ! En 1877, M. Mikhaïlovski écrivait que « l'analyse du rapport entre une forme sociale donnée et les conditions matérielles de son existence restera *pour toujours* (souligné par moi) un monument de la puissance logique et de l'immense érudition de l'auteur ». Et, en 1894, il déclare que la doctrine du matérialisme n'a jamais et nulle part été vérifiée et fondée scientifiquement !

C'est tout de même étrange ! Qu'est-ce que cela signifie, en vérité ? Qu'est-il arrivé ?

Il s'est produit deux événements : premièrement, le socialisme *russe*, le socialisme paysan d'après 1870, qui

« boudait » la liberté pour son caractère bourgeois, combattait « le quiétisme libéral » masquant par tous les moyens les antagonismes de la vie russe, et rêvait d'une révolution paysanne, s'est complètement décomposé ; il a donné naissance à ce vulgaire libéralisme petit-bourgeois qui trouve « du réconfort » dans les tendances progressives de l'économie paysanne, oubliant que ces tendances sont accompagnées (et conditionnées) par une expropriation massive des paysans. Deuxièmement, en 1877, M. Mikhaïlovski était tellement entraîné par son dessein de défendre Marx, « si exubérant de vie » (c'est-à-dire socialiste et révolutionnaire) contre les critiques libéraux, qu'il n'a pas remarqué l'incompatibilité de la méthode de Marx avec sa propre méthode. Mais voilà qu'Engels, dans ses articles et dans ses livres, voilà que les social-démocrates russes (chez Plékhanov, on rencontre fréquemment des remarques très justes à l'adresse de M. Mikhaïlovski) viennent l'éclairer sur cette contradiction inconciliable entre le matérialisme dialectique et la sociologie subjective. Et M. Mikhaïlovski, au lieu de se remettre sérieusement à l'étude de la question, a tout simplement pris le mors aux dents. Au lieu d'applaudir Marx (comme en 1872 et en 1877 [46]), il aboie maintenant après lui en s'abritant derrière des louanges de qualité douteuse, mène grand bruit et déblatère contre les marxistes russes qui ne veulent pas se contenter de « la protection de l'économiquement faible », des dépôts de marchandises, des améliorations apportées dans les campagnes, des musées, des artels pour les artisans et autres réalisations petites-bourgeoises bien intentionnées, mais entendent rester des gens « exubérants de vie », des partisans de la révolution sociale, et enseigner, diriger, organiser les couches sociales véritablement révolutionnaires.

Après cette légère digression dans le domaine d'un passé lointain, on peut, je crois, terminer l'analyse de la « critique » de la théorie de Marx par M. Mikhaïlovski. Essayons donc de faire le bilan, de résumer les « arguments » du critique.

La doctrine qu'il s'est mis en tête de démolir s'appuie d'abord sur une conception matérialiste de l'histoire et, en second lieu, sur la méthode dialectique.

En ce qui concerne la première, le critique a déclaré d'a-

bord ne pas savoir dans quel ouvrage le matérialisme était exposé. N'ayant trouvé nulle part cet exposé, il a entrepris d'inventer lui-même une définition du matérialisme. Pour donner une idée des prétentions exagérées de ce matérialisme, il a inventé que les matérialistes prétendaient avoir expliqué tout le passé, le présent et l'avenir de l'humanité. Et lorsque, plus tard, après confrontation avec la position authentique des marxistes, il s'avéra qu'ils ne considéraient comme expliquée qu'une seule formation sociale, le critique décida que les matérialistes rétrécissaient le champ d'action du matérialisme, et qu'ainsi ils se fustigeaient eux-mêmes. Pour donner une idée de la méthode d'élaboration de ce matérialisme, il a inventé que les matérialistes auraient eux-mêmes reconnu avoir des connaissances trop faibles pour élaborer le socialisme scientifique : en réalité, Marx et Engels n'ont reconnu la faiblesse de leurs connaissances (en 1845-1846) qu'en ce qui concernait l'histoire économique en général, et ils n'ont jamais publié l'ouvrage qui prouvait la faiblesse de leurs connaissances. Après un tel prélude, on nous a gratifié enfin d'une critique : le *Capital* a été mis en pièces parce qu'il ne se rapporte qu'à une seule période, tandis que le critique a besoin de toutes les périodes, et aussi parce qu'il n'établit pas les fondements du matérialisme économique, mais se contente d'une esquisse. Arguments d'un poids et d'un sérieux si évidents qu'il a bien fallu reconnaître que le matérialisme n'avait jamais été scientifiquement fondé. Ensuite, on a invoqué contre le matérialisme ce fait qu'un homme absolument étranger à cette doctrine, et qui étudiait les temps préhistoriques dans un tout autre pays, est arrivé à des conclusions matérialistes. Pour montrer ensuite que la procréation a été absolument à tort mêlée au matérialisme, que ce n'est là qu'un artifice verbal, le critique a entrepris de démontrer que les rapports économiques constituent une superstructure au-dessus des rapports sexuels et familiaux. Les indications que ce critique sérieux fournit à ce propos pour la gouverne des matérialistes nous ont enrichis de cette vérité profonde que l'héritage est impossible sans la procréation ; qu'aux produits de cette procréation « se rattache » une mentalité compliquée, et que les enfants sont élevés dans l'esprit de leurs pères. Chemin faisant, nous avons appris également que

les liens nationaux continuaient et généralisaient les liens de clan. Poursuivant ses recherches théoriques sur le matérialisme, le critique a remarqué que de nombreux arguments des marxistes tendaient à montrer que l'oppression et l'exploitation des masses sont « nécessaires » sous le régime bourgeois, et que ce régime doit « nécessairement » se transformer en régime socialiste. Là-dessus, il s'est empressé de déclarer que la nécessité est une parenthèse trop générale (à moins qu'on ne dise exactement ce que les gens tiennent pour nécessaire) et que, par conséquent, les marxistes sont des mystiques et des métaphysiciens. Le critique a déclaré également que la polémique de Marx contre les idéalistes est « unilatérale », mais il n'a rien dit de l'attitude que ces idéalistes observent envers la méthode subjective ni de l'attitude du matérialisme dialectique de Marx à leur égard.

En ce qui concerne le deuxième pilier du marxisme, la méthode dialectique, il a suffi pour l'abattre d'une seule poussée du courageux critique. Poussée fort bien dirigée : le critique s'est dépensé et multiplié en efforts inouïs pour réfuter la possibilité de démontrer quoi que ce soit au moyen des triades ; cependant, il s'est gardé de dire que la méthode dialectique ne consiste pas du tout dans les triades, mais dans la négation des méthodes de l'idéalisme et du subjectivisme en sociologie. Une autre poussée a été spécialement dirigée contre Marx : avec l'aide du valeureux M. Dühring, le critique a attribué à Marx une absurdité invraisemblable : celle d'avoir voulu démontrer à l'aide de triades la faillite inévitable du capitalisme, absurdité que notre critique a victorieusement combattue.

Voilà l'épopée des brillantes « victoires » de « notre sociologue bien connu » ! Combien « instructive » (Bourénine) est la contemplation de ces victoires, n'est-il pas vrai ?

Impossible de ne pas parler ici d'une autre chose qui n'a pas un rapport direct avec la critique de la doctrine de Marx mais qui est extrêmement caractéristique pour comprendre les idéaux du critique et sa conception de la réalité. C'est son attitude envers le mouvement ouvrier d'Occident.

Nous avons reproduit plus haut la déclaration de M. Mikhaïlovski selon laquelle le matérialisme n'avait pas reçu de confirmation de la « science » (peut-être de la science des « amis du peuple » allemands ?) ; mais ce matérialisme,

selon M. Mikhaïlovski, « se propage effectivement très vite dans la classe ouvrière ». Et comment M. Mikhaïlovski explique-t-il ce fait ? « Quant au succès du matérialisme économique du point de vue de sa diffusion, déclare-t-il, je veux parler de sa diffusion sous une forme qui n'a pas été vérifiée d'une façon critique, ce succès ne ressortit pas à la science, mais à la pratique quotidienne fondée sur les perspectives d'avenir. » Quel autre sens peut avoir cette phrase mal bâtie sur la pratique « fondée » sur les perspectives d'avenir, sinon que le matérialisme se propage, non parce qu'il explique exactement la réalité, mais parce qu'il se détourne de cette réalité au profit des perspectives ? Il est dit plus loin : « Ces perspectives n'exigent de la classe ouvrière allemande qui se les assimile, pas plus que de ceux qui se passionnent pour son sort, ni connaissances, ni travail critique de la pensée. Elles ne demandent que la foi. » En d'autres termes, la large diffusion du matérialisme et du socialisme scientifique vient de ce que cette doctrine promet aux ouvriers un avenir meilleur ! Mais la connaissance la plus élémentaire de l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier d'Occident suffit à montrer toute l'absurdité et la fausseté de cette explication. Chacun sait que le socialisme scientifique n'a en fait jamais tracé de perspectives d'avenir : il s'est borné à faire l'analyse du régime bourgeois actuel, à étudier les tendances de l'évolution de l'organisation sociale capitaliste, et c'est tout. « Nous ne disons pas au monde, — écrivait Marx dès 1843, et il a rempli exactement ce programme, — nous ne lui disons pas : « Abandonne tes luttes, ce ne sont que des sottises » ; nous voulons faire retentir à tes oreilles la vraie parole de la lutte. Nous lui montrons seulement pourquoi il lutte véritablement, et la conscience est une chose qu'il *doit* acquérir, même s'il ne le veut pas [47]. » Chacun sait, par exemple, que le *Capital* — cet ouvrage essentiel et fondamental qui fait l'exposé du socialisme scientifique — se limite aux allusions les plus générales quant à l'avenir, et n'examine que les éléments existant aujourd'hui et d'où se dégage le régime futur. Chacun sait que pour ce qui est des perspectives d'avenir, les anciens socialistes en ont donné infiniment plus, eux qui dépeignaient la société future dans tous les détails, désireux qu'ils étaient d'entraîner l'humanité par l'image d'un

régime où les hommes n'ont plus besoin de lutter, où leurs rapports sociaux ne sont plus fondés sur l'exploitation, mais sur de véritables principes de progrès, conformes à la nature humaine. Pourtant, malgré toute une phalange d'hommes de grand talent qui exposaient ces idées, et qui étaient des socialistes hautement convaincus, leurs théories sont restées en dehors de la vie, et leurs programmes à l'écart des mouvements politiques populaires, tant que la grande industrie mécanique n'a pas entraîné dans le tourbillon de la vie politique les masses du prolétariat ouvrier et que n'a pas été trouvé le véritable mot d'ordre de sa lutte. Ce mot d'ordre a été trouvé par Marx, « non par un utopiste, mais par un savant austère et même, par moments, aride », selon le jugement de M. Mikhaïlovski en des temps très lointains, en 1872 ; ce mot d'ordre a été trouvé, non point à l'aide de perspectives quelconques, mais par l'analyse scientifique du régime bourgeois contemporain, par l'explication de la *nécessité* de l'exploitation sous un pareil régime, par l'étude des lois de son évolution. M. Mikhaïlovski peut évidemment assurer les lecteurs du *Rousskoïé Bogatstvo* que, pour s'assimiler cette analyse, point n'est besoin de connaissances ni d'un travail de la pensée. Mais nous avons déjà vu chez lui (et nous verrons encore davantage chez l'économiste qui collabore avec lui [48]) une incompréhension si grossière des vérités élémentaires établies par cette analyse qu'une telle déclaration ne peut que faire sourire. Un fait reste indiscutable : c'est que le mouvement ouvrier se répand et se développe précisément là où se développe la grande industrie mécanique capitaliste et à proportion de ce développement ; la doctrine socialiste a du succès lorsque, laissant là les spéculations sur les conditions sociales conformes à la nature humaine, elle s'attache à l'analyse matérialiste des rapports sociaux contemporains, à l'explication de la nécessité du régime actuel d'exploitation.

Après avoir tenté d'éluder les causes réelles du succès du matérialisme dans les milieux ouvriers, en caractérisant d'une façon absolument contraire à la vérité l'attitude de cette doctrine envers les « perspectives », M. Mikhaïlovski se met à railler de la façon la plus triviale, la plus philistine, les idées et la tactique du mouvement ouvrier d'Occident. Comme nous l'avons vu, il a été absolument incapable

d'opposer le moindre argument aux preuves de Marx sur la transformation inévitable du régime capitaliste en régime socialiste par suite de la socialisation du travail ; néanmoins, il ironise le plus cavalièrement du monde sur « l'armée des prolétaires » qui prépare l'expropriation des capitalistes, « après quoi toute lutte des classes prendra fin et la paix descendra sur la terre et sur les hommes de bonne volonté ». M. Mikhaïlovski, lui, connaît des voies infiniment plus simples et plus sûres pour réaliser le socialisme : il suffit que les « amis du peuple » indiquent un peu plus en détail les voies « claires et immuables » de l'« évolution économique désirée », et alors ces « amis du peuple » seront certainement « invités » à résoudre les « problèmes économiques pratiques » (voir l'article de M. Ioujakov : « Les problèmes du développement économique de la Russie », *Rousskoïé Bogatstvo* n° 11). Mais pour l'instant... pour l'instant les ouvriers doivent attendre, s'en remettre aux « amis du peuple » et ne pas engager, avec une « assurance injustifiée », une lutte indépendante contre les exploiteurs. Voulant définitivement frapper à mort cette « assurance injustifiée », notre auteur s'indigne pathétiquement contre « cette science qui pourrait presque tenir dans un dictionnaire de poche ». Quelle horreur, en effet : d'une part, la science, et, d'autre part, des brochures social-démocrates à un sou, pouvant tenir dans la poche ! ! Ne voit-on pas à quel point est injustifiée l'assurance de ces gens qui n'apprécient la science qu'autant qu'elle enseigne aux exploités à lutter en toute indépendance pour leur émancipation et à se tenir à l'écart de tous les « amis du peuple » soucieux d'estomper les antagonismes de classes et prétendant tout prendre sur eux, — ces gens qui exposent cette science dans des éditions à un sou dont les philistins sont tellement choqués. Tout irait bien mieux si les ouvriers confiaient leur sort aux « amis du peuple » : ceux-ci leur enseigneraient la science véritable, universitaire et philistine, en de nombreux volumes ; ils leur feraient connaître par le menu l'organisation sociale conforme à la nature humaine, si seulement... les ouvriers voulaient bien attendre et ne se lançaient pas eux-mêmes dans la lutte avec une assurance aussi injustifiée !

Avant de passer à la seconde partie de la « critique » de M. Mikhaïlovski, dirigée non plus contre la théorie de Marx en général, mais contre les social-démocrates russes en particulier, nous devons faire une petite digression. De même que M. Mikhaïlovski, en critiqant Marx, n'a aucunement tenté d'exposer de façon exacte la théorie de ce dernier, mais l'a au contraire dénaturée, de même il altère sans aucune pudeur les idées des social-démocrates russes. Il importe de rétablir la vérité. Le plus commode sera de confronter les idées des anciens socialistes russes avec celles des social-démocrates. J'emprunte l'exposé des premières à l'article de M. Mikhaïlovski, *Rousskaïa Mysl* de 1892, n° 6, dans lequel il parlait aussi du marxisme (et il en parlait — entre nous soit dit — d'une manière assez juste, sans toucher aux questions qui ne peuvent être traitées qu'à la Bourénine dans une presse soumise à la censure, et sans traîner les marxistes dans la boue) ; et c'est en contrepartie ou, sinon en contrepartie, du moins en parallèle, qu'il exposait ses idées personnelles. Je ne veux nullement, bien entendu, offenser ni M. Mikhaïlovski, en le comptant au nombre des socialistes, ni les socialistes russes, en leur assimilant M. Mikhaïlovski : je pense seulement que *l'argumentation*, chez les uns et chez l'autre, est au fond la même, et que la différence est dans le degré de fermeté, de droiture et de logique des convictions.

Exposant les idées des *Otétchestvennyïé Zapiski*, M. Mikhaïlovski écrivait : « Au nombre des idéaux politiques et moraux, nous avons introduit la possession de la terre par le cultivateur et des instruments de travail par le producteur. » Le point de départ, vous le voyez, est inspiré des meilleures intentions... « Les formes médiévales de travail encore en vigueur chez nous* sont fortement ébranlées, mais nous ne voyons pas là une raison d'en finir complètement avec elles au nom d'une doctrine quelconque, libérale ou non. »

---

* « Par formes médiévales de travail, expliquait ailleurs l'auteur, il ne faut pas entendre seulement la possession communale de la terre, l'industrie artisanale et l'organisation sous forme d'artels. Ce sont là sans contredit des formes médiévales ; mais il faut y ajouter tous les modes de possession du sol ou des instruments de production par le travailleur. »

Etrange raisonnement ! Des « formes de travail » quelles qu'elles soient ne peuvent être ébranlées que lorsqu'elles sont remplacées par d'autres ; or, nous ne trouvons pas chez notre auteur (et nous ne trouverions d'ailleurs chez aucun de ses adeptes) la moindre tentative d'analyser ces nouvelles formes et de les expliquer, non plus que de rechercher les causes d'éviction des vieilles formes par les nouvelles. Encore plus étrange est la seconde partie de la tirade : « nous ne voyons pas là une raison d'en finir avec ces formes au nom d'une doctrine ». De quels moyens disposons-« nous » donc (nous, les socialistes, — voir la réserve ci-dessus) pour « en finir » avec les formes de travail, c'est-à-dire pour remanier les rapports de production existant entre les membres de la société ? N'est-ce pas une idée absurde que de vouloir reconstruire ces rapports selon une doctrine ? Ecoutons la suite : « Notre tâche n'est pas de tirer des profondeurs de notre nation une civilisation absolument « originale » ; pas plus que de transposer chez nous l'ensemble de la civilisation occidentale, avec toutes les contradictions qui la déchirent : il faut emprunter, partout où l'on peut, ce qu'il y a de bon ; et que ce bon soit national ou étranger, ce n'est plus une question de principe, mais de commodité pratique. La chose est évidemment si simple, si claire et si compréhensible qu'il est inutile d'en parler. » En effet, comme c'est simple ! « Emprunter » partout ce qu'il y a de bon, et le tour est joué ! Aux formes médiévales, « emprunter » la possession des moyens de production par le travailleur, et aux formes nouvelles (capitalistes), « emprunter » la liberté, l'égalité, l'instruction, la culture. Et tout est dit ! La méthode subjective en sociologie est là dans toute sa splendeur : la sociologie commence par l'utopie (la terre au travailleur) et indique les conditions pour réaliser ce qui est désirable : « emprunter » ce qu'il y a de bon ici et là. Ce philosophe a une façon toute métaphysique de considérer les rapports sociaux comme un simple assemblage mécanique de telles ou telles institutions, comme un simple enchaînement mécanique de tels ou tels phénomènes. Il détache un de ces phénomènes — la possession de la terre par le cultivateur dans les formes médiévales — et s'imagine qu'on peut le transplanter dans toutes les autres formes, comme on porterait une brique d'un édifice à l'autre. Mais

ce n'est pas là étudier les rapports sociaux, c'est défigurer la matière à étudier. Car enfin, la réalité ne connaît pas cette possession du sol, séparée et indépendante, par le cultivateur, telle que vous l'avez empruntée. Ce n'est qu'un des chaînons des rapports de production à cette époque, qui consistaient en ceci que la terre était partagée entre les grands propriétaires fonciers, les seigneurs terriens, lesquels la répartissaient en lots entre les paysans pour les exploiter, de sorte que la terre était une espèce de salaire en nature : elle donnait les produits nécessaires au paysan, afin que celui-ci puisse produire un surproduit pour le seigneur terrien ; elle était le fonds qui permettait au paysan de s'acquitter de ses redevances au profit du propriétaire. Pourquoi l'auteur n'a-t-il pas analysé ce système des rapports de production et s'est-il borné à en détacher un seul phénomène, qu'il a présenté ainsi sous un jour absolument faux ? Parce que l'auteur ne sait pas traiter les questions sociales : il ne se propose même pas (je répète que je prends les raisonnements de M. Mikhaïlovski uniquement comme un exemple d'une critique s'appliquant à *tout* le socialisme russe) d'*expliquer* les « formes de travail » de l'époque, de les présenter comme un certain système de rapports de production, comme une certaine formation sociale. Pour parler le langage de Marx, la méthode dialectique lui est étrangère, qui veut que l'on regarde la société comme un organisme vivant, dans son fonctionnement et son évolution.

Sans se demander le moins du monde quelles sont les causes d'éviction des vieilles formes de travail par les nouvelles, il commet exactement la même erreur en traitant de ces nouvelles formes. Il lui suffit de constater que ces formes « ébranlent » la possession du sol par le cultivateur, c'est-à-dire, d'une façon générale, qu'elles séparent le producteur d'avec les moyens de production, pour condamner le fait comme n'étant pas conforme à l'idéal. Encore une fois, son raisonnement est tout à fait absurde : il détache un phénomène (la dépossession foncière), sans même chercher à le présenter comme un élément d'un autre système de rapports de production, fondé sur l'*économie marchande* qui engendre nécessairement la concurrence entre producteurs de marchandises, l'inégalité, la ruine des uns et l'enrichissement des autres. Il a noté un des phénomènes, la ruine des

masses, en écartant l'autre, l'enrichissement d'une minorité, et s'est mis ainsi dans l'impossibilité de comprendre ni l'un ni l'autre.

Et c'est cette méthode qu'il définit ainsi : « chercher une réponse vivante aux problèmes de la vie » (*Rousskoïé Bogatstvo* n° 1, 1894), alors qu'au contraire, ne sachant ni ne voulant expliquer la réalité en la regardant en face, il fuit honteusement ces problèmes de la vie avec sa lutte du possédant contre le non-possédant, et se réfugie dans la sphère des utopies innocentes ; c'est ce qu'il appelle « chercher la réponse aux problèmes de la vie dans la façon idéale dont ils sont posés par la réalité brûlante et complexe » (*Rousskoïé Bogatstvo* n° 1), alors qu'il n'a même pas tenté d'analyser et d'expliquer cette réalité vivante.

Au lieu de cela, il nous offre une utopie qu'il a inventée en détachant de la façon la plus absurde tels ou tels éléments des différentes formations sociales ; il a pris ceci au moyen âge, cela à la « nouvelle formation », etc. On comprend qu'une théorie reposant sur de telles assises ne pouvait pas ne pas rester en dehors de l'évolution sociale réelle, pour la simple raison que nos utopistes étaient obligés de vivre et d'agir, non pas sous un régime social composé d'éléments pris de-ci de-là, mais sous le régime qui détermine les rapports du paysan avec le koulak (le moujik aisé), de l'artisan avec le revendeur, de l'ouvrier avec le fabricant, et qui échappaient complètement à leur compréhension. Leurs tentatives et leurs efforts pour transformer selon leur idéal ces rapports incompris ne pouvaient aboutir qu'à un échec.

Voilà, dans ses grandes lignes, un aperçu de l'état où se trouvait le problème du socialisme en Russie, au moment où « naquirent les marxistes russes ».

Ceux-ci commencèrent précisément par critiquer les méthodes subjectives des anciens socialistes ; non contents de constater l'exploitation et de la condamner, ils voulurent l'*expliquer*. Voyant que toute l'histoire de la Russie, depuis l'abolition du servage, se résume dans la ruine des masses et dans l'enrichissement d'une minorité, constatant l'expropriation sur une large échelle des petits producteurs au fur et à mesure du progrès technique général, remarquant que ces tendances opposées surgissent et se renforcent dans la mesure où se développe et se fortifie l'économie mar-

chande, ils ne pouvaient pas ne pas conclure qu'ils étaient en présence d'une organisation bourgeoise (capitaliste) de l'économie sociale, qui engendrait *nécessairement* l'expropriation et l'oppression des masses. Cette conviction déterminait directement leur programme pratique, qui pouvait se résumer ainsi : participer à cette lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, à la lutte des classes non possédantes contre les classes possédantes, lutte qui constitue l'essentiel de la réalité économique de la Russie, depuis le village perdu au fin fond du pays jusqu'à la fabrique la plus moderne. Comment participer à cette lutte ? La réponse leur fut encore suggérée par la réalité elle-même. Le capitalisme a conduit les principales branches d'industrie au stade de la grande industrie mécanique ; en socialisant ainsi la production, il a créé les conditions matérielles du nouveau régime et formé en même temps une nouvelle force sociale : la classe des ouvriers d'usine, le prolétariat des villes. Soumise à cette même exploitation bourgeoise qu'est, par sa nature économique, l'exploitation de toute la population laborieuse de Russie, cette classe est placée néanmoins dans des conditions particulièrement favorables pour son émancipation : il n'est plus rien qui la rattache à l'ancienne société entièrement fondée sur l'exploitation ; les conditions mêmes de son travail et le cadre de sa vie l'organisent, l'obligent à réfléchir, lui offrent la possibilité de descendre dans l'arène de la lutte politique. Il est naturel que les social-démocrates aient porté toute leur attention et tous leurs espoirs sur cette classe, que tout leur programme vise à développer sa conscience de classe, que toute leur activité l'aide à engager la lutte politique directe contre le régime actuel et à entraîner dans cette lutte l'ensemble du prolétariat russe.

Voyons maintenant comment M. Mikhaïlovski lutte contre les social-démocrates. Qu'est-ce qu'il oppose à leurs vues théoriques ? à leur activité politique socialiste ?

Les vues théoriques des marxistes sont exposées par le critique de la façon suivante :

« La vérité (il prétend exposer le point de vue des marxistes) est que, conformément aux lois immanentes de la

nécessité historique, la production capitaliste se développera en Russie avec toutes les contradictions intérieures qu'elle comporte ; les petits capitalistes seront absorbés par les gros ; et, pendant ce temps, le moujik arraché à la terre se transformera en prolétaire, s'unira, se socialisera, et le tour sera joué, l'humanité n'aura qu'à se laisser vivre. »

Les marxistes, voyez-vous, ne se distingueraient donc aucunement des « amis du peuple » par leur façon de comprendre la réalité, mais seulement par l'idée qu'ils se font de l'avenir : il faut croire qu'ils ne s'occupent pas du tout du présent,mais seulement des « perspectives ». Que M. Mikhaïlovski pense précisément ainsi, cela ne fait point de doute : les marxistes, dit-il, « sont absolument convaincus qu'il n'y a rien d'utopique dans leurs prévisions d'avenir, mais que tout est pesé et mesuré selon des prescriptions rigoureusement scientifiques ; enfin, voici qui est encore plus clair : les marxistes « proclament comme article de foi l'infaillibilité d'un schéma historique abstrait ».

En un mot, nous sommes en présence de la plus banale et de la plus plate des accusations portées contre les marxistes, accusation dont usent depuis longtemps tous ceux qui n'ont rien à objecter sur le fond de leurs idées. « Les marxistes proclament comme article de foi l'infaillibilité d'un schéma historique abstrait » ! !

Mais c'est pur mensonge et invention pure !

Nulle part aucun marxiste n'a jamais avancé cet argument qu'en Russie « il doit y avoir » le capitalisme « parce que » il s'est établi en Occident, etc. Aucun marxiste n'a jamais vu dans la théorie de Marx un schéma, obligatoire pour tous, de la philosophie de l'histoire, ou quelque chose de plus que l'explication d'une certaine formation économique et sociale. Seul un philosophe subjectif, M. Mikhaïlovski, a trouvé le moyen de faire preuve d'une telle incompréhension de Marx qu'il a cru déceler chez lui une théorie philosophique générale — ce qui lui valut cette réponse tout à fait explicite de Marx qu'il s'était trompé d'adresse. Jamais aucun marxiste n'a fondé ses conceptions social-démocrates sur autre chose que sur leur conformité avec la réalité historique de rapports économiques et sociaux donnés, c'est-à-dire, en l'occurrence, des rapports russes ; au reste, il ne pouvait les fonder autrement, parce que cette exigence

envers la théorie a été formulée d'une façon absolument nette et précise, et placée comme clef de voûte de toute la doctrine par le fondateur même du « marxisme », Marx.

Évidemment, M. Mikhaïlovski peut réfuter tant qu'il lui plaira ces déclarations, en disant avoir entendu « de ses propres oreilles » proclamer un schéma historique abstrait. Mais qu'est-ce que cela peut nous faire, à nous social-démocrates, ou à qui que ce soit, que M. Mikhaïlovski ait entendu énoncer par ses interlocuteurs toutes sortes d'absurdités ? N'est-ce pas simplement la preuve qu'il est très heureux dans le choix de ses interlocuteurs, et rien de plus ? Il est très possible évidemment que ces interlocuteurs spirituels du spirituel philosophe se soient dits marxistes, social-démocrates, etc., mais qui ne sait qu'aujourd'hui (comme on l'a depuis longtemps remarqué) la première fripouille venue aime à se parer de « rouge »* ? Et si M. Mikhaïlovski est tellement perspicace qu'il ne peut distinguer les marxistes au milieu de ces « travestis », ou s'il a compris Marx avec tant de profondeur qu'il n'a pas su discerner le critère, si fortement mis en relief, de toute sa doctrine (la formulation de « ce qui se passe sous nos yeux »), cela prouve simplement, cette fois encore, que M. Mikhaïlovski n'est guère intelligent, et rien de plus.

En tout cas, du moment qu'il a pris sur lui de polémiquer dans la presse contre les *social-démocrates* il devait songer au groupe de socialistes qui depuis longtemps porte ce nom et qui est seul à le porter, de sorte qu'on ne saurait le confondre avec d'autres, et qui a ses représentants littéraires : Plékhanov et son cercle [49]. Et s'il avait agi ainsi, — il est évident que tout homme qui se respecte devait agir ainsi, — s'il avait consulté au moins le premier ouvrage social-démocrate, le livre de Plékhanov : *Nos divergences*, il y aurait vu, dès les premières pages, la déclaration catégorique faite par l'auteur au nom de tous les membres du cercle :

« Nous ne voulons en aucun cas couvrir notre programme de l'autorité d'un grand nom » (c'est-à-dire de l'autorité

* Tout cela a été écrit dans l'hypothèse que M. Mikhaïlovski a réellement entendu proclamer ces schémas historiques abstraits, et qu'il n'a rien déformé. Cependant, j'estime absolument nécessaire de faire une réserve : je donne cette hypothèse pour ce qu'elle vaut.

de Marx). Comprenez-vous ce que parler veut dire, M. Mikhaïlovski ? Comprenez-vous la différence qu'il y a entre professer des schémas abstraits et nier toute autorité de Marx dans l'appréciation des choses russes ?

Comprenez-vous qu'en faisant passer pour marxiste le premier jugement que vous avez eu la chance d'entendre de la bouche de vos interlocuteurs, et en passant sous silence la déclaration publiée par un des membres marquants de la social-démocratie au nom de tout le groupe, vous avez agi malhonnêtement ?

Par la suite, la déclaration se fait encore plus précise : « Je le répète, dit Plékhanov, une divergence est possible entre les marxistes les plus conséquents, quant à l'appréciation de la réalité russe de nos jours » ; notre doctrine est « le premier essai d'application de cette théorie scientifique à l'analyse de rapports sociaux extrêmement complexes ».

On ne saurait, je pense, être plus explicite : les marxistes n'empruntent assurément à la théorie de Marx que les méthodes sans lesquelles il est impossible de comprendre les rapports sociaux : par conséquent, leur appréciation de ces rapports a pour critère non pas des schémas abstraits et autres absurdités, mais sa stricte conformité avec la réalité.

Peut-être croyez-vous qu'en faisant de pareilles déclarations l'auteur pensait différemment ? Pas du tout. La question qui l'occupait était celle-ci : « La nécessité s'imposera-t-elle à la Russie de passer par la phase capitaliste de développement ? » Par conséquent, la question n'était pas du tout formulée de façon marxiste, mais selon les méthodes subjectives de différents philosophes nationaux qui justifiaient cette « nécessité », soit par la politique des autorités, soit par l'activité de la « société », soit par l'idéal d'une société « conforme à la nature humaine », et autres balivernes de même nature. Demandons-nous maintenant comment un homme professant des schémas abstraits devrait répondre à pareille question ? Il parlerait probablement du caractère absolu du processus dialectique, de la portée philosophique générale de la théorie de Marx, de la nécessité pour chaque pays de passer par la phase... etc., etc.

Et comment a répondu Plékhanov ?

De la seule manière dont pouvait répondre un marxiste : Il a complètement laissé de côté la question de cette « nécessité » comme oiseuse et ne pouvant intéresser que des subjectivistes ; et il a parlé tout le temps des rapports économiques et sociaux réels, de leur évolution réelle. C'est pourquoi il n'a pas donné de réponse directe à une question aussi mal posée. Au lieu de cela, il a répondu : « La Russie *est entrée* dans la voie capitaliste. »

M. Mikhaïlovski, lui, disserte avec un air de connaisseur sur la proclamation d'un schéma historique abstrait, sur les lois immanentes de la nécessité, et autre galimatias invraisemblable ! Et il appelle cela de la « polémique contre les social-démocrates » ! !

Décidément, je me refuse à comprendre : si c'est là un polémiste, qu'est-ce alors qu'un radoteur ?

On ne peut s'empêcher de remarquer encore, à propos du raisonnement cité plus haut de M. Mikhaïlovski, qu'il expose ainsi les vues des social-démocrates : « La production capitaliste *se développera* en Russie. » Visiblement, de l'avis de ce philosophe, la Russie ne possède pas « sa propre » production capitaliste. L'auteur partage probablement cette opinion que le capitalisme russe se réduit à 1 million et demi d'ouvriers, — nous reviendrons encore sur cette idée puérile de nos « amis du peuple », qui classent on ne sait où tous les autres modes d'exploitation du travail libre. « La production capitaliste se développera en Russie avec toutes les contradictions intérieures qu'elle comporte ; et, pendant ce temps, le moujik arraché à la terre se transformera en prolétaire.» Plus on avance, plus on trouve de perles ! Donc, en Russie, il n'y a pas de « contradictions intérieures » ? C'est-à-dire, pour parler franc, il n'y a pas d'exploitation de la masse du peuple par une poignée de capitalistes ? Il n'y a pas ruine de l'immense majorité de la population et enrichissement d'une poignée d'individus ? Le moujik attend encore d'être arraché à la terre ? Mais en quoi donc a consisté toute l'histoire de la Russie, après l'abolition du servage, sinon en une expropriation massive des paysans, d'une ampleur sans précédent ? Il faut avoir du courage pour déclarer publiquement des choses pareilles ! Et M. Mikhaïlovski a ce courage : « Marx opérait sur un prolétariat tout prêt et un capitalisme tout prêt, tandis que nous devons

encore les créer. » La Russie doit encore créer son prolétariat ? ! En Russie, le seul pays où l'on puisse trouver une misère aussi désespérée des masses, une exploitation aussi éhontée du travailleur, ce pays que l'on comparait (à juste titre) à l'Angleterre pour l'état de ses classes pauvres et où la famine frappant des millions d'hommes est un phénomène constant, à côté, par exemple, des exportations toujours croissantes de blé, — en Russie il n'y a pas de prolétariat ! !

Je pense qu'on devrait ériger de son vivant une statue à M. Mikhaïlovski pour ces paroles classiques* !

Au reste, nous verrons encore plus loin que c'est là une tactique constante et très conséquente des « amis du peuple » : fermer pharisaïquement les yeux sur la situation impossible des travailleurs de Russie et la présenter comme simplement « ébranlée », de sorte qu'il suffirait des efforts de la « société cultivée » et du gouvernement pour tout remettre dans la bonne voie. Ces paladins s'imaginent que s'ils ferment les yeux sur le fait que la situation de la masse laborieuse est mauvaise non parce qu'elle a été « ébranlée », mais parce que cette masse est soumise à un pillage éhonté de la part d'une poignée d'exploiteurs ; si, comme des autruches, ils cachent la tête pour ne pas voir ces exploiteurs, — ces derniers disparaîtront. Et lorsque les social-démocrates leur disent que c'est une honte et une lâcheté d'avoir peur de regarder la réalité en face, lorsqu'ils prennent pour point de départ le fait de l'exploitation et disent que sa seule explication possible réside dans l'organisation bourgeoise de la société russe, qui divise la masse du peuple en un prolétariat et une bourgeoisie, et dans le caractère de classe de l'Etat russe, qui n'est autre chose qu'un organe de domination de cette bourgeoisie ; que, pour cette raison, *l'unique issue* est dans la lutte de classe du prolétariat contre la

* Peut-être, après tout, M. Mikhaïlovski essaierait-il, là aussi, de s'échapper par la tangente : je n'ai jamais voulu dire qu'en Russie il n'y avait pas de prolétariat, mais simplement, qu'il n'y avait pas de prolétariat proprement capitaliste. Vraiment ? Mais que ne le disiez-vous, alors ? *Toute la question* consiste précisément en ceci : le prolétariat russe est-il ce prolétariat propre à l'organisation bourgeoise de l'économie sociale, ou un autre ? A qui la faute si, tout au long de deux articles, vous n'avez pas laissé échapper *un seul mot* sur cette question, la seule sérieuse et importante, et si vous avez préféré dire toutes sortes de sottises, en allant même jusqu'à battre la breloque ?

bourgeoisie, — alors ces « amis du peuple » poussent les hauts cris : les social-démocrates veulent déposséder le peuple et le priver de la terre ! ! ils veulent détruire notre organisation économique populaire ! !

Nous en venons maintenant au point le plus révoltant de toute cette « polémique » vraiment incongrue, — je veux parler de la « critique » (?) faite par M. Mikhaïlovski de l'activité politique des social-démocrates. Tout le monde comprend que l'action des socialistes et des propagandistes parmi les ouvriers ne peut pas faire l'objet d'une discussion loyale dans notre presse légale, et que la seule chose que puisse faire à cet égard une presse censurée qui se respecte, c'est « se taire avec tact ». M. Mikhaïlovski a oublié cette règle élémentaire, et n'a pas rougi de profiter du monopole qu'il a de s'adresser au public pour couvrir de boue les socialistes.

Mais on trouvera bien les moyens de combattre ce critique sans vergogne, même en dehors des journaux légaux !

« Si j'ai bien compris, dit M. Mikhaïlovski en jouant les naïfs, les marxistes russes peuvent être divisés en trois catégories : les marxistes spectateurs (observateurs impassibles du processus) ; les marxistes passifs (qui ne font qu'« adoucir les douleurs de l'enfantement » : ils « ne s'intéressent pas au peuple attaché à la glèbe, et portent leur attention et leurs espoirs sur ceux qui sont déjà séparés des moyens de production ») et les marxistes actifs (qui tiennent absolument à ce que se poursuive la ruine des campagnes). »

Qu'est-ce que cela signifie ? ! Monsieur le critique ne peut pourtant pas ignorer que les marxistes russes sont des socialistes qui partent d'une certaine conception de la réalité, à savoir qu'ils ont affaire à une société capitaliste et que le seul moyen d'en sortir est la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Comment et de quel droit peut-il les confondre avec je ne sais quelle platitude ? Quel droit (moral évidemment) a-t-il d'étendre le terme de marxistes à des gens qui, visiblement, n'acceptent pas les principes fondamentaux les plus élémentaires du marxisme, à des gens qui jamais ni nulle part ne sont intervenus comme un groupe distinct, qui jamais ni nulle part n'ont proclamé aucun programme qui leur soit propre ?

M. Mikhaïlovski s'est ménagé une série d'échappatoires pour justifier des procédés aussi scandaleux.

« Peut-être, plaisante-t-il avec la légèreté d'un godelureau mondain, ne sont-ils pas de véritables marxistes, mais ils se considèrent et se donnent comme tels. » Où et quand ? Dans les salons libéraux et radicaux de Pétersbourg ? Dans des lettres privées ? Admettons. Mais alors causez avec eux dans vos salons et dans votre correspondance ! Tandis que vous intervenez publiquement et dans la presse contre des gens qui ne sont jamais ni nulle part intervenus en public (sous la bannière du marxisme). Et après cela vous osez encore déclarer que vous polémiquez contre les *social-démocrates*, sachant que ce nom est porté par *un seul* groupe de révolutionnaires socialistes, et que personne ne saurait être confondu avec lui*.

M. Mikhaïlovski biaise et se débat comme un collégien pris en faute : je n'y suis pour rien, s'efforce-t-il de persuader le lecteur, « j'ai entendu de mes propres oreilles et vu de mes propres yeux ». Fort bien ! Nous croyons volontiers que vous n'avez sous les yeux que de médiocres personnages et des vauriens, mais que venons-nous faire dans cette galère, nous autres, social-démocrates ? Qui donc ignore « qu'à l'heure actuelle où » toute activité publique, pas seulement socialiste, mais tant soit peu indépendante et honnête, entraîne des poursuites politiques, on a, pour une personne travaillant véritablement sous telle ou telle bannière — « Narodnaïa Volia » [50], marxisme ou, disons même, constitutionnalisme — plusieurs dizaines de phraseurs

* Je m'arrêterai sur la seule indication *de fatt* qui se rencontre chez M. Mikhaïlovski. Quiconque lira son article devra reconnaître qu'il range même M. Skvortsov (l'auteur des « Causes économiques des famines ») parmi les « marxistes ». Et pourtant ce monsieur lui-même ne s'intitule pas ainsi ; la connaissance la plus élémentaire des ouvrages social-démocrates suffit pour voir que, de leur point de vue, c'est le plus plat des bourgeois, et pas autre chose. Qu'est-ce donc que ce marxiste qui ne comprend pas que le milieu social pour lequel il échafaude ses projets est le milieu bourgeois; que, pour cette raison, toutes les « améliorations de la culture » qui s'observent effectivement, même dans l'économie paysanne, signifient un progrès bourgeois améliorant la situation d'une minorité et prolétarisant les masses ? Qu'est-ce donc que ce marxiste qui ne comprend pas que l'Etat auquel il adresse ses projets est un Etat de classe, capable seulement de soutenir la bourgeoisie et d'opprimer le prolétariat ?

abritant sous cette bannière leur pusillanimité libérale, et encore peut-être quelques francs coquins qui arrangent leurs petites affaires ? N'est-il pas évident que l'on ne saurait sans bassesse reprocher à l'une de ces tendances que sa bannière soit souillée (pas en public ni ouvertement) par toutes sortes de vauriens ? Tout l'exposé de M. Mikhaïlovski n'est qu'une chaîne continue de falsifications, de déformations et de truquages. Nous avons vu plus haut qu'il a complètement altéré les « vérités » sur lesquelles se fondent les social-démocrates, qu'il les a exposées comme jamais aucun marxiste ne l'a fait et ne pouvait le faire. S'il avait exposé la conception véritable des social-démocrates sur la réalité russe, il aurait été obligé de voir qu'il n'est *qu'une seule manière* de « se conformer » à ces vues : c'est de collaborer au développement de la conscience de classe du prolétariat, d'organiser et d'unir ce dernier pour la lutte politique contre le régime actuel. Au reste, il se réserve encore une ruse. D'un air d'innocence outragée, il lève pharisaïquement les yeux au ciel et susurre : « Je suis très heureux d'entendre cela, mais je ne comprends pas contre quoi vous protestez » (c'est ce qu'il dit dans le n° 2 du *Rousskoïé Bogatstvo*). « Lisez plus attentivement mon jugement sur les marxistes passifs, et vous verrez que je dis : du point de vue éthique, il n'y a rien à objecter. »

Naturellement, ce n'est là qu'un rabâchage d'anciens et pitoyables sophismes.

Supposez que vous ayez à qualifier la conduite d'un homme qui déclarerait critiquer le populisme social-révolutionnaire (l'autre ne s'étant pas encore affirmé, je prends cette période-là), et qui tiendrait à peu près ce langage :

« Les populistes, si je comprends bien, se divisent en trois catégories : les populistes conséquents, qui adoptent entièrement les idées du moujik et, en pleine conformité avec ses désirs, généralisent le fouet, l'habitude de rosser sa femme, et appliquent d'une façon générale l'ignoble politique du gouvernement du knout et du bâton, laquelle a d'ailleurs reçu le nom de politique populaire ; ensuite, les populistes timorés qui ne s'intéressent pas à l'opinion du moujik et essayent seulement de transplanter en Russie un mouvement révolutionnaire étranger à ce pays, par le moyen d'associations, etc., — ce contre quoi, du reste, il

n'y a rien à objecter du point de vue éthique, n'était le chemin glissant qui pourrait facilement conduire le populiste timoré à devenir un populiste conséquent ou courageux ; enfin, les populistes courageux, qui réalisent dans toute son ampleur l'idéal populaire du moujik aisé et, par suite, s'installent sur la terre pour être de vrais koulaks. » Tout homme qui se respecte qualifierait cela, naturellement, de bas et vil persiflage. Et si, en outre, l'auteur d'un tel exposé ne pouvait pas être démenti par les populistes dans la même presse ; si, d'autre part, les idées de ces populistes n'avaient été exposées jusque-là qu'illégalement, de sorte que beaucoup de gens ne s'en faisaient pas une idée exacte et pouvaient aisément croire tout ce qu'on leur disait des populistes, tout le monde serait d'accord pour dire qu'un tel homme est un...

Au reste, M. Mikhaïlovski lui-même n'a peut-être pas encore complètement oublié le mot qu'il faudrait mettre ici.

En voilà assez ! Il y a encore bien des insinuations de ce genre chez M. Mikhaïlovski. Mais je ne connais pas de travail plus fatigant, plus ingrat, plus rebutant que de barboter dans cette fange, de rassembler les insinuations semées çà et là, de les confronter pour découvrir ne fût-ce qu'un seul argument un peu sérieux.

Assez !

Avril 1894

NOTE DES ÉDITEURS[51]

Dans le texte de cet article, le lecteur trouvera des notes qui le renvoient à une analyse plus poussée de certains problèmes, alors qu'en fait cette analyse n'existe pas.

La raison en est que le présent article n'est que la première partie de la réponse aux articles sur le marxisme parus dans le *Rousskoïé Bogatstvo*. Le temps nous a absolument manqué pour assurer la parution de cet article au moment voulu. Or, nous ne jugeons pas possible d'attendre davantage, car nous sommes déjà en retard de deux mois. Aussi décidons-nous pour l'instant de faire paraître cette analyse de la « critique » de M. N. Mikhaïlovski, sans attendre que soit achevée l'impression de tout l'article.

Dans les deuxième et troisième éditions en préparation, le lecteur trouvera également, en outre, une analyse des conceptions économiques et sociales d'autres leaders du *Rousskoïé Bogatstvo*, MM. S. Ioujakov et S. Krivenko, en relation avec un aperçu de la réalité économique russe et son corollaire : « les idées et la tactique des social-démocrates ».

A PROPOS DE LA PRÉSENTE ÉDITION[52]

La présente édition reproduit exactement la première. Complètement étranger à l'élaboration du texte, nous avons estimé n'avoir le droit d'y apporter aucun changement ; nous nous sommes donc borné à faire œuvre d'éditeur. Ce qui nous a déterminé à entreprendre ce travail, c'est la certitude que le présent ouvrage stimulerait notre propagande social-démocrate.

Estimant que la volonté de servir la cause de cette propagande doit nécessairement inspirer quiconque est animé de convictions social-démocrates, nous invitons tous ceux qui partagent les idées de l'auteur de cette brochure à contribuer par tous les moyens (surtout par des rééditions, bien entendu) à la plus large diffusion du présent ouvrage, mais aussi, d'une façon générale, de tous les organes de propagande marxiste. Le moment est particulièrement propice à une telle collaboration. L'activité du *Rousskoïé Bogatstvo* prend à notre égard un caractère de provocation de plus en plus marqué. Soucieuse de paralyser la diffusion des idées social-démocrates dans la société, cette revue en vient à nous accuser ouvertement de rester indifférents aux intérêts du prolétariat et de vouloir la ruine des masses. Nous osons croire qu'en usant de tels procédés la revue ne porte préjudice qu'à elle-même et prépare notre victoire. Il ne faut cependant pas oublier que les calomniateurs disposent de tous les moyens matériels leur permettant de propager amplement leurs calomnies. Ils possèdent une

revue tirant à des milliers d'exemplaires : les salles de lecture et les bibliothèques sont à leur disposition. Aussi devons-nous nous efforcer de prouver à nos ennemis que même les avantages d'une situation privilégiée ne suffisent pas toujours à assurer le succès aux insinuations. Nous exprimons notre entière conviction que ces efforts seront faits.

Juillet 1894

FASCICULE III

Выпускъ III.

Что такое „друзья народа"

и

какъ они воюютъ противъ

соціалъ демократовъ

Сентябрь 1894

Изданіе
провинціальной группы
соціалъ-демократовъ.

Couverture du fascicule III de l'édition polycopiée du livre de Lénine: *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates.* — 1894

Réduction

Pour terminer, faisons encore la connaissance d'un autre « ami du peuple », M. Krivenko qui, lui aussi, entre ouvertement en guerre contre les social-démocrates.

Au reste, nous n'allons pas analyser ses articles (« De la solitude de certains intellectuels », n° 12, 1893 et « Lettres d'un voyageur », n° 1, 1894) comme nous l'avons fait pour MM. Mikhaïlovski et Ioujakov. Une analyse exhaustive des articles de ces derniers était absolument nécessaire pour se faire une idée nette, dans le premier cas, du contenu des objections qu'ils formulent contre le matérialisme et le marxisme en général ; dans le second cas, de leurs théories en matière d'économie politique. Il nous reste à présent, pour nous faire des « amis du peuple » une idée complète, à examiner leur tactique, leurs propositions pratiques, leur programme politique. Programme qu'ils n'ont exposé nulle part d'une façon explicite, avec un esprit de suite et une ampleur comparables à ceux de leurs conceptions théoriques. Force m'est donc de tirer ce programme de différents articles d'une revue dont le personnel est trop solidaire pour qu'on y trouve des contradictions. Je m'en tiendrai aux articles déjà cités de M. Krivenko de préférence à d'autres, parce qu'ils fournissent une plus riche documentation, et aussi parce que leur auteur, comme praticien et comme homme politique, est aussi caractéristique pour cette revue que le sont M. Mikhaïlovski comme sociologue et M. Ioujakov comme économiste.

Mais avant d'aborder leur programme, il est absolument indispensable de nous arrêter encore à un point de théorie. Nous avons vu plus haut comment M. Ioujakov se tirait d'affaire à l'aide de phrases qui ne veulent rien dire sur l'affermage populaire soutenant l'économie populaire, etc., phrases dont il se servait pour masquer son ignorance de la vie économique de nos agriculteurs. Il n'a rien dit des industries artisanales, se bornant aux données relatives à l'essor de la grande industrie d'usine. Maintenant, M. Krivenko répète des phrases absolument identiques sur les industries artisanales. Il oppose nettement « notre industrie populaire », c'est-à-dire artisanale, à l'industrie capitaliste (n° 12, pp. 180-181). « Dans la majorité des cas, dit-il, la production populaire (*sic !*) apparaît tout naturellement », tandis que l'industrie capitaliste « est très souvent une création artificielle ». Dans un autre passage, c'est la « petite industrie populaire » qu'il oppose à la « grosse industrie, à l'industrie capitaliste ». Si vous demandez ce qui distingue proprement la première, vous saurez seulement qu'elle est « petite* » et que les instruments de travail n'y sont pas séparés du producteur (j'emprunte cette dernière définition à l'article cité plus haut de M. Mikhaïlovski). Mais cela ne définit pas encore son organisation économique, loin de là ; et puis, d'ailleurs, c'est absolument faux. M. Krivenko déclare, par exemple, que « jusqu'à présent la petite industrie populaire fournit une production globale de beaucoup supérieure à celle de la grande industrie capitaliste, et occupe plus de bras ». L'auteur parle sans doute des données relatives au nombre des artisans, qui atteindrait 4 millions ou, selon d'autres calculs, 7 millions. Mais qui pourrait ignorer que la forme d'économie prédominante de nos industries artisanales est le système de la grosse production à domicile? que la masse des artisans occupe dans la production une place nullement autonome, mais absolument dépendante, subordonnée ? qu'elle travaille non pas ses propres matières pre-

* Vous pourrez encore apprendre, et ce sera tout, que « d'elle peut naître et se développer une véritable (*sic !*) industrie populaire », dit M. Krivenko. Procédé classique des « amis du peuple » : débiter des phrases oiseuses et dénuées de sens au lieu de donner de la réalité une caractéristique nette et précise.

mières, mais celles du marchand, qui ne paye à l'artisan qu'un salaire ? N'a-t-on pas reproduit jusque dans la presse légale des données attestant la prédominance de cette forme ? Je me réfère, par exemple, à l'excellent ouvrage de S. Kharizoménov, statisticien réputé, dans le *Iouriditcheski Vestnik*[53] (1883, nos 11 et 12). En résumant les données de la presse sur nos industries artisanales dans les provinces du Centre, où elles sont le plus développées, S. Kharizoménov conclut à la prédominance absolue du système de la grosse production à domicile, forme d'industrie incontestablement capitaliste. « En définissant le rôle économique de la petite industrie autonome, dit-il, nous aboutissons aux conclusions suivantes : dans la province de Moscou, le système de la grosse production à domicile fournit chaque année 86,5% du chiffre d'affaires de l'industrie artisanale, et la petite industrie autonome seulement 13,5%. Dans les districts d'Alexandrov et de Pokrovsk, province de Vladimir, le système de la grosse production à domicile et de la manufacture fournit chaque année 96% du chiffre d'affaires de l'industrie artisanale, et la petite industrie autonome, 4% seulement. »

Personne à ma connaissance n'a essayé de réfuter ces chiffres ; on ne saurait d'ailleurs le faire. Comment dès lors peut-on éluder ces faits et les passer sous silence, qualifier une telle industrie de « populaire », par opposition à l'industrie capitaliste, et parler de la possibilité d'en voir sortir une véritable industrie ?

Cette méconnaissance absolue des faits ne peut être expliquée que par la tendance, commune aux « amis du peuple » et à tous les libéraux russes, à déguiser l'antagonisme des classes et l'exploitation du travailleur en Russie, en représentant tout cela comme de simples « insuffisances ». D'ailleurs, la cause en est peut-être aussi dans cette connaissance approfondie du sujet dont fait preuve, par exemple, M. Krivenko, lorsqu'il appelle la « coutellerie de Pavlovo » une « production à caractère semi-artisanal ». C'est prodigieux comme les « amis du peuple » peuvent déformer les choses ! Comment peut-on parler ici de caractère artisanal, alors que les couteliers de Pavlovo travaillent pour le marché, et non sur commande ? M. Krivenko ne range-t-il pas dans la catégorie des métiers cet exemple où le

marchand commande à l'artisan des articles qu'il expédiera à la foire de Nijni-Novgorod ? Ce serait vraiment trop plaisant, mais il faut croire qu'il en est bien ainsi.

En fait, la production des couteaux est celle qui (en comparaison des autres fabrications de Pavlovo) a le moins gardé la forme de la petite production artisanale avec ses producteurs (apparemment) indépendants : « La fabrication des couteaux de table et de travail*, dit N. Annenski, se rapproche déjà sensiblement de la production en fabrique ou, pour être plus exact, en manufacture[64]. » Des 396 artisans occupés à la confection de couteaux de table dans la province de Nijni-Novgorod, 62 (16%) seulement travaillent pour le marché, 273 (69%) pour le compte d'un patron** et 61 (15%) comme salariés. Ainsi, 1/6 seulement des artisans ne sont pas directement asservis à un employeur. En ce qui concerne une autre branche de la coutellerie, la production des couteaux pliants (canifs), selon ce même auteur, « elle occupe une situation intermédiaire entre la coutellerie de table et la serrurerie : ici, la plupart des artisans travaillent déjà pour un patron, mais il existe encore à côté d'eux un assez grand nombre d'artisans autonomes, liés au marché. »

La fabrication des couteaux de ce genre occupe au total, dans la province de Nijni-Novgorod, 2 552 artisans, dont 48% (1 236) travaillent pour le marché, 42% (1 058) pour un patron et 10% (258) comme salariés. Là encore, les artisans indépendants (?) sont en minorité. Au reste, ceux qui travaillent pour le marché ne sont indépendants qu'en apparence ; en réalité, ils ne sont pas moins asservis aux revendeurs *capitalistes*. Si nous considérons les chiffres relatifs aux industries de tout le district de Gorbatovo, province de Nijni-Novgorod, qui emploient 21 983 personnes, soit 84,5% *de l'ensemble des travailleurs****, nous obtiendrons

---

* La plus importante de toutes, qui fournit pour 900 000 roubles d'articles sur un total de 2 750 000 roubles d'articles fabriqués à Pavlovo.

** C'est-à-dire pour un marchand qui fournit aux artisans la matière première et rémunère leur travail d'un simple salaire.

*** Les économistes professant la doctrine du développement historique particulier de la Russie, qui mesurent le capitalisme russe au nombre des ouvriers de fabrique (*sic !*), rangent délibérément

les données suivantes (les données exactes dont nous disposons sur l'économie artisanale ne concernent que 10 808 ouvriers occupés dans les industries des métaux, des cuirs et peaux, de la bourrellerie, des feutres et du tissage de chanvre) : 35,6% des artisans travaillent pour le marché, 46,7% pour le compte d'un patron, et 17,7% sont des salariés. *Ici encore on constate la prédominance du système de la grosse production à domicile, la prédominance de rapports où le Travail est asservi au Capital.*

Si les « amis du peuple » éludent aussi aisément des faits de ce genre, c'est aussi parce que leur notion du capitalisme n'a pas dépassé le stade des conceptions vulgaires habituelles — le capitaliste est un patron riche et cultivé, qui dirige un grand établissement d'industrie mécanique — et qu'ils ne veulent rien savoir du contenu scientifique de cette notion. Dans le précédent chapitre, on a vu comment, pour M. Ioujakov, le capitalisme commençait d'emblée avec l'industrie mécanique, sans passer par la coopération simple et la manufacture. Erreur universellement répandue, qui aboutit entre autres au fait que l'on méconnaît l'organisation capitaliste de nos industries artisanales.

Il va de soi que le système de la grosse production à domicile est une forme capitaliste de l'industrie : nous sommes ici en présence de tous les indices qui la caractérisent — économie marchande ayant déjà atteint un haut degré de développement ; concentration des moyens de production entre les mains de quelques individus ; expropriation de la masse des ouvriers qui, ne possédant pas leurs propres moyens de production, appliquent leur labeur à ceux d'autrui, et travaillent non pour eux-mêmes, mais pour le capitaliste. Il est évident que, par son organisation, cette industrie artisanale est du pur capitalisme ; ce qui la distingue de la grosse industrie mécanique, c'est le faible niveau technique (dû surtout à des salaires scandaleusement bas), et aussi le fait que l'ouvrier garde, pour le cultiver, un minuscule terrain. Cette dernière circonstance embarrasse fort les

ces travailleurs, ainsi que la masse de ceux qui leur sont assimilés, dans la catégorie de la population se livrant à l'agriculture et souffrant, non du joug du capital, mais de pressions artificielles exercées sur le « régime populaire » (??? ! !).

« amis du peuple », habitués à ne penser, en vrais métaphysiciens qu'ils sont, que par contradictions pures et simples : « oui, oui — non, non ; et tout le reste vient du Malin ».

Les ouvriers sans terre, c'est du capitalisme ; s'ils en possèdent, pas de capitalisme. Et, s'en tenant à cette philosophie rassurante, ils perdent de vue toute l'organisation sociale de l'économie ; ils oublient ce fait universellement connu que la possession du sol n'élimine pas le moins du monde l'abrutissante misère où sont plongés ces possesseurs de terre que dépouillent de la façon la plus cynique d'autres possesseurs de terre, eux aussi des « paysans ».

Ils semblent ignorer qu'à un degré relativement inférieur de son développement, le capitalisme s'est partout montré impuissant à séparer complètement l'ouvrier de la terre. Pour l'Europe occidentale, Marx a établi la loi d'après laquelle seule la grande industrie mécanique achève d'exproprier l'ouvrier. On conçoit dès lors que les dissertations courantes sur l'absence de capitalisme dans notre pays, qui tirent argument de ce que « le peuple possède la terre », n'ont aucun sens, car jamais et nulle part le capitalisme, au stade de la coopération simple et de la manufacture, n'a entraîné la séparation complète du travailleur d'avec la terre, sans pour autant, bien entendu, cesser le moins du monde d'être le capitalisme.

Quant à la grande industrie mécanique en Russie, — c'est cette forme que prennent rapidement les branches les plus importantes de notre industrie, — elle a chez nous également, malgré tous nos « traits particuliers », les mêmes caractères que dans tout l'Occident capitaliste ; elle est désormais absolument incompatible avec le maintien des attaches qui lient l'ouvrier à la terre. Au reste, Démentiev l'a prouvé [55] à l'aide de statistiques précises d'où il a tiré (tout à fait indépendamment de Marx) cette conclusion que la production mécanique entraîne nécessairement la séparation complète de l'ouvrier d'avec la terre. Cette étude a montré une fois de plus que la Russie est un pays capitaliste ; que le lien qui rattache le travailleur à la terre y est si faible et si illusoire, la puissance du possédant (détenteur d'argent, revendeur, paysan cossu, manufacturier, etc.) déjà si bien assise, qu'il suffit d'un seul nouveau pas en avant de la

technique pour que le « paysan » (? ? qui vit depuis bien longtemps déjà en vendant sa force de travail) se transforme en pur ouvrier*. Mais l'incompréhension par les « amis du peuple » de l'organisation économique de nos industries artisanales va encore beaucoup plus loin. L'idée qu'ils se font même des métiers où l'on ne travaille pas « pour un patron » est aussi superficielle que celle qu'ils se font de l'agriculteur (ce que l'on a déjà pu constater précédemment). Chose d'ailleurs toute naturelle, quand se mêlent de traiter et de trancher des questions d'économie politique des messieurs dont toute la science se borne, semble-t-il, à savoir qu'il existe de par le monde des moyens de production « pouvant » être associés au travailleur, ce qui est très bien, et « pouvant » aussi en être dissociés, ce qui est très mal. On ne va pas loin avec ça.

Parlant des industries qui sont en voie de transformation capitaliste et de celles qui ne le sont pas (où « la petite production peut exister librement »), M. Krivenko indique, entre autres, que dans certaines branches « les dépenses de base consacrées à la production » sont tout à fait insignifiantes, et que, par suite, la petite production y est possible. Il cite l'exemple de la briqueterie, où le montant des dépenses, prétend-il, peut être de quinze fois inférieur au chiffre d'affaires annuel des usines.

Cette indication étant à peu près la seule précision de fait qui ait été fournie par l'auteur (le trait le plus caractéristique de la sociologie subjective, c'est qu'elle craint, je le répète, de définir et d'analyser explicitement et avec précision la réalité, préférant planer dans la sphère « idéale »... du philistinisme), nous allons l'examiner, afin de montrer combien fausse est l'idée que les « amis du peuple » se font de la réalité.

Nous trouvons dans la statistique économique du zemstvo de Moscou (*Recueil*, t. VII, fasc. 1, 2e partie, etc.) la description de l'industrie de la brique (fabrication de briques avec de l'argile blanche). Cette industrie est concentrée

* Le système de la grande production à domicile, ce n'est pas seulement le système capitaliste, mais encore le système capitaliste sous sa pire forme ; tout en exploitant au maximum le travailleur, il offre aux ouvriers le minimum de possibilités de mener la lutte pour leur émancipation.

principalement dans 3 cantons du district de Bogorodsk, où l'on compte 233 établissements avec 1 402 ouvriers (dont 567 ouvriers familiaux*=41% et 835 salariés, soit 59%), fournissant une production annuelle de 357 000 roubles. Apparue depuis longtemps, cette industrie s'est particulièrement développée au cours des 15 dernières années, grâce à la construction d'une voie ferrée qui a considérablement facilité l'écoulement de la production. Avant la pose de cette voie ferrée, le mode familial de production jouait un rôle essentiel ; il fait place aujourd'hui à l'exploitation du travail salarié. Là encore, les petits industriels dépendent des gros pour l'écoulement de leurs produits : « manquant de fonds », les premiers vendent sur place la brique aux seconds (parfois « crue », c'est-à-dire non cuite) à des prix incroyablement bas.

La possibilité nous est cependant offerte de nous familiariser aussi avec l'organisation de cette industrie en faisant abstraction de cet état de dépendance, grâce à la liste de recensement des artisans par feux jointe à cette étude et où figurent le nombre des ouvriers et la production annuelle de chaque établissement.

Pour voir si l'on peut appliquer à cette industrie la loi selon laquelle l'économie marchande est une économie capitaliste, c'est-à-dire qu'à un certain degré de son développement elle se transforme nécessairement en cette dernière, il nous faut comparer entre eux les établissements selon leur importance : la question est précisément dans le rapport des petits et des gros établissements suivant le rôle qu'ils tiennent dans la production et le degré d'exploitation du travail salarié. Prenant pour base le nombre des ouvriers, nous rangeons les établissements artisanaux en trois groupes : 1° établissements occupant de 1 à 5 ouvriers (ouvriers familiaux et salariés pris ensemble) ; 2° occupant de 6 à 10 ouvriers, et 3° occupant plus de 10 ouvriers.

Si nous considérons, dans chaque groupe, l'importance des établissements, le personnel ouvrier et la production globale, nous obtenons les chiffres ci-après :

---

* Par ouvriers « familiaux », à la différence des ouvriers salariés, on entend les travailleurs membres de la famille de l'exploitant.

Groupes d'artisans d'après le nombre des ouvriers	Nombre d'ouvriers par établissements, en moyenne	En %		Production annuelle par ouvrier	Répartition en %			Chiffres absolus		
		Etablissements avec ouvriers salariés	Ouvriers salariés		des établissements	des ouvriers	de la production globale	Nombre d'établissements*	Nombre d'ouvriers	Production globale (en roubles)
I. Occupant de 1 à 5 ouvriers	2,8	25	19	251	72	34	34	167/43	476/92	119 500
II. Occupant de 6 à 10 ouvriers	7,3	90	58	249	18	23	22	43/39	317/186	79 000
III. Occupant plus de 10 ouvriers	26,4	100	91	260	10	43	44	23/23	609/557	158 500
Total	6	45	59	254	100	100	100	233/105	1 402/835	357 000

Examinez attentivement ce petit tableau et vous verrez l'organisation bourgeoise ou, ce qui revient au même, l'organisation capitaliste de cette industrie : au fur et à mesure que les établissements prennent de l'importance, la productivité du travail** s'élève (le groupe moyen fait exception), l'exploitation du travail salarié s'accentue***, la concentration de la production augmente****.

Le troisième groupe, dont l'économie repose à peu près entièrement sur le travail salarié, assure, avec 10% de la totalité des établissements, 44% de l'ensemble de la production.

Liée à l'expropriation de la majorité (ouvriers salariés), cette concentration des moyens de production entre les mains d'une minorité nous explique la dépendance des

---

* Le dénominateur indique le nombre d'établissements avec ouvriers salariés et le nombre de ces derniers. De même pour le tableau suivant.

** La production annuelle d'un ouvrier représente, dans le Ier groupe, 251 roubles ; dans le IIe, 249 ; dans le IIIe, 260.

*** Proportion des établissements employant une main-d'œuvre salariée : dans le Ier groupe, 25 % ; dans le IIe, 90% et, dans le IIIe, 100% ; proportion des ouvriers salariés : 19%, 58%, 91%.

**** Le Ier groupe, avec 72% des établissements, fournit 34% de la production ; le IIe, avec 18%, fournit 22% ; le IIIe, avec 10%, fournit 44%.

petits producteurs vis-à-vis des revendeurs (les revendeurs, ce sont ici les gros industriels), aussi bien que l'oppression du travail dans cette industrie. On voit donc que la *cause* de l'expropriation du travailleur et de son exploitation réside dans les rapports de production eux-mêmes.

Les socialistes-populistes russes, on le sait, étaient d'un avis contraire ; selon eux, la cause de l'oppression du travail dans les industries artisanales ne résidait pas dans les rapports de production (qu'ils déclaraient reposer sur un principe excluant l'exploitation), mais en dehors de ces derniers, dans la politique, notamment dans la politique agraire, dans celle des payements, etc. On se demande sur quoi se fondait et continue de se fonder cette opinion qui a presque acquis désormais la consistance d'un préjugé ? Ne serait-ce pas sur le fait qu'il régnait une *autre* opinion quant aux rapports de production dans les industries artisanales ? Pas du tout. Elle se maintient uniquement par suite de l'absence de toute tentative *de donner une définition claire et nette des formes existantes, réelles, de l'organisation économique* ; elle se maintient uniquement parce qu'on ne considère pas séparément les rapports de production et qu'on ne les analyse pas en eux-mêmes. En un mot, elle ne se maintient que par l'incompréhension de la seule méthode scientifique des sciences sociales, à savoir la méthode matérialiste. On comprend donc à présent la marche qu'ont suivie les réflexions de nos anciens socialistes. En ce qui concerne les industries artisanales, ils attribuent la cause de l'exploitation à des phénomènes placés *en dehors* des rapports de production ; en ce qui concerne le gros capitalisme, le capitalisme industriel, ils ne pouvaient manquer de voir que *là*, la cause de l'exploitation réside précisément dans les rapports de production. D'où une opposition irréductible, un défaut de conséquence ; on ne comprenait guère d'où avait pu naître ce gros capitalisme, alors que, dans leurs rapports de production (qui d'ailleurs ne faisaient l'objet d'aucune analyse !), les industries artisanales n'avaient rien de capitaliste. Conclusion logique : sans comprendre le lien unissant l'industrie artisanale à l'industrie capitaliste, on oppose la première à la seconde, l'industrie « populaire » à l'industrie « artificielle ». L'idée apparaît d'une contradiction opposant le capitalisme à notre « régime po-

pulaire », idée qui a pris une si large diffusion et que, récemment encore, M. Nikolaï — on a présentée au public russe sous une forme revue et corrigée. Pareille idée ne repose que sur la routine, en dépit de son monstrueux illogisme : on se représente le capitalisme industriel tel qu'il est dans la réalité, mais l'industrie artisanale telle qu'elle « peut être ». Pour le premier, on analyse les rapports de production ; pour la seconde, on ne tente même pas d'examiner à part les rapports de production et l'on reporte la chose directement dans le domaine politique. Il suffit de faire l'analyse de ces rapports de production pour constater que le « régime populaire » n'est autre chose que ces mêmes rapports de production capitalistes, quoique dans un état de développement incomplet, embryonnaire ; pour constater que si l'on abandonne le préjugé naïf consistant à considérer tous les artisans comme égaux les uns aux autres et qu'on marque exactement les différences existant entre eux, l'écart entre le « capitaliste » de la fabrique ou de l'usine et l'« artisan » sera parfois moindre qu'entre tel « artisan » et tel autre ; pour constater que *le capitalisme n'est pas en contradiction avec le « régime populaire », mais qu'il en est la continuation et le développement normal, direct et immédiat.*

Au reste, on trouvera peut-être que l'exemple choisi ne convient pas et que, dans ce cas précis, la proportion des ouvriers salariés est en général trop élevée* ? Mais ce qui importe, ce ne sont pas du tout les chiffres absolus, ce sont les *rapports* qu'ils révèlent, rapports bourgeois en substance et qui ne cessent pas de l'être, que leur caractère bourgeois soit accentué ou atténué.

Je prendrai, si vous le voulez bien, un autre exemple, que je choisis à dessein avec un caractère bourgeois atténué (d'après l'ouvrage de M. Issaïev sur les industries artisanales de la province de Moscou) : la poterie, « industrie purement domestique », au dire de M. le professeur. Cette industrie peut sans doute être considérée comme le type des petites industries paysannes : la technique en est rudimentaire, l'outillage tout à fait insignifiant ; elle produit des objets dont l'usage est général et indispensable. Et

* Ce n'est guère exact en ce qui concerne les industries artisanales de la province de Moscou, mais c'est peut-être juste pour les industries moins développées du reste de la Russie.

voici que, grâce au recensement des artisans par feux, effectué d'après les mêmes indices que dans le cas précédent, il nous est possible d'étudier également l'organisation économique de cette industrie, dont on ne saurait plus contester qu'elle est tout à fait représentative de l'énorme masse des petites industries « populaires » russes. Nous classons les artisans par groupes : I° ceux qui occupent de 1 à 3 ouvriers (ouvriers familiaux et salariés pris ensemble) ; II° ceux qui en occupent 4 ou 5 ; III° ceux qui en occupent plus de 5. Procédons aux mêmes calculs :

Groupes d'artisans d'après le nombre des ouvriers	Nombre d'ouvriers par établissements, en moyenne	en %		Production annuelle par ouvrier	Répartition en %			Chiffres absolus		
		Etablissements avec ouvriers salariés	Ouvriers salariés		des établissements	des ouvriers	de la production globale	Nombre d'établissements	Nombre d'ouvriers	Production globale (en roubles)
I. Occupant de 1 à 3 ouvriers . .	2,4	39	19	468	60	38	36	72/28	174/33	81 500
II. Occupant de 4 à 5 ouvriers .	4,3	48	20	498	27	32	32	33/16	144/29	71 800
III. Occupant plus de 5 ouvriers .	8,4	100	65	533	13	30	32	16/16	134/87	71 500
Total	3,7	49	33	497	100	100	100	121/60	452/149	224 800

Il est évident que, dans cette industrie encore, et l'on pourrait multiplier les exemples à l'infini, les *rapports* se trouvent être bourgeois : nous y voyons la même différenciation sur le terrain de l'économie marchande, différenciation spécifiquement capitaliste qui conduit à l'exploitation du travail salarié, laquelle tient déjà le principal rôle dans le groupe supérieur ; ce dernier, qui groupe 1/8 de l'ensemble des établissements et 30% des ouvriers, concentre près d'un tiers de toute la production avec une productivité du travail de beaucoup supérieure à la moyenne. Ces rapports de production nous expliquent, à eux seuls, l'apparition et la puissance des revendeurs. On voit comment la

minorité, qui dispose d'entreprises plus importantes et de meilleur rapport, et tire un revenu « net » du travail d'autrui (le groupe supérieur des potiers compte en moyenne 5,5 ouvriers salariés par établissement), amasse des « épargnes », tandis que la majorité se ruine, et que même les petits exploitants (sans parler des ouvriers salariés) sont incapables de joindre les deux bouts. Il est donc compréhensible et inévitable que ces derniers soient asservis par les premiers, — inévitable précisément en raison du caractère capitaliste des rapports de production existants. Ces rapports consistent en ce que le produit du travail social organisé par l'économie marchande échoit à des particuliers et devient entre leurs mains un instrument d'oppression et d'asservissement du travailleur, un moyen de s'enrichir lui-même en exploitant la masse. N'allez pas croire que cette exploitation, que cette oppression soient plus faibles parce que ce caractère des rapports est encore peu développé et que l'accumulation du *capital*, allant de pair avec la ruine des producteurs, est infime. Bien au contraire. Cela conduit seulement à des formes plus brutales, à des formes féodales d'exploitation ; cela conduit à ce que, incapable encore de se soumettre directement l'ouvrier en achetant simplement à sa valeur sa force de travail, le capital enveloppe le travailleur dans un réseau serré de servitudes usuraires ; il se l'attache par des procédés de koulak et finit par le dépouiller non seulement de la plus-value, mais encore d'une grande partie de son salaire ; en outre, il le réduit à sa merci en le mettant dans l'impossibilité de changer de « patron », il le dupe en l'obligeant à le considérer comme son bienfaiteur, parce qu'il lui « donne » (*sic !*) du travail. On conçoit que jamais un ouvrier ne consentirait à changer sa situation contre celle de l'artisan russe « indépendant » dans une industrie « véritable », dans l'industrie « populaire ». On conçoit de même que toutes les mesures chères aux radicaux russes, ou bien ne toucheront absolument pas à l'exploitation du travailleur et à son asservissement au capital, parce que demeurant des expériences isolées (les artels), ou bien aggraveront la situation des travailleurs (inaliénabilité des lots), ou enfin ne feront qu'épurer, développer et consolider les rapports capitalistes existants (perfectionnement de la technique, crédits, etc.).

Du reste, les « amis du peuple » ne pourront jamais comprendre qu'il puisse y avoir *capitalisme* dans l'industrie paysanne, vu son état misérable, ses établissements relativement infimes, son rendement excessivement bas, sa technique primitive et la main-d'œuvre peu nombreuse qu'elle emploie. Ils sont absolument incapables de comprendre que le *capital*, c'est un certain rapport entre les hommes, rapport qui reste identique quel que soit le degré de développement des catégories à comparer. Cela, les économistes bourgeois n'ont jamais pu le comprendre : ils se sont toujours élevés contre une telle définition du capital. Je me rappelle que l'un d'eux, rendant compte dans la *Rousskaïa Mysl* d'un ouvrage de Sieber (sur la théorie de Marx), citait cette définition (le capital est un rapport), et la faisait suivre de points d'exclamation et de remarques indignées.

Ce qui caractérise essentiellement les philosophes bourgeois, c'est qu'ils considèrent les catégories du régime bourgeois comme éternelles et naturelles ; aussi emploient-ils, pour définir le capital, des termes tels que travail accumulé servant à la production ultérieure, c'est-à-dire qu'ils le définissent comme une catégorie éternelle pour la société humaine. Ils dissimulent ainsi le caractère particulier de cette formation économique historiquement déterminée où ce *travail accumulé*, organisé par l'économie marchande, tombe entre les mains de qui n'a pas travaillé et sert à exploiter le travail d'autrui. Voilà pourquoi, au lieu d'analyser et d'étudier un système déterminé de rapports de production, ils accumulent une série de banalités applicables à tous les régimes et alternant avec les fades considérations sentimentales de la morale petite-bourgeoise.

Voyez maintenant vous-mêmes pourquoi les « amis du peuple » qualifient cette industrie de « populaire », pourquoi ils l'opposent à l'industrie capitaliste ? Uniquement parce que ces messieurs sont les idéologues de la petite bourgeoisie et ne peuvent pas même s'imaginer que ces petits producteurs vivent et travaillent sous le régime de l'économie marchande (c'est pourquoi, d'ailleurs, je les appelle des petits bourgeois) et que leurs rapports à l'égard du marché les divisent nécessairement et inéluctablement en une bourgeoisie et un prolétariat. Si vous essayiez d'étudier l'organisation véritable de nos industries « populaires »,

au lieu de discourir sur ce qui « peut » en sortir, nous verrions bien si vous seriez capable *de trouver en Russie une branche quelque peu développée de l'industrie artisanale qui ne soit pas organisée selon le mode capitaliste.*

Et si vous n'êtes pas d'accord pour estimer que les indices nécessaires et suffisants pour cette notion, ce sont la monopolisation des moyens de production entre les mains d'une minorité, la perte de ces moyens de production par la majorité et l'exploitation du travail salarié (d'une façon plus générale, l'appropriation par des particuliers du produit du travail social organisé par l'économie marchande, voilà ce qui constitue l'essence du capitalisme), — veuillez alors donner « votre » définition du capitalisme et son histoire telle que « vous-mêmes » la concevez.

En fait, l'organisation de nos industries « populaires » artisanales illustre à merveille l'histoire générale du développement du capitalisme. Elle nous en montre d'une façon saisissante la naissance, l'embryon, sous la forme, par exemple, de la coopération simple (groupe supérieur dans la poterie) ; elle montre ensuite comment les « épargnes », qui s'amassent entre les mains de certains individus grâce à l'économie marchande, se convertissent en *capital*, monopolisant d'abord la vente (« revendeurs » et marchands), parce que seuls les possesseurs de ces « épargnes » disposent, pour la vente en gros, des moyens nécessaires permettant d'attendre la réalisation des marchandises sur les marchés éloignés ; comment, ensuite, ce capital commercial s'asservit la masse des producteurs et organise la manufacture capitaliste, le système de la grande production capitaliste à domicile ; comment, enfin, l'extension du marché et l'accentuation de la concurrence entraînent le perfectionnement de la technique ; comment ce capital commercial devient industriel et organise la grande production mécanique. Et lorsque ce capital, ayant pris des forces et asservi des millions de travailleurs, des régions entières, commence délibérément à exercer une pression directe sur le gouvernement dont il fait son laquais, alors nos spirituels « amis du peuple » crient à l'« implantation du capitalisme », à sa « création artificielle » !

Il n'y a pas à dire, ils s'en sont avisés à temps !

Ainsi donc, par ses phrases sur l'industrie populaire,

véritable, juste, etc., M. Krivenko a purement et simplement voulu dissimuler le fait que nos industries artisanales ne sont rien d'autre que le capitalisme aux divers degrés de son développement. Ces procédés, nous avons suffisamment appris à les connaître chez M. Ioujakov qui, au lieu d'étudier la réforme paysanne, alignait des phrases sur le but essentiel du fameux manifeste, etc. ; au lieu d'étudier le fermage, le qualifiait de « populaire » ; au lieu de chercher à savoir comment se forme le marché intérieur du capitalisme, philosophait sur l'inéluctabilité de sa faillite faute de marchés, etc.

Afin de montrer à quel point M.M. les « amis du peuple » falsifient les faits, je citerai encore un exemple*. Nos philosophes subjectifs nous gratifient si rarement de précisions sur des faits qu'il serait injuste de passer sous silence une de leurs indications les plus précises à ce sujet. Je veux parler de la référence de M. Krivenko (n° 1,1894) aux budgets paysans de la province de Voronèje. Nous pouvons ici, sur l'exemple de données choisies par eux-mêmes, voir nettement qui se fait l'idée la plus juste de la réalité : les radicaux et les « amis du peuple » russes ou les social-démocrates russes ?

M. Chtcherbina, statisticien du zemstvo de Voronèje, donne en annexe à sa description de l'économie paysanne dans le district d'Ostrogojsk les budgets de 24 exploitations paysannes typiques, qu'il analyse dans son texte**.

M. Krivenko reproduit cette étude sans se rendre compte, ou plutôt sans vouloir se rendre compte, que les procédés employés ne peuvent aucunement donner une idée de l'économie de nos paysans-cultivateurs. A la vérité, ces

* Bien que cet exemple soit relatif à la différenciation de la paysannerie, dont on a déjà beaucoup parlé, j'estime indispensable d'analyser *leurs propres données*, afin de mettre clairement en évidence le mensonge impudent de ceux qui prétendent que les social-démocrates se préoccupent non d'étudier la réalité, mais de « prévoir l'avenir », et pour faire ressortir ce qu'il y a de charlatanesque dans la façon d'agir des « amis du peuple », qui, dans leur polémique contre nous, passent sous silence l'essentiel de nos conceptions et se cantonnent dans des bavardages absurdes.

** *Recueil de renseignements statistiques pour la province de Voronèje*, t. II, fasc. II. *L'économie paysanne dans le district d'Ostrogojsk*. Voronèje 1887. On trouvera les budgets dans les suppléments, pp. 42-49. Analyse au chapitre XVIII : « Composition et budgets des exploitations paysannes ».

24 budgets concernent des exploitations absolument différentes — aisées, moyennes et pauvres, — ce que M. Krivenko lui-même a pris soin de signaler (p. 159) ; toutefois, de même que M. Chtcherbina, il opère simplement avec les chiffres *moyens*, groupant les types les plus variés de cultivateurs, dont il dissimule ainsi complètement la différenciation. Or, la différenciation de nos petits producteurs est un fait si général, d'une importance si grande (et sur lequel les social-démocrates attirent depuis longtemps l'attention des socialistes russes. Cf. les œuvres de Plékhanov), qu'il ressort de toute évidence même du petit nombre de données choisi par M. Krivenko. Parlant de l'*économie* paysanne, il ne divise pas les paysans en catégories selon l'étendue de leur exploitation, le mode de gestion de cette dernière, mais, de même que M. Chtcherbina, en catégories juridiques de paysans ayant appartenu à l'Etat ou à des seigneurs terriens ; ce faisant, il porte toute son attention à l'aisance plus grande des premiers par rapport aux seconds, et perd de vue que les différences entre paysans à l'intérieur de ces catégories sont bien plus marquées que celles existant entre les catégories elles-mêmes*. Pour le prouver, je répartis ces 24 budgets en 3 groupes : a) je mets à part 6 paysans aisés, ensuite b) 11 paysans d'aisance moyenne (nos 7-10, 16-22 chez Chtcherbina) et c) 7 paysans pauvres (nos 11-15, 23-24 des budgets dans le tableau de Chtcherbina). M. Krivenko dit, par exemple, que la dépense par exploitation s'élève à 541,3 roubles chez les paysans ayant appartenu à l'Etat, et à 417,7 roubles chez les paysans ayant appartenu aux seigneurs terriens. Mais il perd de vue que cette dépense est loin d'être identique chez différents paysans : parmi les anciens paysans de l'Etat, par exemple, tel dépense 84,7 roubles, tel autre *dix fois plus*, soit 887,4 roubles (même si on laisse de côté le colon allemand dont les dépenses se chiffrent par 1 456,2 roubles). Quel sens

* Il est certain que l'économie du paysan qui vit exclusivement de son exploitation agricole et emploie un ouvrier salarié diffère, quant à son type, de celle d'un paysan qui s'emploie comme salarié agricole et tire de son salaire les 3/5 de son gagne-pain. Or, parmi ces 24 cultivateurs figurent les uns et les autres. Jugez vous-mêmes quelle « science » ce serait, si nous mettions ensemble salariés agricoles et propriétaires employant la main-d'œuvre salariée, pour opérer ensuite avec la moyenne générale !

pourrait bien avoir une moyenne obtenue en faisant la somme de semblables grandeurs ? Si l'on prend ma répartition en catégories, on verra que, chez le paysan aisé, la dépense par exploitation s'évalue en moyenne à 855,86 roubles, chez le paysan moyen à 471,61 roubles, et chez le paysan pauvre à 223,78 roubles*.

La différence est à peu près dans la proportion de 4 : 2 : 1.

Poursuivons. M. Krivenko, tout comme Chtcherbina, cite le montant des dépenses consacrées aux besoins personnels dans les différentes catégories juridiques de la paysannerie : ainsi, chez les anciens paysans de l'Etat, la dépense pour les aliments végétaux s'élève à 13,4 roubles par an et par bouche ; chez les anciens paysans des seigneurs terriens, à 12,2 roubles. Or, voici les chiffres par catégories économiques : a) 17,7 ; b) 14,5 et c) 13,1. Dépense pour la viande et les laitages par tête, chez les anciens paysans des seigneurs terriens, 5,2 roubles ; chez les anciens paysans de l'Etat, 7,7 roubles. Par catégories : 11,7 — 5,8 — 3,6. Il est évident que le calcul par catégories juridiques ne fait que dissimuler des différences énormes, un point c'est tout. Donc ce calcul ne vaut rien. Le revenu chez les anciens paysans de l'Etat est supérieur de 53,7% à celui des anciens paysans des seigneurs terriens, déclare M. Krivenko : la moyenne générale est de 539 roubles (pour les 24 budgets) ; d'après ces catégories, elle est de plus de 600 et d'environ 400 roubles. Or, d'après le degré d'aisance, le revenu est le suivant : a) 1 053,2 roubles ; b) 473,8 roubles ; c) 202,4 roubles ; soit une différence, non de 3 à 2, mais de 10 à 2.

« La valeur-capital des exploitations paysannes est, chez les anciens paysans de l'Etat, de 1 060 roubles ; chez les anciens paysans des seigneurs terriens, de 635 roubles », dit M. Krivenko. Mais nous obtenons, par catégories** : a) 1 737,91 roubles ; b) 786, 42 roubles et c) 363,38 roubles, soit encore une fois une différence, non de 3 à 2, mais

* Les écarts quant à la grandeur moyenne de la famille sont sensiblement moindres : *a*) 7,83, *b*) 8,36, *c*) 5,28 personnes par famille.

** La différence est particulièrement grande en ce qui concerne le matériel d'exploitation : en moyenne, la valeur du matériel est de 54,83 roubles par exploitation. Mais, chez les paysans aisés, elle est deux fois plus forte : 111,80 roubles ; chez les pauvres, trois fois moindre : 16,04 roubles. Elle est de 48,44 roubles chez les paysans moyens.

de 10 à 2. En divisant la *paysannerie* en catégories juridiques, l'auteur s'est mis dans l'impossibilité de se faire une idée juste de l'économie de cette *paysannerie*.

Si l'on considère les différents types d'exploitations paysannes selon leur degré d'aisance, on constatera que les familles aisées ont en moyenne 1 053,2 roubles de revenu et 855,86 roubles de dépenses, soit un revenu net de 197,34 roubles. Une famille de paysans moyens a 473,8 roubles de revenu et 471,61 roubles de dépenses, soit un revenu net de 2,19 roubles par exploitation (sans compter les crédits et les arrérages). Il est évident qu'elle a peine à joindre les deux bouts : sur 11 exploitations, 5 accusent un déficit. Le groupe inférieur, celui des paysans pauvres. exploite tout bonnement à perte : 202,4 roubles de revenu et 223,78 roubles de dépenses, soit un déficit de 21,38 roubles *. Il est évident que si l'on réunit ces exploitations pour calculer la moyenne (revenu net : 44,11 roubles), la réalité s'en trouvera complètement faussée. Nous dissimulons alors (comme l'a fait M. Krivenko) le fait que les six paysans aisés touchant un revenu net emploient des ouvriers agricoles (8 personnes), ce qui nous montre la nature de leur exploitation agricole (leur transformation en fermiers), laquelle leur rapporte un revenu net et les dispense à peu près entièrement de la nécessité de recourir aux « métiers auxiliaires ». Ces cultivateurs (tous ensemble) couvrent 6,5% seulement de leur budget (412 roubles sur 6 319,5) grâce aux métiers tels que, comme l'indique M. Chtcherbina, le « charroi » ou même « l'achat en gros des moutons ». Loin de marquer un état de dépendance, cela implique au contraire l'exploitation d'autrui (précisément dans le dernier cas : les « épargnes » accumulées se convertissent en *capital* commercial). Ces cultivateurs possèdent 4 établissements industriels qui leur rapportent 320 roubles (5%) de revenu **.

Tout autre est le type d'exploitation chez les paysans moyens ; nous l'avons vu, ils ont peine à joindre les deux bouts. La culture de la terre ne couvre pas leurs besoins,

* Il est intéressant de noter que le budget des ouvriers agricoles (deux cultivateurs pauvres sur sept) se solde sans déficit : 99 roubles de revenu et 93,45 roubles de dépenses par famille. Seul le salarié agricole est nourri, vêtu et chaussé par son employeur.

** Voir Annexe I (p. 327 de la présente édition. *N.R.*)

et les « métiers » fournissent 19% de leur revenu. Ce que sont ces métiers, c'est ce que nous apprend l'article de M. Chtcherbina. Ils sont indiqués pour 7 cultivateurs : deux seulement exercent pour leur compte un métier auxiliaire (celui de tailleur et de charbonnier) ; les 5 autres vendent leur force de travail (« s'est loué comme faucheur dans le bas pays », « est ouvrier dans une distillerie d'alcool », « travaille à la moisson comme journalier », « est berger », « a travaillé chez le propriétaire foncier »). Ces cultivateurs sont désormais mi-paysans, mi-ouvriers. L'exercice d'un métier accessoire leur fait négliger leur propre exploitation qui, ainsi, finit par péricliter.

Quant aux paysans pauvres, ils exploitent tout bonnement à perte ; l'importance des « métiers » dans le budget s'accroît encore (ils fournissent 24% du revenu), et ces métiers, dans leur quasi-totalité (à l'exception d'un seul cultivateur), se réduisent à la vente de la force de travail. Dans deux cas, les « métiers » (travail salarié) prédominent, fournissant les 2/3 du revenu.

Il apparaît clairement que nous avons affaire à des petits producteurs en voie de décomposition : les groupes supérieurs rejoignent la bourgeoisie et les groupes inférieurs le prolétariat. On conçoit que si nous prenons les moyennes générales, nous ne verrons rien de tout cela, et nous n'aurons aucune idée de la vie économique à la campagne.

C'est seulement parce qu'il opère avec ces moyennes fictives que l'auteur a pu user d'un tel procédé. Pour déterminer la place de ces exploitations typiques dans le type général de l'économie paysanne du district, M. Chtcherbina prend la classification des paysans selon le lot dont ils disposent, et il apparaît que les 24 exploitations considérées jouissent (dans leur moyenne générale) d'une aisance supérieure d'un tiers environ à celle d'une exploitation moyenne du district. Ce calcul ne saurait nous satisfaire, d'abord parce qu'on constate des différences marquées parmi ces 24 cultivateurs, et aussi parce que la classification selon le lot concédé masque la différenciation de la paysannerie : la thèse de l'auteur, selon laquelle « le lot concédé est la raison fondamentale de la prospérité » du paysan, est absolument fausse. Chacun sait que la répartition « égale » de la terre à l'intérieur de la commu-

nauté n'empêche nullement le paysan sans cheval d'abandonner la terre, de la donner en location, de partir à la recherche d'un emploi et de se transformer en prolétaire ; tandis que le paysan possesseur de plusieurs chevaux afferme d'importantes étendues de terre et se livre en grand à une culture de rapport. Si nous prenons, par exemple, nos 24 budgets, nous verrons qu'un paysan riche, possesseur d'un lot concédé de 6 déciatines, touche un revenu total de 758,5 roubles ; qu'un paysan moyen, avec un lot de 7,1 déciatines, touche 391,5 roubles et qu'un paysan pauvre, avec un lot de 6,9 déciatines, touche 109,5 roubles. On a vu qu'en général, le rapport entre les revenus dans les différents groupes est 4 : 2 : 1, le rapport entre les lots, lui, est 22,1 : 9,2 : 8,5=2,6 : 1,08 : 1. Cela se conçoit fort bien, car nous voyons, par exemple, que les paysans aisés qui ont un lot de 22,1 déciatines par feu afferment encore 8,8 déciatines, alors que les paysans moyens, avec un lot moindre (9,2 déciatines) afferment moins de terre : 7,7 déciatines, et que les paysans pauvres, dont la part de terre est encore moindre (8,5 déciatines), n'afferment que 2,8 déciatines*. Aussi, lorsque M. Krivenko déclare : « Malheureusement, les chiffres cités par M. Chtcherbina ne peuvent servir de critère exact à la situation d'ensemble non seulement de la province, mais même du district », on peut répondre qu'ils ne peuvent en effet servir de critère dans le cas seulement où l'on recourt à une méthode de calcul erronée des moyennes générales (méthode que M. Krivenko n'aurait pas dû employer) ; mais, d'une façon générale, les données fournies par M. Chtcherbina sont si étendues et si précieuses qu'elles permettent de tirer des conclusions exactes. Et si M. Krivenko ne l'a pas fait, il ne doit pas s'en prendre à M. Chtcherbina.

Ce dernier donne, par exemple, à la page 197, une classification des paysans, non pas selon leur lot concédé, mais selon la quantité des bêtes de trait, c'est-à-dire une classification établie selon un indice économique et non juridique. Et cette classification nous permet parfaitement de

* Certes, je ne veux pas dire que les données relatives aux 24 exploitations peuvent, *à elles seules*, réfuter la thèse de l'importance fondamentale du lot concédé. Mais les données citées plus haut, concernant plusieurs districts, la réfutent entièrement [se].

dire que les rapports entre les différentes catégories des 24 exploitations typiques envisagées sont absolument identiques aux rapports des différents groupes économiques dans l'ensemble du district.

Voici cette classification* :

District d'Ostrogojsk, province de Voronèje

Groupes de cultivateurs classés d'après la quantité de bêtes de trait	Nombre		On compte par feu			Famille moyenne (nombre de personnes)	Feux, en %					
	de cultivateurs	%	Têtes de gros bétail	Part de terre (en déciatines) concédée	Part de terre (en déciatines) affermée		Employant des ouvriers agricoles	Avec établissements industriels et commerciaux	Paysans sans maisons	Sans main-d'œuvre familiale	Ne cultivant pas la terre	Sans matériel agricole
I. Sans bêtes de trait	8 728	26,0	0,7	6,2	0,2	4,6	0,6	4,0	9,5	16,6	41,6	98,5
II. Avec 1 bête de trait	10 519	31,3	3,0	9,4	1,3	5,7	1,4	5,4	1,4	4,9	2,9	2,5
III. Avec 2 ou 3 bêtes de trait	11 191	33,3	6,8	13,8	3,6	7,7	8,3	12,3	0,4	1,3	0,4	—
IV. Avec 4 bêtes de trait et plus	3 152	9,4	14,3	21,3	12,3	11,2	25,3	34,2	0,1	0,4	0,3	—
Total	33 581	100,0	4,4	11,2	2,5	6,7	5,7	10,0	3,0	6,3	11,9	23,4
Dans les 24 exploitations typiques, on compte** : Ouvriers agricoles			0,5	7,2	0	4,5						
Paysans pauvres			2,8	8,7	3,9	5,6						
Paysans moyens			8,1	9,2	7,7	8,3						
Paysans aisés			13,5	22,1	8,8	7,8						
Total			7,2	12,2	6,6	7,3***						

* Pour comparer les 24 exploitations typiques aux catégories d'exploitations dans tout le district, on a appliqué les mêmes procédés que ceux à l'aide desquels M. Chtcherbina a établi ses comparaisons entre la moyenne des 24 exploitations et les groupes classés selon leurs lots concédés.

** On a retranché ici du groupe des paysans pauvres deux ouvriers agricoles (nos 14 et 15 des budgets de Chtcherbina), de sorte qu'il ne reste plus que 5 paysans pauvres.

*** A propos de ce tableau, il est également impossible de ne pas souligner que nous y constatons aussi une augmentation de la quantité de terre prise à ferme à mesure que s'accroît l'aisance, et cela *malgré* l'augmentation de la quantité de terre concédée.

Il est hors de doute que, d'une façon générale et en moyenne, les 24 exploitations typiques sont au-dessus de l'exploitation paysanne type du district. Mais si, au lieu de ces moyennes fictives, nous prenons les catégories économiques, nous pourrons établir la comparaison.

Ainsi, les données relatives à un autre district encore confirment la fausseté de l'idée selon laquelle le lot concédé aurait une importance fondamentale. On voit, au contraire, que dans l'ensemble des terres que détient un groupe donné, la part du lot concédé baisse à mesure qu'augmente la prospérité du groupe. Si l'on totalise la terre concédée et la terre affermée, et que l'on établisse la proportion de la terre concédée par rapport à cette somme, on obtient par groupes les données suivantes : I) 96,8% ; II) 85,0% ; III) 79,3% ; IV)63,3%. Chose parfaitement compréhensible. On sait que, depuis l'émancipation des serfs, la terre est devenue en Russie une marchandise. Avec de l'argent, on peut toujours acheter de la terre : il faut acheter aussi les lots concédés. On conçoit donc que les paysans aisés concentrent la terre entre leurs mains, et que cette concentration s'affirme plus fortement sous la forme du bail à ferme, par suite des restrictions médiévales apportées à la vente des lots de terre communale. Les « amis du peuple », qui sont partisans de ces restrictions, ne comprennent pas que cette mesure réactionnaire absurde ne fait qu'aggraver la condition des paysans pauvres : ruinés, dépourvus de matériel agricole, ceux-ci doivent de toute façon donner leur terre à bail. L'interdiction du bail (ou de la vente) aura pour résultat, ou bien que le bail se fera clandestinement et, par suite, dans des conditions plus onéreuses pour le bailleur ; ou bien que les paysans pauvres céderont gratuitement la terre à la « communauté », c'est-à-dire au même koulak.

Je ne puis m'empêcher de citer ici le jugement parfaitement juste de Gurvitch sur cette fameuse « inaliénabilité » :

« Pour éclaircir cette question, il nous faut établir qui achète la terre du paysan. On a vu que seule une petite partie des parcelles dites *tchetvertnyïé*[57] était acquise par les marchands. D'une façon générale, les petites parcelles vendues par les nobles ne sont achetées que par des paysans. Par conséquent, cette question ne touche qu'aux rapports des seuls paysans, sans heurter les intérêts ni de la noblesse, ni de la classe des capitalistes. Il est fort possible qu'en pareil cas le gouvernement russe trouvera bon de jeter une aumône aux populistes. Cette singulière union (*mésalliance* *) d'une tutelle patriarcale orientale (*oriental paternalism* **) avec un monstrueux prohibitionnisme inspiré du socialisme d'Etat ne manquera pas de susciter l'opposition de ceux-là mêmes que l'on entend combler de bienfaits. Comme le processus de différenciation à la campagne s'opère visiblement, de l'intérieur, et non de l'extérieur, l'inalié-

*En français dans le texte. *(N. R.)*
**En anglais dans le texte. *(N. R.)*

On voit que les ouvriers agricoles, dans les exploitations typiques, sont un peu au-dessous des cultivateurs ne possédant pas de bêtes de trait, mais qu'ils s'en rapprochent sensiblement. Les cultivateurs pauvres touchent de très près à ceux qui possèdent une bête de trait (s'ils ont 0,2 de bétail en moins, — 2,8 chez les pauvres contre 3 chez les cultivateurs à cheval unique, — ils ont en revanche un peu plus de terre, lot concédé et terre affermée : 12,6 déciatines contre 10,7). Les cultivateurs moyens ne sont

---

nabilité de la terre paysanne équivaudra purement et simplement à une expropriation sans indemnité des pauvres au profit des membres riches de la communauté.

Nous constatons que la proportion des émigrants, parmi les paysans tchetvertnyïé, qui avaient le droit d'aliéner leur terre, était sensiblement plus élevée que parmi les anciens paysans de l'Etat possédant la terre en communauté. Ainsi, dans le district de Ranenbourg (province de Riazan), la proportion des émigrants est de 17% parmi les premiers, de 9% parmi les seconds. Dans le district de Dankov, elle est de 12% parmi les premiers, de 5% parmi les seconds. D'où vient cette différence ? Un exemple concret nous en donnera l'explication :

« En 1881, une petite communauté de 5 cultivateurs, anciens serfs de Grigorov, abandonna le village de Biguildino, district de Dankov. Elle vendit sa terre, 30 déciatines, à un riche paysan pour 1 500 roubles. Ses membres n'avaient plus chez eux aucun moyen de subsistance, et la plupart se louaient à l'année. » (*Recueil de renseignements statistiques*, IIe partie, pp. 115, 247.) Selon les données de M. Grigoriev (*L'émigration intérieure des paysans de la province de Riazan*), 300 roubles — prix d'une parcelle moyenne de terre paysanne de 6 déciatines — suffisent pour qu'une famille paysanne puisse monter une exploitation agricole en Sibérie méridionale. De sorte qu'un paysan complètement ruiné aurait eu la possibilité, après avoir vendu sa parcelle de terre communale, de se faire cultivateur dans une nouvelle contrée. La vénération pour les sacro-saintes coutumes ancestrales n'aurait guère pu résister à cette tentation, si la très gracieuse bureaucratie ne s'y était opposée.

Certes, on me taxera de pessimisme, comme on l'a fait dernièrement pour ma façon de concevoir l'émigration des paysans (*Séverny Vestnik*, 1892, n° 5, article de Bogdanovski). Voici à peu près comment on raisonne d'ordinaire : admettons que cet exposé soit parfaitement conforme à la réalité, mais les suites funestes (des émigrations) sont dues aux conditions anormales dans lesquelles vit la paysannerie et, ces conditions étant normales, les objections (contre les émigrations) « seraient sans valeur ». Or, ces conditions vraiment « anormales » se développent, hélas, spontanément ; et il n'est pas au pouvoir de ceux qui veulent du bien à la paysannerie d'en créer de « normales ». (Ouvrage cité, p. 137 [58]).

que très peu au-dessus de ceux qui possèdent 2 ou 3 bêtes de trait (ils ont un peu plus de bétail et un peu moins de terre) ; les cultivateurs aisés se rapprochent de ceux qui possèdent 4 bêtes de trait et plus, tout en venant un peu *après*. Nous avons donc le droit d'en conclure que, dans tout le district, 0,1 au moins des cultivateurs sont à la tête d'exploitations rationnelles et d'un bon revenu, et n'ont pas besoin de gagne-pain accessoire. (Ce revenu — il importe de le noter — se traduit en argent et, par suite, suppose le caractère marchand de l'agriculture.) Ils exploitent surtout en faisant appel aux salariés agricoles : 1/4 au moins des feux emploient des ouvriers agricoles permanents, mais on ignore combien ils embauchent en outre de journaliers. Ensuite, dans le district, plus de la moitié sont des cultivateurs pauvres (près de 0,6 : sans chevaux et avec un cheval unique, 26%+31,3%=57,3%) qui cultivent tout bonnement à perte ; ils se ruinent donc et se voient l'objet d'une constante, d'une inéluctable expropriation. Ils sont obligés de vendre leur force de travail, et environ un quart des paysans vivent déjà bien plus d'un travail salarié que d'agriculture. Les autres sont des paysans moyens, qui exploitent tant bien que mal leur terre avec un déficit constant et l'appoint d'un gagne-pain accessoire ; ils manquent donc de la plus élémentaire stabilité économique.

Si je me suis arrêté aussi longuement sur ces données, c'est pour montrer combien M. Krivenko déforme la réalité. Il prend, sans hésiter, les moyennes générales et opère avec elles ; on conçoit qu'il en résulte non seulement des chiffres sans rapport avec la réalité, mais une falsification tout court. On a vu, par exemple, qu'un paysan aisé (d'après les budgets types) couvre de son revenu net (+197,34) le déficit de *neuf* exploitations pauvres (—21,38×9=192,42), de sorte que 10% des paysans riches du district, non seulement couvriront le déficit des 57% de paysans pauvres, mais laisseront encore un certain excédent. Et M. Krivenko qui, du budget moyen de 24 exploitations, obtient un excédent de 44,14 roubles — de 15,97 roubles, déduction faite des crédits et arrérages — parle, par conséquent, d'un simple « déclin » des cultivateurs moyens et de ceux qui se situent au-dessous de la moyenne. Mais, en fait, on ne peut parler de déclin qu'en ce qui concerne le paysan

moyen*, pour la masse des paysans pauvres, on assiste déjà à une véritable *expropriation*, qui s'accompagne en outre d'une concentration des moyens de production entre les mains d'une minorité possédant des exploitations relativement importantes et solidement assises.

Pour avoir méconnu cette dernière circonstance, l'auteur n'a pas pu noter encore un autre trait fort intéressant de ces budgets : ceux-ci montrent pareillement que la *différenciation de la paysannerie crée un marché intérieur*. D'une part, l'importance du revenu tiré des métiers de complément, c'est-à-dire principalement de la vente de la force de travail, croît du groupe supérieur au groupe inférieur (6,5% —18,8% —23,6% de l'ensemble du budget des paysans aisés, moyens et pauvres). D'autre part, le caractère marchand (plus même : *bourgeois*, comme on l'a vu) de l'agriculture, pourcentage du blé aliéné, croît des groupes inférieurs aux groupes supérieurs ; le revenu tiré de l'agriculture est, par catégories, en prenant l'ensemble des cultivateurs : *a*) $\frac{3\,861,7}{1\,774,4}$, *b*) $\frac{3\,163,8}{899,9}$, *c*) $\frac{689,9}{175,25}$.

Le dénominateur désigne le revenu en espèces **, qui représente 45,9% —28,3% —25,4%, en allant de la catégorie supérieure à la catégorie inférieure.

Là encore, nous voyons nettement les moyens de produc-

---

* Et encore ne sera-ce pas très juste, puisqu'un déclin implique une perte temporaire et accidentelle de stabilité ; or, on l'a vu, la paysannerie moyenne se trouve continuellement dans une situation instable, tout près de la ruine.

** Pour établir le revenu en espèces tiré de l'agriculture (Chtcherbina ne le donne pas), il a fallu se livrer à des calculs assez compliqués. De l'ensemble du revenu des céréales il a fallu défalquer celui provenant de la paille et de la bale qui, selon l'auteur, servent de nourriture au bétail. L'auteur lui-même les élimine dans le chapitre XVIII, mais uniquement pour établir les totaux par district, et non pour les données concernant les 24 exploitations. D'après ces totaux, j'ai déterminé la proportion du revenu provenant du grain (comparativement à l'ensemble du revenu fourni par les céréales, c'est-à-dire par le grain, la paille et la bale), et j'en ai retranché la paille et la bale dans le cas qui nous préoccupe. Cette proportion est de 78,98% pour le seigle, de 72,67% pour le froment, de 73,32% pour l'avoine et l'orge, de 77,78% pour le millet et le sarrasin. La quantité de grain vendu a été finalement déterminée en déduisant la quantité consommée dans l'exploitation même.

tion dont sont séparés les paysans expropriés, se convertir *en capital*.

On conçoit que, d'une documentation utilisée — ou plus exactement mutilée — de la sorte, M. Krivenko n'ait pu tirer des conclusions justes. Après avoir décrit, d'après les dires d'un paysan de Novgorod, son voisin de wagon de chemin de fer, l'aspect monétaire de l'économie paysanne de cette région, il est contraint de tirer cette juste conclusion que c'est cette ambiance, l'ambiance de l'économie marchande, qui « forme » des « capacités spéciales » et crée ce seul souci : « récolter (le foin) à meilleur compte », « vendre plus cher » (page 156) *. Cette ambiance est une « école » « qui éveille (c'est juste !) et affine les aptitudes commerciales ». « Des talents se découvrent, d'où sortent les Koloupaïev, les Dérounov [59] et autres loups-cerviers **, tandis que les simples et les braves restent en arrière, déchoient, se ruinent et deviennent ouvriers agricoles » (p. 156).

Les données relatives à une province placée dans des conditions toutes différentes, une province agricole (celle de Voronèje), amènent à des conclusions identiques. La chose semble assez claire : le système de l'économie marchande apparaît nettement comme la toile de fond de l'économie du pays en général et de la « paysannerie » « communautaire » en particulier ; on voit apparaître aussi le *fait* que cette économie marchande, *et elle seule*, scinde le « peuple » et la « paysannerie » en un prolétariat (ruine, transformation en ouvriers agricoles) et une bourgeoisie (les loups-cerviers), c'est-à-dire qu'elle se transforme en économie capitaliste. Mais les « amis du peuple » ne se décident jamais à regarder la *réalité* en face et à appeler les choses par leur nom (ce serait trop «dur») ! Et M. Krivenko de spéculer :

« Certains estiment que cet ordre de choses est tout à fait naturel (il fallait plutôt dire : est un corollaire na-

* « Il faut embaucher la main-d'œuvre le meilleur marché possible, et en tirer le maximum », note très justement à ce propos M. Krivenko.

** M. Ioujakov ! Comment cela se fait-il donc: votre camarade dit que des « talents » se muent en « loups-cerviers », alors que vous assuriez que les gens deviennent tels uniquement parce qu'ils manquent « d'esprit critique » ? C'est mal, messieurs, de s'étriller ainsi l'un l'autre dans une même revue !

turel du caractère capitaliste des rapports de production. C'eût été reproduire fidèlement l'opinion de « certains », et il n'eût plus été possible d'éluder ces opinions par des phrases en l'air : il aurait fallu analyser la question au fond. Lorsque l'auteur ne se proposait pas spécialement de combattre « certains », il devait reconnaître lui-même que l'économie fondée sur l'argent est justement l'« école » d'où sortent les « habiles » loups-cerviers et les « braves » salariés agricoles), et ils voient en cela l'irréductible mission du capitalisme. (Oui, bien sûr ! Estimer qu'il faut lutter précisément contre l'« école » et les « loups-cerviers » qui y font la loi, avec les fonctionnaires et les intellectuels, leurs valets, c'est considérer que le capitalisme est irréductible. En revanche, ne pas toucher du tout à l'« école » capitaliste avec ses loups-cerviers et vouloir en éliminer les conséquences capitalistes par des demi-mesures libérales, c'est être véritablement un « ami du peuple » !) Notre opinion là-dessus est un peu différente. Il est certain que le capitalisme joue ici un rôle important, ce que nous avons d'ailleurs mentionné plus haut (notamment en ce qui concerne l'école des loups-cerviers et des salariés agricoles) ; on ne saurait dire cependant que son rôle soit universel et décisif, que les transformations qui s'opèrent dans l'économie populaire ne dépendent pas d'autres facteurs, ni que l'avenir ne comporte aucune autre issue » (p. 160).

Voyez-vous ça ! Au lieu de définir clairement et nettement le régime actuel, au lieu de répondre nettement à la question de savoir pourquoi la *paysannerie* se scinde en loups-cerviers et en salariés agricoles, M. Krivenko s'en tire par des phrases qui ne signifient rien. « On ne saurait dire que le rôle du capitalisme soit décisif. » Toute la question est pourtant là : peut-on ou ne peut-on pas le dire ?

A l'appui de votre opinion, vous auriez dû montrer quelles autres causes *décident* de la question, quelle autre *issue* est possible, à part celle qu'indiquent les social-démocrates : la lutte de classe du prolétariat contre les loups-cerviers*. Cependant, il n'y a aucune indication à ce sujet.

* Si les ouvriers d'usine, les ouvriers des villes, sont seuls capables pour l'instant de s'assimiler l'idée de la lutte de classe du pro-

Au reste, l'auteur croit peut-être s'en tirer en ajoutant ce qui suit ? Si plaisant que cela puisse paraître, il faut s'attendre à tout de la part des « amis du peuple ».

« On voit tout d'abord péricliter les exploitations faibles qui ont peu de terre », plus précisément moins de 5 déciatines de terre concédée. « Quant aux exploitations typiques des paysans de l'Etat, avec un lot de 15,7 déciatines, elles se distinguent par leur stabilité... Il est vrai, que, pour réaliser un pareil revenu (80 roubles net), ils prennent à ferme un supplément de 5 déciatines chacun, mais cela montre seulement ce dont ils ont besoin. »

A quoi donc se réduit cet « amendement », qui établit un lien entre le capitalisme et la fameuse « pénurie de terre » ? Au fait que ceux qui en ont peu se voient privés même de ce peu, et que ceux qui en possèdent (à raison de 15,7 déciatines), en acquièrent plus encore *. Mais c'est là une simple paraphrase de la thèse selon laquelle les uns se ruinent et les autres s'enrichissent !! Il serait temps de laisser de côté ces phrases creuses sur la pénurie de terre, qui n'expliquent rien (puisque les lots de terre concédés aux paysans ne le sont pas gratuitement, mais leur sont vendus) et se bornent à décrire le processus, d'ailleurs de façon inexacte, car il ne s'agit pas de parler de la terre seule, mais des moyens de production en général, ni de dire que les paysans en ont « peu », mais qu'ils en sont *libérés*, qu'ils sont *expropriés* par le capitalisme grandissant. « Nous ne voulons nullement dire, déclare M. Krivenko pour conclure, que l'agriculture doit et peut, en tout état de cause, rester « naturelle » et être séparée de l'industrie de transformation (encore des phrases ! N'avez-vous pas dû reconnaître vous-même tout à l'heure qu'il existe dès aujourd'hui

---

létariat contre la bourgeoisie, ce que ne peuvent faire les « simples et braves » ouvriers ruraux, c'est-à-dire les gens qui ont perdu ces aimables qualités si étroitement liées aux « fondements séculaires de la société » et à « l'esprit de communauté », cela prouve seulement la justesse de la thèse social-démocrate sur l'œuvre progressiste, révolutionnaire, du capitalisme russe.

* Je ne parle même pas de l'idée absurde suivant laquelle les paysans en possession de lots de même étendue sont égaux entre eux, au lieu de se diviser à leur tour en « loups-cerviers » et en « salariés agricoles ».

une école de l'économie fondée sur l'argent, qui suppose l'échange et, par suite, la séparation de l'agriculture d'avec l'industrie de transformation ? Pourquoi reprendre ce prêchi-prêcha sur ce que l'on peut et ce que l'on doit ?) ; nous disons seulement qu'il est irrationnel de créer artificiellement une industrie séparée (il serait intéressant de savoir si l'industrie de Kimry et de Pavlovo est une industrie « séparée » et par qui, comment et quand elle a été « artificiellement créée »), et que le travailleur se sépare de la terre et des instruments de production sous l'influence non seulement du capitalisme, mais aussi d'autres facteurs qui le précèdent et qui l'accompagnent . »

Ici encore, on sous-entendait probablement cette idée profonde que si l'ouvrier se sépare de sa terre, qui passe au loup-cervier, c'est parce que le premier a « peu » de terre, alors que le second en a « beaucoup ».

Et c'est au nom de cette philosophie-là qu'on reproche aux social-démocrates leur « étroitesse », lorsqu'ils voient la cause décisive dans le capitalisme !... Si je me suis, une fois de plus, appesanti si longuement sur la différenciation des paysans et des artisans, c'est qu'il fallait montrer de façon explicite comment les social-démocrates se représentent la chose et comment ils l'expliquent. Il fallait montrer que les mêmes faits qui, aux yeux d'un sociologue subjectif, attestent que les paysans se sont « appauvris », et que les « profiteurs » et les « loups-cerviers » « se sont approprié les bénéfices », attestent, aux yeux d'un matérialiste, une différenciation bourgeoise des producteurs de marchandises, différenciation déterminée nécessairement par l'économie marchande elle-même. Il fallait montrer sur quels faits repose la thèse (reproduite dans le fascicule I *), suivant laquelle la lutte entre possédants et non-possédants se poursuit à travers la Russie, non seulement dans les fabriques et les usines, mais jusque dans le hameau le plus reculé, et que c'est partout une lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat qui se constituent sur la base de l'économie marchande. La différenciation, la dépaysannisation de nos paysans et de nos artisans, que l'on peut établir avec exactitude grâce à cette documentation remarquable qu'est

* Voir p. 208 de la présente édition. (*N.R.*)

la statistique des zemstvos, démontre *dans les faits* la justesse de la conception social-démocrate de la réalité russe, conception selon laquelle le paysan et l'artisan sont des *petits producteurs* au sens « strict » du mot, c'est-à-dire des *petits bourgeois*. On peut dire que cette thèse est le centre de la théorie du *SOCIALISME OUVRIER*, par rapport à l'ancien socialisme paysan qui ne comprenait ni l'économie marchande où vivent ces petits producteurs ni leur différenciation capitaliste sur ce terrain. Aussi, quiconque voudrait critiquer sérieusement la conception social-démocrate devrait porter toute son argumentation précisément sur ce point. Il devrait montrer qu'au point de vue de l'économie politique, la Russie ne constitue pas un système d'économie marchande, que ce n'est pas sur ce terrain-là que se fait la différenciation de la paysannerie, que l'expropriation de la masse de la population et l'exploitation du travailleur peuvent s'expliquer autrement que par l'organisation bourgeoise, capitaliste, de notre économie sociale (y compris l'économie paysanne).

Essayez donc, messieurs !

Ensuite, il est une autre raison pour laquelle j'ai préféré illustrer la théorie social-démocrate précisément à l'aide de données concernant l'économie paysanne et artisanale. Je me serais écarté de la méthode matérialiste si, en critiquant les conceptions des « amis du peuple », je m'étais borné à confronter leurs idées avec les idées marxistes. Il faut encore expliquer les idées « populistes », en montrer la base *MATÉRIELLE* dans nos rapports économiques et sociaux d'aujourd'hui. Les tableaux et les exemples empruntés à l'économie de nos paysans et de nos artisans montrent ce qu'est ce « paysan » dont les « amis du peuple » se prétendent les idéologues. Ils prouvent la nature bourgeoise de l'économie de nos campagnes, confirmant par là qu'il est juste de ranger les « amis du peuple » parmi les idéologues de la petite bourgeoisie. Bien plus : ils montrent qu'il existe une liaison des plus étroites entre les idées et les programmes de nos radicaux et les intérêts de la petite bourgeoisie. Cette liaison, qu'un examen détaillé de leur programme rendra encore plus claire, nous explique pourquoi ces idées radicales sont si largement répandues dans notre « société » ; de même, elle explique parfaitement la

servilité politique des « amis du peuple » et leur empressement à passer des compromis.

Enfin, une autre raison encore nous a fait insister aussi longuement sur le caractère économique des aspects de notre vie sociale où le capitalisme est le moins développé et où les populistes ont puisé généralement la matière de leurs théories. C'est en étudiant et en exposant ce caractère économique qu'on pouvait le plus aisément répondre, sur le fond, à l'une des objections les plus répandues dans notre public contre la social-démocratie. Partant de cette idée commune que le capitalisme est contraire au « régime populaire » et voyant, d'autre part, que les social-démocrates considèrent le grand capitalisme comme un progrès et qu'ils veulent précisément s'appuyer sur lui pour combattre l'actuel régime de spoliation, nos radicaux, sans autre forme de procès, accusent les social-démocrates de méconnaître les intérêts de la masse paysanne, de vouloir « faire passer chaque moujik par le creuset de l'usine », etc.

Tous ces raisonnements reposent sur ce singulier procédé, d'un illogisme stupéfiant, qui consiste à juger le capitalisme d'après ce qu'il est en réalité, et la campagne d'après ce qu'elle « peut être ». Il est évident que la meilleure réponse consiste à leur montrer la campagne *réelle*, son économie *réelle*.

Quiconque examinera cette économie sans parti pris, d'un point de vue scientifique, sera forcé de reconnaître que la Russie rurale est constituée par un système de petits marchés morcelés (ou de petites sections d'un marché central), qui régissent la vie économique et sociale de différentes régions de peu d'étendue. Et, dans chacune de ces régions, on voit se produire tous les phénomènes propres, en général, à l'organisation économique et sociale dont le marché est le régulateur : on y voit se différencier les producteurs immédiats jadis égaux, patriarcaux, en riches et en pauvres ; on voit apparaître le *capital*, notamment le capital commercial, qui étend son emprise sur le travailleur et le saigne à blanc. Quand on compare la description de l'économie paysanne, telle qu'on la trouve chez nos radicaux, aux données précises que fournissent les sources de première main sur la vie économique des campagnes,

on est frappé par le fait que le système de conceptions qui fait l'objet de notre critique ne dit rien de cette masse de petits mercantis qui grouillent et fourmillent sur chacun de ces marchés, de tous ces grippe-sou, de ces fesse-mathieu (les paysans leur donnent des noms différents selon les régions), de toute cette foule de petits exploiteurs qui font la loi sur les marchés et accablent sans merci le travailleur. D'ordinaire, on les écarte tout bonnement : « car enfin, ce ne sont plus des paysans, mais des mercantis ». — Oui, vous avez parfaitement raison : « ce ne sont plus des paysans. » Mais essayez donc de classer dans un groupe à part tous ces « mercantis », c'est-à-dire ceux qui, pour parler le langage précis de l'économie politique, font du commerce et s'approprient, ne fût-ce que partiellement, le travail d'autrui ; essayez de traduire, par des données exactes, la force économique de ce groupe et son rôle dans toute l'économie de la région ; essayez ensuite de classer dans un groupe opposé tous ceux qui « ne sont plus des paysans », eux non plus, parce qu'ils portent au marché leur force de travail, parce qu'ils ne travaillent pas pour leur compte, mais pour celui d'autrui. Essayez de remplir ces conditions élémentaires d'une étude impartiale et sérieuse, et vous verrez un tableau si frappant de la différenciation bourgeoise que le mythe du « régime populaire » s'évanouira sans laisser la moindre trace. Cette foule de petits exploiteurs ruraux constitue une force redoutable, notamment parce qu'ils pressurent chaque travailleur à part, isolément, se l'enchaînant et lui ôtent tout espoir de délivrance ; redoutable parce que, étant donné l'état de sauvagerie de la campagne, conséquence de la faible productivité du travail et de l'absence de relations avec le monde extérieur, toutes choses propres au système que nous décrivons, cette exploitation ne se borne pas à spolier le travail, mais représente encore un outrage barbare à la personne humaine, très fréquent à la campagne. Et, si vous comparez cette campagne *réelle* à notre capitalisme, vous comprendrez pourquoi les social-démocrates estiment que celui-ci œuvre dans le sens du progrès lorsqu'il rassemble ces petits marchés disséminés pour en faire un seul marché s'étendant à toute la Russie ; lorsque, à la place d'une infinité de petits loups-cerviers bien intentionnés, il crée une poignée de puis-

sants « piliers de la Patrie » ; lorsqu'il socialise le travail et en augmente la productivité ; lorsqu'il détruit cette subordination du travailleur aux petits despotes locaux qui le saignent et établit la subordination au grand *capital*. Cette subordination représente un progrès, malgré toutes les horreurs de l'oppression du travail, du dépérissement, de la barbarie, de la mutilation de l'organisme des femmes et des enfants, etc., parce qu'elle *ÉVEILLE L'ESPRIT DE L'OUVRIER* et transforme le sourd et vague mécontentement en une protestation consciente ; parce qu'elle change la révolte circonscrite, morcelée, irraisonnée, en une lutte de classe organisée pour la libération de tout le peuple travailleur, lutte qui puise sa force dans les conditions mêmes d'existence de ce grand capitalisme et qui, pour cette raison, peut escompter un *SUCCÈS CERTAIN*.

A ceux qui les accusent de méconnaître la masse de la paysannerie, les social-démocrates peuvent à bon droit répondre en citant ces paroles de Karl Marx :

> « *La critique a arraché des chaînes les fleurs imaginaires qui les paraient, non pour que l'humanité continue à porter ces fers sous leur forme dénuée de toute fantaisie et de toute joie, mais pour qu'elle rejette ses chaînes et tende la main vers la fleur vivante* [60]. »

Les social-démocrates russes arrachent de nos campagnes les fleurs imaginaires qui les parent ; ils combattent les idéalisations et les fantaisies ; ils accomplissent l'œuvre de destruction qui leur a valu la haine mortelle des « amis du peuple », — non point pour que la masse de la paysannerie reste dans son état actuel d'oppression, de dépérissement et d'asservissement, mais pour que le prolétariat comprenne quels sont les fers qui enchaînent partout le travailleur ; pour qu'il comprenne comment on les forge, et qu'il sache se dresser contre eux, afin de les secouer et de tendre la main vers la fleur vivante.

Lorsqu'ils font pénétrer cette idée chez ceux des membres de la classe laborieuse, qui, de par leur situation, sont seuls capables d'acquérir une conscience de classe et d'entreprendre une lutte de classe, on les accuse de vouloir faire passer le moujik par le creuset de l'usine.

Et qui les accuse ?

Des gens qui placent eux-mêmes leurs espoirs de libération des travailleurs dans le « gouvernement » et dans la « société », c'est-à-dire dans les organes de cette même bourgeoisie qui a partout chargé de fers les travailleurs !

Et dire que ces limaces se mêlent de discourir sur l'absence d'idéal chez les social-démocrates !

Passons au programme politique des « amis du peuple », dont les vues théoriques nous ont, semble-t-il, beaucoup trop occupés. Par quels moyens veulent-ils « éteindre l'incendie » ? Quelle solution préconisent-ils à la place de celle, fausse d'après eux, qu'indiquent les social-démocrates ?

« Réorganiser la banque paysanne, dit M. Ioujakov dans l'article « Le ministère de l'Agriculture » (n° 10 du *Rousskoïé Bogatstvo*), créer un service de l'émigration intérieure, réglementer dans l'intérêt de l'économie populaire l'affermage des terres domaniales... étudier et régler la question des fermages : tel est le programme de redressement de l'économie populaire et de sa protection contre la violence économique (*sic !*) exercée par la ploutocratie naissante. » Et, dans l'article : « Les problèmes du développement économique », ce programme de « redressement de l'économie populaire » est complété par ces « premières, mais indispensables dispositions » : « écarter tous les obstacles qui entravent aujourd'hui le développement de la commune rurale ; l'affranchir de la tutelle, passer aux labours en commun (collectiviser le travail agricole) et développer le traitement par la commune des matières premières extraites du sol ». MM. Krivenko et Karychev ajoutent : « Crédit à bon marché, développement des artels, garantie des débouchés, possibilité de se passer du profit de l'entrepreneur (pour les détails voir plus loin), invention de moteurs moins coûteux et autres perfectionnements techniques » ; enfin, « des musées, des entrepôts, des comptoirs d'achat et de vente à la commission ».

Etudiez de près ce programme et vous verrez que ces messieurs se placent entièrement et sans réserve sur le terrain de la société actuelle (c'est-à-dire sur celui du régime

capitaliste, ce dont ils ne se rendent pas compte), et qu'ils prétendent s'en tirer en rafistolant et replâtrant ce régime ; ils ne voient pas que tous leurs progrès — crédit à bon marché, perfectionnement de la technique, banques, etc., ne peuvent que renforcer et développer la bourgeoisie.

Nik.—on, bien entendu, a parfaitement raison, et c'est là une de ses thèses les plus précieuses contre laquelle les « amis du peuple » ne pouvaient manquer d'élever des protestations, lorsqu'il dit qu'on ne peut remédier à la situation par aucune réforme réalisée sur la base du régime actuel, que crédit et émigrations, réformes fiscales et remise de toute la terre aux paysans n'apporteraient aucun changement essentiel et ne feraient, au contraire, que renforcer et développer l'économie capitaliste, entravée aujourd'hui par un « paternalisme » excessif, par des restes de redevances féodales, par la fixation des paysans à la glèbe, etc. Les économistes préconisant un développement extensif du crédit, dit-il, comme le prince Vassiltchikov (qui, par ses idées, est incontestablement un « ami du peuple »), veulent la même chose que les économistes « libéraux », c'est-à-dire bourgeois : ils « tendent au développement et au renforcement des rapports capitalistes ». Ils n'aperçoivent pas le caractère antagonique de nos rapports de production (aussi bien dans la *paysannerie* que dans les autres catégories sociales), et au lieu de faire éclater au grand jour cet antagonisme, au lieu de se rallier directement à ceux qui sont asservis par suite de cet antagonisme et de les aider à se dresser pour la lutte, ils rêvent de faire cesser le combat par des mesures propres à satisfaire tout le monde et tendant à la réconciliation et à l'union. On devine les résultats auxquels l'on peut aboutir ainsi : il n'est que de se rappeler les exemples de différenciation cités plus haut pour se convaincre que tous ces crédits *, perfectionne-

* Cette idée de soutenir au moyen du crédit l'« économie populaire », c'est-à-dire les exploitations des petits producteurs, dans le cadre des rapports capitalistes (et les « amis du peuple » ne peuvent plus, comme on l'a vu, nier l'existence de ces rapports), cette idée absurde qui trahit l'incompréhension des vérités élémentaires de la théorie de l'économie politique, montre on ne peut plus clairement la platitude des théories de ces messieurs qui s'efforcent de s'asseoir entre deux chaises.

ments, banques et autres « progrès » analogues ne peuvent profiter qu'à ceux qui, en plus d'une exploitation agricole solide et rationnelle, possèdent certaines « économies », c'est-à-dire aux représentants d'une infime minorité, de la petite bourgeoisie. Vous aurez beau remanier la banque paysanne et autres institutions de même nature, vous ne modifierez en rien ce fait essentiel et capital que la masse de la population est expropriée et continue de l'être, et que, loin d'avoir les moyens de monter une exploitation agricole rationnelle, elle en manque même pour subvenir à son existence.

Il faut en dire autant des « artels », des « labours en commun ». Ces derniers, M. Ioujakov les appelle « collectivisation du travail agricole ». Evidemment, ce n'est là qu'une boutade, parce que, pour la socialisation, il ne suffit pas d'organiser la production dans les limites d'un seul hameau ; parce qu'il est indispensable, pour cela, d'exproprier les « loups-cerviers » qui ont monopolisé les moyens de production et qui ont la haute main sur l'économie publique russe d'aujourd'hui. Et, pour cela, il faut la lutte, encore la lutte et toujours la lutte, et non point une vaine morale petite-bourgeoise.

Aussi pareilles dispositions se transforment-elles chez eux en de timides demi-mesures libérales, qui végètent malgré les largesses des bourgeois philanthropes ; le tort qu'elles font en détournant les exploités de la lutte dépasse de loin le bien qui résulterait d'une amélioration éventuelle de la situation de quelques individus. Amélioration qui ne peut être que misérable et précaire tant que subsistent les rapports capitalistes. Pour montrer jusqu'à quel point scandaleux ces messieurs poussent leur escamotage des antagonismes de la vie russe — ils le font, certes, dans les meilleures intentions du monde, pour mettre fin à la lutte véritable, c'est-à-dire précisément avec ces intentions dont l'enfer est pavé, — il suffit de citer ce raisonnement de M. Krivenko :

« Les intellectuels, qui dirigent les entreprises des fabricants, peuvent bien diriger l'industrie populaire. »

Toute leur philosophie se résout en lamentations sur ce thème : il y a la lutte et l'exploitation, mais elles « pourraient bien » ne pas exister si... s'il n'y avait pas d'exploi-

teurs. Qu'est-ce donc que l'auteur voulait dire par sa phrase absurde ? Peut-on vraiment nier que les universités et les autres établissements scolaires de Russie produisent chaque année des « intellectuels » (? ?) qui ne pensent qu'à une chose : trouver quelqu'un qui les fasse vivre ? Peut-on vraiment nier que seule la minorité bourgeoise possède actuellement, en Russie, les fonds nécessaires à l'entretien de ces « intellectuels » ? Se peut-il vraiment que les intellectuels bourgeois de Russie disparaissent du seul fait que les « amis du peuple » auront dit que ces intellectuels «pourraient bien » servir quelqu'un d'autre que la bourgeoisie ? Sans doute, « ils » le pourraient bien », *s'* ils n'étaient pas bourgeois. Car ils « pourraient bien » ne pas être bourgeois, « si la bourgeoisie et le capitalisme n'existaient pas en Russie ! Et voilà comment des gens s'accommodent toute leur vie de « si » et de « car » ! Du reste, non seulement ces messieurs se refusent à attacher une importance décisive au capitalisme, mais, d'une façon générale, ils ne veulent rien y voir de mauvais. Qu'on remédie à certains « défauts » et peut-être s'installeraient-ils assez confortablement dans ce régime. Que pensez-vous de cette déclaration de M. Krivenko :

« La production capitaliste et la conversion des métiers ruraux en industries capitalistes ne sont nullement une voie par où l'industrie de transformation s'éloigne nécessairement du peuple. Sans doute peut-elle s'en éloigner, mais elle peut aussi entrer dans la vie du peuple, se rapprocher de l'agriculture et des industries extractives. Pour cela, plusieurs combinaisons sont possibles ; on peut y arriver par des voies diverses, notamment celle dont je viens de parler » (p. 161) ? M. Krivenko, comparé à M. Mikhaïlovski, est doué de certaines qualités précieuses. Par exemple, la franchise et la droiture. Là où M. Mikhaïlovski aurait rempli des pages entières avec des phrases coulantes et alertes, en tournant autour du sujet sans l'effleurer, M. Krivenko, sérieux et pratique, cogne à bras raccourcis et étale sans scrupule devant le lecteur tout ce que ses vues ont d'absurde. Jugez-en vous-mêmes : « Le capitalisme peut entrer dans la vie du peuple. » Autrement dit, le capitalisme est possible sans que le travailleur soit paré des moyens de production ! En vérité, c'est admirable ;

maintenant, au moins, nous nous représentons on ne peut plus clairement ce que veulent les « amis du peuple ». Ils veulent une économie marchande sans capitalisme : le capitalisme sans expropriation ni exploitation, avec les seuls petits bourgeois végétant dans la paix sous l'égide de grands propriétaires fonciers humanitaires et de fonctionnaires libéraux. Et, avec la gravité d'un fonctionnaire ministériel qui s'apprêterait à combler la Russie de bienfaits, ils se mettent à imaginer des combinaisons aboutissant à un régime permettant de ménager la chèvre et le chou. Pour donner une idée de la nature de ces combinaisons, nous citerons un article du même auteur paru dans le n° 12 (« De la solitude de certains intellectuels ») : « La forme coopérative et la forme étatique de l'industrie ne représentent nullement tout ce qu'on pourrait se représenter en pareil cas, — raisonne M. Krivenko qui, apparemment, se croit déjà « appelé » à « résoudre les problèmes économiques pratiques ». — Voici, par exemple, une autre combinaison possible. » Vient ensuite le récit d'une visite faite à la rédaction du *Rousskoïé Bogatstvo* par un technicien, porteur d'un projet d'exploitation technique de la région du Don sous la forme d'une société anonyme avec de petites actions (n'excédant pas 100 roubles). L'auteur du projet fut invité à le modifier à peu près ainsi : « Les actions appartiendraient non pas à des particuliers, mais aux communes rurales ; en outre, la partie de leur population qui travaillerait dans ces entreprises toucherait un salaire ordinaire, et les communes rurales lui garantiraient la liaison avec la terre. »

Quel génie administratif, n'est-il pas vrai ? Avec quelle simplicité touchante et quelle facilité on introduit dans la vie du peuple un capitalisme débarrassé de ses éléments nuisibles ! Il faut seulement faire en sorte que, par l'intermédiaire de la commune, les riches villageois achètent les actions* et tirent un revenu de l'entreprise où travaillerait une « partie de la population » dont la liaison avec la

* Je parle de l'achat des actions par les riches, malgré la réserve faite par l'auteur que les actions appartiendraient aux communes rurales ; en effet, il parle tout de même d'acheter les actions avec de l'argent, et les riches sont seuls à en disposer. Aussi, que l'af-

terre serait assurée, « liaison » ne permettant pas de vivre de cette terre (sinon, qui accepterait de travailler pour un « salaire ordinaire » ?), mais suffisant pour attacher l'homme, pour l'asservir précisément à l'entreprise capitaliste du lieu et lui ôter toute possibilité de changer de patron. C'est à bon droit que j'emploie ce terme de patron, de capitaliste, car celui qui paye un *salaire* à un travailleur ne saurait être appelé autrement.

Le lecteur m'en voudra peut-être d'avoir si longtemps insisté sur une telle sottise, qui semble ne mériter aucune attention. Mais permettez. Sottise, soit ; mais sottise qu'il est utile et nécessaire d'étudier, parce qu'elle traduit les véritables relations économiques et sociales existant en Russie et appartient de ce fait aux idées sociales les plus répandues chez nous. Les social-démocrates auront longtemps encore à en tenir compte. Le fait est que le passage du mode de production féodal, fondé sur le servage, au mode de production capitaliste en Russie a engendré et engendre partiellement encore, aujourd'hui, cette situation du travailleur où le paysan, ne pouvant pas vivre de la terre, ni *y trouver de quoi acquitter les redevances dues au grand propriétaire foncier (il les acquitte jusqu'à présent)*, était obligé de rechercher un « gagne-pain accessoire » qui, au début, dans le bon vieux temps, revêtait la forme d'un métier indépendant (par exemple, le charroi), ou bien non indépendant, mais relativement bien payé par suite du développement extrêmement faible des industries artisanales. Cette

---

faire soit conduite ou non par l'intermédiaire des communes, de toute façon il n'y a que les riches pour pouvoir payer, de même que l'achat ou l'affermage de la terre par la commune rurale ne supprime nullement la monopolisation de cette terre par les riches. Ensuite, le revenu (le dividende) irait lui aussi à celui qui a payé, autrement l'action n'en serait pas une. Et je comprends la proposition de l'auteur en ce sens qu'une certaine partie du profit sera prélevée pour « assurer la liaison des ouvriers avec la terre ». Si ce n'est pas ce que l'auteur a voulu dire (bien que cela résulte nécessairement de ce qu'il a avancé), et s'il entend que les riches règlent le montant des actions sans doucher de dividende, alors son projet reviendrait simplement à temander que les possédants partagent avec les non-possédants. Cela rappelle l'anecdote de la drogue pour tuer les mouches, qui veut que la mouche soit attrapée et enfermée dans un récipient, après quoi elle meurt aussitôt.

situation, comparée à celle d'aujourd'hui, assurait quelque bien-être aux paysans, aux serfs, qui végétaient paisiblement sous l'égide tutélaire de cent mille nobles et généreux chefs de police et de nouveaux rassembleurs de la terre russe, les bourgeois.

Et voici que les « amis du peuple » idéalisent ce régime, dont ils rejettent purement et simplement les côtés négatifs ; ils en rêvent, — ils en « rêvent », parce qu'il y a beau temps qu'il n'existe plus dans la réalité, il y a beau temps qu'il a été détruit par le capitalisme, lequel a engendré l'expropriation massive de la paysannerie agricole et fait des anciens « gagne-pain » un moyen d'exploitation effrénée des « bras » qui s'offrent à profusion.

Nos chevaliers de la petite bourgeoisie entendent précisément maintenir la « liaison » du paysan avec la terre, mais ne veulent point du servage qui seul garantissait cette liaison et n'a été brisé que par l'économie marchande et le capitalisme, lequel a rendu cette liaison impossible. Ils veulent un gagne-pain accessoire qui ne détache pas du sol le paysan, qui n'engendre pas la concurrence dans le travail pour le marché, qui ne crée pas de *capital* et ne lui asservisse pas la masse de la population. Fidèles à la méthode subjective en sociologie, ils veulent « prendre » ce qu'il y a de bon ici et là ; mais ce désir puéril n'aboutit, en fait, comme bien l'on pense, qu'à des rêveries réactionnaires étrangères à la réalité, à l'incapacité de comprendre et d'utiliser les côtés vraiment progressistes, révolutionnaires, du nouvel ordre de choses, à l'encouragement des mesures perpétuant le bon vieux régime du travail à demi servile, à demi libre, régime qui portait en lui toutes les horreurs de l'exploitation et de l'oppression et n'offrait aucune issue.

Pour montrer toute la justesse de cette explication qui classe les « amis du peuple » parmi les réactionnaires, je citerai deux exemples.

Dans la statistique du zemstvo de Moscou, nous trouvons la description du faire-valoir d'une certaine dame K. (district de Podolsk), qui (le faire-valoir, pas la description) émerveillait et les statisticiens de Moscou et M. V.V., si j'ai bonne mémoire (il en a parlé, je m'en souviens, dans un article de revue).

Cette fameuse exploitation de madame K. est considérée par M. V. Orlov comme « un fait confirmant de façon frappante dans la pratique » sa thèse favorite selon laquelle, « partout où l'agriculture paysanne est en bon état, les exploitations des propriétaires terriens privés sont mieux tenues ». De la description de la propriété de cette dame, telle que la présente M. Orlov, il ressort que, pour exploiter son bien, elle emploie la main-d'œuvre des paysans du lieu, qui travaillent sa terre en échange de prêts de farine obtenus durant l'hiver, etc. Et la propriétaire fait preuve d'une remarquable sollicitude envers ses paysans et leur vient en aide, ce qui fait que, de tout le canton, ce sont les paysans les plus à l'aise : ils ont du pain « à peu près jusqu'à la nouvelle récolte (alors qu'autrefois ils en manquaient dès avant la Saint-Nicolas d'hiver) ».

On se demandera si « un pareil ordre de choses » exclut « l'opposition entre les intérêts du paysan et ceux du propriétaire terrien », ainsi que le pensent MM. N. Kabloukov (t. V, p. 175) et V. Orlov (t. II, pp. 55-59, etc.) [61]. Il est évident que non, puisque madame K. vit du travail de ses paysans. C'est donc que l'exploitation n'est nullement supprimée. Ne pas apercevoir l'exploitation derrière les bons procédés à l'égard des exploités est pardonnable pour Mme K., mais non pour un économiste-statisticien qui, admirant le cas particulier, s'identifie parfaitement aux *Menschenfreunde* * de l'Occident, admirant les bons procédés du capitaliste envers l'ouvrier et évoquant avec enthousiasme l'exemple du fabricant qui, soucieux du sort des ouvriers, installe à leur intention des magasins de comestibles, des logements, etc. Quand, à partir de l'existence (et, par suite, de la « possibilité ») de semblables « faits » on en arrive à nier l'opposition d'intérêts, c'est que les arbres empêchent de voir la forêt. Et d'un !

En second lieu, nous voyons par le récit de M. Orlov que les paysans de Mme K., « grâce aux belles récoltes (la propriétaire leur ayant distribué de bonnes semences), ont acquis du bétail » et que leur exploitation est « bien or-

* « Amis de l'humanité », philanthropes. (*N.R.*)

donnée ». Imaginez que ces « cultivateurs bien ordonnés » soient devenus non pas « à peu près », mais parfaitement ordonnés : qu'ils aient assez de blé, non pas « à peu près » jusqu'à la nouvelle récolte, et non pas « la majorité d'entre eux », mais que tous en aient à leur suffisance. Supposons que ces paysans aient désormais assez de terre, qu'ils possèdent « pâturages et passages à bestiaux », qui leur font défaut aujourd'hui (la belle ordonnance que voilà !) et que Mme K. leur loue contre leur travail. M. Orlov pense-t-il vraiment qu'alors, — c'est-à-dire si les exploitations paysannes étaient réellement bien ordonnées, — ces paysans consentiraient à « exécuter tous les travaux sur le domaine de Mme K. avec le soin, l'exactitude et la diligence » qu'ils y apportent aujourd'hui ? Ou peut-être la reconnaissance envers la bonne maîtresse qui pressure si maternellement ces paysans bien ordonnés les stimulera-t-elle avec non moins de vigueur que la situation sans issue où ils se trouvent actuellement, ne pouvant tout de même pas se passer de pâturages ou de passages à bestiaux ?

Il est évident que ce sont là aussi, au fond, les idées des « amis du peuple » : en idéologues authentiques de la petite bourgeoisie, ils veulent non pas supprimer l'exploitation, mais l'adoucir ; ils ne préconisent pas la lutte, mais la conciliation. Leur grand idéal, du haut duquel ils fulminent avec tant de zèle contre les social-démocrates bornés, ne va pas au-delà d'une paysannerie « bien ordonnée », acquittant ses « redevances » aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, pourvu que propriétaires et capitalistes les traitent avec équité.

Autre exemple. M. Ioujakov, dans un article assez connu « Les normes de la propriété terrienne nationale en Russie » (*Rousskaïa Mysl*, 1885, n° 9), a exposé ses vues sur les proportions que doit atteindre la propriété foncière « populaire », c'est-à-dire, selon la terminologie de nos libéraux, une propriété excluant le capitalisme et l'exploitation. Maintenant, après l'explication remarquable de la question par M. Krivenko, nous savons qu'il professait lui aussi le point de vue de « l'introduction du capitalisme dans la vie du peuple ». Il prétendait que le minimum de la propriété foncière « populaire » consistait en lots concédés susceptibles d'assurer « des provisions en grains et des moyens

de payement »*, le reste pouvant être, selon lui, couvert par un « gagne-pain »... En d'autres termes, il prenait délibérément son parti d'un ordre de choses où le paysan, tout en conservant ses attaches avec la terre, était soumis à une double exploitation : d'un côté par le grand propriétaire foncier, pour le « lot concédé », de l'autre par le capitaliste, pour le « gagne-pain ». Cette situation des petits producteurs doublement exploités et, de plus, placés dans des conditions d'existence qui engendrent inévitablement la résignation et l'abrutissement, ce qui enlève à la classe des opprimés tout espoir non seulement de vaincre, mais aussi de lutter, cette situation à demi médiévale est le *nec plus ultra* de l'horizon intellectuel et de l'idéal des « amis du peuple ». Et lorsque le capitalisme, se développant avec une rapidité extraordinaire tout au long de l'histoire de la Russie depuis l'abolition du servage, a entrepris de déraciner ces assises de la vieille Russie — la paysannerie patriarcale, à demi serve —, de la déraciner de son milieu moyenâgeux, semi-féodal, pour la placer dans un milieu moderne, purement capitaliste, en la forçant à quitter ses foyers, à errer par toute la Russie à la recherche d'un travail, en rompant sa sujétion à l'« employeur » local et en révélant au grand jour les bases de l'exploitation en général, de l'exploitation de classe, et non de la spoliation exercée par tel ou tel scorpion ; lorsque le capitalisme s'est mis à attirer en masse le reste de la population paysanne accablée, et ravalée à l'état de bête dans le tourbillon d'une vie politique et sociale de plus en plus complexe, — nos chevaliers ont poussé des lamentations et se sont mis à crier à l'effondrement et à la démolition des assises de la société. Et ils continuent toujours, avec force clameurs et lamentations, à invoquer ce bon

* Afin de montrer le rapport entre ces dépenses et le reste du budget paysan, je me référerai une fois de plus aux 24 budgets du district d'Ostrogojsk. La dépense moyenne d'une famille (en nature et en espèces) est de 495 roubles 39. Sur cette somme, 109 r 10 vont à l'entretien du bétail ; 135 r 80 aux aliments végétaux et aux impôts, et le reste, 250 r 49, aux autres dépenses : aliments non végétaux, vêtements, matériel agricole, fermage, etc. Quant à l'entretien du bétail, M. Ioujakov le porte au compte des champs d'herbage et autres terrains auxiliaires.

vieux temps, bien qu'il faille être aveugle aujourd'hui, semble-t-il, pour ne pas voir le côté révolutionnaire de ce nouveau mode de vie, pour ne pas voir le capitalisme créer une nouvelle force sociale que rien ne rattache à l'ancien régime d'exploitation et qui se trouve en mesure de lutter contre lui.

Cependant, on chercherait en vain chez les « amis du peuple » le moindre désir d'un changement radical du régime actuel. Ils se contentent parfaitement de mesures libérales sur ce terrain, et M. Krivenko, pour imaginer de telles mesures, fait preuve de véritables capacités administratives de satrape national.

« D'une façon générale, dit-il en parlant de la nécessité « d'une étude approfondie et d'une transformation radicale » de « notre industrie populaire », cette question exige un examen particulier et la division des industries en groupes d'industries adaptables à la vie du peuple (*sic !!*) et en industries dont l'adaptation offre de sérieuses difficultés. »

Un exemple de cette division en groupes nous est fourni par le même M. Krivenko. L'auteur divise les industries en celles qui ne subissent pas de transformation capitaliste, celles où la transformation capitaliste s'est déjà faite et celles qui peuvent « lutter pour leur existence contre la grande industrie ».

« Dans le premier cas, tranche l'administrateur, la petite production peut exister librement » — et ne pas dépendre du marché dont les fluctuations scindent les petits producteurs en une bourgeoisie et un prolétariat ? ne pas dépendre de l'extension des marchés locaux et de leur concentration en un grand marché ? ne pas dépendre du progrès technique ? Ou peut-être ce progrès technique, dans l'économie marchande, pourrait-il ne pas être capitaliste ? Dans le dernier cas, l'auteur exige « que la production soit également organisée sur une grande échelle ». « Il est clair, dit-il, que cette fois, il faut que la production soit organisée également sur une grande échelle ; il faut un capital fixe et un capital circulant, des machines, etc., ou bien que ces conditions soient compensées par quelque autre facteur : crédits à bon marché, suppression des intermédiaires superflus, structure économique basée sur la coopérative

et possibilité de se passer du profit patronal, garantie des débouchés, invention de moteurs moins coûteux et autres perfectionnements techniques, ou enfin par une certaine diminution des salaires, si elle est contre-balancée par d'autres avantages. »

Ce raisonnement caractérise à merveille les « amis du peuple » : un grand idéal en paroles et, en fait, un libéralisme banal. Comme on le voit, notre philosophe commence par affirmer tout de go la possibilité de se passer du profit patronal et par envisager l'organisation d'une grande production. Fort bien : c'est précisément *CE QUE* veulent aussi les social-démocrates. Mais comment les « amis du peuple » prétendent-ils atteindre ce but ? Car, pour organiser la grande production sans patrons, il faut, tout d'abord, supprimer l'organisation marchande de l'économie et la remplacer par une organisation collective, communiste, où le régulateur de la production ne serait plus le marché, comme aujourd'hui, mais les producteurs eux-mêmes, la communauté des ouvriers elle-même ; où les moyens de production n'appartiendraient plus à des particuliers, mais à toute la société. Cette substitution de la forme collective à la *forme d'appropriation* privée exige évidemment la transformation *préalable* de la *forme de production* ; elle exige la fusion des processus de production isolés, infimes et parcellaires des petits producteurs en *un seul processus de production sociale* ; elle exige, en un mot, les conditions matérielles qui sont précisément engendrées par le capitalisme. Mais les « amis du peuple » ne se proposent nullement de prendre appui sur le capitalisme. Comment entendent-ils agir ? On l'ignore. Ils ne font même pas allusion à la suppression de l'économie marchande : leur grand idéal n'arrive sans doute pas à sortir du cadre de ce système de production sociale. Ensuite, pour supprimer le profit patronal, il faudra bien exproprier les patrons, dont les « profits » proviennent justement du fait qu'ils ont monopolisé les moyens de production. Or, pour exproprier ces piliers de notre patrie, il faut contre le régime bourgeois un mouvement révolutionnaire populaire dont seul est capable le prolétariat ouvrier, que rien n'attache à ce régime. Mais les « amis du peuple », eux, n'envisagent aucune lutte, quelle qu'elle soit, et ne

soupçonnent même pas la possibilité et la nécessité d'autres promoteurs que les organismes administratifs de ces mêmes patrons. Il est clair qu'ils ne se proposent pas le moins du monde d'attaquer sérieusement le « profit patronal » : M. Krivenko a simplement lâché le mot sans y penser. D'ailleurs, il se reprend aussitôt : on peut très bien « compenser » une chose comme la « possibilité de se passer du profit patronal » — « par quelque autre facteur », à savoir par le crédit, l'organisation de la vente, les perfectionnements techniques. Tout s'arrange donc à souhait : au lieu de faire du tort à messieurs les patrons en supprimant leur droit sacré au « profit », on préconise des mesures libérales anodines, qui mettront entre les mains du capitalisme de meilleures armes et ne feront que renforcer, consolider et développer notre petite bourgeoisie « populaire ». Afin qu'il ne subsiste aucun doute sur le fait que les « amis du peuple » ne défendent que les intérêts de cette petite bourgeoisie, M. Krivenko fournit encore cette explication remarquable. Il se trouve que la suppression du profit patronal peut être « compensée »... « par une diminution des salaires » !!! On pourrait croire à première vue que la langue lui a fourché. Mais pas du tout. C'est l'application conséquente des idées petites-bourgeoises. L'auteur observe la lutte du grand capital contre le petit et, en sa qualité de véritable « ami du peuple », il se met naturellement du côté du petit... *capital*. Il a ouï-dire à ce propos que l'un des plus puissants moyens de lutte pour les petits capitalistes consiste à réduire les salaires — chose régulièrement constatée dans une infinité d'entreprises en Russie comme ailleurs ; il y a aussi la prolongation de la journée de travail. Dès lors, désireux de sauver à tout prix les petits... *capitalistes*, il propose « une certaine diminution des salaires, si elle est contre-balancée par d'autres avantages » ! Messieurs les patrons, sur le « profit » desquels on avait commencé, semblait-il, par énoncer des propos étranges, peuvent être parfaitement tranquilles. Je pense même qu'ils nommeraient volontiers ministre des Finances cet administrateur de génie qui projette, *contre* le patronat, une réduction des salaires.

On pourrait citer encore un exemple qui montre comment les administrateurs humanitaires et libéraux du

Rousskoïé Bogatstvo laissent percer le bourgeois pur sang dès qu'il s'agit d'une question pratique. Dans une « Chronique de politique intérieure » (*Rousskoïé Bogatstvo*, n° 12), il est question des monopoles.

« Le monopole et le cartel, dit l'auteur, voilà à quoi tend une industrie évoluée. » Et il s'étonne de voir ces institutions apparaître aussi chez nous, bien que nous n'ayons pas de « forte concurrence des capitaux ». « Ni l'industrie du sucre ni celle du pétrole n'ont encore pris un développement particulier. La consommation du sucre comme celle du pétrole est chez nous à l'état presque embryonnaire, si l'on considère l'infime quantité de ces produits qui revient dans notre pays à chaque consommateur, par rapport aux autres pays. Il semblerait que le champ de développement de ces industries soit encore immense, et qu'il puisse encore absorber une masse de capitaux. »

Il est caractéristique qu'ici, dans cette question pratique, l'auteur ait oublié l'idée favorite du *Rousskoïé Bogatstvo*, relative au rétrécissement du marché intérieur. Force lui est de reconnaître que ce marché tend encore à se développer considérablement et non à se rétrécir. Il aboutit à cette conclusion en comparant la Russie à l'Occident, où la consommation est plus grande. Pourquoi ? Parce que le niveau de culture y est plus élevé, mais où chercher la base matérielle de cette culture, sinon dans le développement de la technique capitaliste, dans le progrès de l'économie marchande et des échanges, qui font que les hommes entrent plus souvent en contact les uns avec les autres, et qui mettent fin à l'isolement moyenâgeux des diverses localités ? En France, par exemple, avant la grande Révolution, alors que la paysannerie semi-médiévale ne s'était pas encore complètement scindée en une bourgeoisie rurale et un prolétariat, la culture n'était-elle pas au même niveau que la nôtre ? Si l'auteur s'était montré plus attentif à la vie russe, il n'aurait pas manqué de remarquer, par exemple, que dans les régions à capitalisme évolué les besoins de la population paysanne sont bien plus élevés que dans les régions purement agricoles. C'est ce que les chercheurs qui étudient nos industries artisanales sont unanimes à constater chaque fois que ces industries se dé-

veloppent au point de marquer de leur empreinte toute la vie de la population*.

Les « amis du peuple » ne prêtent aucune attention à de semblables « détails », parce que pour eux la chose s'explique « simplement » par la culture ou, en général, par la complexité croissante de la vie ; et ils ne se demandent même pas quelle est la base matérielle de cette culture et de cette complexité. Or, s'ils se penchaient au moins sur la vie économique de nos campagnes, ils seraient obligés de reconnaître que c'est la différenciation de la paysannerie en une bourgeoisie et un prolétariat qui crée le marché intérieur.

Ils s'imaginent sans doute que la croissance du marché ne signifie nullement la croissance de la bourgeoisie. « Etant donné le faible développement de la production en général, l'absence d'esprit d'entreprise et d'initiative, poursuit le chroniqueur déjà cité de la politique intérieure, le monopole sera chez nous un nouveau frein au développement des *forces du pays.* » Parlant du monopole du tabac, l'auteur estime qu'« il retirera de la circulation *populaire* 154 millions de roubles ». Ici, l'auteur perd tout bonnement de vue que la base de notre régime économique est l'économie marchande, dirigée chez nous, comme partout ailleurs, par la bourgeoisie. Et, au lieu de parler d'une bourgeoisie gênée par le monopole, l'auteur parle du « pays » ; au lieu de parler de la circulation bourgeoise des marchandises, il parle de la circulation « populaire »**. Le bourgeois ne peut jamais saisir la différence, si énorme soit-elle, entre ces notions. Afin de montrer à quel point cette différence est évidente, je me référerai à une revue qui fait autorité aux yeux des « amis du peuple » : les *Otétchestvennyïé Zapiski.* Dans un article intitulé : « La ploutocratie et ses fondements » (1872, n° 2), on lit :

---

* Je ne citerai, à titre d'exemple, que les artisans de Pavlovo, en les comparant aux paysans des villages d'alentour. Voir les ouvrages de Grigoriev et d'Annenski [52]. Une fois de plus, je cite à dessein l'exemple d'un village où il existe, paraît-il, un « régime populaire » particulier.

** Cette façon de s'exprimer doit d'autant plus être reprochée à l'auteur que le *Rousskoïé Bogatstvo* aime à opposer le mot « populaire » au mot « bourgeois ».

« D'après Marlo, l'indice le plus marquant de la ploutocratie est son amour pour la forme libérale de l'État, ou tout au moins pour le principe de la liberté d'acquisition. Si nous prenons cet indice et que nous songions à la situation d'il y a quelque 8 ou 10 ans, nous verrons qu'en matière de libéralisme nous avons fait d'immenses progrès... Quels que soient le journal ou la revue que vous considériez, tous apparemment s'inspirent plus ou moins du principe démocratique, tous se battent pour les intérêts du peuple. Mais parallèlement aux vues démocratiques et même sous leur couvert (*notez*-le *bien*), les tendances ploutocratiques y sont affirmées à chaque instant, à dessein ou non. »

L'auteur cite à titre d'exemple le message adressé par les marchands de Saint-Pétersbourg et de Moscou au ministre des Finances, que ce très honorable corps de la bourgeoisie russe remercie « d'avoir assigné comme base à la situation financière de la Russie la plus grande extension possible de l'activité privée, la seule féconde ». Et notre auteur de conclure : « Les éléments et les velléités ploutocratiques existent sans contredit dans notre société, et cela en quantité suffisante. »

Vous voyez qu'à cette époque depuis longtemps révolue où les impressions de la grande réforme libératrice étaient encore vivaces et toutes fraîches (réforme qui, comme l'a découvert M. Ioujakov, devait ouvrir des voies paisibles et rationnelles au développement de la production « populaire », mais qui n'a ouvert en fait la voie qu'au développement de la ploutocratie), vos prédécesseurs eux-mêmes n'ont pu s'empêcher de reconnaître le caractère ploutocratique, c'est-à-dire bourgeois, de l'esprit d'entreprise privée en Russie.

Pourquoi donc avez-vous oublié cela ? Pourquoi, lorsque vous parlez de la circulation « populaire » et du développement des « forces du pays » grâce au développement de « l'esprit d'entreprise et de l'initiative », pourquoi ne dites-vous rien du caractère antagonique de ce développement ? du caractère d'exploitation que revêtent cet esprit d'entreprise et cette initiative ? On peut et l'on doit, bien entendu, s'affirmer contre les monopoles et autres institutions analogues, parce qu'ils aggravent incontestable-

ment la situation du travailleur, mais il ne faut pas oublier qu'en dehors de toutes ces entraves médiévales, le travailleur est enchaîné par des entraves encore plus solides, les entraves modernes, bourgeoises. Il est certain que la suppression des monopoles sera utile à l'ensemble du « peuple », car, l'économie bourgeoise étant devenue le fondement de l'économie du pays, ces survivances du régime médiéval ne font qu'ajouter aux maux capitalistes d'autres maux, encore pires, ceux du moyen âge. Il est certain qu'il importe absolument de les détruire — plus tôt et plus à fond on le fera, et mieux cela vaudra —, afin de délier les mains de la classe ouvrière, de lui faciliter la lutte contre la bourgeoisie, en débarrassant la société bourgeoise des entraves semi-féodales dont elle a hérité.

Il faut donc dire, en appelant les choses par leur nom, que la suppression des monopoles et de toutes les autres entraves médiévales (elles sont légion en Russie) est absolument nécessaire à la classe ouvrière afin de lui faciliter la lutte contre le régime bourgeois. Un point, c'est tout. Seuls des bourgeois peuvent oublier que, derrière les intérêts solidaires du « peuple » entier contre les institutions moyenâgeuses, féodales, il y a l'antagonisme profond et irréductible de la bourgeoisie et du prolétariat au sein de ce « peuple ».

Au reste, il serait absurde de croire que cela puisse faire honte aux « amis du peuple », alors qu'en ce qui concerne les besoins de la campagne, ils tiennent, par exemple, les propos que voici :

« Lorsque certains journaux, relate M. Krivenko, examinaient il y a quelques années les professions et le genre d'intellectuels nécessaires à la campagne, la liste s'est révélée très longue et très diverse ; elle embrassait presque tous les domaines de la vie : après les médecins, hommes et femmes, venaient les aides-médecins, puis les avocats, puis les instituteurs, les organisateurs de bibliothèques et de librairies, les agronomes, les sylviculteurs et, d'une façon générale, les personnes s'occupant d'agriculture, les techniciens des spécialités les plus diverses (domaine très étendu et à peu près encore inexploré), les organisateurs et directeurs d'établissements de crédit, d'entrepôts à marchandises, etc. »

Considérons, par exemple, les « intellectuels » (??) dont l'activité touche de près au domaine économique, ces sylviculteurs, agronomes, techniciens, etc. Combien, en effet, ces hommes sont nécessaires à la campagne ! Mais *A QUELLE* campagne ? Naturellement, à celle des propriétaires terriens, celle des paysans cossus, qui ont des « économies » et peuvent payer les services de tous ces spécialistes que M. Krivenko veut bien honorer du titre d'« intellectuels ». *Cette* campagne, en effet, a depuis longtemps un besoin impérieux de techniciens, de crédits et d'entrepôts à marchandises, — toutes les publications économiques en font foi. Mais il est une autre campagne, beaucoup plus populeuse, à laquelle les « amis du peuple » ne feraient pas mal de songer un peu plus souvent, la campagne de la paysannerie ruinée, dépouillée jusqu'au dernier fil, et qui, loin d'avoir des « économies » pour payer le travail des « intellectuels », n'a pas même de pain en quantité suffisante pour ne pas mourir de faim. Et c'est à *cette* campagne-là que vous prétendez venir en aide avec des *entrepôts à marchandises* ! ! Qu'est-ce qu'ils pourront bien y mettre, nos paysans n'ayant qu'un cheval ou même pas du tout, dans ces entrepôts à marchandises ? Leurs vêtements ? Ils les ont déjà donnés en gage, en 1891, aux koulaks ruraux et urbains, qui, en exécution de votre recette humanitaire et libérale, avaient organisé à l'époque de véritables « entrepôts à marchandises » chez eux, dans leurs cabarets et dans leurs boutiques. Il leur reste peut-être encore leurs « bras ». Mais pour cet article-là, les fonctionnaires russes eux-mêmes n'ont pas encore inventé jusqu'ici d'« entrepôts à marchandises »...

Il est difficile d'imaginer une preuve plus éclatante de l'extrême déchéance de ces « démocrates » qui se laissent attendrir par les progrès techniques de la « paysannerie » et ferment les yeux sur l'expropriation massive de cette même « paysannerie ». Ainsi, M. Karychev (*Esquisses*, § XII, *Rousskoïé Bogatstvo*, n° 2) relate avec une exaltation de crétin libéral les exemples de « perfectionnements et d'améliorations » dans l'économie paysanne, de « diffusion dans l'économie paysanne de semences sélectionnées », de l'avoine américaine, du seigle Vaasa, de l'avoine de Clydesdale, etc. « Ailleurs, les paysans réservent

aux semences de petits terrains : après les avoir soigneusement travaillés, ils y sèment à la main des échantillons de grains sélectionnés. » « De nombreuses et très diverses innovations » sont à signaler « dans le domaine du perfectionnement de l'outillage et des machines »* : buttoirs, scarificateurs, batteuses, tarares, trieurs. On constate « une variété croissante d'engrais » : phosphorites, fumier, comprimé, guano, etc. « Les correspondants insistent sur la nécessité d'organiser sur place, dans les villages, des dépôts de zemstvo pour la vente des phosphorites. » A propos de ces progrès émouvants, M. Karychev, citant un ouvrage de M.V.V., *Les tendances progressives dans l'économie paysanne* (M.Krivenko s'y réfère également),tombe dans le pathétique:

« Ces informations, dont nous n'avons pu donner qu'un résumé succinct, produisent une impression à la fois de réconfort et de tristesse... Réconfort, parce que ce peuple appauvri, endetté, dont une bonne part n'a même pas un cheval, travaille d'arrache-pied, ne s'abandonne pas au désespoir, ne change pas d'occupation, mais reste fidèle à la terre, sachant que là, dans une mise en valeur appropriée, résident sa force, sa richesse. (Oui, bien sûr ! Il va de soi que c'est ce moujik appauvri et sans cheval qui achète les phosphorites, les trieurs, les batteuses, les semences d'avoine de Clydesdale ! *O, sancta simplicitas !*** Ce n'est pourtant pas une demoiselle de pensionnat qui écrit, mais un professeur, un docteur en économie politique ! ! Non, on aura beau dire, la sainte simplicité ne suffit pas à expliquer les choses.) Ce peuple cherche fiévreusement une forme d'exploitation appropriée, il cherche des voies nouvelles, de nouveaux procédés de culture, des semences, des instruments, des engrais, tout ce qui serait de nature à féconder la terre nourricière qui, tôt ou tard, le lui rendra au centuple***... Ces informations laissent une impression

* Je rappelle au lecteur la répartition de cet outillage perfectionné dans le district de Novoouzensk : chez 37% des paysans (les paysans pauvres), dans 10 000 feux sur 28 000, on compte 7 instruments aratoires sur un total de 5 724, soit 1/8% ! les 4/5 sont monopolisés par les riches, qui ne représentent que le 1/4 des feux.

** O, sainte simplicité ! (*N.R.*)

*** Vous avez parfaitement raison, honorable professeur, de dire que l'exploitation améliorée rétribuera *au centuple* les efforts de ce « peuple » qui « ne s'abandonne pas au désespoir » et « reste fi-

de tristesse, parce que (vous pensez peut-être que l'« ami du peuple » va au moins rappeler ici cette expropriation massive de la paysannerie qui accompagne et provoque la concentration de la terre entre les mains des paysans aisés, sa conversion en *capital*, en base de l'économie *améliorée*, — cette expropriation qui jette précisément sur le marché les « bras » « libres » et « à bon compte » qui font le succès de l'« esprit d'entreprise » national en matière de batteuses, trieurs, tarares ? — pas le moins du monde), parce que... nous avons nous-mêmes besoin d'être stimulés. Qu'avons-nous fait pour encourager le moujik dans son désir d'améliorer son exploitation ? Nous avons la science, la littérature, les musées, les entrepôts, les comptoirs de vente et d'achat à la commission. (Parole d'honneur, messieurs, la « science » se trouve placée à côté des « comptoirs »... Il faut étudier les « amis du peuple » non pas au moment où ils luttent contre les social-démocrates, parce qu'alors ils endossent un uniforme fait des lambeaux de l'« idéal de nos pères », mais dans leurs habits de tous les jours, quand ils examinent en détail les questions de la vie quotidienne. C'est alors que vous pouvez observer ces idéologues de la petite bourgeoisie, avec tout leur pittoresque et leur saveur.) Existe-t-il rien d'analogue pour le moujik ? Bien sûr, il y a des embryons, mais ils semblent se développer difficilement. Le moujik veut se rendre compte ; or, où sont nos champs d'essais, nos exploitations modèles ? Le moujik veut lire ; or, où est notre littérature de vulgarisation agronomique ?... Le moujik cherche des engrais, des instruments, des semences ; or, où sont les dépôts de zemstvo avec toutes ces choses, le stockage en gros, les commodités d'achat, de vente ?... Où êtes-vous donc, hommes d'action, que vous travailliez de votre

dèle à la terre ». Mais ne remarquez-vous pas, ô grand docteur en économie politique, que pour acquérir toutes ces phosphorites, etc., le « moujik » doit se distinguer de la masse des indigents affamés par la possession d'argent *disponible* (or, l'argent est le produit du travail *social* tombé dans les mains de particuliers) ; que s'approprier cette « rémunération » pour une économie améliorée reviendra à s'approprier le travail d'*autrui* ; que seuls de misérables suppôts de la bourgeoisie peuvent voir la source de cette rémunération abondante dans le zèle personnel du cultivateur qui, « travaillant d'arrache-pied », « féconde la terre nourricière » ?

propre initiative ou au service des zemstvos ? Allez et agissez, l'heure a sonné depuis longtemps, et

> Du fond du cœur, le peuple russe
> Vous dira merci ! »[es]
> N. Karychev (*Rousskoïé Bogatstvo*, n° 2, p. 19).

Les voilà bien, ces amis des petits bourgeois « populaires », dans l'exaltation de leurs progrès philistins !

Même en faisant abstraction de l'analyse de la vie économique de nos campagnes, il suffirait, semble-t-il, d'observer ce fait saillant de notre nouvelle histoire économique — les progrès de l'économie paysanne, constatés par tout le monde, parallèlement à l'expropriation gigantesque de la « paysannerie » — pour se convaincre qu'il est absurde de se représenter la « paysannerie » comme un tout solidaire et homogène, pour se convaincre de la nature bourgeoise de tous ces progrès ! Cependant, les « amis du peuple » restent sourds à tout cela. Après avoir répudié les bons côtés de l'ancien populisme social-révolutionnaire russe, ils se sont cramponnés avec ténacité à l'une de ses grandes erreurs : l'incompréhension de l'antagonisme des classes au sein de la paysannerie.

« Le populiste des années 70, comme le remarque très justement Gurvitch, n'avait aucune idée de l'antagonisme des classes au sein de la paysannerie elle-même : il réduisait cet antagonisme exclusivement aux rapports entre l'« exploiteur » — le koulak ou le vampire — et sa proie, le paysan pénétré de l'esprit communautaire*. Gleb Ouspenski restait solitaire avec son scepticisme ; il opposait un sourire ironique aux illusions des autres. Avec sa connaissance parfaite de la paysannerie et son grand talent d'artiste, il pénétrait jusqu'au fond des choses ; il ne pouvait manquer de voir que l'individualisme était devenu le fondement des rapports économiques, non seulement entre l'usurier et le débiteur, mais entre les paysans en général. Voir son article « Le nivellement » dans la *Rousskaïa Mysl*, 1882, n° 1 » (ouvrage cité, p. 106).

Mais s'il était permis et même naturel de tomber dans

* « Au sein de la commune rurale ont surgi des classes sociales antagonistes », dit Gurvitch dans un autre passage (p. 104). Je ne cite Gurvitch que pour compléter les faits exposés plus haut.

cette illusion vers les années 60 et 70, alors qu'on possédait si peu de données précises sur l'économie rurale et que la différenciation de la campagne n'apparaissait pas encore si nettement, il faut fermer volontairement les yeux pour ne pas voir aujourd'hui cette différenciation. Chose fort caractéristique : c'est précisément ces derniers temps, où la ruine de la paysannerie semble avoir atteint son apogée, qu'on entend parler de tous côtés des tendances progressives de l'économie paysanne. M.V.V. (lui aussi un « ami du peuple » incontesté) a écrit à ce propos tout un livre. Et vous ne pourrez l'accuser d'avoir altéré les faits. Au contraire, on ne saurait contester le progrès technique et agricole chez les paysans, mais l'expropriation massive de la paysannerie est un fait tout aussi incontestable. Et voilà que les « amis du peuple » portent toute leur attention sur les recherches fiévreuses du « moujik » pour trouver de nouveaux procédés de culture qui lui permettraient de féconder la terre nourricière ; ce faisant, ils perdent de vue le revers de la médaille, la séparation fiévreuse de ce même « moujik » d'avec la terre. Pareils à des autruches, ils se cachent la tête pour ne pas regarder en face la réalité, pour ne pas voir qu'ils assistent précisément à la transformation en capital de cette terre dont la paysannerie se détache à mesure que se crée le marché intérieur*. Essayez de nier l'*existence* dans notre commune paysanne de ces deux processus opposés, essayez de les *expliquer* autrement que par la nature bourgeoise de notre société ! Allons donc ! Entonner l'alléluia et se répandre en phrases humanitaires et bienveillantes, voilà l'alpha et l'oméga de toute leur « science », de toute leur « activité » politique.

Et ce timide rapiéçage libéral du régime actuel, ils l'érigent même en philosophie. « Une petite œuvre vivante, déclare philosophiquement M. Krivenko, vaut bien mieux qu'un grand désœuvrement. » C'est nouveau et bien trouvé. Et puis, continue l'auteur, « petite œuvre n'est pas

* La recherche de « nouveaux procédés de culture » devient précisément « fiévreuse » parce que le paysan aisé doit diriger une exploitation plus importante, dont il ne pourrait venir à bout par les vieux procédés ; parce que la concurrence le contraint à rechercher de nouveaux procédés, l'agriculture prenant de plus en plus un caractère marchand, bourgeois.

du tout synonyme de petit but ». Comme exemple d'une telle « extension de l'activité » qui fait qu'une petite affaire devient « juste et bonne », on nous cite l'activité d'une dame qui se consacre à la fondation d'écoles ; ensuite, l'activité déployée parmi la paysannerie par des avocats, activité qui chasse les chicaniers — l'intention qu'ont les avocats d'accompagner en province les sessions itinérantes des tribunaux d'arrondissement pour assurer la défense des prévenus ; enfin, nous l'avons déjà vu, la création d'entrepôts à marchandises pour les artisans : l'extension de l'activité (haussée au niveau d'un grand but) consisterait ici dans l'installation d'entrepôts « par les forces conjuguées des zemstvos dans les centres les plus actifs ».

C'est là, bien entendu, une action très noble, humanitaire et libérale, — « libérale » parce qu'elle débarrassera le système économique bourgeois de toutes ses entraves médiévales et facilitera ainsi à l'ouvrier la lutte contre ce même système qui, bien entendu, loin d'être atteint par de telles mesures, n'en sera que renforcé. Tout cela, nous le lisons depuis longtemps dans toutes les publications libérales russes. Il serait même inutile de s'élever là contre, si ces messieurs du *Rousskoïé Bogatstvo* ne nous y contraignaient : n'ont-ils pas entrepris d'avancer ces « timides germes de libéralisme » *CONTRE* les social-démocrates, et pour leur gouverne, en leur reprochant en outre de renier l'« idéal de nos pères » ? Mais alors, nous ne pouvons nous empêcher de dire qu'il est pour le moins plaisant de répliquer aux social-démocrates en proposant et évoquant cette action *libérale* si modérée et prudente (c'est-à-dire servant la bourgeoisie). Quant à nos pères et à leur idéal, il convient de noter que, si erronées et utopiques qu'aient été les anciennes théories des populistes russes, ceux-ci observaient en tout cas une attitude *ABSOLUMENT* négative à l'égard de ces « timides germes de libéralisme ». J'emprunte cette dernière expression à un article de M. N. Mikhaïlovski : « A propos de l'édition russe de l'ouvrage de Karl Marx » (*Otétchestvennyïé Zapiski*, 1872, n° 4), article rédigé d'une plume vive, alerte, pleine d'entrain (en comparaison de ses écrits d'aujourd'hui), et où il s'élevait avec véhémence contre la proposition de ne pas blesser nos jeunes libéraux.

Mais c'était il y a longtemps, si longtemps que les « amis du peuple » ont pu oublier complètement tout cela ; ils ont montré nettement par leur tactique qu'en l'absence d'une critique matérialiste des institutions politiques, et si l'on méconnaît le caractère de classe de l'Etat contemporain, il n'y a qu'un pas du radicalisme politique à l'opportunisme politique.

Voici quelques échantillons de cet opportunisme :

« La transformation du ministère des Biens d'Etat en ministère de l'Agriculture, déclare M. Ioujakov, peut exercer une profonde influence sur le cours de notre développement économique : mais elle peut aussi ne demeurer qu'une simple mutation de fonctionnaires » (*Rousskoïé Bogatstvo*, n° 10).

Tout dépend donc d'une chose : à qui l'on fera « appel », aux amis du peuple ou aux représentants des intérêts des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Quant aux intérêts eux-mêmes, on peut ne pas y toucher.

« Protéger l'économiquement faible contre l'économiquement fort est la première mission naturelle de l'intervention de l'Etat », continue le même M. Ioujakov, et le chroniqueur de la politique intérieure lui fait chorus en reprenant ses termes, dans le n° 2 du *Rousskoïé Bogatstvo*. Et, pour prouver sans contestation possible qu'il comprend ce non-sens* philanthropique aussi bien que ses dignes collègues, les idéologues libéraux et radicaux de la petite bourgeoisie d'Europe occidentale, il ajoute à la suite de ce qui précède :

« Les land-bills de Gladstone [64], les assurances ouvrières instituées par Bismarck [65], l'inspection des fabriques, l'idée lancée chez nous d'une banque paysanne, la réglementation des émigrations intérieures, les mesures contre les koulaks : autant d'essais d'application de ce même principe de l'intervention de l'Etat, en vue de défendre l'économiquement faible. »

Voilà qui a au moins le mérite de la franchise. L'auteur dit nettement ici que, comme les Gladstone et les

* Non-sens, parce que la force de l'« économiquement fort » consiste, notamment, en ce qu'il détient le pouvoir politique. Sans quoi, il ne pourrait maintenir sa domination économique.

Bismarck, il veut s'en tenir aux rapports sociaux établis ; qu'il veut, à leur exemple, réparer et rapiécer la société actuelle (bourgeoise : chose qu'il ne comprend pas plus que ne le comprennent les partisans ouest-européens des Gladstone et des Bismarck), au lieu de lutter contre elle. Ce qui est en pleine harmonie avec les vues théoriques fondamentales des « amis du peuple », c'est qu'ils voient un instrument de réformes dans l'Etat, organisme né sur le terrain de cette société contemporaine et y protégeant les intérêts des classes qui y dominent. Ils considèrent franchement que l'Etat est tout-puissant, qu'il se place au-dessus de toutes les classes ; ils en attendent non seulement un « soutien » pour le travailleur, mais aussi la création d'un ordre de choses juste et bien compris (comme nous l'avons entendu dire à M. Krivenko). On conçoit du reste qu'on ne puisse attendre rien d'autre de ces purs idéologues de la petite bourgeoisie. C'est d'ailleurs là un des traits essentiels et caractéristiques qui font de la petite bourgeoisie une classe réactionnaire : le petit producteur, isolé par les conditions mêmes de la production, attaché à une place et à un exploiteur déterminés, ne peut comprendre le caractère de classe de l'exploitation et de l'oppression dont il souffre parfois tout autant que le prolétaire ; il ne peut comprendre que, dans une société bourgeoise, l'Etat lui aussi ne peut être qu'un Etat de classe*.

Mais pourquoi alors, très honorables « amis du peuple », notre gouvernement a-t-il jusqu'ici, avec une énergie toute particulière depuis cette même réforme émancipatrice,

---

* C'est ce qui fait aussi que les « amis du peuple » sont les pires réactionnaires, quand ils disent que la mission naturelle de l'Etat est de protéger l'économiquement faible (*il doit en être* ainsi d'après leur vulgaire morale de bonne femme), alors que toute l'histoire et toute la politique intérieure de la Russie attestent que la mission de notre Etat est de protéger uniquement les féodaux de la terre et la grande bourgeoisie, et de réprimer avec la plus grande sauvagerie toute tentative de résistance des « *économiquement faibles* ». Et c'est là évidemment sa mission *naturelle*, parce que l'absolutisme et la bureaucratie sont imbus jusqu'à la moelle des os de l'esprit féodal et bourgeois, et que, dans le domaine économique, la bourgeoisie règne et gouverne sans partage, faisant marcher l'ouvrier « au doigt et à l'œil ».

« soutenu, protégé et créé » uniquement la bourgeoisie et le capitalisme ? D'où vient que cette mauvaise activité de ce gouvernement absolu, placé prétendument au-dessus des classes, a coïncidé précisément avec la période historique caractérisée, dans la vie intérieure du pays, par le développement de l'économie marchande, du commerce et de l'industrie ? Pourquoi pensez-vous que ces derniers changements, dans la vie intérieure du pays, sont postérieurs, et la politique du gouvernement, antérieure, alors que les premiers changements se sont produits à une telle profondeur que le gouvernement ne les a même pas remarqués et leur a opposé une foule d'obstacles ; alors que ce même gouvernement « absolu », dans d'autres conditions, a « soutenu », « protégé » et « créé » une autre classe ?

Oh, les « amis du peuple » ne se posent jamais de pareilles questions ! Tout cela n'est-il pas matérialisme et dialectique, « hégélianisme », « mysticisme et métaphysique » ? Ils pensent bel et bien que ce gouvernement, si on le lui demande gentiment et avec douceur, pourra tout arranger pour le mieux. Et, en fait de douceur, il faut rendre justice au *Rousskoïé Bogatstvo* : même dans la presse libérale russe, il se distingue par son incapacité de se comporter avec plus ou moins d'indépendance. Jugez-en vous-mêmes :

« La suppression de l'impôt sur le sel, la suppression de la capitation et la diminution des indemnités de rachat [66] » sont qualifiées par M. Ioujakov de « sérieux allégement pour l'économie populaire ». Oui, bien sûr ! Mais la suppression de l'impôt sur le sel n'a-t-elle pas entraîné l'institution d'une foule de nouveaux impôts indirects et l'augmentation des anciens ? La suppression de la capitation n'a-t-elle pas entraîné une augmentation des payements imposés aux anciens paysans de l'Etat sous couleur d'indemnités de rachat ? Ne subsiste-t-il pas maintenant, après la fameuse diminution des indemnités de rachat (par laquelle l'Etat n'a pas même restitué aux paysans le bénéfice qu'il avait réalisé sur l'opération de rachat), une disproportion entre les payements et le rendement de la terre, c'est-à-dire un véritable vestige des redevances féodales ? Cela n'est rien ! Car ce qui importe

ici, c'est seulement le « premier pas », le « principe » ; ensuite... ensuite on pourra formuler de nouvelles demandes !

Mais ce ne sont là que des fleurs. Et voici les fruits : « Les années 80 ont allégé le fardeau du peuple (grâce aux mesures indiquées, vraiment ?), et c'est ainsi qu'elles l'ont sauvé de la ruine définitive. »

Encore une phrase classique par son cynisme servile, et que l'on ne peut guère comparer qu'à la déclaration déjà citée de M. Mikhaïlovski, prétendant que nous avons encore à créer le prolétariat. On ne peut s'empêcher de rappeler, à ce propos, l'histoire de l'évolution du libéral russe, si bien décrite par Chtchédrine [67]. Ce libéral commence par demander aux autorités des réformes « dans la mesure du possible » ; il continue en quémandant « un petit quelque chose », et finit par adopter une position éternellement et immuablement « empreinte de bassesse ». En effet, comment ne pas dire des « amis du peuple » qu'ils ont adopté cette éternelle et immuable position, quand, sous l'impression toute récente de la famine de millions d'hommes, à laquelle le gouvernement a réagi tout d'abord avec une ladrerie mercantile, puis, avec une lâcheté non moins mercantile, ils déclarent dans leurs publications que le gouvernement a sauvé le peuple de la ruine définitive ! ! Il se passera encore quelques années, qui seront marquées par une expropriation encore plus rapide de la paysannerie ; à la création du ministère de l'Agriculture, le gouvernement ajoutera la suppression d'un ou deux impôts directs et l'institution de plusieurs nouveaux impôts indirects ; et, lorsque la famine aura frappé 40 millions d'hommes, ces messieurs écriront, exactement de la même façon : vous voyez, il y a 40 millions de personnes qui souffrent de la faim, et pas 50 ; c'est parce que le gouvernement a allégé le fardeau du peuple et l'a sauvé de la ruine définitive ; c'est parce qu'il a écouté les « amis du peuple » et a fondé un ministère de l'Agriculture !

Autre exemple :

Le chroniqueur de la politique intérieure, dans le n° 2 du *Rousskoïé Bogatstvo*, expliquant que « par bonheur » (*sic !*) la Russie est un pays arriéré, « conservant les éléments permettant de fonder son régime économique sur le prin-

cipe de la solidarité* », déclare qu'elle est ainsi à même d'intervenir « dans les rapports internationaux comme agent de la solidarité économique », et que son incontestable « puissance politique » augmente ses chances de jouer ce rôle ! !

C'est ce gendarme européen, rempart permanent et fidèle de toute réaction, qui a amené le peuple russe à cette honte que, opprimé chez lui, il a servi d'instrument pour opprimer des peuples d'Occident, — c'est ce gendarme qui est promu au rang d'agent de la solidarité économique !

Voilà qui dépasse vraiment toute mesure ! MM. les « amis du peuple » peuvent en remontrer à tous les libéraux. Ils ne se contentent pas de solliciter le gouvernement et de chanter ses louanges. Ils ne jurent que par lui, ils se prosternent devant lui avec tant de ferveur que l'on est saisi d'effroi à entendre leurs fronts de fidèles sujets frapper le sol.

Vous rappelez-vous la définition allemande du philistin ?

Was ist der Philister ?
Ein hohler Darm,
Voll Furcht und Hoffnung,
Dass Gott erbarm.**

Cette définition ne convient pas tout à fait à notre cas. Dieu... Dieu chez nous est franchement refoulé au second plan. Les autorités, elles, c'est une autre affaire. Et si, dans cette définition, nous remplaçons le mot « Dieu » par le mot « autorités », nous obtiendrons l'expression la plus exacte du bagage idéologique, du niveau moral et du courage civique des humanitaires et des libéraux « amis du peuple » de Russie.

---

* Entre qui ? entre le grand propriétaire foncier et le paysan ? entre le paysan cossu et le gueux ? entre le fabricant et l'ouvrier ? Pour bien saisir ce classique « principe de la solidarité », il faut se rappeler que la solidarité entre patron et ouvrier est obtenue « par la réduction des salaires ».

** Qu'est-ce que le philistin ?
Un intestin creux
Rempli de crainte et d'espérance
En la clémence de Dieu. (Gœthe) (*N.R.*)

A cette idée absolument absurde qu'ils se font du gouvernement, les « amis du peuple » ajoutent la conception correspondante de ce qu'on appelle l'« intelliguentsia ». M. Krivenko écrit : « La littérature »... doit « juger des phénomènes d'après leur signification sociale et encourager tout acte tendant au bien. Elle a dit et répété, elle continue de répéter qu'on manque d'instituteurs, de médecins, de techniciens ; que le peuple est frappé de maladies, s'appauvrit (il y a trop peu de techniciens !), est illettré, etc. Et lorsqu'il se trouve des gens las de siéger autour du tapis vert, de participer à des spectacles d'amateurs et de manger des pâtés d'esturgeon chez le maréchal de la noblesse, des gens qui se rendent au travail avec une rare abnégation (pensez donc: avoir renoncé au tapis vert, aux spectacles et aux pâtés !), et, en dépit de maint obstacle, la littérature est tenue de les saluer. »

Deux pages plus loin, avec la gravité affairée d'un bureaucrate blanchi sous le harnais, il gourmande ceux qui « ont hésité à accepter le poste de *zemski natchalnik* [68], de maire, de président ou de membre des *zemskié oupravy* [69], en vertu du nouveau règlement. Dans une société où serait développé le sentiment des besoins et des devoirs civiques (écoutez bien, messieurs : en vérité, cela vaut les discours des fameux satrapes russes, de quelque Baranov ou Kossitch !), de telles hésitations, une telle ligne de conduite seraient inconcevables, parce que cette société assimilerait à sa façon toute réforme pour peu que celle-ci comporte des germes de vie, c'est-à-dire que la société tirerait parti de ses aspects rationnels et les développerait, laissant dépérir ses aspects inutiles ; au cas où la réforme n'aurait rien d'utilisable, elle resterait un corps étranger ».

Diable ! Exposer avec cette suffisance un opportunisme de quatre sous ! La littérature aurait donc pour objet de recueillir les potins de salon sur les méchants marxistes, de tirer des coups de chapeau au gouvernement pour le remercier d'avoir sauvé le peuple de la ruine définitive, de saluer ceux qui en ont par-dessus la tête de siéger autour du tapis vert, d'apprendre au « public » à ne pas dédaigner des fonctions comme celles de zemski natchalnik... Mais qu'est-ce que je lis ? la *Nédélia* [70] ou le *Novoïé Vrémia* ?

Non, c'est le *Rousskoïé Bogatstvo*, organe des démocrates russes avancés...

Et ce sont ces messieurs qui dissertent sur l'« idéal de nos pères » et prétendent être justement ceux qui gardent les traditions de l'époque où la France propageait par toute l'Europe les idées du socialisme, idées qui, assimilées en Russie, y donnaient naissance aux doctrines de Herzen, de Tchernychevski. C'est là une énormité qui serait profondément révoltante et blessante si le *Rousskoïé Bogatstvo* n'était pas aussi comique et si de semblables déclarations, dans les colonnes de cette revue, pouvaient provoquer autre chose qu'un rire homérique. Oui, vous souillez cet idéal ! En effet, quel était cet idéal, chez les premiers socialistes russes, chez les socialistes de cette époque si bien définie par Kautsky :

— « où chaque socialiste était poète, et chaque poète socialiste ».

— *La foi dans la forme particulière, dans le régime communautaire de la vie russe*, d'où *la foi en la possibilité d'une révolution socialiste paysanne* : voilà ce qui les inspirait, ce qui poussait des dizaines et des centaines d'hommes à une lutte héroïque contre le gouvernement. Et vous ne pourrez reprocher aux social-démocrates de n'avoir pas su apprécier l'immense mérite historique de ces hommes, les meilleurs de leur temps, de n'avoir pas su honorer profondément leur mémoire. Mais, je vous le demande : où est-elle à présent, cette foi ? Elle n'est plus, elle n'est plus à tel point que, M.V.V. ayant essayé l'an dernier d'expliquer que la communauté enseigne au peuple l'action solidaire, est un foyer de sentiments altruistes, etc., M. Mikhaïlovski lui-même, pris de scrupules, a fait pudiquement remarquer à M. V.V. « qu'il n'est point d'*étude* établissant un lien entre notre communauté et l'altruisme ». En effet, cette étude-là n'existe pas. Et pourtant, voyez-vous, il fut une époque où les hommes y croyaient sans étude d'aucune sorte, et ils y croyaient fermement.

Comment ? pourquoi ? de quel droit ?...

— « chaque socialiste était poète, et chaque poète socialiste ».

Et puis, ajoute le même M. Mikhaïlovski, tous les chercheurs de bonne foi s'accordent à reconnaître que la campa-

gne se scinde, formant d'une part la masse du prolétariat, de l'autre une poignée de « koulaks » qui tiennent sous leur botte le reste de la population. Cette fois encore il a raison : effectivement, la campagne se scinde. Bien plus, il y a longtemps qu'elle est complètement scindée. Et, avec elle, le vieux socialisme paysan russe, qui, d'une part, a fait place au socialisme ouvrier, et a dégénéré, d'autre part, en un vulgaire radicalisme petit-bourgeois. On ne saurait qualifier cette transformation autrement que comme une dégénérescence. La doctrine sur la forme particulière de la vie paysanne, sur les voies tout à fait particulières de notre développement, a donné naissance à une sorte d'éclectisme étriqué qui ne peut plus nier que l'économie marchande est devenue la base du développement économique et s'est transformée en capitalisme, un éclectisme qui s'entête à ne pas voir le caractère bourgeois de tous les rapports de production, ni la nécessité de la lutte des classes sous un tel régime. Un programme politique destiné à *dresser la paysannerie* pour la révolution socialiste *contre les fondements de la société actuelle** a abouti à un programme destiné à rapiécer, à « améliorer » la condition de la paysannerie tout *en conservant les fondements de la société actuelle.*

Tout ce qui précède pouvait déjà, à vrai dire, donner une idée de la « critique » que l'on peut attendre de ces messieurs du *Rousskoïé Bogatstvo*, lorsqu'ils se mêlent de « pourfendre » les social-démocrates dont ils n'essaient même pas d'exposer franchement et en toute conscience la conception de la réalité russe (chose parfaitement possible au point de vue de la censure, s'ils insistaient surtout sur le côté économique et s'en tenaient aux mêmes expressions d'ordre général, inspirées d'Esope, que celles dont ils ont usé dans toute leur « polémique ») et de la critiquer quant au fond, de contester la justesse des conclusions

* C'est à quoi se ramenaient en substance tous nos vieux programmes révolutionnaires depuis, par exemple, les bakouninistes et les révoltés, en passant par les populistes, jusqu'aux narodovoltsy, chez qui la conviction que la paysannerie enverrait une majorité écrasante de socialistes au futur *Zemski Sobor* (Assemblée des représentants de toute la Russie. *N.d.T.*) ne tenait pas non plus une place négligeable, tant s'en faut.

pratiques qui en découlent. Mais non, ils préfèrent recourir à des phrases absolument dénuées de sens sur les schémas abstraits et sur la foi en ces schémas, sur la conviction qu'il est indispensable, pour chaque pays, de passer par la phase... et autres absurdités du même genre dont M. Mikhaïlovski nous a suffisamment abreuvés. On y trouve en outre de véritables falsifications. M. Krivenko, par exemple, déclare que Marx « a reconnu que nous pouvons, à notre gré (? ! !Ainsi, *d'après Marx*, l'évolution des rapports économiques et sociaux dépendrait de la volonté et de la conscience des hommes ? ? Qu'est-ce donc que cela ? Ignorance démesurée ou impudence sans précédent ? !) et à la condition d'agir en conséquence, éviter les aléas du capitalisme et suivre une autre voie, une voie plus rationnelle (*sic !!!*) ».

Ces inepties, notre chevalier n'a pu les énoncer qu'en se livrant à une véritable tricherie. En citant, dans la fameuse « Lettre de K. Marx » (*Iouriditcheski Vestnik*, 1888, n° 10), le passage où Marx exprime son profond respect pour Tchernychevski, lequel croyait possible pour la Russie « de ne pas avoir à endurer les affres du régime capitaliste », M. Krivenko ferme les guillemets — c'est-à-dire qu'il arrête la citation exacte du texte de Marx (qui se termine ainsi : « Il (Tchernychevski) s'affirme dans le sens de cette dernière solution » — et ajoute : « Et, dit Marx, je *partage* (c'est M. Krivenko qui souligne) ces vues » (p. 186, n° 12).

En réalité, Marx a dit : « Et mon honorable critique avait au moins autant de raisons de conclure de mon respect pour ce « grand savant et critique russe » que je partage les vues de ce dernier sur cette question, que de conclure, au contraire, de ma sortie polémique contre le « littérateur » et panslaviste russe [71] que je les rejette » (*Iouriditcheski Vestnik*, 1888, n° 10, p. 271).

Ainsi, Marx dit que M. Mikhaïlovski n'avait pas le droit de voir en lui un adversaire de l'idée du développement particulier de la Russie parce qu'il tient en estime également ceux qui partagent cette idée ; tandis que, dans son interprétation, M. Krivenko prétend que Marx « a reconnu » comme un fait ce développement particulier. Falsification manifeste. La déclaration de Marx citée plus

haut montre très nettement qu'il évite de se prononcer sur le fond : « M. Mikhaïlovski aurait pu se fonder sur l'une quelconque de ces deux remarques contradictoires, c'est-à-dire qu'il n'avait de raison de se fonder ni sur l'une ni sur l'autre pour tirer des conclusions à propos de mes vues sur les affaires russes en général. » Et, afin que ces remarques ne puissent servir de prétexte à de fausses interprétations, Marx répond explicitement dans cette même « lettre » à la question de savoir comment sa théorie peut être appliquée à la Russie. Cette réponse montre très nettement que Marx évite de se prononcer sur le fond, d'analyser les données russes, seules susceptibles de résoudre la question : « Si la Russie, répond-il, tend à devenir une nation capitaliste sur le modèle des nations de l'Europe occidentale, — et, en ces dernières années, elle est allée très loin dans ce sens, — elle n'y parviendra pas sans transformer au préalable une bonne partie de ses paysans en prolétaires. »

Voilà qui paraît tout à fait clair : il s'agissait précisément de savoir si la Russie tendait à devenir une nation capitaliste, si la ruine de sa paysannerie annonçait la formation d'un régime capitaliste, d'un prolétariat capitaliste. Or, Marx dit que « si » elle tend au capitalisme, il lui faudra transformer une bonne part de ses paysans en prolétaires. Autrement dit, la théorie de Marx consiste à étudier et à expliquer l'évolution du régime économique de certains pays, et l'« application » de cette théorie à la Russie ne peut consister qu'à *UTILISER* les procédés déjà élaborés de la méthode *MATÉRIALISTE* et de l'économie politique *THÉORIQUE* pour *ÉTUDIER* les rapports de production russes et leur évolution*.

L'élaboration d'une nouvelle théorie méthodologique et politico-économique a marqué un progrès si grand de la science sociale, un pas en avant si prodigieux du socialisme, que presque aussitôt après la parution du *Capital*, la principale question théorique pour les socialistes russes devint celle de « l'avenir du capitalisme en Russie ».

* Cette conclusion, je le répète, ne pouvait pas ne pas être claire pour tous ceux qui avaient lu le *Manifeste communiste*, *Misère de la philosophie* et le *Capital*. Seul M. Mikhaïlovski avait besoin d'une explication à part.

C'est autour de cette question que se déroulèrent les débats les plus ardents et, suivant la solution qu'on lui donnait, on établissait les principes essentiels des programmes. Il est à noter que, lorsque se forma (il y a une dizaine d'années) un groupe particulier de socialistes qui tranchait dans un sens affirmatif le problème de l'évolution capitaliste de la Russie, en appuyant cette affirmation sur les données de la réalité économique russe, il ne fut pas l'objet d'une critique de fond nette et précise, qui aurait expliqué ces données autrement à partir des mêmes principes méthodologiques et théoriques.

Les « amis du peuple », qui ont entrepris toute une campagne contre les marxistes, ne fondent pas davantage leur argumentation sur une analyse des données concrètes. Comme on l'a vu dans le premier article, ils s'en tirent avec des phrases. Et M. Mikhaïlovski ne perd pas une occasion d'exercer son esprit sur le manque d'unanimité parmi les marxistes, sur leurs divergences. « Notre illustre » N. Mikhaïlovski s'égaye de ses traits d'esprit à propos des marxistes « authentiques » et « non authentiques ». Il est vrai qu'il n'y a pas d'unanimité parmi les marxistes. Mais, tout d'abord, ce fait est présenté par M. Mikhaïlovski d'une façon inexacte ; et ensuite, il prouve, non pas la faiblesse, mais bien la force et la vitalité de la social-démocratie russe. En effet, ce qui caractérise la dernière période, c'est que les socialistes arrivent aux conceptions social-démocrates par des voies diverses et que, tout en donnant leur adhésion sans réserve à la thèse essentielle — à savoir que la Russie est une société bourgeoise, née du régime du servage, que sa forme politique est un Etat de classe et que le seul moyen de mettre un terme à l'exploitation du travailleur est la lutte de classe du prolétariat —, ils se séparent sur nombre de questions de détail, aussi bien pour la façon d'argumenter que dans les explications détaillées de tels ou tels phénomènes de la vie russe. Je puis donc à l'avance faire plaisir à M. Mikhaïlovski en déclarant que même, par exemple, sur les questions effleurées dans ces notes rapides — réforme paysanne, organisation économique de l'agriculture paysanne et des industries artisanales, affermage, etc. —, il existe diverses opinions dans le cadre de la thèse fondamentale, commune à tous les social-démo-

crates, que nous venons de citer. L'unanimité des gens qui se contentent de reconnaître de « sublimes vérités » du genre de celles-ci : la réforme paysanne *pourrait* ouvrir devant la Russie les voies d'un développement paisible et régulier ; l'Etat *pourrait* faire appel, non pas aux représentants des intérêts du capitalisme, mais aux « amis du peuple » ; la communauté *pourrait* socialiser l'agriculture, ainsi que les industries de transformation que l'artisan *pourrait* porter au niveau de la grande production ; l'affermage *populaire* soutenait l'économie *populaire*, — cette attendrissante et touchante unanimité a été remplacée par les divergences de gens qui cherchent à s'expliquer l'organisation économique *réelle, actuelle* de la Russie en tant que système de rapports de production déterminés, à s'expliquer son évolution économique *réelle*, ses superstructures politiques et autres.

Et si ce travail, partant de divers points de vue, conduit à reconnaître la thèse générale qui détermine nécessairement aussi une activité politique solidaire et, par suite, confère le droit et fait un devoir à tous ceux qui l'acceptent de se croire et de s'intituler « *SOCIAL-DÉMOCRATES* », — si ce travail laisse cependant un vaste champ aux divergences sur une multitude de questions de détail, cela ne peut évidemment que prouver la force et la vitalité de la social-démocratie russe*.

De plus, les conditions de ce travail sont si mauvaises qu'il est difficile d'imaginer quelque chose de pis : il n'y a pas et il ne peut pas y avoir d'organisme coordonnant les différents travaux ; les relations personnelles sont rendues extrêmement difficiles par notre régime policier. On conçoit que les social-démocrates ne puissent se concerter

* Pour cette simple raison que, jusqu'ici, ces questions *n'ont trouvé aucune solution*. En effet, il ne suffit pas, pour résoudre la question de l'affermage, de prétendre que « l'affermage populaire soutient l'économie populaire », ni de présenter le système de la culture des terres des grands propriétaires fonciers avec le matériel appartenant au paysan : « Le paysan s'est révélé plus fort que le grand propriétaire foncier », qui « a sacrifié son indépendance en faveur du paysan autonome » ; « le paysan a arraché la grande production des mains du propriétaire foncier » ; « le peuple reste vainqueur dans la lutte pour la forme du travail agricole ». On trouve ce bavardage libéral dans *l'Avenir du capitalisme* de «notre illustre» M.V.V.

ni s'entendre comme il le faudrait sur les détails, et qu'ils se contredisent. . .

Voilà qui prête bien à rire, n'est-il pas vrai ?

Ce qui pourrait causer quelque étonnement dans la « polémique » de M. Krivenko contre les social-démocrates, c'est qu'il parle d'on ne sait quels « néo-marxistes ». Certains lecteurs pourraient penser qu'il s'est produit parmi les social-démocrates quelque chose comme une scission, que des « néo-marxistes » se seraient détachés des vieux social-démocrates. Il n'en est rien. Nulle part personne n'a jamais pris la parole en public, au nom du marxisme, pour critiquer les théories et le programme des social-démocrates russes, pour défendre un autre marxisme. La vérité est que MM. Krivenko et Mikhaïlovski ont prêté l'oreille à toutes sortes de commérages de salon sur les marxistes ; ils se sont complu à observer des libéraux de tout acabit, qui cachent sous le manteau du marxisme leur inconsistance libérale, et, avec l'humour et le tact qui leur sont propres, ils ont entrepris, lestés de ce bagage, de « critiquer » les marxistes. On ne saurait s'étonner que cette « critique » forme une chaîne continue d'extravagances et de basses attaques.

« Pour être conséquent, écrit M. Krivenko, il faut répondre par l'affirmative » (à la question : « Ne convient-il pas d'encourager le développement de l'industrie capitaliste ? ») et « ne reculer ni devant l'accaparement des terres paysannes, ni devant l'ouverture de boutiques et de cabarets » ; il faut « se réjouir du succès des nombreux cabaretiers à la Douma, et aider un nombre encore plus grand d'accapareurs du blé paysan ».

En vérité, cela est tout à fait plaisant. Essayez de dire à cet « ami du peuple » que l'exploitation du travailleur en Russie est partout capitaliste en son essence ; que les paysans aisés et les revendeurs de la campagne doivent être rangés parmi les représentants du capitalisme, d'après tels et tels indices politico-économiques attestant le caractère bourgeois de la différenciation paysanne, — il poussera les hauts cris, il qualifiera cela d'hérésie sans nom, il protestera bruyamment contre ce recours aveugle aux formules et aux schémas abstraits de l'Europe occidentale (ce faisant, il passera sous silence, avec le plus grand

soin, le contenu réel de l'argumentation « hérétique »). Mais quand il s'agit de peindre les « horreurs » qu'apportent les méchants marxistes, alors on peut laisser de côté la noble science et le pur idéal et reconnaître que les revendeurs du blé paysan et de la terre paysanne sont véritablement les représentants du capitalisme et pas seulement des «profiteurs ».

Essayez de démontrer à cet « ami du peuple » que, dès à présent, la bourgeoisie russe, non seulement tient partout dans ses mains le travail du peuple, parce qu'elle concentre, à elle seule, les moyens de production, mais exerce en outre une pression sur le gouvernement, en déterminant le caractère bourgeois de sa politique, — il piquera une crise d'hystérie, il invoquera la toute-puissance de notre gouvernement, il proclamera que c'est par un malentendu fatal et un malencontreux hasard que ce gouvernement « fait appel » exclusivement aux représentants des intérêts du capitalisme et non aux « amis du peuple », qu'il implante artificiellement le capitalisme... Mais les « amis du peuple » sont bien obligés de reconnaître, discrètement, comme des représentants du capitalisme, les cabaretiers de la Douma, c'est-à-dire un des éléments de ce même gouvernement situé prétendument au-dessus des classes. Est-il vraiment possible, messieurs, que les intérêts du capitalisme ne soient représentés chez nous, en Russie, que dans la seule « Douma » et par les seuls « cabaretiers » ?...

Quant aux basses attaques, nous les avons vues en assez grand nombre chez M. Mikhaïlovski, et nous les retrouvons chez M. Krivenko qui, par exemple, désireux d'anéantir le social-démocratisme abhorré, raconte que « certains vont aux usines (quand, du reste, il se présente de bonnes places de techniciens ou d'employés de bureau), en motivant leur entrée à l'usine uniquement par le désir de hâter le processus capitaliste ». Vraiment, il n'est pas besoin de répondre à des arguments aussi bas. Après cela, on ne peut que tirer l'échelle.

Continuez, messieurs, continuez hardiment ! Le gouvernement impérial, celui-là même dont vous venez de dire qu'il a déjà pris des mesures (particulièrement insuffisantes, il est vrai) pour sauver le peuple de la ruine définitive, en prendra d'autres, cette fois exemptes de toute insuffisance,

pour empêcher que vous ne soyez convaincus de platitude et d'ignorance. La « société cultivée » continuera volontiers, comme par le passé, entre le pâté d'esturgeon et le tapis vert, à parler des petites gens et à échafauder des projets humanitaires tendant à « améliorer » leur condition ; ses représentants apprendront de vous avec plaisir qu'en remplissant les fonctions de zemski natchalnik ou de quelque autre contrôleur de la bourse du paysan, ils se montrent parfaitement conscients des besoins et des devoirs civiques. Continuez ! La tranquillité vous est assurée, et aussi, par surcroît, l'approbation et les louanges... par la bouche de messieurs les Bourénine.

Pour finir il ne sera pas superflu, ce me semble, de répondre à une question que plus d'un lecteur s'est sans doute déjà posée. Etait-ce bien la peine de discuter si longtemps avec des gens de cet acabit ? Etait-ce bien la peine, au fond, de répondre à tout ce flot de boue libérale protégée par la censure, et qu'ils ont cru bon de baptiser du nom de polémique ?

Il me semble que cela en valait la peine. Non point pour eux, certes, ni pour le public « cultivé », mais pour la leçon utile que les socialistes russes peuvent et doivent tirer de cette campagne. Cette dernière fournit la preuve la plus nette et la plus convaincante que la période du développement social de la Russie où le démocratisme et le socialisme ne formaient qu'un tout indissoluble, inséparable (comme c'était le cas, par exemple, à l'époque de Tchernychevski), est révolue à tout jamais. L'opinion qui survit encore çà et là, parmi les socialistes russes, en exerçant une influence des plus funestes sur leurs théories comme sur leur activité pratique, et selon laquelle il n'y aurait pas en Russie de différence profonde, qualitative, entre les idées des démocrates et celles des socialistes, — cette opinion est désormais absolument dépourvue de tout fondement.

Bien au contraire : un véritable abîme sépare ces idées ; et il serait grand temps pour les socialistes russes de le comprendre, de comprendre qu'une *RUPTURE TOTALE* et *DÉFINITIVE* avec les idées des démocrates est *INÉVITABLE* et d'une *IMPÉRIEUSE NÉCESSITÉ*.

Voyons en effet ce qu'il était, ce démocrate russe, au temps où s'est formée cette opinion, et ce qu'il est devenu depuis. Les « amis du peuple » nous fournissent une documentation suffisante pour établir ce parallèle.

Extrêmement intéressante à cet égard est l'attaque de M. Krivenko contre M. Strouvé, qui avait pris à partie dans une publication allemande l'utopisme de M. Nik. — on (l'article de Strouvé « Sur le développement capitaliste en Russie », *Zur Beurtheilung der kapitalistischen Entwicklung Russlands*, avait paru dans le *Sozialpolitisches Centralblatt* [73] III, n° 1, du 2 octobre 1893). M. Krivenko s'en prend à M. Strouvé, qui attribuerait au «socialisme national»(«d'essence purement utopique » selon lui) les idées de ceux qui « soutiennent la commune rurale et la concession des lots ». Cette terrible accusation de « socialisme » suscite chez l'honorable auteur un véritable accès de rage :

« Est-il vrai, s'écrie-t-il, qu'il n'y ait eu personne d'autre (en dehors de Herzen, de Tchernychevski et des populistes) pour soutenir la commune rurale et la concession des lots ? Et les auteurs du Règlement paysan, qui ont mis la commune rurale et l'indépendance économique des paysans à la base de la réforme ; et les chercheurs qui, étudiant notre histoire et nos conditions d'existence actuelles, se montrent favorables à ces principes ; et presque toute notre presse sérieuse et de bon ton, qui prend également position en faveur de ces principes, — seraient-ils vraiment tous victimes de l'aberration baptisée « socialisme national » ? »

Rassurez-vous, monsieur le très honorable « ami du peuple » ! Cette horrible accusation de socialisme vous a effrayé au point que vous ne vous êtes même pas donné la peine de lire attentivement l'« articulet » de M. Strouvé. En effet, quelle injustice criante c'eût été d'accuser de socialisme ceux qui « soutiennent la commune rurale et la concession des lots » ! De grâce, qu'y a-t-il là de socialiste ? Le socialisme n'est-il pas en effet la protestation et la lutte contre l'exploitation du travailleur, la lutte visant à supprimer complètement cette exploitation ? — tandis que « soutenir la concession des lots », c'est être partisan du rachat par les paysans de toutes les terres dont ils disposaient. Même si l'on ne soutenait pas le rachat, mais l'abandon sans indemnité aux paysans de toute la terre qu'ils possédaient avant

l'abolition du servage, il n'y aurait encore là absolument rien de socialiste, parce que précisément cette propriété paysanne de la terre (qui s'est constituée dans la période féodale) a été partout en Occident, comme d'ailleurs en Russie*, le fondement de la société bourgeoise. « Soutenir la commune rurale », c'est-à-dire s'élever contre l'intervention policière dans le mode habituel de répartition de la terre, qu'y a-t-il de socialiste, quand chacun sait que l'exploitation du travailleur prend racine et s'acclimate fort bien au sein de cette commune ? C'est là une extension illégitime du mot « socialisme » : autant classer M. Pobédonostsev [73] lui-même parmi les socialistes !

M. Strouvé est loin de commettre une si épouvantable injustice. Il parle du « caractère utopique du socialisme national » des *populistes* ; quant à savoir qui il range parmi les populistes, c'est ce que montre le fait qu'il qualifie *Nos divergences* de Plékhanov de polémique avec les populistes. Certes, Plékhanov a polémiqué avec les socialistes, des gens qui n'ont rien de commun avec la presse russe « sérieuse et de bon ton ». Aussi M. Krivenko n'avait-il pas le droit de prendre à son compte ce qui se rapporte aux populistes. Et s'il désirait absolument connaître l'opinion de M. Strouvé sur la tendance à laquelle il se rattache lui-même, je m'étonne qu'il n'ait pas remarqué et *n'ait pas traduit pour le « Rousskoïé Bogatstvo »* le passage suivant de l'article de M. Strouvé :

« Au fur et à mesure que le capitalisme fait des progrès, la conception (populiste) du monde que nous venons de décrire doit perdre du terrain. Ou bien elle dégénérera (*wird herabsinken*) en une orientation assez pâle vers des réformes, capable de compromis et recherchant les compromis**, — il existe à cet égard des prémisses autorisant depuis longtemps tous les espoirs, — ou bien elle reconnaîtra que le développement réel est inévitable et en tirera les conclusions théoriques et pratiques qui en découlent nécessairement ; autrement dit, elle cessera d'être utopique. »

---

* La preuve en est dans la différenciation de la paysannerie.

** *Ziemlich blasse kompromissfähige und kompromissüchtige Reformrichtung* — on pourrait, ce me semble, le traduire ainsi : opportunisme culturel « pur ».

Si M. Krivenko ne sait où trouver chez nous cette orientation uniquement capable de compromis, je lui conseillerais de porter ses regards sur le *Rousskoïé Bogatstvo*, sur les conceptions théoriques de cette revue, qui ne sont qu'une pitoyable tentative d'accoler des fragments de la doctrine populiste à la reconnaissance du développement capitaliste de la Russie ; sur le programme politique de cette revue, qui vise à améliorer et à rétablir les exploitations des petits producteurs sur la base du régime capitaliste actuel*.

D'une façon générale, la dégénérescence du populisme en opportunisme petit-bourgeois est, depuis quelque temps, un des phénomènes les plus caractéristiques et les plus marquants de notre vie sociale.

Si nous considérons en effet le contenu du programme du *Rousskoïé Bogatstvo*, toutes ces mesures tendant à réglementer l'émigration intérieure et l'affermage, tous ces crédits à bon marché, musées, entrepôts, perfectionnements techniques,

* D'une façon générale, la tentative que fait M. Krivenko pour batailler contre M. Strouvé produit une impression lamentable. C'est une sorte d'impuissance enfantine à répondre sur le fond, et aussi une irritation enfantine. Ainsi, M. Strouvé dit que M. Nik.—on est un « utopiste ». Et il indique très clairement pourquoi il l'appelle ainsi : 1) parce qu'il méconnaît « le développement réel de la Russie » ; 2) parce qu'il fait appel à la « société » et à l'« Etat » sans comprendre le caractère de classe de notre Etat. Que peut donc objecter à cela M. Krivenko ? Va-t-il nier que notre développement est réellement capitaliste ? Va-t-il affirmer qu'il est autre chose ? que notre Etat n'est pas un Etat de classe ? Non, il préfère éluder complètement ces questions et batailler avec un courroux risible contre des « clichés » de sa propre invention. Autre exemple. M. Strouvé reproche à M. Nik.—on, outre son ignorance de la lutte des classes, de graves erreurs dans sa théorie, qui portent sur des « faits d'ordre purement économique ». Il indique notamment que, parlant du faible pourcentage de notre population non agricole, M. Nik.—on « ne remarque pas que le développement capitaliste de la Russie atténuera précisément cette différence — 80% (population rurale de la Russie) contre 44% (population rurale en Amérique) ; là, pourrait-on dire, est sa mission historique ». Tout d'abord, M. Krivenko falsifie ce passage en parlant de « notre » (?) mission qui est de priver de terre les paysans, alors qu'il s'agit simplement de la tendance du capitalisme à réduire la population rurale ; en second lieu, sans dire un mot quant au fond (peut-il exister un capitalisme qui ne conduirait pas à la réduction de la population rurale ?), il se met à débiter des niaiseries sur les « glossateurs », etc. Voir annexe II (p. 334 de la présente édition. *N.R.*).

coopératives et labours en commun, nous verrons que ce programme bénéficie, en effet, d'une énorme diffusion dans toute « la presse sérieuse et de bon ton », c'est-à-dire dans toute la presse libérale qui ne fait pas partie des organes d'inspiration féodale, de la presse rampante [74]. L'idée de la nécessité, de l'utilité, de l'urgence, de l'« innocuité » de toutes ces mesures a poussé des racines profondes chez tous les intellectuels et pris une très large extension : vous la retrouverez aussi bien dans les petites feuilles et les journaux de province que dans toutes les études des zemstvos, dans tous leurs recueils, descriptions, etc., etc. Il ne fait pas de doute que, si l'on considérait *cela* comme du populisme, le succès serait énorme, incontestable.

Pourtant, ce n'est nullement du populisme (dans l'acception ancienne, habituelle, du mot), et ce succès et cette énorme diffusion ont été obtenus au prix de la déchéance du populisme, au prix de la transformation du populisme social-révolutionnaire, violemment opposé à notre libéralisme, en un opportunisme culturel « pur » qui se confond avec ce libéralisme et n'exprime que les intérêts de la petite bourgeoisie.

Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler les tableaux présentés ci-dessus de la différenciation des paysans et des artisans, tableaux qui, loin d'évoquer des faits isolés ou nouveaux, constituent une simple tentative de définir, du point de vue de l'économie politique, cette « école de loups-cerviers » et de « salariés ruraux », dont nos adversaires eux-mêmes ne nient pas l'existence dans nos campagnes. On conçoit que les mesures « populistes » ne puissent que renforcer la petite bourgeoisie ; ou bien (les coopératives et les labours en commun) ne doivent servir que de misérables palliatifs et rester de chétives expériences, cultivées avec tant de tendresse par la bourgeoisie libérale à travers l'Europe pour cette simple raison qu'elles ne touchent en rien à l'« école » elle-même. Pour la même raison, les Ermolov et les Witte eux-mêmes [75] ne peuvent rien opposer à de tels progrès. Bien au contraire. Faites donc, messieurs ! Ils vous donneront même de l'argent « pour les expériences », pourvu que les « intellectuels » soient détournés de l'action révolutionnaire (qui consiste à faire ressortir l'antagonisme, à en faire prendre conscience au prolétariat, à essayer d'orienter cet anta-

gonisme sur la voie de la lutte politique directe) et se consacrent à ce rafistolage de l'antagonisme, à la conciliation et à l'union. Mais faites donc !

Arrêtons-nous un instant sur les raisons de cette dégénérescence du populisme. Au moment même de son apparition, sous son aspect initial, cette théorie ne manquait pas de logique. Partant de l'idée de la structure particulière de la vie du peuple, elle croyait aux instincts communistes du paysan « communal » et pensait, par conséquent, que la paysannerie devait tout naturellement lutter pour le socialisme. Mais, d'une part, il lui manquait d'être élaborée au point de vue théorique et confirmée par les faits de la vie russe ; d'autre part, elle n'avait pas assez d'expérience pour appliquer un programme politique fondé sur ces qualités présumées du paysan.

La théorie se développa donc dans cette double direction, théorique et pratique. Le travail théorique avait surtout pour objet d'étudier la forme de la *propriété* terrienne, dans laquelle on voulait voir les prémisses du communisme ; et l'on a recueilli ainsi une documentation concrète des plus variées et des plus abondantes. Mais cette documentation, relative surtout à la forme de la *propriété* terrienne, a totalement masqué aux yeux des chercheurs le *système économique* de la campagne. Cela s'est produit d'autant plus naturellement que, d'abord, les chercheurs n'avaient pas de théorie fermement établie sur la méthode de la science sociale, de théorie marquant la nécessité de considérer à part et d'étudier spécialement les rapports de production ; en second lieu, les faits recueillis fournissaient des indications très nettes sur les besoins les plus pressants de la paysannerie, sur les calamités qui affectaient déplorablement l'économie paysanne. Et les chercheurs consacrèrent toute leur attention à l'étude de ces calamités, à la pénurie de terre, aux redevances exorbitantes, à la servitude, à l'état d'accablement et d'oppression des paysans. Tout cela fut décrit, étudié et expliqué avec une telle richesse de documentation, d'une façon tellement fouillée, que si notre Etat n'avait pas été un Etat de classe, si sa politique s'était inspirée, non pas des intérêts des classes dirigeantes, mais de la considération impartiale des « besoins populaires », il aurait évidemment dû être mille fois convaincu de la nécessité d'éliminer

ces calamités. Les chercheurs naïfs qui croyaient à la possibilité de faire « changer d'avis » la société et l'Etat se noyèrent dans les détails des faits qu'ils avaient recueillis, perdant de vue l'essentiel : la structure économique et politique de la campagne, la toile de fond de cette économie qui étouffait effectivement sous le poids de ces calamités les plus directement sensibles. Il en est résulté, naturellement, que la défense des intérêts de l'économie agricole frappée par la pénurie de terre, etc., servit à la défense des intérêts de la classe qui tenait en mains cette économie et qui, seule, pouvait se maintenir et progresser dans le cadre des rapports économiques et sociaux donnés *à l'intérieur* de la commune rurale, sous le régime économique existant.

L'effort théorique, qui avait pour objet d'étudier une institution destinée à organiser la lutte pour abolir l'exploitation, conduisit à élaborer un programme traduisant les intérêts de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire de la classe sur laquelle repose précisément ce régime d'exploitation !

En même temps, l'action révolutionnaire pratique se développait, elle aussi, dans une direction tout à fait inattendue. La foi dans les instincts communistes du moujik portait tout naturellement les socialistes à abandonner la politique et « à aller au peuple ». De nombreux militants pleins d'énergie et de talent s'attelèrent à la réalisation de ce programme. Ils durent se convaincre dans la pratique de la naïveté de leurs idées sur les instincts communistes du moujik. Ils décidèrent, d'ailleurs, qu'il fallait s'en prendre non pas au moujik, mais au gouvernement ; et ils consacrèrent tous leurs efforts à la lutte contre le gouvernement, lutte que seuls les intellectuels menèrent depuis lors ; des *ouvriers* parfois se joignaient à eux. D'abord, on combattit au nom du socialisme, en se fondant sur une théorie selon laquelle le peuple était mûr pour le socialisme, une simple prise du pouvoir devant suffire à accomplir la révolution politique, et aussi la révolution sociale. Depuis quelque temps, cette théorie perd visiblement tout crédit, et la lutte des narodovoltsy contre le gouvernement se transforme en lutte des radicaux pour la liberté politique.

De ce côté aussi, le travail a abouti, par conséquent, à des résultats diamétralement opposés à son point de dé-

part ; de ce côté également, il en est sorti un programme ne traduisant que les intérêts de la démocratie bourgeoise radicale. A vrai dire, ce processus n'est pas encore achevé, mais il paraît être d'ores et déjà parfaitement défini. Pareille évolution du populisme était tout à fait naturelle et inéluctable car il avait à sa base une représentation purement mythique d'un régime particulier (communal) de l'économie paysanne : ce mythe s'est évanoui au contact de la réalité, et le socialisme paysan s'est changé en une représentation démocratique radicale de la paysannerie petite-bourgeoise.

Je passe aux exemples d'évolution du démocrate :

« Prenons garde, dit M. Krivenko, que « l'humaniste » ne devienne un benêt panrusse, en qui fermentent confusément de bons sentiments, mais incapable de manifester une véritable abnégation, ni de faire rien qui vaille dans la vie. » Morale excellente ; voyons quel usage on en fait. « A ce propos, poursuit M. Krivenko, je puis citer un fait affligeant » : il y avait dans le Sud de la Russie des jeunes gens « animés des meilleures intentions et aussi d'amour pour le petit peuple : on prodiguait au moujik mille attentions et prévenances ; c'est tout juste si on ne lui réservait pas la première place ; pour manger avec lui on se servait de la même cuiller, on lui offrait confitures et petits gâteaux ; on lui payait tout plus cher que les autres ; on lui donnait de l'argent, à titre de prêt, de « pourboire » ou simplement pour rien ; on lui parlait du régime européen, des associations ouvrières, etc. Dans la même localité vivait un jeune Allemand, Schmidt, gérant ou plutôt simple jardinier, complètement dépourvu d'idées humanitaires, une véritable âme allemande, étroite et formaliste (*sic ??!!*) », etc. Bref, après un séjour de trois ou quatre années dans ce pays, les jeunes gens partirent chacun de son côté. Il se passa encore une vingtaine d'années et l'auteur, visitant cette contrée, apprit que « M. Schmidt » (le jardinier Schmidt a été promu au rang de M. Schmidt pour son activité féconde) avait enseigné aux paysans la viticulture, qui leur rapporte aujourd'hui « quelque revenu », dans les 75 à 100 roubles par an, ce qui fait qu'on a gardé de lui un « bon souvenir ». Quant à « ces messieurs qui s'étaient contentés de nourrir de bons sentiments à l'égard

du moujik, et n'avaient rien fait d'essentiel(!) pour lui, il n'en subsiste pas même un souvenir ».

Si nous calculons bien, nous verrons que les événements décrits remontent aux années 1869-1870, c'est-à-dire à peu près à l'époque où les socialistes populistes russes avaient tenté d'acclimater en Russie le trait particulier le plus progressiste et le plus important du « régime européen »: l'Internationale [76].

Il est évident que le récit de M. Krivenko produit une impression par trop brutale ; aussi s'empresse-t-il de faire des réserves :

« Je ne veux évidemment pas dire par là, explique-t-il, que Schmidt soit meilleur que ces messieurs. Je dis simplement que, malgré tous ses défauts, il a laissé cependant une trace plus durable dans cette contrée et dans la population. (Je ne dis pas qu'il soit meilleur ; je dis qu'il a laissé une trace plus durable, — qu'est-ce que c'est que ce galimatias ? !) Je ne dis pas non plus qu'il ait fait quelque chose d'important ; bien au contraire, je cite ce qu'il a fait comme un spécimen de chose infime, accomplie en passant et qui ne lui a rien coûté, mais de chose incontestablement efficace. »

Réserve, comme on le voit, très ambiguë ; mais la question n'est pas là ; ce qui importe, c'est que l'auteur, en opposant l'inefficacité d'une action au succès d'une autre, ne se doute évidemment pas de la différence radicale d'orientation entre ces deux genres d'activité. Là est tout le sel de ce récit ; il est caractéristique de la physionomie du démocrate actuel.

En effet, ces jeunes gens qui parlaient au moujik « du régime européen et des associations ouvrières » voulaient sans doute amener ce moujik à se dresser pour réformer la vie sociale (peut-être mon hypothèse est-elle erronée dans ce cas particulier, mais tout le monde conviendra, je pense, qu'elle est légitime, puisqu'elle se dégage nécessairement de l'exposé de M. Krivenko) ; ils voulaient le faire se dresser pour la révolution sociale contre la société actuelle qui engendre cette exploitation et cette oppression scandaleuse du travailleur, pendant que tout le monde jubile à propos des progrès libéraux. Quant à « M. Schmidt », en cultivateur authentique, il voulait simplement aider les autres

cultivateurs à faire leurs affaires, et rien de plus. Voyons, comment peut-on comparer, mettre en parallèle, ces deux activités d'orientation diamétralement opposée ? Cela revient à comparer l'échec d'une personne qui se serait efforcée de démolir une construction au succès d'une autre qui voulait la consolider ! Pour faire une comparaison valable, il fallait établir à quoi était dû l'échec de la tentative de ces jeunes gens, qui étaient allés au peuple pour amener les paysans à la révolution. Ne venait-il pas de cette conception erronée selon laquelle la « paysannerie » représente précisément la population laborieuse et exploitée, alors qu'en réalité la paysannerie ne forme pas par elle-même une classe distincte (illusion qu'on ne saurait expliquer que par une survivance de conceptions antérieures à l'abolition du servage, époque à laquelle la paysannerie s'affirmait effectivement comme une *classe*, mais seulement comme une classe de la société fondée sur le servage), puisque dans son sein se forment les classes de la bourgeoisie et du prolétariat. Bref, il fallait analyser les anciennes théories socialistes et la critique qu'en font les social-démocrates. Au lieu de cela, M. Krivenko se met en quatre pour démontrer que l'œuvre de « monsieur Schmidt » est « incontestablement une chose efficace ». Mais, de grâce, M. le très honorable « ami du peuple », pourquoi vouloir enfoncer une porte ouverte ? Qui donc en doute ? Planter une vigne et en tirer 75 à 100 roubles de revenu, peut-il y avoir rien de plus efficace* ?

Et l'auteur se met à expliquer que si un propriétaire plante une vigne, ce sera une activité isolée ; tandis que s'ils sont plusieurs, l'activité est généralisée et étendue, et transforme une petite œuvre en une œuvre véritable, rationnelle, *comme, par exemple*, chez A. Engelhardt [77] qui ne s'est pas contenté d'employer chez lui les phosphorites, mais les a fait adopter par d'autres.

---

* Que n'avez-vous tenté de servir cette œuvre « efficace » à ces jeunes gens qui parlaient des associations européennes devant le moujik ! Comme ils vous auraient reçu ! Quelle belle riposte ils vous auraient infligée ! Vous auriez eu une peur mortelle de leurs idées, comme vous avez peur aujourd'hui du matérialisme et de la dialectique !

Ce démocrate est vraiment magnifique, vous ne trouvez pas ?

Autre exemple emprunté aux jugements émis sur la réforme paysanne. Quelle était à cet égard l'attitude de Tchernychevski, démocrate de cette époque où le démocratisme n'était pas encore séparé du socialisme ? Comme il ne pouvait formuler ouvertement son opinion, il *gardait le silence* ; cependant, sous forme de parabole, il caractérisa la réforme en préparation dans ces termes :

« *Supposons que je me sois occupé de prendre des mesures pour conserver les provisions qui servent à préparer votre repas. Il va de soi que si j'ai agi, à proprement parler, par sympathie pour vous, c'est que mon zèle s'inspirait de l'idée que les provisions vous appartenaient et que le repas préparé serait sain et vous profiterait. Mais imaginez mes sentiments si je viens à apprendre que les provisions ne vous appartiennent pas du tout, et que vous devez payer pour chaque repas préparé avec ces provisions un prix qui, non seulement est supérieur à la valeur du repas* (cela fut écrit *avant* l'abolition du servage, alors que MM. les Ioujakov affirment *maintenant* qu'elle avait pour principe essentiel de pourvoir aux besoins des paysans !!), *mais que, d'une façon générale, vous ne pouvez payer sans vous imposer une gêne extrême. Quelles idées me viennent à l'esprit à ces singulières découvertes ?... J'étais bien sot de m'occuper d'une affaire d'une utilité douteuse et qui ne présentait aucune garantie ! Qui donc, sinon un sot, peut s'employer à maintenir la propriété en de certaines mains, sans s'être assuré au préalable qu'elle restera entre ces mains, et cela à des conditions avantageuses ?... Mieux vaut que toutes ces provisions soient perdues qui ne font que du tort à la personne que j'aime ! Mieux vaut que cette affaire échoue, qui ne vous apporte que la ruine !* »

Je souligne les passages qui mettent le plus en relief l'idée profonde et excellente que Tchernychevski se faisait de la réalité contemporaine, de la nature des versements imposés aux paysans, de l'antagonisme des classes sociales russes. Il importe aussi de remarquer que ces idées purement révolutionnaires, il savait les exposer dans une

presse censurée. Dans ses œuvres illégales, il écrivait la même chose, mais sans circonlocutions. Dans le *Prologue au prologue*, Volguine (par la bouche de qui Tchernychevski expose ses idées) déclare :

« *Que l'œuvre d'affranchissement des paysans soit donc remise entre les mains du parti des grands propriétaires fonciers. La différence n'est pas grande**. » L'interlocuteur de Volguine ayant fait remarquer qu'au contraire, la différence était colossale, puisque le parti des grands propriétaires fonciers était contre la concession de lots aux paysans, il réplique d'un ton péremptoire :

« *Non, pas colossale mais insignifiante. Elle serait colossale si la terre était remise aux paysans sans rachat. Prendre une chose à quelqu'un ou la lui laisser, c'est différent ; mais la lui faire payer, c'est tout un. Le plan du parti des grands propriétaires fonciers ne diffère de celui des progressistes que par ce qu'il est plus simple, plus bref. C'est pourquoi il est même préférable. Moins d'atermoiements et, probablement, moins de charges pour les paysans. Ceux d'entre les paysans qui ont de l'argent s'achèteront de la terre. Ceux qui n'en ont pas, inutile de les forcer à en acheter. Cela ne peut que les ruiner. Rachat et achat, c'est tout un.* »

Il fallait tout le génie de Tchernychevski pour comprendre avec cette lucidité le caractère essentiellement bourgeois de la réforme paysanne à l'époque même de son accomplissement (alors qu'elle était encore insuffisamment étudiée même en Occident) ; pour comprendre que déjà à ce moment, dans la « société » et l'« Etat » russes, régnaient et gouvernaient des classes sociales irrémédiablement hostiles au travailleur et qui devaient forcément conduire à la ruine et à l'expropriation de la paysannerie. Et Tchernychevski se rendait compte en même temps que l'existence d'un gouvernement qui dissimulait nos rapports sociaux antagoniques était un mal terrible qui aggravait particulièrement la situation des travailleurs.

« *A dire vrai*, continue Volguine, *mieux vaut qu'ils soient affranchis sans terre.* » (En d'autres termes, si les

* Je cite d'après l'article de Plékhanov : « N. G. Tchernychevski » dans le *Social-Démocrate*[78].

féodaux de la propriété foncière ont chez nous une telle puissance, mieux vaut qu'ils agissent ouvertement, en toute franchise, et qu'ils découvrent le fond de leur pensée, au lieu de dissimuler ces intérêts de propriétaires de serfs sous les compromis d'un hypocrite gouvernement absolu.)

« *La question est posée d'une telle manière que je ne vois pas de raison de m'échauffer, même sur le point de savoir si les paysans seront ou ne seront pas affranchis ; encore moins pour savoir s'ils le seront par les libéraux ou par les grands propriétaires fonciers. A mon avis, c'est tout un. Les grands propriétaires fonciers sont même préférables.* »

Et, dans une des « Lettres sans adresse » : « *On parle d'affranchir les paysans... Où chercher des forces pour cette entreprise ? Elles n'existent pas encore. On ne saurait se livrer à une entreprise pour laquelle les forces nécessaires font défaut. Voyez à quoi cela conduit : on se mettra à affranchir. Ce qu'il en sortira, jugez-en par vous-mêmes, lorsqu'il s'agit d'une chose que l'on entreprend sans pouvoir l'accomplir. Et gâcher les choses, c'est faire une ignominie.* »

Tchernychevski comprenait que l'Etat féodal et bureaucratique russe n'était pas à même d'affranchir les paysans, c'est-à-dire de renverser les féodaux de la propriété foncière ; qu'il était tout juste capable d'une « ignominie », d'un lamentable compromis entre les intérêts des libéraux (rachat et achat, c'est tout un) et ceux des grands propriétaires fonciers, compromis qui dupe les paysans par un simulacre d'aisance et de liberté, et qui, en fait, les ruine et les livre à la merci des grands propriétaires. Et il protestait, il maudissait la réforme, souhaitant son échec, souhaitant que le gouvernement s'embrouillât dans ses exercices d'équilibre entre libéraux et grands propriétaires, et qu'il en résultât une faillite susceptible d'entraîner la Russie sur la voie d'une lutte ouverte des classes.

Et *aujourd'hui*, alors que les prévisions géniales de Tchernychevski se sont vérifiées et qu'une période de trente ans a infligé un démenti implacable à toutes les illusions économiques et politiques, nos « démocrates » actuels exaltent la réforme, considèrent qu'elle a sanctionné la production « populaire », s'ingénient à en tirer la preuve de la possibilité d'une voie pouvant *circonvenir* les classes sociales hostiles au travailleur. Je le répète, cette attitude devant

la réforme paysanne est la preuve la plus évidente que nos démocrates se sont profondément embourgeoisés. Ces messieurs n'ont rien appris, mais ont beaucoup oublié.

Pour établir un parallèle, je me servirai des *Otétchestvennyïé Zapiski* de 1872. J'ai déjà reproduit plus haut des extraits de l'article « La ploutocratie et ses fondements » au sujet des succès en matière de libéralisme (camouflant les intérêts ploutocratiques), succès obtenus par la société russe dès la première dizaine d'années qui suivit la « grande » réforme « libératrice ».

Si, auparavant, on rencontrait souvent des hommes — écrivait le même auteur dans le même article — pour se lamenter à propos des réformes et pleurer le passé, aujourd'hui on ne trouve plus de ces gens-là ! « Le nouvel ordre de choses plaît à tout le monde, tous envisagent les choses avec satisfaction et sérénité. » Et l'auteur montre ensuite que la littérature « se fait elle-même l'organe de la ploutocratie », en défendant les intérêts et les convoitises ploutocratiques « sous le couvert du démocratisme ». Examinez de plus près ce raisonnement. L'auteur est fâché que « tous » soient contents du nouvel ordre de choses établi par la réforme, que « tous » (les représentants de la « société » et des « intellectuels », évidemment, et non les travailleurs) soient satisfaits et tranquilles, malgré l'évidente nature bourgeoise, antagonique, de ce nouvel ordre de choses : le public ne remarque pas que le libéralisme ne fait que dissimuler la « liberté d'acquérir » et, bien entendu, d'acquisition aux dépens et au préjudice de la masse des travailleurs. Et notre auteur proteste. C'est cette protestation, propre au socialiste, qui fait justement la valeur de son raisonnement. Remarquez que cette protestation contre le ploutocratisme dissimulé sous le voile du démocratisme est en contradiction avec la théorie générale de la revue : car ses rédacteurs nient qu'il y ait dans la réforme paysanne aucun intérêt bourgeois ; ils nient le caractère de classe des intellectuels russes et de l'Etat russe ; ils nient l'existence d'un terrain propice au capitalisme en Russie. Néanmoins, ils ne peuvent s'empêcher de sentir, de toucher du doigt l'élément capitaliste et bourgeois. Et, dans la mesure où les *Otétchestvennyïé Zapiski*, sentant le caractère antagonique de la société russe, ont combattu le libéralisme et le

démocratisme bourgeois, elles ont fait œuvre commune avec nos premiers socialistes qui, bien qu'incapables de comprendre ce caractère antagonique, en avaient pourtant conscience et voulaient lutter contre l'organisation même de la société, organisation génératrice d'antagonisme ; dans cette mesure, les *Otétchestvennyïé Zapiski* se sont montrées progressistes (du point de vue du prolétariat, naturellement). Les « amis du peuple » ont oublié ce caractère antagonique ; ils ne sentent plus du tout que, chez nous également, dans la sainte Russie, « sous le couvert du démocratisme », se cachent des bourgeois pur sang. C'est pourquoi ils sont maintenant réactionnaires (vis-à-vis du prolétariat), car ils escamotent cet antagonisme et ne parlent pas de lutte, mais d'activité culturelle « pure » conciliatrice.

Mais, messieurs, se pourrait-il vraiment que le libéral russe au front serein, le représentant démocratique de la ploutocratie des années 60, ait cessé d'être l'idéologue de la bourgeoisie des années 90, uniquement parce que son front s'est voilé d'une ombre d'affliction civique ?

Se pourrait-il vraiment que la « liberté d'acquérir » dans de vastes proportions, la liberté d'acquérir de grands crédits, de grands capitaux et de grands perfectionnements techniques, cesse d'être libérale, c'est-à-dire bourgeoise, les rapports économiques et sociaux restant inchangés, uniquement parce qu'elle est remplacée par la liberté d'acquérir de petits crédits, de petits capitaux, de petits perfectionnements techniques ?

Je le répète, ce n'est pas qu'ils aient changé d'opinion par suite d'un changement radical de conceptions ou d'un bouleversement radical de notre ordre social. Non, ils ont tout simplement oublié.

Ayant perdu le seul trait qui, de leurs prédécesseurs, faisait naguère des progressistes malgré toute l'inconsistance de leurs théories et le naïf utopisme de leurs vues sur la réalité, les « amis du peuple » n'ont absolument rien appris au cours de tout ce laps de temps. Or, sans même parler de l'analyse politique et économique de la réalité russe, l'histoire politique de la Russie de ces 30 années aurait dû, à elle seule, leur apprendre bien des choses.

A l'époque des *années 60*, la force des féodaux avait été entamée. Ils avaient subi une défaite non pas défini-

tive, il est vrai, mais décisive au point qu'ils durent s'effacer de la scène. Les libéraux, au contraire, relevaient la tête. Et ce fut un déluge de phrases libérales sur le progrès, la science, le bien, la lutte contre l'injustice, sur les intérêts populaires, la conscience populaire, les forces populaires, etc., etc., ces mêmes phrases que vomissent aujourd'hui encore, aux heures d'extrême mélancolie, nos geignards radicaux dans leurs salons et nos phraseurs libéraux à leurs banquets jubilaires, dans les colonnes de leurs revues et de leurs journaux. Les libéraux se sont révélés si forts qu'ils ont remanié le « nouvel ordre » à leur manière, certes, pas complètement, tant s'en faut, mais dans une mesure appréciable. Bien que la « claire lumière d'une lutte des classes ouverte » fît défaut en Russie à cette époque, il y faisait cependant plus clair qu'à présent, de sorte que même les idéologues de la classe laborieuse qui n'avaient aucune idée de cette lutte des classes et préféraient rêver d'un avenir meilleur au lieu d'*expliquer* l'odieux présent, ne pouvaient manquer de voir que la ploutocratie se cachait derrière le libéralisme, que ce nouvel ordre de choses était un ordre de choses bourgeois. Ce qui leur permettait justement de voir cela, c'est que les féodaux, évincés, ne détournaient pas l'attention vers des faits encore plus criants et n'empêchaient pas de voir le nouvel ordre de choses sous son aspect (relativement) pur. Mais nos démocrates de cette époque, capables de condamner le libéralisme ploutocratique, étaient cependant incapables de le comprendre et de l'expliquer scientifiquement, incapables d'en saisir la nécessité dans l'organisation capitaliste de notre économie sociale, incapables de saisir le caractère progressif de ce nouvel ordre de choses par rapport à l'ordre de choses ancien, à celui du servage, non plus que le rôle révolutionnaire du prolétariat engendré par ce nouvel ordre. Ils se bornaient donc à « renâcler » contre ce régime de « liberté » et d'« humanité »; ils considéraient son caractère bourgeois comme quelque chose d'accidentel et attendaient on ne sait quels autres rapports sociaux qui devaient encore se manifester dans le « régime populaire».

Et voilà que l'histoire leur a montré ces rapports sociaux. Les propriétaires féodaux, incomplètement terrassés par une réforme scandaleusement mutilée pour servir leurs intérêts, ont repris vie (pour un temps) et montré clairement

quels sont chez nous ces rapports sociaux, en dehors des rapports bourgeois ; ils l'ont montré sous la forme d'une réaction si effrénée, si incroyablement insensée et féroce, que nos démocrates, pris de peur, se sont tenus cois. Et, au lieu d'aller de l'avant, de hausser jusqu'au social-démocratisme leur démocratisme naïf qui avait pressenti le caractère bourgeois du nouvel ordre de choses, mais ne l'avait pas compris, ils ont fait marche arrière, vers les libéraux ; et ils sont fiers maintenant de ce que leurs lamentations... je voulais dire leurs théories et leurs programmes, sont partagés par « toute la presse sérieuse et de bon ton ». La leçon semblait avoir été très instructive : l'illusion des anciens socialistes sur le régime particulier de la vie populaire, sur les instincts socialistes du peuple, sur le caractère accidentel du capitalisme et de la bourgeoisie, était devenue trop évidente ; on pouvait désormais, semblait-il, regarder la réalité en face et reconnaître ouvertement qu'il n'y avait pas eu, qu'il n'y avait pas en Russie d'autres rapports économiques et sociaux que les rapports bourgeois et les rapports du servage en voie de disparition ; et que, par suite, il ne pouvait y avoir d'autre voie vers le socialisme que celle du mouvement ouvrier. Mais ces démocrates n'avaient rien appris, et les illusions naïves du socialisme petit-bourgeois firent place à la sagesse pratique des progrès petits-bourgeois.

Aujourd'hui, les théories de ces idéologues petits-bourgeois, quand ils font figure de représentants des intérêts des travailleurs, sont nettement réactionnaires. Ils dissimulent les contradictions économiques et sociales de la Russie contemporaine ; ils raisonnent comme si l'on pouvait remédier à la situation par des mesures d'ordre général, susceptibles de satisfaire tout le monde et tendant à assurer l'« essor », l'« amélioration », etc., comme si l'on pouvait concilier et unir. Ils sont réactionnaires parce qu'ils représentent notre Etat comme quelque chose d'au-dessus des classes et qui serait, de ce fait, propre à prêter une assistance sérieuse et honnête à la population exploitée.

Ils sont réactionnaires enfin parce qu'ils ne comprennent pas du tout la nécessité de la lutte, d'une lutte acharnée des travailleurs eux-mêmes pour leur émancipation. A les entendre, les « amis du peuple », par exemple, seraient capables de tout arranger eux-mêmes. Les ouvriers peuvent être

tranquilles. Ainsi, un technicien se serait déjà présenté à la rédaction du *Rousskoïé Bogatstvo*, et aurait à peu près entièrement élaboré avec ces messieurs une « combinaison » tendant à « introduire le capitalisme dans la vie du peuple ». Les socialistes doivent rompre *RÉSOLUMENT* et *DÉFINITIVEMENT* avec toutes les idées et théories petites-bourgeoises ; *TELLE EST LA PRINCIPALE ET PRÉCIEUSE LEÇON* que l'on doit tirer de cette campagne.

Veuillez noter que je parle de rupture avec les idées petites-bourgeoises, et non avec les « amis du peuple » ni avec leurs idées, parce qu'il ne saurait y avoir rupture entre deux choses qui n'ont jamais été liées. Les « amis du peuple » ne sont que des représentants parmi d'autres d'une des tendances de ce genre d'idées socialistes petites-bourgeoises. Et si, à propos de ce cas, je conclus à la nécessité de rompre avec les idées socialistes petites-bourgeoises, avec les idées du vieux socialisme paysan russe *en général*, c'est que la présente campagne déclenchée contre les marxistes par les tenants des vieilles idées, effrayés des progrès du marxisme, les a poussés à formuler les idées petites-bourgeoises avec un relief particulier. En confrontant ces idées avec le socialisme contemporain, avec les données actuelles de la réalité russe, nous voyons avec une force saisissante à quel point elles sont éventées ; nous voyons qu'elles ont perdu tout fondement comme corps de doctrine et sont tombées au niveau d'un pitoyable éclectisme, d'un programme culturel abstrait et opportuniste des plus banals. On dira peut-être que ce n'est pas la faute des vieilles idées du socialisme en général, mais seulement de ces messieurs que, du reste, personne ne range parmi les socialistes ; mais cette objection me paraît absolument insoutenable. Je me suis partout efforcé de montrer la nécessité de cette dégénérescence des vieilles théories ; partout je me suis appliqué à réserver le moins de place possible à la critique de ces messieurs en particulier et le plus de place possible aux principes généraux et essentiels de l'ancien socialisme russe. Si les socialistes trouvaient que j'ai exposé ces principes d'une façon erronée ou inexacte ou incomplète, je ne pourrais leur répondre que par une très humble prière : exposez-les vous-mêmes, messieurs, je vous en prie, avec tous les compléments qu'il vous plaira !

Personne, en vérité, ne se réjouirait plus que les social-démocrates de cette possibilité de polémiquer avec les socialistes.

Pensez-vous vraiment qu'il nous soit agréable de répondre à la « polémique » de ces gens-là, et que nous nous en serions souciés sans un défi direct, pressant et brutal de leur part ?

Pensez-vous vraiment que nous ne soyons pas obligés de faire effort sur nous-mêmes pour lire, relire et approfondir ce mélange écœurant de phrases libérales officielles et de morale petite-bourgeoise ?

Ce n'est pourtant pas notre faute si, en ce moment, il n'y a que des individus pareils qui se chargent d'exposer et de justifier de telles idées. Veuillez noter aussi que je parle de la nécessité de rompre avec les idées petites-bourgeoises du *socialisme*. Les théories petites-bourgeoises que nous avons analysées sont *INCONTESTABLEMENT* réactionnaires, *POUR AUTANT* qu'elles font figure de théories socialistes.

Mais lorsque nous aurons compris qu'en réalité il n'y a là absolument rien de socialiste, c'est-à-dire que toutes ces théories n'expliquent nullement l'exploitation du travailleur et, par suite, ne peuvent absolument pas servir à son émancipation, qu'en réalité toutes ces théories reflètent et défendent les intérêts de la petite bourgeoisie, — nous devrons alors nous comporter autrement à leur égard, nous devrons poser la question de savoir *comment la classe ouvrière doit se comporter à l'égard de la petite bourgeoisie et de ses programmes*. On ne saurait répondre à cette question sans tenir compte de la dualité de cette classe (dualité particulièrement accusée chez nous, en Russie, en raison du développement moins marqué de l'antagonisme entre la petite et la grande bourgeoisie). Cette classe est progressive dans la mesure où elle formule des revendications démocratiques générales, c'est-à-dire où elle lutte contre toutes les survivances du moyen âge et du servage ; elle est réactionnaire dans la mesure où elle lutte pour le maintien de sa situation en tant que petite bourgeoisie, en s'efforçant d'empêcher le développement général du pays dans la voie bourgeoise, de le faire rétrograder. Des exigences réactionnaires de cet ordre, telles que, par exemple, la fameuse inaliénabilité des lots de terre concédés, et beaucoup d'autres projets tendant à exercer une tu-

telle sur la paysannerie, sont généralement dissimulées sous le prétexte plausible de la défense des travailleurs ; mais, en réalité, elles ne font naturellement qu'aggraver leur situation, tout en rendant plus difficile la lutte pour leur émancipation. Il convient de distinguer rigoureusement entre ces deux aspects du programme petit-bourgeois et, en déniant tout caractère socialiste à ces théories, en luttant contre leurs côtés réactionnaires, il ne faut pas perdre de vue leurs aspects démocratiques. Je montrerai par un exemple comment la condamnation radicale des théories petites-bourgeoises par les marxistes, loin d'exclure le caractère démocratique de leur programme, exige au contraire qu'on le souligne avec encore plus d'insistance. Nous avons indiqué plus haut les trois thèses fondamentales auxquelles les représentants du socialisme petit-bourgeois ont toujours accordé une place prédominante dans leurs théories : la pénurie de terre, les redevances excessives, l'oppression administrative.

Il n'y a absolument rien de socialiste à revendiquer que l'on supprime ces maux qui, en effet, n'expliquent nullement l'expropriation et l'exploitation. Les supprimer n'entravera nullement l'oppression du travail par le capital, mais l'allégera des vieilleries médiévales qui l'aggravent, facilitera la lutte directe de l'ouvrier contre le capital et bénéficiera par suite, en tant que revendication démocratique, de l'appui le plus énergique de la part des ouvriers. Les redevances et les impôts sont, en général, une question à laquelle seuls les petits bourgeois peuvent attribuer une importance particulière ; mais chez nous, les redevances imposées aux paysans ne représentent, à bien des égards, qu'une simple survivance du servage : par exemple, les indemnités de rachat, qui doivent être supprimées absolument et sans délai ; les impôts qui ne frappent que les paysans et les petits bourgeois, et dont les « nobles » sont exemptés. Les social-démocrates soutiendront toujours la revendication visant à supprimer ces survivances médiévales, qui sont une source de marasme économique et politique. Il faut en dire autant de la pénurie de terre. J'ai beaucoup insisté plus haut pour démontrer la nature bourgeoise des jérémiades à ce sujet. Il est toutefois incontestable que, par exemple, la réforme paysanne a dépouillé les paysans, par les « otrezki » [79], au

profit des propriétaires fonciers : elle a rendu service à cette immense force réactionnaire directement (en amputant la terre paysanne) et indirectement (par une savante délimitation des lots). Et les social-démocrates insisteront avec la dernière énergie sur la restitution immédiate aux paysans de la terre dont on les a frustrés, sur l'expropriation complète des domaines des grands propriétaires fonciers, ce rempart des institutions et des traditions du servage. Ce dernier point qui coïncide avec la nationalisation du sol, n'a rien de socialiste, parce que le système du fermage qui, d'ores et déjà, s'établit chez nous, ne ferait que se développer encore plus vite et avec plus de vigueur ; mais il est extrêmement important au point de vue démocratique, comme la seule mesure capable de briser définitivement la noblesse terrienne. Il n'y a enfin, bien entendu, que les Ioujakov et les V.V. pour voir dans l'absence de droits des paysans la cause de leur expropriation et de leur exploitation ; mais le joug que l'administration fait peser sur eux n'est pas seulement indéniable, ce n'est pas un joug ordinaire, il réduit le paysan à l'état de « vile plèbe », soumise depuis toujours à la noblesse terrienne, exclue de la jouissance des droits civils généraux, à moins d'une grâce spéciale (l'émigration intérieure*, par exemple), et dont chaque petit satrape peut disposer comme de personnes enfermées dans un workhouse**. Et les social-démocrates se rallient sans réserve à la revendication exigeant la restitution de tous les droits civils à la paysannerie, l'abolition de tous les privilèges de la noblesse, la suppression de la tutelle bureaucratique exercée sur la pay-

---

* On ne peut s'empêcher de rappeler ici le cynisme typiquement « russe » du féodal avec lequel M. Ermolov, actuellement ministre de l'Agriculture, s'élève contre les émigrations intérieures dans son livre : *Mauvaise récolte et calamité nationale*. Il est impossible, du point de vue de l'Etat, prétend-il, de les considérer comme rationnelles alors que, dans la Russie d'Europe, les grands propriétaires fonciers ont encore besoin de bras. — Pourquoi, en effet, les paysans existent-ils, sinon pour nourrir de leur travail ces parasites que sont les grands propriétaires fonciers et leurs caudataires « haut placés » ?

** On appelait « workhouse » en Angleterre des ateliers créés pour les indigents et où l'exploitation et l'oppression étaient particulièrement éhontées. Ce système a été analysé et dévoilé par Marx dans le *Capital*. (*N.R.*)

sannerie et l'octroi à celle-ci d'une autonomie administrative.

D'une façon générale, les communistes russes, adeptes du marxisme, doivent plus que quiconque se dénommer *SOCIAL-DÉMOCRATES* et ne jamais oublier, au cours de leur activité, le rôle immense de la lutte pour la *DÉMOCRATIE**.

Les vestiges des institutions médiévales, semi-féodales, sont encore si forts en Russie (par rapport à l'Europe occidentale), ils pèsent d'un poids si accablant sur le prolétariat et le peuple en général, entravant le progrès de la pensée politique dans toutes les classes et catégories sociales, qu'il est impossible de ne pas insister sur la nécessité impérieuse pour les ouvriers de combattre les institutions de tout ordre héritées du servage : l'absolutisme, le système des castes, la bureaucratie. Il importe de montrer aux ouvriers, dans le détail, que ces institutions constituent une puissance réactionnaire formidable, qu'elles aggravent l'oppression du Capital sur le Travail, qu'elles exercent une pression humiliante sur les travailleurs, qu'elles maintiennent le capital dans ses formes moyenâgeuses, qui ne le cèdent en rien aux formes modernes, industrielles, pour ce qui est de l'exploitation du travail, mais ajoutent à cette exploitation des difficultés extrêmes dans la lutte émancipatrice. Les ouvriers doivent savoir que sans avoir renversé ces piliers de la réaction**, il leur sera absolument impossible de lutter

* C'est là un point très important. Plékhanov a parfaitement raison de dire que nos révolutionnaires ont « deux ennemis : les vieux préjugés encore imparfaitement déracinés, d'une part, et la compréhension étriquée du nouveau programme, d'autre part ». Voir Annexe III (p. 354 de la présente édition. *N.R.*).

** Une institution réactionnaire particulièrement puissante qui a relativement peu attiré l'attention de nos révolutionnaires, est notre *bureaucratie* nationale, qui dirige *de facto* l'Etat russe. Recrutée surtout parmi les roturiers, cette bureaucratie est profondément bourgeoise et par son origine, et par sa destination, et par le caractère de son activité. Mais l'absolutisme et les formidables privilèges politiques de la noblesse terrienne ont conféré à cette bureaucratie des traits particulièrement malfaisants. C'est une girouette sans cesse en mouvement, dont la tâche la plus élevée est de combiner les intérêts du grand propriétaire foncier et du bourgeois. C'est Petit-Judas qui profite de ses sympathies et liaisons féodales pour tromper les ouvriers et les paysans; sous prétexte de « défendre l'économiquement faible » et d'exercer une « tutelle » sur lui pour le protéger contre le koulak et l'usurier, il applique des mesures qui

efficacement contre la bourgeoisie : car, aussi longtemps qu'ils resteront debout, le prolétariat russe des campagnes, dont l'appui est une condition indispensable pour la victoire de la classe ouvrière, ne pourra jamais sortir de la situation de paria traqué et abruti, capable seulement d'un désespoir farouche, mais non d'une protestation et d'une lutte intelligentes et résolues. C'est pourquoi la lutte aux côtés de la démocratie radicale contre l'absolutisme, contre les castes et les institutions réactionnaires, est pour la classe ouvrière un devoir impérieux ; les social-démocrates se doivent de le lui rappeler, sans oublier un instant de lui faire comprendre en même temps que la lutte contre toutes ces institutions n'est indispensable que comme un moyen de faciliter la lutte contre la bourgeoisie, que la satisfaction des revendications démocratiques générales n'est qu'un moyen pour l'ouvrier de déblayer la route conduisant à la victoire sur le principal ennemi des travailleurs, sur le *capital*. Le capital, institution purement démocratique de par sa nature, est particulièrement enclin chez nous, en Russie, à abandonner son principe démocratique et à faire bloc avec les réactionnaires pour mater les ouvriers, pour entraver plus efficacement la naissance du mouvement ouvrier.

Ce que nous venons d'exposer montre assez, ce me semble, l'attitude des social-démocrates envers l'absolutisme et la liberté politique, ainsi qu'à l'égard d'une tendance qui se renforce spécialement depuis quelque temps et qui vise à « unir », à « rallier » toutes les fractions révolutionnaires pour la conquête de la liberté politique [81].

C'est là une tendance assez originale et caractéristique. Originale parce que les offres d'« alliance » n'émanent pas d'un ou de plusieurs groupes déterminés ayant des programmes également déterminés, se rejoignant sur tels ou tels points. S'il en était ainsi, l'alliance dépendrait de chaque cas particulier ; ce serait une question concrète devant

---

ravalent les travailleurs à l'état de « vile plèbe » en les livrant à la merci du propriétaire féodal et en les laissant ainsi encore davantage sans défense devant la bourgeoisie. C'est un monstre d'hypocrisie qui, fort de l'expérience des experts en réaction de l'Europe occidentale, cache habilement ses convoitises à la Araktchéiev [80] sous la feuille de vigne de protestations d'amour pour le peuple.

être tranchée par les représentants des groupes appelés à s'unir. Dès lors, il ne pourrait y avoir de tendance « unificatrice » particulière. Mais celle-ci existe. Elle émane simplement de personnes qui se sont détachées de ce qui est vieux et ne se sont rattachées à rien de nouveau : la théorie sur laquelle s'appuyaient jusqu'ici les adversaires de l'absolutisme s'effondre visiblement, emportant dans sa ruine les conditions de solidarité et d'organisation nécessaires à la lutte. Et messieurs les « unificateurs » et les « alliés » pensent sans doute que le moyen le plus facile de créer une telle théorie est de la réduire à une protestation contre l'absolutisme et à la revendication de la liberté politique, en laissant de côté tous les autres problèmes socialistes et non socialistes. Il est évident que cette aberration naïve ne manquera pas de s'effondrer dès les premiers essais d'une pareille unification.

Cependant, cette tendance « unificatrice » a ceci de caractéristique qu'elle exprime un des derniers stades de l'évolution du populisme militant, révolutionnaire, en un démocratisme radical politique, évolution que j'ai essayé de décrire plus haut. L'union solide de tous les groupes révolutionnaires non social-démocrates sous ce drapeau ne sera possible qu'après l'élaboration d'un programme solide de revendications *démocratiques*, qui mettrait fin aux vieux préjugés relatifs aux conditions « particulières » de la Russie. Naturellement, les social-démocrates considèrent que la création d'un tel parti démocratique serait un progrès, et l'action qu'ils mènent contre le populisme doit y contribuer ; elle doit contribuer à extirper les préjugés et les mythes de toutes sortes, à rallier les socialistes sous la bannière du marxisme et à aider les autres groupes à former un parti démocrate.

Les social-démocrates ne pourraient certes pas s'« unir » à ce parti, car ils estiment que les ouvriers doivent s'organiser d'une façon indépendante dans un parti ouvrier distinct ; mais les ouvriers prêteraient l'appui le plus énergique à toute lutte des démocrates contre les institutions réactionnaires.

La dégénérescence du populisme en une forme vulgaire du radicalisme petit-bourgeois — dégénérescence dont les « amis du peuple » nous offrent un exemple si frappant — nous montre la faute énorme commise par ceux qui répandent

parmi les ouvriers l'idée de la lutte contre l'absolutisme sans les éclairer en même temps sur les antagonismes sociaux qui conduisent les idéologues de la bourgeoisie à se déclarer eux aussi pour la liberté politique, — sans les éclairer sur le rôle historique de l'ouvrier russe, champion de la lutte pour l'affranchissement de toute la population laborieuse.

On se plaît à reprocher aux social-démocrates de vouloir soi-disant se réserver l'exclusivité de la théorie de Marx, alors que sa théorie économique serait, paraît-il, admise par tous les socialistes. Mais à quoi bon expliquer aux ouvriers la forme de la valeur, l'essence du régime bourgeois et le rôle révolutionnaire du prolétariat, si l'on se fait une règle d'expliquer l'exploitation du travailleur, chez nous en Russie, non point par l'organisation bourgeoise de l'économie sociale, mais, par exemple, par la pénurie de terre, par les redevances, par l'oppression administrative ?

A quoi bon expliquer aux ouvriers la théorie de la lutte des classes, si cette théorie ne peut même pas expliquer leurs rapports à l'égard du fabricant (notre capitalisme serait implanté artificiellement par le gouvernement), sans parler de la masse du « peuple », qui n'appartient pas à la classe déjà formée des ouvriers de fabrique ?

Comment peut-on admettre la théorie économique de Marx avec le corollaire qui en découle, sur le rôle révolutionnaire du prolétariat, organisateur du communisme par le moyen du capitalisme, si l'on veut, comme cela se fait chez nous, chercher des voies vers le communisme en dehors du capitalisme et du prolétariat qu'il engendre ?

Il est évident que, dans ces conditions, appeler l'ouvrier à lutter pour la liberté politique, c'est l'appeler à tirer les marrons du feu au profit de la bourgeoisie avancée, parce qu'on ne saurait nier (il est caractéristique que les populistes et les narodovoltsy eux-mêmes ne le niaient pas) que la liberté politique servira avant tout les intérêts de la bourgeoisie, en apportant aux ouvriers, non pas un allégement de leur situation, mais seulement... seulement des possibilités nouvelles dans la lutte... *contre cette même bourgeoisie.* Je m'élève ici contre les socialistes qui, tout en n'admettant pas les théories des social-démocrates, orientent cependant leur propagande vers les milieux ouvriers, s'étant rendu

compte empiriquement que c'est là seulement qu'on peut trouver les éléments révolutionnaires. Chez de tels socialistes la théorie est en contradiction avec la pratique. Ils commettent une très grave erreur en détournant les ouvriers de leur tâche immédiate : *L'ORGANISATION D'UN PARTI OUVRIER SOCIALISTE**.

Cette erreur s'est produite tout naturellement à une époque où les antagonismes de classe de la société bourgeoise étaient encore embryonnaires, étouffés par le servage qui engendrait la protestation et la lutte solidaires de tous les intellectuels. Cela créait l'illusion que l'esprit démocratique était particulièrement développé chez nos intellectuels, et qu'il n'y avait pas de divergences profondes entre les idées des libéraux et celles des socialistes. Maintenant que le développement économique est avancé au point que ceux-là mêmes qui niaient autrefois l'existence en Russie d'un terrain propice au capitalisme reconnaissent que nous nous sommes engagés dans la voie du développement capitaliste, toute illusion à ce sujet est devenue impossible. La composition de l'« intelligentsia » apparaît aussi nettement que celle de la société occupée à produire des valeurs matérielles : si le capitaliste règne et gouverne dans cette dernière, une bande chaque jour plus nombreuse d'arrivistes et de mercenaires de la bourgeoisie donne le ton parmi les « intellectuels » satisfaits et inoffensifs, étrangers aux extravagances de toute sorte et sachant fort bien ce qu'ils veulent. Nos radicaux et nos libéraux, loin de nier ce fait, le soulignent au contraire avec force, s'acharnant à prouver ce qu'il y a là d'immoral, de condamnable ; ils se dépensent en efforts pour démolir, pour faire honte... et anéantir. Ces prétentions naïves

* Deux voies conduisent à la nécessité d'orienter l'ouvrier vers la lutte contre l'absolutisme : *ou bien* on peut considérer l'ouvrier comme l'unique combattant luttant pour le régime socialiste, et considérer par conséquent la liberté politique comme une des conditions propres à lui faciliter sa lutte. C'est la façon de voir des social-démocrates. *Ou bien* on peut voir en lui, simplement, l'homme qui souffre le plus du régime existant, qui n'a plus rien à perdre et peut se dresser avec la plus grande résolution contre l'absolutisme. Mais ce serait alors le forcer à se traîner à la remorque des radicaux bourgeois, qui se refusent à voir l'antagonisme de la bourgeoisie et du prolétariat derrière la solidarité de tout le « peuple » contre l'absolutisme.

de *faire honte* aux intellectuels bourgeois pour leur mentalité bourgeoise ne sont pas moins ridicules que la tendance des économistes petits-bourgeois à faire peur à notre bourgeoisie (par le rappel de l'expérience des « frères aînés ») en lui montrant qu'elle va à la ruine du peuple, à la misère, au chômage et à la famine des masses. Ce jugement porté sur la bourgeoisie et ses idéologues rappelle l'histoire du brochet condamné à être jeté dans la rivière. Au-delà de ces limites interviennent les « intellectuels » libéraux et radicaux, qui multiplient les phrases sur le progrès, la science, la justice, le peuple, etc. ; qui aiment à pleurer sur les années 60, époque qui ignorait les dissensions, l'abattement, le découragement et l'apathie, et où l'esprit démocratique enflammait tous les cœurs.

Avec la naïveté qui les caractérise, ces messieurs n'arrivent pas à comprendre que la solidarité d'alors était due aux conditions matérielles de l'époque ; elles ne peuvent plus revenir : le servage pesait également sur tous, — sur le serf intendant qui avait amassé quelque argent et voulait vivre à sa guise ; sur le paysan aisé, qui haïssait le seigneur pour ses exactions, son ingérence et les corvées qui l'arrachaient à son exploitation ; sur le prolétaire-domestique et sur le paysan ruiné, que l'on vendait au marchand exploiteur. De ce servage souffraient le marchand-fabricant et l'ouvrier, le koustar et le maître-artisan. Le seul lien qui existât entre ces hommes était leur hostilité au servage ; au-delà de cette solidarité commençait l'antagonisme économique le plus violent. Il faut vraiment se bercer de rêves chimériques pour ne pas apercevoir à présent cet antagonisme, qui a pris un formidable développement ; pour implorer le retour du temps de la solidarité, alors que la réalité impose la lutte, exige que tous ceux qui ne veulent pas être les complices *VOLONTAIRES* ou *INVOLONTAIRES* de la bourgeoisie viennent se ranger aux côtés du prolétariat.

Si vous ne vous fiez pas aux phrases pompeuses sur les « intérêts du peuple », et si vous essayez de creuser plus profond, vous verrez que vous êtes en présence des plus purs idéologues de la petite bourgeoisie, qui rêve d'améliorer, d'épauler et de redresser son économie (« populaire », comme ils disent) par différents progrès inoffensifs, et qui est absolument incapable de comprendre que, sur le terrain des rap-

ports de production actuels, tous ces progrès ne feront que prolétariser de plus en plus profondément les masses. Les « amis du peuple » ont droit à notre reconnaissance pour avoir largement contribué à mettre en lumière le caractère de classe de nos intellectuels et corroboré ainsi la théorie des marxistes sur la nature petite-bourgeoise de nos petits producteurs ; ils doivent hâter inévitablement la disparition des illusions et des mythes du passé, qui ont si longtemps troublé les socialistes russes. Les « amis du peuple » ont émasculé et discrédité ces théories au point que les socialistes russes qui s'en tenaient à elles se voient inéluctablement placés devant ce dilemme : ou bien reviser à fond ces théories, ou bien les rejeter complètement et en abandonner l'exclusivité à ces messieurs qui, avec une solennelle suffisance, annoncent *urbi et orbi** l'achat par les paysans riches d'un outillage perfectionné, qui vous assurent avec le plus grand sérieux qu'il faut féliciter les gens qui en ont assez de siéger autour du tapis vert. Et c'est dans le même sens qu'ils parlent du « régime populaire » et des « intellectuels », non seulement avec le plus grand sérieux, mais à coups de phrases ronflantes et prétentieuses sur les grands idéaux, sur la façon idéale de poser les problèmes de la vie !...

Les intellectuels socialistes ne pourront compter sur un travail fécond que lorsqu'ils en auront fini avec leurs illusions et commenceront à chercher un appui, non pas dans un développement de la Russie qu'ils appellent de leurs vœux, mais dans son développement réel, non pas dans les rapports économiques et sociaux possibles, mais dans les rapports réels. Dès lors, leur travail *THÉORIQUE* devra s'orienter vers *l'étude concrète de toutes les formes de l'antagonisme économique en Russie, vers l'étude de leurs rapports et de leur développement logique* ; il devra *porter au grand jour cet antagonisme partout où il est dissimulé par l'histoire politique, par les normes et les règles du droit, par les préjugés théoriques établis.* Il devra *dresser un tableau d'ensemble de notre réalité en tant que système déterminé de rapports de production, montrer la nécessité de l'exploitation et de l'expropriation des travailleurs avec ce système, en indiquer l'issue que suggère le développement économique.*

* A la face du monde. (*N.R.*)

Cette théorie, fondée sur une étude détaillée et approfondie de l'histoire et de la réalité russes, doit fournir la réponse aux aspirations du prolétariat. Et si elle satisfait aux exigences de la science, tout éveil de la pensée protestataire du prolétariat poussera inévitablement cette pensée vers la social-démocratie. Cette dernière progressera d'autant plus vite que l'élaboration de cette théorie sera plus rapide, car les gardiens les plus subtils du régime actuel sont impuissants à empêcher l'éveil de la pensée du prolétariat. Ils y sont impuissants, parce que ce régime lui-même entraîne inévitablement une expropriation de plus en plus étendue des producteurs, une croissance toujours plus marquée du prolétariat et de son armée de réserve ; cela, parallèlement au progrès de la richesse sociale, au développement énorme des forces productives et à la socialisation du travail par le capitalisme. Si grand que soit encore l'effort à fournir pour élaborer cette théorie, ce qui nous garantit cependant que les socialistes s'acquitteront de cette tâche, c'est la diffusion parmi eux du matérialisme, la seule méthode scientifique exigeant que tout programme exprime exactement le processus réel ; c'est aussi le succès de la social-démocratie qui a adopté ces idées, succès qui a tellement mis en émoi nos libéraux et nos démocrates que leurs volumineuses revues, selon la remarque d'un marxiste, ont cessé d'être ennuyeuses.

En soulignant ainsi la nécessité, l'importance et les vastes perspectives du travail théorique des social-démocrates, je ne veux pas dire qu'il doive passer avant le travail *PRATIQUE**, et encore moins que l'on doive abandonner celui-ci jusqu'à ce que celui-là soit achevé. Seuls pourraient tirer cette conclusion les fervents de la « méthode subjective en sociologie » ou adeptes du socialisme utopique. Certes, si l'on pense que la tâche des socialistes consiste à chercher « d'autres voies (que les voies réelles) de développement » du pays, il est tout naturel que le travail pratique ne devien-

* Au contraire. Le travail pratique de propagande et d'agitation passe nécessairement toujours avant, en premier lieu, parce que le travail théorique ne fournit la réponse qu'aux questions posées par le travail pratique. En second lieu, les social-démocrates sont trop souvent obligés de se borner au seul travail théorique, en vertu de raisons indépendantes de leur volonté, pour ne pas apprécier hautement chaque instant où le travail pratique est possible.

ne possible que lorsque des philosophes de génie auront découvert et indiqué ces « autres voies » ; et inversement, ces voies étant découvertes et indiquées, le travail théorique prend fin ; alors commence le travail de ceux qui doivent diriger la « patrie » dans cette « autre voie » « nouvellement découverte ». Il en va tout autrement quand la tâche des socialistes est d'être les dirigeants idéologiques du prolétariat dans sa lutte réelle contre les ennemis réels, véritables, dressés sur la voie *réelle* d'un développement social et économique donné. En ce cas, le travail théorique et le travail pratique ne font plus qu'un, selon la formule si juste de Liebknecht, vétéran de la social-démocratie allemande :

STUDIEREN, PROPAGANDIEREN, ORGANISIEREN*

On ne saurait être un dirigeant idéologique sans se livrer au travail théorique indiqué plus haut, de même qu'on ne saurait l'être sans diriger ce travail selon les nécessités de la cause, sans propager les résultats de cette théorie parmi les ouvriers et sans aider à leur organisation.

Par cette façon de concevoir sa tâche, la social-démocratie se prémunit contre les défauts dont souffrent si souvent les groupes socialistes : le dogmatisme et le sectarisme.

Il ne saurait y avoir de dogmatisme là où le critère suprême et unique de la doctrine est dans sa correspondance avec le processus réel du développement économique et social ; il ne saurait y avoir de sectarisme quand il s'agit de contribuer à l'organisation du prolétariat, et que, par suite, le rôle des « intellectuels » consiste à rendre inutile l'existence de dirigeants spécialisés, intellectuels.

C'est pourquoi, malgré les divergences qui se manifestent parmi les marxistes dans différentes questions théoriques, leurs méthodes d'action politique n'ont pas changé depuis la fondation du groupe.

L'activité politique des social-démocrates consiste à aider au développement et à l'organisation du mouvement ouvrier en Russie, à sa transformation, de tentatives isolées de protestation, de « révoltes » et de grèves — tentatives dépourvues de toute idée directrice, — en une lutte cohérente de *TOUTE LA CLASSE* ouvrière russe contre le régime bourgeois, lutte tendant à exproprier les

* Etude, propagande, organisation. (*N.R.*)

expropriateurs, à détruire le régime social fondé sur l'oppression du travailleur. Cette activité est fondée sur la conviction générale des marxistes selon laquelle l'ouvrier russe est le représentant unique et naturel de toute la population laborieuse et exploitée de la Russie*.

Naturel, parce que l'exploitation du travailleur en Russie *est partout capitaliste par son essence*, si l'on néglige les survivances en voie de disparition de l'économie basée sur le servage. Toutefois, la masse des producteurs est exploitée d'une façon limitée, morcelée, étriquée, alors que l'exploitation du prolétariat des usines est vaste, généralisée et concentrée. Dans le premier cas, cette exploitation s'enveloppe encore de formes médiévales, de toutes sortes d'attributs politiques, juridiques et familiaux, de subterfuges et de ruses qui empêchent le travailleur et l'idéologue rallié à sa cause d'apercevoir l'essence du régime qui pèse sur le travailleur, de voir par où et comment on peut en sortir. Au contraire, dans le second cas, l'exploitation, déjà complètement développée, apparaît sous sa forme pure, sans tous ces détails qui embrouillent les choses. Déjà l'ouvrier ne peut plus ne pas voir que ce qui l'opprime, c'est le *capital* ; qu'il lui faut lutter contre la *classe* bourgeoise. Et cette lutte qu'il mène pour satisfaire ses besoins économiques immédiats, pour améliorer sa situation matérielle, exige nécessairement que les ouvriers s'organisent ; elle devient nécessairement une guerre non pas contre des individus, mais contre une *c l a s s e*, celle-là même qui, non seulement dans les fabriques et les usines, mais toujours et partout, pèse sur le travailleur et l'opprime. Aussi l'ouvrier d'usine n'est-il pas autre chose que le représentant avancé de toute la population exploitée. Et, pour qu'il puisse s'acquitter de ce rôle dans une lutte organisée et conséquente, point n'est besoin de l'attirer par des « perspectives » quelconques ; il suffit pour cela *qu'on lui explique sa situation*, la structure politico-économique du système qui l'opprime, qu'on lui montre qu'avec ce système l'antagonisme des classes est une chose nécessaire et

* Le moujik est l'homme de l'avenir en Russie, pensaient les représentants du socialisme paysan, les populistes dans la plus large acception du mot. L'ouvrier est l'homme de l'avenir en Russie, pensent les social-démocrates. C'est ainsi que le point de vue des marxistes a été formulé dans un manuscrit.

inévitable. Cette situation de l'ouvrier d'usine, dans le système général des rapports capitalistes, fait qu'il est seul à lutter pour l'émancipation de la classe ouvrière, parce que seul le stade supérieur de développement du capitalisme, la grande industrie mécanique, crée les conditions matérielles et les forces sociales nécessaires pour cette lutte. Partout ailleurs, là où les formes de développement du capitalisme sont inférieures, ces conditions matérielles font défaut. En effet, la production est morcelée en une multitude d'exploitations minuscules (qui ne peuvent cesser d'être des *exploitations* morcelées, même sous les formes les plus égalitaires de la *propriété* terrienne communale) ; l'exploité possède encore, la plupart du temps, une minuscule exploitation, qui l'attache à ce système bourgeois contre lequel il doit mener la lutte, ce qui retarde et rend difficile le développement des forces sociales, capables de renverser le capitalisme. Morcelée, individuelle, la petite exploitation attache les travailleurs à leur localité, les dissocie, ne leur permet pas de prendre conscience de leur solidarité de classe, ni de s'unir après qu'ils ont compris que la cause de l'oppression n'est pas tel ou tel individu, mais le système économique tout entier. Au contraire, le grand capitalisme rompt inévitablement tous les liens rattachant les ouvriers à la vieille société, à telle localité et à tel exploiteur ; il les unit, les oblige à réfléchir et les place dans des conditions permettant d'engager une lutte roganisée. C'est sur la classe ouvrière que les social-démocrates font porter toute leur attention et vers elle qu'ils orientent toute leur activité. Lorsque les représentants avancés de cette classe se seront assimilé les idées du socialisme scientifique, l'idée du rôle historique de l'ouvrier russe ; lorsque ces idées seront largement diffusées et que, parmi les ouvriers les organisations solides seront fondées, susceptibles de transformer l'actuelle guerre économique, menée en ordre dispersé par les ouvriers, en une lutte de classe consciente, alors l'*OUVRIER* russe, prenant la tête de tous les éléments démocratiques, abattra l'absolutisme et conduira le *PROLÉTARIAT RUSSE* (aux côtés du prolétariat de *TOUS LES PAYS*), *par la voie directe d'une lutte politique déclarée, vers la VICTOIRE DE LA RÉVOLUTION COMMUNISTE.*

Fin

1894

ными хозяйствами при самыхъ уравнительныхъ формахъ общиннаго землевладѣнія), эксплуатируемый большею частью владѣетъ еще крепостническимъ хозяйствомъ и так. обр. привязывается къ той самой буржуазной системѣ, противъ к-рой долженъ вести борьбу: это задерживаетъ и затрудняетъ развитіе тѣхъ соціальныхъ силъ, к-рыя способны ниспровергнуть капитализмъ. Раздробленная, единичная, мелкая эксплуатація привязываетъ трудящихся къ мѣсту, разобщаетъ ихъ, не даетъ имъ возможности уразумѣть своей классовой солидарности, не даетъ возможности объединиться, понявъ, что причина угнетенія — не та или другая личность, — а вся хозяйственная система. Напротивъ, крупный капитализмъ неизбѣжно разрываетъ всякую связь рабочаго со старымъ обществомъ, съ опредѣленнымъ мѣстомъ и опредѣленнымъ эксплуататоромъ, объединяетъ его, заставляетъ мыслить и ставитъ въ условія, дающія возможность начать организованную борьбу. На классъ рабочихъ и обращаютъ соціалъ-демократы все свое вниманіе и всю свою дѣятельность. Когда передовые представители его усвоятъ идеи научнаго соціализма, идею объ исторической роли русскаго рабочаго, когда эти идеи получатъ широкое распространеніе и среди рабочихъ создадутся прочныя организаціи, преобразующія теперешнюю разрозненную экономическую войну рабочихъ въ сознательную классовую борьбу, — тогда русскій РАБОЧІЙ, поднявшись во главѣ всѣхъ демократическихъ элементовъ, свалитъ абсолютизмъ и поведетъ РУССКІЙ ПРОЛЕТАРІАТЪ (рядомъ съ Пролетаріатомъ ВСѢХЪ СТРАНЪ) прямой дорогой открытой политической борьбы къ ПОБѢДОНОСНОЙ

КОММУНИСТИЧЕСКОЙ РЕВОЛЮЦІИ.

Кіевъ.
1894.

Dernière page du fascicule III de l'édition polycopiée du livre de Lénine : *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates.* — 1894

Réduction

Annexe I

Je reproduis dans le tableau ci-après les données relatives aux 24 budgets dont il est question dans le texte.

Recueil de données sur la composition et les budgets de 24 exploitations paysannes types du district d'Ostrogojsk.

Pour l'intelligence du tableau.

1° Les 21 premières colonnes sont entièrement tirées du recueil. La colonne 22 réunit les rubriques du recueil sur le revenu tiré de la culture du seigle, du froment, de l'avoine et de l'orge, du millet et du sarrasin, des autres céréales, de la pomme de terre, des légumes et du foin (8 colonnes). Nous avons déjà dit dans le texte comment avait été calculé le revenu tiré des céréales (colonne 23), défalcation faite de la paille et de la bale. Ensuite, on trouvera groupées dans la colonne 24 les rubriques du recueil sur le revenu fourni par les chevaux, les bovins, les moutons, les porcs, la volaille, le cuir et la laine, le lard et la viande, les produits laitiers, le beurre (9 colonnes). Les colonnes 25 à 29 sont entièrement empruntées au recueil. Les colonnes 30 à 34 comprennent les rubriques suivantes du recueil : dépenses pour le seigle, le froment, le millet et le sarrasin, la pomme de terre, les légumes, le sel, le beurre, le lard et la viande, le poisson, les produits laitiers, l'eau-de-vie, le thé (12 colonnes). La colonne 35 réunit les rubriques suivantes du recueil : dépenses pour le savon, le pétrole, la chandelle, le vêtement et la vaisselle (4 colonnes). Les autres colonnes parlent d'elles-mêmes.

2° La colonne 8 totalise la surface en déciatines de la terre affermée et de la terre arable faisant partie du lot concédé (cette colonne figure dans le recueil).

3° Les chiffres placés au-dessous dans les colonnes : « Répartition du revenu et des dépenses » indiquent *la partie-argent des dépenses et des revenus.* Dans les colonnes 25 à 28 et 37 à 42, tout le revenu (les dépenses) est en espèces. On a déterminé la partie-argent (que l'auteur ne distingue pas) en retranchant du revenu global ce qui a été consommé dans l'exploitation elle-même.

Catégories et nombre de cultivateurs		Nombre d'individus des deux sexes	Nombre de travailleurs (hommes)	Ouvriers agricoles	
				Nombre de feux employant la main-d'œuvre salariée	Hommes et femmes
		1	2	3	4
6 cultivateurs aisés	Total	47	11	6	8
	Moyenne par cultivateur	7,83	1,8	—	—
11 cultivateurs d'aisance moyenne	Total	92	26	2	2
	Moyenne par cultivateur	8,36	2,4	—	—
7 cultivateurs pauvres	Total	37	10	2	2
	Moyenne par cultivateur	5,28	1,4	—	—
Total 24 cultivateurs	Total	176	47	10	12
	Moyenne par cultivateur	7,33	1,9	—	—
2 ouvriers agricoles (compris dans la catégorie des pauvres)	Total	9	2	—	—
	Moyenne par cultivateur	4,5	1	—	—

Terre concédée en déciatines	Location		Quantité totale de terre arable	Nombre de bâtiments	Nombre d'établissements industriels	Nombre d'instruments aratoires	Bétail (têtes)	
	Feux	Déciatines					Bêtes de trait	Total en gros bétail
5	6	7	8	9	10	11	12	13
132,6	6	52,8	123,4	52	4	224	35	81
22,1	—	8,8	20,6	8,6	—	37,3	5,8	13,5
101,2	10	85,5	140,2	70	—	338	40	89,1
9,2	—	7,7	12,7	6,4	—	30,7	3,6	8,1
57,8	4	19,8	49,8	31	—	108	7	15,3
8,5	—	2,8	7,1	4,4	—	15,4	1	2,2
291,6	20	158,1	313,4	158	4	670	82	185,4
12,1	—	6,6	13	6,4	—	27,9	3,4	7,7
14,4	—	—	6,8	6	—	11	—	1,1
7,2	—	—	3,4	3	—	5,5	—	0,5

Catégories et nombre de cultivateurs		Valeur en roubles						
		Bâtiments	Autres biens immobiliers	Matériel agricole	Ustensiles	Vêtements	Bétail et abeilles	Total
		14	15	16	17	18	19	20
6 cultivateurs aisés	Total . . .	2 696	2 237	670,8	453	1 294,2	3 076,5	10427,5
	Moyenne par cultivateur	449,33	372,83	111,80	75,5	215,7	512,75	1737,91
11 cultivateurs d'aisance moyenne	Total . . .	2 362	318	532,9	435,9	2 094,2	2 907,7	8650,7
	Moyenne par cultivateur	214,73	28,91	48,44	39,63	190,38	264,33	786,42
7 cultivateurs pauvres	Total . . .	835	90	112,3	254	647,1	605,3	2 543,7
	Moyenne par cultivateur	119,26	12,85	16,04	36,29	92,45	86,47	363,38
Total 24 cultivateurs	Total . . .	5 893	2 645	1 316	1 142,9	4 035,5	6 589,5	21621,9
	Moyenne par cultivateur	245,55	110,21	54,83	47,62	168,14	274,56	900,91
2 ouvriers agricoles (compris dans la catégorie des pauvres)	Total . . .	155	25	6,4	76,8	129,3	9,1	401,6
	Moyenne par cultivateur	77,5	12,5	3,2	38,4	64,65	4,55	200,8

Arriérés des créances, en roubles	Répartition du revenu							
	Provenant de l'agriculture		Fourni par l'élevage	Fourni par l'apiculture et les cultures potagères	Fourni par les métiers auxiliaires	Fourni par les établissements	Revenus divers	Total en roubles
	Total	Dont: fourni par les céréales						
21	22	23	24	25	26	27	28	29
80	61,2% 3 861,7 1 774,4	2 598,2 1 774,4	15,4% 972,6 396,5	4,3% 271	6,5% 412	5% 320	7,6% 482,2	100% 6 319,5 3 656,1
13,3	643,6	—	162,1	45,2	68,6	53,3	80,4	1 053,2 609,3
357	60,7% 3 163,8 899,9	2 203,8 899,9	16,1% 837,5 423,2	0,7% 36,1	18,8% 979,3	—	3,7% 195,5	100% 5 212,2 2 534
32,4	287,7	—	76,1	3,2	89	—	17,8	473,8 230
233,6	48,7% 689,9 175,25	502,08 175,24	22,9% 324,2 216,6	1,9% 27	23,8% 336,8	—	2,7% 39	100% 1 416,9 794,64
33,	98,5	—	46,3	3,9	48,1	—	5,5	202,4 113,5
670,6	59,6% 7 715,4 2 849,54	5 304,8 2 849,54	16,5% 2 134,3 1 036,3	2,6% 334,1	13,3% 1 728,1	2,5% 320	5,5% 716,7	100% 12 948,6 6 984,74
27,9	321,5	—	86,9	13,9	72	13,3	29,9	539,5 291,03
50	59,5 3	—	5,7 4,8	—	128,8	—	4	198 140,6
25	29,75	—	2,85	—	64,4	—	2	99 70,3

Catégories et nombre de cultivateurs		Répartition					
		Nourriture					
		Total	Végétale	Autres aliments	Dont		Vétements et besoins domestiques
					Lait, viande, etc.	Sel, eau-de-vie, thé	
		30	31	32	33	34	35
6 cultivateurs aisés	Total . . .	29,2% 1 500,6 218,7	823,8	676,8	561,3 103,2	115,5	8,2% 423,8 58,6
	Moyenne par cultivateur	250,1	—	—	—	—	70,63
11 cultivateurs d'aisance moyenne	Total . . .	37,6% 1951,9 257,7	1 337,3 33,4	614,6	534,3 144	80,3	10,6% 548,1 49,5
	Moyenne par cultivateur	177,45	—	—	—	—	49,83
7 cultivateurs pauvres	Total . . .	42,1% 660,8 253,46	487,7 160,96	173,1	134,4 53,8	38,7	14,6% 229,6 26,8
	Moyenne par cultivateur	94,4	—	—	—	—	32,8
Total 24 cultivateurs	Total . . .	34,6% 4 113,3 729,86	2 648,8	1 464,5	1 230	234,5	10,1% 1 201,5 134,9
	Moyenne par cultivateur	171,39	110,37	61,02	51,25	9,77	50,06
2 ouvriers agricoles (compris dans la catégorie des pauvres)	Total . . .	81,7 50,7	72,1 42,5	9,6	6,1 4,7	3,5	14,9 4,6
	Moyenne par cultivateur	40,85	—	—	—	—	7.45

des dépenses								
Entretien du bétail	Cheptel vif et mort	Pour l'entretien des travailleurs et des pâtres	Location	Impôts	Prélevé pour les popes	Frais divers	Total en roubles	Revenu net + déficit—
36	37	38	39	40	41	42	43	44
24,9% 1 276,6	9,4% 484,5	13,5% 691,7	6,5% 332	4,9% 253,5	1,1% 56	2,3% 116,5	100% 5 135,2 2211,5	+1 184,3
212,76	80,75	115,29	55,33	42,25	9,33	19,42	855,86 368,6	+197,34
21,2% 1 098,2	5% 256	0,9 % 47,6	6,8% 351,7	4,9% 254,9	1,3% 69,9	11,7% 609,4	100% 5 187,7 1 896,7	+ 24,5
99,84	23,27	4,33	31,97	23,17	6,35	55,4	471,6 172,5	+2,19
15,6% 243,7	7,1% 110,6	1,6% 24,3	6% 94,5	6,5% 101,8	1,8% 28	4,7% 73,1	100% 1 566,5 712,66	—149,6
34,81	15,8	3,47	13,5	14,54	4	10,46	223,78 101,8	—21,38
22,2% 2 618,5	7,1% 851,1	6,4% 763,6	6,5% 778,2	5,1% 610,2	1,3% 153,9	6,7% 799,1	100% 11 889,4 4820,86	+1 059,2
109,1	35,46	31,82	32,43	25,43	6,41	33,29	495,39 200,87	+ 44,11
8	53,2	0,4	—	22,6	2,8	3,3	186,9 137,6	+ 11,1
4	26,6	0,2	—	11,3	1,4	1,65	93,45 68,8	+ 5,55

Annexe II

M. Strouvé a parfaitement raison de mettre au premier plan, dans sa critique de Nik.—on, la thèse selon laquelle « la doctrine de Marx sur la lutte des classes et sur l'Etat est absolument étrangère à l'économiste russe ». Je n'ai pas, comme M. Krivenko, la hardiesse de porter un jugement d'après ce seul petit article (en 4 colonnes) de M. Strouvé, sur l'ensemble de ses conceptions (je n'ai pas connaissance de ses autres articles) ; je ne puis non plus m'empêcher de dire que je ne partage pas toutes ses idées et que, par conséquent, je ne puis défendre son article en entier, mais seulement certaines de ses thèses essentielles. En tout cas, il porte une appréciation profondément juste : l'incompréhension de la lutte des classes inhérente à la société capitaliste constitue l'*erreur fondamentale* de M. Nik.—on. Il suffirait de corriger cette seule erreur pour que de ses thèses et recherches théoriques découlent nécessairement des conclusions social-démocrates. En effet, perdre de vue la lutte des classes témoigne d'une incompréhension flagrante du marxisme, incompréhension qu'il faut d'autant plus reprocher à M. Nik.—on qu'il voudrait se donner pour un partisan des principes de Marx. Quiconque connaît tant soit peu Marx peut-il nier que la théorie de la lutte des classes soit le centre de gravité de tout son système ?

Certes, M. Nik.—on aurait pu adopter la théorie de Marx à l'exception de ce point, par exemple, parce qu'il ne

concorderait pas avec les données de l'histoire et de la réalité russes. Mais alors il eût été impossible d'abord de dire que la théorie de Marx explique notre régime ; il eût été impossible même de parler de cette théorie et du capitalisme, car il aurait fallu refaire la théorie et élaborer la conception d'un autre capitalisme, sans contradiction et sans lutte des classes. En tout cas, il aurait fallu l'établir par le menu, expliquer pourquoi l'auteur, acceptant un point du marxisme, en rejette un autre. Mais M. Nik.—on n'a rien tenté de semblable.

Et M. Strouvé de conclure avec juste raison que l'incompréhension de la lutte des classes fait de M. Nik.—on un *utopiste*, car méconnaître la lutte des classes dans la société capitaliste, c'est méconnaître *eo ipso** toute la réalité de la vie politique et sociale de cette société, et se condamner nécessairement, pour réaliser ses desiderata, à planer dans d'inoffensives rêveries. Cette incompréhension fait de lui un *réactionnaire*, car en appeller à la « société » et à l'« Etat », c'est-à-dire aux idéologues et aux politiciens de la bourgeoisie, ne peut que désorienter les socialistes, leur faire prendre pour des alliés les pires ennemis du prolétariat ; cela ne peut que freiner la lutte des ouvriers pour leur libération, au lieu de contribuer à renforcer cette lutte, à l'éclairer et à mieux l'organiser.

Puisque nous en sommes à l'article de M. Strouvé, nous ne pouvons nous empêcher de rappeler également, à ce propos, la réponse de M. Nik. —on dans le n° 6 du *Rousskoïé Bogatstvo***.

« Il se trouve, explique M. Nik.—on en citant des données témoignant du lent accroissement du nombre des ou-

---

* Par là même. (*N.R.*)

** D'une façon générale, M. Nik. — on, par ses articles dans le *Rousskoïé Bogatstvo*, semble s'appliquer énergiquement à démontrer qu'il n'est pas du tout aussi éloigné du radicalisme petit-bourgeois qu'on pourrait le croire, que lui aussi est capable de voir dans l'essor de la bourgeoisie paysanne (n° 6, p. 118—l'emploi accru parmi les « paysans » d'instruments perfectionnés, d'engrais phosphatés, etc.) l'indice de ce fait que « la *paysannerie* elle-même » (celle qu'on exproprie en masse ?) « comprend la nécessité de s'arracher à la situation où elle se trouve ».

vriers d'usine, accroissement inférieur à celui de la population, il se trouve que le capitalisme de chez nous, loin de remplir sa « mission historique », pose lui-même des limites à son propre développement. Voilà pourquoi, notamment, ont mille fois raison ceux qui cherchent « pour leur patrie une voie de développement différente de celle qu'a suivie et que suit l'Europe occidentale ». (Et l'homme qui écrit cela reconnaît que la Russie suit cette même voie capitaliste !) Le capitaliste russe ne remplit pas cette « mission historique », estime M. Nik.—on, en ce sens que « le courant économique hostile à la communauté rurale (c'est-à-dire le capitalisme) détruit jusqu'aux fondements de l'existence de cette dernière, sans aider en rien à cette œuvre d'unification si caractéristique de l'Europe occidentale et qui commence à se manifester avec une force particulière dans l'Amérique du Nord ».

Autrement dit, nous sommes en présence de cet argument rebattu que l'on se plaît à opposer aux social-démocrates depuis qu'il a été découvert par le fameux M. V.V. Celui-ci considérait le capitalisme du point de vue d'un fonctionnaire ministériel décidant d'une question d'Etat, celle de « l'introduction du capitalisme dans la vie populaire » ; s'il accomplit sa « mission », on peut l'admettre ; sinon, « il repassera ». En dehors de toutes les autres qualités de ce raisonnement spirituel, la « mission » même du capitalisme était interprétée par M. V.V., et l'est apparemment par M. Nik.—on, d'une façon erronée et étriquée vraiment scandaleuse ; et il va de soi que, cette fois encore, ces messieurs rejettent sans vergogne sur les social-démocrates l'étroitesse de leur propre entendement, se disant qu'on peut les calomnier tant qu'on veut, puisque l'accès de la presse légale leur est interdit !

Le rôle progressif, révolutionnaire, du capitalisme, selon Marx, résidait en ceci : par son développement même, tout en socialisant le travail, « il instruit, unit et organise la classe ouvrière », il lui enseigne à lutter, organise sa « révolte », l'unit en vue d'« exproprier les expropriateurs », de s'emparer du pouvoir politique et d'arracher les moyens de production des mains de « quelques usurpateurs » pour les remettre entre les mains de la société tout entière (*le Capital*, 650 [83]).

Ainsi s'exprime Marx.

Il n'est naturellement pas question du « nombre des ouvriers d'usine » ; on parle de la concentration des moyens de production et de la socialisation du travail. Il est clair que ces critères n'ont rien à voir avec le « nombre des ouvriers d'usine ».

Mais cela, nos commentateurs nationaux de Marx l'ont interprété de façon à faire croire que la socialisation du travail, en régime capitaliste, se réduit au fait que les ouvriers d'usine travaillent dans un même local, en vertu de quoi le caractère progressif de l'œuvre accomplie par le capitalisme se mesurerait... au nombre des ouvriers d'usine ! ! ! Le nombre des ouvriers d'usine augmente-t-il, c'est que le capitalisme s'acquitte bien de son œuvre progressive. Diminue-t-il, c'est qu'il « remplit mal sa mission historique » (p. 103 de l'article de M. Nik.—on), et il appartient aux « intellectuels » de « chercher d'autres voies pour leur patrie ».

Et voilà que nos intellectuels russes se mettent à la recherche d'« autres voies ». Ce n'est pas la première fois depuis des dizaines d'années qu'ils cherchent ces voies et qu'ils les trouvent ; ils s'appliquent de toutes leurs forces à démontrer* que le capitalisme est un développement « anormal », puisqu'il conduit au chômage et aux crises. C'est ainsi qu'en 1880 nous nous sommes trouvés devant une crise, et de même en 1893 : il est temps d'abandonner cette voie, car il est évident que cela va mal pour nous.

Mais la bourgeoisie russe « mange et laisse prêcher l'orateur »** : en effet, cela va « mal » quand on ne peut plus encaisser des profits fabuleux ; elle fait donc chorus avec

---

* Si ces démonstrations restent vaines, ce n'est pas parce qu'elles sont fausses — la ruine, l'appauvrissement et la famine du peuple sont les compagnons de route inévitables et certains du capitalisme — mais parce qu'elles portent dans le vide. La « société », même sous prétexte de démocratie, fait triompher les intérêts ploutocratiques, et ce n'est certes pas la ploutocratie qui se dressera contre le capitalisme. Le « gouvernement »... — je citerai l'opinion d'un adversaire, M. N. Mikhaïlovski: aussi mal que nous soyons informés des programmes de notre gouvernement, écrivait-il un jour, nous en savons assez pour être bien certains que la « socialisation du travail » n'y figure pas.

** Expression tirée d'une fable de Krylov. (*N.d.T.*)

les libéraux et les radicaux, et elle entreprend, grâce aux capitaux devenus disponibles, et moins chers, de construire de nouvelles voies ferrées. Cela va mal « pour nous », car là où nous sommes, « nous » avons déjà complètement dépouillé le peuple et sommes contraints de passer maintenant au capital industriel, qui n'est pas en mesure de nous enrichir autant que le capital commercial : « nous » irons donc dans les régions périphériques orientales et septentrionales de la Russie d'Europe, où l'« accumulation primitive » est encore possible et donne un profit représentant plusieurs fois le montant du capital, où la différenciation bourgeoise de la paysannerie est encore loin d'être achevée. Les intellectuels qui voient tout cela ne cessent de prophétiser que « nous » aboutirons de nouveau à la faillite. Effectivement, c'est une nouvelle faillite. La masse des petits capitalistes est mangée par les gros ; la masse des paysans est évincée de l'agriculture, qui passe de plus en plus aux mains de la bourgeoisie ; la vague de la misère, du chômage, du dépérissement par la faim s'enfle dans de vastes proportions, — et les « intellectuels », la conscience bien tranquille, invoquent leurs prophéties et gémissent derechef sur la poursuite d'une voie erronée, s'appliquant à démontrer la précarité de notre capitalisme en l'absence de marchés extérieurs.

Mais la bourgeoisie russe « mange et laisse prêcher l'orateur ». Tandis que les « intellectuels » sont à la recherche de nouvelles voies, elle entreprend de gigantesques constructions de chemins de fer pour se rapprocher de ses colonies, où elle se crée un marché, portant dans un pays neuf les beautés du régime bourgeois, provoquant là aussi la croissance extrêmement rapide d'une bourgeoisie industrielle et agraire, et rejetant une masse de producteurs dans les rangs des sans-travail éternellement affamés.

Les socialistes vont-ils encore longtemps se contenter de gémir à propos des voies erronées et de démontrer la précarité du capitalisme... par le lent accroissement du nombre des ouvriers d'usine ! ! ?

Avant d'aborder cette idée puérile*, il faut se rappeler que M. Nik. — on a reproduit, d'une manière fort inexacte

* Comment en effet ne pas qualifier cette idée de puérile, quand, pour définir l'action progressive du capitalisme, on prend, non pas

d'ailleurs, le passage qu'il critique de l'article de M. Strouvé. Voici textuellement ce qui est dit dans cet article :

« Si l'auteur (c'est-à-dire M. Nik.—on) invoque la composition différente des populations russe et américaine quant à leur genre d'occupation, — il admet qu'en Russie 80% de toute la population active (*erwerbsthätigen*) sont occupés dans l'agriculture, et 44% seulement aux États-Unis, — il ne remarque pas toutefois que le développement capitaliste de la Russie travaillera précisément à réduire cette différence entre 80 et 44 : c'est là, pourrait-on dire, sa mission historique. »

On pourrait trouver que le *mot* « mission » est employé ici très mal à propos, mais l'idée de M. Strouvé est claire : M. Nik.—on n'a pas remarqué que le développement capitaliste de la Russie (il reconnaît lui-même que ce développement est effectivement capitaliste) réduira la population rurale, alors que c'est une loi générale du capitalisme. Par conséquent, pour réfuter cette objection, M. Nik. —on devait montrer *ou bien* 1) que cette tendance du capitalisme ne lui avait pas échappé, *ou bien* 2) que le capitalisme n'a pas cette tendance.

Au lieu de cela, M. Nik.—on entreprend l'analyse des données concernant le nombre de nos ouvriers d'usine (1% de la population d'après ses calculs). Mais est-il question des ouvriers d'usine chez M. Strouvé ? Est-ce que les ouvriers d'usine forment 20% de la population en Russie et 56% en Amérique ? Les notions d'« ouvriers d'usine » et de « population occupée hors de l'agriculture » sont-elles identiques ? Peut-on contester que la part de la population qui s'occupe d'agriculture diminue également en Russie ?

Après cette mise au point, que j'estime d'autant plus nécessaire que, dans cette même revue, M. Krivenko a

---

le degré de socialisation du travail, mais un indice aussi variable que le développement d'*une seule* branche du travail national ! Tout le monde sait que le nombre des ouvriers ne peut pas ne pas être extrêmement changeant avec le mode capitaliste de production, qu'il dépend d'une infinité de facteurs secondaires, tels que les crises, l'importance de l'armée de réserve, le degré d'exploitation du travail, son degré d'intensité, etc., etc.

déjà une fois altéré ce passage, venons-en à l'idée même de M. Nik.—on selon laquelle « notre capitalisme remplit mal sa mission ».

En premier lieu, il est absurde d'identifier le nombre des ouvriers d'usine au nombre des ouvriers occupés dans la production capitaliste, ainsi que le fait l'auteur des *Essais* [83]. C'est répéter (*et même aggraver*) l'erreur des économistes russes petits-bourgeois, pour qui le capitalisme commence avec la grande industrie mécanique. Les millions d'artisans russes qui, moyennant un salaire ordinaire, travaillent pour les marchands en utilisant les matières premières que ceux-ci leur fournissent, ne sont-ils pas occupés dans la production capitaliste ? Les ouvriers agricoles et les journaliers, dans l'agriculture, ne reçoivent-ils pas un salaire de leurs patrons et ne leur fournissent-ils pas une plus-value ? Les ouvriers occupés dans l'industrie du bâtiment (qui s'est rapidement développée chez nous après l'abolition du servage) n'ont-ils pas à subir l'exploitation capitaliste ? etc.*

---

* Je me borne ici à critiquer le *procédé* de M. Nik. — on, qui consiste à juger de l'« œuvre d'unification du capitalisme » d'après le nombre des ouvriers d'usine. Je ne puis entrer dans l'examen des chiffres, n'ayant pas sous la main les sources dont se sert M. Nik.—on. Je ne puis cependant m'empêcher de noter qu'il n'est guère heureux dans le choix de ces sources. Tout d'abord, il emprunte ses données au *Recueil de statistique militaire* pour 1865 et à l'*Indicateur des fabriques et usines* de 1894 pour l'année 1890. Il obtient ainsi un nombre d'ouvriers (mineurs non compris) de 829 573 et de 875 764. Cet accroissement de 5,5% est de beaucoup inférieur à celui de la population (91 millions contre 61,42, soit 48,1%). A *la page suivante*, on trouve d'autres données : pour 1865 comme pour 1890, elles sont empruntées à l'*Indicateur* de 1893. Selon ces données, le nombre des ouvriers est respectivement de 392 718 et 716 792 ; soit un accroissement de 82%. Mais il n'est pas tenu compte de l'industrie frappée d'accise, où le nombre des ouvriers (p. 104) était de 186 053 en 1865 et de 144 332 en 1890. Si l'on ajoute ces derniers chiffres on obtient, comme total, pour le nombre des ouvriers (mineurs non compris) 578 771 en 1865 et 861 124 en 1890. L'augmentation est donc de 48,7% contre 48,1% d'accroissement de la population. Ainsi, dans l'espace de cinq pages, l'auteur cite des données indiquant les unes une augmentation de 5%, les autres de 48% ! Et c'est à partir de ces données contradictoires qu'il disserte sur la précarité de notre capitalisme !!

Et puis, pourquoi l'auteur n'a-t-il pas pris, relativement au nombre des ouvriers, les données qu'il reproduit dans ses *Essais*

En second lieu, il est absurde de comparer le nombre des ouvriers d'usine (1 400 000) au chiffre total de la population et d'exprimer ce rapport en pourcentage. C'est tout bonnement comparer des grandeurs incommensurables : la population apte au travail à celle qui ne l'est pas ; celle qui est occupée à produire des valeurs matérielles aux professions libérales, etc. Les ouvriers d'usine ne nourrissent-ils pas chacun un certain nombre de membres de leur famille qui ne sont pas des travailleurs ? Les ouvriers d'usine ne nourrissent-ils pas — en plus de leurs patrons et de toute une séquelle de commerçants — une foule de soldats, de fonctionnaires et autres que vous rangez parmi la population agricole pour opposer tout ce magma aux ouvriers d'usine ? Et puis, n'y a-t-il pas en Russie des industries comme la pêche, etc., qu'il est tout aussi inepte d'opposer à l'industrie usinière en les agrégeant à l'agriculture ? Si vous vouliez vous faire une idée de la population de Russie par métier, il fallait, tout d'abord, mettre à part la population occupée à produire les valeurs matérielles (en exceptant, par suite, la population qui ne travaille pas, d'une part, et, d'autre part, les soldats, les fonctionnaires, les popes, etc.) ; et ensuite, essayer de la répartir entre les différentes branches du travail national. Si les données manquaient pour cela, il ne fallait même pas essayer de se livrer à de tels calculs*, au lieu de débiter

---

(tableaux XI et XII) et où nous voyons le nombre des ouvriers augmenter de 12 et 13% en *trois années* (1886-1889), c'est-à-dire beaucoup plus vite que le chiffre de la population ? L'auteur dira peut-être que ce laps de temps est trop court. Mais au moins ces données sont comparables et bien plus dignes de foi. Voilà un premier point. Ensuite, l'auteur n'a-t-il pas usé lui-même de ces données, malgré le court laps de temps, pour juger de l'essor de l'industrie usinière ?

On conçoit que les données relatives à une seule branche du travail national ne puissent être qu'incertaines, lorsqu'on prend, pour juger de l'état de cette branche, un indice aussi variable que le nombre des ouvriers. Songez donc : quel rêveur infiniment naïf faut-il être pour espérer, en se fondant sur de semblables données, que le capitalisme de chez nous s'écroulera, se réduira de lui-même en poussière, sans une lutte acharnée, désespérée ! — pour opposer ces données à la domination et au développement incontestables du capitalisme dans toutes les branches du travail national !

* M. Nik. — on a tenté de procéder à ce calcul dans ses *Essais*, mais sans aucun succès. On lit à la page 302 :

des sottises sur ce 1% (??!!) de population occupée dans l'industrie usinière.

« Une tentative a été faite ces derniers temps pour déterminer le nombre total des ouvriers libres dans 50 provinces de la Russie d'Europe (S. Korolenko: *Le travail salarié libre*, St-Pétersb. 1892). Une étude du département de l'Agriculture évalue à 35 712 000 personnes l'ensemble de la population rurale apte au travail dans les 50 provinces de la Russie d'Europe, tandis qu'on estime à 30 124 000 seulement la totalité des ouvriers nécessaires à l'agriculture, à l'industrie de transformation et d'extraction, à l'industrie des transports, etc. De sorte que l'excédent des ouvriers absolument superflus se traduira par le chiffre énorme de 5 588 000 personnes, ce qui, avec les familles, constituera, selon le taux généralement adopté, au moins 15 millions d'individus. » (Répété à la page 341.)

Si l'on se reporte à cette « étude », on verra qu'il n'y a été « étudié » que l'emploi par les grands propriétaires fonciers du travail salarié libre, et que M. S. Korolenko y a joint un « aperçu » de la Russie d'Europe « sous le rapport agricole et industriel ». Dans cet aperçu, il tente (en se fondant non pas sur une « étude » quelconque, mais sur les données anciennes que l'on possède) de répartir la population laborieuse de la Russie d'Europe selon ses occupations. Voici les résultats auxquels aboutit M. S. Korolenko : au total, dans 50 provinces de la Russie d'Europe, on compte 35 712 000 travailleurs répartis comme suit :

agriculture		27 435 400	30 124 000
cultures spéciales		1 466 400	
usines et mines		1 222 700	
Juifs		1 400 400	
industries forestières. . .	environ	2 000 000	
élevage	»	1 000 000	
transports ferroviaires . .	»	200 000	
pêche	»	200 000	
industries locales et métiers extra-ruraux, chasse (gibier, bêtes à fourrure), etc. . . .		787 200	
	Total	35 712 100	

Ainsi, M. Korolenko a réparti (bien ou mal) d'après leurs occupations *tous* les ouvriers, tandis que M. Nik.—on a pris arbitrairement les trois premières rubriques et parle de 5 588 000 ouvriers « absolument superflus » (??) !

En dehors de cette bévue, on ne peut s'empêcher de remarquer que le calcul de M. Korolenko est extrêmement sommaire et imprécis : le nombre des ouvriers agricoles est déterminé d'après une norme unique pour toute la Russie ; la population improductive n'est pas comptée à part (partageant l'antisémitisme des autorités, M. Korolenko range dans cette catégorie. . . les *Juifs* ! Les travailleurs improductifs doivent être plus de 1 400 000 : commerçants, mendiants, vagabonds, délinquants, etc.) ; le nombre des artisans est scandaleuse-

En troisième lieu, et c'est là la principale et la plus scandaleuse déformation de la théorie de Marx sur le rôle progressif et révolutionnaire du capitalisme, où avez-vous été chercher que l'« œuvre d'unification » du capitalisme ne s'exprime que dans le rassemblement des ouvriers d'usine ? Emprunteriez-vous par hasard l'idée que vous vous faites du marxisme aux articles des *Otétchestvennyïé Zapiski* concernant la socialisation du travail ? Et ne réduirez-vous pas cette dernière, vous aussi, au travail dans un même local ?

Mais non. On ne saurait, semble-t-il, adresser ce reproche à Nik.—on, car il définit très exactement la socialisation du travail par le capitalisme, à la page 2 de son article paru dans le n° 6 du *Rousskoïé Bogatstvo*, en notant correctement les deux indices de cette socialisation : 1) travail pour l'ensemble de la société et 2) réunion des différents travailleurs en vue d'obtenir le produit du travail en commun. Mais, s'il en est ainsi, quel besoin y avait-il de juger de la « mission » du capitalisme d'après le nombre des ouvriers d'usine, alors que cette « mission » s'accomplit, d'une façon générale, grâce au développement du capitalisme et de la socialisation du travail, grâce à la formation d'un prolétariat, à l'égard duquel les ouvriers d'usine ne jouent que le rôle d'un détachement avancé, le rôle d'une avant-garde. Certes, il est incontestable que le mouvement révolutionnaire du prolétariat dépend à la fois du nombre de ces ouvriers, de leur concentration, du degré de leur développement, etc. ; mais tout cela ne nous donne pas le moindre droit de *mesurer « le rôle unificateur » du capitalisme au nombre des ouvriers d'usine.* C'est là restreindre on ne peut plus l'idée de Marx.

Je citerai un exemple. Dans sa brochure *Zur Wohnungsfrage**, Friedrich Engels, parlant de l'industrie allemande, note que dans aucun autre pays (il parle uniquement de l'Europe occidentale) il n'existe autant d'ouvriers salariés possédant un jardin ou un bout de champ qu'en

---

ment réduit (dernière rubrique : industries locales et métiers extra-ruraux), etc. Voilà des calculs qui ne valent même pas la peine d'être signalés.

* *La question du logement.* (*N.R.*)

Allemagne. « *L'industrie rurale, exercée à domicile, conjointement avec la culture d'un jardin ou d'un champ*, dit-il, *forme en Allemagne la large base de la grande industrie à ses débuts.* » A mesure que croît l'indigence de la petite paysannerie allemande, cette industrie artisanale s'étend de plus en plus (comme du reste en Russie, ajouterons-nous pour notre part). Seulement la *COMBINAISON* de l'industrie et de l'agriculture est pour l'artisan une condition non de *BIEN-ÊTRE* mais, au contraire, d'*OPPRESSION* accrue. Attaché au lieu où il se trouve, il est contraint d'accepter le prix qu'on lui offre. Aussi abandonne-t-il au capitaliste non seulement la plus-value, mais encore une grosse partie de son salaire (comme en Russie où le système de la grande production à domicile a pris un développement considérable). « *C'est là un des côtés de la question*, poursuit Engels, *mais il y a le revers de la médaille... Avec l'extension de l'industrie domestique, les régions paysannes se trouvent, l'une après l'autre, entraînées dans le mouvement industriel présent. C'est cette transformation des districts ruraux par l'industrie à domicile qui fait que la révolution industrielle en Allemagne s'étend sur un territoire bien plus vaste qu'en Angleterre et en France... Ceci explique qu'en Allemagne, contrairement à ce qui s'est passé en Angleterre et en France, le mouvement ouvrier révolutionnaire se soit étendu avec une telle force sur la plus grande partie du pays, au lieu de rester exclusivement lié à des centres urbains. Ce qui explique à son tour la progression calme, assurée, irrésistible du mouvement. En Allemagne il est clair qu'un soulèvement victorieux dans la capitale et les autres grandes villes ne sera possible que si, d'abord, la plupart des petites villes et une grande partie des régions rurales sont également mûres pour la révolution* [84]. »

Ainsi, vous voyez : non seulement « le rôle unificateur du capitalisme », mais aussi le succès du mouvement ouvrier ne dépendent pas uniquement du nombre des ouvriers d'usine, mais encore du nombre... d'*artisans* ! Or, nos « particularistes », méconnaissant l'organisation purement capitaliste de l'immense majorité des industries artisanales russes, les opposent au capitalisme, comme une sorte d'industrie « populaire », et jugent du « pourcentage de la population se trouvant à la disposition

immédiate du capitalisme » d'après le nombre des ouvriers d'usine ! Cela rappelle tout à fait le raisonnement de M. Krivenko disant que les marxistes veulent concentrer toute l'attention sur les ouvriers d'usine, mais que, ces derniers n'étant qu'un million sur 100, ce n'est là qu'un tout petit secteur de la réalité, et s'y consacrer équivaudrait à axer exclusivement ses efforts sur les « corporations » ou les sociétés de bienfaisance (*Rousskoïé Bogatstvo* n° 12). Les fabriques et les usines sont donc un secteur de la réalité aussi étroit que les institutions de castes ou les sociétés de bienfaisance ! ! ! O génial M. Krivenko ! Ce sont sans doute les institutions de castes qui fabriquent les produits pour toute la société ? C'est sans doute le régime des corporations qui explique l'exploitation et l'expropriation des travailleurs ? C'est sans doute dans les corporations qu'il faut chercher les représentants avancés du prolétariat, capables de lever l'étendard de la libération des ouvriers ?

Ces choses-là n'étonnent pas dans la bouche de petits philosophes bourgeois, mais quand on les trouve chez M. Nik.—on, cela ne laisse pas d'être fâcheux.

Dans le *Capital*, page 393 [85], Marx cite des chiffres relatifs à la composition de la population anglaise. En 1861, il y avait en tout 20 millions d'habitants en Angleterre et dans le pays de Galles. Les ouvriers occupés dans les branches maîtresses de l'industrie usinière s'évaluent à 1 605 440*. Les domestiques, eux, sont au nombre de 1 208 648 et, dans la 2e édition, Marx indique en note la croissance particulièrement rapide de cette dernière catégorie. Imaginez-vous maintenant qu'il se soit trouvé en Angleterre des « marxistes » qui, pour juger du « rôle unificateur du capitalisme », se soient mis à diviser 1,6 million par 20 ! ! Cela fait 8%, *moins d'un douzième* ! ! ! Comment

* 642 607 personnes travaillent dans l'industrie textile, dans la bonneterie et la dentellerie (chez nous, des dizaines de milliers de femmes occupées dans la bonneterie et la dentellerie subissent, de la part des « marchandes » pour qui elles travaillent, l'exploitation la plus incroyable. Le salaire atteint parfois 3 (*sic !*) kopecks par jour ! Vraiment, M. Nik.—on, ces femmes ne sont-elles pas « à la disposition immédiate du capitalisme » ?) ; 565 835 personnes sont occupées dans les charbonnages et les mines de métaux, et 396 998 dans toutes les industries des métaux et les manufactures.

peut-on parler de la « mission » du capitalisme, s'il n'a pas même groupé un douzième de la population ! Et puis, la classe des « esclaves domestiques » accuse une croissance plus rapide, perte sèche pour le « travail national », qui prouve que « nous », les Anglais, nous suivons une « voie fausse » ! N'est-il pas clair que « nous » devons « chercher pour notre patrie d'autres voies de développement », des voies non capitalistes ? !

L'argumentation de M. Nik.—on comporte encore un point : quand il dit que le capitalisme de chez nous n'apporte pas avec lui le rôle unificateur « si caractéristique de l'Europe occidentale et qui *commence à se manifester avec une force particulière dans l'Amérique du Nord* », il pense sans doute au mouvement ouvrier. Ainsi, il nous faut chercher d'autres voies, puisque le capitalisme de chez nous n'apporte pas de mouvement ouvrier. Cet argument, M. Mikhaïlovski l'a inventé, ce me semble. Marx opérait avec un prolétariat déjà formé, déclarait-il sentencieusement aux marxistes. Et, à un marxiste qui lui faisait remarquer que dans la misère il ne voyait que la misère, il a répondu : cette remarque, comme toujours, est entièrement empruntée à Marx. Mais, a-t-il ajouté, si nous nous reportons à ce passage de la *Misère de la philosophie*, nous verrons qu'on ne saurait l'appliquer chez nous, que notre misère n'est que de la misère. Or, en réalité, nous ne verrons encore rien dans la *Misère de la philosophie*. Marx y dit des communistes de la vieille école que, dans la misère, ils ne voient que la misère, sans en remarquer le côté révolutionnaire, destructeur, appelé à renverser la vieille société [86]. Ce dont M. Mikhaïlovski s'autorise pour affirmer qu'on ne saurait l'appliquer chez nous, c'est sans doute l'absence de toute « manifestation » du mouvement ouvrier. A propos de ce raisonnement, notons tout d'abord que seule une connaissance très superficielle des faits peut suggérer l'idée que Marx opérait avec un prolétariat déjà formé. Le programme communiste de Marx a été élaboré par lui avant 1848. Quel mouvement ouvrier* y avait-il

* A quel point la classe ouvrière était alors peu nombreuse, on en jugera par le fait que *vingt-sept ans plus tard*, en 1875, Marx écrivait : « En Allemagne, le peuple travailleur se compose en majorité de paysans, et non de prolétaires »[87]. Voilà ce qu'on appelle « opérer (??) avec un prolétariat déjà formé » !

alors en Allemagne ? Il n'y avait pas même, à l'époque, de liberté politique, et l'action des communistes se confinait dans les cercles clandestins (comme c'est le cas chez nous aujourd'hui). Le mouvement ouvrier social-démocrate, qui a rendu évident aux yeux de tous le rôle révolutionnaire et unificateur du capitalisme, a commencé une vingtaine d'années plus tard, quand la doctrine du socialisme scientifique s'était définitivement constituée ; quand la grande industrie avait pris plus d'extension et qu'il s'était trouvé nombre d'énergiques et habiles propagandistes pour diffuser cette doctrine dans les milieux ouvriers. En présentant sous un faux jour les faits historiques et en oubliant la somme de travail dépensée par les socialistes pour donner au mouvement ouvrier la conscience et l'esprit d'organisation, nos philosophes prêtent par surcroît à Marx les conceptions fatalistes les plus absurdes. Selon lui, l'organisation des ouvriers se ferait d'elle-même, et, par conséquent, prétendent-ils, si en voyant le capitalisme nous n'apercevons pas le mouvement ouvrier, c'est parce que le capitalisme ne remplit pas sa mission, et non point parce que nous travaillons encore insuffisamment à cette organisation et à cette propagande parmi les ouvriers. Ce subterfuge pusillanime et philistin de nos philosophes « particularistes » ne vaut même pas la peine d'être réfuté : il se trouve réfuté par l'action des social-démocrates de tous les pays, par chaque discours public des marxistes. La social-démocratie, fait remarquer très justement Kautsky, c'est la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme. Et, pour que l'œuvre progressive du capitalisme se «manifeste » aussi chez nous, nos socialistes doivent se mettre énergiquement au travail ; il leur faut élaborer en détail une conception marxiste de l'histoire et de la réalité russes, étudier d'une façon plus concrète toutes les formes de la lutte des classes et de l'exploitation, qui sont particulièrement embrouillées et masquées en Russie. Ils doivent ensuite populariser cette théorie, la présenter à l'ouvrier, aider celui-ci à se l'assimiler et à élaborer la *forme d'organisation la mieux APPROPRIÉE à nos conditions pour diffuser l'idéologie social-démocrate et grouper les ouvriers en une force politique.* Les social-démocrates russes n'ont jamais prétendu avoir terminé, accompli ce travail

d'idéologues de la classe ouvrière (travail dont on n'aperçoit pas même la fin) ; au contraire, ils ont toujours souligné qu'ils ne faisaient que l'entreprendre, qu'il fallait encore bien des efforts de la part de beaucoup, beaucoup de personnes pour créer quelque chose de tant soit peu solide.

Outre une connaissance insuffisante et scandaleusement étriquée de la théorie de Marx, cette objection courante relative à l'absence d'une action progressive de notre capitalisme semble s'appuyer encore sur l'idée absurde d'un mythique « régime populaire ».

Lorsque, au sein de la fameuse « communauté », la « paysannerie » se divise en gueux et riches, en représentants du prolétariat et représentants du capital (surtout marchand), on ne veut pas voir là un capitalisme embryonnaire, médiéval, et passant sous silence la structure politique et économique de la campagne, on pérore, en quête « d'autres voies pour la patrie », sur les changements dans la forme de la *possession* terrienne des paysans, forme avec laquelle on confond impardonnablement celle de l'organisation économique, comme si une différenciation purement bourgeoise de la paysannerie ne fleurissait pas, chez nous, au sein même de la « communauté égalitaire ». Et lorsque ce capitalisme en voie de développement fait éclater les formes trop étroites du capitalisme rural, moyenâgeux ; lorsqu'il brise le pouvoir asservissant de la terre et oblige le paysan, depuis longtemps complètement dépouillé et affamé, à quitter son village après avoir abandonné à la communauté le sol qui sera réparti de façon égalitaire entre les koulaks triomphants, à errer par toute le Russie en restant un temps indéterminé sans travail, à s'embaucher aujourd'hui chez un grand propriétaire foncier, demain chez un entrepreneur pour travailler à la construction d'une voie ferrée, puis comme manœuvre à la ville ou comme ouvrier agricole chez un paysan riche, etc. ; lorsque ce « paysan », qui change de patrons à travers toute la Russie, se rend compte que partout où il se présente, il est dépouillé de la façon la plus éhontée ; lorsqu'il voit qu'on dépouille autour de lui des gueux comme lui, et que celui qui les dépouille n'est pas forcément le « seigneur », mais aussi « son frère-le-moujik », pour peu que

celui-ci ait l'argent nécessaire à l'achat de la force de travail ; lorsqu'il voit partout le gouvernement, au service des patrons, restreindre les droits des ouvriers et écraser, sous prétexte de rébellion, toute tentative de défendre leurs droits les plus élémentaires ; lorsqu'il voit le labeur de l'ouvrier russe s'intensifier sans cesse, et la richesse et le luxe s'accroître toujours plus vite, cependant que s'aggrave la situation de l'ouvrier, que l'expropriation s'accélère et que le chômage devient chose normale, — pendant ce temps-là, nos critiques du marxisme sont à la recherche d'autres voies nationales ; pendant ce temps-là, ils travaillent à résoudre ce profond problème : peut-on reconnaître comme progressive cette action du capitalisme, alors que nous voyons s'accroître lentement le nombre des ouvriers d'usine, et ne convient-il pas de rejeter notre capitalisme et de le considérer comme une voie fausse, parce qu'il « remplit mal, très, très mal sa mission historique » ?

Quelle occupation sublime, profondément humanitaire, n'est-il pas vrai ?

Et quels doctrinaires étroits que ces méchants marxistes quand ils déclarent que rechercher d'autres voies nationales, alors que l'exploitation capitaliste du travailleur s'exerce partout à travers la Russie, c'est abandonner la réalité pour l'utopie ; quand ils trouvent que ce n'est pas notre capitalisme qui remplit mal sa mission, mais les socialistes russes, qui ne veulent pas comprendre que rêver à un apaisement de la lutte économique séculaire des classes antagonistes de la société russe, c'est tomber dans le manilovisme [88], et ne veulent pas comprendre qu'il faut s'efforcer de rendre cette lutte organisée et consciente, et s'atteler pour cela à l'action social-démocrate.

En conclusion il importe de relever une autre attaque de M. Nik.—on contre M. Strouvé, dans ce même n° 6 du *Rousskoïé Bogatstvo*.

« Force nous est, dit M. Nik.—on, d'attirer l'attention sur un trait particulier de la polémique de M. Strouvé. Ecrivant pour un public allemand, dans une importante

revue allemande, il a usé de procédés qui me paraissent absolument incongrus. Il est à penser que le public allemand, mais aussi le public russe, a fait trop de chemin — « jusqu'à l'âge de raison » — pour se laisser prendre aux « épouvantails » de toute sorte dont abonde son article. « Utopie », « programme réactionnaire » et autres expressions de même nature se rencontrent dans chacune de ses colonnes. Mais, hélas, ces « mots terribles » ne produisent décidément plus l'impression sur laquelle comptait sans doute M. Strouvé » (p. 128).

Essayons de démêler la question et de voir si cette polémique de MM. Nik.—on et Strouvé comporte des « procédés incongrus », et si oui, lequel des deux en use.

M. Strouvé se voit reprocher d'user de « procédés incongrus », parce que, dans un article sérieux, il cherche à impressionner le public par des « épouvantails » et des « mots terribles ».

User d'« épouvantails » et de « mots terribles », c'est donner de l'adversaire une caractéristique très défavorable, mais qui n'est pas clairement et nettement motivée, ne découle pas nécessairement des conceptions de l'auteur (telles qu'elles sont exposées) et exprime tout bonnement le désir de le critiquer vertement, de le tailler en pièces.

C'est uniquement ce dernier indice qui, de toute évidence, transforme les épithètes très défavorables en « épouvantails ». Car M. Slonimski s'est exprimé en termes violents sur le compte de M. Nik.—on, mais il a si clairement, si nettement formulé son point de vue de vulgaire libéral absolument incapable de comprendre le caractère bourgeois du régime actuel, il a énoncé avec une précision si parfaite ses arguments ahurissants qu'on peut l'accuser de tout ce que l'on voudra, sauf d'user de « procédés incongrus ». M. Nik.—on s'est de même exprimé en termes violents sur le compte de M. Slonimski, en lui citant entre autres, pour sa gouverne, les paroles de Marx, « qui se sont également vérifiées chez nous » (comme le reconnaît M. Nik.—on), sur le caractère *réactionnaire* et *utopique* de la défense de la petite production artisanale et de la petite propriété paysanne, que veut assumer M. Slonimski, et en taxant ce dernier d'« étroitesse d'esprit », de « *naïveté* », etc. Vous

voyez que l'article de M. Nik.—on « abonde » en mêmes épithètes (soulignées) que celui de M. Strouvé, mais nous ne pouvons parler de « procédés incongrus », car tout cela est motivé, tout cela découle d'un point de vue, d'un système de conceptions déterminées de l'auteur, qui peuvent être faux, mais qui, une fois admis, ne permettent pas de qualifier l'adversaire autrement que d'utopiste naïf, borné et réactionnaire.

Voyons ce qu'il en est de l'article de M. Strouvé. En accusant M. Nik.—on de professer un utopisme dont doit sortir un programme réactionnaire, et de naïveté, il indique très nettement les raisons qui l'ont amené à cette façon de voir. Primo : désirant la « socialisation de la production », M. Nik.—on « en appelle à la société (*sic !*) et à l'Etat ». Ce qui « prouve que la doctrine de Marx sur la lutte des classes et sur l'Etat est absolument étrangère à l'économiste russe ». Notre Etat est le « représentant des classes dirigeantes ». — Secundo : « Opposer au capitalisme *réel* un régime économique *imaginaire* qui *doit* apparaître simplement parce que nous le *voulons*, ou, en d'autres termes, vouloir la socialisation de la production en dehors du capitalisme, c'est témoigner tout simplement d'une conception naïve, étrangère à l'histoire. » A mesure que se développera le capitalisme, que l'économie naturelle sera éliminée et la population rurale réduite, « l'Etat moderne sortira de la pénombre où il se trouve encore à notre époque patriarcale (nous parlons de la Russie), apparaîtra au grand jour d'une lutte des classes ouvertement déclarée, et, pour socialiser la production, il faudra bien chercher d'autres forces et d'autres facteurs ».

Eh bien, ne sont-ce pas là des motifs suffisamment clairs et précis ? Peut-on contester l'authenticité des références concrètes de M. Strouvé aux idées de l'auteur ? M. Nik.—on aurait-il pris en considération la lutte des classes inhérente à la société capitaliste ? Non. Il parle de la société et de l'Etat, en oubliant cette lutte et en l'excluant. Il dit, par exemple, que l'Etat a soutenu le capitalisme, au lieu de socialiser le travail par le moyen de la communauté, etc. Il estime sans doute que l'Etat pouvait agir à son gré d'une manière ou d'une autre ; qu'il est, par conséquent, *en dehors des classes*. N'est-il pas clair qu'ac-

cuser M. Strouvé de se servir d'« épouvantails » est d'une injustice *criante* ? N'est-il pas clair que tout homme pensant que notre Etat est un Etat de classe ne peut manquer de considérer comme un utopiste naïf et réactionnaire quiconque fait appel à cet Etat pour socialiser le travail, c'est-à-dire pour éliminer les classes dirigeantes ? Mais il y a plus. Accuser un adversaire de se servir d'« épouvantails », *sans rien dire* de la conception pourtant clairement formulée par lui, au nom de laquelle cet adversaire a porté cette appréciation, et l'accuser au surplus dans une revue soumise à la censure, où cette conception ne peut se faire jour, — ne faut-il pas considérer cela comme un « procédé absolument incongru » ?

Poursuivons. Le second argument de M. Strouvé est formulé avec non moins de clarté. Que la socialisation du travail en dehors du capitalisme, par le moyen de la communauté, soit un régime imaginaire, on n'en saurait douter, puisque ce régime n'existe pas dans la réalité. Voici comment M. Nik.—on lui-même présente cette réalité : jusqu'en 1861, les unités productrices étaient la « famille » et la « communauté » (*Essais*, pp. 106-107). Cette « petite production morcelée et se suffisant à elle-même ne pouvait se développer considérablement ; aussi bien, ce qui la caractérise, c'est qu'elle est extrêmement routinière, peu productive ». Le changement a consisté en ceci que « la division sociale du travail s'est affirmée toujours plus profondément ». Le capitalisme a donc brisé le cadre étroit des anciennes unités productrices et socialisé le travail dans l'ensemble de la société. *Cette socialisation du travail par notre capitalisme, M. Nik.—on lui-même l'admet.* C'est pourquoi, désireux de s'appuyer, en vue de socialiser le travail, non sur le capitalisme qui *a déjà socialisé le travail*, mais sur la communauté, *dont la destruction a pour la première fois entraîné la socialisation du travail dans l'ensemble de la société*, il est un utopiste réactionnaire. Telle est la pensée de M. Strouvé. On peut la considérer comme juste ou non, mais on ne peut contester que de cette opinion découle, avec une logique implacable, le jugement sévère qu'il porte sur M. Nik.—on et que, par conséquent, il ne peut être question d'« épouvantails ».

Plus encore. Lorsque M. Nik. — on, en terminant sa polémique contre M. Strouvé, prête à son adversaire le désir d'enlever la terre à la paysannerie (« si par programme progressif il faut entendre : enlever la terre à la paysannerie ...l'auteur des *Essais* est un conservateur »), bien que M. Strouvé ait expressément déclaré qu'il veut la socialisation du travail, qu'il la veut en passant par le capitalisme, qu'il veut pour cela s'appuyer sur les forces qui apparaîtront au « grand jour d'une lutte des classes ouvertement déclarée », — comment ne pas dire qu'il exprime des idées diamétralement opposées à la vérité ? Et si l'on considère que, dans une presse soumise à la censure, M. Strouvé n'aurait pas pu parler des forces apparaissant au grand jour de la lutte des classes, et que, par conséquent, l'adversaire de M. Nik. — on avait un bâillon sur la bouche, on ne peut guère contester que le procédé de M. Nik. — on soit absolument un « procédé incongru ».

Annexe III

Quand je parle de compréhension étroite du marxisme, je pense aux marxistes eux-mêmes. Force est de remarquer à ce propos que le marxisme est outrageusement simplifié et défiguré quand nos libéraux et nos radicaux entreprennent de l'exposer dans les colonnes de la presse légale. Quel exposé que le leur ! Songez à quel point il faut mutiler cette doctrine révolutionnaire pour la faire tenir sur le lit de Procuste de la censure russe ! Et nos publicistes se livrent d'un cœur léger à cette opération : tel qu'ils l'exposent, le marxisme se réduit, ou peu s'en faut, à enseigner comment, en régime capitaliste, la propriété individuelle fondée sur le travail du propriétaire accomplit son développement dialectique ; comment elle se transforme en sa négation pour ensuite se socialiser. Et c'est dans ce « schéma » que l'on fait tenir, de l'air le plus sérieux, tout le contenu du marxisme, en laissant de côté toutes les particularités de sa méthode sociologique, en laissant de côté la doctrine de la lutte des classes, en laissant de côté ce qui fait l'objet même de ses recherches : mettre en lumière toutes les formes d'antagonisme et d'exploitation pour aider le prolétariat à s'en défaire. Rien d'étonnant si ce qui en résulte est pâle et mesquin au point que nos radicaux commencent à plaindre les pauvres marxistes russes. Parbleu ! L'absolutisme russe et la réaction russe ne seraient pas ce qu'ils sont si l'on pouvait, tant qu'ils existent, exposer intégralement le marxisme avec toute la précision et le

développement voulus, en formulant jusqu'au bout ses conclusions ! Et si nos libéraux et nos radicaux connaissaient vraiment le marxisme (ne serait-ce que par les publications allemandes), ils se seraient fait scrupule de le défigurer ainsi dans les colonnes de la presse censurée. Si vous n'avez pas la possibilité d'exposer entièrement une théorie, taisez-vous ou faites cette réserve que ce que vous exposez est loin d'être tout, que vous laissez de côté l'essentiel ; mais pourquoi, lorsqu'on rapporte des bribes, crier à l'étroitesse ?

Car c'est seulement ainsi qu'on peut aboutir à cette situation singulière, possible seulement en Russie, où l'on range parmi les marxistes des gens qui n'ont aucune idée de la lutte des classes, de l'antagonisme inhérent à la société capitaliste, et du développement de cet antagonisme ; des gens qui n'ont aucune idée du rôle révolutionnaire du prolétariat ; des gens même qui préconisent des projets nettement bourgeois, pourvu que l'on y trouve des phrases comme « économie monétaire », « nécessité » de celle-ci et autres expressions semblables qui, pour être considérées comme spécifiquement marxistes, exigent toute la profondeur et la finesse d'esprit de M. Mikhaïlovski.

Or, Marx estime que toute la valeur de sa théorie réside en ce qu'elle est « essentiellement critique* et révolutionnaire »[89]. Et, de fait, cette dernière qualité est entièrement et absolument inhérente au *marxisme*, cette théorie s'assignant pour tâche de *mettre en lumière* toutes les formes d'antagonisme et d'exploitation dans la société contemporaine, de suivre leur évolution, de démontrer leur caractère transitoire, leur transformation inévitable en une autre forme, *et d'aider par là le prolétariat à en finir aussi vite et aussi facilement que possible avec toute exploitation.* La force d'attraction irrésistible qui attire vers cette théo-

* Notez que Marx parle ici de la critique matérialiste, la seule qu'il tienne pour scientifique, c'est-à-dire celle qui rapproche les faits politico-juridiques, sociaux, moraux, etc., de l'économique, du système des rapports de production, des intérêts des classes qui se constituent forcément sur le terrain de tous les rapports sociaux antagoniques. Qu'en Russie les rapports sociaux soient antagoniques, il ne s'est trouvé personne pour en douter. Mais nul n'avait encore essayé de fonder sur eux une *pareille* critique.

rie les socialistes de tous les pays tient précisément au fait qu'elle associe l'esprit révolutionnaire à un caractère hautement et strictement scientifique (étant le dernier mot des sciences sociales), et elle ne le fait point par hasard, ni seulement parce que le fondateur de cette doctrine réunissait en lui-même les qualités du savant et du révolutionnaire ; elle les associe dans la théorie même, intimement et indissolublement. En effet, l'objet de la théorie, le but de la science, est ici nettement formulé : aider la classe des opprimés dans la lutte économique qu'elle mène effectivement.

> « *Nous ne disons pas au monde : abandonne tes luttes, ce ne sont que des sottises ; nous voulons faire retentir à tes oreilles la vraie parole de la lutte* [90]. »

Ainsi, pour Marx, la tâche expresse de la science est de donner la vraie parole de la lutte, c'est-à-dire de savoir présenter avec objectivité cette lutte comme le produit d'un système déterminé de rapports de production ; de savoir *comprendre* la nécessité de cette lutte, son contenu, la marche et les conditions de son développement. On ne saurait donner la « parole de la lutte » sans étudier dans tous ses détails chacune des formes de cette lutte, sans la suivre pas à pas quand elle passe d'une forme à une autre, afin de savoir, à chaque instant précis, déterminer la situation sans perdre de vue le caractère général de la lutte, son but d'ensemble : la suppression complète et définitive de toute exploitation et de toute oppression.

Essayez de comparer à la théorie « critique et révolutionnaire » de Marx ce fatras insipide que « notre fameux » N. Mikhaïlovski a exposé dans sa « critique », et contre quoi il est parti en guerre : vous serez frappés qu'il puisse, en effet, se trouver des gens pour se prétendre les « idéologues de la classe laborieuse » et se contenter... de cette « platitude » que nos publicistes font de la théorie de Marx en y effaçant tout élément de vie.

Essayez de comparer aux exigences de cette théorie notre littérature populiste qui, somme toute, procède elle aussi du désir d'élaborer l'idéologie du travailleur, littérature consacrée à l'histoire et à l'état actuel de notre

régime économique en général et de la paysannerie en particulier, et vous serez frappés que des socialistes aient pu se contenter d'une semblable théorie, qui se bornait à étudier et décrire les calamités et à moraliser là-dessus. Le servage est présenté non pas comme une forme déterminée d'organisation économique, qui engendrait telle exploitation, telles classes antagonistes, tel régime politique, juridique, etc., mais simplement comme un tissu d'abus de la part des seigneurs terriens, comme une injustice à l'égard des paysans. La réforme paysanne est présentée, non pas comme un conflit entre des formes économiques déterminées et des classes déterminées, mais comme une mesure émanant de l'autorité supérieure qui, en dépit des meilleures intentions, aurait par erreur « choisi une voie fausse ». La Russie d'après l'abolition du servage est présentée comme une déviation de la vraie voie — d'où les calamités qui frappent le travailleur —, et non comme un système défini de rapports de production antagoniques, se développant d'une manière déterminée.

Maintenant, du reste, il est certain que cette théorie est en train de perdre son crédit. Plus les socialistes russes comprendront rapidement qu'étant donné le niveau actuel des connaissances, il ne peut y avoir de théorie révolutionnaire en dehors du marxisme, plus ils déploieront rapidement tous leurs efforts pour appliquer cette théorie à la Russie, sous le rapport théorique et pratique, et plus sûr, plus rapide sera le succès du travail révolutionnaire.

Afin de mieux illustrer l'influence délétère que MM. les « amis du peuple » exercent sur la « pensée russe si pauvre » d'aujourd'hui en appelant les intellectuels à jouer dans le « peuple » un rôle éducatif afin de « créer » une industrie véritable, rationnelle, etc., nous reproduisons l'opinion de gens dont la façon de penser diffère foncièrement de la nôtre, les « narodopravtsy », ces héritiers directs, immédiats, des narodovoltsy. Voir la brochure : *Une question urgente*, 1894. Editions du parti « Narodnoïé Pravo » [« Le droit du peuple »].

Après avoir infligé une riposte magistrale à cette sorte de populistes qui déclarent « que la Russie ne doit sous

aucun prétexte, même si elle devait jouir de libertés étendues, renoncer à son organisation économique, laquelle assure (!) au travailleur une situation indépendante dans la production », et vous disent : « Ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des réformes politiques, mais des réformes économiques systématiques, méthodiquement appliquées », — les narodopravtsy poursuivent :

« Nous ne sommes pas les défenseurs de la bourgeoisie et encore moins les admirateurs de son idéal ; mais si la fortune adverse donnait au peuple à choisir entre des « réformes économiques méthodiques » sous les auspices des zemskié natchalniki qui les protégeraient jalousement contre les atteintes de la bourgeoisie, et cette dernière sur le terrain de la liberté politique, c'est-à-dire à des conditions *garantissant* au peuple la défense organisée de ses intérêts, nous pensons que le peuple aurait tout à gagner à opter pour ce dernier parti. Nous n'avons pas aujourd'hui de « réformes politiques » qui menaceraient de ravir au peuple la pseudo-indépendance de son organisation économique ; nous avons ce qu'il est généralement convenu d'appeler une politique bourgeoise se traduisant par l'exploitation la plus brutale du travail populaire. Nous n'avons pas aujourd'hui de liberté, ni étendue, ni restreinte, mais des intérêts de caste, bénéficiant d'une protection dont n'osent plus rêver les agrariens et les capitalistes des pays constitutionnels. Nous n'avons pas aujourd'hui de « parlementarisme bourgeois » ; la société est tenue à une portée de fusil de la direction des affaires ; et nous avons les Naïdénov, les Morozov, les Kazi et les Bélov qui réclament une muraille de Chine pour sauvegarder leurs intérêts, de même que les représentants de « notre fidèle noblesse », qui vont jusqu'à demander pour eux-mêmes l'octroi d'un crédit gratuit à raison de 100 roubles par déciatine. On les invite dans les commissions, on les écoute avec déférence, leur voix est décisive dans les problèmes essentiels de la vie économique du pays. Et, pendant ce temps, qui donc intervient pour la défense du peuple ? Les zemskié natchalniki peut-être ? N'est-ce pas pour le peuple qu'on projette la création de compagnies d'ouvriers agricoles ? Ne déclare-t-on pas aujourd'hui, avec une franchise confinant au cynisme, que si le peuple a reçu des lots, c'est uniquement

pour payer l'impôt et s'acquitter des prestations, ainsi que s'est exprimé dans une circulaire le gouverneur de la province de Vologda ? Il n'a fait que formuler et dire tout haut ce que réalise fatalement par sa politique l'autocratie ou, plus exactement, l'absolutisme bureaucratique. »

Quelque confuse que soit encore l'idée que les narodopravtsy se font du « peuple » dont ils veulent défendre les intérêts, de la « société » dans laquelle ils persistent à voir un organe digne de foi qui protégera les intérêts du travail, — on ne peut en tout cas s'empêcher de reconnaître que la formation du parti «Narodnoïé Pravo» marque un pas en avant, un pas vers l'abandon définitif des illusions et des rêveries quant aux « autres voies pour la patrie », vers la reconnaissance hardie des voies réelles et la recherche, sur ce terrain, des éléments aptes à une lutte révolutionnaire. On voit ici se manifester clairement une tendance à la formation d'un parti démocratique. Je dis seulement « tendance », parce que malheureusement les narodopravtsy n'appliquent pas avec esprit de suite leur conception fondamentale. Ils en sont encore à parler d'union et d'alliance avec les socialistes, sans vouloir comprendre qu'entraîner les ouvriers au radicalisme politique pur et simple, c'est seulement détacher les ouvriers éclairés de la masse ouvrière, c'est condamner à l'impuissance le mouvement ouvrier, celui-ci ne pouvant être fort que si l'on s'inspire complètement et en tous points des intérêts de la classe ouvrière, et si l'on soutient contre le capital une lutte économique indissolublement liée à la lutte politique contre les serviteurs du capital. Ils ne veulent pas comprendre que, pour réaliser l'« union » de tous les éléments révolutionnaires, il vaut beaucoup mieux que les représentants de tels ou tels intérêts* se groupent dans une organisation

* Ils protestent eux-mêmes contre la foi dans le pouvoir miraculeux des intellectuels ; ils parlent eux-mêmes de la nécessité d'entraîner le peuple à la lutte. Mais alors il est nécessaire de rattacher cette lutte à des intérêts quotidiens déterminés ; il est nécessaire, par conséquent, de distinguer entre certains intérêts particuliers et de les entraîner à la lutte séparément. . . Masquer ces intérêts particuliers par des revendications purement politiques, compréhensibles pour les seuls intellectuels, n'est-ce pas de nouveau retourner en arrière, se borner de nouveau à la lutte des seuls intellectuels, dont on vient de reconnaître l'impuissance ?

distincte et que, dans certains cas, tels ou tels partis entreprennent une action commune. Ils persistent à appeler leur parti « social-révolutionnaire » (voir le Manifeste du parti « Narodnoïé Pravo », daté du 19 février 1894), bien qu'en même temps ils se contentent de réformes exclusivement politiques et passent sous silence, avec le plus grand soin, nos « maudites » questions socialistes. Un parti qui appelle si ardemment à combattre les illusions ne devrait pas illusionner les autres dès les premiers mots de son « manifeste » ; il ne devrait pas parler de *socialisme* là où il n'y a rien d'autre que du *constitutionnalisme*. Cependant, je le répète, on ne saurait porter un jugement sur les narodopravtsy sans tenir compte du fait qu'ils descendent des narodovoltsy. Force est donc de reconnaître qu'ils avancent d'un pas en fondant la lutte exclusivement politique, qui n'a pas de rapport avec le socialisme, sur un programme exclusivement politique lui aussi. Les social-démocrates souhaitent de tout cœur du succès aux narodopravtsy ; ils souhaitent la croissance et le développement de leur parti ; ils souhaitent un rapprochement plus étroit des narodopravtsy avec les éléments sociaux qui se placent sur le terrain du régime économique existant*, et dont les intérêts *vitaux* sont effectivement liés de la façon la plus étroite au *démocratisme*.

Conciliateur, pusillanime, rêveur et sentimental, le populisme des « amis du peuple » ne pourra tenir longtemps quand il sera attaqué des deux côtés : par les radicaux politiques, parce que les « amis du peuple » sont capables de faire confiance à la bureaucratie et qu'ils ne comprennent pas la nécessité absolue d'une lutte politique ; par les social-démocrates, parce qu'ils tentent de se faire passer pour des socialistes ou peu s'en faut sans avoir aucun rapport avec le socialisme, sans avoir aucune idée ni des causes qui engendrent l'oppression du travailleur, ni du caractère de la lutte de classes en cours.

---

* (C'est-à-dire capitaliste), et non sur le terrain de la négation nécessaire de ce régime et d'une lutte implacable contre lui.

LE CONTENU ÉCONOMIQUE DU POPULISME ET LA CRITIQUE QU'EN FAIT DANS SON LIVRE M. STROUVÉ

(INFLUENCE DU MARXISME SUR LA LITTÉRATURE BOURGEOISE)

A propos du livre de P. Strouvé:
Notes critiques sur le développement économique de la Russie
Saint-Pétersbourg 1894[91]

Ecrit fin 1894-début 1895

Paru pour la première fois sous la signature K. T o u l i n e dans le recueil «Documents pour servir à la caractéristique de notre développement économique» Saint-Pétersbourg, 1895

Conforme au texte du recueil «Documents pour servir à la caractéristique de notre développement économique»

МАТЕРІАЛЫ

КЪ ХАРАКТЕРИСТИКѢ

НАШЕГО ХОЗЯЙСТВЕННАГО РАЗВИТІЯ.

СБОРНИКЪ СТАТЕЙ.

С.-ПЕТЕРБУРГЪ
Типографія М. П. Собкина, Стремянная ул., № 12
1895

Page de titre du recueil dans lequel fut publié l'ouvrage de Lénine : *Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé* — 1895

Le livre de M. Strouvé dont il est question est une critique systématique du populisme, ce mot étant pris au sens large, comme une doctrine qui apporte une solution aux plus importants problèmes de sociologie et d'économie, et comme un « système de principes de la politique économique » (p. VII). Le seul fait de poser ce problème pourrait conférer au livre le plus vif intérêt ; mais ce qui importe encore plus à cet égard, c'est le point de vue auquel se place la critique. Voici ce que l'auteur en dit dans sa préface:

« Tout en partageant, sur certaines questions fondamentales, des conceptions qui se sont parfaitement affirmées dans la littérature, il (l'auteur) ne s'est pas le moins du monde considéré comme lié par la lettre d'une doctrine quelconque. Il n'est pas tenu par l'orthodoxie » (IX).

A en juger par le contenu du livre, il faut entendre, par « conceptions qui se sont parfaitement affirmées dans la littérature », les conceptions marxistes. Quelles sont donc au juste ces quelques thèses « fondamentales » du marxisme que l'auteur accepte, et quelles sont celles qu'il rejette ? pourquoi et dans quelle mesure ? A cette question il ne répond pas directement. Aussi, pour tirer au clair ce qui, dans ce livre, peut être mis au compte du marxisme, — quelles sont les thèses de cette doctrine que l'auteur accepte et dans quelle mesure il les applique correctement, quelles sont celles qu'il renie et ce qu'il en résulte alors, — pour tirer tout cela au clair, une analyse minutieuse de cet ouvrage est indispensable.

Son contenu est extrêmement varié. D'abord, l'auteur expose la « méthode subjective en sociologie » adoptée par nos populistes, la critique et lui oppose la méthode du « matérialisme historico-économique ». Ensuite, il fait une critique économique du populisme, en se fondant, d'une part, sur l'« expérience universelle » (p. IX) et, d'autre part, sur des faits tirés de l'histoire économique et de la réalité russes. Parallèlement, il soumet à la critique les principes de la politique économique populiste. Cette diversité des sujets traités (absolument inévitable lorsqu'on entreprend de critiquer un des courants les plus importants de notre pensée sociale) détermine aussi la forme de l'analyse : il convient de suivre pas à pas l'exposé de l'auteur en s'arrêtant à chacun de ses arguments.

Mais avant d'aborder l'analyse du livre, il me semble indispensable de fournir ici, avec quelques détails, une explication préalable. L'objet de cet article est de faire la critique du livre de M. Strouvé du point de vue de quelqu'un qui « partage » sur *toutes* les « questions fondamentales » (et non pas sur « certaines » seulement) « les conceptions qui se sont parfaitement affirmées dans la littérature ».

Ces conceptions ont déjà été exposées plus d'une fois — pour y être critiquées — dans la presse libérale et populiste, et cet exposé les a horriblement obscurcies. Bien plus : il les a déformées, en y mêlant tout à fait arbitrairement l'hégélianisme, « la croyance que chaque pays doit obligatoirement passer par la phase du capitalisme », ainsi que bien d'autres absurdités dignes du *Novoïé Vrémia*.

C'est surtout le côté pratique de la doctrine, son application à la Russie, qui a subi des déformations. Ne voulant pas comprendre que le marxisme russe a pour point de départ une tout autre conception de la réalité russe, nos libéraux et nos populistes ont confronté la doctrine avec leur manière ancienne de concevoir cette réalité ; et les conclusions auxquelles ils ont abouti n'étaient pas seulement contraires au bon sens, elles portaient en outre contre les marxistes les accusations les plus saugrenues.

Il me paraît donc impossible d'aborder l'analyse du livre de M. Strouvé sans d'abord définir avec précision mon attitude envers le populisme. De plus, une confrontation préalable des points de vue populiste et marxiste est nécessaire pour rendre intelligibles maints passages du livre qui se limite à l'aspect doctrinal et néglige presque entièrement les conclusions pratiques.

Cette confrontation nous montrera quels sont les points de départ communs au populisme et au marxisme, et en quoi ces doctrines diffèrent essentiellement. A cet effet, il est plus commode de partir du vieux populisme russe, car d'abord il est infiniment supérieur à celui de nos jours (représenté par des organes de presse tels que le *Rousskoïé Bogatstvo*) par sa méthode et par sa précision ; et, en second lieu, il révèle plus complètement les meilleurs côtés du populisme, auxquels le marxisme, lui aussi, souscrit à certains égards.

Prenons une de ces *professions de foi** du vieux populisme russe et suivons l'auteur pas à pas.

* En français dans le texte. (*N.R.*)

CHAPITRE I

COMMENTAIRE JUXTALINEAIRE A UNE *PROFESSION DE FOI** POPULISTE

Le tome CCXLII des *Otétchestvennyïé Zapiski*** comporte un article anonyme, intitulé « Nouvelles pousses sur le champ populaire », qui met en relief les côtés progressifs du populisme en opposition au libéralisme russe.

L'auteur commence par affirmer que, « de nos jours », s'élever contre « les hommes issus du peuple et parvenus à un degré social supérieur » est considéré « presque comme une trahison ».

« Récemment encore, un âne en littérature a détaché une ruade à la revue *Otétchestvennyïé Zapiski* pour son *pessimisme à l'égard du peuple*, à propos d'un bref compte rendu sur un livre de Zlatovratski, dans lequel il n'y avait rien de pessimiste, si ce n'est à l'égard de l'usure et de l'influence dissolvante de l'argent en général. Et lorsque, plus tard, Gleb Ouspenski écrivit le commentaire à ses derniers essais (*Otétchestvennyïé Zapiski* 1878, n° 11), le marais libéral s'est agité tout comme dans le conte... et, brusquement, contre toute attente, on vit apparaître une telle multitude de défenseurs du peuple que nous fûmes vraiment surpris de lui savoir tant d'amis... Je ne puis qu'être d'accord... lorsque j'entends parler de la campagne comme d'une belle fille à laquelle viennent conter fleurette les gars ou plutôt les vieux marcheurs de la littérature que sont ces messieurs de la noblesse et ces laquais, et les jeunes marchands... Chanter des sérénades à la campagne et lui « faire les yeux doux », ne veut point dire qu'on l'aime ou qu'on l'estime, de même que signaler ses défauts ne veut point

* En français dans le texte. (*N.R.*)

** Année 1879, n° 2, *Sovrémennoïé Obozrénïé* [Revue contemporaine], pp. 125-152.

dire qu'on lui soit hostile. Si vous demandiez à ce même Ouspenski... ce qui lui tient le plus à cœur, ce qu'il croit être plutôt le gage de l'avenir, la campagne ou la vieille formation nobiliaire et la nouvelle formation bourgeoise, peut-on douter le moins du monde qu'il réponde : « la campagne » ? »

Ce passage est fort caractéristique. D'abord, il montre nettement l'essence même du populisme : sa protestation contre le régime du servage (la vieille formation nobiliaire) et contre le régime bourgeois (la nouvelle formation bourgeoise) en Russie *du point de vue du paysan, du petit producteur*. En second lieu, il montre en même temps que cette protestation, toute contemplative, tourne le dos aux faits.

La « campagne » a-t-elle quelque existence *en dehors* du régime de la « vieille formation nobiliaire » ou de la « nouvelle formation bourgeoise » ? La « campagne » n'a-t-elle pas été, n'est-elle pas une création des représentants de ces formations, agissant chacune pour son compte ? La campagne tient précisément, à la fois, de la « vieille formation nobiliaire » et de la « nouvelle formation bourgeoise ». Vous aurez beau la tourner et la retourner — si vous vous bornez à une simple constatation de la réalité (il ne s'agit que de cela), sans considérer les possibilités, vous n'y découvrirez rien d'autre, aucune troisième « formation ». Et si les populistes en *trouvent* une, c'est uniquement parce que les arbres les empêchent de voir la forêt, parce que, derrière la forme de la *propriété* terrienne des différentes communautés paysannes, ils n'aperçoivent pas l'organisation de l'économie sociale russe dans son ensemble. Cette organisation, qui transforme le paysan en producteur de marchandises, fait de lui un petit bourgeois, un petit patron isolé qui travaille pour le marché. Dès lors, elle exclut la possibilité de chercher le « gage de l'avenir » *en arrière* et oblige à le chercher *en avant* — non dans la « campagne », où la combinaison de la « vieille formation nobiliaire » et de la « nouvelle formation bourgeoise » aggrave terriblement la situation du travail et lui ôte la possibilité de lutter contre les puissants du « nouveau régime bourgeois », l'opposition de leurs intérêts à ceux du travail n'étant pas par elle-même assez affirmée, — mais dans la « nouvelle formation bourgeoise » parfaitement développée comme telle, et qui, parfaitement épurée des charmes de la « vieille formation nobi-

liaire », a socialisé le travail, aiguisant et clarifiant la contradiction sociale qui, à la campagne, est encore latente et embryonnaire.

Il nous faut maintenant indiquer les différences théoriques entre les doctrines *conduisant* respectivement au populisme et au marxisme, entre les *façons de concevoir* la réalité et l'histoire russe.

Suivons toujours l'auteur.

Il assure les « âmes révoltées » qu'Ouspenski saisit le rapport entre la pauvreté populaire et la morale populaire

« mieux que beaucoup d'admirateurs de la campagne pour qui... celle-ci est... quelque chose comme un passeport libéral dont se munissent d'ordinaire, à des époques comme la nôtre, tous les bourgeois qui ne sont pas dénués d'intelligence et de sens pratique ».

Comment expliqueriez-vous, monsieur le populiste, cette chose si navrante et si fâcheuse, pour un homme désireux de représenter les intérêts du travail, qu'est la métamorphose en « passeport libéral » de ce qu'il tient pour un « gage de l'avenir » ? Cet avenir doit exclure la bourgeoisie ; or, le moyen par lequel vous voulez y parvenir, loin d'être accueilli avec hostilité par « les bourgeois qui ne sont pas dénués de sens pratique et d'intelligence », est au contraire accepté très volontiers, à titre de « passeport ».

Pensez-vous vraiment que ce scandale serait concevable si vous cherchiez le « gage de l'avenir », non pas là où les contradictions sociales inhérentes au régime dans lequel règnent les « bourgeois qui ne sont pas dénués de sens pratique et d'intelligence » sont encore peu développées, se trouvent à l'état d'embryon, mais là où elles sont développées jusqu'au bout, *nec plus ultra*, là où, par conséquent, les palliatifs et les demi-mesures sont insuffisants, où l'on ne peut exploiter à son profit les *desiderata* des travailleurs, où la question est posée carrément ?

Ne dites-vous pas vous-même, un peu plus loin :

« Les amis passifs du peuple ne veulent pas comprendre cette chose si simple que, dans la société, toutes les forces agissantes se décomposent habituellement en deux forces opposées, et que les forces passives qui ne paraissent pas prendre part à la lutte ne font que servir la force qui l'emporte à ce moment précis » (p. 132) ?

Cette caractéristique n'est-elle pas applicable à la campagne ? Celle-ci serait-elle un monde à part, ignorant ces « forces réciproquement opposées » et cette lutte, pour qu'on puisse la considérer en bloc sans risquer de faire le jeu de la « force qui l'emporte » ? Est-il logique, dès l'instant qu'il est question de lutte, de commencer par là où cette lutte est compliquée par une foule de circonstances étrangères, qui empêchent de séparer fermement et définitivement les unes des autres ces forces opposées, et de bien voir l'ennemi principal ? N'est-il pas évident que le programme formulé par l'auteur à la fin de l'article — instruction, extension de la propriété foncière paysanne, réduction des impôts, — est incapable d'affecter en quoi que ce soit celui qui l'emporte, alors que le dernier point du programme — « organisation de l'industrie populaire » — suppose non seulement qu'il y a eu lutte, mais encore qu'elle a déjà abouti à la victoire ? Votre programme rejette l'antagonisme dont vous-même n'avez pas pu nier l'existence. Aussi n'est-il pas fait pour effrayer les maîtres de la « nouvelle formation bourgeoise ». Votre programme est un rêve petit-bourgeois. Voilà pourquoi il n'est bon qu'à servir de « passeport libéral ».

« Ceux pour qui la campagne est une notion abstraite, et le moujik un Narcisse dans l'abstrait, font fausse route lorsqu'ils disent qu'il faut seulement exalter la campagne et affirmer qu'elle résiste parfaitement à toutes les influences qui la ruinent. Si la campagne est placée dans des conditions telles qu'elle doit se battre chaque jour pour chaque kopeck, si elle est dépouillée par les usuriers, trompée par les koulaks, opprimée par les grands propriétaires fonciers et parfois fouettée au siège de l'administration cantonale, cela peut-il rester sans influence sur son moral ?... Si le rouble, cette lune capitaliste, vient se mettre au premier plan du paysage rural ; s'il attire tous les regards, toutes les pensées et toutes les forces de l'âme ; s'il devient le but de la vie et le critère des capacités individuelles, peut-on dissimuler ce fait et dire que le moujik est d'un désintéressement absolu, qu'il n'a nul besoin d'argent ? Si la campagne tend à se différencier, si le koulak est en plein essor et tend à asservir les paysans plus faibles pour en faire des manœuvres agricoles, à détruire la commune, etc., peut-on, je vous le demande, dissimuler tous ces faits ? ! Nous pouvons désirer qu'ils soient examinés avec plus de détails et d'ampleur ; nous pouvons nous les expliquer par les conditions déprimantes de l'indigence (la faim pousse à voler, à tuer et même à s'entre-dévorer) ; mais il est absolument impossible de les dissimuler. Les dissimuler, c'est défendre le *statu quo*, c'est défendre

le fameux *laissez faire, laissez aller**, jusqu'au jour où les phénomènes affligeants auront pris des proportions terrifiantes. Farder la vérité n'a jamais servi à rien. »

Encore une fois, combien cette caractéristique de la campagne est excellente, et combien mesquines les conclusions que l'on en tire ! Comme les faits sont fidèlement saisis, mais combien misérable est leur explication, leur interprétation ! De nouveau, voici un abîme entre les *desiderata* relatifs à la défense du travail et les moyens de les réaliser. Le capitalisme à la campagne n'est pour l'auteur qu'un « phénomène affligeant ». Bien qu'il voie aussi à la ville le même capitalisme en grand ; bien qu'il voie que le capitalisme s'est assujetti non seulement tous les domaines du travail national, mais même la littérature « progressive » qui, au nom du peuple et en se réclamant du peuple, propose des mesures bourgeoises, — malgré cela, il ne veut pas reconnaître qu'il s'agit là d'une organisation particulière de notre économie sociale ; il se berce de l'illusion que ce n'est qu'un phénomène affligeant né de « conditions déprimantes ». Et si, dit-il, on ne s'en tenait pas à la théorie de la non-intervention de l'Etat, on pourrait bien éliminer ces conditions. Oui, avec des *si*, on ferait bien des choses ! Mais jamais encore la Russie n'a connu de politique de non-intervention ; il y a toujours eu intervention... au profit de la bourgeoisie. Et seule la douce quiétude d'une « sieste paisible » peut faire naître l'espoir de voir changer cet état de choses sans un « changement du rapport des forces entre les classes », comme le dit M. Strouvé.

« Nous oublions que notre société a besoin d'un idéal politique, civique et autres — surtout pour avoir le droit, une fois en possession de cet idéal, de ne plus penser à rien ; qu'elle ne le recherche pas avec une anxiété juvénile, mais dans la quiétude d'une sieste paisible ; qu'elle perd ses illusions à son sujet, non point la mort dans l'âme, mais avec la légèreté d'un prince d'Arcadie. Telle est, du moins dans son immense majorité, notre société. A vrai dire, elle n'a nul besoin d'idéal, car elle est bien rassasiée et se contente pleinement des fonctions végétatives. »

Excellente caractéristique de notre société libérale et populiste.

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)

On se demande qui est à présent le plus conséquent : les « populistes », qui continuent à se multiplier et à se prodiguer autour de cette « société », qui la régalent de l'évocation des horreurs du capitalisme « montant », de ce « mal menaçant* », suivant les termes de l'auteur, et qui invitent ses représentants à quitter la fausse route vers laquelle « nous » avons dévié, etc., ou bien les marxistes, qui sont « étroits » au point de se séparer nettement de la société, et jugent nécessaire de faire appel uniquement à ceux qui ne « se contentent » pas et *ne peuvent pas se contenter* des « fonctions végétatives », à ceux pour qui l'idéal est un besoin, et qui ne peuvent s'en passer dans leur vie de tous les jours.

C'est là une mentalité de demoiselle de pensionnat, poursuit l'auteur. Cela

« témoigne d'une corruption profonde de la pensée et du sentiment ... Jamais encore on n'a vu de perversion aussi bien masquée, aussi raffinée, aussi candide et en même temps aussi profonde. Cette perversion est entièrement l'apanage de notre histoire moderne, de la culture bourgeoise [c'est-à-dire du régime bourgeois, ou capitaliste, pour être plus exact. K.T.**], culture née sur le terrain de régime seigneurial, du sentimentalisme nobiliaire, de l'ignorance et de la paresse. La bourgeoisie a apporté dans la vie sa science, son code moral et ses sophismes ».

Il semblerait que l'auteur a de la réalité une notion suffisamment exacte pour comprendre aussi où est la seule issue possible. Si tout le mal vient de notre culture bourgeoise, c'est qu'il ne peut y avoir d'autre « gage de l'avenir » que dans l'« antipode » de cette bourgeoisie, lui seul étant complètement « différencié » d'avec cette « culture bourgeoise » ; lui seul étant hostile, définitivement et sans retour, à cette culture, et incapable de tous ces compromis dans lesquels il est si commode de se tailler des « passe-ports libéraux ».

Mais non. On peut encore se laisser aller à rêver. La « culture » n'est en effet que « mentalité bourgeoise », que perversion. Mais elle est seulement le résultat du vieux

* Qui menace quoi ? les fonctions végétatives ? Loin de les « menacer », le capitalisme promet au contraire les mets les plus raffinés et les plus recherchés.

** K. T. (K. Touline) : V. Lénine. (*N.R.*)

régime seigneurial (l'auteur lui-même n'a-t-il pas avoué tout à l'heure qu'elle a été créée par l'histoire moderne, par cette même histoire qui a anéanti précisément le vieux régime seigneurial ?) et de la paresse ; elle est donc quelque chose de fortuit, sans racines profondes, etc., etc. Viennent ensuite des phrases qui n'ont aucun sens, sinon que l'auteur tourne le dos aux faits et se livre à des rêveries sentimentales, en fermant les yeux sur l'*existence* de « forces opposées ». Ecoutez plutôt :

« Elle (la bourgeoisie) a besoin de les installer (la science, le code moral) en chaire, dans la littérature, dans les tribunaux et dans les autres domaines de la vie. [Nous avons vu plus haut qu'elle *les a déjà installés* dans un « domaine de la vie » aussi profond que la campagne. K.T.] D'abord, elle ne trouve pas pour cela d'hommes assez compétents et se voit obligée de faire appel à des personnes qui ont d'autres traditions. [La bourgeoisie russe qui ne « trouverait pas d'hommes » ? ! Cela ne mérite pas réfutation, d'autant plus que l'auteur va se réfuter lui-même plus loin. K.T.] Ces gens-là [les capitalistes russes ? ! K.T.] manquent de compétence, leurs pas sont peu assurés, leurs mouvements maladroits [ils sont assez « compétents » pour tirer des dix et des cents pour cent de profit ; assez « assurés » pour pratiquer partout le *truck-system*[92] ; assez habiles pour obtenir des droits protecteurs. Pareille fantaisie n'a pu venir qu'à l'esprit de quelqu'un qui n'éprouve pas d'une façon *directe et immédiate* l'oppression que font peser ces hommes, qu'à l'esprit d'un petit bourgeois. K.T.] ; ils s'appliquent à imiter la bourgeoisie européenne ; ils font venir des livres de l'étranger, ils s'instruisent [voilà que l'auteur lui-même doit avouer ce qu'il y a de fantaisiste dans la fable qu'il vient d'inventer : que chez nous la « culture bourgeoise » serait née de l'*ignorance*. Ce n'est pas vrai. C'est *elle*, précisément, qui a donné à la Russie, après la réforme, sa culture intellectuelle, son « instruction ». « Farder la vérité », vouloir montrer l'ennemi impuissant et chancelant sur ses bases, « n'a jamais servi à rien ». K.T.]. Parfois ils regrettent le passé, parfois ils doutent de l'avenir, car ils entendent s'élever des voix disant que la bourgeoisie n'est qu'une insolente parvenue, que sa science ne résiste pas à la critique, et que son code moral ne vaut absolument rien. »

C'est la bourgeoisie russe qui « regretterait le passé » et « douterait de l'avenir » ? ! Allons donc ! Dire que des gens prennent plaisir à se leurrer, à calomnier si démesurément la pauvre bourgeoisie russe, en prétendant qu'elle se serait laissé troubler par des voix sur l'« incompétence de la bourgeoisie » ! N'est-ce pas plutôt l'inverse ? Ne devrait-on pas dire plutôt : ce sont ces « voix » qui ont été

« troublées » quand on les a tancées d'importance ; ce sont elles qui se laissent aller à « douter de l'avenir » ?...

Et ces gens-là jouent encore les étonnés et font semblant de ne pas comprendre pourquoi on les traite de romantiques !

« Cependant, il faut chercher une planche de salut. La bourgeoisie ne demande pas, elle ordonne d'aller travailler sous peine de mort*. Si tu n'y vas pas, tu resteras sans pain. Planté au milieu de la rue, tu seras forcé de crier : « Ayez pitié d'un pauvre capitaine en retraite ! » ou bien tu crèveras tout simplement de faim. Et voilà le travail qui commence, on entend siffler, grincer, et c'est un bruit de ferraille, un tohu-bohu. Travail pressé, qui ne souffre pas de retard. Enfin, le mécanisme est en marche. Les sifflements et le vacarme paraissent s'atténuer, les pièces du mécanisme semblent tourner rond, on ne perçoit que le fracas d'une masse maladroite. Et c'est d'autant plus terrible : les planches ploient davantage, les écrous prennent du jeu, et l'on s'attend à tout voir voler en éclats. »

Ce passage a ceci de caractéristique qu'il donne, avec relief et concision, sous une forme stylisée, le schéma des dissertations que les populistes de Russie aiment à couler dans un moule scientifique. Partant de faits irréfutables montrant l'existence en régime capitaliste de contradictions, de l'oppression, de la misère, du chômage, etc., ils s'efforcent de démontrer que le capitalisme est une chose très mauvaise, « maladroite » (cf. V. V., Kabloukov, *la Question des ouvriers dans l'économie agricole, en partie* M. Nikolaï — on), une masse que l'« on s'attend » à voir voler en éclats.

Nous attendons, voilà des années et des années que nous attendons, et nous constatons que cette force qui ordonne au peuple russe d'aller travailler grandit, devient plus vigoureuse, s'enorgueillit devant l'Europe entière de la puissante Russie créée *par elle*, et se réjouit naturellement de ce qu'on « entend des voix » qui se bornent à proclamer la nécessité d'espérer que « les écrous vont prendre du jeu ».

« La peur glace le cœur des faibles. « Tant mieux », disent les cervaux brûlés. « Tant mieux », répète la bourgeoisie. « Cela nous

* Prenez-en note, lecteur. Quand un populiste dit que chez nous, en Russie, «la *bourgeoisie* ordonne d'aller travailler », c'est une vérité. Mais quand les marxistes disent que c'est le mode de production capitaliste qui domine chez nous, M.V.V. se met à clamer qu'ils veulent « substituer le régime capitaliste au régime démocratique (*sic !!*) ».

permettra de faire venir plus vite de l'étranger une nouvelle machine, de préparer plus vite avec les matériaux de chez nous les plates-formes, les planches et les autres parties grossières ; cela nous permettra de former plus vite d'habiles mécaniciens. » Cependant, la morale de la société se trouve dans l'état le plus déplorable. Quelques-uns prennent goût à cette nouvelle activité et travaillent au-delà du possible ; d'autres restent en arrière et perdent leurs illusions. »

Pauvre bourgeoisie russe ! Elle travaille « au-delà du possible » à s'approprier la plus-value ! Et elle se sent mal à l'aise au point de vue moral ! (N'oubliez pas qu'à la page précédente toute cette morale se ramenait à des fonctions végétatives et à la perversion.) Il est évident qu'il n'y a plus ici aucun besoin de lutter contre cette bourgeoisie — moins encore de mener on ne sait quelle lutte de classe —, il suffit de la gourmander une bonne fois pour qu'elle cesse de se faire violence.

« Cependant, personne — ou presque — ne pense au peuple. Or, d'après les règles de la bourgeoisie, tout se fait pour le peuple et à son profit ; tout homme public, tout écrivain croit de son devoir de disserter sur le bien du peuple... Cette coquetterie libérale l'a emporté sur toutes les autres tendances ; elle est devenue prédominante. En ce *siècle de démocratie*, M. Souvorine n'est pas seul à proclamer hautement son amour du peuple et à dire : « Il y a une chose que j'ai toujours aimée, et je mourrai avec cet amour au cœur, c'est le peuple ; moi-même, je suis sorti du peuple » (ce qui ne prouve absolument rien) ; mais les *Moskovskié Védomosti* elles-mêmes semblent traiter le peuple tout autrement... et prendre soin de son bien-être, naturellement à leur façon. A l'heure actuelle, il ne reste plus un seul organe de presse pareil à la défunte *Viest*[93], c'est-à-dire ouvertement hostile au peuple. Mais l'hostilité ouverte était préférable, puisque alors l'ennemi était visible comme dans le creux de la main : on voyait par quel côté il était un imbécile, et par quel côté il était un filou. Aujourd'hui, tous sont à la fois amis et ennemis ; tout s'est confondu dans un pêle-mêle général. Le peuple, selon Ouspenski, est comme entouré d'un brouillard qui pousse l'homme sans expérience hors du droit chemin et de la raison. Auparavant, il ne voyait devant lui que franche illégalité. Et maintenant on lui dit qu'il est aussi libre que le grand propriétaire foncier, qu'il conduit lui-même ses affaires, qu'on le tire de son néant et qu'on le fait voler de ses propres ailes. En réalité, toute cette sollicitude est enveloppée dans un tissu, ténu mais tenace, de mensonges et d'hypocrisies. »

Ce qui est vrai est vrai !

« Tout le monde ne s'occupait pas alors de l'organisation de caisses de prêt et d'épargne, qui encouragent les koulaks et laissent les vrais pauvres sans crédit. »

On pourrait croire, à première vue, que l'auteur, comprenant le caractère bourgeois du crédit, rejettera résolument ces mesures bourgeoises. Mais le trait essentiel et distinctif du petit bourgeois, c'est de lutter contre l'esprit bourgeois par les moyens de la société bourgeoise elle-même. Aussi l'auteur, comme tous les populistes en général, cherche-t-il à *corriger* l'activité de la bourgeoisie en réclamant des crédits plus larges, des crédits pour les vrais pauvres !

« ... on ne parlait pas de la nécessité d'une culture intensive, à laquelle le repartage des champs et la commune rurale (?) font obstacle ; on n'insistait pas sur la capitation trop lourde et l'on passait sous silence les contributions indirectes et le fait que l'impôt sur le revenu se transforme généralement, dans la pratique, en impôt frappant ces mêmes paysans pauvres ; on ne parlait pas de la nécessité d'un crédit foncier qui permettrait aux paysans d'acheter des terres aux grands propriétaires fonciers à des prix excessivement élevés, etc... Il en est de même dans la société : le peuple compte, là aussi, tant d'amis qu'on en reste éberlué... C'est à croire qu'on entendra bientôt les prêteurs sur gage et les cabaretiers parler de leur amour du peuple. »

Cette protestation contre l'esprit bourgeois est magnifique, mais les conclusions sont mesquines : la bourgeoisie règne dans la vie, comme dans la société. Il semblerait qu'il faille donc tourner le dos à la société et aller à l'antipode de la bourgeoisie.

Mais non, il faut faire de la propagande en faveur des crédits pour « les vrais pauvres » !

« Résoudre la question de savoir qui, de la littérature ou de la société, est le plus responsable de cette triste situation, est chose malaisée et d'ailleurs parfaitement inutile. On dit que le poisson pourrit par la tête, mais je n'attache aucun prix à cette observation purement culinaire. »

La société bourgeoise se décompose, telle est donc la pensée de l'auteur. Soulignons que c'est là justement le point de départ des marxistes.

« Cependant que nous flirtons avec la campagne et lui faisons les yeux doux, la roue de l'histoire tourne, les forces de la nature agissent ; en termes plus simples et plus nets, toutes sortes de forbans s'accrochent en parasites à la vie et la transforment à leur façon. Pendant que la littérature discutera sur la campagne, sur la sérénité d'âme du paysan et son manque de savoir ; pendant que les publicistes useront des seaux d'encre pour traiter de la commune et des

formes de la propriété foncière ; pendant que la commission du fisc continuera à discuter de la réforme fiscale, la campagne aura le temps de se ruiner complètement. »

Tiens, tiens ! « Pendant que nous parlons, la roue de l'histoire tourne, les forces de la nature agissent. »

Quel chahut vous auriez déchaîné, mes amis, si j'avais dit cela moi-même !

Lorsque les marxistes parlent de la « roue de l'histoire » et des « forces de la nature », en expliquant en même temps avec précision que ces « forces de la nature » sont celles de la bourgeoisie en voie de développement, MM. les populistes préfèrent passer sous silence la question de savoir si la montée de ces « forces de la nature » est un fait exact et s'il est exactement apprécié, et ils vous déblatèrent un tas d'âneries au sujet des « mystiques » et des « métaphysiciens » qui osent parler de la « roue de l'histoire » et des « forces de la nature ».

La seule différence entre cet aveu bien net d'un populiste et les thèses ordinaires des marxistes, différence fort importante d'ailleurs, c'est que, pour le populiste, ces « forces de la nature » se ramènent à des « forbans » qui « s'accrochent en parasites à la vie », tandis que, pour un marxiste, elles sont incarnées dans la *classe* bourgeoise qui est le produit et l'expression de la « vie » sociale représentant une formation sociale capitaliste, et ne « s'accrochent pas en parasites à la vie » par hasard ou du dehors. N'examinant que d'une manière superficielle les crédits, impôts, formes de propriété foncière, redistribution des terres, améliorations, etc., le populiste ne peut voir les racines profondes poussées par la bourgeoisie dans les rapports de production russes ; il se berce donc de l'illusion enfantine d'avoir affaire à des « forbans ». Comme de juste, de *ce* point de vue, on ne comprend absolument pas ce que vient faire ici la lutte des classes, puisqu'il s'agit seulement d'éliminer des « forbans ». Aux nombreux et pressants rappels des marxistes relatifs à cette lutte, MM. les populistes opposent tout naturellement le silence incompréhensif de gens qui ne voient pas de classe, mais seulement des « forbans ».

Contre une classe ne peut lutter qu'*une autre classe* qui soit déjà, de toute nécessité, pleinement « différenciée » d'avec son ennemie et entièrement opposée à elle. Tandis

que, pour lutter contre des « forbans », il va de soi qu'il suffit de la police ou, à la rigueur, de la « société » et de l'« Etat ».

Mais nous verrons bientôt quels sont ces « forbans », d'après la caractéristique qu'en donne le populiste lui-même. Nous verrons jusqu'où plongent leurs racines, et combien vastes sont leurs fonctions sociales.

Puis, après le passage cité, consacré aux « amis passifs du peuple », l'auteur enchaîne :

« C'est quelque chose de pire que la neutralité armée en politique, pire parce qu'ici, c'est toujours au plus fort qu'on prête une aide efficace. Quelque sincères que soient les sentiments de l'ami passif, si calme et modeste que soit la situation qu'il s'efforce d'occuper dans l'arène de la vie, il nuira néanmoins à ses amis... »

« ... Pour des gens au caractère plus ou moins intègre, qui aiment sincèrement le peuple*, un tel état de choses finit par les rebuter. Ils éprouvent de la honte et de la répugnance à entendre ces interminables et doucereuses déclarations d'amour qui se renouvellent chaque année, de jour en jour, et dans les bureaux, et dans les salons mondains, et dans les tavernes, autour d'une bouteille de Clicquot, sans jamais se muer en action. Voilà pourquoi ils arrivent finalement à rejeter en bloc tout ce bric-à-brac. »

Cette caractéristique de l'attitude des anciens populistes russes à l'égard des libéraux pourrait presque entièrement s'appliquer à l'attitude des marxistes envers les populistes d'aujourd'hui. Les marxistes, eux aussi, trouvent « répugnant » d'entendre parler de porter secours « au peuple » par des crédits, des achats de terre, des améliorations techniques, des artels, des labours en commun**, etc. Eux aussi imposent aux gens désireux d'être... non pas avec le « peuple », non, mais avec ceux à qui la bourgeoisie ordonne d'aller travailler, le « rejet en bloc » de tout ce bric-à-brac libéralo-populiste. Ils trouvent que c'est une hypocrisie « répugnante » que de disserter sur le choix des voies à suivre pour la Russie, sur les calamités entraînées

* Combien vagues apparaissent ici les traits qui les distinguent des « amis passifs » ! Ceux-là aussi peuvent avoir un caractère « intègre » et, sans aucun doute, ils « aiment le peuple » « sincèrement ». De ce rapprochement il ressort avec évidence qu'il faut opposer aux passifs ceux qui prennent part à la lutte des *forces sociales* « opposées ». *Hier liegt der Hund begraben* (c'est là que gît le lièvre.—*N.R.*)

** M. Ioujakov, *Rousskoïé Bogatstvo*, 1894, n° 7.

par le capitalisme « menaçant », sur les « besoins de l'industrie populaire », alors que le capital règne dans toutes les branches de cette industrie populaire et que s'affrontent sourdement les intérêts, alors qu'il faut non pas masquer la lutte, mais la dévoiler, non pas rêver : « mieux vaudrait se passer de la lutte »*, mais *développer* la lutte pour la rendre plus vigoureuse, plus suivie, plus conséquente et, surtout, plus riche sur le plan idéologique.

« C'est bien pourquoi l'on voit finalement apparaître certains commandements civiques, certaines exigences catégoriques d'honnêteté, exigences sévères et parfois même strictes, ce qui leur vaut surtout l'inimitié de nos libéraux de grand style, amateurs des vastes étendues ténébreuses et oublieux de l'origine logique de ces exigences. »

Excellent ! Ce qu'il faut précisément, ce sont des exigences « sévères » et « strictes ».

Le malheur est que toutes ces belles intentions des populistes restent dans le domaine des « vœux pieux ». Bien qu'ils aient eu conscience de la nécessité de ces exigences, et disposé d'un délai largement suffisant pour les réaliser, ils ne les ont pas élaborées jusqu'à ce jour. Ils se sont toujours confondus avec la société libérale russe par toute une série de transitions, et ils continuent à se confondre avec elle jusqu'à présent**.

Qu'ils s'en prennent donc à eux-mêmes si les marxistes formulent maintenant *contre* eux des exigences véritablement très « sévères » et très « strictes », leur demandant *exclusi-*

---

* Expression de M. Krivenko (*Rousskoïé Bogatstvo*, 1894, n° 10) en réponse aux paroles de M. Strouvé sur « l'âpre lutte des classes sociales ».

** Quelques populistes naïfs ne comprenant pas, dans leur simplicité, qu'ils se condamnent eux-mêmes, vont jusqu'à s'en vanter : « Nos intellectuels en général, et notre littérature en particulier, écrit M. V. V. *contre* M. Strouvé, même les représentants des courants les plus bourgeois, portent, pour ainsi dire, une empreinte populiste. » (*Nédélia*, 1894, n° 47, p. 1506.)

De même que, dans la vie, le petit producteur se confond, par une série de transitions insensibles, avec la bourgeoisie, ainsi en littérature les vœux pieux des populistes deviennent un « passeport libéral » pour les hommes à fonctions végétatives, pour les écumeurs de marmite, etc.

vement de servir *exclusivement* une classe (celle notamment qui s'est « différenciée d'avec la vie »), de servir son développement autonome et sa pensée indépendante, de rompre complètement avec l'« honnêteté » « civique » des « honnêtes » bourgeois russes.

« Si stricts que soient, en effet, ces commandements dans le détail, il n'y a en tout cas rien à dire contre cette exigence générale : « De deux choses l'une : ou bien soyez de vrais amis, ou bien devenez des ennemis déclarés ! »

Un processus historique d'une très grande portée intervient actuellement : la formation d'un tiers état. Nous assistons à un choix des représentants d'une nouvelle force sociale qui s'apprête à diriger la vie, et à l'organisation de cette force. »

Elle ne fait que « s'apprêter » ? Et qui donc « dirige » ? Quelle est cette autre « force sociale » ?

Ne serait-ce point celle qui s'est manifestée dans les journaux à la *Viest* ? Impossible. Nous ne sommes pas en 1894, mais en 1879, à la veille de la « dictature du cœur » [94], quand, selon le signataire de l'article, « on montre du doigt dans la rue les conservateurs extrêmes », et on en « rit à gorge déployée ».

Ne serait-ce point le « peuple », les travailleurs ? — Tout l'article cité donne une réponse négative.

Peut-on encore dire, après cela, que cette force « s'apprête à diriger » ? ! Non, il y a beau temps qu'elle s'est « apprêtée », il y a beau temps qu'elle « dirige ». Seuls les populistes « s'apprêtent » encore à choisir les meilleures voies pour la Russie, et ils continueront sans doute à s'apprêter jusqu'au jour où le développement logique des contradictions de classe refoulera, jettera par-dessus bord tous ceux qui s'en écartent.

« Ce processus, qui a commencé en Europe beaucoup plus tôt que chez nous, est venu à son terme dans un grand nombre d'Etats* ; en d'autres, il est encore retardé par des survivances du féodalisme et

* Et qu'est-ce que cela veut dire : « est venu à son terme » ? Peut-être qu'on en voit déjà la fin, que déjà une « nouvelle force » s'organise ? Mais alors, chez nous également, elle touche à son terme. Ou que le tiers état ne s'y crée plus ? C'est faux, parce que là aussi il existe encore de petits producteurs qui donnent naissance à une poignée de bourgeois et à une masse de prolétaires.

par l'opposition des classes ouvrières ; mais ici encore la roue de l'histoire broie, chaque année davantage, ces survivances et aplanit la voie pour l'avènement d'un régime nouveau. »

Voilà à quel point nos populistes ne comprennent pas le mouvement ouvrier d'Europe occidentale ! Celui-ci, voyez-vous, « retarde » le capitalisme, et on le considère, à l'égal du féodalisme, comme une « survivance » !

C'est là une preuve évidente que nos populistes sont incapables de comprendre, non seulement pour la Russie mais encore pour l'Occident, comment on peut lutter contre le capitalisme, non pas en « retardant » son développement, mais en l'accélérant, non pas par derrière mais par devant, non pas d'une façon réactionnaire, mais d'une façon progressive.

« Dans ses traits généraux, ce processus consiste en ceci : il se forme entre la noblesse et le peuple une nouvelle couche sociale composée d'éléments descendus d'en haut et d'éléments montés d'en-bas, et qui semblent avoir, si l'on peut s'exprimer ainsi, le même poids spécifique ; ces éléments se soudent étroitement, s'agrègent, subissent un profond changement interne et commencent à modifier les couches supérieure et inférieure, en les adaptant à leurs propres besoins. Ce processus est par lui-même d'un haut intérêt, mais il a surtout une importance capitale pour nous. Nous voyons surgir à ce propos toute une série de questions : la domination du tiers état constitue-t-elle une étape fatale et inéluctable de la civilisation de chaque peuple ?... »

Qu'est-ce que c'est que ce galimatias ? ! D'où vient cette « fatalité inéluctable » et qu'a-t-elle à voir ici ? L'auteur lui-même n'a-t-il pas décrit et ne va-t-il pas décrire plus loin avec encore plus de détails la domination du tiers état *chez nous*, dans la sainte Russie, au cours des années 70 ?

L'auteur fait évidemment appel aux arguments théoriques derrière lesquels se retranchaient les représentants de notre bourgeoisie.

Voyons, n'est-ce pas être un esprit rêveur et superficiel que de prendre ces élucubrations pour argent comptant ? de ne pas comprendre que, derrière ces dissertations « théoriques », se trouvent des *intérêts*, les intérêts de la société dont on vient de donner une si juste appréciation, les intérêts de la bourgeoisie ?

Seul un romantique peut penser qu'il est possible de combattre les intérêts à coups de syllogismes.

« ... l'Etat ne pourrait-il pas passer directement d'une étape à l'autre sans faire les sauts périlleux, que voient à tout instant dans leurs rêves les philistins trop prévoyants, et sans écouter les fatalistes qui ne voient dans l'histoire qu'un ordre fatal rendant la domination du tiers état aussi inéluctable pour l'Etat que la vieillesse ou la jeunesse le sont pour l'homme ?... »

Voilà donc avec quelle profondeur nos populistes conçoivent la réalité russe ! Si l'Etat contribue au développement du capitalisme, ce n'est pas parce que la bourgeoisie possède la force matérielle nécessaire pour « envoyer travailler » le peuple et orienter la politique à son profit. Pas du tout. C'est simplement parce que les professeurs Vernadski, Tchitchérine, Mendéléïev, etc., s'en tiennent aux fausses théories sur l'ordre « fatal », et que l'Etat leur « obéit ».

« ... ne pourrait-on pas enfin atténuer les côtés négatifs de l'ordre qui s'instaure, le modifier de quelque manière ou abréger la durée de sa domination ? L'Etat est-il vraiment une chose si inerte, sans force ni volonté, incapable d'influer sur son propre sort et de le modifier ? Est-il vraiment une sorte de toupie lancée par la Providence, qui se meut uniquement par un chemin déterminé, pendant un certain temps seulement, et ne fait qu'une certaine quantité de tours, ou bien une sorte d'organisme doué d'une volonté limitée ? Est-il vraiment dirigé par une sorte de gigantesque roue de fonte, prête à écraser le téméraire qui ose explorer les voies les plus courtes conduisant au bonheur humain ? ! »

C'est là un passage extrêmement caractéristique, et qui montre de toute évidence la nature *réactionnaire*, *petite-bourgeoise*, de la représentation des intérêts des producteurs immédiats, donnée dans le passé et aujourd'hui encore par les populistes russes. Hostiles au capitalisme, les petits producteurs représentent une classe de transition, confinant à la bourgeoisie ; ils sont donc hors d'état de comprendre que le grand capitalisme qui les rebute n'est pas une chose accidentelle, mais un produit direct de l'ensemble de l'actuel régime économique (et social, et politique, et juridique), issu de la lutte de forces sociales opposées. Seule la méconnaissance de ce fait a pu conduire à cette absurdité absolue qu'est l'appel adressé à

l'« Etat », comme si l'ordre politique n'avait pas ses racines dans l'ordre économique, comme s'il n'expliquait pas ce dernier et ne le servait pas.

L'Etat serait-il vraiment quelque chose d'inerte ? interroge le petit producteur désolé de voir que, par rapport à *ses* intérêts à lui, l'Etat est en effet singulièrement inerte.

Non, pourrions-nous lui répondre, l'Etat n'est en aucune façon une chose inerte, il agit toujours et se montre très énergique, toujours actif et jamais passif. L'auteur lui-même a caractérisé, à la page précédente, cette activité intense, son caractère bourgeois, ses fruits naturels. Son tort, c'est qu'il ne veut pas voir de rapport entre ce caractère de son activité et l'organisation capitaliste de l'économie sociale russe. Voilà pourquoi il est à ce point superficiel.

L'Etat serait-il vraiment une toupie, une roue de fonte ? demande le *Kleinbürger**, en voyant que la « roue » tourne tout autrement qu'il ne le voudrait.

Oh non, pourrions-nous lui répondre, ce n'est pas une toupie ni une roue, ce n'est pas une loi du fatum, ni la volonté de la Providence : des « individus vivants » la poussent à travers « une succession d'obstacles »** (comme, par exemple, la résistance des producteurs immédiats ou des représentants de la vieille noblesse), des « individus vivants » appartenant, précisément, à la force sociale qui a l'avantage. Aussi, pour faire tourner la roue en sens inverse, faut-il, si l'on veut faire face aux « individus vivants » (c'est-à-dire aux éléments sociaux qui ne ressortissent pas à une quelconque activité idéologique, mais traduisent directement des intérêts économiques immédiats), s'adresser à d'autres « individus vivants » ; pour faire face à une classe, il faut s'adresser à une autre classe. Les bons et pieux souhaits de trouver « les voies les plus courtes » ne suffisent pas en l'occurrence ; il faut, pour cela, « chan-

---

* Le petit bourgeois. (*N.R.*)

** M. Mikhaïlovski, chez M. Strouvé, p. 8 : « L'individu vivant, avec toutes ses pensées et tous ses sentiments, devient à ses risques et périls un facteur de l'histoire. C'est lui, et non pas quelque force mystique, qui assigne des buts à l'histoire et y pousse les événements à travers une succession d'obstacles suscités par les forces élémentaires de la nature et des conditions historiques. »

ger le rapport des forces entre les classes » ; il faut se faire l'idéologue non pas du producteur immédiat placé à l'écart de la lutte, mais de celui qui est au plus fort de la bataille et qui est définitivement « différencié d'avec la vie » de la société bourgeoise. C'est la *seule* et, par suite, la plus courte « voie conduisant au bonheur humain » ; en empruntant cette voie, on peut arriver non seulement à atténuer les côtés négatifs du régime actuel, à en abréger la durée par un développement plus rapide, mais à y mettre fin une fois pour toutes en faisant tourner la « roue » (non plus des forces de l'Etat, mais des forces sociales) dans un tout autre sens.

...« Ce qui nous intéresse, c'est uniquement le processus d'organisation du tiers état, et même seulement les gens qui, issus des milieux populaires, rejoignent ses rangs. Ces gens sont très importants : ils remplissent des fonctions sociales d'une extrême importance, et c'est d'eux que dépend directement la force du régime bourgeois. Aucun pays où cet ordre a été établi n'a pu se passer d'eux. S'ils n'existent pas ou s'ils sont trop peu nombreux dans un pays, il faut les susciter dans le peuple ; il faut créer dans la vie populaire les conditions susceptibles d'aider à leur naissance, à leur formation ; il faut enfin les protéger et activer leur croissance jusqu'à ce qu'ils aient pris des forces. Nous nous trouvons ici en présence d'une intervention directe, dans les destinées de l'histoire, des personnes les plus énergiques, qui font servir à leurs intérêts les circonstances et chaque moment propice. Les circonstances consistent principalement dans la nécessité d'un progrès industriel (substituer à la production artisanale la manufacture et à la manufacture la fabrique, remplacer un mode de culture des champs par un autre, plus rationnel), sans quoi un Etat dont la population a atteint un certain degré de densité et dont les rapports internationaux sont assez développés ne peut vraiment subsister ; ces circonstances consistent aussi en des conflits politiques et moraux, dus à des facteurs économiques de même qu'au progrès des idées. Ce sont ces modifications impérieuses dans la vie de l'Etat que les gens habiles rattachent généralement à leur propre personne et à un certain régime, lequel serait susceptible, sans nul doute, d'être remplacé et peut toujours l'être par un autre s'il vient d'autres hommes qui se montrent plus intelligents et plus énergiques qu'ils ne l'étaient jusque-là. »

Force est donc à l'auteur d'avouer que la bourgeoisie remplit des « fonctions sociales importantes », fonctions que l'on pourrait en somme définir ainsi : s'assujettir le travail du peuple, le diriger et en augmenter la productivité. Force est à l'auteur de voir que le « progrès » écono-

mique « dépend » effectivement de ces éléments, c'est-à-dire que notre bourgeoisie apporte véritablement avec elle le progrès économique, ou plutôt technique.

Et c'est là que commence la différence capitale entre l'idéologue du petit producteur et le marxiste. Le populiste explique ce *fait* (que la bourgeoisie marche de pair avec le progrès) en disant que les « gens habiles » « font servir à leurs intérêts les circonstances et chaque moment propice ». En d'autres termes, il croit que c'est là l'effet du hasard, et il en conclut avec une hardiesse naïve : « Sans nul doute ces gens peuvent toujours (!) être remplacés par d'autres » qui, eux aussi, apporteront le progrès, mais un progrès non bourgeois.

Le marxiste explique ce fait par les rapports sociaux des hommes dans la production des valeurs matérielles, rapports qui s'établissent dans l'économie marchande, font du travail une marchandise, l'assujettissent au capital et élèvent sa productivité. Il voit là, non pas un hasard, mais le produit nécessaire de l'organisation capitaliste de notre économie sociale. Aussi ne voit-il pas l'issue dans les vains propos sur ce que « peuvent, sans nul doute », faire des gens qui remplaceront les bourgeois (car il s'agit d'abord de les « remplacer », et pour cela les paroles ou les appels à la société et à l'Etat ne suffisent pas encore), mais dans le développement des contradictions de classe d'un régime économique donné.

Chacun comprend que ces deux interprétations sont diamétralement opposées, et que deux systèmes d'action s'en dégagent qui s'excluent l'un l'autre. Le populiste, pour qui la bourgeoisie est un phénomène fortuit, n'aperçoit pas les liens qui la rattachent à l'Etat et, avec la crédulité d'un « naïf moujik », demande du secours à celui-là même qui défend précisément les intérêts de cette bourgeoisie. Son activité se réduit à cette activité libérale officielle, scrupuleuse et modérée, qui s'identifie à la philanthropie, car elle ne touche pas sérieusement aux « intérêts », qui n'en ont rien à redouter. Le marxiste met fin à cette confusion ; il dit qu'il ne saurait y avoir de « gage de l'avenir » en dehors de l'« âpre lutte des classes ».

On conçoit de même que, si ces différences dans les systèmes d'action se dégagent directement et nécessairement

de la différence entre les *interprétations* de la domination de notre bourgeoisie, le marxiste, lui, se borne, dans les *discussions théoriques*, à démontrer que la bourgeoisie (étant donné l'organisation actuelle de l'économie sociale) est nécessaire et inévitable (c'est bien ce que fait le livre de M. Strouvé). Et si le populiste, éludant ces différents modes d'interprétation, se laisse aller à disserter sur l'hégélianisme et sur la « cruauté envers l'individu »*, ce n'est là qu'une preuve patente de son impuissance.

« L'histoire du tiers état en Europe occidentale est extrêmement longue... Nous n'allons certes pas répéter toute cette histoire chez nous, quoi qu'en dise la doctrine des fatalistes ; les représentants éclairés de notre tiers état n'useront sans doute pas non plus, pour atteindre leurs buts, de tous les moyens dont on usait auparavant ; ils n'en retiendront que les plus appropriés, ceux qui sont conformes aux circonstances de temps et de lieu. Pour enlever la terre aux paysans et créer un prolétariat industriel, ils n'useront certes pas de la force militaire brutale ou d'une révision non moins brutale des domaines... »

« Ils n'useront pas »... ? ! ! Les théoriciens d'un optimisme doucereux sont vraiment les seuls chez qui l'on puisse trouver à la fois cet oubli volontaire des *faits* passés et présents, qui ont déjà dit leur « oui », et cette espérance teintée de rose qu'à l'avenir ce sera certainement « non ». C'est là un mensonge, bien sûr.

« ... mais ils s'appliqueront à détruire la propriété foncière communale, à créer les gros fermiers, une classe peu nombreuse de paysans aisés**, et en général ils useront de moyens tels que l'économiquement faible périra de lui-même. Ils ne vont pas créer maintenant des corps de métier, mais organiseront des associations de crédit, des associations pour l'achat de matières premières, des coopératives de consommation et de production qui, promettant le bonheur général, ne feront qu'aider les plus forts à le devenir davantage, et les plus faibles à s'affaiblir encore. Ils ne solliciteront pas de juridiction patrimoniale, mais une loi tendant à encourager l'assiduité au travail, la sobriété et l'instruction, toutes choses où seule s'emploiera la jeune bourgeoisie, car la masse continuera à s'enivrer, restera ignorante et travaillera pour autrui. »

---

* M. Mikhaïlovski, *Rousskoïé Bogatstvo*, 1894, n° 10.

** Cela se réalise fort bien même sans la destruction de la commune, qui n'empêche nullement la différenciation de la paysannerie, ainsi que l'a établi la statistique des zemstvos.

Comme elles sont bien définies ici, toutes ces associations de crédit, d'achat de matières premières, et autres sociétés, toutes ces mesures tendant à encourager l'assiduité au travail, la sobriété et l'instruction, ce pour quoi la presse libéralo-populiste actuelle, y compris le *Rousskoïé Bogatstvo*, montre une si touchante sollicitude. Il ne reste au marxiste qu'à souligner ce qui vient d être dit, à convenir entièrement qu'en vérité *tout cela n'est pas autre chose que la représentation des intérêts du tiers état*, et que, par suite, les gens qui s'en préoccupent ne sont pas autre chose que de *tout petits bourgeois*

Ce passage est une réponse suffisante aux populistes actuels qui, du fait que les marxistes vouent au mépris les mesures de ce genre, en concluent qu'ils veulent demeurer « spectateurs » et entendent rester les bras croisés. Assurément, les marxistes ne se mêleront jamais à l'activité bourgeoise ; pour elle, ils resteront toujours des « spectateurs ».

« Le rôle de cette classe (d'hommes issus du peuple, de la petite bourgeoisie), qui forme les postes de guet, la ligne de tirailleurs et l'avant-garde de l'armée bourgeoise, a malheureusement très peu occupé les historiens et les économistes, alors que son rôle, nous le répétons, est extrêmement important. Lorsqu'on détruisait la commune rurale et qu'on enlevait la terre à la paysannerie, ce n'était pas seulement l'œuvre des lords et des chevaliers, mais aussi celle de gens du même bord, c'est-à-dire eux aussi issus du peuple, doués par surcroît d'un bon sens pratique et d'une échine souple, jouissant des faveurs du maître, ayant pêché dans une eau trouble ou acquis à force de pillage un certain capital, tous éléments auxquels les castes supérieures et la législation tendaient la main. On les qualifiait d'éléments du peuple les plus laborieux, les plus doués et les plus sobres... »

Cette analyse est très juste en ce qui concerne les faits. La terre, effectivement, a été enlevée aux paysans surtout par des « gens du même bord », des petits bourgeois. Mais ce fait n'est pas suffisamment compris par les populistes. Ils ne distinguent pas entre les deux classes antagonistes, les féodaux et la bourgeoisie, les représentants de la « vieille formation nobiliaire » et de la « nouvelle formation bourgeoise », entre les différents systèmes d'organisation économique ; ils ne discernent pas la valeur progressive de cette classe-ci par rapport à celle-là. Voilà un premier point. En second lieu, ils attribuent le développement de la

bourgeoisie au pillage, à la ruse, à la servilité, etc., et ils ne voient pas que, sous le régime de la production marchande, la petite exploitation transforme en petit bourgeois le paysan le plus sobre, le plus laborieux : il se fait des « épargnes », que les rapports ambiants convertissent en *capital*. Lisez à ce sujet ce que disent des industries artisanales et de l'économie paysanne nos littérateurs populistes.

« ... Ce n'est même pas une ligne de tirailleurs et une avant-garde ; c'est le gros de l'armée bourgeoise, les troupiers de ligne réunis en détachements commandés par des officiers supérieurs et d'état-major, par des chefs d'unités et un état-major général, composé de publicistes, d'orateurs et de savants*. Faute d'une telle armée, la bourgeoisie ne pourrait rien faire. Est-ce que les landlords anglais, qui comptent à peine 30 000 personnes, seraient à même de diriger, sans les fermiers, une masse affamée de plusieurs dizaines de millions d'hommes ? ! Le fermier, c'est, au point de vue politique, un soldat ayant fait ses preuves et, au point de vue économique, une petite cellule expropriatrice... A la fabrique, le rôle des fermiers est tenu par les contremaîtres et les contremaîtres-adjoints, qui sont très bien payés non seulement parce qu'ils font un travail plus qualifié, mais aussi parce qu'ils surveillent les ouvriers, quittent les derniers la machine, empêchent les ouvriers de réclamer une augmentation de salaire ou la réduction des heures de travail, et offrent aux patrons la possibilité de dire en les désignant : « Voyez combien nous payons ceux qui travaillent et nous sont utiles. » Il est aussi tenu par les boutiquiers, qui sont en rapports très étroits avec les patrons et l'administration de l'usine, par les commis, les surveillants de toute sorte et tout ce menu fretin qui a encore un peu de sang ouvrier dans ses veines, mais dans l'âme de qui le capital s'est déjà impatronisé sans réserve. [Tout à fait juste ! K.T.] Certes, ce que nous voyons en Angleterre, on peut le voir et en France, et en Allemagne et dans d'autres pays. [Tout à fait juste ! En Russie de même. K.T.] Il n'y a peut-être que les détails qui varient selon les cas ; et encore, eux-mêmes restent inchangés pour la plupart. Après avoir, à la fin du siècle dernier, triomphé de la noblesse, ou plutôt profité de la victoire populaire, la bourgeoisie française a dégagé du peuple la petite bourgeoisie, laquelle a aidé à dépouiller le peuple, l'a dépouillé elle-même et l'a livré aux aventuriers... Tandis que, dans la littérature, on chantait des hymnes au peuple français, dont on exaltait la grandeur, la générosité d'âme et l'amour de la liberté ; tandis que tout cet encens entourait la France d'un nuage vaporeux, le chat bourgeois dévorait le poulet, et il l'a dévoré presque en entier, en ne laissant au peuple

* Il faudrait ajouter : d'administrateurs, de bureaucrates. Autrement, les indications concernant l'effectif de l'« état-major général » ont le défaut d'être incomplètes au possible, surtout étant donné les conditions existant en Russie.

que les os. La fameuse propriété terrienne du peuple s'est révélée microscopique, elle se mesure en mètres et, souvent, ne peut même pas supporter le poids des impôts... »

Arrêtons-nous là.

D'abord, il serait intéressant de demander aux populistes qui, chez nous, « a profité de la victoire remportée sur le servage », sur la « vieille formation nobiliaire ». Ce n'est certes pas la bourgeoisie. Que se passait-il au sein du « peuple », pendant que « la littérature chantait des hymnes » — mentionnés tout à l'heure par l'auteur — au peuple, à l'amour du peuple, à sa grandeur d'âme, aux qualités et vertus communautaires, à « la faculté d'adaptation sociale réciproque et l'activité solidaire » au sein de la communauté rurale ; pendant qu'on disait que la Russie entière n'était qu'une vaste coopérative ; que la communauté rurale était « tout ce qu'il y a dans la pensée et dans les actes du monde rural », etc., etc., etc. ; hymnes qui se chantent encore (quoiqu'en sourdine) dans les colonnes de la presse libérale et populiste ? Certes, on n'enlevait pas les terres à la paysannerie ; le chat bourgeois ne dévorait pas le poulet, il ne l'a pas dévoré presque en entier ; la « fameuse propriété terrienne du peuple » ne s'est pas « révélée microscopique », on n'y voyait pas les paiements excéder les recettes*. Non, seuls les « mystiques et les métaphysiciens » sont capables de l'affirmer, de considérer cela comme un fait acquis, de prendre ce fait pour point de départ de leurs jugements sur nos affaires et de leur activité qui vise, non point à rechercher « d'autres voies pour la patrie », mais à travailler dans la voie capitaliste existante, déjà parfaitement définie.

En second lieu, il est intéressant de comparer la *méthode* de l'auteur à la *méthode* des marxistes. Des raisonnements concrets permettront, bien mieux que des idées abstraites, de saisir la différence. Pourquoi l'auteur dit-il qu'à la fin du siècle dernier la bourgeoisie française a triomphé de la noblesse ? Pourquoi une activité qui fut principalement et presque exclusivement celle d'intellectuels est-elle appelée bourgeoise ? Et puis, n'était-ce pas le gouvernement qui reprenait la terre à la paysannerie, la grevait d'impôts ex-

* Et pas seulement « souvent », comme en France, mais en règle générale. A noter que l'excédent n'atteint pas seulement des dix, mais des cent pour cent.

cessifs, etc. ? Enfin, ces personnages ne parlaient-ils pas de l'amour du peuple, de l'égalité et du bonheur général, comme le faisaient et le font encore les libéraux et les populistes russes ? Dès lors, peut-on voir dans tout cela uniquement la « bourgeoisie » ? N'est-elle pas trop « stricte », cette façon de voir qui ramène les mouvements politiques et idéologiques à la *Plusmacherei** ? Vous voyez bien que c'est de ces mêmes questions qu'on accable les marxistes russes quand ils parlent de façon analogue de notre réforme paysanne (dans laquelle ils ne voient que des différences de « détail ») et, en général, de la Russie après l'abolition du servage. Je le répète, je ne parle pas ici de la justesse pratique de notre point de vue, mais de la *méthode* employée dans ce cas par le populiste. Ce qui lui sert de *critère*, ce sont les résultats (« il s'est révélé » que la propriété foncière du peuple était microscopique, que le chat « dévorait » et « a dévoré » le poulet) et, de plus, exclusivement les *résultats* économiques.

On se demande pourquoi il applique cette *méthode* seulement à l'égard de la France, et ne veut pas l'utiliser pour la Russie. Pourtant, la méthode doit être partout la même. Si, en France, derrière l'activité du *gouvernement* et des *intellectuels*, vous cherchez des *intérêts*, pourquoi *ne* les *cherchez-vous pas* quand il s'agit de la Sainte Russie ? Si, *là-bas*, vous prenez pour critère la nature de la propriété foncière du peuple telle qu'elle « *s'est révélée* », pourquoi, *ici*, prenez-vous pour critère sa nature telle qu'elle « pourrait » se révéler ? Si, là-bas, étant donné que « le chat dévore le poulet », les phrases sur le peuple et sur sa grandeur d'âme vous inspirent un dégoût justifié, pourquoi, *ici*, ne tournez-vous pas le dos comme aux philosophes bourgeois, à ceux qui sont capables de parler de la « faculté d'adaptation sociale réciproque », des « tendances communautaires du peuple », des « *besoins de l'industrie populaire* », et autres balivernes semblables, alors qu'il existe incontestablement chez nous, comme vous le reconnaissez vous-même, « un chat qui dévore » ?

Voici la seule réponse à faire : parce que vous êtes l'idéologue de la petite bourgeoisie ; parce que vos idées, c'est-

* La chasse au profit, l'esprit de lucre. (*N.R.*)

à-dire les idées populistes en général, et non celles de Pierre, Paul ou Jacques, loin d'être le produit de la pensée « pure »* reflètent les intérêts et les points de vue du petit producteur.

« Un exemple particulièrement instructif pour nous à cet égard est celui de l'Allemagne qui, tout comme nous, a connu tardivement la réforme bourgeoise et qui, par conséquent, a profité de l'expérience des autres nations, dans un sens négatif, bien entendu, et non positif. » La composition de la paysannerie en Allemagne, dit l'auteur en paraphrasant Vassiltchikov, n'était pas homogène : les paysans étaient divisés, quant à leurs droits et leur propriété, d'après l'étendue de leur lot. Tout ce processus a amené la formation d'une « aristocratie paysanne », d'une « caste de petits propriétaires terriens sans origine noble », la transformation de la masse « des paysans-propriétaires en manœuvres ». « Enfin, la Constitution de 1849, mi-aristocratique mi-bourgeoise, qui n'a donné le droit de vote qu'à la noblesse et à la bourgeoisie aisée, est venue couronner le tout : elle a coupé toutes les voies légales vers une amélioration de la situation des ouvriers. »

Raisonnement original. La Constitution a « *coupé* » les voies légales ? C'est là encore un reflet de cette bonne vieille théorie des populistes russes, suivant laquelle les « intellectuels » étaient invités à sacrifier la « liberté », car elle ne leur servirait qu'à eux-mêmes et livrerait le peuple à la « bourgeoisie aisée ». Nous n'allons pas rompre des lances contre cette théorie absurde et réactionnaire, parce que les populistes actuels en général et nos adversaires immédiats, MM. les publicistes du *Rousskoïé Bogatstvo*, en particulier, y ont renoncé. Mais nous ne pouvons pas nous empêcher de noter qu'en renonçant à cette idée, en faisant un pas en avant vers la reconnaissance déclarée des voies *existantes* de la Russie, au lieu de disserter sur la possibilité d'autres voies, ces populistes ont définitivement montré, par là même, leur nature petite-bourgeoise, car le fait d'insister sur les petites réformes bourgeoises, faute de rien comprendre à la lutte des classes, les range aux côtés des libéraux et contre ceux qui se mettent du côté de l'« antipode », dans lequel ils voient pour ainsi dire le seul destinataire des biens dont il est question.

* Expression de M. V.V. Voir : *Nos tendances*, et aussi la *Nédélia*, 1894, nos 47-49.

« En Allemagne de même il y eut alors beaucoup de gens enthousiasmés par l'émancipation pendant dix, vingt, trente ans et plus ; des gens qui vouaient à la malédiction tout scepticisme, tout mécontentement contre la réforme, estimant que cela faisait le jeu de la réaction. Les plus simples d'entre eux se représentaient le peuple comme un cheval mis en liberté, qu'on peut réinstaller à l'écurie et faire courir comme un cheval de poste (ce qui n'est pas toujours possible, loin de là). Mais il y avait aussi parmi eux des filous qui flattaient le peuple et qui, sournoisement, pratiquaient une autre ligne de conduite ; des filous qui cherchaient à s'acoquiner auprès de gobe-mouches aimant de bonne foi le peuple et se laissant tromper et exploiter. Ah, ces gobe-mouches de bonne foi ! Quand la lutte civile commence, tout le monde n'y est pas préparé et tout le monde n'est pas capable d'y prendre part. »

Belles paroles qui résument fort bien les meilleures traditions du vieux populisme russe, et dont nous pouvons nous servir pour caractériser l'attitude des marxistes russes envers le populisme russe d'*aujourd'hui*. Pour ce faire, il n'y aurait d'ailleurs pas beaucoup à y changer, tant le processus du développement capitaliste des deux pays est *similaire* ; tant sont *similaires* les idées politiques et sociales qui ont reflété ce processus.

Dans la littérature « avancée » de chez nous, c'est aussi le règne et la domination de ceux qui dissertent sur « les différences essentielles entre notre réforme paysanne et la réforme européenne », sur « la reconnaissance de la production populaire » (sic !), sur la grande « distribution des lots de terre » (et dire qu'il s'agit du rachat ! !), etc., et qui, par conséquent, attendent des autorités un miracle appelé « socialisation du travail » ; ils l'attendent « dix, vingt, trente ans et plus ». Entre-temps, le chat — dont nous avons parlé tout à l'heure — dévore le poulet, en fixant un doux regard de bête repue et tranquille sur les « gobe-mouches de bonne foi » qui parlent de la nécessité de choisir une autre voie pour la patrie, du préjudice causé par le capitalisme « menaçant », des mesures à prendre pour venir en aide au peuple par les crédits, les coopératives, le labour en commun et autres ravaudages innocents. « Ah, ces gobe-mouches de bonne foi ! »

« C'est dans ce processus de formation du tiers état que nous sommes maintenant nous-mêmes engagés, et principalement notre paysannerie. La Russie retarde à cet égard sur l'Europe entière même sur

sa camarade de pensionnat, ou plutôt sa « pépinière* », l'Allemagne. Partout, en Europe, ce sont les villes qui ont été la principale pépinière et le ferment du tiers état. Chez nous, c'est le contraire », la population urbaine est de beaucoup moins nombreuse... « La cause principale de cette différence réside dans notre propriété foncière populaire, qui retient la population à la campagne. L'accroissement de la population urbaine en Europe est intimement lié à la perte des terres par le peuple et au développement de l'industrie qui, dans les conditions capitalistes de production, a besoin d'une offre excédentaire de main-d'œuvre à bon marché. Tandis que, chassés des campagnes, les paysans d'Europe allaient gagner leur pain dans les villes, nos paysans se cramponnent, tant qu'ils peuvent, à la terre. La propriété terrienne du peuple est le principal point stratégique, la principale clef de la position paysanne, dont les meneurs de la bourgeoisie comprennent fort bien la valeur ; aussi dirigent-ils de ce côté tous leurs artifices et toutes leurs forces. D'où toutes les attaques contre la communauté rurale ; d'où les innombrables projets d'aliénation de la terre des paysans au nom d'une agronomie rationnelle, au nom de l'épanouissement de l'industrie, au nom du progrès et de la gloire de la nation ! »

Ici apparaît clairement le caractère superficiel de la théorie populiste qui, en rêvant à « d'autres voies », apprécie tout à fait faussement la réalité : elle voit en effet le « principal » dans des institutions juridiques qui ne jouent pas un rôle capital, telles les formes de la *propriété* foncière paysanne (communale ou par feu) ; elle voit quelque chose de particulier dans notre petite économie paysanne, comme s'il s'agissait non pas d'une simple économie de petits producteurs, absolument analogue — d'après le type de son organisation économique et politique — à l'économie des artisans et des paysans d'Europe occidentale, mais d'une sorte de propriété foncière « populaire » (! ?). Selon la terminologie courante de notre presse populiste libérale, le mot « populaire » est un terme qui exclut l'exploitation du travailleur, si bien que la caractéristique de l'auteur déguise tout simplement ce fait certain qu'il existe dans notre économie paysanne cette même appropriation de la plus-value, ce même travail pour autrui, qui domine aussi en dehors de la « communauté rurale » ; ce faisant, il ouvre la porte toute grande à un pharisaïsme sentimental et doucereux.

* Dans la Russie tsariste, on donnait ce nom aux jeunes filles ayant terminé leurs études secondaires dans un pensionnat et qui y restaient quelque temps pour un stage pédagogique. (*N.R.*)

« Notre commune actuelle, pauvre en terres et grevée d'impôts, n'est pas, ma foi, une bien grande garantie. Les paysans n'avaient déjà pas beaucoup de terre ; et maintenant, avec l'accroissement de la population et le déclin de la fertilité, ils en ont encore moins ; les charges fiscales, loin de diminuer, augmentent ; il y a peu d'industries artisanales; les gagne-pain locaux sont encore plus rares; la vie à la campagne devient difficile au point que les paysans, par villages entiers, s'en vont au loin à la recherche d'un gagne-pain, ne laissant à la maison que les femmes et les enfants. Des districts entiers sont ainsi dépeuplés... Sous l'influence de ces conditions d'existence difficiles, d'une part, on voit se dégager du sein de la paysannerie une classe particulière, la jeune bourgeoisie, qui veut acheter de la terre ailleurs, chacun pour soi, et se livrer à d'autres occupations : le commerce, l'usure, la constitution de coopératives ouvrières qu'elle dirigerait elle-même, l'exécution de travaux à la tâche et autres menues besognes du même genre. »

Ce passage vaut qu'on s'y arrête longuement.

Il y a là, en premier lieu, la constatation de faits certains que l'on peut exprimer en deux mots : les paysans fuient la campagne. En second lieu, une appréciation (négative) de ces faits et, en troisième lieu, leur explication d'où se dégage directement tout un programme non exposé ici, mais trop bien connu (augmenter le lot de terre, diminuer les impôts, « élever » et « développer » les industries artisanales).

Il faut souligner que, selon les marxistes, le *premier* et le *second* points sont absolument justes (ils ont seulement été exprimés, nous le verrons tout à l'heure, d'une façon très peu satisfaisante). Quant au *troisième* point, par contre, il ne vaut rigoureusement rien*.

Expliquons-nous. Le premier point est juste. Il est exact que notre commune n'est pas une garantie, que les paysans fuient la campagne et quittent la terre ; il fallait plutôt dire qu'ils sont expropriés, parce qu'ils ont possédé (à titre de propriété privée) certains moyens de production (notamment la terre, en vertu d'un droit particulier qui permettait de faire exploiter — d'une façon privée également — la terre *rachetée* par les communes), qu'ils sont en train de perdre. Il est exact que les industries artisanales « périclitent », *c'est-à-dire* que là encore les paysans sont

* Voilà pourquoi les théoriciens du marxisme, dans leur lutte contre les populistes, insistent tellement sur le côté objectif, sur la nécessité d'expliquer, de comprendre les faits.

expropriés, perdent les moyens et instruments de production, abandonnent le tissage à domicile et vont s'embaucher comme salariés à la construction de voies ferrées, comme maçons, manœuvres, etc. Les moyens de production dont les paysans sont expropriés passent à une infime minorité et servent de sources d'exploitation de la force ouvrière par le *capital*. L'auteur a donc raison lorsqu'il affirme que ceux qui possèdent ces moyens de production se transforment en « bourgeoisie », c'est-à-dire en une classe qui tient entre ses mains le travail « populaire », l'économie sociale étant organisée selon le mode capitaliste. Tous ces faits sont fort exactement constatés et leur rôle dans l'exploitation du travailleur est justement apprécié.

Mais, déjà par ce qui vient d'être dit, le lecteur a pu se rendre compte que le marxiste *explique* ces faits tout autrement. Le populiste en voit la raison dans le « manque de terre », dans le fardeau fiscal, dans la baisse des « salaires de complément », c'est-à-dire dans les particularités de la *politique* — foncière, fiscale, industrielle, — et non dans celles de l'*organisation sociale de la production*, qui engendre inévitablement une *telle* politique.

On manque de terre, pensent les populistes, et on en manque de plus en plus. (Je ne m'attache pas tellement à cette assertion précise de l'auteur ; je reprends simplement la thèse générale de la doctrine populiste.) C'est tout à fait juste, mais pourquoi dites-vous seulement qu'on *manque* de terre, sans ajouter qu'*on en vend peu*. Car vous n'ignorez pas que les paysans de chez nous *rachètent* leur lot aux propriétaires fonciers. Pourquoi donc portez-vous votre attention principalement sur le fait qu'on *manque* de terre, et non sur le fait qu'on en *vend* ?

Le seul fait qu'il y ait vente, qu'il y ait rachat, indique la prédominance de principes (l'acquisition des moyens de production à prix d'argent) en vertu desquels les travailleurs resteront de toutes façons privés de moyens de production, qu'on en vende peu ou prou. En dissimulant ce fait, vous dissimulez le mode de production capitaliste, qui est le seul terrain sur lequel pouvait se produire cette vente. En le dissimulant, vous vous placez déjà sur le terrain de cette société bourgeoise, et vous devenez un simple politicien dissertant sur la question de savoir s'il faut vendre

peu ou beaucoup de terre. Vous ne voyez pas que le fait même du rachat prouve que « le *capital* s'est déjà impatronisé » « dans l'âme » de ceux qui, dominés par leurs propres intérêts, ont accompli et réalisé cette « grande » réforme ; que, pour toute cette « société » populiste-libérale, qui s'appuie sur le régime créé par la réforme et qui ratiocine sur les diverses améliorations à y apporter, il n'est d'autre lumière que celle de la « lune capitaliste ». Voilà pourquoi le populiste met tant de hargne à combattre ceux qui restent fermement sur le terrain de principes essentiellement différents. Il clame que les marxistes ne se soucient point du peuple, qu'ils veulent enlever la terre aux paysans ! !

Le populiste, lui, prend souci du peuple, il ne veut pas enlever la terre aux paysans ; il veut qu'il leur soit attribué (*vendu*) plus de terre. C'est un boutiquier honnête. Il omet de dire, il est vrai, que la terre ne se donne pas pour rien, qu'elle se vend ; mais est-ce que, dans une boutique, on prévient que les marchandises doivent être payées avec de l'argent ? On le sait bien, parbleu.

On comprend sa haine des marxistes qui soutiennent qu'il faut s'adresser uniquement à ceux qui sont déjà « différenciés » d'avec cette société de boutiquiers, en sont « excommuniés », s'il est permis d'employer ces expressions petites-bourgeoises bien caractéristiques des Mikhaïlovski et des Ioujakov*.

Poursuivons. « Il y a peu d'industries artisanales », tel est le point de vue du populiste sur l'artisanat. Ici encore, il ne souffle mot de la façon dont ces industries sont organisées. Placidement, il ferme les yeux sur le fait que celles qui « périclitent » et celles qui « prospèrent » sont, les unes comme les autres, organisées suivant le mode capitaliste, avec un asservissement total du travail au capital des revendeurs, des marchands, etc. ; et il se borne à formuler des revendications petites-bourgeoises : progrès, améliorations, coopératives, etc., comme si de telles mesures

* Ne soufflant mot du caractère capitaliste du rachat, qu'ils ne comprennent pas, MM. les populistes passent aussi modestement sous silence cet autre fait que le « manque de terre » chez les paysans est complété par la possession de très beaux morceaux de terre par les représentants de la « vieille formation nobiliaire ».

pouvaient ébranler d'une façon quelconque la domination *de fait* du capital. Dans le domaine de l'agriculture comme dans celui de l'industrie de transformation, il se place sur le terrain de leur organisation actuelle, et il combat, non cette organisation elle-même, mais ses différentes imperfections. Pour ce qui est des impôts, le populiste se réfute lui-même en mettant en relief le trait essentiel, le trait caractéristique du populisme : son penchant pour les compromis. Il affirmait lui-même tout à l'heure qu'avec le régime d'appropriation de la plus-value, tout impôt (même sur le revenu) retombe sur les épaules des ouvriers ; néanmoins, il ne se refuse nullement à discuter avec les libéraux sur le point de savoir si les impôts sont élevés ou non, et à prodiguer avec une « honnêteté civique » des conseils appropriés au département des impôts et contributions.

En un mot, pour le marxisme, la cause n'est pas dans la politique, ni dans l'Etat, ni dans la « société », mais dans le système actuel de l'organisation économique de la Russie ; l'essentiel n'est pas que des « hommes habiles » ou des « forbans » pêchent en eau trouble, mais que le « peuple » est constitué par deux classes opposées, s'excluant l'une l'autre : « Dans la société, toutes les forces agissantes se décomposent en deux forces opposées. »

« Les gens intéressés à l'instauration du régime bourgeois, voyant s'effondrer leurs projets*, ne s'arrêtent pas pour autant : ils répètent à toute heure aux paysans que la faute en incombe entièrement à la commune, à la caution solidaire, aux redistributions des champs et au régime communautaire qui prête la main aux fainéants et aux ivrognes ; ils organisent pour les paysans aisés des associations de prêt et d'épargne et sollicitent pour les possédants individuels le petit crédit foncier ; ils organisent dans les villes des écoles techniques, professionnelles et autres, qui ne reçoivent que les enfants des personnes aisées, tandis que la masse reste sans écoles ; ils aident les paysans riches à améliorer le bétail au moyen d'expositions, de primes, en faisant venir des dépôts des producteurs de race contre payement, etc. Tous ces menus efforts finissent par constituer une force considérable qui exerce sur la communauté rurale une action dissolvante et scinde de plus en plus en deux la paysannerie. »

* Ainsi donc, la faillite du projet de destruction de la commune équivaut à une victoire remportée sur les intérêts de l'« instauration du régime bourgeois » ! !

Le populiste, qui s'est forgé de la « commune » une utopie petite-bourgeoise, en arrive, emporté par son rêve, à ignorer la réalité

Excellente, cette caractéristique des « menus efforts ». Et tout à fait juste la pensée de l'auteur selon laquelle tous ces menus efforts (que le *Rousskoïé Bogatstvo* et toute notre presse populiste-libérale défendent à présent avec tant de zèle) impliquent, expriment et développent la « nouvelle formation bourgeoise », le régime capitaliste.

C'est bien là la raison pour laquelle les marxistes n'approuvent pas les efforts de ce genre. Et le fait que ces « efforts » constituent indéniablement les *desiderata* immédiats des petits producteurs prouve, selon eux, la justesse de leur thèse majeure, à savoir qu'on ne saurait considérer le paysan comme le représentant de l'idéologie du travailleur, car l'organisation capitaliste de l'économie faisant de lui un petit bourgeois, il se place, en conséquence, sur le terrain de ce régime et touche à la bourgeoisie par certains aspects de sa vie (et de ses idées).

Il n'est pas inutile non plus d'utiliser ce passage pour souligner ce qui suit. Messieurs les populistes reprochent surtout aux marxistes de ne pas approuver les « menus efforts ». En leur rappelant leurs origines, nous leur montrons par là qu'il fut un temps où les populistes envisageaient la chose autrement, où ils n'acceptaient pas aussi volontiers et avec tant d'empressement les compromis (ils en acceptaient néanmoins à l'époque, comme le montre le même article) ; il fut un temps où — je ne dirais pas qu'ils comprenaient —, mais où ils sentaient du moins la nature

---

au point de voir dans le projet dirigé contre la commune une instauration pure et simple du régime bourgeois, alors qu'il n'y a là qu'un simple jeu politique sur le terrain d'un régime bourgeois déjà définitivement « instauré ».

Pour lui, l'argument le plus décisif contre le marxiste est la question qu'il pose avec un air de triomphe absolu: Allons, dites-moi, voulez-vous, oui ou non, détruire la commune ? Oui ou non ? Pour lui, toute la question, toute l'« instauration » est là. Il ne veut absolument pas comprendre qu'au point de vue marxiste l'« instauration » est un fait irrévocable, acquis depuis longtemps, et que ni la destruction de la commune, ni son affermissement ne peuvent ébranler, — de même que maintenant la domination du capital s'observe également dans les villages à propriété foncière communale et dans ceux à propriété foncière par feu.

Lorsqu'il a affaire à une protestation plus profonde contre l'« instauration », le populiste cherche à la présenter comme une apologie de cette instauration. Un homme qui se noie se raccroche à un fétu de paille.

bourgeoise de tous ces efforts, et où le désaveu de ces derniers n'était taxé de « pessimisme à l'égard du peuple » que par les libéraux les plus naïfs.

L'agréable communion de messieurs les populistes avec ces derniers, comme représentants de la « société », a visiblement porté ses fruits.

Ne pas savoir se contenter des « menus efforts » du progrès bourgeois, ce n'est pas le moins du monde nier absolument les réformes partielles. Les marxistes ne contestent nullement que ces mesures soient d'une certaine (quoique minime) utilité : elles peuvent apporter une certaine (quoique minime) amélioration à la situation du travailleur ; elles hâteront la disparition des formes particulièrement arriérées du capital, de l'usure, de la servitude, etc. ; elles hâteront leur passage aux formes plus modernes et plus humaines du capitalisme européen. Dans le cas donc où l'on demanderait aux marxistes s'il faut prendre ces mesures ou non, ils répondraient assurément par l'affirmative ; mais, en même temps, ils exposeraient leur point de vue d'ensemble sur ce régime capitaliste que l'on veut amender par ces mesures ; ils motiveraient leur accord par le désir de hâter le développement et, par suite, la fin de ce régime*.

« Si nous considérons que la paysannerie de chez nous est divisée, comme en Allemagne, d'après ses droits et sa propriété, en différentes catégories (paysans de l'État, paysans des apanages, anciens paysans seigneuriaux, dont quelques-uns ont reçu des lots entiers, des demi-lots ou des quarts de lot ainsi que les anciens serfs domestiques) ; que le régime communal n'est pas chez nous la forme généralement admise ; que dans le Sud-Ouest, où nous retrouvons la propriété individuelle, nous retrouvons aussi des paysans possesseurs d'un attelage, des paysans sans attelage**, des maraîchers, des ouvriers agricoles et des tchinchéviks[95], dont les uns possèdent jusqu'à 100 déciatines et plus, tandis que d'autres n'ont pas un pouce de terre ; que dans les provinces baltes le régime agraire est une copie fidèle du régime agraire allemand, etc., — on verra que nous avons aussi un terrain propice pour la bourgeoisie. »

Il importe de souligner ici cette exagération utopique de la valeur que les populistes ont toujours attachée à la

*Cela est vrai, non seulement pour les « écoles techniques et autres », pour le progrès technique des paysans et des artisans, mais aussi pour « l'extension de la propriété foncière paysanne », le « crédit », etc.

** Voir le présent tome, pp. 53-54. (*N.R.*)

commune. L'auteur s'exprime comme si le « régime communal » excluait la bourgeoisie, excluait la division des paysans ! Mais c'est là une contre-vérité évidente !

Chacun sait que les paysans communautaires sont divisés eux aussi d'après leurs droits et leurs lots ; que, dans le plus communal des villages, les paysans sont néanmoins divisés et « d'après leurs droits » (sans-terre, allotis, anciens serfs domestiques, et ceux qui ont racheté leur lot moyennant des versements spéciaux, paysans attachés à la glèbe, etc., etc.), et « d'après leur propriété » : paysans ayant donné leur lot à bail, ceux dont les lots ont été saisis pour retard dans le payement des impôts ou parce qu'ils ne les cultivaient pas et les négligeaient, et ceux qui prennent des lots à bail ; paysans pourvus d'un terrain « à perpétuité » ou qui « achètent pour des années » quelques déciatines ; enfin, paysans sans maison, sans bétail d'aucune sorte, paysans sans cheval et paysans qui en possèdent plusieurs. Chacun sait que, dans le plus communal des villages, cette division économique et le régime d'économie marchande font pousser les fleurs luxuriantes du capital usuraire et de la servitude sous toutes ses formes. Et les populistes continuent d'offrir leurs contes bleus sur un prétendu « régime communal » !

« Et la jeune bourgeoisie de chez nous s'accroît effectivement, non pas de jour en jour mais d'heure en heure ; elle s'accroît non seulement à la périphérie juive, mais aussi à l'intérieur de la Russie. Il est encore bien difficile de donner des chiffres, mais en considérant le nombre croissant des propriétaires ruraux, des patentes délivrées, des plaintes venant du village contre les koulaks et le vampirisme, ainsi que toutes sortes d'autres indices*, on peut penser que l'importance numérique de cette bourgeoisie est déjà considérable. »

Tout à fait juste ! Ce sont précisément ces faits, exacts pour 1879 et bien plus encore pour 1895, qui constituent l'un des fondements de la conception marxiste de la réalité russe.

Ces faits, nous les réprouvons aussi bien que l'auteur ;

* Il faut ajouter ici les achats effectués par l'entremise de la banque paysanne, les « tendances progressives dans l'économie paysanne » : les perfectionnements de la technique et de la culture, l'introduction d'instruments perfectionnés, la culture des plantes fourragères, etc., le développement du petit crédit et l'organisation de débouchés pour les artisans, etc.

nous sommes d'accord pour reconnaître qu'ils sont contraires aux intérêts des producteurs immédiats, mais nous *comprenons* ces faits d'une manière absolument différente. J'ai déjà défini plus haut l'aspect théorique de cette différence. Passons maintenant à son aspect pratique.

La bourgeoisie — surtout rurale — est encore faible chez nous ; elle ne fait que naître, dit le populiste. C'est pourquoi on peut encore lutter contre elle. La tendance bourgeoise est encore très peu accusée ; ainsi peut-on encore revenir en arrière. Il est encore temps.

Seul un sociologue-métaphysicien (qui, pratiquement, se transforme en un pusillanime romantique réactionnaire) peut raisonner de la sorte. Sans compter que la « faiblesse » de la bourgeoisie rurale s'explique par le reflux de ses éléments forts, de ses couches supérieures, vers les villes ; que dans les campagnes il n'y a que les « soldats », tandis que dans les villes s'est déjà installé l'« état-major général » ; je laisse de côté cette déformation évidente des faits par les populistes. Ce raisonnement comporte encore une autre erreur qui le rend métaphysique.

Nous sommes en présence d'un certain rapport social, entre le petit bourgeois rural (le paysan riche, le mercanti, le koulak, le vampire, etc.), et le paysan « travailleur », qui travaille, bien entendu, « pour autrui ».

Ce rapport existe, et le populiste ne pourra nier qu'il se rencontre fréquemment. Mais il est faible, selon lui, et c'est pourquoi on peut *encore* le corriger.

L'histoire est faite par des « individualités vivantes », dirons-nous à ce populiste, en lui resservant le plat qu'il nous a lui-même présenté. Corriger, changer les rapports sociaux est, bien entendu, chose possible, mais seulement quand l'initiative appartient *à ceux en qui se réalisent ces rapports sociaux à corriger ou à changer.* Cela est clair comme le jour. Il s'agit de savoir si le paysan « travailleur » peut changer ce rapport. En quoi consiste ce dernier ? En ceci que deux petits producteurs produisent en régime de production marchande ; que cette économie marchande les divise ; qu'elle donne à l'un le *capital* et fait travailler l'autre « pour autrui ».

Comment voulez-vous que notre paysan travailleur change ce rapport quand lui-même a un pied justement sur le

terrain qu'il faut changer ? Comment peut-il comprendre que l'isolement et la production marchande ne valent rien, quand il est isolé lui-même et produit pour le marché à ses risques et périls ? quand ces conditions d'existence font naître en lui des « pensées et sentiments » propres à quiconque travaille isolément pour le marché ? quand il est séparé des autres par les conditions matérielles, par l'étendue et le caractère de son exploitation, et que, de ce fait, la contradiction entre lui et le capital est encore trop peu développée pour qu'il puisse comprendre qu'il s'agit ici du *capital*, et pas seulement de « forbans » et de malins ?

N'est-il pas évident qu'il faut s'adresser là où *ce même* (nota bene) rapport social est développé *jusqu'au bout*, où les gens en qui se réalise ce rapport social, qui sont les producteurs immédiats, sont déjà eux-mêmes définitivement « différenciés » et « excommuniés » du régime bourgeois, où la contradiction est déjà si bien développée qu'elle saute aux yeux, où il n'est plus possible de poser la question sous cette forme utopique et boiteuse ? Et lorsque les producteurs immédiats qui se trouvent dans ces conditions seront « exclus de la vie » de la société bourgeoise, non seulement *dans les faits*, mais aussi *dans leur conscience*, la paysannerie travailleuse, placée dans des conditions pires, arriérées, verra elle aussi « comment on s'y prend » et rejoindra ses camarades qui travaillent « pour les autres ».

« Quand on parle chez nous d'achat de terre par les paysans, et quand on explique que ces achats se font individuellement et par la commune, on n'ajoute presque jamais que les achats communaux constituent une rare, une infime exception à la règle générale des achats individuels. »

Ensuite, après avoir montré que le nombre des propriétaires individuels, qui était de 103 158 en 1861, a atteint le chiffre de 313 529 (d'après la statistique des années 60), et après avoir expliqué que cela tient à ce que la seconde statistique comprenait les petits propriétaires paysans dont on ne tenait pas compte au temps du servage, l'auteur poursuit :

« C'est là notre jeune bourgeoisie rurale, qui touche de près à la petite noblesse terrienne et s'y agrège. »

C'est juste, répondrons-nous, c'est tout à fait juste, notamment en ce qui concerne le fait qu'elle « touche de près » et « s'agrège » ! Aussi rangeons-nous parmi les idéologues de la petite bourgeoisie ceux qui attachent une grande importance (en ce qui concerne les intérêts des producteurs immédiats) à « l'extension de la propriété foncière paysanne », c'est-à-dire l'auteur lui-même, qui en parle à la page 152.

Et nous considérons tout bonnement comme des politiciens les gens qui traitent la question des achats individuels ou communaux de façon à faire croire que l'« instauration » du régime bourgeois en dépend d'une façon quelconque. Pour nous, il s'agit dans l'un et l'autre cas de rapports bourgeois, car un achat est un achat, et l'argent est l'argent dans les deux cas, c'est-à-dire une marchandise qui ne tombe qu'entre les mains du petit bourgeois*, qu'il soit uni par la commune « en vue d'une adaptation sociale réciproque et d'une activité solidaire », ou divisé par la possession de terrains individuels.

« Au reste, cela est encore loin de définir entièrement la jeune bourgeoisie rurale. Le « vampire » n'est sans doute pas un mot nouveau en Russie, mais jamais il n'avait eu la signification qu'il reçoit aujourd'hui ; jamais l'individu qu'il désigne n'avait pesé sur ses compatriotes de la campagne avec autant de force qu'à présent. Le vampire d'autrefois, comparé à celui d'aujourd'hui, était une figure en quelque sorte patriarcale, et qui acceptait toujours la règle de la commune ; c'était parfois simplement un fainéant qui ne courait pas trop après le profit. Aujourd'hui, le mot vampire a une autre signification. Dans la plupart des provinces, il n'est plus qu'un terme générique, relativement peu employé et remplacé par d'autres mots : koulak, « kochtan », marchand, cabaretier, « kochatnik », entrepreneur, prêteur sur gage, etc. Cette décomposition d'un mot en plusieurs autres, dont certains ne sont pas nouveaux, et dont quelques-uns constituent des néologismes ou du moins ne se rencontraient pas jusqu'ici dans la langue usuelle des paysans, montre avant tout que dans l'exploitation du peuple il s'est produit une division du travail, et aussi que le pillage, de même que sa spécialisation, ont pris une extension considérable. Dans presque chaque bourg et chaque village on peut trouver un ou plusieurs de ces exploiteurs. »

* Il ne s'agit pas, bien entendu, de l'argent qui sert uniquement à acquérir les biens de consommation nécessaires, mais de l'argent *disponible* qui peut être mis de côté pour l'achat de moyens de production.

Il est incontestable que l'extension du pillage est saisie ici sur le vif. L'auteur a seulement tort, comme du reste tous les populistes, de ne pas vouloir comprendre, en dépit de tous ces faits, que cette exploitation systématique, générale, régulière (comportant même la division du travail) qu'exercent les koulaks est une manifestation du capitalisme en agriculture. C'est la domination du capital sous ses formes primitives, du capital qui, d'une part, donne constamment naissance au capitalisme urbain, bancaire, le capitalisme européen en général, que les populistes considèrent comme quelque chose d'adventice, et qui, d'autre part, est soutenu et alimenté par ce capitalisme. C'est là, en un mot, l'un des aspects de l'organisation capitaliste de l'économie nationale russe.

En outre, la caractéristique de l'« évolution » du vampire nous permettra de confondre cette fois encore le populiste.

Ce dernier voit dans la réforme de 1861 la garantie de la production populaire ; il trouve que des différences capitales la distinguent de la réforme d'Occident.

Les mesures auxquelles il aspire aujourd'hui se réduisent également à une « garantie » de ce genre, portant sur la commune, etc., à de semblables « attributions de lots » et de moyens de production en général.

Comment se fait-il donc, monsieur le populiste, que la réforme qui a « sanctionné la production populaire (et non capitaliste) » n'ait abouti qu'à transformer le « fainéant patriarcal » en un rapace relativement énergique, alerte et frotté de civilisation ? qu'à changer les *formes* du pillage, comme l'ont fait les grandes réformes correspondantes en Occident ?

Pourquoi pensez-vous que les mesures ultérieures de la « garantie » (parfaitement possibles sous forme d'extension de la propriété foncière paysanne, d'émigrations intérieures, de location réglementée des terres et autres progrès indéniables, mais purement bourgeois), — pourquoi pensez-vous que ces mesures mèneront à autre chose qu'à un nouveau changement de *forme*, à une européanisation plus grande du *capital*, à sa transformation de capital commercial en capital productif, de capital moyenâgeux en capital moderne ?

Il ne peut en être autrement, pour cette simple raison que de telles mesures ne portent nullement atteinte au *capital*, c'est-à-dire à ce rapport des hommes entre eux où les uns accumulent l'argent (produit du travail *social* organisé par le régime d'économie marchande), tandis que les autres n'ont de libres que leurs « bras »*, libres précisément en ce sens qu'ils sont privés du produit accumulé chez la catégorie précédente.

« ... Dépourvu de capitaux, le menu fretin (parmi ces koulaks, etc.) s'attache généralement aux gros marchands qui lui procurent du crédit ou lui font faire des achats pour leur compte ; les éléments les plus aisés de ce menu fretin dirigent eux-mêmes leurs affaires, entrent en relations avec les grandes villes commerciales et les grands ports, y envoient en leur nom des wagons et y vont acheter eux-mêmes les marchandises demandées sur place. Quelle que soit la ligne de chemin de fer que vous empruntiez, vous rencontrerez toujours en troisième classe (rarement en seconde) des dizaines de ces gens qui voyagent pour leurs affaires. Vous reconnaîtrez ces hommes à leurs vêtements, au sans-gêne absolu de leurs manières, à leurs gros rires quand une dame les prie de ne pas fumer ou quand il se trouve là un petit moujik [textuellement : « un petit moujik ». K.T.], qui s'en va à la recherche d'un gagne-pain et qui est sans « instruction », puisqu'il n'entend rien au commerce et porte des chaussons de tille. Vous reconnaîtrez ces gens à leurs propos. Ils parlent généralement de peaux de mouton, d'huile, de cuir, d'éperlan, de millet, etc. Vous les entendrez exposer cyniquement leurs spéculations et leurs fraudes : ainsi, ils ont refilé à une fabrique de la viande salée qui « puait » ; selon eux, « chacun peut fort bien colorer le thé, il suffit qu'on lui montre une fois comment y procéder » ; « on peut augmenter le poids d'un pain de sucre en y faisant entrer trois livres d'eau sans que le client s'en aperçoive », etc. Tout cela se débite avec une franchise et un sans-gêne qui vous font voir clairement que si ces gens-là ne volent pas les cuillers dans les buvettes ou ne dévissent pas les becs de gaz dans les gares, c'est simplement parce qu'ils ont peur de se faire mettre en prison. La moralité de ces hommes est au-dessous des exigences les plus élémentaires ; elle est fondée tout entière sur le rouble et n'est faite que d'aphorismes tels que : « qui chasse bien trouve bien ; l'arrivée du chasseur tient le lièvre en éveil ; veille au grain ; ramasse ce qui traîne ; profite du moment où personne ne te voit ; ne ménage pas les faibles ; courbe l'échine et rampe quand c'est utile ». Puis l'on cite, tiré d'une correspondance de journal, l'exemple du cabaretier et usurier Volkov qui mit le feu à sa maison pour toucher une forte prime d'assurance. C'est cet individu-là que « l'instituteur et le prêtre de l'endroit tiennent en haute estime ; un « instituteur lui

* « La *masse* travaillera *comme auparavant... pour autrui* » (article cité, p. 135) : si elle n'était pas « libre » (*de facto*, car *de jure* elle peut être « pourvue d'un lot »), cela ne pourrait évidemment pas se produire.

écrit, pour un peu de vin, toutes ses lettres de chicane ». « Le secrétaire d'administration cantonale lui promet de rouler les Mordves. » « Un agent du zemstvo, qui est en même temps membre du Conseil du zemstvo, lui assure une vieille maison pour 1 000 roubles », etc. « Volkov est un cas non pas isolé, mais typique. Pas de localité où l'on ne retrouve de ces Volkov, où l'on ne vous fasse le récit, non seulement du même pillage et du même asservissement des paysans, mais aussi des mêmes incendies volontaires ». . .

« . . . Et quelle est l'attitude de la paysannerie à l'égard des gens de cet acabit ? S'ils sont bêtes, grossiers, cruels et mesquins comme Volkov, la paysannerie ne les aime pas et les craint, parce qu'ils sont capables de toutes les vilenies, et qu'elle-même ne peut rien contre eux ; leurs maisons sont assurées, ils ont de bons chevaux, des verrous solides, des chiens méchants et ils sont en bons termes avec les autorités. Mais si ces gens-là sont plus intelligents et plus malins que Volkov ; si, en pillant et asservissant la paysannerie, ils y mettent des formes ; si, en subtilisant un rouble, ils vous font ostensiblement remise de deux sous ; s'ils ne regardent pas à une demi-bouteille d'eau-de-vie ou à un boisseau de millet au profit d'un village brûlé, ils sont considérés, écoutés et respectés par les paysans, qui les tiennent pour leurs pères nourriciers, pour les bienfaiteurs des pauvres qui, sans eux, seraient sans doute perdus. Pour les paysans, ce sont des hommes intelligents ; ils leur confient même leurs enfants en apprentissage, et ils tiennent à honneur que leur garçon soit casé chez eux, persuadés qu'ils sont qu'on en fera quelqu'un. »

C'est à dessein que j'ai cité si abondamment l'argumentation de l'auteur, afin de reproduire la caractéristique donnée à notre jeune bourgeoisie par un *adversaire* de la thèse affirmant que l'organisation de l'économie russe est bourgeoise. L'analyse de cette caractéristique peut nous éclairer sur bien des points de la théorie du marxisme russe, ainsi que sur la nature des attaques que le populiste *contemporain* lance couramment contre lui.

Au début l'auteur semble comprendre les racines profondes de cette bourgeoisie, ses rapports avec la grande bourgeoisie à laquelle la petite « touche de près », ses rapports avec la paysannerie qui lui confie « ses enfants en apprentissage » ; mais les exemples qu'il cite montrent qu'il est loin d'apprécier à sa juste valeur l'importance de ce phénomène.

Dans les exemples qu'il donne il parle de crimes de droit commun, de filouteries, d'incendies volontaires, etc. On a l'impression que « le pillage et l'asservissement » de la paysannerie ne sont que l'effet d'un simple hasard, que le résultat (comme l'auteur l'a dit plus haut) des conditions

difficiles de la vie, « de la grossièreté des idées morales », des entraves « à la diffusion de la culture parmi le peuple » (p. 152), etc. — que tout cela, en un mot, ne dérive pas forcément de l'organisation moderne de notre économie.

Le marxiste est d'un avis opposé ; il affirme que ce n'est pas l'effet du hasard, mais une nécessité, une nécessité due au mode de production capitaliste qui domine en Russie. Puisque le paysan devient producteur de marchandises (tous les paysans le sont déjà), sa « moralité » sera forcément « fondée sur le rouble », et on ne saurait l'en rendre responsable, les conditions mêmes de la vie le contraignant à faire la chasse au rouble par mille expédients commerciaux*. Dès lors, sans aucun délit de droit commun, sans aucune servilité, sans aucune fraude, la « paysannerie » se subdivise en riches et en pauvres. L'égalité d'autrefois ne peut tenir contre les fluctuations du marché. Ce n'est pas là le résultat d'un raisonnement, c'est un fait. Et c'est encore un fait que la « richesse » d'une minorité se convertit dans ces conditions en *capital*, et que la « pauvreté » de la masse la contraint à vendre ses bras, à travailler pour les autres. Ainsi, du point de vue marxiste, le capitalisme est désormais solidement installé, il s'est formé et a pris corps non seulement dans l'industrie usinière, mais aussi à la campagne, comme du reste partout en Russie.

Vous pouvez juger maintenant de l'esprit dont font preuve messieurs les populistes quand, à l'argumentation du marxiste affirmant que la cause de ces « phénomènes affligeants » à la campagne n'est pas la politique, ni le manque de terre, ni les redevances, ni la malfaisance des « individus », mais le capitalisme, et que tout cela est *nécessaire* et inévitable en régime de production capitaliste, sous la domination de la bourgeoisie, le populiste répond par des vociférations d'où il ressort que les marxistes veulent enlever la terre à la paysannerie, qu'ils « préfèrent » le prolétaire au paysan « indépendant », et qu'ils montrent, comme diraient les demoiselles de province et comme le dit M. Mikhaïlovski dans sa réponse à M. Strouvé, « du mépris et de la cruauté » envers l'« individu » !

Ce tableau de la campagne, intéressant parce que tracé

* Cf. Ouspenski [96].

par un adversaire, nous permet de voir clairement tout ce qu'il y a d'absurde et de factice dans les objections que ces gens opposent couramment aux marxistes, contrairement aux faits et en oubliant leurs déclarations antérieures, à seule fin de sauver *coûte que coûte** ces théories faites de rêves et de compromis et que, par bonheur, aucune force ne peut plus sauver.

Lorsqu'ils parlent du capitalisme en Russie, les marxistes copient des schémas tout faits et répètent, comme un dogme, des thèses aveuglément calquées sur des conditions absolument différentes. La production capitaliste en Russie, insignifiante au point de vue de son développement et de son importance (nos fabriques et nos usines n'occupent pas plus de 1 400 000 personnes), les marxistes l'étendent à la masse paysanne qui possède encore la terre. Telle est une des objections favorites du camp populiste libéral.

Or, ce même tableau de la campagne nous fait voir qu'en évoquant le régime des paysans « communaux » et « indépendants », le populiste ne peut celer l'existence de cette même catégorie de la bourgeoisie, catégorie empruntée à des schémas abstraits et à des dogmes étrangers. Il ne peut s'empêcher de constater qu'elle constitue un type rural et non un cas isolé, qu'elle est liée à la grande bourgeoisie des villes par de fortes attaches, qu'elle est liée aussi à la paysannerie qui « lui confie ses enfants en apprentissage » et du sein de laquelle, en d'autres termes, se dégage cette jeune bourgeoisie. Nous voyons donc que cette jeune bourgeoisie surgit de l'intérieur de notre « commune », et non du dehors ; qu'elle est engendrée par les rapports sociaux au sein de la paysannerie devenue productrice de marchandises. Nous voyons que non seulement « 1 400 000 personnes », mais toute la masse rurale russe travaille pour le *capital*, qu'elle est soumise à sa « direction ». Qui donc tire des conclusions plus exactes de ces faits constatés non point par quelque marxiste « mystique et métaphysicien » croyant aux « triades », mais par un populiste d'origine, sachant apprécier les caractères particuliers des conditions russes? Est-ce le populiste, quand il parle du choix d'une voie meilleure, comme si le capital n'avait pas déjà fait son choix,

* En français dans le texte. (*N.R.*)

quand il parle de l'évolution que l'on espère voir opérer vers un autre régime par la « société » et par l'« Etat », c'est-à-dire par des éléments qui se sont développés précisément à partir de ce choix et *pour les besoins* de ce capital ? Ou bien est-ce le marxiste, pour qui rêver d'autres voies c'est faire preuve d'un romantisme puéril, car la réalité montre de la façon la plus évidente que la « voie » est déjà choisie, que la domination du capital est un fait — il ne servirait à rien de le nier et de récriminer — un fait dont seuls les producteurs immédiats doivent tenir compte.

Autre reproche fréquent. Les marxistes considèrent le grand capitalisme en Russie comme un phénomène progressif. Ils préfèrent ainsi le prolétaire au paysan « indépendant » ; ils approuvent le fait que la terre a été enlevée au peuple, et, partant de la théorie qui présente comme un idéal la possession par les ouvriers des moyens de production, ils approuvent la séparation établie entre l'ouvrier et les moyens de production, c'est-à-dire qu'ils tombent dans une contradiction insoluble.

En effet, les marxistes considèrent le grand capitalisme comme un fait progressif, non point certes parce qu'il remplace l'« indépendance » par la dépendance, mais parce qu'il crée les conditions nécessaires à l'abolition de cette dépendance. Quant à l'« indépendance » du paysan russe, ce n'est qu'un conte bleu des populistes, rien de plus ; elle n'existe pas en réalité. Et le tableau cité tout à l'heure (comme du reste tous les écrits et toutes les recherches sur la situation économique de la paysannerie) reconnaît également ce fait (que l'indépendance n'existe pas en réalité) : les paysans, comme les ouvriers, travaillent « pour autrui ». C'est ce que reconnaissaient les anciens populistes russes. Mais ils n'ont pas compris la cause, ni la nature de cette *dépendance* ; ils n'ont pas compris que c'était là aussi une dépendance du genre *capitaliste*, qui différait de la dépendance urbaine par un développement moindre, par des vestiges plus nombreux de formes moyenâgeuses, semi-féodales, du capital, et rien de plus. Comparons, par exemple, la campagne, dont le populiste nous a tracé le tableau, et la fabrique. La différence (en ce qui concerne l'indépendance), c'est que là-bas, à la campagne, nous voyons le « menu fretin » ici, à la fabrique, c'est le gros ; là-bas, c'est l'ex-

ploitation des individus isolés, par des procédés semi-féodaux ; ici, c'est l'exploitation des masses d'une manière typiquement capitaliste. Il est évident que cette dernière est progressive : le même capitalisme qui, à la campagne, n'est pas développé et, par suite, est entaché d'usure, etc., est ici développé ; la même opposition d'intérêts qui existe à la campagne est exprimée ici avec une netteté absolue ; la division est complète, et il est impossible de poser la question de la façon incertaine dont se contente le petit producteur (avec son idéologue), qui peut tancer, gourmander et maudire le capitalisme, mais est incapable de renoncer au terrain* même de ce capitalisme, à la confiance en ses serviteurs, aux rêveries à l'eau de rose dans le genre de « Mieux vaudrait éviter la lutte », comme dit l'ineffable M. Krivenko. *Ici*, les rêves ne sont plus possibles, et c'est là un immense pas en avant ; ici, l'on voit clairement de quel côté est la force, et il est impossible de bavarder sur le choix d'une voie, car il est clair qu'il faut d'abord « redistribuer » cette force.

Un « optimisme mielleux » : c'est ainsi que M. Strouvé a qualifié le populisme, et cela est parfaitement juste. Optimisme, puisqu'on veut ignorer, passer sous silence, regarder comme un hasard la domination absolue du capital à la campagne ; puisqu'on propose crédits, coopératives, labours en commun, comme si tous ces « koulaks, kochtans, marchands, cabaretiers, entrepreneurs, prêteurs sur gage », etc., comme si toute cette « jeune bourgeoisie » ne tenait pas d'ores et déjà « entre ses mains » « chaque village ». Mielleux, puisque les gens continuent de répéter « depuis

* Pour éviter tout malentendu, je dois dire que par « terrain » du capitalisme j'entends le rapport social qui, sous des formes différentes, règne dans la société capitaliste, et que Marx a exprimé dans la formule : argent-marchandise-argent avec une plus-value.

Les mesures préconisées par les populistes *ne portent aucunement atteinte* à ce rapport : elles n'influent ni sur la production des marchandises, qui met entre les mains de particuliers l'argent-produit du travail social, ni sur la division du « peuple » en détenteurs de cet argent et en miséreux.

Le marxiste considère ce rapport sous sa forme la plus développée, qui est la quintessence de toutes les autres formes ; il indique au producteur sa tâche et son but : supprimer ce rapport, le remplacer par un autre.

10 ans, 20 ans, 30 ans et plus » : « Mieux vaudrait éviter la lutte », alors que la lutte se livre déjà, mais encore sourde, inconsciente, non éclairée par l'idée.

« Maintenant, lecteur, transportez-vous à la ville. Vous y trouverez une jeune bourgeoisie encore plus nombreuse et encore plus variée. Tous ceux qui ont appris à lire, tous ceux qui se croient capables d'une plus noble activité, tous ceux qui se croient dignes d'un sort meilleur que le sort lamentable du simple paysan, tous ceux enfin qui, dans ces conditions, ne trouvent pas place à la campagne, aspirent à présent à gagner la ville... »

Et, cependant, messieurs les populistes susurrent langoureusement que le capitalisme des villes est chose « artificielle », que c'est une « plante de serre chaude », qui périra si on ne la soigne pas, etc. Il n'est que de regarder les *faits*, tout simplement, pour se rendre compte que cette bourgeoisie « artificielle », ce sont tout bonnement les vampires ruraux qui, venus se fixer à la ville, grandissent d'une façon tout à fait spontanée sur un terrain éclairé par la « lune capitaliste » et qui oblige le simple paysan à acheter meilleur marché et à vendre plus cher.

« . . . Vous trouvez là commis, employés, petits détaillants, colporteurs, entrepreneurs de tout genre (plâtriers, charpentiers, maçons, etc.), conducteurs, chefs-concierges, sergents de ville, commissionnaires de Bourse, entrepreneurs de transport, tenanciers de gargotes et d'auberges, patrons d'ateliers, contremaîtres, etc., etc. Voilà la véritable jeune bourgeoisie, avec tous ses traits caractéristiques. Ici encore, le code de sa morale est très peu étendu ; toute son activité est fondée sur l'exploitation du travail*, et sa vie n'a qu'un

* Ce n'est pas exact. Ce qui distingue le petit bourgeois du grand, c'est aussi qu'il travaille lui-même, comme le font d'ailleurs les catégories énumérées par l'auteur. Certes, il y a exploitation du travail, mais pas exclusivement.

Encore une petite observation : la vie de ceux qui ne se contentent pas du sort d'un simple paysan a pour but d'acquérir du capital. Ainsi parle le populiste (en ses moments de lucidité). — La paysannerie russe ne tend pas au régime de la communauté rurale, mais au régime petit-bourgeois. Ainsi parle le marxiste.

Quelle est la différence entre ces deux thèses ? N'est-ce pas uniquement que la première comporte une observation empirique de la vie, tandis que la seconde généralise les faits observés (qui expriment les « pensées et sentiments » réels de réelles et « vivantes individualités ») pour en faire une loi de l'économie politique ?

but : acquérir un capital grand ou petit pour pouvoir organiser bêtement ses loisirs »... « Je sais bien que beaucoup se réjouissent à la vue de ces gens ; on leur trouve de l'intelligence, de l'énergie, de l'esprit d'entreprise ; on les tient pour l'élément le plus progressif du peuple ; on voit en eux un progrès direct et naturel de la civilisation nationale, dont les inégalités s'effaceront avec le temps. Oh ! je sais depuis longtemps qu'une bourgeoisie supérieure s'est constituée chez nous, formée d'hommes instruits, de marchands et de nobles qui, ou bien n'ont pu résister à la crise de 1861 et ont sombré, ou bien se sont laissé gagner par l'esprit du temps ; que cette bourgeoisie a déjà formé les cadres du tiers état, et qu'il ne lui manque que ces éléments du peuple qui lui plaisent parce que sans eux elle ne peut rien faire... »

Ici encore, une porte de secours est laissée ouverte à l'« optimisme mielleux » ; à la grande bourgeoisie « il ne manque que » des éléments bourgeois du peuple ! ! Mais d'où est-elle donc sortie, la grande bourgeoisie, sinon du peuple ? L'auteur va-t-il nier le lien qui rattache nos « marchands » à la paysannerie ?

On entrevoit ici une tendance à présenter ce développement de la jeune bourgeoisie comme une chose fortuite, comme le résultat d'une politique, etc. Cette conception superficielle qui ne recherche pas les racines du phénomène dans la structure économique de la société, — elle s'entend à l'énumération détaillée des diverses fractions de la petite bourgeoisie mais elle ne peut comprendre que, sous le régime économique actuel, la petite économie indépendante du paysan et de l'artisan n'est pas le moins du monde une économie « populaire », mais une économie *petite-bourgeoise*, — cette conception superficielle est typique des populistes.

« ... Je sais que beaucoup de descendants de vieilles familles s'intéressent déjà activement à la distillation du vin et aux cabarets, aux concessions de chemins de fer et aux prospections ; ils siègent dans les conseils d'administration des sociétés bancaires anonymes, ils s'installent même dans la littérature et chantent maintenant de nouvelles chansons. Je sais que nombre de ces chansons littéraires sont extrêmement tendres et sentimentales ; qu'on y parle des besoins et des aspirations du peuple ; mais je sais aussi qu'une littérature honnête se doit de révéler les desseins que l'on a d'offrir au peuple une pierre en guise de pain. »

Quelle idylle d'Arcadie ! On ne parle encore que du « *dessein* » d'offrir ? !

Et comme cela s'harmonise : l'auteur « sait » que la bourgeoisie s'est formée « depuis longtemps », et considère

toujours comme sa mission la « révélation du dessein » de créer la bourgeoisie !

C'est bien ce qu'on appelle de la « sérénité d'âme », lorsque, en face d'une armée déjà mobilisée, en face de « soldats » alignés, groupés par un « état-major général » « depuis longtemps » constitué, les gens parlent encore de « révélation de dessein », et non d'une lutte d'intérêts déjà entièrement révélée.

« ... La bourgeoisie française, elle aussi, s'est identifiée avec le peuple et a toujours formulé ses revendications au nom de peuple, mais elle l'a toujours trompé. Nous croyons que la tendance bourgeoise adoptée par notre société en ces dernières années est nuisible et dangereuse pour la moralité et le bien-être du peuple »

Cette phrase révèle, peut-être plus que toute autre, la nature petite-bourgeoise de l'auteur. Il déclare que la tendance bourgeoise est « nuisible et dangereuse » pour la moralité et le bien-être du peuple ! Mais de quel « peuple » parlez-vous, honorable moraliste ? De celui qui travaillait pour le seigneur sous le servage, qui affermissait le « foyer familial », la « sédentarité » et le « devoir sacré du travail » ?* ou de celui qui, plus tard, s'efforçait de gagner le rouble de rachat ? Vous savez fort bien que le paiement de ce rouble fut la condition essentielle, fondamentale de l'« émancipation », et que le paysan ne pouvait trouver ce rouble que chez Monsieur Coupon [97]. N'avez-vous pas montré vous-même comment ce monsieur faisait la loi, comment « la bourgeoisie a fait passer dans la vie sa science, son code moral et ses sophismes », comment s'est formée cette littérature qui exalte « l'intelligence, l'esprit d'entreprise et l'énergie » de la bourgeoisie. Il est clair qu'il s'agit là simplement de la succession de deux formes d'organisation sociale : le système d'appropriation du surtravail des paysans serfs attachés à la glèbe a créé la morale du servage ; le système du « travail libre », du « travail pour autrui », pour les possesseurs d'argent, a créé à sa place la morale bourgeoise.

Mais le petit bourgeois a peur de regarder les choses en face et de les appeler par leur nom : il se détourne de

* Termes employés par M. Ioujakov.

ces faits incontestables et se met à rêver. Il considère comme « morale » uniquement la petite économie indépendante (qu'elle travaille *pour le marché*, cela, il le passe discrètement sous silence), et comme « immoral » le travail salarié. Il ne comprend pas que ces deux choses sont liées — liées indissolublement — et il estime que la morale bourgeoise est une sorte de maladie accidentelle, et non point le produit direct du régime bourgeois né de la production marchande (contre laquelle il n'a proprement rien à redire).

Et le voilà qui se livre à ses radotages de vieille femme : « Il est nuisible et dangereux... »

Il ne compare pas la forme moderne de l'exploitation à celle qui l'a précédée, à celle du servage ; il ne tient pas compte des changements qu'elle a introduits dans les rapports entre le producteur et le propriétaire des moyens de production ; il la compare à une utopie absurde, petite-bourgeoise ; à une « petite économie indépendante » qui, tout en étant une économie marchande, ne mènerait pas là où elle mène en réalité (cf. plus haut : « Les tendances koulaks s'épanouissent, luxuriantes, et visent à asservir les plus faibles pour en faire des salariés agricoles », etc.). C'est pourquoi sa protestation contre le capitalisme (protestation parfaitement juste et légitime comme telle) devient une jérémiade réactionnaire.

Il ne comprend pas qu'en remplaçant la forme d'exploitation qui attachait les travailleurs au sol par une autre forme qui les jette de-ci de-là à travers le pays, la « tendance bourgeoise » a fait œuvre utile ; qu'en mettant à la place de la forme d'exploitation où l'appropriation du surproduit était voilée par les rapports personnels entre exploiteur et producteur, par le jeu réciproque d'obligations civiles et politiques, par « l'allotissement assuré », etc., — une autre forme qui substitue à tout cela le « dur paiement au comptant » et fait de la force de travail une marchandise comme une autre, une chose, la « tendance bourgeoise » met à nu, ce faisant, l'exploitation et dissipe les illusions et le brouillard dont on l'entoure. Or, mettre à nu l'exploitation est déjà un grand mérite.

Et puis, considérez encore cette affirmation que la tendance bourgeoise a été adoptée dans notre société « en ces dernières années ». Seulement « en ces dernières années » ?

Ne s'est-elle pas manifestée tout à fait nettement dans les années 60 ? N'a-t-elle pas dominé aussi tout au long des années 70 ?

Cette fois encore le petit bourgeois veut estomper les choses et expliquer la nature bourgeoise propre à notre « société » pendant toute l'époque qui suivit l'abolition du servage par une sorte d'engouement momentané, par une mode. Les arbres l'empêchent de voir la forêt, tel est le trait principal de la pensée petite-bourgeoise. Les protestations et les attaques furieuses contre le servage l'empêchent (empêchent l'idéologue de la petite bourgeoisie) de voir la nature bourgeoise, parce qu'il n'ose pas regarder en face les bases économiques du régime qui s'établissait au milieu de ces furieuses clameurs. Derrière les propos de toute la presse avancée (qui s'adonne au « flirt libéral », p. 129) sur les crédits, les associations de prêt et d'épargne, les lourdes charges fiscales, l'extension de la propriété foncière et autres mesures tendant à secourir le « peuple », il n'aperçoit que la tendance bourgeoise de « ces dernières années ». Enfin, derrière les doléances sur la « réaction », derrière les regrets larmoyants sur les « années 60 », il n'aperçoit plus du tout le caractère bourgeois de tout cela ; aussi se confond-il de plus en plus avec cette « société ».

En réalité, pendant les trois générations qui ont suivi l'abolition du servage, notre idéologue de la paysannerie s'est toujours trouvé aux côtés de la « société » et avec celle-ci, sans comprendre que la nature bourgeoise de cette « société » enlève toute valeur à sa protestation contre cette nature bourgeoise et le voue inévitablement aux rêveries ou à de pitoyables compromis petits-bourgeois.

Cette parenté de notre populisme (hostile « en principe » au libéralisme) avec la société libérale attendrissait bien des gens et continue même d'attendrir jusqu'à présent M. V. V. (cf. son article dans la *Nédélia*, nos 47-49, 1894). De là on conclut à la faiblesse de nos intellectuels bourgeois ou même à leur inexistence, preuve que l'on fait valoir pour montrer que le capitalisme ne trouve pas en Russie de terrain propice. Or, c'est le contraire qui est vrai : cette parenté est un des plus grands arguments contre le populisme, une confirmation directe de son caractère petit-bourgeois. De même que, dans la vie, le petit producteur se

confond avec la bourgeoisie par la production isolée de marchandises pour le marché et par les chances qu'il a de faire son chemin, de s'élever au rang de gros exploitant, de même l'idéologue du petit producteur se confond avec le libéral quand il discute avec lui les questions de crédit, de coopératives, etc. De même que le petit producteur est incapable de lutter contre la bourgeoisie et place ses espoirs dans la diminution des impôts, l'augmentation du lopin de terre, etc., de même le populiste se fie à la « société » libérale et à son bavardage sur « le peuple », bavardage entaché « d'un mensonge et d'une hypocrisie sans fin ». S'il lui arrive parfois de s'en prendre à la « société », il ne manque pas d'ajouter que c'est « en ces dernières années » seulement qu'elle s'est gâtée, mais que d'une façon générale elle n'est pas mauvaise en elle-même.

« En considérant dernièrement la nouvelle classe économique qui s'est constituée chez nous après l'abolition du servage, les *Sovrêmennyïé Izvestia* en donnent cette belle caractéristique : « Modeste et barbu, chaussé de bottes bien graissées, le millionnaire de l'ancien temps, qui filait doux devant le moindre agent de police, s'est vite métamorphosé en un entrepreneur désinvolte à la manière européenne, voire sans gêne et arrogant, portant parfois une décoration bien en vue et un haut titre. En observant de près ce monde si subitement apparu, on est tout étonné de constater que la plupart de ces astres du jour sont les cabaretiers, entrepreneurs et commis d'hier. Les nouveaux venus ont ranimé la vie urbaine, mais ne l'ont pas améliorée. Ils y ont apporté de l'agitation et une extrême confusion d'idées. L'accroissement du chiffre d'affaires et la demande de capitaux ont intensifié la fièvre des entreprises, qui est devenue le délire du jeu. Beaucoup de fortunes apparues inopinément ont porté au plus haut degré l'appétit du lucre », etc.

Il est certain que ces gens-là exercent une influence des plus funestes sur la moralité du peuple [voilà le malheur : il est dans la corruption des mœurs, et non point dans les rapports de production capitalistes ! K.T.] Et, s'il n'est pas douteux que les ouvriers des villes sont plus corrompus que les ouvriers des campagnes, on ne saurait douter non plus que cela tient au fait qu'ils sont beaucoup plus entourés ici de gens de cette sorte, qu'ils respirent le même air et vivent de la vie créée par eux. »

Confirmation frappante de l'opinion de M. Strouvé sur la nature réactionnaire du populisme. La « corruption » des ouvriers urbains effraie le petit bourgeois ; celui-ci préfère le « foyer familial » (avec son concubinage entre beau-père et bru, et sa trique), la « sédentarité » (avec son

abrutissement et sa sauvagerie) ; il ne comprend pas que le réveil de l'humain dans la « bête de somme », réveil d'une immense portée historique et qui justifie tous les sacrifices, doit nécessairement revêtir des formes violentes dans les conditions du capitalisme en général, et du capitalisme russe en particulier.

« Si le seigneur terrien russe était un sauvage — et il suffisait de le gratter un peu pour trouver en lui le Tatar —, le bourgeois russe n'a même pas besoin d'être gratté. Si l'ancien marchand russe a créé un mode de ténèbres, celui d'aujourd'hui créera, avec la nouvelle bourgeoisie, des ténèbres plus épaisses encore où sombrera toute pensée, tout sentiment humain. »

L'auteur se trompe cruellement. Il aurait fallu employer ici le passé et non le futur, même à l'époque, au temps des années 70.

« Des bandes de nouveaux conquérants s'en vont de tous côtés sans trouver de résistance nulle part. Les propriétaires fonciers leur accordent protection et les accueillent avec joie, les administrateurs ruraux des zemstvos leur délivrent d'énormes primes d'assurance, les instituteurs publics leur écrivent des lettres de chicane, le clergé leur fait des visites et le secrétaire d'administration cantonale les aide à rouler les Mordves. »

Caractéristique absolument exacte ! « Non seulement ils ne trouvent de résistance nulle part », mais tous les représentants de la « société » et de l'« Etat », que l'auteur vient à peu près d'énumérer, leur prêtent leur concours. Aussi, — logique singulière ! — pour changer les choses, faut-il conseiller de choisir une autre voie, et donner ce conseil justement à la « société » et à l'« Etat ».

« Que faire cependant contre ces gens-là ? »

« ... Il est impossible, du point de vue de la justice comme du point de vue moral et politique, auxquels l'Etat doit se placer, d'attendre des exploiteurs qu'ils se développent intellectuellement et que se régénère l'opinion publique. »

Voyez-vous cela : l'Etat doit se placer au « point de vue moral et politique » ! Cette fois, c'est de la phraséologie pure et simple. Est-ce que les représentants et les agents de l'« Etat » (en commençant par les secrétaires d'administration cantonale et en remontant plus haut), dont on vient de nous faire le portrait, ne se placent pas déjà au point de vue

« politique » [cf. plus haut : « Beaucoup se réjouissent... on les tient pour l'élément le plus progressif du peuple ; on voit en eux un progrès direct et naturel de la civilisation nationale »] et au point de vue « moral » [*ibid.* : « l'intelligence, l'énergie, l'esprit d'entreprise »] ? Pourquoi donc escamotez-vous la division des idées morales et politiques, aussi hostiles que le sont incontestablement dans la vie les « nouvelles pousses » à ceux « à qui la bourgeoisie ordonne d'aller travailler » ? Pourquoi déguisez-vous la lutte de ces idées, qui n'est qu'une superstructure de la lutte des classes sociales ?

C'est là le résultat naturel et inévitable de la conception petite-bourgeoise. Le petit producteur souffre beaucoup du régime actuel, mais il ne veut pas voir les contradictions brutales, tranchées ; il les redoute et se console avec des rêves réactionnaires et naïfs, selon lesquels « l'Etat doit se placer au point de vue moral », plus exactement au point de vue de la morale du petit producteur.

Non, vous avez tort. L'Etat auquel vous en appelez, l'Etat contemporain, celui de nos jours, *doit* se placer au point de vue de la morale de la haute bourgeoisie ; il le *doit*, parce que cela correspond au rapport des forces entre les classes.

Vous êtes indigné. Vous commencez à vous récrier qu'en reconnaissant ce « devoir », cette nécessité, le marxiste assume la défense de la bourgeoisie.

C'est faux. Vous sentez que les faits sont contre vous, aussi usez-vous de subterfuges : vous attribuez le désir de défendre les bourgeois à ceux qui, se fondant sur les *faits* : la domination de la bourgeoisie, réfutent vos rêves de petit bourgeois sur le choix d'une autre voie sans la bourgeoisie, à ceux qui nient l'efficacité de vos petites, de vos mesquines mesures contre la bourgeoisie, en invoquant ses racines profondes dans la structure économique de la société, en invoquant la lutte économique des classes qui constitue la base de la « société » et de l'« Etat », à ceux qui exigent des idéologues de la classe laborieuse qu'ils rompent complètement avec ces éléments et servent uniquement ceux qui « sont exclus de la vie » de la société bourgeoise.

« Certes, nous ne croyons pas que l'influence de la littérature soit absolument nulle, mais pour avoir une influence elle doit, premièrement, mieux comprendre son rôle et ne pas se borner uniquement (*sic !!!*) à éduquer les koulaks, mais aussi éveiller l'opinion publique ».

Voilà bien le *petit bourgeois** à l'état pur ! Si la littérature éduque les koulaks, c'est parce qu'elle comprend mal son rôle ! ! Et ces messieurs s'étonnent encore de se voir traiter de naïfs, de s'entendre qualifier de romantiques !

C'est tout le contraire, mon cher populiste : ce sont les « koulaks »** qui éduquent la littérature, qui lui fournissent les idées (sur l'intelligence, l'énergie, l'esprit d'entreprise, le progrès naturel de la civilisation nationale), qui lui fournissent ses ressources. Votre appel à la littérature n'est pas moins ridicule que si, deux armées adverses se faisant face, quelqu'un s'avisait de demander humblement à l'officier d'ordonnance du maréchal ennemi « de mieux coordonner ses mouvements ». C'est absolument la même chose.

De même pour le souhait d'« éveiller l'opinion publique ». L'opinion d'une société qui « cherche l'idéal dans une sieste paisible » ? Occupation dont messieurs les populistes sont coutumiers et à laquelle ils s'abandonnent avec un succès si éclatant « depuis 10 ans, 20 ans, 30 ans et plus ».

Encore un petit effort, messieurs ! La société qui jouit béatement de sa sieste mugit parfois, probablement pour dire qu'elle s'est préparée à coordonner ses mouvements contre les koulaks. Parlez-lui donc. *Allez toujours !****

« ... et, deuxièmement, elle doit jouir d'une plus grande liberté de parole et d'un plus libre accès au peuple ».

Excellent souhait. La « société » est sympathique à cet « idéal ». Mais comme elle se livre à sa « recherche » dans une sieste paisible, comme ce qu'elle craint le plus au monde, c'est que cette quiétude ne soit troublée, alors... alors

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)

** Ce terme est trop étroit. Il serait plus exact et plus précis de dire : la bourgeoisie.

*** En français dans le texte. (*N.R.*)

elle se hâte très lentement et progresse avec une sagesse telle que d'année en année elle se trouve de plus en plus rejetée en arrière. MM. les populistes pensent que c'est l'effet du hasard ; que la sieste va bientôt finir et que le vrai progrès va commencer. Attendez toujours !

« Nous ne croyons pas non plus que l'influence de l'éducation et de l'instruction soit absolument nulle, mais nous pensons avant tout que : 1° l'instruction doit être donnée à tous, et pas seulement à des individus exceptionnels, qu'on détache de leur milieu et qu'on transforme en koulaks »...

« A tous »... c'est ce que veulent justement les marxistes. Mais ils pensent que, sur le terrain des rapports économiques et sociaux existants, la chose est impossible. Car, même si l'instruction était gratuite et obligatoire, l'« instruction » nécessite de l'argent ; or, seuls en ont les éléments « sortis du peuple ». Ils pensent, par conséquent, qu'ici encore il n'y a pas de solution en dehors d'une « âpre lutte des classes sociales ».

« ... 2° l'enseignement dans les écoles populaires ne doit pas être confié uniquement aux sacristains et aux fonctionnaires retraités et à toutes sortes de bambocheurs, mais à des hommes vraiment honnêtes, qui aiment sincèrement le peuple ».

C'est touchant ! Mais ceux qui voient « l'intelligence, l'esprit d'entreprise et l'énergie » chez les éléments « sortis du peuple » assurent de même (et pas toujours sans sincérité) qu'ils « aiment le peuple », et beaucoup d'entre eux sont à coup sûr des gens « vraiment honnêtes ». Qui donc jugera alors ? Les individus doués d'esprit critique et d'une haute moralité ? Mais l'auteur n'a-t-il pas dit lui-même que le mépris seul ne peut rien contre ces éléments* ?

Pour conclure, nous voilà de nouveau en présence de ce trait essentiel du populisme que nous avons rencontré dès le début, et qui consiste à tourner le dos aux faits.

Lorsqu'un populiste expose les faits, force lui est de toujours reconnaître que la réalité appartient au capital,

* P. 151 : « ... ne méprisent-ils pas eux-mêmes par avance (notez bien ce « par avance ») ceux qui pourraient les mépriser ? »

que notre évolution réelle est une évolution capitaliste, que la force est aux mains de la bourgeoisie. C'est aussi ce que vient de reconnaître, par exemple, l'auteur de l'article que nous commentons. N'a-t-il pas constaté qu'il s'est formé chez nous une « culture bourgeoise », que c'est la bourgeoisie qui ordonne au peuple d'aller travailler, que la société bourgeoise ne s'adonne qu'aux fonctions végétatives et à une sieste paisible, que la « bourgeoisie » a même créé une science bourgeoise, une morale bourgeoise, des sophismes bourgeois en politique, une littérature bourgeoise ?

Et, cependant, *toutes* les dissertations populistes sont *toujours* fondées sur l'hypothèse contraire : à savoir que la force n'est pas du côté de la bourgeoisie, mais du côté du « peuple ». Le populiste disserte sur le choix d'une voie (tout en reconnaissant le caractère capitaliste de la voie existante), sur la socialisation du travail (actuellement soumis à la « direction » de la bourgeoisie) ; il dit que l'Etat doit se placer au point de vue moral et politique, que ce sont les populistes qui doivent donner l'instruction au peuple, etc., comme si la force était déjà du côté des travailleurs ou de leurs idéologues, et qu'il ne restait plus qu'à indiquer les procédés « immédiats », « rationnels », etc., d'utilisation de cette force.

Tout cela n'est qu'un tissu de mensonges écœurants. De semblables illusions auraient encore eu une *raison d'être** il y a un demi-siècle, à l'époque où le *Regierungsrat* de Prusse [98] découvrait en Russie la « commune » ; mais aujourd'hui, après plus de trente années de travail « libre », ce ne peut être que dérision, que pharisaïsme et mielleuse hypocrisie.

La tâche théorique fondamentale du marxisme est de détruire ce mensonge, quelles que soient les bonnes intentions et la bonne conscience de son auteur. Le premier devoir de ceux qui veulent chercher « les voies conduisant au bonheur humain », c'est de ne pas être leur propre dupe, d'avoir le courage de reconnaître franchement ce qui est.

Et quand les idéologues de la classe laborieuse l'auront bien compris et senti, ils reconnaîtront que « l'idéal » ne

* En français dans le texte. (*N.R.*)

doit pas être de construire des voies meilleures et plus courtes, mais de formuler les tâches et les objectifs de cette « âpre lutte des classes » qui se poursuit sous nos yeux dans notre société capitaliste ; que le succès de leurs aspirations se mesure, non pas à l'élaboration de bons conseils destinés à la « société » et à l'« Etat », mais au degré de diffusion de cet idéal dans une classe déterminée de la société ; que l'idéal le plus élevé ne vaut pas un sou percé tant que vous n'aurez pas su le fondre intimement avec les intérêts de ceux qui prennent part eux-mêmes à la lutte économique, le fondre avec les « petites » questions de la vie quotidienne de la classe intéressée, telles que la « rétribution équitable du travail », questions si majestueusement dédaignées, dans sa grandiloquence, par le populiste.

« ... Mais cela ne suffit pas. Le développement intellectuel ne garantit pas encore, — comme nous le constatons, hélas ! à chaque pas, — contre les velléités et les instincts rapaces. Aussi des mesures doivent-elles être prises d'urgence pour préserver du pillage la campagne ; des mesures doivent être prises, avant tout, pour préserver notre communauté rurale, comme forme de la vie en commun aidant à corriger l'imperfection morale de la nature humaine. L'existence de la commune doit être assurée une fois pour toutes. Mais cela non plus ne suffit pas encore : la commune ne peut exister dans les conditions économiques actuelles, avec ses impôts trop lourds ; il faut donc prendre des mesures pour étendre la propriété foncière paysanne, réduire les impôts, organiser l'industrie populaire.

Voilà les moyens de lutte contre les koulaks, moyens sur lesquels toute la littérature honnête doit faire bloc pour les défendre. Ces moyens ne sont certes pas nouveaux ; mais ils sont uniques en leur genre. Or, il s'en faut de beaucoup que tout le monde en soit convaincu. » (Fin.)

Voilà donc le programme de ce populiste phraseur ! Les faits exposés, nous l'avons vu, font apparaître partout la contradiction absolue des intérêts économiques, — « partout », non pas seulement dans ce sens qu'elle se manifeste à la ville comme à la campagne, au-dedans comme au-dehors de la commune, dans les usines et les fabriques comme dans l'industrie « populaire », mais aussi en marge des faits économiques, c'est-à-dire dans la littérature et dans la « société », dans la sphère des idées morales, politiques, juridiques, etc. Et notre chevalier *Kleinbürger*

de verser des larmes amères et de clamer : « prendre des mesures d'urgence pour préserver la campagne. » La compréhension superficielle des faits et l'empressement à accepter des compromis, ces traits caractéristiques du petit bourgeois ressortent ici de toute évidence. La campagne elle-même, nous l'avons vu, n'est que division et lutte, elle présente un jeu d'intérêts contradictoires ; mais le populiste ne voit pas la racine du mal dans ce jeu, il la voit dans ses défauts de détail. Dans son programme, il ne cherche pas à éclairer la lutte en cours par une idée ; il entend « préserver » la campagne des « pillards » venus de dehors, accidentellement, en fraude ! Et qui donc, très cher romantique, doit prendre ces mesures de préservation ? La « société » qui se contente de fonctions végétatives aux dépens de ceux-là précisément qu'il faut préserver ? Ces agents des zemstvos, des cantons et autres qui vivent d'une portion de la plus-value et qui, par suite, comme nous venons de le voir, n'opposent pas de résistance, mais prêtent leur concours ?

Le populiste trouve que c'est là une triste contingence, rien de plus ; que cela tient à une mauvaise « compréhension de son rôle » ; qu'il suffit d'appeler « à mieux coordonner ses mouvements » pour que tous ces éléments « quittent la fausse route ». Il ne veut pas voir que si, dans les rapports économiques, s'est établi un système de *Plusmacherei*, un régime où seuls les éléments « sortis du peuple » peuvent avoir les moyens et le loisir nécessaires à l'instruction, tandis que la « masse » doit « rester ignorante et travailler pour autrui », — la conséquence directe et immédiate de ce régime est que seuls les représentants des premiers ont une chance d'entrer dans la « société ». C'est seulement au sein de cette « société » et parmi ces éléments « sortis du peuple » que peuvent se recruter les secrétaires d'administration cantonale, les agents des zemstvos, etc., que le populiste, dans sa naïveté, considère comme *supérieurs* aux rapports économiques et aux classes, comme placés *au-dessus* d'eux.

Aussi bien son appel à la « préservation » se trompe-t-il absolument d'adresse.

Le populiste se contente de palliatifs petits-bourgeois (la lutte contre le koulak — voir plus haut les associations

de prêt et d'épargne, les crédits, la législation encourageant la sobriété, l'assiduité au travail et l'instruction ; l'extension de la propriété foncière paysanne — voir plus haut le crédit foncier et l'achat de terres ; la réduction des charges fiscales — voir plus haut l'impôt sur le revenu) ou de rêves roses et bleus dignes de demoiselles de pensionnat : « organiser l'Industrie populaire ».

Mais n'est-elle pas déjà organisée ? Est-ce que toute cette jeune bourgeoisie n'a pas déjà organisé à sa manière, à la manière bourgeoise, cette « industrie populaire » ? Sinon, comment pourrait-elle « tenir entre ses mains chaque village » ? Comment pourrait-elle « ordonner au peuple d'aller travailler » et s'approprier la plus-value ?

Le populiste atteint ici au plus haut degré d'une sublime indignation morale. Il est immoral, s'écrie-t-il, d'affirmer que le capitalisme est une « organisation », quand il est fondé sur l'anarchie de la production, sur les crises, sur le chômage des masses, devenu un fait constant, normal et toujours plus profond, sur l'aggravation extrême du sort des travailleurs.

Bien au contraire. Ce qui est immoral, c'est de maquiller la vérité, de vouloir présenter le régime qui caractérise toute la Russie après l'abolition du servage comme une chose accidentelle, venue par hasard. Toute nation capitaliste apporte le progrès technique et la socialisation du travail en estropiant et mutilant les producteurs : c'est un fait établi depuis longtemps. Mais transformer ce *fait* en une matière à dissertations morales avec la « société » et balbutier dans une quiétude béate, en fermant les yeux sur la lutte en cours : « préservez », « assurez », « organisez », — c'est être un romantique, un romantique naïf et réactionnaire.

Le lecteur pourrait croire que ce commentaire n'a aucun rapport avec l'analyse du livre de M. Strouvé. Ce manque de rapport, à mon avis, n'est qu'apparent.

Le livre de M. Strouvé ne découvre nullement le marxisme russe. Il apporte seulement, pour la première fois dans notre presse, des théories déjà formées et exposées

antérieurement*. Comme on l'a déjà signalé, cet ouvrage avait été précédé, dans la presse populiste libérale, d'une critique violente du marxisme, critique qui a embrouillé et dénaturé les choses.

Sans avoir répondu à cette critique, il était impossible, d'abord, d'envisager la question dans son état actuel ; en second lieu, de comprendre le caractère et le rôle du livre de M. Strouvé.

Pour répondre, nous avons pris un article populiste de vieille date, parce qu'il fallait un article de principe et, de plus, un article conservant au moins quelques-uns des préceptes de l'ancien populisme russe, si précieux pour le marxisme.

Nous nous sommes attachés à montrer dans ce commentaire combien les procédés courants de la polémique populiste-libérale sont factices et absurdes. Les affirmations selon lesquelles le marxisme serait une variante de l'hégélianisme**, qu'il est lié à la fois dans les triades, dans les dogmes et les schémas abstraits qui ne demandent pas à être contrôlés dans les faits, à la nécessité pour chaque pays de passer par la phase capitaliste, etc., ne sont que vain bavardage.

Le marxisme cherche le critère de la vérité dans la *formulation* et *l'explication* théorique de la lutte que se livrent sous nos yeux les classes sociales et les intérêts économiques.

Le marxisme ne se fonde que sur les faits de l'histoire et de la réalité russes. Lui aussi représente une idéologie de la classe laborieuse, mais il explique tout autrement les faits bien connus du développement et de la marche victorieuse du capitalisme russe ; il conçoit tout autrement les tâches que notre réalité pose aux idéologues des producteurs immédiats. Aussi, quand un marxiste affirme que le capitalisme russe est nécessaire, inévitable, progressif, il part de faits bien établis, qui, justement parce qu'ils sont bien établis et n'ont pas l'attrait de la nouveauté, ne sont pas toujours cités. Il interprète autrement tout ce que la

---

* Cf. V. V., *Essais d'économie théorique*, St-Pétersbourg 1895, pp. 257-258[99].

** Je ne parle pas ici, bien entendu, de l'origine historique du marxisme, mais de son contenu actuel.

littérature populiste a raconté et répété maintes fois ; et si, pour toute réponse, le populiste se récrie que le marxiste ne veut pas connaître les faits, il suffit, pour le confondre, de rappeler n'importe quel article populiste de principe des années 70.

Passons maintenant à l'analyse du livre de M. Strouvé.

CHAPITRE II

CRITIQUE DE LA SOCIOLOGIE POPULISTE

L'« essence » du populisme, son « idée maîtresse », l'auteur la voit dans la « théorie du développement économique original de la Russie ». Théorie qui, selon lui, a « deux sources essentielles : 1° une doctrine bien définie sur le rôle de l'individu dans le processus historique, et 2° la conviction intuitive que le caractère national et l'esprit national du peuple russe sont spécifiques, et ses destinées historiques particulières » (2). Ici, l'auteur indique en note que « le populisme est caractérisé par un idéal social bien déterminé »* et ajoute qu'il expose plus loin les conceptions économiques des populistes.

Cette caractéristique du populisme appelle, me semble-t-il, quelques retouches. Elle est trop abstraite et idéaliste, car, tout en indiquant les idées théoriques prédominantes du populisme, elle ne souffle mot ni de son « essence », ni de sa « source ». On ne voit pas du tout pourquoi cet idéal était lié à la croyance au développement original de la Russie, à une doctrine particulière du rôle de l'individu, et pourquoi ces théories devinrent le courant « le plus important » de notre pensée sociale. Si l'auteur, parlant des « conceptions sociologiques du populisme » (c'est le titre de son premier chapitre), n'a pu toutefois se borner à traiter des questions purement sociologiques (la méthode en sociologie), mais a exposé aussi les idées du populisme

* Certes, cette expression : « un idéal social bien déterminé » ne doit pas être comprise à la lettre, c'est-à-dire en ce sens que les populistes savent d'une façon « bien déterminée » ce qu'ils veulent. Ce serait tout à fait faux. Par « idéal bien déterminé » il faut entendre simplement une idéologie des producteurs immédiats, si vague que puisse être cette idéologie.

sur la réalité économique russe, il aurait dû indiquer le fond de ces idées. Or, il ne l'a fait qu'à moitié dans la note en question. L'essence du populisme est qu'il représente les intérêts des producteurs du point de vue du petit producteur, du petit bourgeois. Dans son article écrit en allemand sur le livre de M. N.—on (*Sozialpolitisches Centralblatt*, 1893, n° 1), M. Strouvé a qualifié le populisme de « socialisme national » (*Rousskoïé Bogatstvo*, 1893, n° 12, p. 185). Il aurait fallu dire « paysan » et non « national », en ce qui concerne l'ancien populisme russe, et « petit-bourgeois » en ce qui concerne le populisme d'aujourd'hui. La « source » du populisme est dans la prédominance de la classe des petits producteurs dans la Russie capitaliste d'après l'abolition du servage.

Cette définition demande à être précisée. J'emploie le terme « petit-bourgeois » non point dans son sens courant, mais dans son sens économique et politique. Un petit producteur, produisant en régime d'économie marchande, tels sont les deux indices qui forment la notion du « petit bourgeois », du *Kleinbürger*. Cette définition convient donc aussi bien pour le paysan que pour le petit artisan, que les populistes ont toujours mis sur le même plan, avec juste raison, puisque tous deux dont des producteurs travaillant pour le marché et qu'ils ne se distinguent que par le degré de développement de l'économie marchande. Ensuite, si je fais une distinction entre l'ancien* populisme et le populisme d'aujourd'hui, c'est que le premier avait jusqu'à un certain point une doctrine harmonieuse, constituée à l'époque où le capitalisme était encore très peu développé en Russie, où le caractère petit-bourgeois de l'économie paysanne n'était pas encore manifeste, où le côté pratique de la doctrine était purement utopique, et où les populistes se tenaient nettement à l'écart de la « société » libérale et « allaient au peuple ». Aujourd'hui, il en va autrement : la voie capitaliste que suit le développement de la Russie n'est plus contestée par personne ; la différenciation à la campagne est un fait indéniable. De la doctrine harmo-

* Par anciens populistes je n'entends pas ceux qui inspiraient, par exemple, les *Otétchestvennyïé Zapiski*, mais ceux-là, précisément, qui « allaient au peuple ».

nieuse du populisme avec sa foi puérile en la « communauté rurale » il ne reste que des lambeaux. Au point de vue pratique, l'utopie a fait place à un programme de « progrès » petits-bourgeois, qui n'a rien d'utopique, et seules les phrases pompeuses rappellent la parenté historique de ces misérables compromis avec les rêves de voies de développement originales et meilleures pour la patrie. Au lieu d'une séparation d'avec la société libérale, nous voyons le plus touchant rapprochement. C'est ce changement qui nous oblige à distinguer entre l'idéologie de la paysannerie et celle de la petite bourgeoisie.

Cette mise au point au sujet du contenu véritable du populisme nous a paru d'autant plus nécessaire que la forme abstraite de l'exposé de M. Strouvé en constitue le principal défaut. Voilà un premier point. En second lieu, « certaines thèses fondamentales » de la doctrine à laquelle M. Strouvé n'est pas attaché veulent justement que les idées sociales soient ramenées aux rapports économiques et sociaux.

Et nous tâcherons de montrer à présent que, autrement, il n'est pas possible de saisir même les conceptions purement théoriques du populisme, comme par exemple la question de la méthode en sociologie.

Après avoir indiqué que le meilleur exposé de la doctrine populiste sur la méthode en sociologie est celui de MM. Mirtov [100] et Mikhaïlovski, M. Strouvé définit cette doctrine comme un « idéalisme subjectif » et pour l'établir cite divers passages, empruntés à ces auteurs, qui valent la peine qu'on s'y arrête.

Les deux auteurs partent de l'idée que l'histoire est l'œuvre d'« individus combattant isolément ». « Les individus font l'histoire » (Mirtov). Mikhaïlovski est plus explicite encore : « L'individu vivant, avec toutes ses pensées et tous ses sentiments, devient à ses propres risques et périls l'artisan de l'histoire. C'est lui, et non quelque force mystique, qui assigne des buts à l'histoire et y pousse les événements à travers une succession d'obstacles suscités par les forces élémentaires de la nature et des conditions historiques » (8). Cette thèse — que l'histoire est l'œuvre des individus — est au point de vue théorique absolument inconsistante. L'histoire est faite tout entière des actions

des individus, et la science sociale a pour objet d'expliquer ces actions ; de sorte que « le droit d'intervenir dans la marche des événements » (le mot est de M. Mikhaïlovski, cité par M. Strouvé, p. 8) n'est que pure tautologie. La dernière tirade de M. Mikhaïlovski le montre de toute évidence. L'individu vivant, estime cet auteur, pousse les événements à travers une succession d'obstacles suscités par les forces élémentaires des conditions historiques. Mais en quoi consistent ces « conditions historiques » ? Selon la logique de l'auteur, elles consistent une fois de plus dans les actions d'autres « individus vivants ». Que voilà donc une profonde philosophie de l'histoire : l'individu vivant pousse les événements à travers une succession d'obstacles suscités par d'autres individus vivants ! Et pourquoi les actions de tels individus vivants sont-elles qualifiées d'élémentaires, alors qu'on dit des autres qu'ils « poussent les événements » vers des buts fixés à l'avance ? Il est évident que vouloir chercher ici le moindre fond théorique serait une entreprise à peu près vaine. La vérité, c'est que les conditions historiques qui fournissaient à nos subjectivistes la matière de leurs « théories » consistaient (et consistent encore) en des antagonismes et entraînaient l'expropriation du producteur. N'ayant pas su comprendre ces antagonismes, ni trouver *là* les éléments sociaux auxquels auraient pu adhérer les « individus isolés », les subjectivistes se bornaient à inventer des théories faites pour consoler les individus « isolés », en les assurant que l'histoire était l'œuvre des « individus vivants ». La fameuse « méthode subjective en sociologie » n'exprime absolument rien de plus qu'une bonne intention et une mauvaise interprétation. Les réflexions de M. Mikhaïlovski, citées plus loin par l'auteur, en sont une confirmation frappante.

La vie européenne, dit M. Mikhaïlovski, « s'est organisée sans souci de la logique ni de la morale, comme un fleuve qui coule ou un arbre qui pousse. Le fleuve coule dans le sens du moindre effort, il emporte ce qu'il peut emporter, fût-ce une mine de diamants, et il contourne ce qu'il ne peut emporter, fût-ce un tas de fumier. Les écluses, les digues, les canaux de dérivation ou d'évacuation sont l'œuvre de la raison et du sentiment de l'homme. On peut di-

re que cette raison et ces sentiments n'ont pas participé (?P.S.) à la formation du régime économique contemporain en Europe. Ils étaient à l'état embryonnaire et leur action sur le cours naturel, spontané, des choses était insignifiante » (9).

M. Strouvé met un point d'interrogation, et nous sommes surpris qu'il en ait mis à un seul mot et pas à tous, tant cette tirade est creuse ! Qu'est-ce que c'est que ce galimatias : la raison et le sentiment n'ont pas participé à la formation du capitalisme ? En quoi consiste donc le capitalisme, si ce n'est dans certains rapports entre les hommes ? Or, nous ne connaissons pas encore d'hommes dépourvus de raison et de sentiment. Et combien fausse est cette affirmation que l'action exercée par la raison et le sentiment des « individus vivants » sur le « cours des choses » était alors « insignifiante » ? Bien au contraire. Des hommes sains d'esprit et de jugement lucide édifiaient alors des écluses et des digues fort ingénieuses, qui poussaient le paysan indocile dans le sillage de l'exploitation capitaliste ; ils aménageaient, sur le plan politique et financier, des canaux de dérivation savamment conçus par où se précipitaient l'accumulation et l'expropriation capitalistes, qui ne pouvaient se contenter de l'action des seules lois économiques. En un mot, toutes ces affirmations de M. Mikhaïlovski sont si monstrueusement fausses qu'on ne saurait les expliquer uniquement par des erreurs théoriques. Elles s'expliquent entièrement par le point de vue petit-bourgeois que professe cet auteur. Déjà le capitalisme a révélé très nettement ses tendances ; il a développé jusqu'au bout l'antagonisme qui lui est inhérent ; la contradiction des intérêts affecte déjà des formes déterminées et se reflète même dans la législation russe ; le petit producteur reste cependant à l'écart de cette lutte. Il est encore attaché à l'ancienne société bourgeoise par sa minuscule entreprise ; aussi, tout en étant opprimé par le régime capitaliste, il n'est pas à même de comprendre les causes véritables de son oppression et continue à se bercer d'illusions, à croire que tout le mal vient de ce que la raison et le sentiment des hommes sont encore « à l'état embryonnaire ».

« Certes, poursuit l'idéologue de ce petit bourgeois,

les hommes se sont toujours efforcés d'influer d'une façon ou d'une autre sur le cours des choses. »

Or, le « cours des choses » est fait des actions et des « influences » des hommes, et rien de plus. Voilà donc encore une phrase dénuée de sens.

« Mais, ce faisant, ils se laissaient guider par la plus mince expérience et les intérêts les plus grossiers ; et l'on conçoit que ces guides n'aient pu que très rarement et par hasard faire prendre la voie indiquée par la science moderne et par les idées morales d'aujourd'hui » (9).

Morale petite-bourgeoise qui condamne la « grossièreté des intérêts » faute de pouvoir rattacher son « idéal » à des intérêts vitaux ; manière petite-bourgeoise de fermer les yeux sur la scission devenue un fait acquis et dont se ressentent nettement et la science moderne et les idées morales d'aujourd'hui.

Il va de soi que tous ces traits inhérents aux réflexions de M. Mikhaïlovski restent les mêmes quand cet auteur se met à parler de la Russie. « De tout son cœur, il se félicite » des racontars non moins singuliers d'un certain M. Iakovlev, qui prétend que la Russie est une *tabula rasa* ; qu'elle peut commencer par le commencement, éviter les fautes des autres pays, etc., etc. Tout cela alors que les représentants de la « vieille formation nobiliaire », avec leur grande propriété terrienne et leurs immenses privilèges politiques, tiennent encore très solidement sur cette *tabula rasa*, et que le capitalisme y grandit rapidement avec son cortège de « progrès ». Le petit bourgeois ferme peureusement les yeux sur ces *faits* et se réfugie dans la sphère des rêveries innocentes : « Nous commençons à vivre maintenant à l'époque où la science est déjà en possession de certaines vérités et jouit de quelque autorité. »

Ainsi, les seules réflexions de M. Mikhaïlovski, citées par M. Strouvé, font ressortir l'origine de classe des idées du populisme en sociologie.

Nous ne pouvons laisser passer une remarque de M. Strouvé dirigée contre M. Mikhaïlovski. « Selon lui, dit l'auteur, il n'existe pas de tendances historiques invincibles qui, comme telles, doivent servir d'un côté de point de départ et, de l'autre, de limites obligatoires à l'activité pratique de l'individu et des groupes sociaux » (11).

C'est là le langage d'un objectiviste et non d'un marxiste (d'un matérialiste). Entre ces notions (ces systèmes de conceptions) il y a une différence qui mérite qu'on s'y arrête, la compréhension imparfaite de cette différence étant le défaut majeur du livre de M. Strouvé, défaut qui se retrouve dans la plupart de ses développements.

L'objectiviste parle de la nécessité d'un processus historique donné ; le matérialiste constate avec précision l'existence d'une formation économique et sociale donnée, ainsi que les rapports antagoniques qu'elle fait naître. L'objectiviste risque toujours, en démontrant la nécessité d'une suite de faits donnés, d'en devenir l'apologiste ; le matérialiste met en valeur les contradictions de classe, et c'est ainsi qu'il détermine son point de vue. L'objectiviste parle de « tendances historiques invincibles » ; le matérialiste parle de la classe qui « dirige » tel ou tel régime économique, en provoquant telles formes concrètes d'opposition de la part des autres classes. Ainsi donc le matérialiste est, d'une part, plus conséquent que l'objectiviste ; son objectivisme est plus profond, plus complet. Il ne se contente pas d'indiquer la nécessité du processus ; il montre avec clarté et précision quelle est la formation économique et sociale qui donne un contenu à ce processus, et *quelle est la classe* qui en détermine la nécessité. Dans le cas cité, par exemple, le matérialiste ne se serait pas borné à constater l'existence de « tendances historiques invincibles » ; il aurait signalé l'existence de classes définies, qui déterminent le contenu du régime en question et excluent la possibilité d'en sortir autrement que par une action des producteurs eux-mêmes. D'autre part, le matérialisme suppose en quelque sorte l'esprit de parti ; il nous oblige, dans toute appréciation d'un événement, à nous en tenir ouvertement et sans équivoque au point de vue d'un groupe social déterminé*.

De M. Mikhaïlovski l'auteur passe à M. Ioujakov, lequel n'offre rien d'intéressant ni d'original. M. Strouvé qualifie très justement les dissertations sociologiques de

* Des exemples précis du matérialisme incomplet de M. Strouvé, ainsi que du manque de logique de sa théorie de la lutte des classes, seront indiqués plus loin dans chaque cas particulier.

ce dernier de « phraséologie pompeuse », « dénuée de tout contenu ». Une différence fort caractéristique (du populisme en général) entre M. Ioujakov et M. Mikhaïlovski mérite de retenir notre attention. M. Strouvé, qui relève cette différence, qualifie M. Ioujakov de « nationaliste » et soutient que M. Mikhaïlovski « fut toujours complètement étranger à tout nationalisme » ; que pour lui, comme il le disait lui-même, « la question des droits du peuple concerne non seulement le peuple russe, mais le peuple laborieux de l'ensemble du monde civilisé ». Il me semble que cette différence reflète aussi la situation double du petit producteur, qui est à la fois un élément de progrès, puisqu'il commence, suivant l'heureuse expression spontanée de M. Ioujakov, à « se séparer de la société », et un élément de réaction, puisqu'il lutte pour le maintien de sa situation de petit patron et s'efforce d'entraver le développement économique. C'est pourquoi le populisme russe sait combiner dans sa doctrine des traits progressifs, démocratiques, avec des traits réactionnaires, qui lui valent la sympathie des *Moskovskié Viédomosti*. Quant à ces derniers, il serait, je crois, difficile de les mettre en relief mieux que ne l'a fait M. Ioujakov dans la tirade suivante, reproduite par M. Strouvé.

« Seule la paysannerie a été, toujours et partout, l'interprète de l'idée pure du travail. Il semble que cette même idée ait été portée dans l'arène de l'histoire contemporaine par ce qu'on appelle le quatrième état, le prolétariat des villes ; mais les changements de nature qu'elle a subis de ce fait sont si importants que le paysan aurait peine à y reconnaître la base constante de sa vie quotidienne. Le *droit* au travail, et non le *devoir* sacré du travail, l'obligation de gagner son pain à la sueur de son front [voilà donc ce qui se cachait derrière « l'idée pure du travail » ! Une conception directement inspirée par le servage du « devoir » qu'a le paysan de gagner son pain... pour s'acquitter de ses servitudes ? Et c'est à la bête de somme abrutie et accablée qu'on parle de ce devoir « sacré » * ! !] ; puis, la

* L'auteur ne sait sans doute pas, comme il sied du reste à un petit bourgeois, que les travailleurs de l'Europe occidentale ont depuis longtemps franchi le stade de développement où ils reven-

séparation du travail et sa rétribution, toute cette agitation pour une juste rétribution du travail, comme si ce dernier, par ses fruits, ne créait pas lui-même cette rétribution [« Qu'est-ce que c'est que cela ? » demande M. Strouvé, « *sancta simplicitas* ou autre chose ? » Quelque chose de pire. C'est l'apothéose de la docilité du manouvrier attaché à la glèbe et habitué à peiner à peu près gratuitement pour autrui] ; la séparation du travail d'avec la vie et sa transformation en une catégorie abstraite (? ! P. S.), mesurée par le nombre d'heures passées à la fabrique et qui n'a aucun autre (? ! P. S.) rapport, aucune liaison avec les intérêts quotidiens du travailleur [lâcheté typiquement petite-bourgeoise du petit producteur, qui a parfois beaucoup à souffrir de l'organisation capitaliste actuelle, mais qui craint par-dessus tout que les éléments définitivement « exclus » de cette dernière ne se mettent, pour de bon, en mouvement contre elle] ; enfin, l'absence de vie sédentaire, l'absence d'un foyer familial créé par le travail, le changement dans les formes du travail, tout cela est absolument étranger à l'idée du travail paysan. Le foyer familial créé par le travail et légué de père en fils, le travail qui, par ses préoccupations, pénètre toute la vie dont il édifie la morale qui consiste dans l'amour de la terre arrosée de la sueur de maintes générations, — tout cela qui constitue un élément intégrant et caractéristique de la vie paysanne, est absolument inconnu du prolétariat ouvrier. Aussi, tandis que la vie de ce dernier, bien que faite de travail, repose sur la morale bourgeoise (individualiste et fondée sur le principe du droit acquis) et, dans le meilleur des cas, sur une morale philosophique abstraite, la morale paysanne a précisément pour base le travail, sa logique, ses exigences » (18). Ici apparaissent, à l'état pur cette fois, les traits réactionnaires du petit producteur, son abrutissement qui lui fait croire qu'il est à tout jamais voué au « devoir sacré » d'être une bête de somme ; sa mentalité servile, « léguée de père en fils » ; son attachement à sa minuscule exploitation, dont la crainte de la perdre

diquaient le « droit au travail », et qu'ils exigent maintenant le « droit à la paresse », le droit au repos après un travail excessif qui les mutile et les accable.

le fait renoncer même à toute idée de « rétribution équitable » et l'amène à se comporter en ennemi de toute « agitation », — cette exploitation qui, par suite de son faible rendement et de la fixation du travailleur à la localité, fait du petit producteur un sauvage et engendre nécessairement chez lui, de par les seules conditions économiques, l'abrutissement et la mentalité servile. La destruction de ces traits réactionnaires doit être assurément reconnue pour un des mérites de notre bourgeoisie, dont l'action a ceci de progressif qu'elle a rompu toutes les attaches du travailleur avec le servage et ses traditions. Aux formes d'exploitation médiévales qui, dissimulées sous les rapports *personnels* du maître avec le sujet, du koulak et du revendeur avec les paysans et les petits artisans du lieu, du patriarcal « millionnaire modeste et barbu » avec ceux qu'il appelait « ses gars », engendraient de ce fait des idées ultra-réactionnaires, — à ces formes médiévales elle a substitué et continue de substituer l'exploitation exercée par « l'entrepreneur désinvolte à l'européenne », exploitation impersonnelle, au grand jour, que rien ne travestit et qui, par là même, détruit les illusions et les rêves absurdes. La bourgeoisie a détruit l'ancien isolement (la « vie sédentaire ») du paysan, qui ne voulait *ni ne pouvait d'ailleurs* connaître autre chose que son lopin de terre ; et, en socialisant le travail et en accroissant énormément sa productivité, elle a poussé de force le producteur dans l'arène de la vie sociale.

Au sujet de ce raisonnement de M. Ioujakov, M. Strouvé déclare : « M. Ioujakov établit ainsi de toute évidence les racines slavophiles du populisme » (18). Et, plus loin, résumant son exposé des idées du populisme en sociologie, il ajoute que la foi dans le « développement original de la Russie » constitue « le lien historique entre la slavophilie et le populisme » ; et que, par conséquent, la controverse entre marxistes et populistes n'est autre chose qu'un « prolongement naturel du différend entre la slavophilie et l'occidentalisme » (29). Cette dernière thèse me semble appeler des réserves. Il est certain que les populistes (M. Ioujakov par exemple) pèchent très fortement par un chauvinisme de la pire espèce. Il est non moins certain que la méconnaissance de la méthode sociologique de Marx et de la façon

dont celui-ci posait la question des producteurs immédiats équivaut, pour ceux des Russes qui veulent représenter les intérêts de ces producteurs immédiats, à un détachement complet de la « civilisation » occidentale. Mais l'essence du populisme se situe bien plus profond: non point dans la doctrine du développement original de la Russie ni dans la slavophilie, mais dans la représentation des intérêts et des idées du petit producteur russe. Aussi a-t-on connu parmi les populistes des écrivains (et ce fut l'élite des populistes) qui, comme l'a reconnu aussi M. Strouvé, n'avaient rien de commun avec la slavophilie et reconnaissaient même que la Russie était entrée dans la voie suivie par l'Europe occidentale. Il est tout à fait impossible, avec des catégories telles que la slavophilie et l'occidentalisme, de voir clair dans les problèmes du populisme russe. Le populisme a reflété un fait de la vie russe, à peu près inexistant à l'époque où se formaient la slavophilie et l'occidentalisme, à savoir : l'opposition des intérêts du travail et du *capital*. Il a reflété ce *fait* à travers le prisme des conditions d'existence et des intérêts du petit producteur, donc d'une façon dénaturée, pusillanime, en créant une théorie qui met en avant non pas les contradictions des intérêts sociaux, mais le vain espoir d'une autre voie de développement. Notre tâche est de corriger cette erreur du populisme, de montrer quel groupe social peut représenter effectivement les intérêts des producteurs immédiats.

Passons à présent au deuxième chapitre du livre de M. Strouvé.

L'auteur a adopté dans son exposé le plan que voici : il indique d'abord les considérations générales qui obligent à tenir le matérialisme pour la seule méthode exacte de la science sociale ; il expose ensuite les idées de Marx et d'Engels, et applique enfin les conclusions ainsi obtenues à certains phénomènes de la vie russe. Le sujet traité dans ce chapitre étant d'une importance particulière, nous essaierons d'en faire une analyse détaillée, de relever tous les points qui soulèvent des objections.

L'auteur commence par cette indication parfaitement juste que la théorie réduisant le processus social aux actions d'« individus vivants » qui « s'assignent des buts » et « poussent les événements » est née d'un malentendu. Il va de soi que nul n'a jamais songé à attribuer « à un groupe social une existence autonome, indépendante de celle des individus qui le composent » (31) ; mais le fait est que « l'individu en tant qu'individualité concrète est la résultante de tous les individus antérieurs et contemporains, c'est-à-dire d'un groupe social » (31). Dégageons la pensée de l'auteur. L'histoire est, d'après M. Mikhaïlovski, l'œuvre de « l'individu vivant avec toutes ses pensées et tous ses sentiments ». C'est absolument juste. Mais qu'est-ce qui détermine ces « pensées et sentiments » ? Peut-on soutenir sérieusement qu'ils soient nés du hasard, au lieu de découler nécessairement d'un milieu social donné — matière et objet de la vie spirituelle de l'individu —, milieu qui se reflète dans ses « pensées et sentiments » de façon positive ou négative, et qui fait que l'individu représente les intérêts de telle ou telle classe sociale ? Et encore : qu'est-ce qui nous permet de juger des « pensées et sentiments » *réels* des individus *réels* ? Ce ne peuvent être évidemment que les *actions* de ces individus, et comme il ne s'agit que de « pensées et de sentiments » sociaux, il faut encore ajouter : les *actions sociales* des individus, c'est-à-dire les *faits sociaux*. « En séparant le groupe social de l'individu, dit M. Strouvé, nous entendons par groupe social les rapports multiples et divers — entre individus — qui naissent de la vie sociale et s'expriment dans les coutumes et le droit, dans les mœurs et la morale, dans les idées religieuses » (32). En d'autres termes : le sociologue matérialiste, faisant de rapports sociaux bien déterminés entre les hommes l'objet de son analyse, étudie par là même les *individus* réels dont les actes constituent ces rapports. Le sociologue subjectiviste, qui prétend partir des « individus vivants », commence en fait par attribuer à ces individus des « pensées et sentiments » qu'il croit rationnels (car, en isolant ses « individus » du milieu social concret, il s'est mis du même coup dans l'impossibilité d'étudier leurs pensées et sentiments *réels*), c'est-à-dire qu'il « commence par l'utopie », comme M. Mikhaï-

lovski a dû en convenir*. Et comme, de plus, les idées de ce sociologue sur le rationnel reflètent elles-mêmes (sans qu'il en ait conscience) un milieu social donné, les conclusions de son raisonnement, qui lui paraissent être le produit « le plus pur » « de la science et des idées morales contemporaines », n'expriment en réalité que le point de vue et les intérêts... de la petite bourgeoisie.

Ce dernier fait, à savoir que la théorie sociologique particulière du rôle de l'individu ou de la méthode subjective substitue une utopie à l'étude critique matérialiste, est d'une grande importance. M. Strouvé l'ayant passé sous silence, il vaut la peine de s'y arrêter.

Prenons à titre d'illustration le raisonnement, très répandu parmi les populistes, sur l'artisan. Le populiste décrit la situation lamentable de cet artisan, l'insignifiance de sa production, l'exploitation scandaleuse dont il est l'objet de la part du revendeur, qui empoche la part du lion du produit en ne laissant au producteur que quelques sous pour une journée de travail de 16 à 18 heures. Et le populiste de conclure : le niveau misérable de la production et l'exploitation du travail de l'artisan sont autant de mauvais côtés du régime actuel. Mais l'artisan n'est pas un ouvrier salarié : voilà le bon côté. Il faut conserver le bon côté et supprimer le mauvais ; à cet effet, l'on organisera les artisans en coopératives. Tel est le raisonnement populiste sous sa forme achevée.

Le marxisme raisonne autrement. La connaissance de l'état où se trouve l'industrie artisanale l'incite non seulement à s'interroger sur ce qui est bon ou mauvais, mais aussi à se demander quelle est l'organisation de cette industrie, c'est-à-dire comment — *et pourquoi c'est ainsi et pas autrement* — s'établissent les rapports entre les artisans confectionnant un produit donné. Et il voit que cette organisation est la production marchande, c'est-à-dire celle de producteurs *isolés*, liés entre eux par le *marché*. Le produit de chaque producteur, destiné à la consommation d'autrui, ne peut atteindre le consommateur et donner au

* Œuvres, t. III, p. 155 : « La sociologie doit commencer par l'utopie. »

producteur le droit de recevoir un autre produit social qu'après avoir pris la forme *argent*, c'est-à-dire après avoir été soumis à une évaluation sociale préalable, tant pour la qualité que pour la quantité. Or, cette évaluation se fait en dehors du producteur, à travers les fluctuations du marché. Ces fluctuations, indépendantes du producteur qui les ignore, engendrent forcément et accroissent l'inégalité des producteurs, en ruinant les uns et en donnant aux autres l'argent, ce produit du travail social. On voit ainsi ce qui fait la puissance du possesseur d'argent, du revendeur : c'est que, parmi les artisans qui vivent au jour le jour, tout au plus d'une semaine à l'autre, il est le seul à posséder l'argent, c'est-à-dire le produit du travail *social* antérieur, qui devient entre ses mains un *capital*, un moyen de s'approprier le surproduit des autres artisans. Aussi, conclut le marxiste, avec cette organisation de l'économie sociale, l'expropriation et l'exploitation du producteur sont-elles absolument inévitables, de même que la soumission des non-possédants aux possédants et l'opposition de leurs intérêts, qui fait le fond de la notion *scientifique* de la *lutte des classes*. Par conséquent, l'intérêt du producteur n'est pas du tout dans la conciliation de ces éléments opposés, mais au contraire dans le développement de l'opposition, dans le développement de la conscience de cette opposition. Nous voyons que le progrès de l'économie marchande entraîne, également chez nous en Russie, un tel développement de l'opposition : au fur et à mesure que s'étend le marché et que la production grandit, le capital commercial se transforme en capital industriel. L'industrie mécanique, qui détruit définitivement la petite industrie individuelle (déjà minée à fond par le revendeur), socialise le travail. Le système de la *Plusmacherei*, dissimulé dans la production artisanale derrière l'indépendance apparente de l'artisan et le caractère apparemment fortuit du pouvoir du revendeur, se manifeste désormais clairement, en toute évidence. Le « travail » qui, dans l'artisanat également, ne participait à la « vie » qu'en faisant don du surproduit aux revendeurs, aujourd'hui, « est exclu de la vie » de la société bourgeoise, d'une façon définitive. Cette société l'expulse avec la plus grande franchise, en formulant jusqu'au bout le principe qui est à sa base :

le producteur ne peut obtenir les moyens de subsistance que lorsqu'il trouve un possesseur d'argent qui veut bien s'approprier le surproduit de son travail. Et ce que l'artisan ne pouvait comprendre [non plus que son idéologue le populiste], à savoir le caractère profond, le caractère de classe de l'opposition précitée, apparaît clairement au producteur. Voilà pourquoi les intérêts de l'artisan ne peuvent être représentés que par ce producteur avancé.

Comparons à présent ces deux raisonnements, du point de vue de leur méthode sociologique.

Le populiste assure qu'il est réaliste. « L'histoire est l'œuvre des individus vivants » ; je commence donc, dit-il, par les « sentiments » de l'artisan, hostile au régime actuel, et par ses pensées sur l'organisation d'un régime meilleur ; tandis que le marxiste invoque on ne sait quelles nécessités inéluctables ; c'est un mystique et un métaphysicien.

En effet, répond ce mystique, l'histoire est l'œuvre des « individus vivants ». Et, en étudiant la question de savoir pourquoi les rapports sociaux de l'artisanat ont pris cette forme et non pas une autre (question que vous n'avez même pas posée !), j'ai étudié précisément la *façon* dont les « individus vivants » *ont fait leur histoire* et continuent de la faire. Je disposais d'un critère sûr, attestant que j'avais affaire à des individus réels, « vivants », à des pensées et sentiments réels : ce critère était que les « pensées et sentiments » se sont déjà traduits chez eux par des actes, ont créé des rapports sociaux déterminés. Je ne dis jamais, il est vrai, que « l'histoire est l'œuvre des individus vivants » (parce que cette phrase me paraît vide de sens) ; mais en analysant les rapports sociaux *réels* et leur développement *réel*, j'analyse justement le produit de l'activité des individus vivants. Or, vous parlez bien d'« individus vivants », mais en réalité vous ne prenez pas pour point de départ l'« individu vivant » avec les « pensées et sentiments » qu'engendrent effectivement ses conditions d'existence, le système des rapports de production, mais une marionnette dont vous farcissez la tête de vos propres « pensées et sentiments ». Cette façon d'agir, on le conçoit, ne peut aboutir qu'à d'innocentes rêveries ; la vie passe à côté de vous, et vous-même passez à côté

de la vie*. Il y a plus : voyez un peu *de quoi* vous lui farcissez la tête, à cette marionnette, et quelles sont les mesures que vous prêchez. En recommandant aux travailleurs la coopérative, comme la « voie indiquée par la science et les idées morales contemporaines », vous négligez un menu détail : toute l'organisation de notre économie. Ne comprenant pas qu'il s'agit de l'économie capitaliste, vous n'avez pas remarqué que, *sur ce terrain*, toutes les coopératives possibles et imaginables ne seront que de minces palliatifs absolument impuissants à éliminer la concentration des moyens de production, y compris l'argent, entre les mains d'une minorité (cette concentration est un fait incontestable), ainsi que le complet dénuement de la grande masse de la population, — palliatifs qui, tout au plus, élèveront seulement une petite poignée d'artisans qui passeront dans les rangs de la petite bourgeoisie. D'idéologue du travailleur, vous devenez l'idéologue de la petite bourgeoisie.

Mais revenons à M. Strouvé. Après avoir marqué ce qu'il y avait d'inconsistant dans les raisonnements des populistes sur l'« individu », il poursuit : « Que la sociologie tende en effet à ramener toujours l'individuel à ses sources sociales, c'est ce que montrent toutes les tentatives faites pour expliquer tel ou tel facteur important de l'évolution historique. Quand on en arrive à une « individualité historique », à un « grand homme », on a toujours tendance à le présenter comme l'« interprète » de l'esprit d'une époque, comme l'image de son temps ; à considérer ses actes, ses réussites et ses insuccès comme les résultats nécessaires de toute l'histoire antérieure » (32). Cette tendance générale, qui conduit à *expliquer* les phénomènes sociaux, c'est-à-dire à créer une science sociale, « a trouvé une expression éclatante dans la théorie de la lutte des classes, conçue comme fondement de l'évolution sociale. Du moment que l'individu n'entrait plus en ligne de compte, il fallait trouver un autre élément. Et ce fut le groupe social » (33).

* « Elle (la « possibilité d'une nouvelle voie historique ») est réduite impitoyablement par la pratique » ; « elle diminue, pourrait-on dire, de jour en jour » (M. Mikhaïlovski cité par P. Strouvé, p. 16). Ce n'est certes pas la « possibilité » qui diminue, puisqu'elle n'a jamais existé ; ce sont les illusions. Et c'est très bien ainsi.

M. Strouvé a parfaitement raison de dire que la théorie de la lutte des classes est le couronnement des efforts entrepris en sociologie pour ramener « l'individuel à ses sources sociales ». Bien plus : la théorie de la lutte des classes mène pour la première fois cet effort à son terme avec une rigueur telle qu'elle élève la sociologie au rang d'une science. Ce résultat a été obtenu par la définition matérialiste de la notion du « groupe ». Cette notion, par elle-même, est encore trop vague et arbitraire : le critère permettant de distinguer les « groupes » peut être recherché dans les faits religieux comme dans les faits ethnographiques, politiques, juridiques, etc. Il n'est point d'indice bien précis permettant de distinguer tels ou tels « groupes » dans chacun de ces domaines. La théorie de la lutte des classes, elle, constitue justement un immense progrès de la science sociale, parce qu'elle fonde avec une précision et une netteté absolues la méthode permettant de ramener l'individuel au social. D'abord, cette théorie a élaboré la notion de *formation économique et sociale*. Ayant pris pour point de départ ce qui constitue le fait fondamental de toute communauté humaine — le mode de production des moyens d'existence —, cette théorie y a rattaché les rapports s'établissant entre les hommes sous l'influence des divers modes de production des moyens d'existence, et a indiqué que le système de ces rapports (les « rapports de production », selon la terminologie de Marx) représente la *base* de la société, qui s'enveloppe de formes politico-juridiques et de certains courants de pensée. Chacun de ces systèmes de rapports de production constitue, selon la théorie de Marx, un organisme social particulier dont la formation, le fonctionnement et le passage à une forme supérieure, la transformation en un autre organisme social, sont régis par des lois particulières. Cette théorie a fourni à la science sociale le critère objectif, d'une valeur scientifique générale, de la répétition des faits, critère que les subjectivistes déclaraient inapplicable à la sociologie. Ils prétendaient que l'extrême complexité des phénomènes sociaux et leur diversité ne permettent pas de les étudier sans séparer les faits importants de ceux qui ne le sont pas, et que, pour les séparer, il faut se placer au point de vue de l'individualité « douée d'esprit critique » et « moralement

développée ». Ils en arrivaient ainsi tout tranquillement à transformer la science sociale en une série de préceptes de morale petite-bourgeoise. Nous en avons vu des exemples dans les considérations philosophiques de M. Mikhaïlovski sur l'inanité de l'histoire et sur la voie éclairée par la « lumière de la science ». La théorie de Marx a fait litière de ces raisonnements. A la place des distinctions entre ce qui est important et ce qui ne l'est pas, elle a établi une distinction entre la structure économique de la société, qui en est le *contenu*, et sa *forme* politique et idéologique : la notion même de structure économique a été précisée par le rejet du point de vue des anciens économistes, qui voyaient des lois naturelles là où il n'y a de place que pour les lois d'un système particulier, historiquement déterminé, de rapports de production. Aux considérations des subjectivistes sur la « société » en général, considérations qui n'ont pas de sens et qui n'allaient pas au-delà des utopies petites-bourgeoises (puisqu'on n'avait même pas clairement établi la possibilité d'une généralisation qui eût fait des régimes sociaux les plus divers des variétés particulières d'organismes sociaux), à ces considérations elle a substitué l'*étude* de formes définies d'organisation sociale. En second lieu, les actions des « individus vivants » dans le cadre de chacune de ces formations économiques et sociales, actions infiniment variées et qui paraissaient ne se prêter à aucune systématisation, furent généralisées et ramenées aux actions de groupes d'individus différant par le rôle qu'ils jouent dans le système des rapports de production, par les conditions de la production, et donc par les conditions de leur existence et les intérêts que déterminent ces conditions ; en un mot, elles furent ramenées aux actions des *classes*, dont la lutte déterminait le développement de la société. Ainsi s'est trouvée réfutée la conception purement mécanique et puérile des subjectivistes, qui se contentaient vainement de dire que l'histoire est l'œuvre des individus vivants, sans chercher à savoir quelle ambiance sociale détermine les actions des individus et comment elle opère. Le subjectivisme a été remplacé par une conception selon laquelle le processus social est un processus d'histoire naturelle, conception sans laquelle il ne pouvait pas y avoir de science sociale. M. Strouvé

dit très justement que « la méconnaissance de l'individu en sociologie ou, plus exactement, son élimination de la sociologie est, au fond, un cas particulier de la tendance à la connaissance scientifique » (33), et que les « individualités » existent non seulement dans le monde spirituel, mais aussi dans le monde physique. La seule différence c'est que pour le monde physique, il y a beau temps qu'ont été établies les lois générales régissant les « individualités », alors que, dans le domaine social, ces lois n'ont été fermement établies que par la théorie de Marx.

Une autre objection de M. Strouvé à la théorie sociologique des subjectivistes russes, c'est que, en dehors de tous les arguments cités plus haut, « la sociologie ne peut *en aucun cas* considérer ce que nous appelons individualité comme un fait primordial, puisque la notion même d'individualité (qui n'appelle pas d'explications complémentaires) et le fait qui y correspond sont le résultat d'un long processus social » (36). Idée très juste et qui mérite que l'on s'y arrête, d'autant plus que l'argumentation de l'auteur offre quelques inexactitudes. Il cite l'opinion de *Simmel* qui, dans son ouvrage *De la différenciation sociale*, aurait établi une dépendance directe entre le développement de l'individualité et la différenciation du groupe dont cette individualité fait partie. M. Strouvé oppose cette thèse à la théorie de M. Mikhaïlovski sur le rapport inverse entre le développement de l'individualité et la différenciation (l'« hétérogénéité ») de la société. « Dans un milieu non différencié, objecte M. Strouvé, l'individu sera une « entité harmonieuse »... dans son « uniformité et son impersonnalité ». « L'individu réel ne saurait « totaliser tous les caractères propres à l'organisme humain en général », pour la simple raison que cette plénitude dépasserait les forces de l'individu réel » (38-39). « Pour se différencier, l'individu doit se trouver dans un milieu différencié » (39).

Cet exposé ne montre pas clairement la façon dont Simmel pose la question et soutient sa thèse. Mais, telle qu'elle est résumée par M. Strouvé, sa manière de poser la question présente le même défaut que celle de M. Mikhaïlovski. Le raisonnement abstrait sur la relation de dépendance entre le développement (et le bien-être) de l'individualité et

la différenciation de la société n'a rien de scientifique, parce qu'on ne peut établir de rapport applicable à toutes les formes d'organisation de la société. La notion même de « différenciation », d'« hétérogénéité », etc., prend une signification tout à fait différente selon l'ambiance sociale à laquelle on l'applique. La faute capitale de M. Mikhaïlovski est justement le dogmatisme abstrait de ses raisonnements, qui prétendent traiter du « progrès » en général au lieu d'étudier le « progrès » concret d'une formation sociale concrète. Lorsque M. Strouvé oppose ses thèses générales (citées plus haut) à M. Mikhaïlovski, il répète l'erreur de celui-ci, puisqu'il abandonne la description et l'étude d'un progrès pour des dogmes nébuleux et gratuits. Un exemple : « L'entité harmonieuse de l'individu est déterminée, quant à son contenu, par le degré du développement, c'est-à-dire la différenciation du groupe », dit M. Strouvé qui met cette phrase en italique. Mais que faut-il entendre ici par « différenciation » du groupe ? L'abolition du servage a-t-elle accentué ou atténué cette « différenciation » ? M. Mikhaïlovski résout la question dans ce dernier sens. (« Qu'est-ce que le progrès ? ») M. Strouvé, lui, l'aurait vraisemblablement résolue dans le premier sens, en invoquant le renforcement de la division sociale du travail. L'un songeait à la suppression des distinctions de caste ; l'autre à la création de distinctions économiques. Comme vous voyez, le terme est si vague qu'on peut l'appliquer à des faits opposés. Autre exemple. Le passage de la manufacture capitaliste à la grande industrie mécanique pourrait être considéré comme un recul de la « différenciation », car la division minutieuse du travail entre ouvriers spécialisés disparaît. Il est cependant hors de doute que, dans ce dernier cas, les conditions de développement de l'individualité sont beaucoup plus favorables (à l'ouvrier). D'où cette conclusion que la manière même de poser le problème est erronée. L'auteur admet lui-même qu'un antagonisme existe aussi entre l'individu et le groupe (c'est ce que dit Mikhaïlovski). « Mais la vie, ajoute-t-il, n'est jamais faite de contradictions *absolues* : tout y est *variable* et *relatif*, et en même temps tous les facteurs particuliers réagissent constamment les uns sur les autres » (39). S'il en est ainsi, pourquoi fallait-il établir des rapports

absolus entre le groupe et l'individu, des rapports qui ne sont pas liés à un moment strictement déterminé du développement d'une formation sociale définie ? N'eût-il pas mieux valu rattacher toute l'argumentation à l'étude concrète de l'évolution de la Russie ? L'auteur essaye de poser la question sous cet angle, et, s'il l'avait fait avec esprit de suite, son argumentation y aurait beaucoup gagné. « Seule la division du travail — ce péché originel de l'humanité, d'après la doctrine de M. Mikhaïlovski, — a créé les conditions du développement de l'« individu », au nom duquel M. Mikhaïlovski s'élève avec raison contre les formes actuelles de la division du travail » (38). C'est très bien dit ; mais, au lieu de « division du travail », il aurait fallu dire « capitalisme », et même restreindre encore et dire : *capitalisme russe*. Le capitalisme a justement ceci de progressif qu'il a détruit les anciennes conditions étroites de la vie, génératrices d'abrutissement, et qui ne permettaient pas aux producteurs de prendre en main leur propre sort. Le développement considérable des relations commerciales et des échanges mondiaux, les déplacements continuels de masses énormes de population, ont rompu les liens séculaires du clan, de la famille, de la communauté territoriale ; ils ont fait naître cette diversité de développement, cette « diversité de talents, cette richesse de rapports sociaux* », qui joue un si grand rôle dans l'histoire moderne de l'Occident. En Russie, ce processus s'est manifesté dans toute son ampleur après l'abolition du servage, quand on vit les anciennes formes du travail s'effondrer avec une rapidité extrême, tandis que passaient au premier plan l'achat et la vente de la force de travail, qui arrachaient le paysan à la famille patriarcale à demi serve, au régime abrutissant des campagnes, et remplaçait les formes à demi féodales d'appropriation de la plus-value par des formes purement capitalistes. Cette évolution économique s'est traduite, dans le domaine social, par « un essor général du sentiment de la personne », par la substitution, dans la « société », des roturiers à la classe des seigneurs terriens, par une lutte ardente de la littérature contre les

* K. Marx : *Der achtzehnte Brumaire*, S. 98, u.s.w.[101]

absurdes entraves médiévales imposées à l'individu, etc. Que ce soit bien la Russie d'après la réforme qui a imprimé cet essor au sentiment de la personne, au sentiment de la dignité de l'homme, c'est ce que les populistes ne contesteront probablement pas. Mais ils ne se demandent pas quelles conditions matérielles ont entraîné cette évolution. Du temps du servage, bien entendu, rien d'analogue n'aurait pu se produire ; et le populiste d'applaudir à la réforme « libératrice », sans s'apercevoir qu'il tombe dans un optimisme à courte vue, identique à celui des historiens bourgeois dont Marx disait qu'ils considèrent la réforme paysanne à travers le *clair-obscur** de l'« émancipation », et ne voient pas que cette « émancipation » n'a consisté qu'à substituer une forme à une autre, à substituer la plus-value bourgeoise au surproduit féodal. Il en a été absolument de même chez nous. C'est le système de l'« ancienne » économie « nobiliaire » qui, attachant la population au sol, la divisant en petits groupes de ressortissants à tels ou tels possesseurs de fiefs, opprimait l'individu. Et puis, c'est le capitalisme qui, ayant libéré l'individu de tous les liens du servage, lui a permis de produire en toute indépendance pour le marché, en a fait un possesseur de marchandises (égal, comme tel, à tout autre possesseur de marchandises), et a imprimé un essor au sentiment de la personne. Si MM. les populistes sont pharisaïquement scandalisés quand on leur dit que le capitalisme russe constitue un progrès, c'est simplement parce qu'ils ne pensent pas aux conditions matérielles des « fruits du progrès » qui caractérisent la Russie d'après l'abolition du servage. Quand, dans sa « sociologie », M. Mikhaïlovski part de l'« individu » qui s'élève contre le capitalisme russe, lequel constituerait pour la Russie un écart accidentel et momentané hors du droit chemin, il se réfute lui-même ; il ne comprend pas que seul le capitalisme a créé les conditions qui ont rendu possible cette protestation de l'individu. Cet exemple nous montre une fois de plus les points faibles dans l'argumentation de M. Strouvé. Il aurait fallu reporter entièrement la question sur le terrain de la

* En français dans le texte. (*N.R.*)

réalité russe, expliquer ce qui est, et pourquoi c'est ainsi et pas autrement : ce n'est pas sans raison que les populistes, au lieu de bâtir toute leur sociologie sur l'analyse de la réalité, ont disserté sur ce qui « pourrait être » ; ils ne pouvaient pas ne pas voir que la réalité détruisait impitoyablement leurs illusions.

L'auteur conclut son analyse de la théorie des « individus » par la formule suivante : « Pour la sociologie, l'individu est fonction du milieu », « l'individu est ici une notion formelle dont on trouve le contenu en étudiant le groupe social » (40). Cette discrimination fait ressortir très nettement l'opposition entre le subjectivisme et le matérialisme : en discourant sur l'« individu », les subjectivistes déterminaient le *contenu* de cette notion (c'est-à-dire les « pensées et sentiments » de l'individu, ses actes sociaux) *a priori*, c'est-à-dire qu'ils substituaient frauduleusement leurs propres utopies à l'« étude du groupe social ».

Un autre « aspect important » du matérialisme, poursuit M. Strouvé, « est que le matérialisme économique subordonne l'idée au fait, la conscience et le devoir à l'être » (40). « Subordonne » signifie évidemment ici : assigne un rôle subordonné dans l'explication des phénomènes sociaux. Les populistes-subjectivistes font juste le contraire : dans leurs jugements, ils procèdent de l'« idéal », sans songer le moins du monde que cet idéal ne peut être que le reflet de la réalité et que, par conséquent, il doit être mis à l'épreuve des faits, être ramené aux faits. D'ailleurs, le populiste ne comprendra pas cette thèse, à moins qu'on ne la lui explique. Comment cela ? se dira-t-il, l'idéal doit condamner les faits, montrer comment les modifier, contrôler les faits au lieu d'être contrôlé par eux. Cela équivaut, pour le populiste habitué à planer dans les régions éthérées, à s'accommoder de faits. Expliquons-nous.

L'existence du « travail pour les autres », l'existence de l'exploitation fera toujours naître chez les exploités, comme chez certains représentants de l'« intelligentsia », un idéal opposé à ce système.

Idéal infiniment précieux pour un marxiste ; c'est uniquement sur son terrain qu'il polémise avec le populisme,

et il ne le fait que lorsqu'il s'agit de réaliser cet idéal et de le mettre en œuvre.

Le populiste se contente de constater le fait qui donne naissance à cet idéal, de prouver ensuite la légitimité de l'idéal, du point de vue « de la science et des idées morales contemporaines » (sans comprendre toutefois que ces « idées contemporaines » ne sont qu'une concession de l'« opinion publique » de l'Europe occidentale à la nouvelle force naissante) et d'en appeler ensuite à la « société » et à l'« Etat » : assurez, préservez, organisez !

Le marxiste procède du même idéal ; seulement, il ne le confronte pas avec « la science et les idées morales contemporaines »*, mais *avec les antagonismes de classe existants* ; et il le formule, par conséquent, non pas comme un postulat de la « science », mais comme la revendication d'une classe donnée, revendication engendrée par des rapports sociaux donnés (qui doivent être soumis à l'analyse objective) et qui ne peut être satisfaite que d'une certaine façon, par suite de telles particularités de ces rapports. Si cet idéal n'est pas *ainsi* ramené aux faits, il restera un vœu pieux sans la moindre chance d'être adopté par les masses et, par conséquent, d'être réalisé.

Après avoir ainsi formulé les thèses théoriques générales qui obligent à considérer le matérialisme comme la seule méthode exacte de la science sociale, M. Strouvé passe à l'exposé des idées de Marx et d'Engels, en citant de préférence les œuvres de ce dernier. Cette partie du livre est éminemment intéressante et instructive.

« Nulle part, dit l'auteur avec juste raison, on ne rencontre autant d'incompréhension de la théorie de Marx que chez les publicistes russes » (44). Il cite tout d'abord l'exemple de M. Mikhaïlovski, qui ne voit dans la « théorie historico-philosophique » de Marx qu'une explication de la « genèse du régime capitaliste ». M. Strouvé s'élève avec raison contre cette opinion. En vérité, c'est là un fait très

---

* Dans son livre *Herrn E. Dührings Umwälzung der Wissenschaft* (« Anti-Dühring »), Engels note très justement que c'est là un vieux procédé psychologique : confronter l'idée non avec le fait qu'elle reflète, mais avec une autre idée, réplique d'un autre fait [102].

caractéristique. M. Mikhaïlovski a parlé de Marx dans de nombreux écrits, sans jamais souffler mot du rapport entre la *méthode de Marx* et la « méthode subjective en sociologie ». M. Mikhaïlovski a traité du *Capital*, il s'est déclaré « solidaire » (?) de la doctrine économique de Marx, mais il a passé sous silence la question de savoir, par exemple, si les subjectivistes russes s'identifiaient à la méthode de Proudhon, lequel entend transformer l'économie marchande conformément à son idéal de justice*. En quoi ce critère (*de la justice éternelle***) diffère-t-il de celui de M. Mikhaïlovski : « la science et les idées morales contemporaines » ? Et pourquoi M. Mikhaïlovski, qui a toujours si énergiquement protesté contre l'identification de la méthode des sciences sociales avec celle des sciences naturelles, ne s'est-il pas élevé contre la déclaration de Marx disant que cette méthode de Proudhon était tout aussi absurde que celle du chimiste qui aurait voulu, au lieu d'« étudier les combinaisons matérielles », les transformer selon les « affinités » ? Pourquoi ne s'est-il pas élevé contre les conceptions de Marx, pour qui le processus social était un « processus d'histoire naturelle » ? On ne peut expliquer cela par l'ignorance des textes : il s'agit évidemment d'une totale incompréhension ou d'un refus total de comprendre. M. Strouvé paraît être dans notre littérature le premier à l'avoir constaté, et c'est là son grand mérite.

Passons maintenant aux affirmations contestables de l'auteur, en matière de marxisme. « Force nous est de reconnaître, dit M. Strouvé, que la *justification purement philosophique* de cette doctrine n'a pas encore été donnée, et que cette doctrine n'a pas encore élaboré la quantité prodigieuse de faits concrets que présente l'histoire universelle. Il faut évidemment reconsidérer les faits du point de vue de la nouvelle théorie ; il faut mettre la théorie à l'épreuve des faits. Peut-être abandonnera-t-on bien des traits unilatéraux, ainsi que les généralisations trop hâtives » (46). On ne comprend pas très bien ce que l'auteur entend par

---

* *Das Kapital*, I. B., 2-te Aufl., S. 62, Anm. 38 [168]

** En français dans le texte. (*N.R.*)

« justification purement philosophique ». Pour Marx et Engels, la philosophie n'a aucun droit à une existence séparée, indépendante, et sa matière se répartit entre les diverses branches de la science positive. On peut donc entendre par justification philosophique *ou* la confrontation des prémisses de la philosophie avec les lois établies des autres sciences [et M. Strouvé reconnaît lui-même que, dès à présent, la psychologie fournit des thèses entraînant l'abandon du subjectivisme et l'adoption du matérialisme] *ou* les résultats de l'application de cette théorie. Or, nous avons à cet égard la déclaration suivante de M. Strouvé lui-même : « Le matérialisme aura toujours le mérite d'avoir donné une explication profondément scientifique, véritablement *philosophique* (c'est l'auteur qui souligne) à tout un ensemble (retenez bien cela !) de faits historiques d'une importance capitale » (50). Dans cette dernière déclaration l'auteur admet que le matérialisme est la seule méthode scientifique en sociologie et que, pour cette raison, il faut évidemment « reconsidérer les faits » de ce point de vue, surtout ceux de l'histoire et de la réalité russes, déformés avec tant de zèle par les subjectivistes de Russie. Quant à la dernière remarque sur les éventuels « traits unilatéraux » et « généralisations trop hâtives », nous ne nous y arrêterons pas, étant donné son caractère trop général et, par suite, trop vague, et nous passerons à l'une des corrections que l'auteur « non entaché d'orthodoxie » apporte aux « généralisations trop hâtives » de Marx.

Il s'agit de l'Etat. Niant l'Etat, « Marx et ses adeptes », « une fois lancés », « sont allés trop loin dans la critique de l'*Etat contemporain* » et sont tombés dans l'« exclusivisme ». M. Strouvé modère leur fougue : « L'Etat est avant tout *l'organisation de l'ordre* ; il ne devient organisation de la domination (de classe) que dans une société où la soumission de tels groupes à tels autres est conditionnée par sa structure économique » (53). D'après l'auteur, le clan connaissait déjà l'Etat, lequel subsistera après la suppression des classes, le pouvoir de coercition étant son signe distinctif.

On ne peut que s'étonner de voir l'auteur critiquer Marx dogmatiquement, avec une aussi surprenante absence d'argu-

ments. Tout d'abord, c'est bien à tort qu'il voit dans le pouvoir de coercition un signe distinctif de l'Etat : le pouvoir de coercition s'exerce dans toute communauté humaine, aussi bien dans l'organisation gentilice que dans la famille, sans qu'il y ait un Etat. « L'Etat, dit Engels dans l'ouvrage même auquel M. Strouvé a emprunté le passage relatif à l'Etat, suppose un pouvoir public, particulier, séparé de l'ensemble des citoyens qui le composent. » [*Ursprung der Familie* u.s.w., 2-te Aufl., S. 84, trad. russe, p. 109*.] A propos des naucraries [104], Engels dit que cette institution « entamait doublement l'organisation gentilice. D'abord, parce qu'elle créait une force publique (*œffentliche Gewalt*, inexactement traduit en russe par : force sociale), qui déjà ne se confondait plus tout simplement avec l'ensemble du peuple armé » (*ibid.*, S. 79, traduction russe, p. 105) [105]. Ainsi, le trait distinctif de l'Etat, c'est l'existence d'une classe particulière d'individus détenant le *pouvoir*. Bien entendu, nul ne pourrait appeler Etat une communauté dans laquelle *tous* les membres assureraient à tour de rôle l'« organisation de l'ordre ». Et, appliqué à l'Etat contemporain, le raisonnement de M. Strouvé est encore plus inconsistant. Dire que l'Etat est « avant tout (*sic*) l'organisation de l'ordre », c'est ne pas comprendre l'un des points les plus importants de la théorie de Marx. La catégorie particulière d'individus qui, dans la société contemporaine, détient le pouvoir, c'est la bureaucratie. Les attaches intimes et directes de cet organisme avec la classe bourgeoise, qui domine la société moderne, nous sont révélées par l'histoire (la bureaucratie fut le premier instrument politique de la bourgeoisie contre les féodaux, plus généralement contre les représentants de la « vieille formation nobiliaire », la première apparition dans l'arène de la domination politique, non point de propriétaires terriens de race noble, mais de roturiers, de « bourgeois »), aussi bien que par les conditions mêmes de la formation et du recrutement de cette couche sociale, à laquelle n'ont accès que les éléments

* *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, pp. 90-91, Editions Sociales, Paris 1954. (*N.R.*)

bourgeois « sortis du peuple », et qui est liée à cette bourgeoisie par des milliers de liens d'une solidité à toute épreuve*. L'erreur de l'auteur est d'autant plus regrettable que précisément les populistes russes, à qui il a eu la bonne idée de déclarer la guerre, ignorent que toute bureaucratie constitue, et par son origine historique, et par ses sources contemporaines, et par sa destination, une institution purement et exclusivement bourgeoise, à laquelle seuls les idéologues de la petite bourgeoisie peuvent faire appel au nom des intérêts du producteur.

Le rapport entre le marxisme et l'éthique vaut bien qu'on s'y arrête un moment. L'auteur cite aux pages 64-65 l'excellente explication du rapport entre la liberté et la nécessité formulée par Engels : « La liberté est la nécessité devenue consciente [107]. » Loin d'impliquer le fatalisme, le déterminisme offre au contraire un terrain propice à une action raisonnée. Il importe d'ajouter que les subjectivistes russes n'ont pas su comprendre même une question aussi élémentaire que celle du libre arbitre. M. Mikhaïlovski, confondant dans son désarroi le déterminisme et le fatalisme, a trouvé une solution... qui consiste à s'asseoir entre deux chaises : ne voulant pas nier que nos actes sont régis par des lois, il affirme que le libre arbitre est un fait de conscience (à vrai dire, l'idée est de Mirtov, à qui M. Mikhaïlovski l'a empruntée) et peut par conséquent servir de base à l'éthique. On conçoit qu'appliquées à la sociologie, ces idées ne pouvaient produire qu'une utopie ou une morale stérile méconnaissant la lutte des classes qui se livre dans la société. Sombart a donc raison de dire, convenons-en, que « d'un bout à l'autre le marxisme ne contient pas un grain d'éthique » : dans la théorie, il subordonne le « point de vue éthique » au « principe

* Cf. K. Marx : *Bürgerkrieg in Frankreich*, S. 23 (Lpz. 1876) et *Der achtzehnte Brumaire*, S. 45-46 (Hmb. 1885) [108] : « L'intérêt matériel de la bourgeoisie française est précisément lié de façon très intime au maintien de cette machine gouvernementale vaste et compliquée [il s'agit de la bureaucratie]. C'est là qu'elle case sa population superflue, et complète sous forme d'appointements ce qu'elle ne peut encaisser sous forme de profits, d'intérêts, de rentes et d'honoraires. »

de la causalité » ; dans la pratique, il le ramène à la lutte des classes.

M. Strouvé complète son exposé du matérialisme par l'appréciation, du point de vue matérialiste, de « deux facteurs qui jouent un rôle d'importance dans tous les schémas populistes » : l'« intelligentsia » et l'« Etat » (70). Cette appréciation, elle aussi, se ressent d'un « manque d'orthodoxie », que nous avons noté plus haut à propos de l'objectivisme de l'auteur. « Si... en général, tous les groupes sociaux ne constituent une force réelle que dans la mesure où... ils coïncident avec les classes sociales ou s'y agrègent, il est évident que l'« intelligentsia roturière » n'est pas une force sociale réelle » (70). Certes, au sens théorique abstrait, l'auteur a raison. Il prend, en quelque sorte, les populistes au mot. Vous dites que l'intelligentsia doit aiguiller la Russie vers d'« autres voies » ; vous ne comprenez pas que, sans s'agréger à une classe, elle n'est rien. Vous vous flattez de ce que l'« intelligentsia roturière » de la Russie se soit toujours distinguée par la « pureté » de ses idées ; mais c'est bien pour cela qu'elle s'est toujours montrée impuissante. L'auteur, dans sa critique, se borne à confronter l'absurde *conception* populiste de la toute-puissance de l'intelligentsia, avec sa propre *conception*, parfaitement juste, de « l'impuissance économique de l'intelligentsia » (71). Mais cette confrontation ne suffit pas. Pour pouvoir juger de l'« intelligentsia roturière » de la Russie comme d'un groupe à part de la société russe, hautement caractéristique de l'époque qui suivit la réforme — pendant laquelle le noble fut définitivement évincé par le roturier — et qui a joué et continue de jouer sans aucun doute un rôle historique déterminé, il faut confronter les idées et encore plus les programmes de notre « intelligentsia roturière » avec *la situation et les intérêts des classes de la société russe*. Afin de n'être pas soupçonné de parti pris, nous n'effectuerons pas cette confrontation ; nous nous bornerons à citer le populiste dont l'article a été commenté au chapitre I. Une conclusion très nette se dégage de toutes ses appréciations : les intellectuels russes avancés, libéraux, « démocrates », appartenaient à la bourgeoisie. La « roture » n'exclut point l'origine de classe des idées de l'intelligentsia. Partout et

toujours, la bourgeoisie a combattu le féodalisme au nom de l'abolition des castes ; de même, chez nous, l'intelligentsia roturière s'est dressée contre l'ancien régime nobiliaire, le régime des castes. Partout et toujours, la bourgeoisie a combattu le système suranné des castes et les autres institutions médiévales au nom de l'ensemble du « peuple », au sein duquel les contradictions de classe n'étaient pas encore développées ; et elle a eu raison, en Russie comme en Occident, car les institutions critiquées gênaient réellement *tout le monde*. Dès qu'un coup décisif fut porté au système des castes en Russie (1861), l'antagonisme se manifesta au sein du « peuple » ; en même temps et pour la même raison se manifesta, parmi les intellectuels roturiers, l'antagonisme entre les libéraux et les populistes, idéologues de la paysannerie (au sein de laquelle les premiers idéologues russes des producteurs immédiats ne voyaient pas et ne pouvaient pas encore voir se former des classes opposées). Le développement économique ultérieur dévoila d'une façon plus complète les antagonismes sociaux au sein de la société russe, et obligea à reconnaître comme un fait la différenciation de la paysannerie en bourgeoisie rurale et en prolétariat. Le populisme s'est déjà presque entièrement transformé en une idéologie petite-bourgeoise en traçant une ligne de démarcation entre lui et le marxisme. C'est pourquoi les « intellectuels roturiers » russes constituent une « force sociale réelle », *pour autant qu'ils expriment les intérêts généraux de la bourgeoisie**. Si néanmoins, cette force n'a pas *pu* créer des institutions conformes aux intérêts qu'elle défend ; si elle n'a pas su changer « l'atmosphère de la culture russe contemporaine » (M. V. V.) ; si le « démocratisme actif de l'époque de la lutte politique » a fait place à l'« indifférentisme social »

* Le caractère petit-bourgeois de la majeure partie des aspirations populistes a déjà été noté au chapitre I. Les aspirations qui ne se classent pas sous cette rubrique (comme la « socialisation du travail »), n'occupent dans le populisme contemporain qu'une place infime. Et le *Rousskoïé Bogatstvo* (1893, nos 11-12, art. de Ioujakov : « Les problèmes du développement économique de la Russie ») et M. V. V. (*Essais d'économie théorique*, St-Pétersbourg 1895) s'élèvent contre M. N. — on qui critique « sévèrement » (le mot est de M. Ioujakov) la panacée éculée des crédits, de l'extension de la propriété foncière, des émigrations, etc.

(M. V. V. dans la *Nédélia*, 1894, n° 47), ce n'est pas seulement parce que les « intellectuels roturiers » de ce pays sont dans les nuages, mais surtout parce que les classes dont ils étaient issus et où ils ont puisé leur force, avaient un caractère ambigu. Il est hors de doute que l'« atmosphère » de la Russie présentait pour eux bien des inconvénients, mais elle leur offrait aussi certains avantages.

Un rôle historique particulièrement important revient en Russie à la classe qui, selon les populistes, n'incarne pas l'« idée pure du travail » ; on ne saurait endormir l'« activité » de cette classe avec un plat d'« esturgeon au raifort ». C'est pourquoi, en fixant l'attention sur cette classe, les marxistes, loin de « rompre la tradition démocratique », comme l'affirme M. V. V. qui se spécialise dans l'art d'inventer sur le compte des marxistes les plus invraisemblables absurdités, se saisissent au contraire de cette tradition abandonnée par la « société » indifférente et exigent qu'on la prolonge, qu'on la développe et qu'on la rapproche de la vie.

Après le jugement sommaire porté sur les intellectuels, M. Strouvé formule sans grand bonheur la thèse suivante : « Il faut prouver, dit-il, que la décomposition de l'ancien régime économique est inéluctable » (71). D'abord, qu'est-ce que l'auteur entend par « ancien régime économique » ? Le servage ? Mais sa décomposition n'est plus à prouver. La « production populaire » ? Mais ne dit-il pas plus loin, avec juste raison, que cette alliance de mots « ne correspond à aucun régime historique réel » (177), que c'est, en d'autres termes, un mythe, puisque, depuis l'abolition du « servage », l'économie marchande a pris chez nous un développement rapide ? L'auteur avait sans doute en vue la phase de développement du capitalisme où ce dernier ne s'est pas encore entièrement dégagé des institutions médiévales, où le capital marchand est encore fort et où une grande partie des producteurs s'en tiennent encore à la petite production. En second lieu, sur quoi l'auteur se fonde-t-il pour dire que cette évolution est inéluctable ? Sur la domination de certaines classes ? Sur les particularités du système des rapports de production ? Dans les deux cas, la question se réduit à *constater l'existence* de tel ou tel régime (le régime capitaliste), à *constater un fait*,

et l'on ne devait en aucun cas reporter cette question dans le domaine des dissertations sur l'avenir. Pareilles dissertations devraient être laissées en exclusivité à MM. les populistes, qui cherchent « d'autres voies pour la patrie ». L'auteur dit lui-même à la page suivante que tout Etat est « expression de la domination de certaines classes sociales », et que, « pour que l'Etat modifie radicalement son orientation, il faut un nouveau rapport de forces entre les classes » (72). Tout cela est profondément vrai et vise fort bien les populistes ; dès lors, il convenait de poser la question autrement : il s'agit de démontrer l'*existence* en Russie de rapports capitalistes de production (non point que la décomposition est inéluctable, etc.) ; il s'agit de démontrer que la loi selon laquelle « l'économie marchande est une économie capitaliste » s'applique aussi à la réalité russe, en d'autres termes, que chez nous aussi l'économie marchande se transforme partout en économie capitaliste ; il s'agit de démontrer qu'un régime bourgeois, au fond, règne partout, et que c'est la domination de la classe bourgeoise, et non les fameuses « contingences » chères aux populistes ou la « politique », etc., qui sépare le producteur des moyens de production et le fait travailler partout pour le compte d'autrui.

Nous terminerons ici l'analyse de la première partie du livre de M. Strouvé, qui expose ses vues d'ensemble.

CHAPITRE III

COMMENT LES POPULISTES POSENT LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET COMMENT LES POSE M. STROUVÉ

Après en avoir fini avec la sociologie, l'auteur en vient à des « questions plus concrètes, les questions économiques » (73). Il juge « naturel et légitime » de commencer par les « thèses générales et les enseignements de l'histoire », par les « prémisses indiscutables, établies par l'expérience universelle », comme il le dit dans sa préface.

Remarquons que ce procédé pèche par ce même caractère abstrait qui constitue, nous l'avons noté dès le début, le défaut majeur du livre. Dans les chapitres que nous allons examiner (le troisième, le quatrième et le cinquième), ce

défaut a conduit à deux séries de conséquences regrettables. D'une part, il a affaibli les thèses théoriques très nettes que l'auteur avait formulées contre les populistes. M. Strouvé raisonne d'*une manière abstraite*, décrit le passage de l'économie naturelle à l'économie marchande, indique que dans le monde les choses se sont passées surtout de telle ou telle façon ; puis, par des indications sporadiques et rapides, il passe à la Russie, à laquelle il étend le schéma général du « développement historique du régime d'économie ». Il est certain que cette extension est parfaitement légitime et que les « enseignements de l'histoire » invoqués par l'auteur sont absolument nécessaires pour critiquer le populisme qui explique faussement l'histoire, et pas seulement celle de la Russie. Il aurait cependant fallu formuler ces thèses de façon plus concrète, les opposer avec plus de précision aux arguments des populistes qui nient la possibilité d'étendre à la Russie le schéma général ; il aurait fallu comparer la manière dont les populistes comprennent la réalité russe à *celle* des marxistes qui est *différente*. D'un autre côté l'abstraction des développements de l'auteur rend ses thèses boiteuses, inachevées, et tout en montrant le sens de l'évolution, il ne dit pas quelles classes se sont alors constituées, quelles classes ont joué le rôle d'agents de cette évolution en masquant les autres couches de la population qui leur étaient subordonnées ; en un mot, l'objectivisme de l'auteur ne va pas ici jusqu'au matérialisme, — dans le sens de ces termes tels que nous les avons définis plus haut*.

---

* Ce rapport entre l'objectivisme et le matérialisme est indiqué, entre autres, par Marx dans la préface de son ouvrage : *Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte*. Marx dit que Proudhon s'est aussi arrêté à cet événement historique (*le Coup d'Etat*), et commente comme suit le point de vue de cet auteur, opposé au sien :

« Proudhon, lui, s'efforce de représenter le coup d'Etat [du 2 décembre] comme le résultat d'un développement historique antérieur. Mais, sous sa plume, la construction historique du coup d'Etat se transforme en une apologie historique du héros de ce coup d'Etat. Il tombe ainsi dans l'erreur que commettent nos historiens soi-disant *objectifs*. Quant à moi, je montre, par contre, comment la *lutte des classes* en France créa des circonstances et une situation telles qu'elle permit à un personnage médiocre et grotesque de faire figure de héros » (*Vorwort*) [108].

En analysant certaines thèses, les plus importantes, du livre de M. Strouvé, nous apporterons des preuves à l'appui de cette appréciation.

L'auteur a raison d'indiquer que « dans l'histoire russe, la dépendance (juridique et économique) des producteurs immédiats envers leurs maîtres est, dès le début, une conséquence historique inévitable de l'idylle de la « production populaire » (81). A l'époque de l'économie naturelle, le paysan était asservi au propriétaire du sol ; il ne travaillait pas pour lui-même, mais pour le boyard, le monastère, le propriétaire foncier. Et M. Strouvé oppose, à juste titre, ce *fait historique* aux fables de nos sociologues originaux déclarant que « les moyens de production appartenaient au producteur » (81). Ces fables constituent une des déformations de l'histoire russe dans le sens de l'utopie petite-bourgeoise que les populistes ont toujours répandues à profusion. Craignant de regarder la réalité en face, craignant d'appeler cette oppression par son vrai nom, ils en appelaient à l'histoire et présentaient les choses de telle sorte que l'appartenance des moyens de production au producteur était un principe « de toujours », le « fondement séculaire » du travail du paysan, et que l'expropriation contemporaine de la paysannerie s'expliquait en conséquence, non point par la substitution de la plus-value bourgeoise au surproduit féodal, non point par l'organisation capitaliste de notre économie sociale, mais par le hasard d'une politique malheureuse, par une « déviation passagère du chemin prescrit par toute l'histoire de la nation » (M. Ioujakov, cité par P. Strouvé, p. 15). Et l'on ne rougissait pas de débiter ces fables absurdes à propos d'un pays où venait à peine de disparaître* l'exploitation féodale de la paysannerie sous sa forme la plus brutale,

* On ne saurait même dire qu'elle ait définitivement disparu. D'un côté, nous avons des indemnités de rachat (et l'on sait qu'ils comprennent non seulement le prix de la terre, mais aussi le rachat du servage) ; d'un autre côté, par exemple, le travail des paysans pour payer le fermage des « terres enlevées », cette survivance directe du mode féodal de production.

la plus asiatique, quand non seulement les moyens de production n'appartenaient pas au producteur, mais que les producteurs eux-mêmes se distinguaient fort peu d'un « moyen de production » quelconque. M. Strouvé oppose très justement à cet « optimisme mielleux » le jugement sévère de Saltykov sur le lien entre la « production populaire » et le servage, sur le fait que l'« abondance » de l'époque des « fondements séculaires » « revenait uniquement [notez-le bien] aux descendants des leibcompagnons [102] et autres hommes d'armes » (83).

Relevons encore l'observation suivante de M. Strouvé, qui concerne évidemment des faits bien établis de la réalité russe, et contient une pensée éminemment juste : « Lorsque les producteurs commencent à travailler non pour un marché local, nettement délimité, mais pour un marché éloigné et indéterminé, et que se développent la concurrence, la lutte pour les marchés, ces conditions amènent un progrès technique... Puisque la division du travail est possible, elle doit être pratiquée de la façon la plus étendue ; mais avant que la production ne se réorganise au point de vue technique, l'influence des nouvelles conditions de l'échange (de l'écoulement des marchandises) aura fait tomber le producteur sous la dépendance économique du marchand (du revendeur), ce qui est d'une importance sociale décisive. C'est ce que perdent de vue nos « vrais marxistes » comme M. V. V., aveuglés qu'ils sont par l'importance du progrès purement technique » (98). Cette indication sur l'importance décisive de l'apparition du revendeur est foncièrement juste. Cette importance est décisive en ce sens qu'elle prouve incontestablement que l'organisation capitaliste de la production existe déjà, et qu'il est possible d'appliquer également à la Russie la thèse selon laquelle « l'économie marchande — l'économie monétaire — est une économie capitaliste » ; en ce sens aussi qu'elle crée la subordination du producteur au capital, à laquelle il ne peut y avoir d'autre issue que l'action du producteur lui-même. « Dès le moment où, entre le consommateur et le producteur, vient se placer le capitaliste-entrepreneur — chose inévitable quand la production se fait pour un marché vaste et indéterminé —, nous sommes en présence d'une forme de la production

capitaliste. » Et l'auteur ajoute très justement que « si l'on entend par production *artisanale* une production dans laquelle le producteur, travaillant pour un marché indéterminé et éloigné, jouit d'une *indépendance économique absolue*, il apparaîtra fort probablement que, dans la *réalité* russe, cette véritable production artisanale est à peu près inexistante ». L'auteur a tort d'employer ici l'expression « fort probablement » et de parler au futur : la prédominance du système de travail à domicile dans la grande production et de l'asservissement total des artisans par les revendeurs, est un *fait* très répandu et prédominant dans l'organisation réelle de nos industries artisanales. Cette organisation n'est pas seulement capitaliste ; elle est encore, comme l'a très justement remarqué l'auteur, « extrêmement avantageuse pour les capitalistes », car elle leur garantit des profits exorbitants et des salaires excessivement bas, et empêche énormément l'organisation et le développement des ouvriers (pp. 99-101). On sait, notons-le bien, que l'exploitation capitaliste domine depuis longtemps dans nos industries artisanales ; mais les populistes méconnaissent ce fait de la manière la plus scandaleuse. Vous constaterez que, dans presque chaque numéro de leurs journaux et revues où ils traitent de cette matière, ils se désolent de voir le gouvernement soutenir « artificiellement » le grand capitalisme [dont tout l'« artifice » consiste en ce qu'il est grand et non petit, industriel et non artisanal, mécanisé et non manuel] et ne rien faire pour « les besoins de l'industrie *populaire* ». Ici se manifeste avec une entière évidence l'étroitesse du petit bourgeois qui lutte pour le petit *capital* contre le grand, et qui ferme obstinément les yeux sur ce fait indiscutable que la même opposition d'intérêts existe aussi dans cette industrie « populaire », et qu'en conséquence ce n'est point dans des crédits misérables, etc., qu'il faut chercher l'issue. Etant donné que pour le petit propriétaire, attaché à son exploitation qu'il craint constamment de perdre, tout cela apparaît comme quelque chose de terrible, comme une sorte d'« agitation » « en faveur d'une juste rémunération du travail, comme si le travail lui-même, en ses fruits, ne créait pas cette rémunération », on comprend que le seul représentant de la masse des artisans travailleurs puisse être le producteur

placé, telle une « plante de serre », dans les conditions « artificielles » de l'industrie manufacturière*.

Arrêtons-nous encore aux considérations de M. Strouvé sur l'agriculture. Les transports à vapeur nécessitent le passage à l'économie d'échange ; il fait de la production agricole une production marchande. Or, le caractère marchand de la production exige de toute nécessité « qu'elle soit économiquement et techniquement rationnelle » (110). L'auteur considère cette thèse comme un argument d'une importance particulière contre les populistes, qui prétendent triomphalement que, dans l'agriculture, les avantages de la grande production ne sont (paraît-il) pas démontrés. « Ceux qui s'appuient sur la doctrine de Marx, leur répond l'auteur, n'iront pas nier l'importance des particularités économiques et techniques de la production agricole, grâce auxquelles les petites entreprises ont, dans certains cas, des avantages économiques sur les grandes, Marx lui-même eût-il nié la portée de ces particularités » (111). Passage fort obscur. De quelles particularités l'auteur parle-t-il ? Pourquoi ne les indique-t-il pas avec plus de précision ? Pourquoi ne dit-il pas où et comment Marx a formulé son opinion à ce sujet, et pour quelles raisons croit-il nécessaire de corriger cette opinion ?

« La petite production agricole, poursuit l'auteur, doit prendre de plus en plus un caractère marchand, et, pour devenir des *entreprises* viables, les petites exploitations agricoles doivent satisfaire aux exigences générales de la rationalisation économique et technique » (111). « Il ne s'agit nullement de savoir si les petites entreprises agricoles seront absorbées par les grandes — une telle issue de l'évolution économique est peu probable —, il s'agit de la métamorphose que subit toute l'économie nationale sous l'influence de l'échange. Les populistes perdent de vue que l'éviction de l'économie naturelle par l'économie échangiste, en raison de la « dispersion de l'industrie » constatée plus haut, change complètement la structure de la société. L'ancien rapport entre la population agricole

* « Tout le processus s'exprime en ceci que la petite production (le métier) se rapproche par certains de ses éléments du « capitalisme » et, par d'autres, du travail salarié, séparé des moyens de production » (p. 104).

(rurale) et non agricole (urbaine) se modifie au profit de cette dernière. Le type économique même et la mentalité des producteurs agricoles changent radicalement sous l'influence des nouvelles conditions de la vie économique » (114).

Le passage cité nous explique ce que l'auteur voulait dire par sa tirade sur Marx, et en même temps il illustre à l'évidence la remarque faite plus haut, qu'un exposé dogmatique qui ne s'appuie pas sur la description d'un processus concret obscurcit la pensée de l'auteur et la laisse inachevée. Sa thèse sur la fausseté des opinions populistes est tout à fait juste, mais incomplète, parce qu'elle ne s'accompagne pas d'indications relatives aux nouvelles formes de l'antagonisme de classe, qui se développent quand la production non rationnelle est remplacée par la production rationnelle. L'auteur se contente, par exemple, de rappeler rapidement que la « rationalisation économique » veut dire la « rente la plus élevée » (110) ; mais il omet de dire que la *rente* suppose l'*organisation bourgeoise de l'agriculture*, c'est-à-dire, en premier lieu, sa subordination complète au marché, et, en second lieu, la formation dans l'agriculture de ces mêmes classes — bourgeoisie et prolétariat — que l'on trouve aussi dans l'industrie capitaliste.

Notre agriculture, selon les populistes, n'aurait pas un caractère capitaliste ; c'est là poser la question d'une manière scandaleusement étroite et fausse, en ramenant tout à l'éviction des petites exploitations par les grandes, et rien de plus. M. Strouvé rétorque très justement qu'en raisonnant de la sorte, ils perdent de vue le caractère général de la production agricole, qui peut être bourgeois (et qui l'est réellement chez nous) même dans la petite production, comme est bourgeoise l'économie des paysans de l'Europe occidentale. Les conditions dans lesquelles la petite économie indépendante (« populaire », suivant la terminologie des intellectuels de Russie) devient bourgeoise, sont connues : c'est, en premier lieu, la domination de l'économie marchande qui, du fait de l'isolement*

* Il s'agit, bien entendu, de l'isolement *économique*. La *propriété* foncière communale ne le supprime aucunement. Dans les partages les plus « égalitaires », le paysan cultive son champ individuellement ; il est donc un producteur isolé, qui travaille pour son compte.

des producteurs, fait naître parmi eux la concurrence et qui, en ruinant la masse, enrichit une minorité ; c'est, en second lieu, la transformation de la force de travail en marchandise et des moyens de production en capital : le producteur est séparé des moyens de production et les principales industries sont organisées sur le mode capitaliste. Dans ces conditions, le petit producteur indépendant se trouve placé dans une situation exceptionnelle par rapport à la masse des producteurs ; tout comme chez nous les producteurs *vraiment indépendants* sont une exception dans la masse de ceux qui travaillent pour autrui et qui, non seulement ne possèdent pas d'économie « indépendante », mais n'ont pas même les moyens de subsistance pour une semaine. La situation et les intérêts du producteur indépendant l'isolent de la masse des producteurs, qui « vivent *principalement* de leur salaire. Alors que ces derniers soulèvent la question d'une « juste rémunération », qui apparaît nécessairement comme le prélude à la question fondamentale, celle d'une autre organisation de l'économie sociale, le premier s'intéresse beaucoup plus à tout autre chose : au crédit et surtout au petit crédit « populaire », aux instruments perfectionnés et à prix réduits, à l'« organisation de la vente », à l'« extension de la propriété foncière », etc.

La loi de la supériorité des grandes exploitations sur les petites n'est valable que dans la production marchande ; elle n'est donc pas applicable aux exploitations qui ne sont pas encore définitivement entraînées dans la production marchande, ni soumises au marché. Aussi, l'argumentation (qui est d'ailleurs aussi celle de M. V.V.) selon laquelle la décadence des exploitations seigneuriales, après la réforme, et la prise à bail de terres privées par les paysans contredisent la thèse de l'évolution capitaliste de notre agriculture, — cette argumentation dénote une incompréhension totale de la question. Il est évident que la destruction des rapports de servage, où la *culture* se trouvait entre les mains des paysans, a provoqué la crise de la grande propriété foncière. Mais, sans compter que cette crise a simplement abouti à l'emploi de plus en plus généralisé du travail des ouvriers agricoles et des journaliers, qui est venu remplacer les formes périmées du tra-

vail semi-féodal (les prestations de travail), le caractère de l'économie paysanne elle-même a sensiblement changé ; celle-ci a été amenée à travailler pour le marché, ce qui n'a pas manqué d'introduire aussitôt la division de la paysannerie en petite bourgeoisie villageoise et prolétariat rural. Cette division achève de résoudre la question du capitalisme en Russie. M. Strouvé explique ce processus au chapitre V : « Le petit cultivateur se différencie : il se forme d'un côté une paysannerie « économiquement forte » [il aurait fallu dire : bourgeoise] ; de l'autre, une paysannerie de type prolétarien. Les caractères de la production populaire s'unissent à ceux du capitalisme pour former un ensemble que l'on peut définir en disant : le cul-terreux est en marche » (p. 177).

C'est sur ce côté de la question, sur *l'organisation bourgeoise* d'une agriculture nouvelle, « rationnelle », qu'il fallait attirer l'attention. Il fallait montrer aux populistes qu'en méconnaissant ce processus, ils se transforment d'idéologues de la paysannerie en idéologues de la petite bourgeoisie. « L'élévation de la production populaire », à laquelle ils aspirent tant, ne peut signifier, étant donné cette organisation de l'économie paysanne, que l'« élévation » de la petite bourgeoisie. Par contre, ceux qui soulignent le rôle du producteur dans les rapports capitalistes sous leur forme la plus développée expriment bien les intérêts, non seulement de ce producteur, mais aussi de toute la masse de la paysannerie « prolétarienne ».

L'insuffisance et l'imprécision de l'exposé de M. Strouvé a abouti à ceci : traitant de l'agriculture rationnelle, il n'en a pas caractérisé l'organisation économique et sociale ; traitant du transport à vapeur qui substitue à la production non rationnelle la production rationnelle, à la production naturelle la production marchande, il n'a pas caractérisé la nouvelle forme d'antagonisme des classes qui intervient alors.

Ce même défaut de méthode affecte la plupart de ses raisonnements dans les chapitres que nous examinons. A titre d'illustration, voici encore quelques exemples. L'économie marchande, dit l'auteur, et la large division sociale du travail « se développent en s'appuyant sur l'institution de la propriété privée, les principes de la liberté

économique et le sentiment de l'individualisme » (91). Le progrès de la production nationale est lié au « degré de domination de l'institution de la propriété privée sur la société ». « C'est peut-être triste, mais il en est ainsi dans la réalité ; c'est une coexistence empiriquement, historiquement établie. Aujourd'hui que les idées et les principes du XVIII^e^ siècle sont traités avec tant de légèreté, et qu'au fond l'on renouvelle son erreur, on oublie trop souvent le lien historique et culturel du progrès économique avec l'institution de la propriété privée, les principes de la liberté économique et le sentiment de l'individualisme. C'est seulement en méconnaissant ce lien que l'on peut croire à la possibilité du progrès économique pour une société peu développée au point de vue économique et culturel, sans que ces principes aient été réalisés. Nous n'éprouvons aucune sympathie particulière pour ces principes, et nous comprenons parfaitement leur caractère historique *passager* ; mais en même temps nous ne pouvons pas ne pas voir en eux une immense force culturelle, non seulement négative, mais positive. Seul peut ne pas la voir un idéalisme qui, dans ses spéculations, s'imagine n'être lié par aucune continuité historique » (91).

L'auteur a parfaitement raison de constater avec « objectivité » les « coexistences historiques » ; on n'en est que plus déçu par son argumentation qui demeure inachevée. On a envie de lui dire : Mais allez donc jusqu'au bout ! ramenez ces thèses générales et cette documentation historique à une période définie de notre histoire russe, formulez-les de façon à montrer pourquoi et en quoi précisément votre manière de voir diffère de celle du populisme, confrontez-les avec la réalité, seul critère pour un marxiste russe, montrez les contradictions de classe que dissimulent ces progrès et cette culture*.

Le « progrès » et la « culture » que nous a apportés la Russie d'après la réforme sont indubitablement liés à

* *Contra principia negantem disputari non potest* (contre celui qui nie les principes on ne saurait discuter. — *N.R.*), dit l'auteur à propos de la discussion avec les populistes. Cela dépend de la manière de formuler ces *principia* : comme des thèses ou des indications d'ordre général, ou comme une *interprétation différente* de tels ou tels *faits* de l'histoire et de la réalité russe.

l' « institution de la propriété privée » : non seulement elle fut réalisée pour la première fois dans toute sa plénitude par la création en matière civile d'une nouvelle juridiction « contradictoire », garantissant la même « égalité » devant les tribunaux que celle qu'incarnaient dans la vie le « travail libre » et sa vente au capital ; mais elle s'étendait aussi bien à la propriété terrienne des hobereaux, exemptés de toutes charges et obligations envers l'Etat, qu'à celle des paysans devenus les paysans-*propriétaires* ; elle fut même mise à la base des droits politiques habilitant les « citoyens » à participer à l'administration autonome locale (le cens), etc. Plus évident encore est le « lien » qui existe entre notre « progrès » et les « principes de la liberté économique » : au chapitre premier, nous avons déjà appris de notre populiste que cette « liberté » a consisté à libérer les rassembleurs « modestes et barbus » de la terre russe de la nécessité de « filer doux devant le moindre agent de police ». Nous avons déjà indiqué comment le « sentiment de l'individualisme » avait été créé par le développement de l'économie marchande. En groupant tous ces traits du progrès national, on arrive nécessairement à cette conclusion (tout comme le populiste des années 70) que ce progrès et cette culture étaient essentiellement bourgeois. La Russie contemporaine est bien meilleure que la Russie d'avant la réforme ; mais comme toute cette amélioration est due entièrement et exclusivement à la bourgeoisie, à ses agents et à ses idéologues, les producteurs n'en ont pas profité. Pour eux, ces améliorations n'ont été qu'un changement de forme du surproduit ; elles n'ont été que des moyens plus perfectionnés de séparer le producteur d'avec les moyens de production. Aussi MM. les populistes font-ils preuve d'une « légèreté » et d'un manque de mémoire invraisemblables lorsque, protestant contre le capitalisme russe et l'esprit bourgeois, ils s'adressent à ceux-là mêmes qui en ont été les représentants et les porte-parole. On ne peut que dire à leur propos : « Et ils ne reconnurent pas les leurs. »

Le populiste d'aujourd'hui serait absolument incapable d'accepter une pareille définition de la Russie et de la « société » d'après la réforme. Et, pour la réfuter, il lui faudrait nier le caractère bourgeois de cette Russie,

nier la chose pour laquelle son ancêtre éloigné, le populiste des années 70, s'était levé et était « allé au peuple » chercher « le gage de l'avenir » chez les producteurs immédiats. Sans doute, le populiste d'*aujourd'hui* ira peut-être jusqu'à le nier ; bien plus : il voudra prouver qu'à cet égard il y a amélioration ; mais alors il ne ferait que montrer à ceux qui ne s'en sont pas encore rendu compte qu'il n'est décidément qu'un vulgaire *petit bourgeois*.

Comme le voit le lecteur, je n'ai qu'à développer jusqu'au bout les thèses de M. Strouvé, à changer leur formulation : « Même chose, langage différent. » On se demande : est-ce bien nécessaire ? Vaut-il la peine de s'arrêter avec tant de détails à ces compléments et déductions ? Ne s'imposent-ils pas d'eux-mêmes ?

Je crois que l'affaire en vaut la peine, pour deux raisons. En premier lieu, l'objectivisme étroit de l'auteur est extrêmement dangereux, car il va jusqu'à oublier la ligne qui sépare les vieilles dissertations professorales, si enracinées dans notre littérature, sur les voies de développement et les destinées de la patrie, et la caractéristique exacte du processus réel, auquel telle ou telle classe donne l'impulsion. Cet objectivisme étroit, ce marxisme inconséquent, voilà le défaut essentiel du livre de M. Strouvé, et il importe de s'y arrêter avec une minutie toute particulière, afin de montrer qu'il ne provient pas du marxisme, mais d'une application insuffisante de ce dernier ; non pas que l'auteur ait vu pour sa théorie d'autres critères que celui de la réalité, qu'il ait tiré de cette doctrine d'autres conclusions pratiques (elles sont impossibles, je le répète, et inconcevables, à moins de mutiler toutes ses thèses fondamentales), mais parce qu'il s'est borné à un seul côté, le plus général, de la théorie, sans l'appliquer d'une manière conséquente. En second lieu, on ne peut pas ne pas accepter la pensée exprimée par l'auteur dans sa préface, qu'avant de critiquer le populisme sur des questions de détail, il fallait « déceler le fond même des divergences » (VII) par une « polémique de principe ». Mais précisément, pour atteindre ce but, il faut donner un sens plus concret à presque toutes ses thèses, ramener ses indications trop générales aux questions concrètes de l'histoire et de la réalité russes. Sur tous ces points, les marxistes russes auront encore un

gros travail à faire pour « reconsidérer les faits » d'un point de vue matérialiste, dévoiler les contradictions de classes dans la « société » et dans l'« Etat », contradictions dissimulées derrière les théories des « intellectuels », et établir enfin le lien entre les différentes formes, infiniment variées, de l'appropriation du surproduit dans les industries « populaires » de Russie et la forme avancée, la plus développée, de cette appropriation, la forme capitaliste qui renferme le « gage de l'avenir » et qui, à l'heure actuelle, met au premier plan l'idée et le rôle historique du « producteur ». Aussi bien, si hardie que paraisse la tentative d'indiquer la solution de ces problèmes, quelque nombreux que soient les changements et les corrections qu'apportera leur étude ultérieure détaillée, il vaut cependant la peine d'évoquer les questions concrètes, afin de les soumettre à une discussion plus générale et plus large.

L'objectivisme étroit de M. Strouvé, qui l'amène à poser faussement les questions, arrive à son point culminant quand il discute sur List, à propos de sa « remarquable doctrine » sur la « confédération des forces productives nationales », sur l'importance du développement de la grande industrie pour l'économie rurale, sur la supériorité de l'Etat manufacturier et agricole par rapport à l'Etat agricole tout court, etc. L'auteur estime que cette « doctrine » « prouve de façon très convaincante la nécessité et la légitimité historiques du capitalisme au sens large du mot » (123), la « puissance historique et culturelle de la production marchande triomphante » (124).

Le caractère scolastique des raisonnements de l'auteur, qui semble planer au-dessus de tout pays déterminé, de toute période historique déterminée, de toute classe déterminée, apparaît ici en pleine lumière. Que l'on considère ces raisonnements du côté purement théorique ou du côté pratique, cette appréciation sera également juste. Commençons par le premier côté. N'est-il pas étrange de croire que l'on puisse « convaincre » qui que ce soit de la « nécessité et de la légitimité historiques du capitalisme », pour un pays déterminé, par des thèses abstraites et dogmatiques sur l'importance de la grande industrie ? N'est-ce pas une faute que de poser la question sur ce terrain si cher aux professeurs libéraux du *Rousskoïé Bogatstvo* ? Un marxiste n'est-il pas

tenu de tout ramener à l'explication de ce qui est, à la question de savoir pourquoi c'est ainsi et pas autrement ?

Les populistes estiment que notre capitalisme est artificiel, que c'est une plante de serre, car ils ne comprennent pas les liens qui le rattachent à l'ensemble de l'organisation marchande de notre économie sociale ; ils ne voient pas ses racines dans notre « production populaire ». Montrez-leur ces liens et ces racines, montrez-leur que le capitalisme domine sous la forme la moins développée, et par la suite la pire, également dans la production populaire, et vous aurez démontré « la nécessité » du capitalisme russe. Montrez-leur que ce capitalisme, en augmentant la productivité du travail et en le socialisant, développe et met en lumière la contradiction de classe, la contradiction sociale qui s'est créée partout dans la « production populaire », et vous aurez démontré la « légitimité » du grand capitalisme russe. Quant au côté pratique de ce raisonnement, qui touche de près à la question de la politique commerciale, on peut noter ce qui suit. Les marxistes russes, en soulignant avant tout et par-dessus tout que la liberté du commerce et le protectionnisme sont un problème posé par le capitalisme, une question de politique bourgeoise, doivent s'affirmer pour la liberté du commerce, étant donné qu'en Russie se manifeste plus qu'ailleurs le caractère réactionnaire du protectionnisme : il entrave le développement économique du pays et il sert les intérêts, non pas de la classe bourgeoise tout entière, mais seulement d'une poignée d'oligarques, de gros bonnets, — étant donné que la liberté du commerce accélère le processus qui porte en lui les moyens de s'affranchir du capitalisme.

Le dernier paragraphe (§ XI) du chapitre III est consacré à l'analyse de la notion de « capitalisme ». L'auteur indique très justement qu'on use de ce mot avec une « très grande liberté » ; il cite des exemples d'interprétation « très restreinte » et « très large » de cette notion, mais il ne donne pas de définition précise ; la notion de « capitalisme », malgré l'analyse de l'auteur, reste encore à analyser. Il semble pourtant que cela ne devrait pas présenter de difficulté particulière, cette notion ayant été introduite

dans la science par Marx qui l'a en même temps appuyée sur des faits. Mais, cette fois encore, M. Strouvé n'aura pas voulu être contaminé par l'« orthodoxie ». « Quant à Marx, dit-il, il se représentait le processus de transformation de la production *marchande* en production *capitaliste marchande* comme plus impétueux et plus direct peut-être qu'il ne l'est en réalité » (p. 127, note). Peut-être. Mais comme c'est la seule conception scientifiquement fondée et appuyée sur l'histoire du capital, comme nous ne connaissons pas d'autres notions « peut-être » moins « impétueuses » et moins « directes », nous nous adresserons à Marx. D'après sa doctrine, les caractères essentiels du capitalisme sont : (1) la production marchande comme forme *générale* de la production. Le produit prend la forme d'une marchandise dans les diverses formes d'organisation de la production sociale, mais ce n'est que dans la production capitaliste que cette forme du produit du travail est *générale*, et non pas exceptionnelle, ni isolée, ni accidentelle. Deuxième caractère du capitalisme : (2) ce n'est pas seulement le produit du travail qui prend la forme d'une marchandise, mais le travail lui-même, c'est-à-dire la force de travail de l'homme. Le degré de développement de la forme marchande de la force de travail marque le degré de développement du capitalisme*. Grâce à cette définition, nous découvrirons aisément les exemples de compréhension erronée de ce terme, cités par M. Strouvé. Il est certain qu'opposer le régime russe au capitalisme, sous le prétexte du retard technique de notre économie populaire, de la prédominance du travail manuel, etc., — chose que les populistes invoquent si souvent, — est tout à fait absurde, puisque le capitalisme existe quand la technique est hautement développée et aussi quand elle l'est peu. Marx a souligné maintes fois dans le *Capital* que le capital se soumet d'abord la production telle qu'il la trouve, et que c'est seulement par la suite qu'il la transforme techniquement. Il est certain que la *Hausindustrie* alleman-

* *Das Kapital*, II, Band (1885), S. 93. — Il importe de noter que, dans le passage indiqué, Marx ne donne nullement une *définition* formelle du capitalisme. D'une façon générale, il ne s'occupait pas de ce genre de définitions. Il indique seulement, ici, le rapport entre la production marchande et la production capitaliste, ce dont il s'agit précisément dans le texte lie.

de et le « système de la grande production à domicile » russe représentent une organisation capitaliste de l'industrie, car ici ce n'est pas seulement la production marchande qui domine ; c'est aussi le possesseur d'argent qui domine le producteur et s'approprie la plus-value. Il est certain qu'en opposant, à la façon des populistes, la paysannerie russe « possédant la terre » au capitalisme de l'Europe occidentale, on montre simplement son incompréhension de ce qu'est le capitalisme. Comme l'observe très justement l'auteur, l'« économie paysanne semi-naturelle » (p. 124) existe encore çà et là en Occident, mais, en Occident comme en Russie, ce fait n'empêche ni la prédominance de la production marchande, ni la soumission de l'immense majorité des producteurs au capital. Avant d'arriver à son développement supérieur, à son point culminant, cette soumission passe par de nombreux échelons, que les populistes méconnaissent ordinairement, malgré l'explication très précise de la question par Marx. Elle commence avec le *capital marchand* et *usuraire* ; puis vient le capitalisme industriel qui, à son tour, est au début très primitif au point de vue de la technique et ne se distingue en rien des anciens systèmes de production ; il organise ensuite la manufacture, fondée encore sur le travail manuel, et principalement sur les industries artisanales, sans détacher de la terre l'ouvrier salarié, et achève son développement par la grande industrie mécanique. Seul ce stade ultime, supérieur, représente le point culminant du développement du capitalisme ; *lui seul* crée l'ouvrier totalement exproprié, libre comme l'air*; *lui seul* engendre (matériellement et socialement) ce « rôle unificateur » du capitalisme que les populistes ont l'habitude de lier au capitalisme en général ; *lui seul* oppose au capitalisme son « propre enfant ».

Le quatrième chapitre du livre : « Progrès économique et progrès social », est la suite du troisième chapitre et se rattache à la partie du livre qui oppose aux populistes les données de l'« expérience universelle ». Nous aurons à nous arrêter ici plus longuement, d'abord sur une opinion erronée

* Les populistes présentent toujours les choses ainsi : l'ouvrier privé de terre est la condition indispensable du capitalisme *en général*, et pas seulement de l'industrie mécanique.

[ou une expression maladroite ?] de l'auteur au sujet des disciples de Marx et, en second lieu, sur la façon de formuler les tâches de la critique économique du populisme.

M. Strouvé dit que Marx se représentait la transition du capitalisme à un nouvel ordre social sous la forme d'une chute rapide, d'un effondrement du capitalisme. (Il estime que cela ressort de « certains passages » chez Marx, alors qu'en réalité cette opinion se retrouve *dans toutes les œuvres* de Marx.) Ses disciples luttent *pour des réformes*. Un « correctif important a été apporté » à la conception de Marx des années 40 : au lieu de l'« abîme » qui sépare le capitalisme du nouveau régime, on a reconnu la nécessité de « toute une série de transitions ».

Impossible de dire que cela soit exact. Aucun « correctif », ni important ni peu important, n'a été ajouté au point de vue de Marx par « ses disciples ». La lutte pour les réformes n'implique nullement un « correctif », elle ne corrige pas le moins du monde la théorie de l'abîme et de la chute rapide, puisque cette lutte poursuit un but franchement et nettement avoué : en arriver précisément à la « chute ». Et que, pour cela, « toute une série de transitions » soient nécessaires — d'une phase de la lutte à une autre, d'un degré à l'autre —, c'est ce que Marx a reconnu lui-même dans les années 1840, lorsqu'il disait dans le *Manifeste* que le mouvement vers un nouvel ordre de choses ne saurait être *séparé* du mouvement ouvrier (et, par suite, de la lutte pour les réformes), et qu'il proposait lui-même, en guise de conclusion, une série de mesures pratiques [111].

Si M. Strouvé se proposait de décrire le *développement* du point de vue de Marx, il est certain qu'il a raison. Mais alors, ce ne serait pas là un « *correctif* » : ce serait juste le contraire, à savoir l'*application* de ses vues, leur *mise en œuvre*.

Nous ne pouvons pas non plus être d'accord avec l'attitude de l'auteur envers le populisme.

« Notre littérature populiste, dit-il, s'est saisie de l'opposition entre la richesse nationale et le bien-être populaire, le progrès social, le progrès de la répartition » (131).

Le populisme ne s'est pas « saisi » de cette opposition, il a seulement *constaté* l'existence en Russie, après la ré-

forme, du même antagonisme entre le progrès, la culture, la richesse et la séparation du producteur d'avec les moyens de production, la diminution de la part du producteur dans le produit du travail du peuple, la croissance de la misère et du chômage, qui a engendré cette opposition aussi en Occident.

« ... Par suite de son caractère humanitaire, de son amour du peuple, cette littérature a résolu d'emblée la question au profit du bien-être populaire. Et comme certaines formes de l'économie populaire (la commune agraire, la coopérative) incarnaient apparemment l'idéal de l'égalité économique et assuraient ainsi le bien-être du peuple ; comme, d'autre part, le progrès de la production, influencé par un échange croissant, ne promettait nullement de favoriser ces formes, mais abolissait leurs fondements économiques et psychologiques, les populistes, évoquant la triste expérience de l'Occident où le progrès industriel est fondé sur la propriété privée et la liberté économique, opposaient à l'économie marchande, au capitalisme, la « production populaire » garantissant le bien-être du peuple, comme un idéal économique et social pour le maintien et le développement duquel les intellectuels russes et le peuple russe étaient tenus de lutter. »

Ce raisonnement révèle avec une parfaite évidence les défauts de l'exposé de M. Strouvé. Le populisme y est représenté comme une théorie « humanitaire », qui s'est « saisie » de cette opposition entre la richesse nationale et la misère du peuple et a « résolu la question » au profit de la répartition, étant donné que l'« expérience de l'Occident » « ne promettait pas » le bien-être du peuple. Et l'auteur de s'élever contre une telle « solution » du problème, oubliant qu'il lutte uniquement contre la forme idéaliste, la forme naïve, chimérique du populisme, et non contre son contenu ; il oublie qu'il commet une grave erreur par le seul fait qu'il présente la question de la manière scolastique, habituelle à MM. les populistes. Comme on l'a déjà fait remarquer, le populisme reflète le point de vue et les intérêts du petit producteur russe. Le « caractère humanitaire et l'amour du peuple », propres à la théorie, sont dus à l'état d'oppression de notre petit producteur, auquel le régime et les traditions de la « vieille formation nobiliaire », de

même que le joug du grand capital, infligeaient de cruels déboires. L'attitude du populisme à l'égard de l'« Occident » et de son influence sur la Russie n'était naturellement pas déterminée par le fait qu'il s'était « saisi » de telle ou telle idée, mais par les conditions de vie du petit producteur ; celui-ci voyait se dresser contre lui le grand capitalisme qui empruntait la technique de l'Europe occidentale* et, opprimé par lui, il échafaudait des théories puériles selon lesquelles ce n'était pas l'économie capitaliste qui déterminait la politique capitaliste, mais la politique qui déterminait le capitalisme, théories qui présentaient le grand capitalisme comme une chose étrangère à la vie russe, un phénomène adventice. Le fait d'être attaché à sa petite économie individuelle le mettait dans l'impossibilité de comprendre le caractère véritable de l'Etat, et il demandait que celui-ci voulût bien aider et développer la petite production (« populaire »). Le faible développement des antagonismes de classes, caractéristique de la société capitaliste russe, fit que la théorie de ces idéologues de la petite bourgeoisie prétendait représenter les intérêts du travail en général.

Au lieu de montrer ce qu'il y a d'absurde chez les populistes dans leur façon même de poser la question, et d'expliquer la « solution » qu'ils y apportent par les conditions de vie matérielles du petit producteur, l'auteur lui-même pose la question d'une façon dogmatique qui rappelle le « *choix* » des populistes entre le progrès économique et le progrès social.

« La tâche de la critique des principes économiques du populisme... est... de prouver ceci :

1° Le progrès économique est la condition indispensable du progrès social ; celui-ci découle historiquement de celui-là et, à un certain degré de développement, il doit apparaître et il apparaît réellement, entre les deux processus, une action réciproque, une dépendance mutuelle » (133).

En thèse générale, cette assertion est évidemment tout à fait juste. Mais elle indique plutôt les tâches de la critique des principes sociologiques, et non économiques, du populisme : au fond, c'est formuler d'une autre manière la doc-

* Cf. l'article ci-dessus des *Otétchestvennyïé Zapiski*.

trine selon laquelle le développement de la société est déterminé par le développement des forces productives, ce dont on a parlé aux chapitres I et II. Pour critiquer les « *principes économiques* du populisme », cela ne suffit pas. Il faut formuler la question d'une façon plus concrète, la ramener du progrès en général au « progrès » de la société capitaliste russe, aux interprétations erronées de *ce* progrès, qui ont engendré les contes ridicules des populistes sur la *tabula rasa*, la « production populaire », l'absence de base du capitalisme russe, etc. Au lieu de dire qu'entre le progrès économique et le progrès social il doit y avoir une action réciproque, il faut montrer (ou du moins indiquer) en quoi consiste le progrès social en Russie ; les populistes n'en voient pas les racines économiques *.

« 2° C'est pourquoi le problème concernant l'organisation de la production et le degré de productivité du travail prime le problème de la répartition ; dans certaines conditions historiques, lorsque la productivité du travail du peuple est très basse, absolument et relativement, l'importance primordiale du facteur production apparaît d'une façon très marquée. »

Ici, l'auteur invoque la doctrine de Marx sur l'importance secondaire de la répartition. Comme épigraphe au chapitre IV, il prend un passage de la critique du programme de Gotha [112] où Marx oppose le socialisme vulgaire au socialisme scientifique, qui n'attache pas une grande importance à la répartition, qui explique l'ordre social par l'organisation des *rapports de production* et considère que ladite organisation de ces rapports implique déjà par elle-même un système déterminé de répartition. Comme l'auteur le fait remarquer très justement, toute la doctrine de Marx est pénétrée de cette idée extrêmement importante pour la compréhension du caractère petit-bourgeois du populisme. Mais la seconde partie de la phrase de M. Strouvé rend cette

* On peut m'objecter que je vais trop vite : l'auteur n'a-t-il pas dit qu'il avait l'intention de passer graduellement des questions d'ordre général aux questions concrètes, qu'il examine justement dans le chapitre VI ? Mais ce caractère abstrait de la critique de M. Strouvé est le trait distinctif de *tout* son livre, y compris le chapitre VI et même la conclusion. Ce qui demande surtout à être corrigé, c'est justement sa *façon de poser les questions*.

idée très confuse, surtout par le terme obscur de « facteur production ». Il peut même se produire quelque confusion quant au sens à donner à ce terme. Le populiste partage le point de vue du petit producteur, qui explique ses malheurs d'une manière très superficielle : par le fait qu'il est « pauvre » alors que son voisin le revendeur est « riche », que les « autorités » ne viennent en aide qu'au grand capital, etc. ; en un mot, ses malheurs sont dus aux particularités de la répartition, aux fautes de la politique, etc. Qu'est-ce que l'auteur oppose au populiste : le point de vue du grand capital qui regarde avec mépris la misérable exploitation du paysan-artisan et s'enorgueillit du haut degré de développement de la sienne, du « mérite » qu'il a d'avoir élevé le niveau absolument et relativement bas de la productivité du travail du peuple ? ou bien le point de vue de son antipode, qui vit déjà au sein de rapports si développés qu'il ne peut plus se contenter de références à la politique et à la répartition, qui commence à se rendre compte que la cause en est plus profonde et qu'elle réside dans l'organisation (sociale) elle-même de la production, dans la structure même de l'économie sociale, fondée sur les principes de la propriété individuelle, sous le contrôle et la direction du marché ? Pareille question pourrait tout naturellement surgir chez le lecteur, d'autant plus que l'auteur emploie parfois l'expression « facteur production » à côté de l'expression « facteur économique » (cf. p. 171 : les populistes « méconnaissent le facteur production et vont jusqu'à nier le rôle de tout facteur économique ») ; d'autant plus qu'en comparant la production « non rationnelle » avec la production « rationnelle », l'auteur obscurcit parfois les rapports entre le petit producteur et le producteur déjà complètement séparé des moyens de production. Il est hors de doute que, *du point de vue objectif*, cela ne diminue en rien l'exactitude de l'exposé de l'auteur, et qu'il est aisé, pour qui comprend le caractère antagonique du système capitaliste, de se représenter la situation du point de vue de ces rapports. Mais comme il est notoire que messieurs les populistes russes, eux, ne comprennent pas cela, il est préférable, dans la controverse avec eux, de s'exprimer avec plus de précision et de netteté, et d'éviter les affirmations trop générales et abstraites.

Comme nous avons essayé de le montrer par un exemple concret au chapitre I, la différence entre le populisme et le marxisme réside *dans leur manière d'aborder la critique du capitalisme russe* : le populiste pense qu'il suffit de constater l'existence de l'exploitation, l'action réciproque entre celle-ci et la politique, etc. Le marxiste estime nécessaire d'expliquer et de lier ces phénomènes de l'exploitation comme un système de rapports de production donnés, comme une formation économique et sociale particulière, dont les lois de fonctionnement et de développement doivent être étudiées avec objectivité. Pour critiquer le capitalisme, le populiste pense qu'il suffit de le condamner du point de vue de son propre idéal, du point de vue « de la science contemporaine et des idées morales contemporaines ». Le marxiste pense qu'il est nécessaire d'étudier très en détail les classes qui se forment dans la société capitaliste ; il ne considère comme fondée que la critique faite du point de vue d'une classe déterminée, critique fondée non pas sur le jugement moral de l'« individu », mais sur l'expression fidèle du processus social réel.

Si, en partant de ce principe, nous essayions de formuler les tâches de la critique des principes économiques du populisme, elles se présenteraient à peu près comme suit :

Il faut faire la preuve que le grand capitalisme en Russie est à la « production populaire » ce qu'est un phénomène complètement développé à un phénomène qui ne l'est pas, ce que la phase supérieure du développement de la formation sociale capitaliste est à sa phase inférieure* ; que la séparation du producteur d'avec les moyens de production et l'appropriation du produit de son travail par le possesseur d'argent s'expliquent, aussi bien à la fabrique que dans le village, même communautaire, non par la politique ni par la répartition, mais par les rapports de production

* L'analyse de l'aspect économique doit être, naturellement, complétée par celle des superstructures sociales, juridiques, politiques et idéologiques. Le fait de ne pas comprendre cette liaison entre le capitalisme et la « production populaire » a engendré chez les populistes l'idée que la réforme paysanne, l'Etat, l'intelligentsia, etc., *n'ont pas* un caractère *de classe*. Une analyse matérialiste ramenant tous ces phénomènes à la lutte des classes doit montrer de façon concrète que le « progrès social » de la Russie, après la réforme, n'a été que la conséquence du « progrès économique » capitaliste.

qui se créent nécessairement en régime d'économie marchande, par cette formation de classes aux intérêts antagonistes qui caractérise la société capitaliste* ; que la réalité (la petite production) que les populistes veulent porter à un degré supérieur sans passer par le capitalisme renferme déjà le capitalisme, avec l'antagonisme des classes et les conflits entre ces classes qui lui sont propres; mais qu'elle le renferme dans la pire de ses formes, qui entrave l'activité indépendante du producteur ; et que, pour cette raison, en méconnaissant les antagonismes sociaux qui se sont déjà formés et en rêvant « d'autres voies pour la patrie », les populistes se montrent des utopistes réactionnaires, car le grand capitalisme ne fait que développer, épurer et éclairer ces antagonismes que l'on retrouve d'un bout à l'autre de la Russie.

La suite de l'exposé est, elle aussi, directement liée à une formulation trop abstraite des tâches de la critique économique du populisme ; l'auteur y démontre la « nécessité » et le « caractère progressif », non pas du capitalisme russe, mais du capitalisme occidental. Sans toucher l'économie de la doctrine populiste, cet exposé renferme cependant bien des choses intéressantes et instructives. Maintes fois, dans notre littérature populiste, des voix se sont fait entendre pour marquer la méfiance à l'égard du mouvement ouvrier d'Occident. Cela est apparu tout particulièrement dans la dernière polémique engagée par MM. Mikhaïlovski et Cie (*Rousskoïé Bogatstvo*, 1893-1894) contre les marxistes. Nous n'avons encore rien trouvé de bon dans le capitalisme, écrivait alors M. Mikhaïlovski**. L'absurdité de ces façons

---

* Une « révision des faits » de la réalité économique russe, principalement de celle où les populistes puisent la matière de leurs rêves candides, c'est-à-dire de l'économie paysanne et artisanale, doit montrer que l'oppression du producteur ne provient pas de la répartition (« le moujik est pauvre, le revendeur est riche »), mais des rapports mêmes de production, de l'organisation sociale de l'économie paysanne et artisanale d'aujourd'hui. Il deviendra clair ainsi que, dans la production « populaire » également, le « problème de l'organisation de la production prime le problème de la répartition ».

** Notons qu'en répondant à M. Strouvé, M. Mikhaïlovski prétend qu'Engels est « épris de lui-même » lorsqu'il affirme que le mouvement ouvrier d'Occident est le facteur prédominant de l'époque contemporaine, un facteur gigantesque qui fait de cette époque la meilleure de toutes et qui justifie l'histoire de son origine.

de voir petites-bourgeoises est parfaitement réfutée par les données de M. Strouvé, d'autant plus que celles-ci ont été empruntées à la littérature bourgeoise moderne, que l'on ne saurait suspecter d'exagération. Les passages cités par l'auteur montrent qu'en Occident tout le monde, même les bourgeois, reconnaît que le passage du capitalisme à une nouvelle formation sociale et économique est inévitable.

La socialisation du travail par le capitalisme est allée si loin que même la littérature bourgeoise proclame hautement la nécessité d'une « organisation méthodique de l'économie nationale ». L'auteur a parfaitement raison de dire que c'est là un « signe des temps », un signe de la désagrégation complète du système capitaliste. Il cite des déclarations du plus haut intérêt, non seulement de professeurs bourgeois, mais aussi de conservateurs. Ceux-ci sont forcés de reconnaître ce que jusqu'à ce jour même les radicaux russes se refusent à admettre, à savoir que le mouvement ouvrier a été créé par les conditions matérielles qu'engendre le capitalisme, et non pas « simplement » par la culture intellectuelle ou d'autres conditions politiques.

Faut-il, après tout cela, nous arrêter encore à cette considération de l'auteur que la répartition ne peut progresser que si elle s'appuie sur la production rationnelle ? Cela veut dire, de toute évidence, que seul le grand capitalisme, fondé sur la production rationnelle, met le producteur dans des conditions qui lui permettent de relever la tête, de réfléchir et de s'intéresser à lui-même et à ceux qui, par suite de l'état arriéré de la production, ne sont pas placés dans les mêmes conditions.

Deux mots seulement au sujet de cette phrase de M. Strouvé : « La répartition extrêmement inégale, qui retarde le progrès économique, n'a pas été créée par le capitalisme :

Ce reproche tout simplement révoltant adressé à Engels est tout à fait caractéristique du populisme russe actuel.

Ces messieurs savent discourir sur la « vérité du peuple » ; ils savent parler à notre « société » et lui reprocher de n'avoir pas choisi la voie juste pour la patrie ; ils savent chanter d'une voix suave : « aujourd'hui ou jamais », et répéter le même air durant « dix ans, vingt ans, trente ans et plus » ; mais ils sont absolument incapables de comprendre la portée universelle de l'action indépendante de ceux en l'honneur de qui ils chantaient ces deux refrains.

elle lui a été léguée » par l'époque dont les romantiques disent que c'était le temps où le Pactole roulait ses paillettes d'or (p. 159). Cela est exact, si l'auteur veut seulement dire que la répartition inégale existait aussi avant le capitalisme, ce que messieurs les populistes sont enclins à oublier. Mais cela est faux s'il veut nier que le capitalisme a accru cette inégalité. A l'époque du servage, cette grande inégalité entre le paysan réduit à la misère la plus complète ou le gueux, et le magnat des banques, des chemins de fer et de l'industrie, n'existait ni ne pouvait exister : elle a été créée par la Russie capitaliste d'après la réforme.

Passons au chapitre V. L'auteur y donne une définition générale du « populisme en tant que conception économique ». Selon M. Strouvé, les « populistes sont les idéologues de l'économie naturelle et de l'égalité primitive » (167).

On ne saurait souscrire à une telle définition. Nous n'allons pas reprendre ici les arguments exposés au chapitre premier et qui montrent que les populistes sont les idéologues du petit producteur. Nous y avons déjà montré comment les conditions matérielles de la vie du petit producteur, sa position transitoire, intermédiaire, entre les « patrons » et les « ouvriers », engendrent à la fois la méconnaissance par les populistes des contradictions de classes et le bizarre mélange de thèses progressives et de thèses réactionnaires dont est fait leur programme.

Ajoutons seulement que, par un côté, c'est-à-dire le côté progressif, le populisme russe se rapproche du démocratisme occidental ; aussi la géniale caractéristique du démocratisme énoncée il y a plus de quarante ans à propos d'événements de l'histoire française lui est-elle entièrement applicable :

« Le démocrate, parce qu'il représente la petite bourgeoisie, par conséquent une *classe intermédiaire*, au sein de laquelle s'émoussent les intérêts de deux classes opposées, s'imagine être au-dessus des antagonismes de classes. Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais qu'avec tout le reste de la nation ils cons-

tituent le *peuple*. Ce qu'ils représentent, c'est *le droit du peuple* ; ce qui les intéresse, c'est *l'intérêt du peuple*. Ils n'ont donc pas besoin, avant d'engager une lutte, d'examiner les intérêts et les positions des différentes classes. Ils n'ont pas besoin de peser trop minutieusement leurs propres moyens *... Mais si, dans la pratique, leurs intérêts apparaissent sans intérêt, et si leur puissance se révèle comme une *impuissance*, la faute en est ou aux sophistes criminels qui divisent le *peuple indivisible* en plusieurs camps ennemis **... ou encore, c'est qu'un détail d'exécution a tout fait échouer, ou, enfin, c'est qu'un hasard imprévu a fait perdre cette fois la partie. En tout cas, le démocrate sort de la défaite la plus honteuse tout aussi pur qu'il était innocent lorsqu'il est entré dans la lutte, avec la conviction nouvelle qu'il doit vaincre, non pas parce que lui et son parti devront abandonner leur ancien point de vue, mais parce que, au contraire, les conditions devront mûrir (*thm entgegenzureifen haben. Der achtzehnte Brumaire u.s.w.* » S. 39)[113].

Présenter les populistes comme les idéologues de l'économie naturelle et de l'égalité primitive, c'est une erreur, c'est ce que montrent les exemples cités par l'auteur lui-même. « Notons à titre de *curiosité*, dit M. Strouvé, que M. N. — on continue jusqu'ici d'appeler Vassiltchikov un économiste libéral » (169). Si l'on examine cette appellation *au fond*, elle n'a absolument rien de curieux. Vassiltchikov introduit dans son programme le crédit à bon marché, sur une vaste échelle. M. Nikolaï — on ne peut pas ne pas voir que, dans une société capitaliste comme celle de

---

* Exactement comme les populistes russes. Ils ne nient pas qu'il y ait en Russie des classes antagonistes à l'égard du producteur, mais ils se laissent bercer par l'argument que, comparés au « peuple », ces « rapaces » sont insignifiants, et ils ne veulent pas se livrer à une étude rigoureuse de la situation et des intérêts de chaque classe prise à part ; ils ne veulent pas savoir si les intérêts de telle catégorie de producteurs sont étroitement liés aux intérêts des « rapaces », affaiblissant ainsi la force de résistance de ceux-là contre ceux-ci.

** Selon les populistes russes, la faute en est aux malfaisants marxistes, qui implantent artificiellement le capitalisme et ses antagonismes de classes là où s'épanouissent, luxuriantes, les fleurs de l'« adaptation sociale mutuelle » et de l'« activité solidaire » (M. V.V., cité par Strouvé, p. 161).

la Russie, le crédit ne fera que renforcer la bourgeoisie et entraîner « un développement et une consolidation de rapports capitalistes » (*Essais*, p. 77). Par les mesures pratiques qu'il propose, Vassiltchikov, comme du reste tous les populistes, représente exclusivement les intérêts de la petite bourgeoisie. Le seul point curieux, c'est peut-être que M. — on, qui siège aux côtés des publicistes du *Rousskoïé Bogatstvo*, n'a pas vu, « jusqu'ici », qu'ils sont, tout comme le prince Vassiltchikov, de petits « économistes libéraux ». Les théories utopistes se concilient aisément dans la pratique avec les progrès petits-bourgeois. Cette appréciation du populisme est confirmée encore davantage par Golovatchev. Celui-ci reconnaît que la distribution généralisée des lots est chose absurde, et il préconise le « crédit à bon marché pour le peuple travailleur ». Critiquant cette théorie « étonnante », M. Strouvé n'attire l'attention que sur son absurdité théorique, sans paraître remarquer son contenu petit-bourgeois.

A propos du chapitre V, il importe de s'arrêter encore à la « loi des besoins moyens » de M. Chtcherbina. Cela est important pour définir le malthusianisme de M. Strouvé, nettement exprimé au chapitre VI. Selon cette « loi », lorsqu'on groupe les paysans *suivant leurs lots*, on obtient une moyenne, variant très peu (dans chaque groupe), des besoins de la famille paysanne (c'est-à-dire des dépenses pour les besoins divers) ; ce faisant, M. Chtcherbina répartit les dépenses par habitant.

M. Strouvé souligne avec satisfaction que cette « loi » « a une importance considérable », car elle confirmerait la loi « universellement connue » de Malthus, que « le bien-être et l'accroissement de la population dépendent des moyens de subsistance dont elle dispose ».

On ne comprend pas pourquoi M. Strouvé se félicite de cette loi. On ne comprend pas comment il est possible de voir une « loi » dans les calculs de M. Chtcherbina, et de plus une loi d'une « importance considérable ». Il est tout à fait naturel qu'avec des différences relativement faibles dans le mode de vie de telles ou telles familles paysannes nous obtenions des moyennes peu variées, si nous partageons les paysans en groupes ; surtout si, dans cette division en groupes, nous nous fondons sur l'étendue du lot, qui n'est

pas un indice direct du bien-être d'une famille (tel paysan cède son lot à bail ; tel autre prend à bail, au contraire, des terres supplémentaires) et qui échoit en quantité égale au paysan riche comme au paysan pauvre, pourvu que leur famille compte le même nombre d'individus imposables. Les calculs de M. Chtcherbina montrent simplement qu'il a choisi un mauvais moyen de classification. Que M. Chtcherbina considère avoir ainsi découvert une loi, voilà qui ne laisse pas d'être étrange. Il n'est pas moins étrange d'y voir une confirmation de la loi de Malthus, comme si l'on pouvait, en se fondant sur l'étendue du lot, juger des « moyens de subsistance dont dispose le paysan », sans prendre en considération ni l'affermage, ni les « gagne-pain » de complément, ni la dépendance économique du paysan à l'égard du propriétaire foncier et du revendeur. A propos de cette « loi » de M. Chtcherbina (l'exposé qu'il en donne montre que l'auteur de la « loi » accorde, pour sa part, une importance extraordinaire à ses chiffres moyens qui ne prouvent absolument rien), M. Strouvé écrit : « Production populaire » veut simplement dire ici économie sans main-d'œuvre salariée. Qu'avec une telle organisation de l'économie la « plus-value » reste entre les mains du producteur, voilà qui est indiscutable » (176). Et l'auteur indique qu'avec une productivité du travail peu élevée, cela n'empêche pas le représentant d'une telle « production populaire » de vivre plus mal qu'un ouvrier. L'engouement pour le malthusianisme conduit l'auteur à formuler de façon inexacte la thèse qu'il cite. Le *capital* commercial et usuraire se subordonne le travail dans chaque village russe et — sans faire du producteur un ouvrier salarié — ne lui enlève pas moins de plus-value que le capital industriel n'en prend au travailleur. M. Strouvé a fort justement indiqué plus haut que la production capitaliste apparaît dès que, entre le producteur et le consommateur, se place le *capitaliste*, quand bien même il se bornerait à acheter au producteur indépendant (en apparence) le produit fini (p. 99 et remarque 2) ; et il ne serait pas facile, en cherchant parmi les producteurs russes « indépendants », d'en trouver qui ne travaillent pas pour le capitaliste (le marchand, le revendeur, le koulak, etc.). Une des erreurs les plus graves des populistes c'est qu'ils ne voient pas le lien très étroit, indissoluble, qui existe

entre l'organisation capitaliste de l'économie sociale russe et la domination souveraine du capital commercial à la campagne. Aussi l'auteur a-t-il parfaitement raison de dire que « l'expression même de « production populaire », au sens où l'emploient MM. les populistes, ne répond à aucun régime historique réel. Jusqu'en 1861, la « production populaire » était chez nous, en Russie, étroitement liée au servage ; après 1861, l'économie marchande s'est développée à un rythme accéléré, ce qui ne pouvait manquer d'altérer la pureté de la production populaire » (177). Lorsque le populiste dit que la possession des moyens de production par le producteur est le principe traditionnel de la vie russe, il falsifie purement et simplement l'histoire au profit de son utopie, et cela au moyen d'un subterfuge verbal ; au temps du servage, le propriétaire foncier donnait les moyens de production au producteur, *afin que* celui-ci puisse s'acquitter de la corvée envers lui ; le lot était en quelque sorte un salaire en nature, un moyen « traditionnel » de s'approprier le surproduit. L'abolition du servage n'a pas du tout été un « affranchissement » du producteur ; elle n'a signifié qu'un *changement de forme* du surproduit. Si, en Angleterre, par exemple, l'abolition du servage a fait apparaître des paysans vraiment indépendants et libres, notre réforme, elle, a assuré d'emblée le passage immédiat de l'« infâme » surproduit féodal à la « libre » plus-value bourgeoise.

CHAPITRE IV

COMMENT M. STROUVÉ EXPLIQUE CERTAINS TRAITS DE L'ÉCONOMIE RUSSE APRÈS L'ABOLITION DU SERVAGE

Le dernier chapitre (le sixième) du livre de M. Strouvé est consacré à la question la plus importante : le développement économique de la Russie. Son contenu théorique se répartit entre les sections suivantes : 1° la surpopulation de la Russie agraire, son caractère et ses causes ; 2° la différenciation de la paysannerie, son importance et ses causes ; 3° le rôle du capitalisme industriel dans la ruine de la paysannerie ; 4° l'économie privée, le caractère de son développement, et 5° la question des marchés

pour le capitalisme russe. Avant de passer à l'analyse de l'argumentation de M. Strouvé sur chacun de ces points, arrêtons-nous à ses remarques sur la réforme paysanne.

L'auteur proteste contre l'interprétation « idéaliste » de la réforme et invoque les besoins de l'Etat qui exigeaient un accroissement de la productivité du travail ; il invoque le *rachat*, la pression exercée « d'en bas ». Il est regrettable que l'auteur n'ait pas formulé jusqu'au bout sa légitime protestation. Les populistes expliquent la réforme par le développement des idées « humanitaires » et « libératrices » dans la « société ». C'est là un fait certain, mais *expliquer* ainsi la réforme, c'est tomber dans une tautologie vide de sens et réduire la « libération » à des idées « libératrices ». Un matérialiste doit surtout s'attacher au *contenu* des mesures réalisées au nom de telles ou telles idées. L'histoire ne connaît pas une seule « réforme » importante, même parmi celles qui ont revêtu un caractère de classe, pour laquelle on n'ait invoqué de grands mots et de grandes idées. Il en est de même pour la réforme paysanne. Si l'on examine les changements réels qu'elle a provoqués, leur caractère apparaîtra comme suit : une partie des paysans ont été dépouillés de leurs terres, et — c'est là l'essentiel — les autres paysans, qui ont gardé une partie de leurs terres, ont dû la *racheter* aux grands propriétaires fonciers comme quelque chose ne leur appartenant pas du tout, et, qui plus est, à un prix artificiellement surestimé. En Russie comme en Occident, les réformes de ce genre se paraient de théories sur la « liberté » et l'« égalité » ; et, comme l'a déjà montré le *Capital*, le terrain qui a fait pousser les idées de liberté et d'égalité a été précisément la production marchande. En tout cas, si complexe qu'ait été l'appareil bureaucratique qui a appliqué la réforme en Russie, si éloigné qu'il ait été, *apparemment**, de la bourgeoisie, il reste incontestable que seul un *régime bourgeois* pouvait naître d'une *telle* réforme. M. Strouvé indique très justement qu'on a tort d'opposer, comme on le fait couramment, la réforme paysanne russe aux réformes d'Europe occidentale : « Il est absolument faux

* En réalité, nous avons indiqué plus haut que cet appareil, en raison de sa composition et de son origine historique, ne pouvait que servir la bourgeoisie.

d'affirmer (*sous une forme aussi générale*) que les paysans d'Europe occidentale ont été affranchis sans la terre, ou, autrement dit, qu'ils ont été frustrés de terre par voie législative » (196). Je souligne les mots : « sous une forme aussi générale », car l'enlèvement des terres aux paysans par voie législative a été un fait historique indubitable, partout où s'est opérée la réforme paysanne ; mais ce n'était pas un fait général, puisque, lors de leur affranchissement du servage, une *partie* des paysans *ont racheté* la terre aux propriétaires fonciers en Occident, comme ils le font également chez nous. Seuls des bourgeois peuvent dissimuler le fait du *rachat* et prétendre que l'« affranchissement des paysans avec la terre* » « a réduit la Russie à une *tabula rasa* » (mots d'un certain M. Iakovlev, auxquels M. Mikhaïlovski « applaudit de tout cœur ». Voir la page 10 du livre de P. Strouvé).

I

Passons à la théorie de M. Strouvé sur le « caractère de la surpopulation dans la Russie agraire ». C'est là un des points les plus importants où M. Strouvé s'écarte de la « doctrine » du marxisme pour rejoindre la doctrine du malthusianisme. Les idées qu'il développe dans sa polémique contre M. N. — on se réduisent à ceci : la surpopulation de la Russie agraire « n'est pas capitaliste, mais pour ainsi dire simple, conforme à l'économie naturelle ** ».

Comme M. Strouvé dit que son objection à M. N. — on « coïncide pleinement avec l'objection générale de F. A. Lange contre la théorie de la surpopulation relative de Marx » (183, note), nous nous arrêterons d'abord à cette « objection générale » de Lange, afin de la vérifier.

---

* Pour respecter la vérité, il faudrait dire : facilité accordée à une *partie* des paysans de *racheter* aux propriétaires fonciers une *partie* de *leur* lot de terre concédée *au double de son prix*. Et même les mots « facilité accordée » ne conviennent pas, car le paysan qui refusait de « s'assurer un lot » à ces conditions risquait d'être fouetté au siège du canton.

** C'est ainsi que s'exprime M. Strouvé dans un article publié par le *Sozialpolitisches Centralblatt* (2 octobre 1893, n° 1). Il ajoute qu'il ne considère pas cette opinion comme « malthusienne ».

Lange traite de la loi de population de Marx au chapitre V de sa *Question ouvrière* (traduction russe, pp. 142-178). Il commence par citer la thèse fondamentale de Marx selon laquelle « chacun des modes historiques de la production sociale a aussi sa loi de population propre, loi qui ne s'applique qu'à lui, qui passe avec lui et n'a par conséquent qu'une valeur historique. Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal » [114]. A cela Lange répond :

« Qu'il nous soit permis de noter que, pour les plantes et les animaux, non plus, il n'existe pas, strictement parlant, de loi de population « abstraite », puisque l'abstraction, d'une façon générale, consiste seulement à marquer ce qu'il y a de commun dans une série de phénomènes homogènes » (143). Et Lange d'expliquer en détail à Marx ce que c'est qu'une abstraction. Il est évident qu'il n'a tout simplement pas compris le sens de l'affirmation de Marx. Marx oppose ici l'homme aux plantes et aux animaux pour la raison que l'homme vit sous des formes *diverses d'organisation sociale*, qui se succèdent historiquement et sont déterminées par le système de production sociale et, par conséquent, de répartition. Les conditions dans lesquelles l'homme se reproduit dépendent directement de la structure des diverses formes d'organisation sociale. Aussi la loi de la population doit-elle être étudiée dans chacune de ces formes d'organisation, et non pas « abstraitement », sans tenir compte des diverses formes historiques de structure sociale. L'explication de Lange selon laquelle l'abstraction consiste à marquer ce qu'il y a de commun dans des phénomènes *homogènes* se retourne entièrement contre lui ; nous ne pouvons considérer comme homogènes que les conditions d'existence des animaux et des plantes, et non point celles de l'homme, puisque nous savons qu'il a vécu dans des sociétés de structures différentes.

Après avoir exposé la théorie de Marx sur la surpopulation relative en pays capitaliste, Lange dit : « Il peut sembler, à première vue, que cette théorie rompt la continuité de la nature organique, jusques et y compris l'homme ; qu'elle explique la question ouvrière comme si les recherches générales sur l'existence, la reproduction et

le perfectionnement de l'espèce humaine étaient absolument inutiles, pour la comprendre » (154) *.

La théorie de Marx ne rompt nullement la continuité de la nature organique, jusques et y compris l'homme : elle exige seulement que la « question ouvrière » — qui n'existe que dans la société capitaliste — soit résolue non point à la suite de « recherches générales » sur la reproduction de l'homme, mais à la suite de recherches particulières sur les lois des rapports capitalistes. Mais Lange est d'un autre avis : « Dans la réalité, dit-il, il n'en est pas ainsi. Tout d'abord, il est clair que le travail à la fabrique suppose dès son origine la *misère* » (154). Et Lange consacre une page et demie à la démonstration de cette thèse évidente qui ne nous fait pas avancer d'un iota : en premier lieu, nous savons que le capitalisme engendre lui-même la misère avant même d'avoir atteint le stade de développement où la production se fait en usine, avant que les machines créent un surcroît de population ; en second lieu, la forme d'organisation sociale antérieure au capitalisme — le féodalisme, le servage — a également créé une misère particulière, qu'elle a léguée au capitalisme.

« Mais même avec une aide aussi puissante [c'est-à-dire la misère], le premier entrepreneur n'arrive que rarement à amener un nombre important d'ouvriers à un nouveau genre d'activité. Ordinairement, les choses se passent ainsi. De la localité où l'industrie manufacturière a déjà reçu droit de cité, l'entrepreneur amène avec lui un contingent d'ouvriers ; il y joint quelques « Jean-sans-terre » **, momentanément sans travail, et le recrutement ultérieur du contingent d'ouvriers à la fabrique se fait désormais parmi la *jeunesse montante* » (156). Lange écrit ces deux derniers

* En quoi donc peuvent consister ces « recherches générales » ? Si elles ignorent volontairement les formations économiques particulières de la société humaine, elles se réduiront à des banalités. Et si elles doivent englober plusieurs formations, elles doivent évidemment être précédées par des recherches particulières sur chaque formation prise à part.

** Au fait, d'où viennent ces « Jean-sans-terre » ? De l'avis de Lange, ce ne sont apparemment pas des vestiges du servage, ni le produit de la domination du capital ; ils viendraient de ce que « la tendance à limiter volontairement les naissances ne s'est pas ancrée dans les mœurs populaires » (157).

mots en italiques. Apparemment, les « recherches générales sur l'existence, la reproduction et le perfectionnement de l'espèce humaine » ont trouvé leur expression dans ce fait : le fabricant embauche de nouveaux ouvriers parmi la « jeunesse montante », et non parmi la vieillesse déclinante. Et, tout au long d'une page encore (157), ce bon Lange continue ces « recherches générales » ; il raconte au lecteur que les parents s'appliquent à assurer l'avenir de leurs enfants, que les moralistes oiseux ont tort de blâmer la tendance à se sortir de la situation dans laquelle on est né, qu'il est tout naturel de vouloir donner à ses enfants un gagne-pain. Ce n'est qu'après cette pluie de vérités premières que nous en arrivons au fond même de la question :

« Dans un pays agraire, dont le sol appartient à de petits et à de grands propriétaires, il se produit inévitablement — à moins qu'une tendance à limiter volontairement les naissances ne se soit ancrée dans les mœurs populaires — un surcroît constant de main-d'œuvre et de consommateurs désireux de vivre sur les produits d'un territoire donné » (157-158). Lange avance cette thèse purement malthusienne sans en fournir aucune preuve. Il la répète à maintes reprises, disant qu'« en tout cas la population d'un tel pays, si même elle était très peu nombreuse en chiffres absolus, présente ordinairement des indices de surpopulation relative », que « sur le marché, l'offre de travail *prédomine constamment*, alors que la demande reste peu élevée » (158), — mais tout cela n'est qu'affirmation gratuite. D'où résulte-t-il que le « surcroît de main-d'œuvre » soit réellement « inévitable » ? Qu'est-ce qui prouve la liaison entre ce surcroît et l'absence dans les mœurs populaires d'une tendance à limiter volontairement les naissances ? Ne faudrait-il pas, avant de parler des « mœurs populaires », examiner les rapports de production dans lesquels vit le peuple considéré ? Imaginons, par exemple, que les petits et les grands propriétaires dont parle Lange soient groupés, dans la production des valeurs matérielles, de la manière suivante : les grands propriétaires distribueraient aux petits exploitants des lots de terre pour leur entretien, en échange de quoi ces derniers s'acquitteraient de la corvée envers les grands propriétaires fonciers, dont ils travailleraient la terre.

Imaginons ensuite que ces rapports soient abolis, que les idées humanitaires aient tellement tourné la tête aux grands propriétaires qu'ils ont « libéré leurs paysans avec la terre », *c'est-à-dire* qu'ils les ont amputés d'environ 20 % de leurs lots et les ont obligés à payer un prix double les 80 % qui restent. On comprend que, garantis de la sorte contre « cette plaie qu'est le prolétariat », ces paysans soient obligés, pour subvenir à leur existence, de travailler comme devant pour les grands propriétaires ; ils ne le font plus sur l'ordre du serf-intendant comme autrefois, mais en vertu d'un contrat libre, — par conséquent, ils se disputent le travail les uns aux autres, n'étant plus liés ensemble et chacun travaillant pour son compte. Cette dispute pour le travail élimine nécessairement certains paysans : la diminution de lots et l'augmentation des redevances les ayant rendus moins forts devant le grand propriétaire foncier, leur concurrence accroît le taux du surproduit ; dès lors, le propriétaire foncier se tire d'affaire avec un nombre moindre de paysans. Si ancrée que soit dans les mœurs populaires la tendance à limiter volontairement les naissances, la formation d'un « surcroît » n'en est pas moins inévitable. Le raisonnement de Lange, qui néglige les rapports économiques et sociaux, n'est que la preuve évidente de l'inanité de ses procédés, et notre auteur n'y ajoute rien, si ce n'est d'autres raisonnements du même calibre. Il dit que les fabricants transportent volontiers la production dans les villages perdus, parce qu'« *on y trouve toujours toute prête la quantité requise de main-d'œuvre enfantine pour n'importe quel travail* » (161) ; mais il n'analyse pas l'histoire, le mode de production sociale qui font que les parents sont « toujours prêts » à réduire en servitude leurs enfants. C'est dans le raisonnement suivant que ses procédés apparaissent avec le plus de relief : il cite Marx, selon qui l'industrie mécanique, permettant au capital d'acheter la main-d'œuvre féminine et enfantine, fait de l'ouvrier un « marchand d'esclaves ».

« Voilà donc où l'on voulait en venir ! » s'exclame triomphalement Lange. « Mais peut-on croire vraiment que l'ouvrier à qui la misère fait vendre sa propre force de travail se mettrait si aisément à vendre aussi sa femme et ses enfants, si, là encore, il n'était poussé par la misère, d'une part, et la tentation, de l'autre ? » (163).

Ce bon Lange a poussé le zèle jusqu'à défendre l'ouvrier contre Marx, à qui il cherche à démontrer que l'ouvrier est « poussé par la misère ».

«... Et qu'est-ce au fond que cette misère qui va toujours croissant, sinon une métamorphose de la lutte pour l'existence ? » (163).

Voilà à quelles découvertes aboutissent les « recherches générales sur l'existence, la reproduction et le perfectionnement de l'espèce humaine ! » Apprenons-nous quoi que ce soit sur les causes de la « misère », sur son contenu économique et politique et son évolution, quand on nous dit que c'est une métamorphose de la lutte pour l'existence ? On pourrait en dire autant de n'importe quelle autre chose, aussi bien des rapports entre l'ouvrier et le capitaliste que des rapports entre le propriétaire terrien et le fabricant ou le paysan serf, etc., etc. La tentative que fait Lange pour corriger Marx ne nous apporte rien d'autre que ces banalités vides de sens ou ces naïvetés. Voyons maintenant ce que M. Strouvé, disciple de Lange, apporte à l'appui de cette correction, en raisonnant sur une question concrète : la surpopulation de la Russie agraire.

La production marchande, commence M. Strouvé, augmente la capacité d'absorption du pays. « L'échange produit cet effet, non seulement par le truchement d'une réorganisation technique et économique complète de la production, mais aussi dans les cas où la technique de la production reste au même niveau et où l'économie naturelle conserve, dans l'économie générale de la population, son ancien rôle dominant. Mais, dans ce cas, on en arrive infailliblement, après un court regain d'activité, à une « surpopulation ». Et si la faute en est à la production marchande, celle-ci n'intervient toutefois que 1° comme *stimulant*, 2° comme facteur de complication » (182). La surpopulation surviendrait même sans l'économie marchande : elle revêt un caractère non capitaliste.

Telles sont les thèses avancées par l'auteur. Elles frappent d'emblée par le caractère gratuit que nous avons déjà rencontré chez Lange : on affirme que la surpopulation sous le régime de l'économie naturelle est inévitable, mais on n'explique pas exactement par quel processus elle se crée.

Interrogeons les faits dans lesquels l'auteur voit une confirmation de ses vues.

Des chiffres se rapportant à la période 1762-1846 montrent que, d'une façon générale, la population ne s'est pas multipliée très rapidement : l'accroissement annuel a été de 1,07 à 1,5%. Et, si l'on en croit Arséniev, il a été surtout sensible dans les régions « céréalières ». Ce « fait », conclut M. Strouvé, « est caractéristique pour les formes primitives d'économie nationale, où l'accroissement de la population est en rapport direct avec la fertilité naturelle, rapport que l'on peut pour ainsi dire toucher du doigt ». C'est là un effet de « la loi de corrélation entre l'accroissement de la population et les moyens de subsistance » (185). « Plus l'étendue des terres est grande et la fertilité naturelle du sol élevée, et plus vigoureux est l'accroissement naturel de la population » (186). Déduction absolument en l'air : partant du seul fait que, parmi les provinces centrales de la Russie d'Europe, celles de Vladimir et de Kalouga ont accusé de 1790 à 1846 un accroissement de population moindre que partout ailleurs, on édifie toute une loi sur la corrélation entre l'accroissement de la population et les moyens de subsistance. Mais peut-on juger des moyens de subsistance d'après « l'étendue des terres » ? (Quand bien même on admettrait que des données aussi peu nombreuses permettent de tirer des conclusions générales.) Car enfin, cette « population » n'a pas utilisé directement à son profit les produits qu'elle a retirés de la « fertilité naturelle » : elle les a partagés avec les grands propriétaires fonciers, avec l'Etat. N'est-il pas clair qu'un système ou un autre d'économie seigneuriale — redevances ou corvée, montant des charges et modalités de leur perception, etc. — influait sur la grandeur des « moyens de subsistance » revenant à la population infiniment plus que l'étendue des terres, qui n'étaient pas en la jouissance exclusive et libre des producteurs ? Il y a plus encore. Indépendamment des rapports sociaux qu'exprimait le servage, la population était liée, à cette époque aussi, par l'échange : « La séparation de l'industrie manufacturière d'avec l'agriculture, dit justement l'auteur, c'est-à-dire la division sociale, nationale, du travail, existait aussi avant l'abolition du servage » (189). Dès lors, pourquoi devons-nous

croire que les « moyens de subsistance » étaient moins abondants chez l'artisan ou le marchand de bestiaux de la province de Vladimir, habitant sur les marécages, que chez un vulgaire cultivateur de la province de Tambov, avec toute sa « fertilité naturelle du sol » ?

M. Strouvé apporte ensuite des données sur la diminution de la population serve avant l'affranchissement. Les économistes dont il donne l'avis attribuent ce phénomène à la « diminution du bien-être » (189). L'auteur conclut :

« Nous avons insisté sur la diminution de la population serve avant l'affranchissement, parce que ce fait, selon nous, jette une vive lumière sur la situation économique de la Russie à cette époque. Une grande partie du pays était... saturée de population dans les conditions techniques et économiques, sociales et juridiques de l'époque, conditions vraiment défavorables à un accroissement quelque peu rapide pour 40% environ de la population » (189). Que vient faire ici la « loi » de Malthus sur la corrélation entre l'accroissement de la population et les moyens de subsistance, quand le système social féodal remettait ces moyens de subsistance entre les mains d'une poignée de grands propriétaires fonciers, en laissant de côté la masse de la population, dont l'accroissement fait l'objet de notre étude ? Peut-on accorder une valeur quelconque à cette réflexion de l'auteur, par exemple, suivant laquelle l'accroissement le plus faible a été observé soit dans les provinces peu fertiles avec une industrie faiblement développée, soit dans les provinces purement agricoles à population très dense ? M. Strouvé veut voir là un signe de la « surpopulation non capitaliste », qui devait survenir même sans l'économie marchande et qui « correspond à l'économie naturelle ». Mais on pourrait affirmer avec autant de raison, sinon davantage, que cette surpopulation correspond à l'économie féodale, que la lente croissance de la population dépendait surtout de l'exploitation renforcée du travail des paysans résultant du développement de la production marchande dans les exploitations seigneuriales, du fait que celles-ci avaient commencé à recourir au travail par corvées pour la production du blé *destiné à la vente*, et pas seulement à la consommation personnelle. Les exemples cités par l'auteur se retournent contre lui : ils montrent l'impossibilité

d'édifier une loi de population abstraite d'après la formule de la corrélation entre l'accroissement de la population et les moyens de subsistance, en laissant de côté les systèmes historiques particuliers de rapports sociaux et les stades de leur développement.

Passant à l'époque qui suivit la réforme, M. Strouvé écrit : « Nous voyons dans l'histoire de la population après la chute du servage le même trait fondamental qu'avant l'affranchissement. Dans l'ensemble, le dynamisme d'accroissement est en raison directe de l'étendue des terres et des lots » (198). La preuve en est fournie dans un petit tableau qui groupe les paysans selon la grandeur des lots, et d'où il ressort que l'accroissement de la population est d'autant plus élevé que la dimension du lot est plus grande. « *Au reste, il ne pourrait en être autrement dans les conditions de l'économie naturelle* « pourvoyant tout juste à sa propre consommation »... économie servant avant tout à la satisfaction immédiate des besoins du producteur lui-même » (199).

En effet, *s'il en était ainsi*, si les lots servaient avant tout à la satisfaction immédiate des besoins du producteur, s'ils étaient la seule source permettant de satisfaire ces besoins, — alors, mais alors seulement, on aurait pu déduire de ces données une loi générale d'accroissement de la population. Mais nous savons qu'il n'en est pas ainsi. Les lots servent « avant tout » à satisfaire les besoins des grands propriétaires fonciers et de l'Etat ; ils sont retirés à leurs tenanciers si ces « besoins » ne sont pas satisfaits dans les délais requis ; ils sont grevés de charges excédant leurs revenus. Et puis, ce n'est pas la seule ressource du paysan. Le déficit de l'exploitation, dit l'auteur, doit se répercuter préventivement et répressivement sur la population. Les métiers exercés au-dehors, en éloignant la population mâle adulte, ralentissent encore la reproduction (199). Mais si le déficit de l'exploitation du lot est couvert par l'affermage ou l'exercice d'un métier auxiliaire, les moyens de subsistance du paysan peuvent être tout à fait suffisants pour une « reproduction dynamique ». Il est certain que des conditions aussi favorables ne peuvent s'offrir qu'à une minorité de paysans, mais, à défaut d'une analyse spéciale des rapports de production à l'intérieur de la paysannerie,

rien ne montre que cet accroissement a été régulier et qu'il n'a pas été dû principalement au bien-être de cette minorité. Enfin, l'auteur pose l'économie naturelle comme la condition fondamentale à l'appui de sa thèse ; or, après l'abolition du servage, la production marchande a pénétré largement, comme il le reconnaît lui-même, dans la vie d'autrefois. Il est évident que, *pour établir une loi générale d'accroissement de la population*, les données de l'auteur sont absolument insuffisantes. Bien plus, la « simplicité » abstraite de cette loi, qui implique que les moyens de production dans la société en question « servent avant tout à la satisfaction immédiate des besoins du producteur lui-même », donne une explication tout à fait fausse et nullement démontrée de faits extrêmement compliqués. Par exemple : après l'affranchissement, dit M. Strouvé, les propriétaires fonciers avaient tout avantage à céder la terre à bail aux paysans. « De cette façon, la surface alimentaire accessible à la paysannerie, c'est-à-dire ses moyens de subsistance, augmentait » (200). Cette façon de rattacher purement et simplement l'affermage à la « surface alimentaire » est absolument arbitraire et inexacte. L'auteur indique lui-même que les propriétaires fonciers se réservaient la plus grosse part du produit tiré de leur terre (200). De sorte qu'il s'agit encore de savoir si cet affermage (moyennant des prestations de travail, par exemple), n'aggravait pas la situation des fermiers, s'il ne leur imposait pas des obligations qui entraînaient finalement une diminution de la surface alimentaire. Ensuite, l'auteur indique lui-même que l'affermage n'est accessible qu'aux paysans aisés (216), aux mains de qui il doit être un moyen d'agrandir l'économie marchande plutôt que de renforcer l'économie « pourvoyant à sa propre consommation ». Si même il était prouvé que l'affermage a, dans l'ensemble, amélioré la situation de la « paysannerie », quelle importance cela pourrait-il avoir quand, d'après l'auteur lui-même, les affermages ruinaient les pauvres (216), c'est-à-dire que l'amélioration pour les uns était une aggravation pour les autres ? Il est évident que, dans l'affermage paysan, les rapports anciens, féodaux, se mêlent avec les rapports nouveaux, capitalistes ; le raisonnement abstrait de l'auteur, qui ne fait état ni des uns ni des autres, ne

contribue nullement à clarifier ces rapports, mais au contraire embrouille les choses.

Il reste encore une indication de l'auteur sur les données qui, selon lui, confirment ses vues. C'est que « le vieux mot *pénurie de terre* n'est que le terme courant qui sert à désigner ce que la science appelle surpopulation » (186). L'auteur semble ainsi s'appuyer sur toute notre littérature populiste qui, incontestablement, a établi que les lots des paysans étaient « insuffisants », et qui a mille fois « corroboré » son désir de voir « s'étendre la propriété foncière des paysans » par ce « simple » argument : la population s'est accrue, donc les lots se sont morcelés, donc il est naturel que les paysans se ruinent. Il n'est guère probable que ce raisonnement éculé des populistes sur la « pénurie de terre » puisse avoir quelque valeur scientifique* ; il n'est guère probable qu'il puisse servir à autre chose qu'à des « discours bien intentionnés », dans une commission chargée d'étudier l'évolution sans douleur de la patrie dans la bonne voie. Dans ce raisonnement, les arbres empêchent de voir la forêt ; derrière les contours apparents des phénomènes, on n'aperçoit pas le fond économique et social du tableau. La possession d'une partie immense des terres par les représentants de la « vieille formation nobiliaire », d'une part, et les acquisitions de terre par voie d'achat, d'autre part, telle est la situation dans laquelle toute « extension de la propriété foncière » ne sera qu'un misérable palliatif. Tout comme les raisonnements populistes sur la pénurie de terre, les « lois » de Malthus sur la corrélation entre l'accroissement de la population et les moyens de subsistance pèchent précisément par leur « simplicité » abstraite, qui ignore les rapports économiques et sociaux existants.

Cet aperçu des arguments de M. Strouvé nous amène à conclure que sa thèse selon laquelle la surpopulation de la Russie agraire s'explique par l'absence de corrélation entre l'accroissement de la population et les moyens de subsistance

* C'est-à-dire que ce raisonnement est absolument incapable d'*expliquer* la ruine de la paysannerie et la surpopulation, quoique le fait même de l'« insuffisance » soit hors de discussion, de même que son aggravation par suite de l'accroissement de la population. Ce qu'il faut, ce n'est pas constater ce fait, mais en expliquer l'origine.

n'est prouvée absolument par rien. Il achève ainsi son argumentation : « Et nous voici devant le tableau d'une surpopulation propre à l'économie naturelle, compliquée de facteurs propres à l'économie marchande et d'autres traits importants hérités du régime social de l'époque du servage » (200). Certes, de tout fait économique se produisant dans un pays qui est en train de passer de l'économie « naturelle » à l'économie « marchande » on peut dire que c'est un phénomène « propre à l'économie naturelle, compliqué de facteurs propres à l'économie marchande ». On peut dire aussi l'inverse : « un phénomène propre à l'économie marchande, compliqué de facteurs propres à l'économie naturelle », — mais rien de tout cela ne peut donner non seulement un « tableau », mais même la moindre idée de *la façon* dont se forme *précisément* la surpopulation sur le terrain *des rapports économiques et sociaux existants*. La conclusion définitive de l'auteur contre M. N.—on et sa théorie de la surpopulation capitaliste en Russie s'énonce ainsi : « Nos paysans ne produisent pas assez de nourriture » (237).

La production agricole des paysans fournit jusqu'à présent des produits qui vont aux grands propriétaires fonciers, qui reçoivent par l'intermédiaire de l'Etat des indemnités de rachat ; elle est l'objet constant des opérations du *capital* commercial et usuraire, qui enlève une part énorme du produit à la grande masse de la paysannerie ; enfin, dans la « paysannerie » elle-même, cette production est répartie selon des modalités si complexes que le gain général et moyen (l'affermage) apparaît pour les masses comme une perte. Et c'est tout ce réseau de rapports sociaux que M. Strouvé tranche comme un nœud gordien par une solution abstraite et des plus gratuites : « production insuffisante ». Non, cette théorie ne résiste pas à la critique. Elle ne fait qu'embrouiller ce qui doit être analysé, à savoir : les rapports de production dans l'économie agricole des paysans. La formule malthusienne présente les choses comme si nous étions devant une *tabula rasa*, et non devant les rapports féodaux et bourgeois qui se mêlent dans l'organisation moderne de l'économie paysanne russe.

Il va de soi que nous ne pouvons absolument pas nous contenter de critiquer simplement les conceptions de

M. Strouvé. Nous devons encore nous demander d'où vient son erreur, et lequel des deux adversaires (M.N.—on ou M. Strouvé) a raison dans sa manière d'expliquer la surpopulation ?

M. N.—on fonde son explication de la surpopulation sur la « mise en disponibilité » d'une masse d'ouvriers du fait que les métiers artisanaux deviennent capitalistes. Et il se borne à produire des données sur la croissance de la grande industrie manufacturière, en laissant de côté le fait parallèle du développement des industries artisanales, qui marque l'accentuation de la division sociale du travail*. Il reporte son explication sur l'agriculture, sans même essayer d'esquisser exactement son organisation économique et sociale et *le degré de son développement*.

En réponse, M. Strouvé indique que la « surpopulation capitaliste au sens de Marx est étroitement liée au progrès de la technique » (183) ; et comme il estime, d'accord avec M. N.—on, que la « technique » de l'« économie » paysanne « n'a presque pas progressé » (200), il refuse d'admettre que la surpopulation dans la Russie agricole soit capitaliste, et il cherche d'autres explications.

La remarque de M. Strouvé en réponse à M. N.—on est juste. La surpopulation capitaliste provient de ce que le *capital* s'empare de la production et, en diminuant le nombre d'ouvriers nécessaires (à la production d'une quantité donnée de produits), crée un excédent de population. Voici ce que Marx dit de la surpopulation capitaliste dans l'agriculture :

« Dès que le régime capitaliste s'est emparé de l'agriculture, la demande de travail y diminue absolument à mesure que le capital s'y accumule. La répulsion de la force ouvrière n'est pas dans l'agriculture, comme en d'autres industries, compensée par une attraction supérieure. Une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se convertir en population urbaine

* On sait que nos métiers artisanaux se sont développés, et qu'il en a surgi une masse de nouveaux après l'abolition du servage. On connaît également l'explication théorique de ce fait, parallèlement à la conversion des autres métiers en métiers capitalistes, — explication que Marx a donnée dans son exposé sur « l'établissement du marché intérieur pour le capital industriel ». (*Das Kapital*, 2. Aufl., S. 776, u.ff. [118].)

ou manufacturière et dans l'attente de circonstances favorables à cette conversion*. [Manufacture ici dans le sens de toute industrie non agricole.] ... Pour que les districts ruraux deviennent pour les villes une telle source d'immigration, il faut que dans les campagnes elles-mêmes il y ait une surpopulation latente, dont on n'aperçoit toute l'étendue qu'aux moments exceptionnels où ses canaux de décharges s'ouvrent tout grands. L'ouvrier agricole se trouve par conséquent réduit au minimum de salaire et a un pied déjà dans la fange du paupérisme. » (*Das Kapital*, 2. Aufl., S. 668 [116].)

M. N.—on *n'a pas prouvé* le caractère capitaliste de la surpopulation dans la Russie agricole, parce qu'il ne l'a pas rattachée au capitalisme en agriculture : s'étant borné à indiquer rapidement et de façon incomplète l'évolution capitaliste de l'économie privée, il a complètement perdu de vue les caractères bourgeois de l'organisation de l'économie paysanne. M. Strouvé aurait dû corriger cette insuffisance fort importante de l'exposé de M. N.—on, car méconnaître le capitalisme en agriculture, sa domination, et, en même temps, son développement encore faible, a conduit tout naturellement à la théorie de l'absence ou de la contraction du marché intérieur. Au lieu de ramener la théorie de M. N.—on aux données concrètes de notre capitalisme agricole, M. Strouvé est tombé dans une autre erreur, en niant complètement le caractère capitaliste de la surpopulation.

Toute l'histoire d'après la réforme se caractérise par la pénétration du *capital* dans l'économie agricole. Les propriétaires fonciers sont passés (lentement ou rapidement, c'est une autre question) au travail salarié libre, qui a pris une très large extension et déterminé même le caractère de la plus grande partie des gagne-pain auxiliaires des paysans ; ils ont perfectionné la technique et introduit les machines. Même l'économie féodale agonisante —

* Entre parenthèses. C'est sans doute ce fait qui a fourni à Lange un prétexte pour imaginer un correctif à la théorie de Marx, qu'il a mal comprise. En analysant ce fait au lieu de prendre pour point de départ le mode réel (capitaliste) de production sociale et d'observer ses manifestations dans l'agriculture, il s'est avisé d'imaginer de toutes pièces diverses particularités des « mœurs populaires ».

cessions de terre aux paysans contre des prestations de travail — était métamorphosée dans le sens bourgeois par suite de la concurrence des paysans, qui eut pour effet d'aggraver la situation des locataires, d'imposer des conditions plus dures* et, partant, de diminuer le nombre des ouvriers. Dans l'économie paysanne est apparue très nettement la différenciation des paysans en une bourgeoisie rurale et un prolétariat. Les « richards » agrandissaient les labours, amélioraient leurs exploitations (cf. V.V., *Les tendances progressives dans l'économie paysanne*) et se voyaient obligés de recourir au travail salarié. Autant de faits universellement connus et depuis longtemps établis, que signale M. Strouvé lui-même, comme on le verra tout à l'heure. Prenons encore, à titre d'illustration, un cas très fréquent dans la campagne russe : un « koulak » a arraché à la « communauté », ou plutôt aux membres prolétariens de la communauté agraire, la meilleure parcelle de terre communale, qu'il exploite avec le travail et le matériel de ces mêmes paysans « pourvus d'un lot » et qui, accablés de dettes et d'obligations, sont attachés à leur bienfaiteur — par adaptation réciproque et action solidaire — par la force des principes communautaires si chers aux populistes. Bien entendu, son exploitation est mieux gérée que celle des paysans ruinés et demande beaucoup moins d'ouvriers qu'à l'époque où cette parcelle était détenue par plusieurs petits exploitants. Ces faits ne sont pas l'exception ; ils sont la règle, aucun populiste ne saurait le nier. La seule originalité de leurs théories, c'est qu'ils ne veulent pas appeler ces faits par leur vrai nom et ne veulent pas voir qu'ils signifient *la mainmise du capital sur l'agriculture*. Ils oublient que la forme première du *capital* a été, toujours et partout, le capital commercial, le capital-argent : le capital prend toujours la technique de la production au point où il la trouve, et plus tard seulement il lui fait subir une transformation. Ils ne voient donc pas qu'« en défendant » (en paroles, bien sûr, mais pas plus) le régime

* Cf., par exemple, Karychev (*Bilans de la statistique des zemstvos*, t. II, p. 266): le recueil relatif au district de Rostov-sur-Don signale la réduction graduelle de la part des paysans dans la skopchtchina [117]. *Idem.*, chap. V, § 9 sur les suppléments payés en travail par les paysans dans le cas de l'affermage à moitié fruit.

agraire d'aujourd'hui contre le capitalisme « futur » (? !), ils ne défendent que les formes *médiévales* du capital contre ses formes modernes, purement bourgeoises.

Ainsi, on ne saurait nier le caractère capitaliste de la surpopulation en Russie, comme on ne saurait nier la mainmise du capital sur l'agriculture. Mais il est, cela va sans dire, absurde d'ignorer volontairement *le degré de développement* du *capital*, comme le fait M. N. —on qui, dans son engouement, le présente comme presque achevé et invente une théorie de la régression ou de l'absence du marché intérieur, alors qu'en réalité le capital, bien que déjà dominant, ne l'est que sous une forme relativement peu développée. Jusqu'à son plein développement, jusqu'à la séparation complète du producteur d'avec les moyens de production, il reste encore bien des échelons intermédiaires, et chaque pas en avant accompli par le capitalisme agraire marque un *progrès* du marché intérieur qui, d'après la théorie de Marx, est justement créé par le capitalisme agraire, et qui, en Russie, loin d'être en régression, se constitue au contraire et se développe.

Cette caractéristique, bien que très générale, de notre capitalisme agricole*, nous montre ensuite que celui-ci ne recouvre pas *tous* les rapports économiques et sociaux à la campagne. A côté de lui subsistent les rapports féodaux ; dans le domaine économique (par exemple, la cession à bail des terres enlevées aux paysans contre des prestations de travail et des redevances en nature, — nous avons là tous les caractères de l'économie féodale : l'« échange de services » en nature entre le producteur et le propriétaire des moyens de production, l'exploitation du producteur par sa *fixation* au sol, et non par sa séparation d'avec les moyens de production) et, plus encore, dans le domaine social, juridique et politique (lot obligatoirement « assuré », fixation à la glèbe, c'est-à-dire absence de liberté de déplacement, indemnités de rachat, c'est-à-dire cette même redevance due au seigneur terrien, soumission aux grands propriétaires fonciers privilégiés dans le domaine juridique, administratif, etc.). Il est certain que ces rapports

* Nous y reviendrons en détail un peu plus loin, en traitant séparément des paysans et des grands propriétaires fonciers.

conduisent également à la ruine des paysans et au chômage, à la « surpopulation » des salariés agricoles fixés à la terre. La base capitaliste des rapports actuels ne doit pas dissimuler ces vestiges, encore puissants, de la « vieille formation nobiliaire », que le capitalisme, précisément parce que peu développé, *n'a pas encore détruits*. Le faible développement du capitalisme, le « retard de la Russie », que les populistes considèrent comme un « bonheur »*, n'en est un que pour les exploiteurs de noble condition. Outre les principaux traits capitalistes, la « surpopulation » actuelle comporte donc aussi des traits féodaux.

Si nous comparons cette dernière thèse à celle de M. Strouvé, selon laquelle la « surpopulation » porte l'empreinte de l'économie naturelle et de l'économie marchande, nous verrons que la première n'exclut pas la seconde, mais au contraire s'y ajoute : le servage se rattache aux phénomènes relevant de l'« économie naturelle », le capitalisme à ceux relevant de l'« économie marchande ». D'un côté, la thèse de M. Strouvé n'indique pas exactement quels sont les *rapports* relevant de l'économie naturelle et quels sont ceux relevant de l'économie marchande ; par ailleurs, elle nous ramène en arrière, vers les « lois » arbitraires et inconsistantes de Malthus.

De là dérive tout naturellement l'insuffisance de l'exposé qui suit. « De quelle manière, demande l'auteur, suivant quels principes, notre économie populaire *peut-elle* être réorganisée ? » (202). Etrange question, formulée cette fois encore d'une façon toute scolastique, exactement comme messieurs les populistes ont l'habitude de poser les questions lorsque le présent leur déplaît et qu'ils choisissent les voies meilleures pour la patrie. « Notre économie populaire » est une économie capitaliste, dont l'organisation et la « réorganisation » sont déterminées par la bourgeoisie qui « dirige » cette économie. Au lieu de se demander quelle est la réorganisation possible, il eût fallu poser la question des phases successives du développement de cette économie bourgeoise. Et cela, du point de vue de cette même théorie au nom de laquelle l'auteur répond si pertinemment à M. V. V., qui qualifie M.N. —on de « mar-

* M. Ioujakov dans le *Rousskoïé Bogatstvo*.

xiste avéré », que ce « marxiste avéré » n'a aucune idée de la lutte des classes ni de l'origine de classe de l'Etat. Si l'auteur avait posé ainsi la question, il aurait évité tous ces raisonnements confus sur la « paysannerie » que nous lisons aux pages 202 à 204.

L'auteur commence par affirmer que les lots de terre ne suffisent pas aux paysans ; que si même ces derniers compensent cette insuffisance par l'affermage, il y a néanmoins un déficit *constant* chez une « grande partie d'entre eux » ; on ne saurait parler de la paysannerie comme d'un tout, car ce serait parler d'une fiction* (p. 203). D'où il conclut directement :

« En tout cas, l'insuffisance de la production est le fait *principal*, *prédominant*, de notre économie populaire » (p. 204). Affirmation tout à fait gratuite et n'ayant aucun lien avec ce qui précède : pourquoi le « fait principal, prédominant » n'est-il pas celui-ci : la paysannerie considérée comme un tout est une fiction, puisque des classes hostiles se forment dans son sein ? L'auteur tire sa conclusion sans s'appuyer sur rien, sans aucune analyse des faits relatifs à la « production insuffisante » [qui n'empêche d'ailleurs pas une minorité de se procurer l'aisance aux dépens de la majorité] ou à la différenciation de la paysannerie, mais simplement par une sorte d'idée préconçue jouant en faveur du malthusianisme. « C'est pourquoi, continue-t-il, l'augmentation de la productivité du travail agricole est directement avantageuse et bienfaisante pour la paysannerie russe » (204). Nous ne comprenons plus : l'auteur vient de formuler contre les populistes l'accusation grave (tout à fait juste) d'avoir raisonné sur une « fiction » — sur la « paysannerie » en général, et voilà que maintenant il introduit lui-même cette fiction dans son analyse ! Si les rapports au sein de cette « paysannerie » sont tels que la minorité devient « économiquement forte » et que la majorité se prolétarise, si la minorité accroît ses terres et s'enrichit, cependant que la majorité est toujours en déficit et se ruine, comment peut-on parler d'« avantages » et de

* « La principale lacune des raisonnements de M. Goloubev, dans ses remarquables articles, c'est précisément qu'il n'arrive pas à se débarrasser de cette fiction » (203).

« bienfaits » du processus en général ? L'auteur voulait dire sans doute que le processus était avantageux à l'une comme à l'autre partie de la paysannerie. Mais alors il aurait dû, en premier lieu, examiner la situation de chacun des groupes et l'analyser séparément ; en second lieu, étant donné l'existence d'un antagonisme entre les groupes, il aurait dû préciser nettement au point de vue de *quel* groupe on se place en parlant d'« avantages » et de « bienfaits ». L'insuffisance et le manque de précision dans l'objectivisme de M. Strouvé sont une fois de plus confirmés par cet exemple.

Comme, sur ce point, M. N.—on est d'un avis opposé, et affirme que l'« augmentation de la productivité du travail agricole * ne peut servir à élever le niveau de vie du peuple si les produits prennent la forme de marchandises » (*Essais*, p. 266), M. Strouvé entreprend maintenant de réfuter cette opinion.

En premier lieu, dit-il, le paysan sur qui la crise actuelle pèse de tout son poids est celui qui produit le blé pour sa propre consommation : il ne le vend pas, il lui faut encore en acheter. Pour ce paysan, — on en compte jusqu'à 50% (les paysans avec un cheval ou sans cheval), et au bas mot 25% (les paysans sans cheval), — l'augmentation de la productivité du travail est avantageuse dans tous les cas, malgré la baisse des prix du blé.

Oui, certes, l'augmentation de la productivité du travail serait avantageuse pour ce paysan, s'il pouvait maintenir son exploitation et l'élever à un degré supérieur. Mais ces conditions-là n'existent pas, font défaut chez les paysans qui n'ont qu'un cheval ou n'en ont pas du tout. Il leur est impossible de maintenir leur exploitation actuelle, avec ses instruments primitifs, sa culture très fruste du sol, etc. ; à plus forte raison leur est-il impossible de perfectionner la technique. Ce perfectionnement de la technique résulte du développement de l'économie marchande. Et si, au stade actuel de ce développement, la vente du blé est déjà une nécessité, même pour ceux des paysans qui se voient obligés d'en acheter, il va de soi qu'au stade suivant cette vente s'imposera encore davantage (l'auteur reconnaît lui-même la nécessité de

* « Si désirable et si nécessaire qu'elle soit », ajoute M.N. — on.

passer de l'économie naturelle à l'économie marchande). Et la concurrence des exploitants qui ont perfectionné leur culture ne manquera pas d'exproprier complètement et très vite ces paysans ; du prolétaire attaché à la glèbe, elle fera un prolétaire libre comme l'air. Je ne veux nullement dire que cette transformation soit désavantageuse *pour celui-ci*. Au contraire, une fois que le producteur est tombé sous la griffe du capital — et c'est là un fait acquis pour cette catégorie de la paysannerie —, la liberté absolue lui est très « avantageuse et bienfaisante » ; elle lui permet de changer de maître et lui délie les mains. Mais ce n'est pas du tout sur *ces* considérations que porte la polémique entre M. Strouvé et M. N.—on.

En second lieu, poursuit M. Strouvé, M. N.—on « oublie que l'augmentation de la productivité du travail agricole n'est possible qu'en opérant des changements dans la *technique* et dans le *système* de l'économie ou de la culture des champs » (206). En effet, M. N. — on l'oublie ; mais cela ne fera que corroborer encore la thèse selon laquelle l'expropriation définitive des paysans pauvres, des paysans « prolétariens », est inévitable. Pour améliorer la technique, il faut des disponibilités d'argent ; or, ces paysans-là n'ont même pas de quoi manger.

En troisième lieu, conclut l'auteur, M. N. — on a tort d'affirmer que l'augmentation de la productivité du travail agricole obligera les concurrents à baisser les prix. Pour qu'une telle baisse ait lieu, dit avec raison M. Strouvé, il faut que non seulement la productivité de notre travail agricole rattrape celle de l'Europe occidentale [en ce cas, nous vendrons le produit au prorata du travail socialement nécessaire à sa production], mais encore qu'elle la dépasse. Cette objection est parfaitement fondée, mais elle ne nous dit pas encore quelle partie de la « paysannerie » tirera profit de cette amélioration technique et pourquoi.

« D'une façon générale, M. N.—on a tort de craindre ainsi l'augmentation de la productivité du travail agricole » (207). D'après M. Strouvé, cela proviendrait de ce qu'il ne peut se représenter le progrès de l'agriculture autrement que sous la forme du progrès de l'agriculture extensive, où les machines évincent de plus en plus les ouvriers.

L'auteur caractérise avec beaucoup de justesse par le mot « crainte » cette attitude de M. N. — on à l'égard du progrès de la technique agricole : il a parfaitement raison de dire que cette crainte est absurde. Mais il nous semble que son argumentation ne touche pas à l'erreur fondamentale de M. N. — on.

M. N. — on, qui paraît se tenir rigoureusement sur les positions du marxisme, établit cependant une distinction très nette entre l'évolution capitaliste de l'agriculture dans la société capitaliste et l'évolution de l'industrie manufacturière : il reconnaît pour cette dernière le rôle progressif du capitalisme, la socialisation du travail, tandis qu'il ne l'admet pas pour la première. C'est pourquoi il « ne craint pas » l'augmentation de la productivité du travail pour l'industrie manufacturière, mais il la « craint » pour l'agriculture, *bien que le côté économique et social de ce processus et son action sur les différentes classes de la société soient absolument les mêmes dans les deux cas*... Marx a exprimé cette thèse avec un relief tout particulier dans la remarque suivante : « Les philanthropes de l'économie anglaise, tels que J. Stuart Mill, Rogers, Goldwin Smith, Fawcett, etc., les fabricants libéraux, les John Bright et consorts, interpellent les propriétaires fonciers de l'Angleterre comme Dieu interpella Caïn sur son frère Abel. Qu'avez-vous fait, s'écrient-ils, de ces millers de francs-tenanciers (*free-holders*) ? Mais vous-mêmes, d'où vient votre richesse, sinon de la destruction de ces *free-holders* ? Pourquoi ne demandez-vous pas aussi ce que sont devenus les tisserands, les fileurs et tous les gens de métiers indépendants ? » (*Das Kapital*, I, S. 780, Anm. 237 [118].) La dernière phase identifie clairement le sort des petits producteurs dans l'agriculture à celui qui leur est fait dans l'industrie manufacturière ; elle souligne la formation des classes de la société bourgeoise dans les deux cas*. L'erreur fondamentale de M. N. — on consiste précisément en ce qu'il ne veut pas voir ces classes, dans notre paysannerie, et qu'il ne se propose pas de suivre

* Voir surtout le § 4 du chapitre XXIV : « La genèse du fermier capitaliste », pp. 773-776 [119].

avec précision les étapes du développement de l'opposition entre ces classes.

Mais ce n'est pas du tout ainsi que M. Strouvé pose la question. Loin de corriger cette erreur de M. N. — on, *il la répète*, et il raisonne sur les « avantages » du progrès pour la « paysannerie », à la façon d'un professeur qui se placerait *au-dessus* des classes. Cette tentative de s'élever au-dessus des classes rend les thèses de l'auteur extrêmement confuses, au point qu'on peut en dégager des conclusions bourgeoises : contre la thèse incontestablement juste que le capitalisme dans l'agriculture (comme le capitalisme dans l'industrie) aggrave la situation du producteur, il avance une thèse sur les « avantages » de ces changements *en général*. C'est comme si, en parlant des machines dans la société bourgeoise, on voulait réfuter la théorie des économistes romantiques affirmant qu'elles aggravent la situation des travailleurs en alléguant comme preuves « les avantages et les bienfaits » du progrès en général.

Au raisonnement de M. Strouvé, le populiste répondrait probablement ceci : ce que M. N. — on craint, ce n'est pas l'augmentation de la productivité du travail, c'est son caractère bourgeois.

Que dans notre régime capitaliste le progrès technique de l'agriculture ait un caractère bourgeois, voilà qui est certain ; mais la « crainte » que manifestent les populistes est, sans aucun doute, complètement absurde. La vie réelle est désormais marquée du sceau de la bourgeoisie ; le travail est d'ores et déjà soumis au capital dans l'agriculture comme ailleurs, et l'on doit « craindre » non pas le développement du régime bourgeois, mais l'absence chez le producteur de la conscience de ce phénomène, son inaptitude à défendre ses intérêts contre lui. Il faut donc souhaiter, non pas que le développement du capitalisme soit retardé, mais au contraire qu'il se poursuive complètement, jusqu'au bout.

Pour dégager d'une manière complète et précise la racine de l'erreur commise par M. Strouvé à propos de l'agriculture dans la société capitaliste, essayons de retracer (dans ses grandes lignes) les étapes de la formation des classes en fonction des transformations techniques qui ont donné lieu à cette conclusion. M. Strouvé établit une

distinction rigoureuse entre l'agriculture extensive et l'agriculture intensive : il estime que les erreurs de M. N. — on proviennent de ce qu'il ne veut rien voir en dehors de l'agriculture extensive. Nous tâcherons de montrer que l'erreur *fondamentale* de M. N. — on n'est pas là, que lorsque l'agriculture devient intensive, la formation des classes de la société bourgeoise est au fond la même que celle qui s'opère avec le développement de l'agriculture extensive.

Point n'est besoin de s'étendre sur l'agriculture extensive, puisque M. Strouvé lui-même reconnaît qu'ici la « paysannerie » est évincée par la bourgeoisie. Notons seulement deux points. Premièrement. Le progrès technique est dû à l'économie marchande ; pour le réaliser, il est nécessaire que l'exploitant ait de l'*argent* disponible, en excédent (par rapport à sa consommation et à la reproduction de ses moyens de production). D'où cet argent peut-il venir ? Il est évident qu'il peut provenir uniquement de ce que la circulation : marchandise — argent — marchandise, se transforme en circulation : argent — marchandise — argent plus un excédent. En d'autres termes, cet argent ne peut venir que du capital, *du capital commercial et usuraire*, de ces mêmes « kochtans, koulaks, marchands », etc., que les naïfs populistes russes classent *non* dans la catégorie capitalisme, *mais* dans la catégorie « pillage » (comme si le capitalisme n'était pas du pillage ! comme si la réalité russe ne nous montrait pas le lien entre les formes les plus diverses de ce « pillage » — depuis les méthodes les plus primitives du koulak jusqu'aux méthodes les plus modernes, les plus rationnelles, de l'entrepreneur !)*.

* MM. les populistes usent encore d'un autre procédé très astucieux, pour dissimuler le fait que notre capitalisme industriel plonge ses racines dans la « production populaire », c'est-à-dire dans le mode « populaire » d'usure et d'exploitation koulak. Le koulak porte ses « économies » à la banque d'Etat : ses dépôts permettent à la banque, en s'appuyant sur l'accroissement de la richesse populaire, de l'épargne populaire, de l'esprit d'entreprise populaire, de la solvabilité populaire, d'emprunter de l'argent aux Anglais. L'argent emprunté, l'« Etat » l'emploie pour venir en aide... — quelle politique à courte vue ! Quelle triste ignorance voulue de la « science moderne » et des « idées morales contemporaines » ! — ... aux *capitalistes*. Vous voyez bien que c'est clair maintenant : si l'Etat

Deuxièmement, notons l'attitude étrange de M. N. — on dans cette question. Dans la note 2 de la page 233, il s'élève contre l'auteur du livre *L'économie paysanne de la Russie méridionale*, V. Postnikov, qui dit que les machines ont exactement doublé la surface de travail de chaque exploitation paysanne, la portant de 10 à 20 déciatines par ouvrier, et que par suite la cause de « la pauvreté de la Russie » est « la petitesse de l'exploitation paysanne ». En d'autres termes : le progrès technique dans la société bourgeoise conduit à exproprier les exploitations petites et arriérées. M. N. — on réplique : démain, la technique pourra tripler la surface de travail actuelle. Une exploitation de 60 déciatines devra alors être transformée en une exploitation de 200 ou 300 déciatines. Un tel argument contre le caractère bourgeois de notre agriculture est aussi ridicule que le serait la tentative de démontrer la faiblesse et l'impuissance du capitalisme manufacturier par le fait que la machine à vapeur d'aujourd'hui sera remplacée « demain » par la machine électrique. « On ne sait pas non plus où passent les millions de bras rendus disponibles », ajoute M. N. — on en se faisant juge de la bourgeoisie et en oubliant que personne ne peut la juger, en dehors du producteur lui-même. La formation d'une armée de réserve de chômeurs est le résultat inévitable de l'emploi des machines dans l'agriculture bourgeoise comme dans l'industrie bourgeoise.

Ainsi, en ce qui concerne le développement de l'agriculture extensive, il est hors de doute que le progrès technique dans l'économie marchande conduit à faire du « paysan » un fermier, d'une part (en entendant par fermier l'entrepreneur, le capitaliste dans l'agriculture), et un salarié agricole ou un journalier, d'autre part. Voyons maintenant ce qui se produit lorsque l'agriculture extensive se transforme en agriculture intensive. C'est de là que M. Strouvé attend des « avantages » pour le « paysan ». Afin que les documents dont nous nous servons pour décrire cette transformation ne puissent être contestés, nous

---

employait cet argent (des capitalistes) non pas au profit du capitalisme, mais à celui de la « production populaire », nous n'aurions pas en Russie le capitalisme, mais la « production populaire ».

utiliserons l'ouvrage de M. A. Skvortsov* dont M. Strouvé fait un si grand éloge, à savoir : *L'influence des transports à vapeur sur l'agriculture.*

Au chapitre 3 de la section IV de son livre, M. A. Skvortsov étudie les « changements de la technique agricole sous l'influence des transports à vapeur » dans les pays de culture extensive et intensive. Prenons la description de ces changements dans les *pays de culture extensive et à population très dense.* On peut admettre que le centre de la Russie d'Europe répond à cette caractéristique. M. Skvortsov prédit à un tel pays les mêmes changements qui, d'après M. Strouvé, doivent infailliblement se produire en Russie, à savoir : sa transformation en un pays d'agriculture intensive avec une industrie manufacturière très développée.

Suivons l'argumentation de M. Skvortsov (chap. 4 à 7, pp. 440-451).

Pays extensif**. Une partie considérable de la population s'adonne à l'agriculture. L'uniformité des occupations est cause de l'absence de marché. La population est pauvre, d'abord par suite de la petitesse des exploitations, et aussi parce que les échanges font défaut : « On peut dire que la satisfaction des besoins autres que la nourriture, produite par l'agriculteur même, se fait exclusivement avec les produits des métiers primitifs, appelés chez nous industries artisanales. »

---

* On a coutume, dans notre littérature, de le considérer comme un marxiste. Il n'y a pas plus de raisons de le faire qu'il n'y en aurait à ranger parmi les marxistes M. N. — on. M. A. Skvortsov ne connaît pas lui non plus, la théorie de la lutte des classes et du caractère de classe de l'Etat. Les propositions pratiques qu'il formule dans les *Etudes économiques* ne diffèrent en rien des solutions bourgeoises ordinaires. Il est vrai qu'il analyse avec plus de lucidité la réalité russe que ne le font MM. les populistes, mais ce *seul* critère suffirait à ranger aussi parmi les marxistes M. B. Tchitchérine, et bien d'autres personnes.

** M. A. Skvortsov signale que par pays de culture extensive on entend d'ordinaire un pays à population clairsemée (p. 439, note). Il estime que cette définition n'est pas juste et attribue à la culture extensive les caractères suivants : 1. fortes variations dans les récoltes ; 2. uniformité des cultures et 3. absence de marchés intérieurs, c'est-à-dire de grandes villes où se concentre l'industrie de transformation.

La construction d'un chemin de fer fait hausser le prix des produits agricoles et accroît, par conséquent, le pouvoir d'achat de la population. « Le chemin de fer permet aux manufactures et aux fabriques d'inonder le pays de produits à bon marché », ruinant ainsi les artisans locaux. Là est la première cause de la « faillite de nombreuses exploitations ».

La deuxième cause de cet état de fait, ce sont les mauvaises récoltes. « Jusqu'à présent, l'agriculture était pratiquée, elle aussi, avec des moyens primitifs, c'est-à-dire d'une manière toujours irrationnelle ; c'est pourquoi les mauvaises récoltes n'étaient pas rares ; avec la construction d'une voie ferrée, le renchérissement des produits, autrefois conséquence de récoltes déficitaires, disparaît complètement ou, en tout cas, est moins considérable. Aussi, la première mauvaise récolte ici a-t-elle généralement pour conséquence naturelle la faillite de nombreuses exploitations. Ce résultat est d'autant plus prompt que les excédents des récoltes normales étaient moindres et que la population devait, pour gagner son pain, recourir davantage à l'artisanat. »

Pour ne pas avoir à recourir aux industries artisanales et pour s'assurer contre les mauvaises récoltes en passant à l'agriculture intensive (rationnelle), il faut d'abord de grandes disponibilités d'argent (tirées de la vente des produits agricoles à des prix plus élevés) et, en second lieu, un certain niveau intellectuel de la population, sans quoi il est impossible de rendre la culture plus rationnelle et plus intensive. Naturellement, la masse de la population est privée de ces conditions : une minorité seule les possède*.

« Le surplus de population qui se forme ainsi [c'est-à-dire à la suite de la « liquidation » de nombreuses exploitations, ruinées par la décadence des industries artisanales et par les exigences plus grandes de l'agriculture], sera en partie absorbé par les exploitations qui se tireront mieux

* « Pour un tel pays (à population très dense, avec le degré actuel de culture économique), nous devons admettre que le peu d'excédents, d'une part, et le faible niveau d'instruction de la population, d'autre part, entraînent forcément, les conditions étant changées, la liquidation de nombreuses exploitations » (442).

de cette situation et auront la possibilité d'intensifier la production » (c'est-à-dire, de toute évidence, qu'il sera « absorbé » sous forme d'ouvriers salariés, de manouvriers et de journaliers. M. A. Skvortsov ne le dit pas, estimant sans doute que la chose va de soi). Cela exigera une dépense importante de main-d'œuvre, car la proximité du marché, due à l'amélioration des moyens de communication, permet de produire des denrées difficilement transportables, et « dont la production exige généralement une dépense importante de main-d'œuvre ». « Cependant, poursuit M. Skvortsov, le processus de destruction est généralement bien plus rapide que celui de l'amélioration des exploitations subsistantes, et une partie des exploitants ruinés doivent, sinon s'expatrier, du moins émigrer vers les villes. C'est cette partie qui a formé le principal contingent d'accroissement de la population des villes européennes depuis la construction des chemins de fer. »

Poursuivons. « Le surcroît de population, c'est la main-d'œuvre à bon marché. » « Avec une terre fertile (et un climat favorable...), toutes les conditions sont réunies pour la culture des plantes et, en général, pour la production des produits agricoles exigeant une grande dépense de main-d'œuvre par unité de surface » (443), d'autant plus que la petitesse des exploitations (« si même elles augmentent, peut-être, en comparaison de ce qu'elles étaient ») rend difficile l'emploi de machines. « En outre, le capital fixe lui non plus ne restera pas inchangé, et ce qui avant tout doit changer de caractère, c'est le cheptel mort. » En plus des machines, la « nécessité de mieux travailler la terre aura pour effet de remplacer les anciens instruments primitifs par des instruments plus perfectionnés, et le bois par le fer et l'acier. Cette transformation amènera nécessairement la construction sur place d'usines pour la fabrication de ces instruments, ceux-ci ne pouvant être fabriqués valablement par l'industrie artisanale ». Le développement de cette branche d'industrie est favorisé par les conditions suivantes : 1. la nécessité de se procurer au plus vite la machine ou une pièce de machine ; 2. « la main-d'œuvre est ici en abondance et à bon marché » ; 3. le combustible, les bâtiments et la terre

coûtent peu ; 4. « la petitesse des unités économiques fait que l'emploi de ces instruments va croissant, car on sait que les petites exploitations demandent un matériel relativement plus nombreux ». D'autres industries se développent aussi. « D'une façon générale, la vie urbaine est en progression. » La nécessité aidant, l'*industrie minière* se développe, « car, d'un côté, il y a abondance de main-d'œuvre disponible, et de l'autre, grâce aux chemins de fer et au développement de l'industrie de transformation mécanique et autre, on voit croître la demande en produits miniers.

Ainsi, une région qui, avant la construction du chemin de fer, était une région d'agriculture extensive à population dense, se transforme plus ou moins vite en une région d'agriculture intensive, dotée d'une industrie manufacturière plus ou moins développée ». L'intensification se manifeste dans le changement du système de culture des champs. L'assolement triennal est impossible par suite de la variation des récoltes. Il est nécessaire de passer au « système de cultures alternantes », qui supprime ces variations. Certes, une *parfaite alternance des cultures**, qui requiert une très grande intensité, ne peut être appliquée d'un coup. C'est pourquoi on commencera par l'*assolement des céréales* (alternance rationnelle des cultures), on développera l'élevage et *la culture des plantes fourragères.*

« Donc, finalement, notre région d'agriculture extensive à population dense se transformera plus ou moins vite, au fur et à mesure que se développent les voies de communication, en une région d'économie intensive ; et son intensité, comme il a été dit, progressera avant tout par l'accroissement du capital variable. »

Cette description détaillée du processus de développement de l'agriculture intensive montre de toute évidence que, là encore, le progrès technique dans la production marchande conduit à l'économie bourgeoise, divise les producteurs indépendants en *fermiers*, qui profitent de tous les avantages de l'intensification, du perfectionnement

* En voici les caractéristiques : 1. toute la terre est transformée en labours ; 2. les jachères disparaissent autant que possible ; 3. dans l'assolement, les plantes alternent méthodiquement ; 4. les méthodes de culture peuvent être plus soignées ; 5. le bétail séjourne à l'étable

de l'outillage, etc., et en *ouvriers* qui, par leur « liberté » et leur « bas prix », fournissent les « conditions les plus favorables » au « développement progressif de toute l'économie nationale ».

L'erreur fondamentale de M. N. — on n'est pas qu'il méconnaît l'agriculture intensive, se bornant à l'agriculture extensive, mais qu'au lieu d'analyser les contradictions de classe dans le domaine de la production agricole russe, il sert au lecteur des jérémiades vides de sens, en prétendant que « nous » faisons fausse route. M. Strouvé répète cette faute en masquant les contradictions de classe par des raisonnements « objectifs », et ne corrige que les erreurs de second ordre de M. N. — on. Cela est d'autant plus étrange qu'il reproche lui-même très justement à ce « marxiste avéré » de ne pas comprendre la théorie de la lutte des classes. Et cela est d'autant plus regrettable que cette erreur de M. Strouvé diminue la valeur démonstrative de sa réflexion absolument juste selon laquelle la « crainte » du progrès technique en agriculture est absurde.

Pour en finir avec cette question du capitalisme dans l'agriculture, résumons ce qui précède. Comment M. Strouvé pose-t-il la question ? Il part de cette affirmation gratuite, et formulée *a priori*, que la surpopulation s'explique par le manque d'harmonie entre l'accroissement de la population et les moyens de subsistance ; il indique ensuite que la production de la nourriture est « insuffisante » chez notre paysan, et il résout le problème en déclarant que le progrès de la technique est avantageux pour la « paysannerie », que la « productivité agricole doit être augmentée » (211). Comment aurait-il dû poser la question s'il avait été « lié par la doctrine » du marxisme ? Il aurait dû *commencer* par analyser les rapports de production existant dans l'agriculture russe et, après avoir montré que l'oppression du producteur n'est pas l'effet du hasard ni de la politique, mais qu'elle résulte de la domination du *capital* qui se forme nécessairement sur le terrain de l'économie marchande, il aurait dû indiquer comment ce capital détruit la petite production et quelles formes prennent dès lors les contradictions de classes. Il aurait dû montrer ensuite comment, dans son développement ultérieur, le capital commercial se transforme en capital

industriel (prenant telles formes dans l'économie extensive, telles autres dans l'économie intensive), en développant et aggravant l'opposition de classes, dont les fondements se trouvaient déjà nettement posés dans sa forme ancienne, et en opposant définitivement le travail « libre » à la production « rationnelle ». Dès lors, il eût suffi de comparer simplement ces deux formes successives de production bourgeoise et d'exploitation bourgeoise pour faire apparaître avec évidence le caractère « progressif » de ce changement, ses « avantages » pour le producteur dans le premier cas : la soumission du travail au capital est dissimulée par mille survivances des rapports moyenâgeux, qui empêchent le producteur de voir le fond des choses et engendrent chez ses idéologues des idées absurdes et réactionnaires sur la possibilité d'attendre une aide de la « société », *etc.* ; dans le second cas, cette soumission est entièrement dégagée des entraves moyenâgeuses, la possibilité est offerte au producteur d'une action indépendante, consciente, contre son « antipode », et il commence à en comprendre la nécessité. Les raisonnements sur le « passage difficile et douloureux » au capitalisme feraient place à une théorie qui ne se contente pas de parler des contradictions de classes, mais les découvre réellement dans chaque forme de production « irrationnelle » ou « rationnelle », d'économie « extensive » ou « intensive ».

Les résultats auxquels nous a conduit l'analyse de la première partie du chapitre VI du livre de M. Strouvé, consacrée au « caractère de la surpopulation de la Russie agricole », peuvent être formulés comme suit : 1. Le malthusianisme de M. Strouvé n'est corroboré par aucun fait réel ; il est fondé sur des prémisses dogmatiques fausses. 2. La surpopulation de la Russie agraire s'explique par la domination du capital, et non par l'absence de corrélation entre l'accroissement de la population et ses moyens de subsistance. 3. La thèse de M. Strouvé selon laquelle la surpopulation est liée à l'économie naturelle est exacte en ce sens seulement que les survivances des rapports féodaux maintiennent le capital agraire dans ses formes les plus frustes, et donc particulièrement lourdes pour le producteur. 4. M. N. — on n'a pas prouvé le caractère capitaliste de la surpopulation en Russie, parce qu'il n'a pas

analysé la domination du capital dans l'agriculture. 5. L'erreur fondamentale de M. N. — on, reprise par M. Strouvé, consiste dans l'absence d'une analyse des classes qui se forment au cours du développement de l'agriculture bourgeoise. 6. Cette méconnaissance des contradictions de classes chez M. Strouvé a eu pour conséquence naturelle que la thèse absolument juste selon laquelle les améliorations techniques sont progressives et désirables a été formulée d'une manière très confuse et maladroite.

II

Passons maintenant à la deuxième partie du chapitre VI, consacrée au problème de la différenciation de la paysannerie. Cette partie est en rapport direct et immédiat avec la précédente ; elle sert de complément à la question du capitalisme dans l'agriculture.

Après avoir rappelé la hausse des prix des produits agricoles durant les vingt années qui suivirent la réforme, ainsi que l'extension de la production marchande dans l'agriculture, M. Strouvé dit très justement que ce sont « surtout les propriétaires terriens et les paysans aisés qui en ont profité » (214). « La différenciation au sein de la population paysanne devait s'accentuer, et c'est à cette époque que remontent ses premiers progrès. » L'auteur cite les indications des chercheurs locaux, qui constatent que la construction des chemins de fer n'a amélioré que la situation des paysans aisés ; que le fermage suscite parmi les paysans une « véritable bataille », dans laquelle la victoire appartient toujours aux éléments économiquement forts (216-217). Il cite l'ouvrage de V. Postnikov, d'après lequel l'économie des paysans aisés est désormais sous la dépendance du marché au point que le produit de 40% de la surface cultivée est destiné à la vente. Il ajoute qu'à l'autre pôle, les paysans « perdent leur indépendance économique et sont près, en vendant leur force de travail, de passer à l'état de salariés agricoles ». L'auteur conclut avec raison : « Seule la pénétration de l'économie échangiste explique ce fait que les exploitations paysannes économiquement fortes peuvent tirer profit de la ruine des exploi-

tations faibles » (223). « Le développement de l'économie monétaire et l'accroissement de la population, dit l'auteur, ont pour résultat que la paysannerie se scinde en deux parties, dont l'une, économiquement solide, est composée des représentants de la nouvelle force, du capital sous toutes ses formes et à tous ses degrés, et dont l'autre est composée de cultivateurs semi-indépendants et de véritables manouvriers agricoles » (239).

Si brèves que soient les remarques de l'auteur sur cette « différenciation », elles nous permettent néanmoins de noter les grands traits suivants : 1° Il ne s'agit pas seulement d'une inégalité de fortune ; une « nouvelle force » est créée : le *capital* ; 2° la création de cette nouvelle force s'accompagne de la formation de nouveaux types d'exploitations paysannes : en premier lieu, des exploitations riches, économiquement fortes, développées au point de vue de la production marchande, évinçant les paysans pauvres dans la course au fermage et recourant à l'exploitation du travail d'autrui* ; et, en second lieu, des exploitations appartenant à la paysannerie de type « prolétarien », qui vend au capital sa force de travail. 3° Tout cela est né, directement et immédiatement, sur le terrain de l'économie marchande. M. Strouvé indique lui-même que, sans la production marchande, ces phénomènes étaient impossibles, et qu'après sa pénétration dans les campagnes, ils sont devenus inévitables. 4° Ces phénomènes (la « nouvelle force », les nouveaux types de la paysannerie) ne se bornent pas au domaine de l'échange, de la circulation des marchandises, mais relèvent du domaine de la *production* : le capital se manifeste dans la *production* agricole ; de même pour la vente de la force de travail.

Cela semble indiquer nettement que nous avons affaire à un phénomène purement capitaliste, et que se forment dans la paysannerie les *classes* propres à la société capitaliste : une bourgeoisie et un prolétariat. Bien plus : ces faits

* De ce trait M. Strouvé ne dit rien. Or, il se manifeste par l'emploi du travail salarié, qui joue un rôle important dans l'économie des paysans aisés, de même que par les opérations du capital marchand et usuraire qu'ils détiennent et qui, lui aussi, enlève la plus-value au producteur. Sans ce trait distinctif, on ne saurait parler de « capital ».

attestent non seulement que le capital domine dans l'agriculture, mais aussi qu'il a déjà réalisé, pour ainsi dire, un second pas en avant. De capital marchand il se transforme en capital industriel, de capital dominant sur le marché en capital dominant dans la production ; l'antagonisme de classe entre le riche revendeur et le paysan pauvre devient l'antagonisme entre le propriétaire bourgeois rationnel et le libre vendeur de sa libre force de travail.

Mais, là encore, M. Strouvé n'a pas pu se débarrasser de son malthusianisme. Ce processus nous montre, selon lui, *un seul aspect* de la question (« le seul aspect progressif »), à côté duquel on en trouve un autre : le « caractère irrationnel technique de l'ensemble de l'économie paysanne ». « Celui-ci exprime, pour ainsi dire, l'aspect régressif du processus d'ensemble » ; il « nivelle » la paysannerie et efface l'inégalité en agissant « de pair avec l'accroissement de la population » (223-224).

Ce que l'on aperçoit dans ce raisonnement assez nébuleux, c'est seulement que l'auteur préfère aux faits concrets des thèses extrêmement abstraites ; qu'il surajoute la « loi » sur le rapport entre l'accroissement de la population et les moyens de subsistance. Je dis : surajoute, car si même on s'en tient strictement aux faits rapportés par l'auteur, on ne saurait y trouver aucune mention de traits concrets du processus qui ne puissent être expliqués par la « doctrine » du marxisme et qui exigeraient le recours au malthusianisme. Notons encore une fois la marche de ce processus : d'abord, nous avons l'économie naturelle où les producteurs, les paysans, sont à peu près identiques*. La pénétration de la production marchande fait dépendre du marché la richesse de chaque exploitation. Les fluctuations du marché créent une inégalité qui va s'accentuant, et qui fait que l'argent disponible s'accumule entre les mains des uns et que la ruine frappe les autres. Cet argent sert naturellement à exploiter les pauvres et se transforme en capital. Aussi

* *Ils travaillent pour le propriétaire foncier*. Cet aspect de la question est laissé de côté, afin de mieux marquer le passage de l'économie naturelle à l'économie marchande. Nous avons déjà indiqué que les vestiges des « anciens » rapports « nobiliaires » aggravent la situation du producteur et rendent sa ruine particulièrement pénible.

longtemps que les paysans en train de se ruiner s'accrochent encore à leur économie, le capital peut les exploiter en les laissant travailler comme précédemment, sur les bases anciennes, irrationnelles au point de vue technique ; il peut fonder son exploitation sur l'achat du produit de leur travail. Mais la ruine, finalement, est poussée à un tel point que le paysan se voit obligé d'abandonner complètement son exploitation : il ne peut plus vendre le produit de son travail, il ne lui reste qu'à vendre son travail lui-même. Dès lors, le capital prend l'exploitation des terres dans ses mains, et la concurrence l'oblige à l'organiser cette fois d'une façon rationnelle ; la possibilité lui en est offerte par l'argent disponible qu'il a auparavant « épargné » ; il n'exploite plus maintenant le paysan travaillant pour son compte, mais le salarié agricole, le journalier. Quels sont donc les deux aspects que l'auteur distingue dans ce processus ? Comment trouve-t-il possible de tirer cette monstrueuse conclusion malthusienne : « Le caractère irrationnel technique de l'économie, et non pas le capitalisme (notez bien ce « et non pas »), voilà l'ennemi qui prive de son pain quotidien notre paysannerie » (224). Comme si ce pain quotidien allait jamais en entier au producteur et n'était pas partagé en produit nécessaire et en surproduit allant au grand propriétaire foncier, au koulak, au paysan économiquement « fort », au capitaliste !

Nous devons ajouter cependant que l'auteur fournit plus loin quelques éclaircissements complémentaires sur le « nivellement ». Il dit que « ce nivellement a pour résultat » qu'« en bien des endroits on constate une *diminution* ou *même la disparition de la couche moyenne de la population paysanne* » (225). Après avoir cité un passage tiré d'une publication de zemstvo, constatant « un écart encore plus sensible entre les richards ruraux et le prolétariat sans terre et sans cheval », il conclut : « Il est évident que, dans ce cas, le *nivellement* est en même temps une *différenciation* ; mais une *telle* différenciation ne peut engendrer que l'*asservissement* et celui-ci ne peut être qu'un frein au progrès économique » (226). Il s'ensuit donc que la différenciation créée par l'économie marchande doit être opposée non pas au « nivellement », mais aussi à la différenciation, à une

différenciation *d'un autre genre*, c'est-à-dire à l'asservissement. Et comme cet asservissement « freine » le « progrès économique », l'auteur qualifie cet « aspect » de « régressif ».

Ce raisonnement est fort étrange ; il n'a rien de commun avec le marxisme. On y met en parallèle l'« asservissement » et la « différenciation », comme deux « systèmes » particuliers, indépendants. L'un est loué parce qu'il contribue au « progrès » ; l'autre est blâmé parce qu'il freine le progrès. Qu'est devenue cette analyse des contradictions de classes dont l'absence a valu à M. N. — on une attaque très justifiée de M. Strouvé ? Où est la théorie du « processus spontané », dont M. Strouvé a si bien parlé ? Car enfin, l'asservissement qu'il vient de condamner pour son caractère régressif n'est autre chose qu'une première manifestation du capitalisme dans l'agriculture, de ce même capitalisme qui mène plus tard au progrès de la technique. En effet, qu'est-ce que l'asservissement ? C'est la dépendance, à l'égard du possesseur d'argent, du producteur possédant des moyens de production et obligé de travailler pour le marché, — dépendance, quelle qu'en soit la forme (capital usuraire ou capital du revendeur ayant monopolisé la vente), qui aboutit toujours à ceci qu'une partie considérable du produit ne va pas au producteur, mais au possesseur d'argent. Son essence est donc purement capitaliste*. Tout ce qu'elle a de particulier, c'est que cette forme primitive, embryonnaire, des rapports capitalistes est entièrement enveloppée de rapports anciens, féodaux : ici, point de contrat libre, mais une transaction forcée (quelquefois par ordre des « autorités », quelquefois dictée par

* Tous les indices caractéristiques sont là : production marchande comme base ; monopolisation du produit du travail social sous forme d'argent, comme résultat, et transformation de cet argent en capital. Je n'oublie pas le moins du monde que ces formes primitives du *capital* se rencontraient aussi, çà et là, avant le régime capitaliste. Mais l'important, c'est que ce ne sont pas des exceptions dans l'économie paysanne russe contemporaine, mais la règle, le système de rapports prédominant. Elles se sont déjà liées (par les opérations de commerce, par les banques) avec le grand capitalisme industriel et ont révélé ainsi leur tendance ; elles ont montré que les agents de cet « asservissement » ne sont que les soldats actifs de l'armée une et indivisible de la bourgeoisie.

le désir de conserver son exploitation, quelquefois en raison d'anciennes dettes, etc.). Le producteur ici est attaché à un lieu déterminé et à un exploiteur déterminé : contrairement au caractère impersonnel des transactions commerciales, propre aux rapports purement capitalistes, les transactions ici revêtent nécessairement une forme personnelle de « secours », de « bienfaisance » ; et cette particularité de la transaction met inéluctablement le producteur sous une dépendance personnelle, semi-féodale. Les termes de l'auteur comme « nivellement », « frein au progrès », « régression » ne signifient qu'une chose : que le capital s'empare d'abord de la production sur les bases anciennes et se soumet le producteur à technique arriérée. L'affirmation de l'auteur selon laquelle l'existence du capitalisme ne nous donne pas encore le droit de le rendre « responsable de tous les maux » est juste en ce sens que notre paysan qui travaille pour autrui souffre non seulement du capitalisme, mais aussi de l'insuffisant développement du capitalisme. En d'autres termes : dans l'énorme masse de la paysannerie il n'existe presque plus de production indépendante, pour son propre compte. A côté du travail fait pour les patrons bourgeois « organisés rationnellement », nous ne voyons que du travail pour les possesseurs d'argent, c'est-à-dire la même exploitation capitaliste, mais peu développée, primitive, et qui, de ce fait même, aggrave d'abord prodigieusement la situation du travailleur, qu'elle enveloppe dans un réseau de servitudes particulières, complémentaires, et lui ôte ensuite (de même qu'à son idéologue le populiste) la possibilité de comprendre le caractère de classe des « désagréments » qu'on lui cause et d'orienter son activité en conséquence. Le « côté progressif » de la « différenciation » (pour employer le langage de M. Strouvé) consiste donc en ceci qu'il met en lumière la contradiction dissimulée sous la forme de l'asservissement et enlève à ce dernier ses « anciens » traits « nobiliaires ». Le « caractère régressif » du populisme, qui préconise l'égalité des paysans (par rapport... au koulak), consiste en ceci qu'il veut retenir le capitalisme dans ses formes médiévales qui allient l'exploitation à la production morcelée, techniquement arriérée, à la pression personnelle exercée sur le producteur. Dans les

deux cas (dans celui de l'« asservissement » comme dans celui de la « différenciation »), c'est le *capitalisme* qui est la cause de l'oppression, et les affirmations contraires de l'auteur, prétendant que la faute en est à la « technique irrationnelle » et « non au capitalisme », que « ce n'est pas le capitalisme qu'on doit rendre responsable de la pauvreté paysanne », etc., montrent seulement que M. Strouvé s'est laissé entraîner trop loin, en défendant cette idée juste que le capitalisme évolué est préférable au capitalisme non évolué. Et le caractère abstrait de ses thèses a fait que l'auteur a opposé le premier au second, non point comme deux stades successifs du développement d'un seul et même phénomène, mais comme deux phénomènes particuliers*.

III

Le fait que l'auteur s'est laissé entraîner ressort encore de l'argument suivant : il dit qu'on ne saurait voir, à proprement parler, la cause de la ruine de la paysannerie dans le grand capitalisme industriel. Il entre ici en polémique avec M. N. — on.

La production à bon marché des produits manufacturés, dit M. N. — on à propos des vêtements faits en fabrique, a entraîné la diminution de leur confection à domicile (p. 227 chez M. Strouvé).

« Les choses sont présentées ici à rebours, s'exclame M. Strouvé, et ce n'est pas difficile à prouver. C'est la réduction de la production paysanne des articles de filage qui a amené un accroissement de la production et de la

* Pour quelle raison, nous demandera peut-être le lecteur, expliquons-nous tout cela uniquement par cet argument que M. Strouvé *s'est laissé entraîner* ? Parce que l'auteur reconnaît d'une façon tout à fait précise que le capitalisme constitue le fond principal sur lequel se déroulent tous les faits exposés. Il a indiqué très clairement le développement rapide de l'économie marchande, la différenciation de la paysannerie, « la diffusion des instruments perfectionnés » (245), etc., d'une part, et la « séparation des paysans d'avec la terre, la création d'un prolétariat rural » (238), d'autre part. Enfin, tout cela, il l'a caractérisé lui-même comme la création d'une nouvelle force, le *capital*, et il a noté l'importance décisive de l'apparition du capitaliste entre le producteur et le consommateur.

consommation des produits de l'industrie cotonnière capitaliste, et non l'inverse » (227).

Cette manière de poser la question n'est guère heureuse, car l'auteur embrouille ainsi les choses par des détails d'ordre secondaire. Si l'on part de l'étude du développement de l'industrie manufacturière (et c'est de l'observation de ce fait que part M. N. — on), on ne saurait nier que le bas prix des produits fabriqués accélère lui aussi le progrès de l'économie marchande et l'éviction des produits domestiques. En s'élevant contre cette affirmation de M. N. — on, M. Strouvé ne fait qu'affaiblir son argumentation contre cet auteur, dont l'erreur fondamentale est qu'il essaie de représenter la « fabrique » comme une chose détachée de la « paysannerie », et qui se serait abattue sur elle par hasard, du dehors, alors qu'en réalité la « fabrique » n'est autre chose (et d'après la théorie que M. N. — on veut suivre fidèlement, et d'après les données de l'histoire russe) que l'aboutissement du développement de l'organisation marchande de toute l'économie sociale et, par suite, de l'économie paysanne. La grosse production bourgeoise dans les « fabriques » est la continuation directe et immédiate de la production petite-bourgeoise dans les campagnes, dans la fameuse « communauté rurale » ou dans l'artisanat. « Pour que la « forme manufacturière » devienne « moins coûteuse », déclare avec raison M. Strouvé, il faut que le paysan adopte le point de vue du caractère rationnel de l'économie dans le cadre de l'économie monétaire. » « Si la paysannerie se cramponnait... à l'économie naturelle, il n'est point de cotonnades... qui seraient capables de la séduire. »

Autrement dit : la « forme manufacturière » n'est pas autre chose que la production marchande *développée*, issue de la production marchande *non développée*, qui est celle de l'économie paysanne et artisanale. L'auteur veut prouver à M. N. — on que « fabrique » et « paysannerie » sont intimement liées entre elles ; que leurs « principes » en matière d'économie ne sont pas antagonistes*, mais iden-

* Les populistes le disaient ouvertement et franchement tandis que M. N. — on, « marxiste avéré », présente la même absurdité sous des phrases nébuleuses sur le « régime populaire » et la « production populaire », phrases qu'il agrémente de citations empruntées à Marx.

tiques. Pour y arriver, il aurait dû ramener la question à celle de l'organisation économique de l'exploitation paysanne, et opposer à M. N. — on la thèse selon laquelle notre petit producteur (le paysan-agriculteur et l'artisan individuel) est un petit bourgeois. En posant ainsi la question, il l'aurait ramenée du domaine des dissertations sur ce qui « doit » ou « peut » être, etc., à l'analyse *de ce qui est* et à l'explication *de la raison pour laquelle il en est justement ainsi, et pas autrement.* Les populistes auraient dû alors, pour réfuter cette thèse, ou bien nier les faits universellement connus et incontestables sur le progrès de l'économie marchande et la différenciation de la paysannerie (*et ces faits démontrent* la nature petite-bourgeoise de la paysannerie), ou bien nier les vérités élémentaires de l'économie politique. Adopter cette thèse, c'est reconnaître l'absurdité qu'il y a à opposer le « capitalisme » au « régime populaire », c'est reconnaître la nature réactionnaire des projets tendant à « chercher d'autres voies pour la patrie » et à adresser des vœux de « socialisation » à la « société » bourgeoise ou à l'« Etat », qui est encore à moitié celui de l'« ancienne noblesse ».

Or, au lieu de commencer par le commencement*, M. Strouvé commence par la fin : « Nous rejetons, dit-il, une des thèses angulaires de la théorie populiste du développement économique de la Russie, thèse selon laquelle le développement de la grande industrie manufacturière ruine le paysan-agriculteur » (246). C'est, comme disent les Allemands, vider la baignoire en jetant l'enfant avec l'eau sale ! Le « développement de la grande industrie manufacturière » exprime le développement du capitalisme. Et que ce soit le capitalisme qui ruine le paysan, c'est la thèse angulaire du *marxisme*, et non point du populisme. Les populistes voyaient et voient encore la cause de la séparation du producteur d'avec les moyens de production, non dans l'organisation spécifique de l'économie sociale russe, qui porte le nom de capitalisme, mais dans la politique du gouvernement qui, paraît-il, était mal choisie (« nous »

* C'est-à-dire au lieu de commencer par la nature petite-bourgeoise du « paysan-agriculteur » pour démontrer le caractère « inévitable et légitime » du grand capitalisme.

faisions fausse route, etc.), dans l'inertie de la société insuffisamment cimentée pour faire face aux rapaces, aux chevaliers d'industrie, etc. C'est pourquoi les « dispositions » préconisées par eux n'allaient pas plus loin que l'activité de la « société » et de l'« Etat ». Par contre, en expliquant l'expropriation par l'organisation capitaliste de l'économie sociale, on aboutit inévitablement à la théorie *de la lutte des classes* (cf. chez Strouvé, pp. 101, 288 et beaucoup d'autres). Les termes de l'auteur ont cela d'imprécis qu'il parle de l'« agri*culteur* » en général, et non des classes opposées dans l'agriculture bourgeoise. Les populistes affirment que le capitalisme ruine l'agri*culture* et que, par conséquent, il est incapable d'embrasser toute la production du pays et engage cette production dans une voie fausse. Les marxistes déclarent que, dans l'industrie aussi bien que dans l'agriculture, le capitalisme pèse sur le *producteur*, mais qu'en élevant la production à un degré supérieur, il crée les conditions de la « socialisation » et les forces nécessaires à cette fin*.

Sur ce point, la conclusion de M. Strouvé est celle-ci : « Une des erreurs fondamentales de M. N. — on, c'est qu'il applique entièrement à l'économie paysanne contemporaine, jusqu'ici plutôt naturelle que monétaire, les idées et les catégories qui caractérisent le régime capitaliste déjà *constitué* » (237).

Nous avons vu plus haut que seule la méconnaissance complète des faits concrets relatifs au capitalisme agraire russe est la cause de l'erreur ridicule de M. N. — on, qui disserte sur la « contraction » du marché intérieur. Mais s'il est tombé dans cette erreur, ce n'est pas parce qu'il a appliqué à la paysannerie toutes les catégories du capitalisme ; c'est parce qu'il n'a appliqué aucune *catégorie du capitalisme* à l'étude des faits relatifs à l'agriculture. Les classes de la bourgeoisie et du prolétariat sont, sans

* « Le grand mérite du mode de production capitaliste, c'est, d'une part, qu'il a rationalisé l'agriculture, dont la gestion sociale ne devient possible qu'avec ce mode de production ; d'autre part, qu'il a réduit à l'absurde la propriété foncière. Ce progrès historique, tout comme les autres progrès, a été acheté par le capitalisme au prix de la ruine complète du producteur immédiat. » (*Das Kapital*, III. B., 2. Th., p. 157 [128].)

contredit, la « catégorie » la plus importante du capitalisme. Non seulement M. N. — on ne les a pas « appliquées » à la « paysannerie » (c'est-à-dire qu'il n'a pas analysé à quels groupes ou couches précis de la paysannerie ces catégories sont applicables, et quel est le degré de leur développement), mais il a, au contraire, raisonné tout comme les populistes, en laissant de côté les éléments opposés au sein de la « commune », et en dissertant sur la « paysannerie » en général. Il en est résulté que sa thèse sur le caractère capitaliste de la surpopulation et sur le capitalisme, cause de l'expropriation de l'agriculteur, est restée sans preuves et n'a servi qu'à soutenir une utopie réactionnaire.

IV

C'est au § VIII du chapitre VI que M. Strouvé expose ses idées sur l'économie privée. Il indique très justement que les formes revêtues par cette économie sont directement et intimement liées à la ruine des paysans. Le paysan ruiné ne « séduit » plus le grand propriétaire foncier par « les prix de fermage fabuleux », et ce dernier fait appel aux salariés agricoles. L'auteur cite, à l'appui, des passages empruntés à un article de Raspopine, qui a étudié les statistiques des zemstvos sur les exploitations des grands propriétaires fonciers, ainsi qu'à une publication des zemstvos sur les statistiques courantes, qui souligne le caractère « forcé » de l'augmentation des labours dans les exploitations des grands propriétaires fonciers. Répondant à MM. les populistes qui aiment tant noyer le fait de la domination actuelle du capitalisme dans l'agriculture sous des dissertations sur l'« avenir » de ce capitalisme et sa « possibilité », l'auteur fournit des indications précises sur la *situation réelle*.

Nous ne nous arrêtons ici que sur l'appréciation de ce fait par l'auteur, qui affirme que ce sont là des « courants progressifs dans l'économie privée » (244), que ces courants sont créés par la « logique inexorable de l'évolution économique » (240). Nous craignons que le caractère abstrait de ces thèses absolument justes ne les rende inintelligibles au lecteur non initié au marxisme ; que le lecteur ne com-

prenne pas, si on ne lui indique pas exactement la succession de tels ou tels systèmes économiques, de telles ou telles formes d'opposition des classes, pourquoi ce courant est « progressif » (naturellement, du seul point de vue acceptable pour un marxiste, du point de vue d'une classe déterminée), et en quoi consiste précisément le « caractère inexorable » de l'évolution en cours. Essayons donc de décrire cette succession (du moins dans ses grands traits), en la comparant à la façon dont les populistes présentent les choses.

Le populiste présente le processus de développement de l'économie fondée sur le salariat agricole comme une transition de l'économie paysanne « indépendante » à une économie où le paysan est assujetti. Et, naturellement, il le considère comme une régression, une décadence, etc. Cette façon de représenter le processus *déforme* tout simplement les *faits* ; elle ne correspond pas du tout à la réalité. Aussi les conclusions qu'il en tire sont-elles absurdes. En représentant les choses avec cet optimisme (par rapport au passé et au présent), le populiste *dédaigne* tout simplement *les faits* établis par la littérature populiste elle-même, et se tourne du côté des utopies et des éventualités.

Prenons pour point de départ l'économie du servage, d'avant la réforme.

Quel était alors le contenu essentiel des rapports de production ? Le propriétaire foncier donnait au paysan la terre, le bois de construction, plus généralement les moyens de production (parfois même aussi les moyens de subsistance), pour chaque foyer en particulier. Il laissait au paysan le soin de gagner de quoi se nourrir, mais l'obligeait à consacrer *tout son temps supplémentaire* à des prestations de travail, sous forme de corvées. Je souligne les mots « tout son temps supplémentaire » pour marquer qu'avec ce système, il ne peut être question d'« indépendance » pour le paysan*. Le « lot » que le propriétaire foncier « assurait » au paysan n'était ni plus ni moins qu'*un salaire en nature* ; il servait entièrement et exclusivement au propriétaire de moyen pour exploiter le paysan, pour

* Je me borne ici, *exclusivement*, à l'aspect économique de la question.

s'« assurer » de la main-d'œuvre, jamais pour assurer véritablement le sort du paysan*.

Mais voilà qu'apparaît l'économie marchande. Le propriétaire foncier commence à produire le blé pour la vente, et non pour lui-même. Cela entraîne une exploitation plus grande du travail des paysans, puis des difficultés dans le système d'attribution des lots, le propriétaire foncier n'ayant plus avantage à distribuer des lots aux nouvelles générations de paysans, la possibilité étant offerte de payer en argent. Il lui devient plus commode de séparer une fois pour toutes la terre des paysans de la sienne (surtout s'il a le moyen de s'approprier une partie des lots et de recevoir une indemnité de rachat « équitable »), tout en profitant du travail de *ces mêmes* paysans, placés dans des conditions matérielles pires qu'auparavant et forcés de rivaliser avec les anciens serfs domestiques, les « darstvenniki »[121] et les paysans plus aisés ayant appartenu à l'Etat, aux apanages, etc.

Le servage s'effondre.

Le système d'économie — désormais organisé en vue du marché (ce qui est très important) — change, mais pas d'un coup. Aux vieux traits et « principes » s'en ajoutent de nouveaux. Ces nouveaux traits consistent en ce que la base de la *Plusmacherei* n'est plus l'attribution au paysan des moyens de production, mais au contraire sa « séparation » d'avec les moyens de production, son besoin d'argent. La base cesse d'être l'économie naturelle, l'échange naturel de « services » (le grand propriétaire foncier remet la terre au paysan, et celui-ci lui remet les produits du surtravail : le blé, la toile, etc.), pour devenir le contrat « libre », le contrat d'échange de marchandises, d'argent. C'est cette forme d'économie, où les traits nouveaux se combinent avec les anciens, qui s'est installée en Russie après l'abolition du servage. Aux anciens procédés de prêt de terre contre du travail (pour payer par exemple les parcelles jadis enlevées aux paysans), s'est joint le « louage d'hiver », c'est-à-dire le prêt d argent remboursable en travail, dans un

* Aussi bien, ce serait une hypocrisie flagrante que de vouloir invoquer l'« attribution des lots » sous le servage pour démontrer que les moyens de production ont appartenu « depuis toujours » au producteur.

moment où le paysan a le plus pressant besoin d'argent et où il vend son labeur au tiers de son prix, le prêt de blé payable en travail, etc. Les rapports économiques et sociaux dans les anciens « patrimoines » n'allaient pas au-delà, comme vous le voyez, de la plus banale des transactions *usuraires* : opérations analogues en tous points à celles que les revendeurs pratiquent à l'égard des artisans individuels.

Il est hors de doute que c'est ce genre d'économie qui est devenu typique après l'abolition du servage. Notre littérature populiste a parfaitement *illustré* cette forme très peu attrayante de *Plusmacherei*, combinée aux traditions et aux rapports serviles, forme dans laquelle le paysan enchaîné par son « lot » est réduit à l'impuissance.

Mais les populistes ne voulaient ni ne veulent voir ce qui fait la base économique de ces rapports.

La base de la domination, ici, ce n'est plus seulement la possession de la terre comme au temps jadis, mais encore la possession de l'argent dont le paysan a besoin (or, l'argent est le produit du travail social organisé par l'économie marchande), et la « séparation » du paysan d'avec les moyens de subsistance. Il est évident qu'il s'agit là de rapports capitalistes, bourgeois. Les traits « nouveaux » ne sont pas autre chose qu'une forme primordiale de la domination du *capital* dans l'agriculture, forme qui ne s'est pas encore dégagée des « anciennes » entraves « nobiliaires », et qui a créé l'opposition de classes propre à la société capitaliste, mais ne l'a pas encore cristallisée.

Mais voilà qu'avec le développement de l'économie marchande, le sol se dérobe sous cette forme primordiale de domination du capital : la ruine qui, d'ores et déjà, a amené la paysannerie à une totale banqueroute, signifie la perte par les paysans de leur matériel agricole, base sur laquelle reposait la forme du travail correspondant à l'époque du servage, puis à celle de l'assujettissement économique. D'où la nécessité pour le grand propriétaire foncier de passer à l'emploi de son propre matériel, et pour le paysan de se faire salarié agricole.

Que ce passage ait réellement commencé en Russie après l'abolition du servage, cela ne saurait être mis en doute. Ce fait montre la tendance propre à cette forme d'assujettisse-

ment que les populistes traitent d'une façon purement métaphysique, sans tenir compte de ses liens avec le passé, ni de sa tendance au développement ; il montre le progrès *ultérieur* du capitalisme, le développement ultérieur de l'opposition de classes propre à notre société capitaliste, opposition qui, à l'époque précédente, s'est traduite dans les rapports entre le « koulak » et le paysan, et qui commence à se traduire maintenant dans les rapports entre le propriétaire organisé rationnellement et le salarié agricole ou le journalier.

C'est cette dernière métamorphose qui provoque le désespoir et l'horreur du populiste qui crie à la « perte de la terre », « de l'indépendance », à l'« instauration du capitalisme », et aux catastrophes qu'il « prépare », etc., etc.

Analysez ces raisonnements sans parti pris et vous y trouverez d'abord le *mensonge*, bien intentionné si l'on veut, car ce qui précède cette économie fondée sur le salariat agricole, ce n'est pas l'« indépendance » du paysan, mais d'autres formes d'abandon du surproduit à des gens qui n'ont pas pris part à sa création. Ensuite, vous y constaterez combien superficielles et mesquines sont les protestations du populisme, qui, selon le mot très juste de M. Strouvé, en font un socialisme vulgaire. Pourquoi cette « instauration du capitalisme » n'est-elle dénoncée que dans la seconde forme ? Pourquoi les protestations, au lieu de viser ce fait historique capital en vertu duquel les moyens de production ont été concentrés entre les mains des « propriétaires terriens privés », visent-elles un seul des procédés d'utilisation de ce monopole ? Pourquoi cherche-t-on la racine du mal non pas dans les rapports de production qui, toujours et partout, subordonnent le travail au possesseur d'argent, mais uniquement dans la distribution inégale qui ressort avec tant de relief dans la *dernière* forme de ces rapports ? C'est ce fait essentiel — la protestation contre le capitalisme, protestation qui demeure sur le terrain même des rapports capitalistes, — qui fait des populistes les idéologues de la petite bourgeoisie, qui ne redoute pas le système bourgeois, mais seulement ses excès, seuls susceptibles d'amener un changement radical.

V

Passons au dernier point des développements théoriques de M. Strouvé, à la « question des marchés pour le capitalisme russe » (245).

Abordant l'analyse de la théorie des populistes sur l'absence de marchés en Russie, l'auteur commence par cette question : « Qu'est-ce que M. V.V. entend par capitalisme ? » Cette question est posée fort à propos, car M. V.V. (comme du reste tous les populistes) aime toujours comparer le régime russe à une quelconque « forme anglaise » (247) du capitalisme, et non point à ses traits fondamentaux qui varient selon les pays. Il est regrettable que M. Strouvé ne donne pas une définition complète du capitalisme, et qu'il mentionne simplement la « domination de l'économie échangiste » [qui n'est qu'un premier indice ; le second, c'est l'appropriation de la plus-value par le possesseur d'argent, la domination de ce dernier sur le travail] et le « régime que nous voyons dans l'Ouest de l'Europe » (p. 247), « avec tout ce qui s'ensuit », avec « la concentration de la production industrielle, le capitalisme au sens strict du mot » (247).

« M. V.V., dit l'auteur, ne s'est pas livré à l'analyse de la notion de « capitalisme » ; il l'a empruntée à Marx, qui avait surtout en vue le capitalisme au sens strict du mot, en tant que produit déjà entièrement constitué des rapports qui se développent sur le terrain de la subordination de la production à l'échange » (247). Il est impossible de se ranger à cet avis. D'abord, si M. V.V. avait effectivement emprunté sa conception du capitalisme à Marx, il en aurait une idée juste et ne pourrait confondre la « forme anglaise » avec le capitalisme. En second lieu, il est absolument faux que Marx ait eu en vue surtout la « centralisation ou la concentration de la production industrielle » [c'est ce que M. Strouvé entend par capitalisme au sens strict du mot]. Au contraire, il a suivi le développement de l'économie marchande dès ses premiers pas, il a analysé le capitalisme dans ses formes primitives de la coopération simple et de la manufacture, formes que des siècles séparent de la concentration de la production due au machinisme ; il a montré les rapports qui existent entre le capitalisme

industriel et le capitalisme agraire. M. Strouvé rétrécit lui-même la conception du capitalisme quand il dit : « ...l'étude de M. V.V. a eu pour objet les *premiers* pas de l'économie populaire dans son acheminement de l'organisation naturelle vers l'organisation marchande ». Il fallait dire : les *derniers* pas. M. V.V., que l'on sache, n'a étudié que l'économie de la Russie d'après l'abolition du servage. Le *début* de la production *marchande* se rapporte à l'époque antérieure à l'abolition du servage, comme l'indique M. Strouvé (189-190) ; même l'organisation *capitaliste* de l'industrie cotonnière existait avant l'émancipation des paysans. La réforme a donné une impulsion au développement *définitif* dans ce sens ; elle a mis au premier plan, non pas la forme marchande du produit du travail, mais la forme marchande de la force de travail ; elle a sanctionné la domination non pas de la production marchande, mais déjà de la production capitaliste. La distinction peu claire que M. Strouvé fait entre le capitalisme au sens strict et le capitalisme au sens large * le conduit probablement à considérer le capitalisme russe comme une perspective d'avenir et non comme une réalité présente, déjà parfaitement et définitivement constituée. Il dit, par exemple :

« Avant de poser la question de savoir si le capitalisme dans sa forme anglaise est inévitable en Russie, M. V.V. aurait dû poser et résoudre une autre question, plus générale et donc plus importante : la question de savoir si le passage de l'économie naturelle à l'économie monétaire est inéluctable en Russie, et quels sont les rapports entre la production capitaliste *sensu stricto***, et la production marchande en général » (247). Il n'est guère indiqué de poser ainsi la question. Si le système des rapports de production existant aujourd'hui en Russie est bien défini, la question de l'« inévitabilité » de tel ou tel développement sera résolue *eo ipso****. S'il ne l'est pas, la question

* On ne voit pas bien quels indices permettent à l'auteur de distinguer ces notions. Si, par capitalisme au sens strict du mot, on doit comprendre la seule industrie mécanique, pourquoi alors ne pas mettre à part aussi la manufacture ? Si, par capitalisme au sens large du mot, on ne doit comprendre que l'économie marchande, alors il n'y a point ici de capitalisme.

** Au sens strict. (*N.R.*)

*** Par là même. (*N.R.*)

reste insoluble. Au lieu de se livrer à des dissertations sur l'avenir (chères à messieurs les populistes), il faut *expliquer* le présent. Ce qui est apparu comme un fait capital en Russie, après la réforme, c'est la manifestation pour ainsi dire extérieure du capitalisme, c'est-à-dire l'apparition de ses « sommets » (production en usine, chemins de fer, banques, etc.) ; et aussitôt s'est posée devant la pensée théorique la question du capitalisme en Russie. Les populistes se sont efforcés de démontrer que ces sommets n'étaient que l'effet du hasard, qu'ils n'étaient pas liés à l'ensemble du régime économique et que, dépourvus de base, ils étaient sans force. Ce faisant, ils opéraient avec une conception trop étroite du « capitalisme », oubliant que l'asservissement du travail au capital passe par des stades différents et très longs pour arriver du capital marchand à la « forme anglaise ». Or, les marxistes se doivent de démontrer que ces sommets ne sont autre chose que le dernier pas du développement de l'économie marchande, constituée depuis longtemps en Russie, et qui engendre *partout*, dans toutes les branches de la production, la subordination du travail au capital.

La conception de M. Strouvé, selon laquelle le capitalisme russe appartient à l'avenir et non au présent, apparaît en pleine évidence dans le raisonnement suivant : « Tant qu'existera la communauté agraire contemporaine, consacrée et fortifiée par la loi, on verra se développer sur sa base des rapports qui n'ont rien de commun avec le « bien-être du peuple ». [Comment ? On les verra seulement « se développer » ? Est-ce qu'ils ne se sont pas déjà développés au point que toute la littérature populiste, dès son apparition, c'est-à-dire depuis plus d'un quart de siècle, les a décrits et s'est élevée contre eux ?] En Europe occidentale, nous connaissons plusieurs exemples de coexistence de l'économie parcellaire et de la grande économie capitaliste. Notre Pologne et notre Sud-Ouest présentent des phénomènes de la même nature. On peut dire qu'en Russie le système de propriété foncière, communale et par feu, approche de ce type, pour autant que les paysans ruinés restent sur leur terre et que l'action des forces nivelleuses agissant au sein de la paysannerie est plus puissante que celle des forces de différenciation »

(280). Comment ? Elle ne fait que s'en approcher, au lieu de représenter ce *type* dès maintenant ? Pour définir le « type », il faut évidemment envisager les traits économiques fondamentaux du régime, et non ses formes juridiques. Si nous analysons ces traits fondamentaux du système économique du village russe, nous verrons l'économie isolée des familles paysannes sur de petits lots de terre ; et nous verrons une économie marchande en plein développement, qui joue dès à présent un rôle prédominant. Autant de traits qui constituent le fond de la conception : « économie parcellaire ». Nous constatons ensuite le même endettement des paysans envers les usuriers, la même expropriation que celle dont témoignent les statistiques de l'Europe occidentale. La seule différence, ce sont les particularités de notre système juridique (l'inégalité des droits pour les paysans ; les formes de la propriété foncière), qui conserve plus complètement les vestiges de l'« ancien régime » par suite d'un plus faible développement du capitalisme dans notre pays. Au reste, ces particularités ne rompent nullement l'identité du *type* de notre régime paysan et de celui de l'Europe occidentale.

En abordant la théorie des marchés, M. Strouvé remarque que MM. V.V. et N. — on tournent dans un cercle vicieux : pour que le capitalisme se développe, il faut que le marché prenne de l'extension ; or, le capitalisme ruine la population. Ce cercle vicieux, M. Strouvé le corrige très maladroitement par son malthusianisme, en attribuant la ruine de la paysannerie non au capitalisme, mais à l'« accroissement de la population » ! ! L'erreur des auteurs en question est tout autre : le capitalisme ne se contente pas de ruiner la paysannerie, il la *différencie* en une bourgeoisie et un prolétariat. Loin de réduire le marché intérieur, ce processus le *crée* : l'économie marchande se développe aux deux pôles de la paysannerie en voie de différenciation, aussi bien dans sa partie « prolétarienne » obligée de vendre son « travail libre », que dans sa partie bourgeoise qui perfectionne la technique de son économie (machines, matériel agricole, engrais, etc. Cf. *Les tendances progressives dans l'économie paysanne*, par M. V.V.) et multiplie les besoins. Bien que cette façon de concevoir le processus ait pour base immédiate la théorie

de Marx sur la corrélation du capitalisme industriel et du capitalisme agraire, M. Strouvé méconnaît cette corrélation, peut-être parce qu'induit en erreur par la « théorie des marchés » de M. V. V. Ce dernier, affectant de s'appuyer sur Marx, a servi au public russe une « théorie » prétendant que, dans une société capitaliste évoluée, un « excédent de marchandises » est inévitable ; le marché intérieur ne pouvant suffire, il lui faut un marché extérieur. « Cette théorie est juste (? !), affirme M. Strouvé, pour autant qu'elle constate que la plus-value ne peut être réalisée ni par la consommation des capitalistes, ni par celle des ouvriers, et qu'elle suppose la consommation de tierces personnes » (251). Il est absolument impossible de souscrire à cette affirmation. La « théorie » de M. V. V. (si tant est qu'on puisse ici parler de théorie) méconnaît tout bonnement la différence entre la consommation individuelle et la consommation productive, entre les moyens de production et les objets de consommation, différence sans laquelle il est impossible de comprendre ce qu'est la reproduction de l'ensemble du capital social en société capitaliste. Marx l'a montré avec force détails dans le Livre II du *Capital* (troisième section : « La reproduction et la circulation de l'ensemble du capital social »), et il l'a exposé avec relief également dans le Livre I^er^, en critiquant cette thèse de l'économie politique classique d'après laquelle l'accumulation du capital consiste à transformer la plus-value uniquement en salaire, et non en capital constant (moyens de production) plus le salaire. Pour confirmer notre appréciation sur la théorie de M. V. V. nous nous bornerons à citer deux passages des articles indiqués par M. Strouvé :

« Chaque ouvrier, dit M. V. V. dans l'article intitulé « L'excédent de marchandises sur le marché », produit plus qu'il ne consomme, et tous ces excédents s'accumulent entre les mains d'un petit nombre de personnes ; les possesseurs de ces excédents les consomment eux-mêmes, et pour cela ils les échangent à l'intérieur du pays ou à l'étranger contre divers objets de nécessité ou de confort mais ils auraient beau manger, boire et danser tant et plus (*sic ! !*), ils n'arriveraient pas à épuiser toute la plus-value » (*Otétchestvennyïé Zapiski*, 1883, n° 5, p. 14). Et,

« pour plus de clarté », l'auteur « énumère les principales dépenses » du capitaliste, telles que dîners, voyages, etc. La chose apparaît avec encore plus de relief dans l'article « Militarisme et capitalisme » : « Le talon d'Achille de l'organisation capitaliste de l'industrie, c'est que les patrons sont dans l'impossibilité de consommer tout leur revenu » (*Rousskaïa Mysl*, 1889, n° 9, p. 80). « Rothschild ne pourrait consommer tout le surplus de ses revenus... tout simplement parce que ce surplus... représente une masse tellement colossale d'objets de consommation que Rothschild, dont tous les caprices sont déjà bien assez satisfaits, serait décidément embarrassé », etc.

Toutes ces dissertations reposent, comme vous le voyez, sur cette idée naïve que le capitaliste aurait pour but la consommation individuelle, et non l'accumulation de plus-value, — sur cette erreur que le produit social se partagerait en $v+pl$ (capital variable+plus-value), comme l'enseignaient A. Smith et toute l'économie politique avant Marx, et non pas en $c+m+pl$ (capital constant, moyens de production, et ensuite seulement salaires et plus-value), comme l'a montré Marx. Du moment que ces erreurs ont été corrigées et qu'il a été tenu compte du fait que, dans la société capitaliste, un rôle considérable et toujours accru appartient aux moyens de production (c'est-à-dire à cette partie du produit social qui va à la consommation productive et non à la consommation individuelle, à la consommation par le capital et non par les hommes), la fameuse « théorie » s'effondre complètement. Marx a montré dans le Livre II que la production capitaliste peut très bien se concevoir sans marchés extérieurs, avec accumulation croissante de la richesse, sans l'intermédiaire de ces « tierces personnes » que M. Strouvé fait intervenir fort maladroitement. Le raisonnement de M. Strouvé à ce propos est d'autant plus étonnant que lui-même indique l'importance primordiale du marché intérieur pour la Russie et fait trébucher M. V. V. sur le « programme de développement du capitalisme russe », qui prend appui sur une « paysannerie forte ». Le processus de formation de cette paysannerie « forte » (c'est-à-dire bourgeoise), qui s'opère actuellement dans nos campagnes, nous montre explicitement la naissance du capital, la prolétarisation du

producteur et *l'extension du marché intérieur* : la « diffusion des instruments perfectionnés », par exemple, signifie justement l'accumulation du capital grâce aux moyens de production. A ce propos, il importerait surtout, au lieu de s'occuper des « possibilités », d'exposer et d'expliquer le processus véritable, qui se traduit par la création d'un marché intérieur pour le capitalisme russe*.

En terminant ici l'analyse de la partie théorique du livre de M. Strouvé, nous pouvons essayer de donner une caractéristique générale, un résumé de ses principaux modes de raisonnement, et aborder la solution des problèmes soulevés au début : « qu'est-ce qui, dans ce livre, peut être mis au compte du marxisme ? », « quelles sont les thèses de cette doctrine (du marxisme) que l'auteur renie, complète ou corrige, et qu'est-ce qui en résulte ? ».

Le trait essentiel que nous avons relevé dès le début chez l'auteur, dans sa façon de raisonner, c'est son objectivisme étroit qui se contente de montrer le caractère inévitable et nécessaire du processus et ne s'applique pas à rechercher dans chaque stade concret de ce processus la forme de l'antagonisme de classes qui lui est propre ; son objectivisme qui caractérise le processus en général et non pas les classes antagonistes en particulier, dont la lutte forme le contenu de ce processus.

Nous concevons fort bien que, pour borner ainsi ses « notes » au seul côté « objectif » et, de plus, au côté le plus général, l'auteur avait ses raisons : tout d'abord, désireux d'opposer aux populistes les fondements des conceptions contraires, il n'en exposait que les *principes*, laissant à la polémique ultérieure le soin de les développer et de les concrétiser ; en second lieu, nous avons essayé de montrer, dans le chapitre 1^er^, que la *seule* différence entre le populisme et le marxisme réside dans *le caractère de la critique* du capitalisme russe, dans l'*explication* différente de ce capitalisme. Il en résulte donc, naturellement, que les marxistes se bornent parfois à formuler des thèses « objectives » générales et insistent exclusivement

---

* La question étant très importante et très complexe, nous nous proposons de lui consacrer un article spécial [123].

sur ce qui distingue notre conception (*des faits universellement connus*) de celle des populistes.

Mais il nous semble que, sur ce point, M. Strouvé est allé beaucoup trop loin. Le caractère abstrait de son exposé l'a conduit à formuler souvent des thèses prêtant à équivoque ; sa façon de poser la question ne différait en rien de la manière courante, qui prédomine dans notre littérature, de raisonner sur un ton professoral, d'en haut, sur les voies et destinées de la patrie, et non pas sur telle ou telle classe engagée dans telle ou telle voie. Plus les raisonnements de l'auteur devenaient concrets, et plus il devenait impossible d'exposer les *principes* du marxisme du haut de thèses générales abstraites, plus il devenait nécessaire de donner des indications précises sur la situation de telle ou telle classe de la société russe, sur tel ou tel rapport entre les différentes formes de la *Plusmacherei* et les intérêts des producteurs.

Ainsi ne nous a-t-il pas paru tout à fait déplacé d'essayer de compléter et d'expliquer les thèses de l'auteur, de suivre son exposé pas à pas, afin de marquer la nécessité de poser les questions *autrement*, et d'appliquer avec *plus d'esprit de suite* la théorie des contradictions de classes.

Quant aux entorses directes de M. Strouvé au marxisme — dans les questions de l'Etat, de la surpopulation, du marché intérieur —, nous en avons déjà parlé suffisamment.

VI

En dehors de la critique de la théorie populiste, le livre de M. Strouvé contient, entre autres, quelques remarques sur la politique économique des populistes. Bien que l'auteur les ait formulées en passant et ne les ait pas développées, nous devons cependant en dire un mot, afin de ne laisser place à aucun malentendu.

On trouve dans ces remarques des indications sur le caractère « rationnel », progressif, « raisonnable », etc., de la politique libérale, c'est-à-dire bourgeoise, par rapport à la politique populiste*.

* Citons-en quelques échantillons : « Si l'Etat... désire consolider non pas la grande, mais la petite propriété foncière, il peut

L'auteur a sans doute voulu confronter deux politiques sur le terrain des rapports existants. Et, *dans ce sens*, il a indiqué très justement que la politique « raisonnable » est celle qui développe le capitalisme, et non celle qui l'entrave ; « raisonnable », naturellement, non point parce qu'en servant la bourgeoisie elle lui subordonne toujours plus le producteur [selon l'interprétation que tentent d'en donner toutes sortes de « pense-petit » ou d'« acrobates »], mais parce qu'en accentuant et en purifiant les rapports capitalistes, elle éclaire l'*esprit* de celui qui seul peut changer la situation, et lui délie les mains.

Nous devons cependant noter que cette thèse absolument juste a été formulée maladroitement par M. Strouvé ; par goût de l'abstraction il l'a formulée d'une manière telle qu'on a parfois envie de lui dire : laissez les morts ensevelir les morts. La Russie n'a jamais manqué d'hommes qui se donnaient tout entiers à la création de théories et de programmes traduisant les intérêts de notre bourgeoisie, le « devoir » pour le grand et puissant capital d'écraser le petit capital et d'anéantir ses formes d'exploitation primitives et patriarcales.

Si, cette fois encore, l'auteur avait satisfait strictement aux exigences de la « doctrine » marxiste, qui requiert d'un exposé qu'il se borne à formuler le processus réel, qui oblige à mettre en lumière les contradictions de classes camouflées derrière toutes les forcess d'une politique « raisonnable », « rationnelle » et progressive, il aurait formulé autrement sa pensée, et posé la question différemment. Il aurait mis en parallèle les données de fait relatives au développement du capitalisme en Russie avec les théories et les programmes du libéralisme, c'est-à-dire de la bourgeoisie, qui ont proliféré après la grande réforme comme les

---

atteindre ce but, dans les conditions économiques actuelles, non pas en recherchant une égalité économique illusoire au sein de la paysannerie, mais uniquement en soutenant ses éléments viables, en créant avec eux une paysannerie économiquement forte » (240). « Je ne puis m'empêcher de voir que la politique tendant à créer une *telle* paysannerie (savoir : « économiquement forte, adaptée à la production marchande ») sera la seule politique raisonnable et progressive » (281). « La Russie, de pays capitaliste pauvre, doit devenir un pays capitaliste riche » (250), et ainsi de suite jusqu'à la phrase finale : « Mettons-nous à l'école du capitalisme. »

champignons après la pluie. Il aurait ainsi montré, par l'exemple de la Russie, le lien existant entre les idées sociales et le développement économique, lien qu'il a évoqué dans les premiers chapitres et qui ne peut être définitivement établi que par l'analyse matérialiste des données russes. Il aurait ainsi montré, en second lieu, la naïveté des populistes, qui combattent dans leurs publications les théories bourgeoises comme si elles ne représentaient que des raisonnements erronés, et non les intérêts d'une classe puissante qu'il est absurde d'exhorter et qu'on ne peut « convaincre » que par la force imposante d'une autre classe. Il aurait ainsi montré, en troisième lieu, quelle classe détermine réellement chez nous le « devoir » et le « progrès », et combien ridicules sont les populistes qui dissertent sur la « voie » à « choisir ».

C'est avec un plaisir extrême que MM. les populistes ont saisi au vol ces expressions de M. Strouvé, manifestant une joie maligne à l'idée que leur formulation maladroite avait permis à certains économistes bourgeois (comme M. Ianjoul) ou idéologues du servage (comme M. Golovine) de se cramponner à des phrases isolées de leur contexte. Nous avons vu en quoi consistaient les insuffisances de l'exposé de M. Strouvé, qui ont donné à ses adversaires de telles armes contre lui.

Les tentatives de critiquer le populisme simplement comme une théorie indiquant faussement les voies que doit suivre la patrie* ont conduit l'auteur à formuler de façon confuse l'appréciation qu'il porte sur la « politique économique » du populisme. On pourrait y voir la négation de cette politique en bloc, et pas seulement d'une moitié de celle-ci. Nous devons donc nous arrêter sur ce point.

Les dissertations philosophiques sur la possibilité d'« autres voies pour la patrie », c'est seulement la forme extérieure du populisme. Quant à son contenu, c'est la représentation des intérêts et du point de vue du petit producteur russe, du petit bourgeois russe. C'est pourquoi le populiste, en matière de théorie, est un Janus ayant un visage tourné

* L'auteur des *Notes critiques* montre la base économique du populisme (pp. 166-167), mais ses indications nous paraissent insuffisantes.

vers le passé et l'autre vers l'avenir, de même que dans la vie le petit producteur, soucieux d'affermir sa petite économie, ne sachant rien et ne voulant rien savoir de l'ensemble du régime économique et de la nécessité de compter avec la classe qui le dirige, est un Janus dont un visage est tourné vers le passé et l'autre vers l'avenir, — et devenant hostile au capitalisme qui le ruine.

On conçoit qu'il serait absolument faux de répudier en bloc, sans discernement, tout le programme populiste. Il faut établir une stricte distinction entre son côté réactionnaire et son côté progressif. Le populisme est réactionnaire pour autant qu'il préconise des mesures tendant à attacher le paysan à la glèbe et aux anciens modes de production, comme l'inaliénabilité des lots, etc.*, pour autant qu'il veut entraver le développement de l'économie monétaire et qu'il attend non pas des améliorations partielles, mais un changement de voie qui émanerait de la « société » et de l'action exercée par les représentants de la bureaucratie (un exemple : M. Ioujakov a écrit, dans le n° 7 du *Rousskoïé Bogatstvo*, 1894, un article sur les labours en commun projetés par un zemski natchalnik, et il s'est occupé d'amender ces projets). Certes, il faut combattre résolument ces points du programme populiste. Mais celui-ci comporte d'autres points ayant trait à l'autonomie administrative, au libre et large accès au savoir pour le « peuple », à l'« élévation » de l'économie « populaire » (c'est-à-dire de la petite économie) au moyen de crédits à bon marché, de perfectionnements techniques, d'une meilleure organisation des débouchés, etc., etc., etc. Que de telles mesures démocratiques soient progressives, c'est ce que M. Strouvé reconnaît parfaitement lui-même. Loin d'entraver le développement économique de la Russie dans la voie capitaliste, elles ne feront que le hâter ; elles hâteront la création du marché intérieur, elles hâteront les progrès de la technique et de l'industrie mécanique en améliorant la situation du travailleur et en élevant le niveau de ses besoins, elles

* M. Strouvé dit très justement que ces mesures ne feraient que « combler le désir ardent de certains propriétaires fonciers russes et européens, qui ne rêvent que d'avoir des salariés solidement fixés à la terre » (279).

hâteront et faciliteront le développement de sa pensée et de son action indépendantes.

La seule question qui puisse se poser ici est la suivante : ces dispositions, sans aucun doute souhaitables, quels sont ceux qui les suggèrent le mieux, le plus exactement, les populistes ou les publicistes à la A. Skvortsov, lequel se dépense également en faveur du progrès technique et jouit de toutes les sympathies de M. Strouvé ? Il me semble qu'au point de vue marxiste, il ne saurait faire aucun doute que le populisme doit absolument être préféré *à cet égard*. Les mesures préconisées par les Skvortsov sont aux intérêts de toute la classe des petits producteurs, de la petite bourgeoisie, ce qu'est le programme des *Moskovskié Viédomosti* aux intérêts de la grande bourgeoisie. Elles ne sont pas conçues pour s'appliquer à tous*, mais à un petit nombre d'élus honorés de l'attention des autorités. Elles sont enfin scandaleusement brutales, parce qu'elles impliquent l'ingérence policière dans l'économie paysanne. Considérées dans leur ensemble, ces mesures n'offrent aucune garantie sérieuse ni aucune chance au « progrès de la production dans l'économie paysanne ».

Les populistes comprennent et représentent infiniment mieux *à cet égard* les intérêts des petits producteurs. Les marxistes doivent donc, après avoir rejeté tout ce qu'il y a de réactionnaire dans leur programme, non seulement en saluer les aspects démocratiques, mais les développer plus avant, avec plus de précision et de profondeur. Plus ces réformes seront énergiques en Russie, plus elles élèveront le niveau de vie des masses laborieuses, et plus la contradiction sociale majeure et fondamentale (dès à présent) de la vie russe apparaîtra avec relief et netteté. Loin de « rompre le fil du courant démocratique », ainsi que l'insinue M. V. V., les marxistes veulent au contraire voir ce courant se développer et s'affermir ; ils veulent le rapprocher de la vie et ramasser le « fil » qui tombe des mains de la « société » et de l'« intelligentsia »**.

* C'est-à-dire à tous ceux, bien entendu, *à qui* le progrès technique est *accessible*.

** La *Nédélia*, 1894, n° 47, M. V.V. : « Dans la période de notre histoire postérieure à la réforme, les rapports sociaux se sont, par certains traits, rapprochés de ceux de l'Europe occidentale, avec

Cette exigence : ne pas abandonner le « fil », mais au contraire le consolider, n'est pas une conséquence fortuite de la disposition d'esprit de tels ou tels « marxistes » ; elle est commandée nécessairement par la situation et les intérêts de la classe qu'ils veulent servir ; elle est nécessairement et absolument prescrite par les exigences fondamentales de leur « doctrine ». Je ne puis, pour des raisons faciles à comprendre, m'arrêter ici à l'analyse de la première partie de cette thèse, à la caractéristique de la « situation » et des « intérêts » ; au reste, les faits parlent d'eux-mêmes. Je n'examinerai que la seconde partie, notamment le point de vue de la doctrine marxiste sur les questions relatives au « fil qui se rompt ».

Ces questions, les marxistes doivent les *poser autrement* que ne l'ont fait et ne le font MM. les populistes. Ces derniers envisagent les choses du point de vue de la « science moderne », des « idées morales contemporaines ». A les entendre, il n'existerait point, dans les *rapports de production* eux-mêmes, de causes profondes s'opposant à la réalisation de telles réformes ; le seul obstacle serait la grossièreté des sentiments : la faible « lumière de la raison », etc. ; la Russie serait une *tabula rasa*, où il n'y aurait qu'à tracer les voies justes. Il est clair qu'*en posant ainsi la question*, on lui assurait cette « pureté » dont se targue M. V. V. et qui, en réalité, n'est autre chose qu'une « pureté » de rêves candides, cette pureté qui rend les raisonnements populistes si propres à alimenter les conversations dans les cabinets de travail.

Ces questions-là, les marxistes doivent nécessairement les poser d'une tout autre façon*. Obligés de rechercher les racines des phénomènes sociaux dans les rapports de

---

leur démocratisme actif à l'époque des luttes politiques et l'indifférentisme social qui leur fait suite. » Nous avons essayé de montrer dans le chapitre 1er que cet « indifférentisme » n'est pas dû au hasard, mais qu'il est le résultat inévitable de la situation et des intérêts de la classe qui fournit les représentants de la « société » et qui, à côté des inconvénients qu'offrent pour elle les rapports contemporains, en reçoit des avantages assez importants.

* S'ils appliquent leur théorie avec esprit de suite. Nous avons beaucoup insisté sur ce fait que l'insuffisance de l'exposé de M. Strouvé est due précisément au fait qu'il ne s'est pas tenu rigoureusement à cette théorie.

production, de les ramener aux *intérêts* de classes bien déterminées, ils doivent formuler les mêmes *desiderata* comme étant les « vœux » de tels ou tels éléments sociaux qui rencontrent l'opposition de tels ou tels autres éléments ou classes. Cette façon de poser la question éliminera absolument toute possibilité d'utiliser leurs « théories » pour des dissertations scolastiques s'élevant *au-dessus* des classes, pour des projets et rapports prometteurs d'« un succès éclatant »*. Ce n'est là évidemment qu'un mérite indirect de cette différence de point de vue, mais il est assez important si l'on considère la pente abrupte que dévale le populisme *contemporain* en se précipitant dans le marais de l'opportunisme. Mais le mérite indirect, ce n'est pas encore tout. Si l'on pose les mêmes questions en partant de la théorie de l'antagonisme de classes (pour cela, il faudrait naturellement « reviser les faits » de l'histoire et de la réalité russes), les réponses ainsi obtenues formuleront les intérêts vitaux de telles ou telles classes, et pourront être pratiquement utilisées** précisément par les classes en question, et uniquement par elles. Suivant l'excellente expression d'un marxiste, ces réponses chercheront à s'évader du « cabinet de travail étroit de l'intelligentsia » vers les participants immédiats des rapports de production sous leur forme la plus avancée et la plus pure, vers ceux qui se ressentent le plus de la « rupture du fil » et qui ont « besoin » d'« idéal », parce qu'ils souffrent de son absence. Cette façon de poser la question apporterait un souffle de vie nouveau dans tous ces vieux problèmes : impôts, passeports intérieurs, migrations, administrations cantonales, etc., autant de questions que notre « société » a tant discutées et traitées, mâchées et remâchées, examinées et réexaminées, et dont à présent elle commence à perdre tout à fait le goût.

* Terme de M. Ioujakov.

** Certes, pour *cette* « utilisation », il faut un immense travail de préparation, un travail non perceptible de par sa nature même. *D'ici là*, il peut s'écouler un laps de temps plus ou moins considérable pendant lequel nous dirons tout net qu'il n'est pas encore de force capable d'assurer de meilleures voies pour la patrie — contrairement à l'« optimisme doucereux » de MM. les populistes, qui prétendent que ces forces existent et qu'il suffit de leur conseiller d'« abandonner la voie fausse où elles sont engagées ».

Ainsi, de quelque côté que nous abordions la question, — soit que nous analysions le contenu du système des rapports économiques existant en Russie et les différentes formes de ce système dans leur succession historique et dans leur rapport avec les intérêts des travailleurs, soit que nous analysions la question relative à la « rupture du fil » et aux causes de cette « rupture » —, nous arrivons dans les deux cas à la même conclusion, qui souligne la portée immense de cette tâche historique assignée par notre époque au « travail exclu de la vie » et l'importance universelle de l'idée incarnée par cette classe.

NOTES

1. L'article « *Nouvelles transformations économiques dans la vie paysanne* » est le plus ancien de tous les ouvrages de Lénine parvenus jusqu'à nous. Il fut écrit à Samara au printemps de l'année 1893 et était destiné à la presse légale. Lénine se proposait de le faire publier dans la revue *Rousskaïa Mysl*, mais la rédaction refusa l'article « comme non conforme à la tendance de la revue ».

L'Institut du marxisme-léninisme auprès du Comité central du P.C.U.S. possède deux manuscrits de cet article de Lénine. Le premier, un brouillon, provient des archives personnelles de Lénine. Le second fut découvert dans les archives du Palais de Justice de Moscou ; il constitue la version définitive de l'article. Dans la présente édition, l'article *Nouvelles transformations économiques dans la vie paysanne* est publié d'après ce dernier manuscrit.

L'Institut du marxisme-léninisme conserve également un exemplaire du livre de V. Postnikov *L'économie paysanne de la Russie méridionale* portant des annotations de Lénine. Ces annotations (ainsi que deux lettres de Lénine commentant le contenu fondamental des *Nouvelles transformations économiques dans la vie paysanne*) ont été publiées dans la première partie du Recueil Lénine n° XXXIII.

Les principaux matériaux de l'article en question ont été utilisés par Lénine dans le deuxième chapitre de son livre *Le développement du capitalisme en Russie*. — P. 17

2. *Zemstvo*. — Autonomie administrative locale fondée en 1864 et dirigée par la noblesse dans les provinces centrales de la Russie tsariste. La compétence des zemstvos se bornait aux questions économiques locales (organisation d'hôpitaux, construction de routes, statistiques, assurances, etc.). Leur activité était contrôlée par les gouverneurs de province et le ministère de l'Intérieur, qui pouvaient arrêter les décisions jugées indésirables par le gouvernement.

Les organismes statistiques des zemstvos effectuaient des recherches statistiques (recensement par feux des exploitations artisanales et paysannes, étude des budgets paysans, etc.) et publiaient un grand nombre d'essais et de recueils statistiques par district et par province contenant d'abondantes données de fait. Cependant, les statisticiens des zemstvos, dont la plupart étaient des populistes, interprétaient souvent d'une façon tendancieuse les données statistiques sans les grouper rationnellement, ce qui avait pour effet d'en diminuer considérablement la valeur. Les différences considérables entre les divers groupes de la paysannerie qui s'étaient formés au cours du développement du capitalisme, ainsi que les caractéristiques de ces groupes, disparaissaient derrière les colonnes de chiffres. Lénine approfondit, vérifie soigneusement et interprète les données statistiques des zemstvos. Il effectue ses propres calculs, fait des résumés, dresse des tableaux, procède à une analyse marxiste et à un classement scientifique des données relatives aux exploitations paysannes et artisanales. Utilisant l'abondant matériel de la statistique des zemstvos, Lénine brosse le tableau réel du développement économique de la Russie. Ces matériaux sont aussi largement utilisés par Lénine dans sa lutte contre les populistes. — P. 19.

3. Les ouvrages cités ont été inclus dans le recueil *Bilans d'une étude économique de la Russie d'après les données de la statistique des zemstvos* : tome I — V.V. : *La communauté paysanne*, Moscou, 1892 ; tome II — N. Karychev : *Les affermages paysans des terres non concédées*, Dorpat, 1892. Ces deux ouvrages sont de tendance populiste libérale.

V.V. est le pseudonyme de V. P. Vorontsov, un des idéologues du populisme libéral des années 80-90 du XIX^e siècle. — P. 20.

4. *Ames recensées* (ou « revisées »). — Population masculine de la Russie à l'époque du servage, assujettie à la capitation (surtout les paysans et les petits bourgeois), et qui était évaluée à cette fin par des recensements spéciaux (les « révisions »). De telles « révisions » s'effectuaient en Russie depuis 1718 ; la dixième et dernière fut effectuée en 1858-1859. C'est d'après le nombre d'âmes recensées que s'opéra dans une série de districts le repartage des terres au sein des communautés agricoles. — P. 26.

5. *Déciatinchtchik*. — En Russie méridionale celui qui prend la terre à bail non contre payement en espèces mais pour une partie de la récolte. — P. 35.

6. *Mennonites*. — Sectateurs, originaires d'Europe occidentale, qui se fixèrent à la fin du XVIII^e siècle principalement dans les provinces d'Ekatérinoslav et de Tauride. Les exploitations

des colons mennonites étaient, dans leur majorité, des exploitations de paysans aisés, de koulaks. — P. 42.

7. *La réforme de 1861* a aboli le servage en Russie. — P. 42.

8. *Tribunal rural.* — Tribunal spécial réservé aux paysans d'Etat, institué en Russie tsariste en application d'un règlement de 1838 ; l'ancien du village présidait le tribunal. Les tribunaux de village et de canton connaissaient des affaires et des délits civils variés, condamnant aux amendes, aux corvées et à la peine du fouet. — P. 58.

9. « *Rousskaïa Mysl* » [la Pensée russe]. — Revue mensuelle de tendance populiste libérale, éditée à partir de 1880. Après la Révolution de 1905, la revue devint l'organe du parti des cadets et parut sous la direction de P. Strouvé. — P. 63.

10. « *Vestnik Evropy* » [le Messager de l'Europe]. — Revue mensuelle parue à Pétersbourg de 1866 au printemps de 1918, interprète des conceptions de la bourgeoisie libérale russe. A partir des années 90, la revue combattit systématiquement le marxisme. — P. 72.

11. *Les Bureaux de district pour les affaires paysannes* furent créés en 1874 pour inspecter les organes de village et de canton de la « direction sociale paysanne ». Chacun de ces Bureaux, dirigé par le maréchal de la noblesse du district intéressé, comprenait le commissaire de police, le juge de paix et le président du conseil du zemstvo du district. Les Bureaux de district pour les affaires paysannes relevaient des bureaux de province, lesquels étaient présidés par des gouverneurs de province, qui représentaient le pouvoir tsariste. — P. 77.

12. L'ouvrage de Lénine « *A propos de la question dite des marchés* » fut écrit à Pétersbourg au cours de l'automne 1893.

Lénine avait exposé pour la première fois les thèses fondamentales développées dans cet ouvrage au cours d'une réunion du cercle des marxistes de Pétersbourg (cercle des « anciens ») lors de la discussion d'un rapport de G. Krassine sur la *Question des marchés.*

Dans son intervention à la réunion du cercle, puis dans son écrit intitulé *A propos de la question dite des marchés*, Lénine mit en évidence les erreurs de G. Krassine et critiqua sévèrement les conceptions des populistes libéraux sur les destinées du capitalisme en Russie, ainsi que les conceptions du « marxisme légal » alors naissant.

L'ouvrage de Lénine fut une arme puissante dans la lutte contre le populisme et le « marxisme légal » ; il fut diffusé parmi les cercles social-démocrates de Pétersbourg et d'autres villes.

Le manuscrit de cet ouvrage, considéré comme définitivement perdu, n'entra en possession de l'Institut du marxisme-léninisme qu'en 1937. L'ouvrage fut publié pour la première fois dans la revue *Bolchévik* n° 21, 1937 ; il fut édité en brochure séparée en 1938 par l'Institut du marxisme-léninisme. — P. 87.

13. Le schéma donné de la reproduction élargie compte tenu du progrès technique est exactement conforme au manuscrit de Lénine ; l'inexactitude de certains chiffres n'influe pas sur la marche du raisonnement et les résultats d'ensemble. — P. 99.

14. Dans la colonne « Moyens de production pour les moyens de consommation » figure la somme totale I (v+pl), incluant la part prévue pour l'accumulation. Il faut remarquer qu'une partie de la valeur nouvellement créée dans la section I s'incarne en outils et matériaux qui sont non des moyens de production pour la section II, mais des moyens de production supplémentaires (en sus de ceux qui sont consommés) pour la section I — on peut juger de l'importance relative des moyens de production créés qui demeurent dans la section I et de ceux qui passent dans la section II d'après la grandeur du capital constant existant en fait dans les deux sections l'année suivante.

Deux erreurs se sont glissées dans le manuscrit de Lénine : on y trouve 3 172 au lieu de 3 172 1/2, et 10 828 1/2 au lieu de 10 830. Il suffit de se reporter au schéma donné plus haut pour s'en convaincre. — P. 99.

15. Karl Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1953, L. II, t. II, p. 83. — P. 101.

16. Karl Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1948, L. I, t. I, p. 115. — P. 113.

17. *Nik. — on* ou *N. — on.* — Pseudonyme de N. Danielson, un des idéologues du populisme libéral des années 80 et 90. L'ouvrage de Nikolaï — on cité ici s'intitule *Essais sur notre économie sociale après l'abolition du servage*, Saint-Pétersbourg, 1893. — P. 114.

18. *Plouchkine.* — Personnage des *Ames mortes* de Gogol. — P. 118.

19. Karl Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1952, L. II, t. I, p. 294. — P. 119.

20. L'ouvrage de Lénine « *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates* » fut écrit en 1894 (le premier fascicule fut achevé en avril, le deuxième et le troisième au cours de l'été). Lénine avait commencé à travailler à ce livre alors qu'il était encore à Samara, en 1892-1893. Dans

le cercle marxiste de cette ville, il fit des conférences au cours desquelles il soumit à une critique serrée les adversaires du marxisme, les populistes libéraux : V. V. (Vorontsov), Mikhaïlovski, Ioujakov, Krivenko. Ces conférences devaient servir de matériaux préparatoires au livre *Ce que sont les « amis du peuple »*.

L'ouvrage de Lénine parut en fascicules séparés. Le premier fut polycopié à Pétersbourg au printemps de 1894 et diffusé illégalement à Pétersbourg et dans d'autres villes. En juillet 1894 parut une deuxième édition du premier fascicule, imprimée par le même procédé. 100 exemplaires environ des premier et second fascicules furent imprimés par A. Ganchine en août à Gorki (province de Vladimir). Enfin, en septembre de la même année, à Pétersbourg. A. Vanéiev tira à la polycopie 50 autres exemplaires du premier fascicule (dont ce fut la quatrième édition), et à peu près la même quantité d'exemplaires du troisième. Cette édition du livre portait en annotation sur la couverture, à des fins de conspiration *Edition d'un groupe provincial de social-démocrates*. Les organisations locales multipliaient l'ouvrage de Lénine par les moyens les plus divers : certains fascicules furent recopiés à la main, dactylographiés, etc. Le groupe social-démocrate du district Borzenski (province de Tchernigov) tira *Ce que sont les « amis du peuple »* à la polycopie.

L'ouvrage fut diffusé à Pétersbourg, Moscou, Vilno, Kiev, Tchernigov, Poltava, Vladimir, Penza, Rostov-sur-le-Don, Tiflis, Tomsk, et dans d'autres villes.

Il était bien connu du groupe « Libération du travail », ainsi que d'autres organisations social-démocrates russes à l'étranger.

L'édition polycopiée des premier et troisième fascicules du livre fut retrouvée au début de 1923 dans les archives social-démocrates de Berlin et, à peu près à la même époque, à la Bibliothèque publique de Léningrad.

Dans les première, deuxième et troisième éditions des Œuvres de Lénine, cet ouvrage fut imprimé d'après les éditions polycopiées découvertes en 1923.

Dans la présente édition, *Ce que sont les « amis du peuple »* est publié d'après un nouvel exemplaire de l'édition polycopiée, parvenu à l'Institut du marxisme-léninisme en 1936. Cet exemplaire comporte de nombreuses retouches rédactionnelles faites manifestement par Lénine lorsqu'il préparait l'édition qu'il avait l'intention de publier à l'étranger. Toutes ces retouches ont été reportées dans la présente édition. Dans les éditions polycopiées du premier fascicule on n'a pas employé d'italiques, d'espacement ou de soulignement, les portions de texte intéressées étant mises en évidence au moyen de guillemets. Conformément à l'exemplaire de base, la mise entre guillemets a été remplacée dans la présente édition par l'impression en italiques, et une série d'interpolations mises entre parenthèses

sont renvoyées en bas de page. On trouvera également les commentaires donnés par Lénine au tableau (annexe 1 de l'ouvrage), qui avaient été omis dans les éditions précédentes des Œuvres de Lénine. Ainsi, la présente édition publie le texte exact de cet important ouvrage.

Quant au deuxième fascicule, dans lequel Lénine a critiqué les conceptions politiques et économiques du populiste libéral S. Ioujakov, il n'a pas encore été possible de le retrouver. — P. 143.

21. « *Rousskoïé Bogatstvo* » [la Richesse russe]. — Revue mensuelle qui parut de 1876 jusqu'au milieu de 1918. A partir des années 90, la revue devint l'organe des populistes libéraux et la rédaction en fut assurée par Krivenko et Mikhaïlovski. Elle prêchait la conciliation avec le gouvernement tsariste et l'abandon de toute lutte révolutionnaire contre lui, combattait le marxisme avec acharnement et se livrait à une campagne d'excitation contre les marxistes russes. — P. 147.

22. Il s'agit de l'article de N. Mikhaïlovski : *K. Marx jugé par Monsieur I. Joukovski*, publié dans la revue *Otétchestvennyïé Zapiski* n° 10, octobre 1877. — P. 149.

23. K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1948, L. I, t. I, p. 20. — P. 150.

24. Lénine cite la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions Sociales, Paris 1957, pp. 4-5. — P. 153.

25. K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1948, L. I, t. II, p. 59, note 2. — P. 161.

26. Lettre de K. Marx à la rédaction des *Otétchestvennyïé Zapiski*, écrite à la fin de 1877 à propos de l'article de N. Mikhaïlovski *K. Marx jugé par Monsieur I. Joukovski*. Cette lettre fut recopiée et envoyée en Russie par Engels après la mort de Marx. Au témoignage d'Engels, elle « circula longtemps en Russie sous forme de copies manuscrites de l'original français et fut ensuite publiée en traduction russe dans le *Vestnik Narodnoï Voli* [le Messager de la volonté du peuple] (n° 5. *N. R.*) en 1886 à Genève, et plus tard en Russie. Cette lettre, comme tout ce qui était de la plume de Marx, suscita un grand intérêt dans les milieux russes ». En Russie, la lettre de Marx fut publiée pour la première fois dans la revue *Iouriditcheski Vestnik*, n° 10, 1888. — P. 161.

27. F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1950, p. 182.— P. 161.

28. Il s'agit de *l'Idéologie allemande*, ouvrage écrit par Marx et Engels en 1845-1846 et mis sous le boisseau pendant des dizai-

nes d'années dans les archives de la social-démocratie allemande. Cet ouvrage fut publié intégralement pour la première fois en 1932, en allemand, dans une édition de l'Institut du marxisme-léninisme. Une traduction russe parut en 1933.

La caractéristique de cet ouvrage, citée dans le texte (à la même page du tome), est tirée de la préface de F. Engels à son ouvrage *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*. Voir Karl Marx, Friedrich Engels, *Etudes philosophiques*, Editions Sociales, Paris 1951, p. 14. — P. 162.

29. Il s'agit du livre de Morgan *Ancient Society*. — P. 163.

30. F. Engels, Préface à la première édition allemande de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884), Editions Sociales, Paris 1954, p. 16.—P. 163.

31. *Système des fiefs*. — Tenure caractéristique du régime féodal, établie en Russie au milieu du XV^e^ siècle. A la différence des alleux, pleine propriété héréditaire du boyard, le fief était un mode de tenure conditionnel et provisoire du noble, titulaire d'une charge. Considéré comme propriété du souverain féodal, le fief était à l'origine attribué aux titulaires de charges pour leur service à l'armée ou à la cour. Graduellement, la possession du fief devint héréditaire. Dès le milieu du XVII^e^ siècle, la différence entre les deux formes de possession féodale, les alleux et le fief, s'estompe peu à peu ; les droits féodaux de ces propriétaires s'égalisent. Sous le règne de Pierre 1^er^, le fief devient définitivement propriété privée de la noblesse terrienne. — P. 168.

32. *La I^re^ Internationale, Association Internationale des Travailleurs*, fut fondée par Marx à Londres, en automne 1864. Dirigée par Marx et Engels, l'Internationale guidait la lutte économique et politique des ouvriers des différents pays et renforçait leur solidarité internationale ; elle lutta contre les anarchistes proudhoniens, les bakouninistes et autres courants antimarxistes. Pratiquement, la I^re^ Internationale cessa d'exister en 1872. Sa portée historique réside dans le fait qu'elle « jeta les fondements de l'organisation internationale des travailleurs pour la préparation de leur assaut révolutionnaire contre le capital » (Lénine). — P. 171.

33. *V. Bourénine*. — Collaborateur du journal réactionnaire *Novoïé Vrémia* ; il poursuivit de sa haine et de ses calomnies les représentants de tous les courants progressistes de la pensée sociale. Lénine emploie ce nom comme un nom commun pour qualifier les méthodes malhonnêtes de polémique. — P. 171.

34. « *Novoïé Vrémia* » [Temps Nouveaux]. — Quotidien qui parut à Pétersbourg de 1868 jusqu'en octobre 1917 ; il appartint à

différents éditeurs et changea maintes fois sa tendance politique. Modéré et libéral pour commencer, il devint à partir de 1876 l'organe des milieux réactionnaires de la noblesse et de l'administration. Soudoyé par le gouvernement tsariste, il combattit non seulement le mouvement révolutionnaire, mais aussi la bourgeoisie libérale.

Dans un article publié le 4 février 1894, Bourénine comblait d'éloges N. Mikhaïlovski pour sa lutte contre les marxistes. — P. 174.

35. De la fable de Krylov « L'Eléphant et le carlin ». — P. 174.

36. F. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions Sociales, Paris 1954, p. 15 — P. 177.

37. K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1948, L. I, t. I, p. 23. — P. 177.

38. Lénine cite la lettre de K. Marx à Ruge (septembre 1843), d'après sa première publication dans la revue littéraire et politique du groupe « Libération du travail » : *le Social-démocrate*, fascicule IV, Genève 1892. — P. 178.

39. On trouve un exposé systématique et un nouveau développement de la méthode dialectique marxiste dans l'ensemble des Œuvres de Lénine. Voir, en particulier, ses ouvrages *Matérialisme et empiriocriticisme*, *Cahiers philosophiques*, et aussi l'article « Karl Marx », etc. — P. 182.

40. L'auteur de la note (*I. K-n*) était I. Kaufmann, professeur à l'Université de Pétersbourg. Parlant de cette note, Marx a dit qu'elle était l'un des meilleurs exposés de la méthode dialectique. Voir la postface à la 2e édition du livre I du *Capital*. — P. 182.

41. Lénine cite plus loin dans le texte (pp. 185-190 du présent tome) un extrait de l'ouvrage de F. Engels, *Anti-Dühring*. Editions Sociales, Paris 1950, pp. 161 à 165. — P. 185.

42. « *Otétchestvennyïé Zapiski* » [Notes de la Patrie]. — Revue à laquelle V. Biélinski collabora à partir de 1839. A partir de 1868, la revue fut dirigée par les écrivains Nékrassov, Saltykov-Chtchédrine, Iélisséiev, etc. A cette époque, elle groupait autour d'elle les intellectuels démocrates révolutionnaires. La revue fut en butte aux continuelles persécutions de la censure ; elle fut suspendue en 1884 par le gouvernement tsariste. — P. 191.

43. *Postoronnt* [Un tiers]. — Pseudonyme de N. Mikhaïlovski. — P. 191.

44. Il s'agit des thèses suivantes, formulées par Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste* :

« Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde.

Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. » (K. Marx et F. Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Editions Sociales, Paris 1957, pp. 27-28.) — P. 194.

45. F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1950, pp. 125-162. — P. 196.

46. Il s'agit des deux articles de N. Mikhaïlovski : *A propos de l'édition russe de l'ouvrage de K. Marx* (*Otétchestvennyïé Zapiski*, n° 4, avril 1872) et *K. Marx jugé par Monsieur I. Joukovski* (*Otétchestvennyïé Zapiski*, n° 10, octobre 1877). — P. 198.

47. Lénine cite la lettre de K. Marx à Ruge (septembre 1843). Voir K. Marx et F. Engels, *Sur la littérature et l'art* (présenté par Jean Fréville), Editions Sociales, Paris 1954, pp. 137-168. — P. 201.

48. Lénine fait allusion à S. Ioujakov, l'un des idéologues du populisme et le dirigeant de la revue *Rousskoïé Bogatstvo* ; les conceptions politiques et économiques de ce populiste (sur l'appréciation de la réalité économique russe, les destinées du capitalisme en Russie, la différenciation de la paysannerie, etc.), ont été critiquées par Lénine dans le deuxième fascicule de *Ce que sont les « amis du peuple »*. Ni le manuscrit, ni l'édition polycopiée de ce deuxième fascicule (1894) n'ont encore été retrouvés. — P. 202.

49. Il s'agit du premier groupe marxiste russe, le groupe « *Libération du travail* », organisé par G. Plékhanov à Genève en 1883 et qui effectua un important travail de diffusion du marxisme en Russie. — P. 210.

50. « *Narodnaïa Volia* » [Volonté du peuple]. — Société secrète populiste, fondée en 1879 pour la lutte révolutionnaire contre l'autocratie tsariste.

Peu après la mise à mort d'Alexandre II par les narodovoltsy (1 [13] mars 1881) *Narodnaïa Volia* fut saccagée par le gouvernement. La plupart de ses adhérents abandonnèrent la lutte révolutionnaire contre le tsarisme, prêchèrent la conciliation, l'entente avec l'autocratie du tsar. Ces épigones du populisme, les populistes libéraux des années 80-90, se firent les interprètes des intérêts des koulaks. — P. 215.

51. *Note des éditeurs.* — Postface à la première édition du premier fascicule de l'ouvrage de Lénine *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates.* Les « deuxième et troisième éditions en préparation » évoquées dans la postface désignent les deuxième et troisième fascicules de cet ouvrage. — P. 218.

52. *A propos de la présente édition.* — Postface à la deuxième édition du premier fascicule de *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates*, écrite en juillet 1894. — P. 219.

53. « *Iouriditcheski Vestnik* » [le Messager juridique]. — Revue mensuelle de tendance bourgeoise libérale, qui parut à Moscou de 1867 à 1892. — P. 225.

54. Voir N. Annenski : « Rapport sur la situation des artisans du district de Pavlovo » (*Messager des services de la navigation et de l'industrie de Nijni-Novgorod*, nos 1, 2 et 3 pour 1891). — P. 226.

55. Il s'agit de l'ouvrage de E. Démentiev : *La fabrique, ce qu'elle procure à la population et ce qu'elle lui prend* (Moscou 1893). — P. 228.

56. Les « données... concernant plusieurs districts » citées par Lénine pour illustrer la différenciation de la paysannerie, font partie du deuxième fascicule (qui n'a pas encore été retrouvé) de l'ouvrage *Ce que sont les « amis du peuple »*.

La question de la différenciation de la paysannerie a été traitée à fond par Lénine dans *Le développement du capitalisme en Russie* (Œuvres, t. 3) ; voir en particulier le chapitre II : « La décomposition de la paysannerie ». — P. 243.

57. *Les paysans « tchetvertnyïé »*, dans la Russie tsariste, étaient une catégorie d'anciens paysans d'Etat, issus de militaires subalternes, installés comme colons au XVIe et au XVIIe siècle sur les confins de l'Etat de Moscovie. Pour la garde des frontières, les colons (cosaques, streltsy, soldats) recevaient, en jouissance temporaire ou à titre héréditaire, de petits lopins de terre qui étaient mesurés en « tchetvert » (moitié d'une déciatine). A partir de 1719, les colons d'Etat furent désignés sous le nom d'*odnodvortsy*. Initialement, les odnodvortsy jouissaient de différents privilèges et avaient le droit de posséder des paysans. Au cours du XIXe siècle, les droits des odnodvortsy furent graduellement ramenés au niveau de ceux des paysans. D'après le règlement de 1866, la terre des odnodvortsy (*terre tchetvertnaïa*) fut reconnue comme leur propriété privée, transmissible aux membres de la famille des anciens odnodvortsy (paysans tchetvertnyïé). — P. 245.

58. Ici comme dans d'autres passages du présent tome, Lénine cite des passages du livre de I. Gourvitch : *La situation économique de la campagne russe*, paru en anglais à New York en 1892 ; une traduction russe parut en 1896. Ce livre contient une documentation précieuse ; il a fait l'objet d'une appréciation élogieuse de Lénine. — P. 246.

59. *Koloupaïev* et *Dérounov*, types d'exploiteurs capitalistes décrits dans les œuvres de l'écrivain satirique russe Saltykov-Chtchédrine. — P. 249.

60. Lénine cite l'ouvrage de K. Marx : *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*. — P. 256.

61. *Recueil de renseignements statistiques pour la province de Moscou*, t. V, fasc. I, 1879, et t. II, 1878. — P. 264.

62. Il s'agit du livre de V. Grigoriev : *La coutellerie et la serrurerie artisanales de la région de Pavlovo* (1881) et de l'ouvrage de N. Annenski mentionné à la note 54. — P. 271.

63. Tiré de la poésie du poète russe Nékrassov « Aux Semeurs ». — P. 277.

64. *Les land-bills de Gladstone*. — Lois agraires promulguées par le ministère libéral anglais de Gladstone dans les années 70 et 80 du XIX^e^ siècle. En vue d'atténuer la lutte entre les fermiers et les grands propriétaires fonciers (landlords) et de s'assurer les voix des fermiers, le gouvernement Gladstone imposa quelques limitations insignifiantes à l'arbitraire des landlords qui expulsaient en masse les fermiers. Le gouvernement promit également de régler la question des arriérés de fermage, de créer des tribunaux agraires spéciaux chargés d'établir pour une durée de 15 ans des fermages « équitables », etc. Les land-bills de Gladstone sont un modèle de démagogie sociale de la bourgeoisie libérale. — P. 280.

65. *Les assurances ouvrières de Bismarck*. — Assurances sociales des ouvriers en cas de blessures, de maladie, d'invalidité et de vieillesse, introduites en Allemagne dans les années 80 du XIX^e^ siècle par le gouvernement Bismarck. Elles ne s'étendaient qu'à une partie des ouvriers, et les caisses-maladie étaient alimentées pour les deux tiers par les versements des ouvriers eux-mêmes, tandis que les entrepreneurs ne versaient qu'un tiers. N'ayant pas réussi à étouffer le mouvement ouvrier par des lois féroces contre les socialistes, Bismarck essayait de le désagréger en distribuant aux ouvriers de misérables aumônes. On sait que cette politique ne fut pas non plus couronnée de succès. — P. 280.

66. *Les indemnités de rachat* que, conformément au « Règlement » du 19 février 1861 sur l'abolition du servage en Russie, les

paysans étaient tenus d'acquitter au profit des seigneurs terriens pour les lots de terre qui leur étaient attribués. Le montant des indemnités de beaucoup supérieur à la valeur effective des lots paysans, se chiffrait à environ 2 milliards de roubles. En effectuant ces versements, les paysans payaient, en somme, non seulement pour la terre dont ils avaient depuis longtemps la jouissance, mais aussi pour leur émancipation personnelle. — P. 282.

67. Il s'agit du conte « Le libéral » du célèbre satirique russe Saltykov-Chtchédrine. — P. 283.

68. En 1889, le gouvernement tsariste, afin de raffermir le pouvoir des seigneurs terriens sur les paysans, instituait la fonction de *zemskiê natchalniki*, que l'on choisissait dans la noblesse terrienne. On conféra à ces fonctionnaires des droits administratifs importants, mais aussi des droits judiciaires, et même le droit d'arrêter les paysans et de leur faire subir des châtiments corporels. — P. 285.

69. *Zemskiê oupravy*. — Organes exécutifs des zemstvos. (Voir note 2.) — P. 285.

70. « *Nêdêlia* » [la Semaine]. — Hebdomadaire populiste libéral qui parut à Pétersbourg de 1866 à 1901. Il condamnait la lutte contre l'autocratie et professait la théorie dite des « petites actions », c'est-à-dire qu'il incitait les intellectuels à se détourner de la lutte révolutionnaire au profit des « activités culturelles pures ». — P. 285.

71. Il s'agit d'A. Herzen. Voir la lettre de K. Marx à la rédaction des *Otêtchestvennyïê Zaptski*, en date de novembre 1877. — P. 288.

72. « *Sozialpolitisches Centralblatt* » [Le Messager central politique et social] : — Revue de l'aile droite de la social-démocratie allemande. Commença à paraître en 1891. — P. 295.

73. *C. Pobêdonostsev*. — Procureur général du Saint synode, ultra-réactionnaire, inspirateur de la politique de servage d'Alexandre III. — P. 296.

74. *La presse rampante*. — On appelait ainsi les organes de presse (revues et journaux) soudoyés par le gouvernement tsariste et qui se prosternaient devant lui. — P. 298.

75. *A. Ermolov*, ministre de l'Agriculture et des Biens d'Etat de 1893 à 1905 ; pratiqua une politique de défense des vestiges du servage, fut le porte-parole des intérêts des féodaux de la propriété foncière.

S. Witte, un des ministres les plus éminents de la Russie

tsariste ; fut ministre des Finances pendant une période prolongée (1892-1903). Contribua au développement du capitalisme en Russie par les mesures qu'il prit dans le domaine des finances, de la politique douanière, de la construction des voies ferrées, etc., dans l'intérêt de la grande bourgeoisie. — P. 298.

76. Il s'agit du groupe des socialistes populistes de l'émigration révolutionnaire russe, dirigé par N. Outine. Ce groupe éditait à Genève la revue *Narodnoïé Diélo* [la Cause du peuple]. Au début de 1870, il se constitua en section russe de l'Association Internationale des Travailleurs (la Ire Internationale). Le 22 mars 1870, le Conseil général de l'Internationale admit la section russe dans l'Internationale. A la demande de la section, K. Marx en assuma la représentation au Conseil général. « J'accepte avec plaisir la tâche d'honneur que vous me proposez, d'être votre représentant au Conseil principal », écrivit-il le 24 mars aux membres de la section russe. Ceux-ci soutinrent Marx dans sa lutte contre les anarchistes-bakouninistes, se firent les propagandistes révolutionnaires des idées de l'Internationale et s'efforcèrent de resserrer les liens du mouvement révolutionnaire russe avec celui de l'Europe occidentale.— P. 302.

77. *A. Engelhardt.* — Publiciste populiste qui s'acquit une grande popularité par son activité agronomique et sociale et par son expérience dans l'organisation d'une exploitation rationnelle qu'il réalisa dans son propre domaine de Batichtchévo, province de Smolensk (voir ses lettres *Du fond de la campagne*, 1882, parues aux Éditions économiques et sociales [en U.R.S.S.] en 1937). Lénine a donné une caractéristique de cette exploitation dans *Le développement du capitalisme en Russie*, chapitre III, paragraphe VI. — P. 303.

78. « *Le Social-démocrate* ». — Revue politique et littéraire, éditée à l'étranger par le groupe « Libération du travail » de 1890 à 1892 ; il parut en tout quatre fascicules. Lénine cite l'article de Plékhanov *N. Tchernychevsky*, publié dans le premier fascicule du *Social-démocrate* pour 1890, pp. 138-139. — P. 305.

79. *Otrezki.* — Terres enlevées aux paysans par les grands propriétaires fonciers lors de l'abolition du servage en Russie. — P. 313.

80. *Araktchéïev.* — Personnalité réactionnaire de la Russie tsariste de la fin du XVIIIe-début du XIXe siècle. Son nom reste attaché à toute une époque de despotisme policier illimité et d'arbitraire militariste. — P. 316.

81. Il s'agit du parti *Narodnoïé Pravo* [le Droit du peuple], organisation illégale des intellectuels démocrates, fondé avec la participation d'anciens membres de *Narodnaïa Volia* en 1893, et détruit en 1894 par le gouvernement tsariste. Cette orga-

nisation lança deux documents-programmes : *Une question urgente* et un *Manifeste*. Voir l'appréciation donnée par Lénine sur les membres du *Narodnoïé Pravo* en tant que parti politique, pp. 357-360 du présent tome, et dans la brochure *Les tâches des social-démocrates russes* (Œuvres, t. 2). La plupart des membres du *Narodnoïé Pravo* adhérèrent par la suite au parti socialiste-révolutionnaire. — P. 316.

82. Lénine cite le livre I du *Capital* de K. Marx d'après l'édition russe de 1872. Voir K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1950, L. I, t. III, p. 205. — P. 336.

83. Il s'agit de l'ouvrage de Nik. — on (N. Danielson) : *Essais sur notre économie sociale après l'abolition du servage*, Saint-Pétersbourg 1893. — P. 340.

84. Lénine cite des extraits de l'ouvrage d'Engels *La question du logement* (Préface à la deuxième édition). Voir Friedrich Engels, *La Question du logement*, Editions Sociales, Paris 1957, pp. 14, 17, 18, traduction revue et corrigée. — P. 344.

85. Lénine cite le livre I du *Capital* de K. Marx d'après l'édition russe de 1872. Voir K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1948, L. I, t. II, pp. 126-127, note 4. — P. 345.

86. Lénine fait allusion aux thèses formulées par Marx au chapitre II de son ouvrage *Misère de la philosophie*. Voir K. Marx, *Misère de la philosophie*, Bureau d'éditions, Paris 1937, p. 114. — P. 346.

87. Lénine cite l'ouvrage de K. Marx *Critique du programme de Gotha*. Voir Karl Marx et Friedrich Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions Sociales, Paris 1950, p. 32. — P. 346.

88. *Manilovisme*. — Du nom du propriétaire foncier Manilov, personnage des *Ames mortes* de Gogol, synonyme de la quiétude, d'une sentimentalité doucereuse et d'une fantaisie sans objet. — P. 349.

89. Voir la postface à la deuxième édition du livre I du *Capital*. K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1945, L. I, t. I, p. 29. — P. 355.

90. Lénine cite la lettre de K. Marx à Ruge (septembre 1843). Voir K. Marx et F. Engels, *Sur la littérature et l'art* (présenté par Jean Fréville), Editions Sociales, Paris 1954, p. 137. — P. 356.

91. L'article « *Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé* » a été écrit par Lénine à Pétersbourg à la fin de 1894 et au début de 1895. Il était dirigé contre le « marxisme légal ».

La lutte de Lénine contre le « marxisme légal » a eu une immense importance.

Lénine discerna d'emblée la nature bourgeoise libérale des « marxistes légaux », et, dès l'automne 1894, présenta devant le cercle marxiste de Pétersbourg un rapport sur le thème *l'Influence du marxisme sur la littérature bourgeoise*, dans lequel il critiquait âprement Strouvé et les autres « marxistes légaux ».

Ce rapport servit de base à l'article *Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé* qui fut publié (sous le pseudonyme de *K. Touline*) dans le recueil *Documents pour servir à la caractéristique de notre développement économique.*

Le recueil fut tiré à 2 000 exemplaires dans une imprimerie légale en avril 1895. Le gouvernement tsariste interdit sa diffusion et, après avoir mis le recueil sous scellés pendant une année entière, le confisqua et le fit brûler. On ne réussit à sauver que 100 exemplaires, qui furent diffusés clandestinement parmi les social-démocrates de Pétersbourg et dans d'autres villes, notamment à Tiflis.

A la fin de 1907, l'article *Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé* fut inclus par Lénine dans le recueil *En 12 ans*, avec pour sous-titre *L'influence du marxisme sur la littérature bourgeoise.* Dans la préface au recueil, Lénine souligna spécialement que l'article dérivait d'un rapport présenté en automne 1894. Il indiqua également que, sous bien des rapports, cet article constituait en quelque sorte le plan de ses travaux économiques ultérieurs, notamment du livre *Le développement du capitalisme en Russie.* — P. 361.

92. « *Truck-system* ». — Système de rétribution des ouvriers en marchandises provenant de magasins de fabrique appartenant aux fabricants. Ce système, qui constitue un moyen supplémentaire d'exploiter les ouvriers, était particulièrement répandu en Russie dans les régions d'industrie artisanale. — P. 374.

93. « *Moskovskié Védomosti* » [les Informations de Moscou]. — Un des plus anciens journaux russes, initialement édité (à partir de 1756) par l'Université de Moscou sous petit format ; à partir des années 60 du XIX^e^ siècle, il devint un organe de tendance nationaliste monarchiste, qui propageait les conceptions des couches les plus réactionnaires des grands propriétaires fonciers et du clergé ; à partir de 1905, il devint l'un des principaux organes des Cent-Noirs. Parut jusqu'à la Révolution d'Octobre 1917.

« *Viest* » [la Nouvelle]. — Journal réactionnaire des tenants du servage. Parut dans les années 60-70. — P. 376.

94. La « *dictature du cœur* ». — C'est ainsi qu'on appelait ironiquement la politique éphémère d'avances aux libéraux pratiquée par Loris-Mélikov, haut dignitaire du tsar, qui fut, en 1880, tout d'abord chef de la « Commission administrative suprême » pour la lutte contre l'« esprit de sédition », puis ministre de l'Intérieur.

Cette politique avait pour objet d'attirer la bourgeoisie libérale du côté du tsarisme et de mettre fin aux tendances d'opposition qui s'étaient fait jour dans son sein sous l'influence du mouvement révolutionnaire qui montait dans le pays. — P. 381.

95. *Tchinchéviks.* — Tenanciers héréditaires astreints à redevance presque invariable, dit le *tchinch.* Cette pratique était répandue en Russie tsariste, notamment en Pologne, Lituanie, Grande-Russie et les régions d'Ukraine, riveraines de la mer Noire. — P. 400.

96. Voir les œuvres de Gleb Ouspenski, en particulier les récits et nouvelles : *Extraits d'un journal de la campagne*, *Le carnet de chèques*, *Lettres de voyage*, *Liaisons non rompues*, *Chiffres vivants.* — P. 408.

97. *Monsieur Coupon.* — Expression imagée employée dans les publications des années 80 et 90 pour désigner le *Capital* et les *capitalistes.* L'expression *Monsieur Coupon* fut lancée par l'écrivain Gleb Ouspenski dans ses nouvelles *Graves péchés* (publiées pour la première fois dans la revue *Rousskaïa Mysl*, 1888, fascicule 12). — P. 414.

98. *Regierungsrat de Prusse* (Conseiller d'Etat). — Allusion à un économiste allemand, le baron A. Haxthausen, qui visita la Russie dans les années 40 du XIX^e^ siècle et décrivit en détail une communauté paysanne russe dans son livre *Etude des rapports internes de la vie populaire et en particulier des institutions rurales de la Russie.* Selon l'expression d'Engels, Haxthausen « découvrit la propriété communale de la terre en Russie » ; en même temps, il faisait l'éloge de la Russie de Nicolas Ier, considérant que son avantage sur l'Europe occidentale résidait dans l'absence en Russie de la « plaie du prolétariat ». — P. 422.

99. Pour des raisons de censure, Lénine ne pouvait mentionner ouvertement les ouvrages marxistes édités par le groupe « Libération du travail ». Il renvoie le lecteur à l'ouvrage de V. V. (Vorontsov) *Essais d'économie théorique* (Pétersbourg 1895), où figure aux pages 257-258 une importante citation de l'article de Plékhanov *Revue de la situation intérieure*, publié dans le *Social-démocrate*, 2^e^ fascicule, août 1890. — P. 426.

100. *Mirtov.* — Pseudonyme de P. Lavrov (1823-1900), l'un des idéologues du populisme des années 70 du XIX^e^ siècle, membre de la société secrète populiste *Zemlia i volia* [Terre et Liberté], et plus tard du parti *Narodnaïa Volia* ; recommanda dans les années 70 d'« aller au peuple » ; fondateur de l'« école subjective » idéaliste en sociologie. — P. 429.

101. Lénine se réfère ici à l'édition allemande de la brochure de K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (Hambourg 1885).

Voir Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Editions Sociales, Paris 1949, p. 98. — P. 447.

102. F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1950, p. 129. — P. 450.

103. K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1940, L. I, t. I., p. 95, note 2. — P. 451.

104. *Naucraries.* — Petites circonscriptions territoriales de l'ancienne république d'Athènes. Chaque naucrarie était tenue de construire, d'armer et de pourvoir d'un équipage un navire de guerre, ainsi que de fournir deux cavaliers pour les besoins militaires de l'Etat. — P. 453.

105. Lénine cite l'ouvrage de F. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* ; les pages de la traduction russe sont indiquées par Lénine d'après l'édition de 1894. Voir F. Engels, ouvr. cité, Editions Sociales, Paris 1950, p. 107. — P. 453.

106. K. Marx, *La guerre civile en France*, Editions Sociales, Paris 1953, p. 39 ; *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Editions Sociales, Paris 1949, p. 50. — P. 454.

107. Voir F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1950, p. 146. — P. 454.

108. Lénine cite la préface de K. Marx à la deuxième édition de la brochure : *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Voir K. Marx, ouvr. cité, Editions Sociales, Paris 1948, pp. 171-172.

L'ouvrage de Proudhon mentionné par Lénine dans le texte s'intitule : *La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat*. — P. 459.

109. *Leibcompagnons.* — Du mot « Leibcompagnie » (compagnie de gardes du corps), titre honorifique de la compagnie des grenadiers du régiment de la garde Préobrajenski, qui lui fut décerné en 1741 par Elisabeth Pétrovna pour l'avoir fait monter sur le trône. En récompense, les leibcompagnons reçurent des domaines, des avantages et des privilèges de toutes sortes. Le sobriquet de « Leibcompagnons » fut lancé par Saltykov-Chtchédrine dans ses *Récits de Pochékhonié*. — P. 461.

110. K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1952, L. II, t. IV, pp. 107-108. — P. 472.

111. Voir K. Marx et F. Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, Editions Sociales, Paris 1957, p. 34. — P. 474.

112. Lénine fait allusion au célèbre ouvrage de K. Marx : *Critique*

du programme de Gotha (Editions Sociales, Paris 1950, pp. 17-39).

Programme de Gotha, programme du parti social-démocrate allemand adopté en 1875 au congrès de Gotha, lors de la fusion des deux partis socialistes allemands jusque-là séparés : les eisenachiens (dirigés par Bebel et Liebknecht et subissant l'influence idéologique de Marx et d'Engels) et les lassalliens. Ce programme était entièrement opportuniste, du fait que les eisenachiens avaient fait des concessions aux lassalliens sur toutes les questions importantes et qu'ils avaient adopté les formulations lassalliennes. Marx et Engels soumirent le programme de Gotha à une critique foudroyante. — P. 477.

113. Lénine cite un extrait de l'ouvrage de Marx : *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Voir K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Editions Sociales, Paris 1949, pp. 43-44. — P. 483.

114. K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1950, L. I, t. III, p. 74. — P. 489.

115. Lénine fait allusion au chapitre XXIV du Livre I du *Capital* (chapitre XXX de l'édition française : « Contre-coup de la révolution agricole sur l'industrie. Etablissement du marché intérieur pour le capital industriel »). Voir K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1950, L. I, t. III, pp. 187 et suivantes. — P. 500.

116. K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1950, L. I, t. III, p. 85. — P. 501.

117. *Skopchtchina*. — Nom donné dans diverses régions de la Russie tsariste au fermage asservissant en nature, lorsque le fermier payait au propriétaire de la terre la moitié « par meule » (*s kopny*), et parfois plus, de la récolte et qu'il lui donnait par surcroît une partie de son travail sous forme de « prestations » variées. — P. 502.

118. K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1950, L. I, t. III, p. 191. — P. 508.

119. K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1950, L. I, t. III, chap. XXIX, § 4, pp. 184-186. — P. 508.

120. Lénine cite un extrait du livre III du *Capital* de K. Marx (édition allemande de 1894). Voir K. Marx, *Le Capital*, Editions Sociales, Paris 1958, L. III, t. III. — P. 527.

121. *Darstvenniki* ou paysans « dotés gratuitement ». — Partie des anciens paysans des grands propriétaires fonciers qui, lors de la réforme de 1861, reçurent à titre gratuit du propriétaire foncier un lot misérable composé en tout et pour tout du quart de ce

qu'on appelait le lot paysan « supérieur » ou « décrété », c'est-à-dire fixé par la loi dans la région considérée. Toute la partie restante des anciens lots paysans fut accaparée par le propriétaire foncier qui, même après l'abolition du servage, maintenait ainsi dans l'asservissement ses paysans « dotés », dépouillés de force. — P. 530.

122. Lénine a étudié cette question en détail dans son ouvrage *Le développement du capitalisme en Russie*. — P. 539.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LÉNINE
CHRONOLOGIE
(1870-1894)

1870

10 (22) avril A Simbirsk (aujourd'hui Oulianovsk), naissance de Vladimir Oulianov (Lénine).

1879

Août 16 (28) Lénine entre au lycée classique de Simbirsk.

1886

12 (24) janvier Mort du père de Lénine, I. Oulianov.

1887

1er (13) mars Arrestation du frère aîné de Lénine, A. Oulianov, pour participation à l'attentat contre Alexandre III.

8 (20) mai Exécution de A. Oulianov et de ses compagnons, condamnés dans l'affaire de l'attentat contre Alexandre III.

10 (22) juin Lénine termine ses études au lycée de Simbirsk avec la médaille d'or.

Fin juin La famille Oulianov s'installe à Kazan.

13 (25) août Lénine entre à l'Université de Kazan.

Septembre-novembre Lénine prend part au cercle révolutionnaire des étudiants de Kazan.

4 (16) décembre Lénine participe à un meeting d'étudiants à l'Université de Kazan.

5 (17) décembre — Arrestation de Lénine pour sa participation au mouvement révolutionnaire des étudiants.
Lénine est exclu de l'Université.

7 (19) décembre — Lénine est expulsé de Kazan et assigné à résider au village de Kokouchkino, où il sera sous la surveillance secrète de la police.

1888

23 septembre (5 octobre) — Lénine se voit refuser par le département de la police l'autorisation de partir à l'étranger « pour poursuivre ses études ».

Début octobre — Lénine est autorisé à revenir du village de Kokouchkino à Kazan, où toute la famille Oulianov vient s'installer.

Automne — Lénine étudie *Le Capital* de K. Marx et entre dans un cercle marxiste organisé par N. Fédosséiev.

1889

3-4 (15-16) mai — Lénine quitte Kazan pour la province de Samara, où il s'installe dans un hameau près du village d'Alakaïevka.

14 (26) juin — Lénine est informé que l'autorisation de se rendre à l'étranger « pour se soigner » lui est refusée.

13 (25) juillet — Arrestation de N. Fédosséiev et des membres des cercles marxistes qu'il avait organisés à Kazan, y compris les membres du cercle dont faisait partie Lénine.

11 (23) octobre — Lénine quitte le hameau près du village d'Alakaïevka pour Samara.

1890

Fin 1889-début 1890 — A Samara, Lénine poursuit l'étude des œuvres de Marx et d'Engels et traduit le *Manifeste du Parti communiste*, qui est étudié ensuite dans les cercles illégaux de Samara (cette traduction n'a pas été conservée). Lénine fait la connaissance de A. Skliarenko et s'attache à diffuser le marxisme parmi la jeunesse de Samara.

17 (29) mai — Lénine est autorisé à passer, à titre d'externe, les examens d'Etat à la Faculté de Droit de l'Université de Pétersbourg.

Fin août (début septembre) Premier voyage de Lénine à Pétersboug à l'occasion des examens qu'il doit passer à l'Université de cette ville.

26 août-1er septembre (7-13 septembre) Sur le chemin de Pétersbourg, Lénine s'arrête à Kazan.

24 octobre (5 novembre) Lénine revient de Pétersbourg à Samara.

1891

4-24 avril (16 avril-6 mai) Lénine passe les examens d'Etat à l'Université de Pétersbourg pour la Faculté de Droit (session de printemps).

17 (29) mai Lénine quitte Pétersbourg pour Samara.

Eté-début septembre Lénine vit à Samara et au hameau près du village d'Alakaïevka.

16 (28) septembre-9 (21) novembre Lénine achève de passer ses examens d'Etat à l'Université de Pétersbourg (session d'automne).

12 (24) novembre Lénine revient de Pétersbourg à Samara.

1892

14 (26) janvier Lénine reçoit de l'administration de la circonscription académique de Pétersbourg un diplôme universitaire du premier degré.

30 janvier (11 février) Sur nomination du tribunal de l'arrondissement de Samara, Lénine est inscrit sur les registres des aides-avocats.

23 juillet (4 août) Lénine obtient le droit de plaider en justice.

Eté 1892-hiver 1892-1893 Lénine écrit des exposés critiquant les conceptions des populistes et les lit dans les cercles illégaux. Ces exposés ont constitué les matériaux préparatoires de son ouvrage *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates.*

1893

Printemps-été Le premier cercle des marxistes de Samara (A. Skliarenko et I. Lalaïantz) se forme autour de Lénine. Lénine prépare et lit devant le cercle l'exposé *Nouvelles transformations économiques dans la vie paysanne (à propos du livre de V. Postnikov).*

Fin août (début septembre) — Au cours d'un voyage de Samara à Pétersbourg Lénine s'arrête à Nijni-Novgorod et fait la connaissance des marxistes de la ville.

31 août (12 septembre) — Lénine arrive à Pétersbourg.

3 (15) septembre — Lénine entre comme aide-avocat chez M. Wolkenstein.

25 septembre (7 octobre) — Lénine se rend à Vladimir pour y rencontrer N. Fédosséiev. La rencontre n'eut pas lieu, Fédosséiev n'étant pas encore sorti de prison à cette époque.

Automne — A Pétersbourg, Lénine entre au cercle marxiste des étudiants de l'Institut technologique (S. Radtchenko, V. Starkov, P. Zaporojetz, G. Krjijanovski, etc.) et fait au cours d'une réunion du cercle une critique de l'exposé de G. Krassine sur la *Question des marchés*.
Lénine écrit l'exposé *A propos de la question dite des marchés* et le lit devant le cercle marxiste.

Automne et hiver 1893-1894 — Lénine prend contact avec les ouvriers d'avant-garde des fabriques et usines de Pétersbourg (V. Chelgounov, I. Babouchkine, et d'autres encore).
Les interventions de Lénine produisaient une très forte impression sur les membres des cercles marxistes de Pétersbourg. Une connaissance extraordinairement profonde de la doctrine de Marx, la capacité d'appliquer d'une façon créatrice le marxisme à la situation économique et politique de la Russie, la foi ardente et inébranlable en la victoire de la cause ouvrière, un remarquable talent d'organisateur — toutes ces qualités firent de Lénine le dirigeant reconnu des marxistes de Pétersbourg.

1894

Début janvier — Lénine vient de passer à Moscou les vacances du Nouvel An.

9 (21) janvier — Au cours d'une réunion illégale à Moscou, Lénine intervient contre le populiste V.V. (V. Vorontsov) et soumet ses conceptions à une critique foudroyante.

Janvier — Lénine visite Nijni-Novgorod et présente un exposé devant le cercle marxiste local sur le livre de V. V. *Les destinées du capitalisme en Russie*.
De retour à Pétersbourg, où il assume la direction du groupe social-démocrate et du cercle ouvrier central, Lénine dirige les études dans les cercles ouvriers des faubourgs situés au-delà de la porte Nevskaïa et dans d'autres arrondissements.

Mars-juin — Lénine écrit son ouvrage : *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates*, dont le premier fascicule paraît au printemps à Pétersbourg.

Premier semestre de l'année — Lénine fait devant le cercle marxiste de Pétersbourg un exposé dans lequel il soumet à une analyse critique le livre du populiste N. Karychev *Les affermages paysans des terres non concédées.*

14 (26) juin — Lénine part pour l'été chez ses parents à Moscou et passe un certain temps à Samara.

Juillet — A Pétersbourg paraît la deuxième édition du premier fascicule de l'ouvrage de Lénine : *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates.*

27 août (8 septembre) — Lénine revient de Moscou à Pétersbourg.

Fin août (première quinzaine de septembre) — A Gorki (province de Vladimir) paraissent la première édition du deuxième fascicule et la troisième édition du premier fascicule de l'ouvrage de Lénine *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates.*

Septembre — La première édition du troisième fascicule et la quatrième édition du premier fascicule de l'ouvrage de Lénine : *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates*, paraissent à Pétersbourg.

Octobre — Lénine lit devant le cercle des marxistes de Pétersbourg son ouvrage *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates.*

Automne — A une réunion du cercle des marxistes de Pétersbourg, Lénine lit son exposé *Influence du marxisme sur la littérature bourgeoise*, dans lequel il soumet à une critique acérée les déformations bourgeoises du marxisme contenues dans le livre de Strouvé : *Notes critiques sur le développement économique de la Russie.*

Après le 24 décembre (après le 5 janvier) — Avec le concours actif de l'ouvrier I. Babouchkine, Lénine rédige un tract adressé aux ouvriers de l'usine Sémiannikov à propos de l'effervescence qui s'y est produite. C'est le premier tract d'agitation des marxistes russes.

Fin 1894-début 1895 — Lénine écrit l'ouvrage *Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé.*

TABLE DES MATIERES

Préface à la quatrième édition 7
Préface au tome premier 15

1893

NOUVELLES TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES DANS LA VIE PAYSANNE (*A propos du livre de V. Postnikov : « L'Economie paysanne de la Russie méridionale »*) 17-85
I 19
II 24
III 39
IV 52
V 80

A PROPOS DE LA QUESTION DITE DES MARCHÉS 87-140
I 91
II 92
III 96
IV 101
V 105
VI 112
VII 120
VIII 136

1894

CE QUE SONT LES « AMIS DU PEUPLE » ET COMMENT ILS LUTTENT CONTRE LES SOCIAL-DÉMOCRATES (*Réponse aux articles parus dans la revue « Rousskoïé Bogatstvo » et dirigés contre les marxistes*). 143-360
Fascicule I 145
Note des éditeurs 218
A propos de la présente édition 219
Fascicule III 221
Annexe I 327
Annexe II 334
Annexe III 354

LE CONTENU ÉCONOMIQUE DU POPULISME ET LA CRITIQUE QU'EN FAIT DANS SON LIVRE M. STROUVÉ (INFLUENCE DU MARXISME SUR LA LITTÉRATURE BOURGEOISE) (*A propos du livre de P. Strouvé « Notes critiques sur le développement économique de la Russie », Saint-Pétersbourg, 1894*) . . 361-547

Chapitre I. Commentaire juxtalinéaire à une *profession de foi* populiste 368

Chapitre II. Critique de la sociologie populiste 427

Chapitre III. Comment les populistes posent les problèmes économiques et comment les pose M. Strouvé 458

Chapitre IV. Comment M. Strouvé explique certains traits de l'économie russe après l'abolition du servage . . . 486

I 488

II 518

III 524

IV 528

V 533

VI 540

Notes 549

La vie et l'œuvre de V. Lénine 571

ILLUSTRATIONS

Portrait de Lénine (1918) 2-3

Portrait de Lénine (1890-1891) 16-17

Première page du manuscrit de Lénine : *Nouvelles transformations économiques dans la vie paysanne.* — 1893 18-19

Première page du manuscrit de Lénine : *A propos de la question dite des marchés.* — 1893 89

Dernière page du manuscrit de Lénine : *A propos de la question dite des marchés.* — 1893 141

Couverture du fascicule III de l'édition polycopiée du livre de Lénine : *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates.* — 1894 222-223

Dernière page du fascicule III de l'édition polycopiée du livre de Lénine : *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates.* — 1894 326-327

Page de titre du recueil dans lequel fut publié l'ouvrage de Lénine : *Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé.* — 1895 363

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR JACQUES KITOVER, HENRI PERDRIZET, ALEXANDRE ROUDNIKOV

В. И. ЛЕНИН

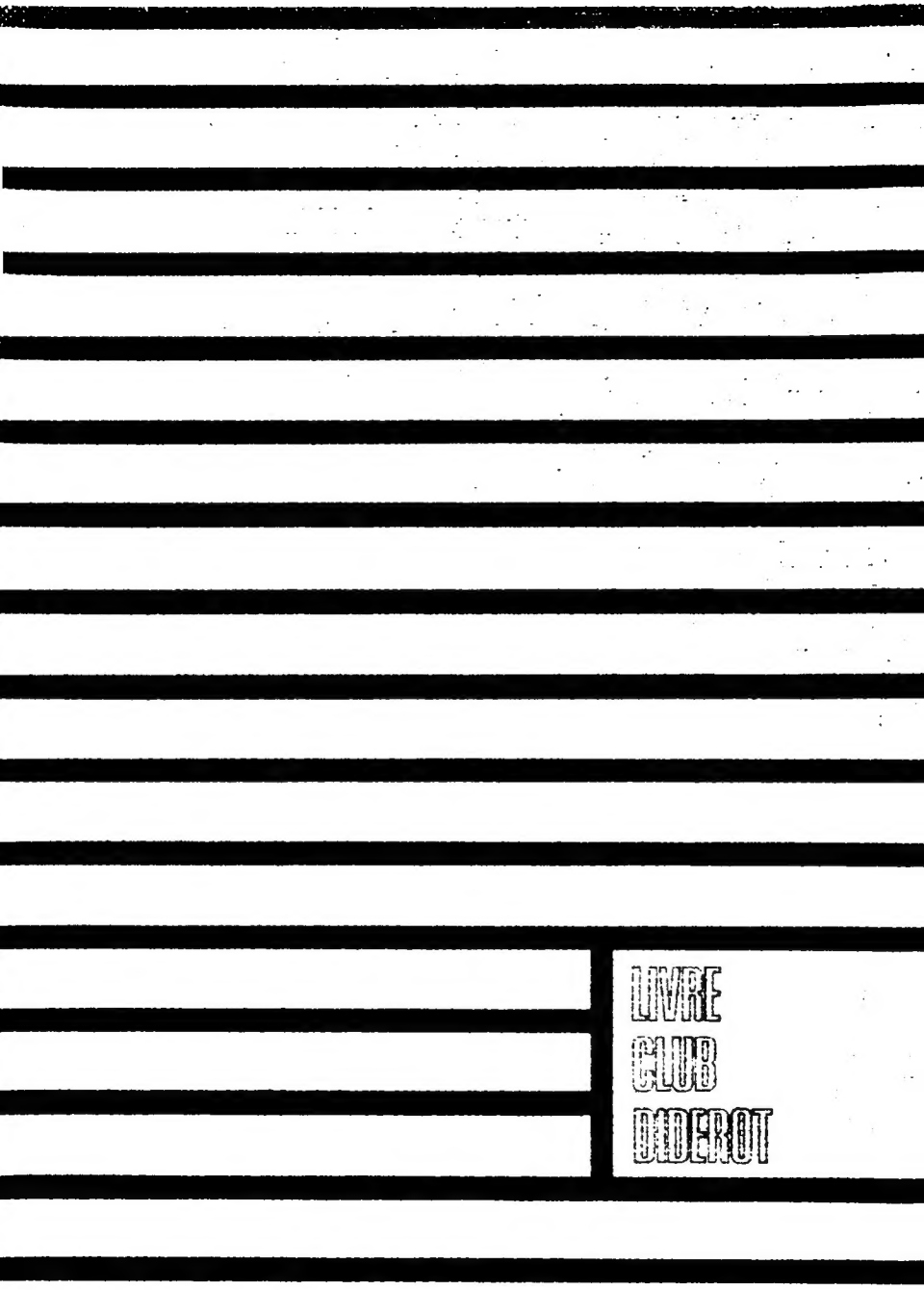
СОЧИНЕНИЯ

ТОМ I

На французском языке

Achevé d'imprimer en janvier 1966 par les Editions du Progrès. Moscou

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou


LIVRE
CLUB
DIDEROT